

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

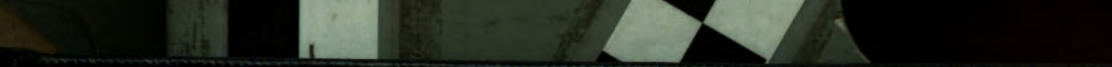
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



UNIVERSITY OF VIRGINIA





Digitized by Google

Digitized by Google





Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE L'ÉGLISE

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

FONDÉE PAR AUGUSTIN FLICHE ET VICTOR MARTIN
DIRIGÉE PAR J.-B. DUROSELLE ET EUGÈNE JARRY

12

Institutions ecclésiastiques de la Chrétienté médiévale

**

PREMIÈRE PARTIE
Livres II à VI

par
Gabriel LE BRAS
doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Paris
directeur à l'Ecole pratique des Hautes-Études
membre de l'Institut

BLOUD & GAY

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE L'ÉGLISE

I 2

**

PREMIÈRE PARTIE
LIVRES II A VI

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE L'ÉGLISE

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

FONDÉE PAR AUGUSTIN FLICHE & VICTOR MARTIN
DIRIGÉE PAR J.-B. DUROSELLE & EUGÈNE JARRY

12

Institutions ecclésiastiques de la Chrétienté médiévale

**

PREMIÈRE PARTIE

Livres II à VI

par

Gabriel LE BRAS

doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Paris
directeur à l'Ecole pratique des Hautes-Études
membre de l'Institut

BLOUD & GAY

Digitized by Google

BR
141
.H5
v.12
pt.1
Inv. 2-6

© by BLOUD & GAY, 1964

Printed in Belgium

Digitized by Google

ABRÉVIATIONS

A.E.A.	*Archives de l'Église d'Alsace*
A.F.H.	*Archivum franciscanum historikum*
A.f.K.K.R.	*Archiv für Katholisches Kirchenrecht*
A.F.P.	*Archivum Fratrum praedicatorum*
A.S.D.	*Annali di storia del diritto*
A.S.O.C.	*Analecta sacri ordinis Cisterciensis*
Atti Congr.	*Atti del Congresso internazionale di diritto romano (1933)*
B.C.T.H.	*Bulletin du Comité des Travaux historiques*
B.T.A.M.	*Bulletin de théologie ancienne et médiévale*
C.O.C.R.	*Collectanea ordinis Cistercensium reformatorum*
D.D.C.	*Dictionnaire de droit canonique*
D.H.G.E.	*Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*
D.T.C.	*Dictionnaire de théologie catholique*
E.H.R.	*English historical Review*
E.T.L.	*Ephemerides theologicae lovanienses*
H.D.I.E.O.	*Histoire du droit et des institutions de l'Église en Occident*
H.E.	*Histoire de l'Église depuis les origines jusqu'à nos jours.*
H.J.	*Historische Jahrbuch*
H.L.	Hefele-Leclerc, *Histoire des conciles*
K.R.A.	*Kirchenrechtliche Abhandlungen*
H.Z.	*Historische Zeitschrift*
M.I.O.G.	*Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*
O.A.K.R.	*Osterreichisches Archiv für Kirchenrecht.*
P.L.	*Patrologie latine* (Migne)
Q.F.I.A.B.	*Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*
R.B.	*Revue bénédictine*
R.D.C.	*Revue de droit canonique*
R.E.D.C.	*Revista española de derecho canonico*
R.H.	*Revue historique*
R.H.D.	*Revue historique de droit français et étranger*
R.H.E.	*Revue d'histoire ecclésiastique*
R.H.E.F.	*Revue d'histoire de l'Église de France*
R.I.D.A.	*Revue internationale des droits de l'Antiquité*
R.M.A.L.	*Revue du Moyen Age latin*
R.Q.H.	*Revue des questions historiques*

Digitized by Google

R.S.D.I.	*Revista di storia del diritto italiano*
R.S.R.	*Revue des sciences religieuses*
Tijdschr.	*Revue d'histoire du droit*, Harlem
T.Q.	*Theologische Quartalschrift*
Z.G.O.R.	*Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*
Z.K.T.	*Zeitschrift für Katholische Theologie*
Z.S.S.,K.A.	*Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtgeschichte Kanonistiche Abteilung*
Z.S.S.,R.A.	*Zeitschirft der Savigny - Stiftung für Rechtsgeschichte, Roma nistische Abteilung*
Mendola	*Settimana internazionale di studio.* Passo della Mendola, 1961

CITATIONS DU CORPUS JURIS CANONICI

Décret de Gratien
Dist. 4 c. 1 = Distinction 4, canon 1.
C. 1 q. 1 c. 1 = Cause 1, question 1, canon 1.
De pen., dist. 1 c. 1 = *De penitentia*, Cause 33, q. 3.
De cons., dist. 1 c. 1 = *De consecratione.*

Décrétales
X I 1 1 = Décrétales de Grégoire IX, livre I, titre 1, chap. 1.
VI I 1 1 = Sexte, livre I, titre 1, chap. 1.
Clem., I 2 1 = *Clémentines*, livre I, titre 2, chap. 1.
Extr. Jo., XXII I 2 = *Extravagantes* de Jean XXII, titre 1, chap. 2.
Extr. comm., I 1 1 = *Extravagantes communes*, livre I, titre 1, chap. 1.

Digitized by Google

LIVRE II

SPIRITUEL ET TEMPOREL

Société spirituelle, l'Église n'a d'autre but statutaire que de sauver les hommes en leur communiquant la grâce. Par ses origines, sa nature, sa fin, elle appartient à l'ordre surnaturel, où elle introduit et régit ses fidèles [1]. Cependant, composée d'hommes, installée dans l'espace, tenue de recourir aux biens terrestres, elle appartient à l'ordre social, avec toutes ses contingences. Sa vocation l'élève à Dieu, son appareil s'adapte au monde : ce double attrait constitue le drame permanent de sa vie.

Autant que la pensée et les systèmes, le droit et les institutions participent à la tragédie. Si déprisé par les spirituels, le droit se donne pour serviteur de l'Esprit. Législateurs, compilateurs, docteurs proclament cette fonction suprême [2]. En fait, le droit contrôle l'orthodoxie, gouverne les consciences, organise le culte et les sacrements.

Bien plus urgente et aussi bien plus exposée à des complaisances comme à des refus est son action sur les forces temporelles, à la fois nécessaires et redoutables, que l'Église rassemble pour son service. Elles l'ont peu à peu comblée et l'âge classique sera tout occupé à ménager les techniques de leur réception et de leur jeu. Avec une ingéniosité patiente, l'Église tentera de les subordonner à ses plus hauts desseins. Ramenée au sol, elle fera les compromis sans magnificence exigés par sa double nature.

Spirituels et temporels : nous chercherons d'abord à discerner les éléments, trop souvent confondus ou méconnus, de la puissance, à disséquer chacun d'entre eux, à préciser leur importance relative et leurs rapports constants.

La nécessité d'un ordre dans cet impressionnant réseau de forces apparut dès les premiers siècles, encore mieux au cours de l'âge classique : accroître et conserver les forces temporelles tout en les subordonnant à leurs fins spirituelles, ce fut le souci déclaré des papes depuis la Réforme grégorienne.

Éléments de la puissance, idéal juridique de l'équilibre, nous allons successivement considérer les ressources dont dispose l'Église, l'idée qu'elle se fait de leur statut.

[1] Enseignement dogmatique, discipline liturgique et collation des sacrements servent à cette fin. Bien entendu, l'historien n'a point à discuter les problèmes du surnaturel, du salut, de la grâce : nous nous bornons à étudier les effets des croyances dans le domaine des institutions, c'est-à-dire le premier secteur que l'on peut distinguer scientifiquement dans toute religion de salut.

[2] Les études récentes mettent en relief le souci des canonistes classiques de tenir le droit pour un agent du salut. Bibliographie dans la revue *Jus canonicum*, 1961, p. 264 note 1. Nous avons insisté sur cette téléologie dans nos *Prolégomènes*. Que les papes et les docteurs aient toujours eu en vue cette fin supranaturelle, qui prétendrait l'affirmer? Le certain, c'est qu'elle est la seule justification rationnelle du système et nous ne saurions douter par principe de la sincérité des législateurs et des docteurs. La plus récente étude théologique sur le sujet est d'A. Stickler, *Das Mysterium der Kirche im Kirchenrecht*, dans *Mysterium der Kirche in der Sicht der theologischen Disziplinen*, Salzbourg, 1963, p. 571-647.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE PREMIER

LES ÉLÉMENTS DE LA PUISSANCE

Toute puissance repose sur le triple fondement de l'autorité, de la richesse et du prestige. Chacune de ces assises nécessaires se trouve dans l'Église, avec un mélange de profane et de sacré, que l'on considère les sources, les modes ou les fins. Analysons leur contenu, afin d'apprécier les moyens dont disposèrent pendant l'âge classique les clercs et les religieux pour servir la société chrétienne et parfois leur propre fortune.

SECTION I. — L'AUTORITÉ.

NÉCESSITÉ

Nulle communauté ne subsiste sans principes de ralliement, nulle société organisée, sans des chefs ou des docteurs qui assurent le maintien de la doctrine et de la discipline. Dans l'ardeur des origines, le lien de la foi peut suffire à la masse des convertis. Mais la première génération ne passe point sans divergences et disputes qui appellent une direction suprême, des chefs capables de prononcer, se fondant sur leur mission ou leur science, le dernier mot : en toute société humaine, l'autorité se justifie par les nécessités de l'ordre public [1]. Dans l'Église, elle prend racine aux Écritures, elle se transmet par succession apostolique [2]. Ainsi, elle revêt un double caractère : profane par son urgence et sa fonction temporelle; sacrée, par sa source et sa mission divine [3].

[1] Sujet des traités généraux de droit public et spécialement de droit constitutionnel : il sera bon de s'y référer sur tous les points. Nous avons déjà renvoyé le lecteur à G. BURDEAU, *Traité de science politique*, 1949-1957, 7 vol.

On peut aussi consulter avec profit les sociologues, en dernier lieu FR. BOURRICAUD, *Esquisse d'une théorie de l'autorité*, Paris, 1961. Cette sociologie du commandement et de l'obéissance contient des remarques valables (après discussion) pour toute société. Le 9e congrès de l'Institut international de Sociologie avait pour thème : *L'autorité et la hiérarchie* (*Annales de l'Institut*, 1927). Voyez encore *Problèmes de l'autorité*, Éd. du Cerf, 1952.

Divers aspects de la notion du pouvoir dans l'Église ont été envisagés par les rapporteurs dans la Septième Semaine de droit canonique organisée par l'Institut Saint-Raymond-de-Peñafort sous le titre : *La potestad de la Iglesia. Analysis de su aspecto juridico*, Barcelone-Madrid, 1960. Voyez encore J. GAUDEMET, *Esquisse d'une sociologie historique du pouvoir*, dans *Politique*, juillet-décembre 1962, p. 195-234.

[2] R. LE PICARD, *La notion d'ordre public en droit canonique*, dans *Nouvelle Revue théologique*, mai 1928; SIRNA, *De notione ordinis publici in Ecclesia*, Rome, 1949; J. H. HACKETT, *The concept of Public Order*, thèse Washington, 1959 (traite surtout du droit canon moderne). Jamais cette notion ne fut clairement définie. Il y avait quelques avantages à laisser dans le vague le principe d'utilité de l'Église, de constitution fondamentale.

[3] L'original de l'autorité dans l'Église est l'attribution de tout pouvoir sur les âmes à des apôtres dont les évêques recueillent la succession : aucune puissance ne vient du peuple.

Digitized by Google

Toujours affirmée dans l'Église, l'autorité s'est élevée par à-coups plutôt que par un progrès linéaire [4]. L'âge classique la porte à son apogée. Pendant trois siècles, les principes se fixent en formules éclatantes, la compétence s'élargit, les organes se créent, les techniques balaient l'empirisme.

TERMINOLOGIE

De Grégoire VII à Boniface VIII, des maximes sonores l'ont exaltée. La nouveauté plus discrète de l'âge classique est la réception progressive du vocabulaire du droit public romain. *Imperium, jurisdictio* [5] : les deux termes, soigneusement contrastés chez les anciens jurisconsultes, se distinguent mal dans la terminologie des canonistes classiques [6]. Ils signifient le droit de régir une communauté. La difficulté est plutôt de déterminer l'étendue de ce pouvoir suprême [7]. Beaucoup moins délicate est la constitution des rouages nécessaires à son exercice : l'expérience les suggère et les éprouve. Et, quant aux techniques, il suffit encore de recourir au droit romain [8] : la plupart des tâches du pouvoir ordinaire (ou quasi-ordinaire) peuvent être, comme dans l'ancienne Rome, confiées à des mandataires [9], généralement choisis parmi les clercs [10]. Cette juridiction déléguée, qui est souvent passible de subdélégation [11], donne aisance et souplesse à l'autorité [12] : sous les apparences mesquines du formu-

[4] Nous avons déjà remarqué l'importance du Ve, du IXe et du XIe siècles, les décadences intermédiaires et aussi les progrès silencieux qui s'accomplissent pendant les siècles obscurs.

[5] Le *De jurisdictione* d'Hervé Nédélec († 1323) vient d'être édité par L. Hödl, Munich, 1959.

[6] A. Sägmüller, 4e éd., t. I, p. 427 ajoutez Van de Kerchove, *La notion de juridiction dans la doctrine des décrétistes et des premiers décrétalistes*, Assise, 1937; Fr. Calasso, *Jurisdictio nel diritto comune classico*, dans *Studi Arangio-Ruiz*, IV, 1953, p. 423-443 et un paragraphe important de la thèse de P. Legendre, qui conclut : « Puissance s'exerçant sur tout un territoire *(ex loco)* ou sur une catégorie d'individus *(ex professione)*... L'idée contenue dans la *jurisdictio* est en définitive celle d'une compétence publique... en son sens le plus général... équivalent d'*imperium*... il s'agit toujours de l'exercice d'une fonction publique... toute juridiction comporte à des degrés divers le pouvoir de donner des ordres ». — Le mot *auctoritas* a-t-il le sens plus précis de souveraineté? Marcel David l'a soutenu avec beaucoup de force : *La souveraineté et les limites juridiques du pouvoir monarchique du IXe au XVe siècles (Annales de la Faculté de Droit et des Sciences politiques de Strasbourg*, I, 1954); dans un compte-rendu de cet ouvrage (*Revue d'histoire du droit*, 1955), J. Gaudemet montre l'ambiguité du terme. Comme toutes les théories juridiques, celle-ci sera développée dans *H.D.I.E.O.*

[7] *Imperium merum*, dont Guillaume Durand énumère les attributions, *imperium mixtum*, aux contours disputés : l'intérêt de la distinction est surtout de déterminer le *merum* pontifical.

[8] Gilmore, *Argument from roman Law in political Thought*, 1941.

[9] H. J. Conrad, *Die jurisdictio delegata im römischen und kanonischen Recht*, Cologne, 1930. Dès l'Antiquité, les papes ont imité les pratiques des empereurs (Gélase, vers 494, Dist. 54 c. 10).

[10] Seuls, les clercs sont aptes à recevoir délégations et, pourvu qu'ils aient le degré convenable, aux missions qui concernent l'ordre. La Glose ordinaire expose toute la théorie sur X 1 2 10 *(Ecclesia sanctae Mariae)* et II I 2 *(Decernimus)* : le délégué doit avoir vingt ans, 18 s'il est délégué pontifical ou si les parties l'agréent (X 1 29 41 : *Cum vigesimum*, Grégoire IX); il doit être libre de toute censure (X II 27 24 : *Ad probandum*, Innocent III). Cependant le pape peut choisir un laïc, même pour frapper un clerc de censure. Voyez notre article : *L'excommunication des clercs par les laïcs*, dans *Mélanges Lucien Febvre*.

[11] S'en remettre à un subdélégué : tout délégué peut y être autorisé dès sa nomination et c'est le cas de ceux que choisit le Saint-Siège. X I 29 3 et 25; II 28 62.

[12] A partir d'Alexandre III la *delegatio a principe* est devenue un constant usage : les hauts dignitaires sur qui elle repose participent ainsi au gouvernement central. Tous les juges ordinaires ou quasi-ordinaires ont suivi la même pratique : confiant à des experts ou à des familiers une affaire, un ensemble; jamais sans la permission du Saint-Siège, l'ensemble de leurs pouvoirs.

Digitized by Google

lure juridique se cache le secret d'un gouvernement qui multiplie à son gré les agents responsables [13], assure leur contrôle par la voie de l'appel [14] et leur fidélité par la précarité du mandat [15].

FORMES

L'autorité se manifeste d'abord par le commandement, sous la double forme des ordres et des interdits, qui constituent un statut général des personnes et des biens, sans cesse modifié selon les besoins sociaux ou les inspirations des gouvernants. Toutes les infractions des sujets à ces codes durables et aux prescriptions quotidiennes sont soumises à la justice, qui punit crimes et délits, dirime nombre de controverses privées et que l'on considère au Moyen Age comme le signe principal de la puissance [16]; faire exécuter les décisions du commandement et les sentences judiciaires, contrôler, restaurer, plus généralement, imposer la discipline, c'est la fonction de la police [17]. La structure interne de ces divers moyens et leur coopération normale nous révèlent les formes et la santé d'un gouvernement. Regardons le spectacle de l'âge classique.

§ 1. — Le commandement.

ASSISES

Justification. — Premier signe de l'autorité : le droit de donner des ordres et de les faire exécuter. L'Église invoque la mission que Dieu lui a confiée de conduire le peuple fidèle dans les voies du salut et pour laquelle tout pouvoir de direction et de règlement lui appartient par délégation de son fondateur; comme toute société, elle ne saurait maintenir sa structure et sa vie sans prescriptions et interdits émanant de pouvoirs légitimes et hiérarchisés; au sein des États, il lui faut défendre par des définitions souveraines ses frontières et son statut : les trois secteurs que nous avons discernés fournissent, on le voit, des justifications à la *jurisdictio*, entendue comme le droit de commander [1].

Sur l'importance du mandat dans la vie de l'Église médiévale (particulièrement son application à la Justice, voyez la thèse de P. LEGENDRE, *La pénétration du droit romain dans le droit canonique classique... Recherches sur le mandat.* Faculté de droit de Paris, 1957.)

[13] L'éventuelle pluralité de délégués soulevait des difficultés de partage. Y a-t-il collégialité (X I 29 16 : *Causam matrimonii*), solidarité actuelle (VI I 14 8 : *Cum plures*) ou éventuelle (X I 3 13; I 29 21)?

[14] Autant de personnes impliquées dans cette chaîne de mandats, autant d'instances : l'appel monte par étages, jusqu'au délégant. X I 29 27 (*Super quaestionum :* Innocent III). L'official n'ayant auditoire et consistoire que pour le compte de l'évêque, on appelle des sentences au métropolitain : VI II 15 3 (*Romana ecclesia :* Innocent IV).

[15] Mort du délégant ou du délégué (si le mandat n'est point donné à son office), perte d'office d'une de ses parties, révocation, terme et, naturellement conclusion de l'affaire. X I 29 c. 4 9, 14, 19, 20, 24, 37, 38; VI I 14 6; *Clem.* II 5 2.

[16] Génestal insistait sur cette primauté. « La loi, écrivait-il, n'est, au Moyen Age, qu'un corollaire de la justice. »

[17] Le mot a des acceptions variées : nous lui réservons le domaine de l'exécution, du maintien vigoureux de l'ordre.

[1] Rappelons ce tripartisme, qui sera constamment invoqué : organisation interne de l'Église, rapports externes (avec la société civile), relations supérieures (avec l'Au-delà). Nous avons justifié cette division fondamentale, dans nos *Prolégomènes*.

Digitized by Google

Extension. — Décrire les objets du commandement serait suivre par le menu l'extension progressive de la souveraineté dans l'Église : immense problème dont les historiens n'ont exploré que les sommets [2]. Peu à peu, au cours de l'âge classique, le chrétien achève de revêtir la double citoyenneté. En même temps que l'État, l'Église multiplie les obligations de tous les fidèles, particulièrement des clercs. Les commandements se répandent dans ses trois secteurs. Pour son propre service, elle a créé à tous ses degrés les organismes d'un État : les chancelleries qui imposent leurs règles, les curies qui assurent l'administration, surtout la fiscalité, dont il est difficile de découvrir les traits originaux et les exigences, voilées dans la masse des recettes patrimoniales sous le nom de louables libéralités et de dons gratuits (qui décorent des taxes sur les fidèles et des impôts sur les clercs). Dans la société séculière, l'Église commande les actes de la vie familiale, politique, économique. Jusque dans les rapports avec Dieu, elle commande la réception des sacrements, les formes du culte et si la *potestas legislativa* s'arrête au seuil du for interne, la *potestas jurisdictionis* y pénètre [3].

DÉTENTEURS Tous les chefs sont invités au commandement. L'ordre *hiérarchique* exprime les degrés du commandement et de l'obéissance aussi bien chez les religieux que chez les séculiers. Dans le diocèse, l'évêque ; dans l'ordre, dans la maison religieuse, le supérieur ; partout, le Souverain Pontife a charge de diriger par voie autoritaire. Le pouvoir ordinaire ou statutaire fixe les limites de cette haute fonction.

MOYENS *Pouvoir législatif.* — Nous avons déjà relevé les moyens de son exercice. Au degré supérieur, la Loi, ordre en principe perpétuel et général, dont nous avons étudié les caractères, donné à une communauté capable de le recevoir, par un organe compétent. Il nous faut ici souligner son caractère impératif. Thomas d'Aquin l'ayant considérée comme acte raisonnable, insiste sur l'élément volontaire : l'intelligence la suggère, le pouvoir de commander l'actualise ; elle est, formellement, *actus imperii* [4].

Pouvoir dominatif. — La loi est un précepte commun. Il est d'autres préceptes, au sens strict, qui émanent d'une autorité dépourvue de pouvoir législatif et s'adressent à des personnes ou à des communautés incapables de recevoir des lois : la juridiction suffit à les fonder ou même la simple régence que constitue le pouvoir dominatif [5]. Ce pouvoir, de nature quasiment

[2] L'ascension de la puissance pontificale a retenu presque toute l'attention, masquant le problème plus général de l'ascension de la puissance ecclésiastique, en particulier du pouvoir de commandement à tous les degrés de la hiérarchie.

[3] D. NOTHOMB, *La nature du pouvoir de juridiction du confesseur*, dans *Nouvelle Revue théologique*, 1960, p. 470-482. Les canonistes invoquent *Matthieu*, XVI 19 et XVIII 18.

[4] *Summa theologica* I II q. 13 art. 1. et q. 90 art. 1 Cf. VAN HOVE, *De legibus*, p. 86.

[5] VAN HOVE, *ibid.*, p. 366 et suiv. A. LARRAONA, *De potestate dominativa publica in jure canonico* (Acta Congressus..., Rome, 1933, IV, 145-180) ; G. KINDT, *De potestate dominativa in Religione*, Bruges-Paris, 1945 (dont les conclusions ont été discutées) ; M. CABREROS DE ANTA, *La potestad dominativa y su ejercicio*, dans *La potestad de la Iglesia*, *op. cit.*, p. 51-97.

Digitized by Google

domestique, est reconnu aux supérieurs des religieux. Sa dénomination, mal fixée à l'âge classique, vient, primitivement, de l'assimilation du moine à l'esclave ou au fils de famille [6]. Il comporte un droit personnel et temporel de commandement, sanctionné par des peines disciplinaires.

Ainsi tous les types du commandement se rencontrent dans l'Église : nulle société ne dirige avec autant d'attention ses sujets. Les ordres de la hiérarchie précisent toutes les conduites, qu'il s'agisse des rapports internes (comme en chaque société humaine) ou des rapports avec le Siècle (comme en chaque société religieuse) ou des rapports avec l'Au-delà (comme dans les religions de salut), non seulement au for externe mais jusqu'au for interne.

Limites. — Les limites du pouvoir de commander sont fixées par le droit divin et le droit de l'Église. Tout ordre contraire au droit divin est, par nature, invalide. Maintes fois est rappelé le devoir de résister à des commandements impies. Il ne s'agit point seulement du droit positif des deux Testaments : la raison naturelle interdit d'accomplir une action, dictée par une autorité, si haut placée qu'elle soit, qui compromettrait le salut de l'âme. Le statut général de l'Église précise les barrières. Et mieux encore, le statut de tous les chrétiens et de chaque état. Nous savons que le clerc, le religieux sont liés par un engagement particulier, qui comporte une obéissance rigoureuse mais définie et qu'ils ont le droit de refuser les excédents ou les modifications arbitraires [7].

§ 2. — La justice.

A l'autorité qui fixe le droit il appartient de préparer le terme des conflits. Organisée dans les premières générations, officielle au IVe siècle, incertaine puis renforcée à l'époque franque, la justice d'Église commence du IXe au XIe siècle ses grandes conquêtes. Sous Alexandre III, elle est en pleine ascension; sous Innocent III, à son apogée [1]. Nous examinerons d'abord les titres, l'étendue et les organes de son autonomie. Pour fonctionner, elle dut amender le legs de l'Ancien Droit, puis adopter, en ces temps de haute culture, une procédure bien réglée. Elle y ajouta des inventions pour la plupart suggérées par des besoins nouveaux. Formation d'une justice autonome, réception critique des droits anciens, création de procédures

[6] *Imperium, potestas, jurisdictio.* Le terme *dominium* se justifie par l'assimilation du moine à l'esclave, autorisée par tel texte du *Décret* (*Dist.* 54 c. 33) et surtout par la doctrine courante des canonistes. Fondement : la profession religieuse, le vœu d'obéissance. L'assimilation au fils de famille est plus rare.

[7] Le baptême astreint tous les chrétiens aux obligations communes, le clerc est spécialement soumis à ses supérieurs hiérarchiques, le religieux s'abandonne au pouvoir de l'abbé. (C. CAPELLE, *Le vœu d'obéissance des origines au XIIe siècle*, Paris, 1959.) Mais la résistance est licite, voire commandée à tous les ordres qui compromettraient le salut de l'âme.

[1] Le déclin de fait, nous le verrons, commence à des dates différentes selon les pays : dès la fin du XIIe siècle en Angleterre, au cours du XIIIe en France et, plus tard, en certaines régions d'Allemagne (compte rendu d'un article de DUESTELKAMP, dans *Z.S.S., K.A.*, 1932, p. 529).

Digitized by Google

nouvelles : nous décrirons successivement ces phénomènes avec le souci de reconnaître l'originalité des institutions ecclésiastiques [1].

FONDEMENTS

La justice d'Église trouvait au Nouveau Testament ses assises religieuses. Le Christ a muni les apôtres du pouvoir de juger, aux deux fors, et saint Paul recommande aux chrétiens de terminer entre eux leurs affaires contentieuses [2]. Les empereurs chrétiens, puis les rois ont reconnu les tribunaux ecclésiastiques, fournissant ainsi la justification historique. Il était facile aux canonistes d'ajouter la justification rationnelle, en alléguant les besoins de la société ecclésiastique, voire de la Chrétienté tout entière, puisque, depuis le milieu du IX[e] siècle, les évêques de l'Occident avaient été juges ambulants des paroisses dispersées.

ORGANISATION

Compétence générale. — Sur ces fondements solides, le détroit des justices d'Église s'est peu à peu étendu. Il a compris successivement la cité orthodoxe, puis la société des clercs, la communauté conjugale. L'âge classique délimite assez précisément ses contours. Nulle difficulté quant au pur spirituel ou au pur temporel. A l'Église, les sacrements, en première ligne le mariage, qui suscite tant de procès ; les crimes contre la foi : hérésie, sorcellerie, magie [4] ; le serment et le vœu ; les affaires concernant les personnes et les choses sacrées [5]. A la société séculière : tout ce qui regarde le fief, les obligations civiles et civiques, les crimes vulgaires [6]. Mais où commence l'« impureté », par contamination, connexion ou même confusion du spirituel et du temporel ?

Contamination : le privilège du for couvre-t-il la masse des aspirants à la perfection, la famille des clercs, les misérables personnes [7] ? Connexion :

[1] J. B. SÄGMÜLLER, *op. cit.*, t. II, p. 311-354 ; H. E. FEINE, *op. cit.*, p. 359-360. A. DORDETT, *Der geistliche Charakter der kirchlichen Gerichtsbarkeit*, Vienne, 1954 ; Paul FOURNIER, *Les officialités en France au Moyen Age*, Paris, 1880 (reste fondamental). — Caractère original du juge, cf. F. MERZBACHER, *Das geistliche Bild des kirchlichen Richters*, dans *A.f.K.K.R.*, 1959-1960, p. 369-388.

[2] *Matthieu*, 18, 15 ; *I Cor.*, 6, 1 ; *C. Th.*, XVI 11 1.

Aucune contestation quant au lien conjugal. Voyez notre article *Mariage* au *Dictionnaire de théologie catholique*. Ajoutez à la bibliographie : J. DAUVILLIER, *Le mariage dans le droit classique de l'Église*, Paris, 1933 et pour les origines, les deux ouvrages de Pierre DAUDET.

[4] Il ne s'agit que de déterminer le tribunal d'Église compétent. Les textes sont dans X II, titres 1 et 2.

[5] Pour les personnes, R. GÉNESTAL, *Le privilegium fori...*, t. I, 1921. Quant aux choses, non seulement les dîmes ordinaires, les biens consacrés mais encore les pures et perpétuelles aumônes ; les legs pieux (AUFFROY, *L'évolution du testament en France des origines au XIII[e] siècle*, Paris, 1899, p. 384-398). Ch. DUGGAN justifie la position de Th. Becket, dans *Bull. of the Institute of Hist. Research*, 1962.

[6] Innocent III oppose *feudum* à *peccatum* ; le simple contrat et les devoirs envers l'État sont aussi purement profanes, et, en principe, les infractions de droit commun.

[7] Veuves et orphelins, au cas de spoliation (X II 12 15) ou de déni de justice (X II 2 11) : à la fin du XIII[e] siècle, les juges royaux commencent à s'attribuer la protection des veuves ; les étudiants sont réclamés par trois juridictions ; les croisés, comme les pèlerins, peuvent agir et en France, pour le moins, se défendre devant les tribunaux ecclésiastiques : BRIDREY, *La condition juridique du croisé*, Caen, 1900 ; le personnel des curies soulève quelques difficultés. Dans le cas des étudiants, le problème de compétence mettait en présence le roi, le pape et l'évêque, et ces derniers comme Ordinaires et comme régents des Universités. M. M. DAVY,

Digitized by Google

tous les accessoires du spirituel sont réclamés par l'Église, patronage, dot, donation nuptiale, douaire [8]. Confusion : comment séparer le contrat du serment qui l'appuie, le testament du legs pieux qu'il contient et, dans un délit — l'usure ou le basphème —, l'offense à Dieu et le trouble social, enfin dans le clergé lui-même, quand il mène la vie séculière, la part du profane et celle du sacré [9] ?

Tous ces doutes susciteront des conflits que nous étudierons bientôt, nous bornant à marquer ici les points incontestés, les inévitables sujets de litige.

Tribunaux. — Pour juger méthodiquement des affaires de plus en plus nombreuses, les tribunaux se transforment. Nous décrirons dans le diocèse et au Siège de la Papauté leur renouvellement : à la fin du XII[e] siècle et au début du XIII[e], naissent les officialités épiscopales, archidiaconales, monastiques, capitulaires, où comparaissent les justiciables de chaque lieu, devant un personnel stable et qualifié; au cours du XIII[e] siècle, Rome perfectionne ses audiences et, au XIV[e], les papes d'Avignon achèveront l'ouvrage, en créant la Rote [10]. Aucun État n'est pourvu d'un réseau si continu, si serré de tribunaux, qui se juxtaposent ou se superposent, donnant à l'Europe entière l'assurance d'une solution de tous les litiges où la religion a quelque motif d'intervenir [11].

Tribunal compétent. — En principe, toute affaire est portée devant le tribunal du défendeur [12]. Cependant le lieu de la situation d'un immeuble litigieux ou de la rédaction d'un testament, de la naissance ou de l'exécution d'un contrat, du délit ou de l'arrestation du coupable est également attributif de compétence [13]. La coutume introduit nombre d'exceptions. Si plusieurs tribunaux sont compétents, le premier qui, sur requête du plaignant, commence les opérations, demeure, par prévention, saisi [14].

La situation juridique des étudiants de l'Université de Paris au XIII[e] siècle, dans *R.H.E.F.*, 1931, p. 297-311. Cf. P. KIBRE, *Scholarly Privileges in the Middle Ages*, Cambridge (Mass.), 1961.

[8] X II 1 3 *(Quanto divina gratia) : Causa vero juris patronatus ita conjuncta est et connexa spiritualibus causis quod non nisi ecclesiastico judicio valeat definiri.* Tel n'est point l'avis des barons normands.

Les conventions relatives aux intérêts pécuniaires des époux sont, en principe, de compétence ecclésiastique; mais, au XIV[e] siècle, le juge séculier émet des prétentions. Naturellement, toutes les causes connexes au féodal sont réclamées par le juge séculier : la légitimité des enfants quand elle est préjudiciable à un procès touchant une succession féodale; le patronage attaché à la possession d'un fief.

[9] Difficultés quant au serment féodal : P. FOURNIER, *Officialités*, p. 86; notre article des *Mélanges Biondi : Consultations romano-canoniques...* — Quant à l'usure, notre article *Usure* au *Dictionnaire de théologie catholique*.

[10] Tous ces tribunaux seront étudiés dans leur cadre respectif : il nous suffit, en ce lieu, de les citer.

[11] Les détails techniques seront rejetés en note ou réservés à l'*H.D.I.E.O.*, vol. VIII. Nous devons résumer ici les notions nécessaires à l'intelligence des procès innombrables et profondément révélatrices de l'esprit du droit canon.

[12] X II 2 8 *(Quum sit generale :* Lucius III) et 20 (*Licet ratione :* Grégoire IX). En principe, l'évêque du lieu ou l'archidiacre. Sur ce difficile partage, P. FOURNIER, *op. cit.*, p. 134-136. De moindres tribunaux pouvaient s'emparer du litige. *Ibid.*, 136-139.

[13] *X II 2 17 et 20*; VI V 7 1.

[14] *X II 2 19.*

Digitized by Google

PROCÉDURE

Formes traditionnelles. — Au début de l'âge classique, les formes de la justice sont peu raffinées, sans unité ni coordination [15]. Les affaires civiles se traitent selon la coutume du lieu, se résolvent souvent par compromis [16]. Dans les affaires criminelles, la voix publique joue un rôle éminent. C'est elle qui, par *denunciatio*, dès le haut Moyen Age, met en mouvement le tribunal [17]; qui, depuis la Réforme carolingienne, par l'organe des témoins, alimente le plaid synodal; bien mieux, c'est elle qui dispense de toute procédure, si l'évidence du crime est établie [18]. N'est-ce point pour conjurer ses abus (ou ses cris légitimes) que, dès l'Antiquité, le souci de préserver l'honneur de la hiérarchie suggéra pour le jugement des clercs une procédure particulière que les faux isidoriens consolidèrent?

La recherche du bon droit, de la vérité s'accomplit par interrogatoires et enquêtes où quelques souvenirs du droit romain vulgaire se mêlent aux usages populaires [19]. Beaucoup de décisions sont obtenues par le recours à la divinité : serment purgatoire, ordalie, duel judiciaire [20].

La première tâche du droit classique fut d'accueillir et d'épurer la tradition. Il organisa méthodiquement la dénonciation judiciaire, le plaid synodal, le notoire, le jugement des clercs. Il s'efforça de substituer aux recours mystiques la démonstration rationnelle. Retouches insuffisantes! Les temps nouveaux exigeaient une procédure savante : la Renaissance du droit romain la fournit.

Réception du droit romain. — Commencée sous Alexandre III, la réception s'achève sous Innocent III. Par décrétales et conciles, commentaires et monographies, la transformation s'opéra en un demi-siècle [21].

[15] Les collections canoniques permettent de s'en rendre compte. EHRMANN, *Der kanon. Prozess nach der Collectio Dacheriana*, dans *A.f.K.K.R.*, 77, 1897; E. JACOBI, *Der Prozess im Decretum Gratiani und bei den altesten Dekretisten*, dans *Z.S.S., K.A.*, 34, 1913.

[16] L'Église est favorable à ce mode pacifique.

[17] CH. LEFEBVRE, *Contribution à l'étude des origines et du développement de la « denuntiatio evangelica » en droit canonique*, dans *Ephem. Juris can.*, 6 (1950).

[18] Aux articles de D. DZIATZKO et de F. X. HEINER, dans *A.f.K.K.R.*, 48, 1882, p. 225 et suiv., 90 (1910), p. 700 et suiv., ajouter G. GHISALBERTI, *La teoria del notorio nel diritto comune*, dans *Annali di storia del diritto*, 1957, p. 403-451; R. C. LARA, *Los primeros desarollos doctrinales del notorium en la canonistica clasica*, dans *Salesianum*, 1960, p. 410-433.

[19] Serment d'innocence, corroboré par des cojureurs *(purgatio canonica)*; enquête selon les modes germaniques.

[20] A la copieuse bibliographie de SÄGMÜLLER, t. II, p. 331, ajoutez O. BROWE, *Die Abendmahlsprobe im Mittelalter*, dans *Hist. Jahrbuch*, 1928, p. 193-207 et P. S. LEICHT, *Ultime menzioni delle ordalie e del duello giudiziario in Italia*, dans *Festschrift Ernst Heymann*, 1940, p. 95-101; H. NOTTARP, *Gottesurteilstudien*, Munich, 1956; J. MADEY, *Der Beweis nach Meinung der Sachverstandigen im Kan. Prozess*, dans *Theologie und Glaube*, 1959, p. 432-452. Cf. J. W. BALDWIN, *The intellectual preporation for the canon of 1215 against Ordeals*, dans *Speculum*, 1961, p. 613-636.

[21] On peut observer le phénomène dans certains diocèses qui nous ont laissé des documents datés. A Strasbourg, par exemple, l'organisation est germanique et archaïque au XII[e] siècle (pluralité de juges, procédure synodale, ordalies); le droit romain est insinué, notamment par les délégués pontificaux (Ex. X II 14 3); peu à peu, les diverses parties de l'*ordo* s'imposent. Nous avons des actes de 1269, 1282, 1285, 1293, 1296, 1298. L. OBER, *Die Rezeption der Kan. Zivilprozessformen und des Schriftlichkeitsprinzips in geistlichen Gericht zu Strassburg*, dans *A.f.K.K.R.*, 1910, p. 599-692. La procédure canonique pénétra peu à peu dans les justices civiles. E. OTT, *Beiträge zur Rezeptions-Geschichte des röm. can. Prozesses in den böhmischen Ländern*, Leipzig, 1879 et H. COING, *La pre-recezione in Germania*, dans *A.S.D.*, 1959-1960, p. 1-34 (qui montre l'importance de la juridiction ecclésiastique pour la réception générale du droit romain).

Digitized by Google

Le programme du procès civil se trouve désormais dans les *Ordines judiciarii*[23]. Suivant les étapes du procès romain, le demandeur remet au juge un libelle, qui est transmis au défendeur, dont la contradiction lie l'instance[24]. Preuves et plaidoiries aboutissent à la sentence, qui peut être attaquée par les voies de l'appel et de la *restitutio in integrum*[24].

Le procès criminel se déroule, en principe, selon les formes romaines de l'accusation. Il s'ouvre par initiative d'un particulier et, s'il intéresse l'opinion publique, tout particulier peut agir[25]. Libelle, citation, examen de la plainte par le juge préparent le *judicium* que termine le prononcé d'une sentence[26].

Corrections canoniques. — Ainsi, la tradition romaine entrait dans les institutions de la Chrétienté. Non sans corrections graves qui furent inspirées par des considérations de caractère ecclésial ou rationnel, libéral ou sévère, que nous nous bornerons à évoquer. Clercs et moines, hérétiques et tous excommuniés, juifs et païens ont en justice une condition particulière, qu'il s'agisse d'accusation ou de témoignage[27]. Au chapitre des preuves, l'Église a favorisé la recherche méthodique de la vérité, par écrits et dépositions crédibles[28]. Une souplesse libérale était assurée par la mobilité des délais[29], l'abondance et la vitalité des actions[30], les facilités offertes aux

[23] Éditions indiquées dans VAN HOVE, *Prolegomena*, p. 451-453. WAHRMUND en a donné une série, *Quellen zur Geschichte des römisch-Kanonischen Processes im Mittelalter*, Innsbruck, 1905-1931. L'un des plus répandus est celui de TANCRÈDE (première rédaction 1214-1216), édité par F. BERGMANN, *Pillii, Tancredi, Gratiae libri de judiciorum ordine*. Le plus complet est le *Speculum judiciale* de GUILLAUME DURAND.

[24] Libellé du demandeur, citation du juge, exceptions éventuelles du défendeur; liaison de l'instance; prestation des serments, administration des preuves, plaidoiries; sentence, recours, exécution. Presque toutes les règles romaines sont adoptées, notamment sur les points qui soulèvent les plus vives difficultés : contumace, hiérarchie des preuves, appel. Dans le libelle, l'affaire est sommairement exposée, avec mention de la cause (ou fondement) s'il s'agit d'un rapport personnel, comme celui qui résulte de tutelle ou de prêt, tandis que la pétition d'un droit réel, par exemple une propriété, un usufruit implique seulement la désignation précise de l'objet contesté et de la nature du droit prétendu. Témoins : cf. P. WIRTH, *Der Zeugenbeweis in Kan. Recht*, Paderborn, 1961; H. FLATTEN, *Die Schweigepflicht in Kan. Prozess*, dans *T.Q.S.*, 1961, p. 319-354; P. HERDE, *Der Zeugenzwang in den päpstlichen Delegationsreskripten des Mittelalters*, dans *Traditio*, 1962, p. 255-288 (que je résume dans *R.H.D.*, 1963).

[25] Au *Décret* C. 2 q. 6 — Un titre *De appellationibus* se trouve dans toutes les collections de Décrétales; *De in integrum restitutione*, dans X I 41.

[26] *Crimina publica* du droit romain, dont l'Église a enrichi la liste. Voyez Guillaume DURAND, L. III, part. 1, de *accusatione*. L. S. LOMBARDO, *Il principio : « nullum crimen sine praevia lege penali » nel dirito penale canonico...*, dans *Annali...*, Catane, 1946-1947, p. 190-225.

[27] Le système pénal et disciplinaire à l'âge classique est étudié par HINSCHIUS, t. V, 1-492, que nous utiliserons largement dans *H.D.I.E.O.* On y trouvera un chapitre sur les différentes peines, leur caractère, l'exercice du pouvoir répressif, de l'époque carolingienne jusqu'au XIV^e^ siècle. Hinschius remarque la tendance du droit canon à réprimer surtout les délits qui portent dommage à l'Église, les lacunes du *Corpus*, la part considérable des synodes locaux (p. 228-235).

[28] P. FOURNIER, *op. cit.*, p. 238 et suiv.; p. 185.

[29] *Ibid.*, p. 184-198. Les présomptions viennent à un rang inférieur et sont minutieusement divisées en catégories, selon le degré de probabilité; R. MOTZENBICKER, *Die Rechtsvermutung im Kirchenrecht*, Munich, 1958.

[30] *Ibid.*, p. 158-159.

[31] P. S. LEICHT, *Il nome dell'azione nei decretisti e nei decretalisti*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1938, p. 81-93.

Digitized by Google

plaideurs [31]; une rigueur inédite marquait les débuts et la fin du procès : condition des accusateurs [32], excommunication des coupables [33].

Les retouches aux procédures anciennes laissaient subsister des défauts graves : anonymat de la *diffamatio*, équivoques de la purgation canonique; inefficacité des anciennes règles dans la lutte contre l'hérésie; complication vaine des affaires les plus courantes. Des procédures nouvelles vont porter remède à ces maux.

Créations pontificales. — Pour que la voix publique déclenchât l'action, il fallait un accusateur ou un dénonciateur : Innocent III supprima cette exigence. Il permit à l'évêque d'entamer des poursuites d'office, d'enquêter et de sentencier. Cette procédure d'*inquisitio* transférait l'action de la justice au domaine public. Désormais, l'évêque était maître de se saisir sans attendre l'initiative incertaine et périlleuse d'un particulier [34].

Aucune enquête plus constante et vigilante que celle des sergents de la foi : témoins synodaux, notables assermentés, fonctionnaires publics. Evêques, légats, inquisiteurs qualifiés se disputent la clientèle des hérétiques [35]. Leur programme? Épuiser tous les modes imaginables de preuve pour découvrir la culpabilité [36]. Nul témoin ne sera récusé [37]; les noms demeurent cachés. Pour obtenir des aveux (preuve tenue pour parfaite), Innocent IV admet la torture [38]. Aucun avocat n'assiste le prévenu [39].

[31] Interrogatoires et positions facilitent l'instruction de l'affaire: P. FOURNIER, p. 178-181.

[32] P. FOURNIER, *op. cit.*, p. 244.

[33] C'est le plus caractéristique des moyens canoniques.

[34] X V II 12 c. un (*Ut nostrum:* a. 1198); V 34 10 (*Inter sollicitudines:* a. 1199); V 3 31 (*Licet Heli:* a. 1199). Le quatrième concile du Latran codifie cette procédure, qui est l'objet de plusieurs décrétales au titre *De accusationibus*. Si un particulier a sollicité l'enquête et y collabore, les canonistes, dès Geoffroi de Trani, l'appellent *promotor*, *adjutor*. Au milieu du XIII[e] siècle, il arrive que le juge lui-même se donne un auxiliaire dans l'enquête. Cet auxiliaire devint permanent dans la seconde moitié du XIII[e] siècle où nous le trouvons à Reims, sous le nom de *procurator curiae;* il est suppléé par des promoteurs, que l'on rencontre un peu partout au XIV[e] siècle. Édouard FOURNIER, *L'Église et les origines du ministère public* (*Mémoires de l'Académie d'Arras*, 3[e] série, t. XII, 1933).

[35] Les faits sont exposés dans cette *Histoire*, t. IX (1944), p. 343-351 et t. X (1950), p. 291-340. A la bibliographie et à celles des deuxièmes éditions de C. REVIGLIO DELLA VENERIA, *L'Inquisizione medioevale ed il processo inquisitorio*, Turin, 1951, de H. MAISONNEUVE, *Études sur les origines de l'Inquisition*, Paris, 1960, on pourrait ajouter A. L. MAYCOCK, *The Inquisition: from its Establishment to the Great Schism*, Londres, 1931; B. LLORCA, *La Inquisición en España*, Barcelone, 1936; G. G. COULTON, *Inquisition and Liberty*... Londres, 1938; W. Th. WALSH, *Characters of the Inquisition*, New-York, 1940; R. W. EMERY, *Heresy and the Inquisition in Narbonne*, New-York, 1941; J. VINCKE, *Zur Vorgeschichte der span. Inquisition... wâhrend des XIII. u. XIV. Jahr...*, Bonn, 1941; S. C. ESTOPANAN, *Los procesos de hechicherias en la Inquisición de Castilla la Nueva...*, Madrid, 1942 et plus récents : G. W. DAVIS, *The Inquisition at Albi*, Londres, 1948; B. LLORCA, *La Inquisición española fué un tribunal eclesiastico, secular o mixto?*, dans *Estudios ecclesiasticos*, 1949, p. 19-53; A. Cl. SHANNON, *The Popes and Heresy in the XIIIth Century*, Villanova, Pennsylvanie, 1949; Y. DOSSAT, *Les crises de l'Inquisition toulousaine au XIII[e] siècle, 1233-1273*, Bordeaux, 1959.

[36] Le souci passionné de défendre l'orthodoxie a considérablement développé la recherche des preuves.

[37] P. FOURNIER, *op. cit.*, p. 279-280.

[38] La bulle *Ad extirpanda* (1252) semble indiquer l'usage des inquisiteurs de faire torturer par les juges séculiers. L'assimilation à la lèse-majesté apparaît dans la décrétale : *Vergentis in senium*, du 25 mars 1199. X V 7 19; Alec MELLOR, *La torture*, Paris, 1949, p. 89-99.

[39] *Directorium Eymerici*, Append., p 7.

Digitized by Google

La dernière invention canonique fut la procédure sommaire. Comme les affaires matrimoniales et bénéficiales exigeaient une prompte solution et que certaines contestations sur les dîmes ordinaires, la répétition d'intérêts pouvaient être tranchées sans solennité, Clément V créa la procédure sommaire, qui exclut le *libelle* et la *litis contestatio* [40].

Peines. — Aussi profondes furent les transformations des peines. L'Église appliqua la plupart des peines pécuniaires et afflictives du droit romain; mais elle refusa, en principe, la torture et la mort [41]; elle ajouta les censures, que nous regarderons plutôt comme l'instrument essentiel de son pouvoir de contrainte [42].

Autant que la répartition et la structure des tribunaux, la technique et l'esprit de la procédure ont été modifiés par l'Église. Rome, Byzance, la Germanie procurèrent les éléments que la doctrine et les intérêts de l'Église ont défléchis, coordonnés. Éviter les querelles, dénoncer les méfaits, appliquer les sanctions : telle sera l'œuvre de l'auxiliaire constante de la justice, la police qui lui est étroitement liée.

L'obéissance aux commandements, l'exécution des arrêts de justice postulent une coaction, par où l'autorité manifeste sa force.

§ 3. — La police.

NÉCESSITÉ

Ici encore, l'Église fonde sa rigueur sur le droit divin, sur des titres historiques, sur la nécessité sociale : le Nouveau Testament rapporte des mesures de police à l'égard de coupables scandaleux : l'incestueux de Corinthe fut expulsé sans procès [1]; la répression, après sentence ou extrajudiciaire, a été d'usage ininterrompu depuis les origines chrétiennes [2]; on l'a tenue, au milieu des hérésies, des schismes et des troubles locaux pour la douloureuse condition du salut commun.

FONCTIONS

Information. — La première fonction d'une police est de s'informer. Aussi le droit canon organise-t-il un service de renseignements au centre de tout gouvernement. Toutes les assemblées sont l'occasion de connaître les désordres des diocèses et des paroisses [3]; chaque jour, les rapports des voyageurs peuvent être consignés,

[40] *Clem.* II I 2 *(Dispendiosam)* et V II 2 *(Saepe contingit)*.

[41] *Ecclesia abhorret a sanguine :* l'attribut distinctif de l'*imperium merum*, qui est le pouvoir du glaive, est refusé par l'Église. — Sur les peines pécuniaires, cf. H. DICHER, dans *Z.S.S., R.A.*, 1961, p. 302-305.

[42] Nous verrons bientôt que le but de l'excommunication est d'obtenir la soumission : la peine est un moyen médicinal.

[1] *I Cor.*, 3, 8.

[2] A la vérité, l'Église était, au premier millénaire, moins préoccupée de rigueur technique dans la procédure que de rigueur morale dans la discipline. Les formes avaient surtout pour objet de sauvegarder la dignité des évêques et des clercs.

[3] C'est un des buts, nous le verrons, des conciles, synodes et calendes.

Digitized by Google

une correspondance assidue tient les chefs au courant de difficultés de toutes sortes [4]. La connaissance méthodique des méfaits à réprimer, des controverses à dirimer sera l'un des résultats de la visite accomplie ou ordonnée par le supérieur hiérarchique [5].

Intervention. — L'originalité de la police ecclésiastique, c'est qu'elle s'efforce d'obtenir sans éclat et par la douceur le rétablissement de l'ordre et la résipiscence des coupables. Parfois, des mesures administratives éviteront le scandale d'un procès [6]. Parfois, des conseils charitables amolliront une résistance [7]. Toujours, une monition, simple, double ou triple, invitera l'inculpé à réparer ses torts [8].

SANCTIONS

Si l'ordre ne peut être rétabli par la mansuétude, une rigueur impitoyable frappera la personne ou la collectivité.

L'excommunication. — L'excommunication [9], dont nous savons le rôle dans la morphologie de l'Église, nous apparaît ici comme l'arme principale de l'autorité, le stylet épiscopal, dont le maniement est soumis à des règles prudentes [10]. Plutôt que de châtier, le but est de guérir. Une pression croissante incite le coupable à la résipiscence. L'obstination déclenche aggrave, c'est-à-dire augmentation de peine, réaggrave, qui interdit tout rapport civil [11]; les supérieurs hiérarchiques confirment; le groupe social — famille, corporation — peut être mis en cause [12]; le comble sera l'ana-

[4] Les registres des papes et des évêques (spécialement en Angleterre) fourmillent de renseignements épistolaires.

[5] Nous étudierons plus loin le contrôle des évêques, archidiacres et doyens; des légats; des supérieurs généraux ou provinciaux de religieux.

[6] *Les origines canoniques du droit administratif* dans *Mélanges Mestre.*

[7] Objet de la dénonciation évangélique.

[8] Les monitions deviennent fréquentes dès le milieu du VIII[e] siècle, obligatoires vers le milieu du IX[e], en liaison avec le concept de la pénitence (HINSCHIUS, t. V, p. 11). Gratien rassemble les textes carolingiens et professe (post C. 2 q. 1 c. 20) la nécessité de deux ou trois monitions, que légalise le troisième concile du Latran, c. 6 = X II 28 26 *(Reprehensibilis)* et que confirme le quatrième concile du Latran, c. 47 = X V 39 48 *(Sacro approbante)* et c. 48 = X II 28 61.

[9] *Gratien*, C. 11 q 3 et C. 24; au livre V de chaque collection de Décrétales, il y a un titre : *De sententia excommunicationis.* Les textes sont rassemblés et commentés par HINSCHIUS, t. IV et V; KOBER, *Kirchenbann*, 2[e] éd., 1863; Ed. EICHMANN, *Acht und Bann*, Paderborn, 1909; nous avons déjà signalé (vol. I, p. 228) l'Introduction de VERNAY et aussi la place de l'excommunication dans la morphologie de l'Église.

[10] *Mucro episcopi:* C. 16 q. 2 c. 1. Tout le mécanisme est décrit dans Hinschius. Nous verrons que tous les clercs dotés de juridiction au for externe et même au for interne, jusqu'au curé (HOSTIENSIS, *Summa*, X V 39 n. 5) prétendent au droit d'excommunier.

[11] Rigueur déjà formulée dans les épîtres paulines. Elle se retrouve dans des textes (recueillis par Gratien), de Théodulfe (C. 22 q. 1 c. 17) et de Smaragde (C. 11 q. 3 c. 18). Grégoire VII et Urbain II ont adouci cette solitude. Le seul refus de certains droits dans l'Église est désigné par le terme (rare) *excommunicatio minor*, mal distingué de l'interdit personnel, *suspensio ingressus ecclesiae.* La distinction des *vitandi* et des *tolerati* ne se rencontre pas pendant l'âge classique.

[12] Les relations avec toute communauté peuvent être interdites : *potu, cibo, furno, molendino, seu quocumque alio alterius generis mercimonio*, sous peine d'excommunication des complices, notamment de la parenté. Cependant, l'idée de responsabilité individuelle a prévalu. Gratien l'adopte et Innocent IV la proclame. VI V 11 5 *(Romana ecclesia) : In universitatem seu collegium proferri excommunicationis sententiam penitus prohibemus.* Il arriverait, ajoute le pape, que des innocents fussent exposés au péril de l'âme, alors que seuls les coupables

Digitized by Google

thème [13]. La distinction de ces degrés s'est clarifiée pendant l'âge classique. Dès l'Antiquité, l'anathème suppose l'excommunication et ajoute une malédiction solennelle qui, au IXe siècle, implique la séparation radicale de l'Église, c'est-à-dire la livraison à Satan [14]. Gratien et ses commentateurs se garderont de cet empiètement sur la justice divine : ils réduiront l'anathème à l'excommunication majeure qui sépare le chrétien de la société civile [15], tout en lui laissant l'appartenance à l'Église, comme membre mort [16], tandis que l'excommunication mineure prive seulement de la participation au culte et de la réception de l'Eucharistie [17]. L'ancienne terminologie survivra dans quelques textes [18] : mais la nouvelle l'emportera, sous la dictée de Grégoire IX, qui fait de la majeure le droit commun [19].

Tandis que se nuance, du moins en théorie, un système pénal qu'inspire une psychologie expérimentale, les cas d'application se multiplient sous l'impulsion logique de l'autorité. La liste des infractions passibles de poursuite s'allonge, une liste d'applications automatiques se constitue, où la censure suit la faute, sans jugement, *ipso jure :* Hostiensis en relève 47, Bérenger Frédol, 101, qu'il répartit en quatre classes; la liste est plus que doublée sous le seul pontificat de Clément V [20].

Dès l'instant de son repentir, l'excommunié a droit de postuler sa réintégration, que les canonistes imputent cependant à la miséricorde plutôt qu'à la simple justice de l'Église [21]. L'excommunication *latae sententiae* était originairement levée par le curé, après amendement du coupable : au

doivent être frappés. Guillaume Durand explique : la personne morale n'a point d'âme. Cette évidence eut quelque peine à triompher. Les survivances que l'on a cru relever (excommunication des morts, des animaux) sont des anomalies sans grande portée. Sur les problèmes de la responsabilité individuelle, voyez A. MESTRE, *La responsabilité des personnes morales*, Paris, 1899 et S. KUTTNER, *Die Schuldlehre...*, Città del Vaticano, 1935.

[13] R. FAVRE, *Les condamnations avec anathème*, dans *Bulletin de littérature ecclésiastique*, oct.-déc. 1946, p. 226-241. Voyez le mot *Anathème* au *D.D.C.*

[14] *... anathema est aeternae mortis damnatio et non nisi pro mortali debet imponi crimine et illi qui aliter non potuerit corrigi.* C. 11 q. 3 c. 41 (*Nemo :* concile de Meaux, 841). Même conception chez Hadrien II (*P.L.*, t. 122, col. 1308) et chez Jean VIII : *anathemate, quod ab ipso corpore Christi (quod est ecclesia) recidit, crebro percussam* (C. 3 q. 4 c. 12 : *Engeltrudam*).

[15] Dictum in c. 24 C. 11 q. 3 : *est et alia sententia, quae anathema vocatur, qua quisque separatur a consortio fidelium.*

[16] *Velut mortuus :* X IV 17 13 (*Per venerabilem :* Innocent III). Cf. A. GOMMENGINGER, *Bedeutet die Excommunication Verlust der Kirchengliedschaft?* dans *Z.K.T.*, t. 73, 1951, p. 1-71.

[17] X II 25 2 *(A nobis).*

[18] Dans le *Décret :* ainsi C. 11 q. 3 c. 106. Et même dans une décrétale de Célestin II, X II 1 10 *(Cum non ab homine).*

[19] X V 39 59 : *Si quem sub hac forma verborum : Illum excommunico, vel simili, a judice suo excommunicari contingat, dicendum est, eum non tantum minori, quae a perceptione sacramentorum, sed etiam majori excommunicatione (quae a communione fidelium separat) esse ligatum.*

[20] VERNAY, *op. cit.*, p. XLVI, n. 2.

[21] Caractères, compétences, conditions, en particulier sont étudiés par VERNAY, *op. cit.*, p. LVIII-LXXIII. Et aussi, les rapports entre les deux fors, c'est-à-dire entre l'absolution pénitentielle et l'absolution au for externe. Voyez aussi F. RUSSO, *Pénitence et excommunication*, dans *Recherches de science religieuse*, vol. XXXIII, p. 259-279; 431-461. La plupart des excommunications de chefs d'État ont été l'objet de monographies. Annie MONPÈRE a étudié *L'excommunication pontificale des pouvoirs politiques dans le droit classique de l'Église*, thèse Alger, 1959.

Digitized by Google

XIV^e siècle, l'évêque seul est compétent. Des *sententiae ferendae*, seul l'auteur est capable de délier : ni le pair, ni le supérieur ne saurait s'immiscer. La liste des cas réservés au pape, inaugurée en 1139, s'est constamment allongée [23]. A la fin du XII^e siècle, dans les cas d'appel et d'erreur intolérable, le pape, avant tout examen au fond, se mit à accorder l'absolution *ad cautelam* pour éviter le préjudice que causerait à l'appelant sa désobéissance [23].

L'interdit. — Tandis que l'excommunication a généralement pour objet l'amendement d'une personne, l'interdit joue comme moyen de contrainte à l'égard d'une puissance qui s'oppose aux ordres de l'Église [24]. Son objet normal est de suspendre les offices divins, l'administration des sacrements et les sépultures ecclésiastiques en vue de réduire la résistance du coupable par la pression sur une collectivité où peuvent se trouver beaucoup d'innocents [25].

Peut-être issu de l'excommunication générale, l'interdit devint au XI^e siècle une institution autonome et dont la fréquence ne cessa de croître [26]. La liste des cas inscrits au *Corpus* pourrait faire illusion : accueil aux usuriers, violation des règles du Conclave, collectes imposées aux clercs, injures infligées à un cardinal ou à un évêque, refus de recevoir un légat ou un nonce [27]. A la vérité, tout conflit grave entre les deux Puissances, tout attentat public contre personnes et biens ecclésiastiques finit normalement par l'interdit. La violation des immunités en est l'occasion dans les royaumes et surtout dans les villes, la mutilation ou l'assassinat d'un évêque, les spoliations, les entraves au gouvernement ecclésiastique, toutes les offenses peuvent en justifier l'emploi [28]. Toute personne munie de juridiction a fini par prétendre au droit d'interdire : non seulement le pape et l'évêque, mais les abbés de monastères, les archidiacres, les chapelains, les doyens et jusqu'aux curés [29]. L'étendue des pouvoirs fixait l'extension territoriale :

[23] M. HAUSMANN, *Geschichte der päpstlichen Reservatfälle*, Regensburg, 1868.

[24] X II 28 16 (*Ad presentiam :* Al. III). — X V 39 c. 15 (*Cum desideres :* Clement III) et c. 40 (*Per tuas litteras :* Innocent III). La doctrine est développée par G. Durand et Bérenger Fredol.

[25] A la bibliographie de FEINE, *op. cit.*, p. 388 (Richter, Krehbiel, Dix, Haas, Conran), ajoutez la dissertation de K. ANKER, *Bann und Interdikt im 14. und 15. Jahr...*, Tübingen, 1919 où l'on trouvera des pages sur l'épisode important de Louis de Bavière; R. MAJOCCHI, dans *Archivio storico lombardo* t. 24, 1897, p. 43-85, sur l'interdit de Pavie en 1327, qui ne fut définitivement levé qu'à la fin du XV^e siècle; l'interdit d'Innocent III sur l'Angleterre a été l'objet de nombreuses études (*Bull. of the John Ryan Library* (1948), *Transactions of the Royal Society* (1949); *Studies Powicke*. En 1955, notre collègue Yvonne Bongert a présenté à l'École des Hautes-Études un mémoire (dactylogr.) sur l'interdit. Nous n'avons pu utiliser le travail assez récent de M. A. MIRCHA, dans *Prawo Kanoniczne*, vol. II, 1959, p. 73-300.

[26] Ici encore, le modérateur fut Boniface VIII, VI V 11 24 (*Alma mater*).

[26] La statistique a été faite par H. DIX. A lui seul, Innocent IV prononça une centaine d'interdits. La durée pouvait être de 12 ans (Portugal), 30 ans (villes italiennes), 60 ans (Sicile) et, discontinument, nous venons de le voir, plus d'un siècle.

[27] Le *Corpus* n'a point de titre *De interdicto*, mais nous relèverons plusieurs fois cette peine sans règlement.

[28] C'est, avant tout, une arme contre les pouvoirs publics, un moyen de pression, par l'intermédiaire des sujets.

[29] Nous rencontrerons cette prétention aux divers degrés de la hiérarchie.

Digitized by Google

un pape foudroie l'Empire; un curé, son village. La circonscription le plus souvent frappée est la ville, avec ses faubourgs.

La suspense. — Pour vaincre l'obstination d'un clerc coupable — et aussi pour réprimer sa faute et arrêter le scandale — le moyen naturel était l'interdiction d'exercer les fonctions de son office [30]. Si naturel qu'au VI[e] siècle, les conciles d'Orléans avaient déjà réglementé la suspense de l'office, qui prive de tous les pouvoirs d'ordre et de juridiction [31]. L'institution ne prit toute son ampleur que sous le pontificat d'Alexandre III. C'est alors que la privation des subsistances fut ajoutée ou devint une peine distincte [32] et que l'usage des ordinations absolues fit apparaître une troisième forme: la suspense de l'ordre. Innocent III compléta le système par l'introduction des nuances de la suspense spéciale [33].

Déposition et dégradation. — La plus décisive des peines portées contre les clercs est la réduction à la communion laïque, désignée indifféremment par les termes *depositio* et *degradatio* et que prononçait un tribunal de douze évêques pour un évêque, de trois évêques pour un majoriste [34]. Non seulement l'ordre mais les privilèges subsistaient, en principe. Comme les juges séculiers réclamaient les clercs criminels, il parut nécessaire à l'Église de dépouiller de leurs privilèges ceux qu'elle acceptait de livrer par une procédure spéciale, qui fut la dégradation, tandis que les déposés gardaient les avantages de l'état de clerc et aussi les obligations du bréviaire et du célibat [35].

En droit classique, la déposition d'un évêque est prononcée par le pape; celle d'un majoriste par l'évêque, après avis du chapitre, celle d'un minoriste par l'évêque seul. Elle entraîne la pénitence dans un cloître, perpétuelle. L'évêque peut, au cas d'amélioration, réintégrer le coupable [36].

La dégradation elle aussi, peut avoir pour unique suite l'internement viager dans un monastère. Le *Décret* de Gratien l'interprète comme le préalable d'une livraison au juge séculier [37]. Par une réaction brusque, Alexandre III refuse toute livraison [38]: Ses successeurs, nous le verrons, admirent des exceptions nombreuses à cette rigueur dans la dénégation [39].

[30] E. G. RAINER, *Suspension of Clerics*, Washington, 1937: X III 1 13 (*Ut clericorum:* Alexandre III); SÄGMÜLLER, t. II, p. 365 : suspense *ab officio.* Édictée, par exemple, contre les clercs fornicateurs, contre les usuriers manifestes, par Latran III, c. 25 = X V 19 3 (*Quia in omnibus*).

[31] Suspense *ab officio et beneficio;* X II 21 2 (*Quum super causa*); V 19 7 (*Praeterea*). X V 34 10. (Perte du pouvoir de conférer *a beneficio*, qui devient courante sous Innocent III : X V 34 10 (*Inter sollicitudines*); X I 6 44 (*Nihil est*).

[32] X V 8 1 (*Quoad a praedecessore :* Lat. III, c. 2); 3 45 (*Si quis ordinaverit :* Grégoire IX).

[33] X I 11 13 (*Literas vestras*); 14 (*Vel non est compos*) : la suspense est limitée à l'exercice de certains pouvoirs.

[34] C. 15 q. 7 c. 3 (*Si quis tumidus :* Carthage I) et 5 (*Si autem presbyteri :* Carthage III).

[35] VI V 4 1 (*Pro humani :* Lyon II). Cf. R. GÉNESTAL, *Le privilegium fori*... t. 2.

[36] Les textes principaux sont indiqués par SÄGMÜLLER, t. II, p. 372.

[37] C. 11 q. 1. Cf. GÉNESTAL, p. 8-13.

[38] X II 1 4 (*At si clerici*).

[39] C'est un des points sur lesquels nous constaterons, au chapitre suivant, l'esprit de mesure des pontifes romains.

Digitized by Google

Sous la plume d'Alexandre, la terminologie prit toute sa fermeté. Et aussi toute la procédure. Cependant des doutes subsistaient puisque Boniface VIII dut répondre encore à une consultation de l'évêque de Béziers [40]. Quant au sort des pouvoirs d'ordre, la discussion se prolongea jusqu'au milieu du XIII[e] siècle, où l'accord se fit sur l'inamissibilité du sacrement [41].

EXÉCUTION

L'exécution des mesures de police — comme des conditions judiciaires qui nécessitent contrainte ecclésiastique — appartient d'abord à l'Église. Elle dispose de prisons et de sergents dont nous connaissons mal les exploits [42].

Bras séculier. — Faute de moyens matériels pour exercer fortement la police répressive, l'Église dut recourir au bras séculier [43]. L'Empire romain avait inauguré cette pratique du concours dans l'exécution, qui fut suivie par les monarchies barbares, justifiée par les canonistes et tenue, à l'âge classique, pour une des marques de l'étroite collaboration entre les deux Puissances.

Aucun pouvoir n'appelle plus de limitation que le pouvoir de la police. Il manque parfois de discrétion, souvent de réflexion, presque toujours de mansuétude. Le droit canon a réglementé le contrôle par une discrimination des compétences et une restriction des pouvoirs de l'enquêteur. Il a mis en garde contre les sanctions hâtives. Enfin, il a développé une théorie des censures injustes [44].

Conclusion.

L'autorité de l'Église revêt toutes les formes de l'autorité des États. Sauf rares exceptions, elle s'exerce sur les mêmes sujets, dans les mêmes domaines, avec des moyens analogues. Jusqu'au début du XIV[e] siècle, elle tend à se superposer intégralement aux États par une conception du pouvoir spirituel qui oscille entre le dualisme gélasien et le monisme synthétisé dans une bulle bonifacienne : il lui manque, pour atteindre son but, la force temporelle. Cette force est assise sur le sol, une de ses bases principales est la fortune terrienne. Dans quelle mesure l'Église a-t-elle pu conquérir la richesse ?

[40] VI V 9 2 *(Degradatio)*.

[41] GÉNESTAL, *op. cit.*, p. 41.

[42] Une thèse en préparation sur l'histoire des prisons contiendra un bref chapitre sur les prisons ecclésiastiques et monastiques.

[43] Nous étudierons ce problème dans la II[e] partie de notre ouvrage, à propos des relations entre l'Église et l'État. Voyez l'article *Bras séculier*, dans *D.D.C.*, XI, col. 981-1060 (LAPRAT). G. J. CAMPBELL, *The Attitude of the Monarchy toward the Use of Ecclesiastical Censures in the Reign of Saint Louis*, dans *Speculum*, 1960, p. 535-555.

[44] F. GILLMANN, *Zu Gratians und der Glossatoren Lehre über die Bedeutung der justa causa fur die Wirksamkeit der Exkommunication*, dans *A.f.K.K.R.*, 104, 1924.

Digitized by Google

SECTION II. — LA RICHESSE.

La doctrine chrétienne considère comme l'un des périls de l'âme la possession des richesses. Que l'âme de l'Église puisse souffrir de cet encombrement, les Pères et les réformateurs l'ont senti, les collections canoniques ont recueilli des textes qui déprisent la propriété individuelle et proclament la communauté primitive de tous les biens [1].

Cependant le corps toujours plus étendu de l'Église exige pour son entretien des ressources, qui ont été demandées avec une sollicitation croissante. La considération des fins surnaturelles incita les fidèles à fournir le nécessaire et bientôt à ne plus compter leurs dons. Si bien que l'Église est devenue le principal propriétaire de l'Occident. Considérons successivement les trois moments de cette progression logique.

§ 1. — Le spirituel exige un temporel.

Toutes les missions de l'Église sont onéreuses. Elles impliquent un personnel dont l'entretien incombe aux fidèles; un culte qui se déroule en de vastes bâtiments, avec un matériel liturgique; l'exercice constant de la charité.

ENTRETIEN DU CLERGÉ Le principe est bien établi que le clerc doit vivre de l'autel, s'abstenant de travail manuel et surtout de commerce. Au cas de nécessité, il pourra demander à l'agriculture ou à l'artisanat des ressources, certains lui permettent même d'avoir une *taberna*, pourvu qu'il ne déserte aucun de ses devoirs. Mais la règle met à la charge des laïcs l'entretien des clercs [2]. Innocent III rappelle que les revenus ecclésiastiques doivent servir à leur honnête sustentation [3]. Les canonistes répètent : telle est leur première affectation, puisque les clercs ne subviennent à la construction ou réparation des bâtiments que s'il leur reste des ressources [4]. Ne lit-on pas aux Écritures que l'ouvrier mérite un salaire? De droit divin comme de droit humain, le prêtre est à la charge de l'Église. Il ne s'agit que de fixer son niveau de vie, considérant la modestie de ses besoins et les exigences de sa dignité.

BATIMENTS DU CULTE L'honneur de Dieu commande, sans restriction, la magnificence. On aurait pu imaginer des temples frustes et un service austère. Telle fut la réalité primitive. Mais, dans le cours des temps, les arts sacrés exaltèrent la gloire

[1] Série de textes dans les Fausses Décrétales, que reproduit Gratien. Dist. 47 c. 8 (*Sicut ii :* Ambroise); C. 12 q. 1 c. 2 (*Dilectissimis :* pseudo-Clément); C. 14 q. 4 c. 11 (*Quid dicam :* Augustin). Voyez S. Giet, *De trois textes de Gratien sur la propriété*, dans *St. Gratiana*, II, 319-332.

[2] Dist. 91 et glose sur le c. 9, Dist. 88. E. Poulat (*Journal d'un prêtre d'après demain*, Paris, 1961) esquisse l'histoire du travail des prêtres.

[3] X III 1 10 (*Quum ab omni specie :* Innocent III).

[4] X III 48 1 (*De his :* Alexandre III).

Digitized by Google

du Seigneur : l'âge classique du droit fut aussi l'âge des trésors « gothiques ». Les paroisses suivirent, selon leurs moyens, l'exemple des cathédrales. Construction, entretien et réparation des églises, achat et conservation du mobilier, des ornements, des livres liturgiques; organisation du service divin supposent des mises de fonds et des ressources constantes dont nous connaissons le volume grâce aux cartulaires, aux Actes des évêques, à des comptes de fabrique, auxquels des correspondances et des chroniques ajoutent des éléments de supputation [5]. Les aspirants à la perfection ont plusieurs fois réagi contre le luxe des architectures et des cérémonies. Souvent aussi, leur ambition a imité ou dépassé celle des séculiers. Même domptée, elle n'a pu descendre au-dessous du plan de la nécessité : l'édification et le maintien des monastères, avec leurs vastes chœurs, leurs bibliothèques, leur population nombreuse et généralement inapte au gain exigent un budget de cité.

DEVOIR D'AUMÔNE L'obligation de charité supprime toute borne à la dépense. Aux monastères sont souvent annexés des hôpitaux, des maisons d'hôtes. Orphelins et lépreux ont leurs demeures aménagées par l'Église. Et le soutien des pauvres, des malades est un devoir quotidien du clergé, des religieux, qui leur vaut une clientèle assidue. Des calamités — fréquentes au XIV[e] siècle : pestes, famines, guerres — appellent un secours immédiat [6].

Ainsi l'Église, pour remplir ses missions, a besoin de fonds et de revenus. Son aptitude à posséder des biens est, depuis Constantin, reconnue par tous les États [7].

§ 2. — Le surnaturel procure les ressources.

Cet appétit, de semblance toute matérielle, voici que le surnaturel va pleinement le satisfaire. Au puissant qui, par la construction d'une église ou d'un monastère veut mériter des grâces, l'Église impose de doter sa fondation. Par la doctrine des rapports avec l'Au-delà, tout fidèle est incité au dépouillement pour la rédemption de ses péchés. La simple équité l'oblige à rétribuer le service spirituel des intercesseurs. Dieu lui-même exige sa part des richesses.

DOT PRIMITIVE La meilleure façon d'asseoir la fortune ecclésiastique était d'obliger tout fondateur d'église, de monastère à fournir les fonds nécessaires non seulement à la construction, mais à la vie de

[5] MORTET-DESCHAMPS, *Recueil de textes relatifs à l'histoire de l'architecture...*, Paris, 1929, II, 310 et 320.

C'est un lieu commun d'une parfaite ingénuité que l'enthousiasme séculaire du peuple chrétien pour la construction des cathédrales. Et les matériaux ne sortaient point de terre ! Il fallut beaucoup d'argent pour la pierre et pour les ouvriers. P. DU COLOMBIER, *Les chantiers des cathédrales*, Paris, 1953, p. 10 et suiv.

[6] Voyez les historiens de la charité (LALLEMAND, etc.) et, se rapportant à l'âge classique, l'article d' É. PERROY.

[7] Les principaux textes et la bibliographie se trouvent dans SÄGMÜLLER, t. II, p. 432. Ils sont aux Écritures et dans le droit romain, où Constantin ouvre la série et Justinien la clôt. *C.J.*, *L.J.*, tit. 2 et 3. Nov. 111 et 131.

Digitized by Google

l'établissement [1]. Avant de consacrer l'autel, l'évêque vérifiera qu'une dot a été constituée : cette exigence, formulée par Gélase, confirmée par Justinien, renouvelée par des conciles régionaux, prit place au *Décret* de Gratien [2]. Honorius III la rappelle à la reine de Hongrie [3]. Quel montant proposer? Suffisant pour l'entretien du personnel normal de l'église, de la collégiale ou du monastère. A l'évêque d'y veiller : négligent, il serait tenu de répondre sur ses biens ou sur les biens de son église [4].

Conformément à ce principe, l'acte de fondation énumérait tous les biens concédés au nouvel établissement. Beaucoup de cartulaires s'ouvrent par cette charte libérale [5].

LIBÉRALITÉ DES FIDÈLES

De toutes façons, l'Église favorise la générosité des fidèles. Non seulement elle prêche la largesse, mais du conseil évangélique elle tend à passer au précepte canonique. Gratien recueille les invitations des Pères, et met en relief les aumônes corporelles ou pécuniaires, que les décrétistes interprètent comme un sacrifice poussé jusqu'à la privation, Dieu récompensant cet apparent excès [6].

A peine fondé, un établissement ecclésiastique attire les dons [7]. L'Église leur applique le droit romain, soulignant leur caractère définitif, n'admettant la révocation que pour ingratitude. L'interprétation des volontés du donateur sera aussi large que possible en faveur du gratifié [8].

LEGS PIEUX

Comme le but des libéralités est la vie éternelle, leur forme ordinaire est le legs pieux. La théorie en est depuis longtemps formée : l'Église est trésorière des défunts, elle peut obtenir l'abrégement du Purgatoire, en récompense des biens qui lui sont laissés *post mortem* [9]. Des fidèles peu éclairés interprétaient l'opération

[1] Pour le premier millénaire, voyez E. LESNE, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, 6 t. en 8 vol., Paris, 1910-1943.

[2] C. XVI q. 1 c. 26 (*Piae mentis:* Gélase); *De cons.* I 9 (*Nemo:* Nov. 67 de Justinien); C. 1 q. 2 c. 1 (*Placuit:* Braga III).

[3] X III 40 8 *(Cum sicut)*. Bonne glose.

[4] BERNARD DE PARME in, c. *Cum sicut.*

[5] Le but temporel de cette charte est de constituer un titre en face des revendications futures.

[6] Doctrine qui s'est développée dès l'Antiquité. Cf. E. LESNE, *op. cit.*, t. I, p. 153; X III 24 1 (*Prudentis:* Grégoire le Grand) et les gloses. G. SCHREIBER a cherché, sans parfaite réussite, à expliquer la terminologie : *Untersuchungen zum Sprachgebrauch des mittelalterlichen Oblationswesens*, 1913.

Un répertoire juridique de grande richesse a été présenté par J. BALON, *La structure et la gestion du domaine de l'Église au Moyen Age dans l'Europe des Francs*, Namur, 1959-1962, 2 vol.

[7] M. CASTAING-SICARD, *Donations toulousaines du X^e au XIII^e siècle*, dans *Ann. du Midi*, 1957, p. 27-64.

[8] X III 24 10 (*Propter ejus ingratitudinem:* Grégoire IX); X III 24 6 (*Quum dilecti:* Innocent III) : *in beneficiis... plenissima est interpretatio adhibenda.*

[9] Gratien rassembla les autorités dans les Causes XII et XIII. Chacun des trois recueils officiels de décrétales contient un titre *De testamentis*. Les textes sont étudiés par V. WOLF VON GLANVELL, *Die letzwilligen Verfügungen nach kirchlichen Rechte*, Paderborn, 1900. Histoire retracée avec force par H. AUFFROY, *Évolution du testament en France des origines au XIII^e siècle* Paris, 1899. Nous n'avons pu lire la thèse présentée à l'Université pontificale de Comillas par A. BARROSO de OLIVEIRA sur les volontés pieuses; pour la Pologne, l'instructif

Digitized by Google

comme un rachat vulgaire des péchés. C'était assurer son succès coutumier. Aucune loi n'a créé l'obligation. Mais beaucoup l'ont favorisée [10].

Le premier souci de la Papauté fut de rendre l'opération fréquente et assurée. Que de simples paroles suffisent, saint Grégoire l'avait rappelé [11]. L'exigence romaine des sept ou pour le moins des cinq témoins fut supprimée par Alexandre III, au profit de la règle canonique fondée sur les Évangiles, qui n'exige que deux témoins [12]. Et l'on tendit à faire du curé une sorte d'officier public [13]. Innocent III va même jusqu'à permettre que les dernières volontés soient laissées à la détermination d'un tiers [14]. Très attentive à l'efficace des dernières volontés, l'Église menace les héritiers négligents, presse les exécuteurs, confirme la fonction supplétoire de l'évêque dans l'accomplissement [15].

SALAIRE DES INTERCESSEURS

Le fonds primitif des églises et des monastères a subi de terribles vicissitudes : brigandages des voisins, ruines des guerres, dépréciations, gaspillages. Il était plus prudent de compter sur la rétribution des services quotidiens du clergé. Mais comment justifier une telle opération? Depuis les origines, l'horreur pour le trafic criminel du sacré angoissait la conscience chrétienne. L'Église a condamné avec une rigueur croissante toutes les formes d'acquisition matérielle de la grâce [16]. Au XI^e^ siècle, la réaction violente contre le commerce des choses saintes, et surtout des offices qui les procurent, a été le trait de la Réforme grégorienne. La simonie fut châtiée, non seulement comme un crime, mais comme une hérésie [17]. Cependant, la distinction s'insinua entre le sacré, hors négoce, et le temps, l'effort, la fonction du ministre; entre l'âpre exigence et l'acceptation passive, dont la répétition crée la coutume. Si l'exigence constitue un marchandage impie [18], la coutume naît d'une volontaire et constante rétribution des services [19]. Malgré l'opposition

ouvrage de Casimir KOLANCZYK, *Les vestiges de la communauté agraire en Pologne, au Moyen Age. De la disposition de la propriété foncière jusqu'à la fin du XIV^e^ siècle*, Poznan, 1950 : l'Église s'efforça de libérer la personne de la solidarité patrimoniale du clan et de la famille, pour favoriser les libéralités de chacun, au profit du salut de l'âme. Distinction des propres et des acquêts, quotité disponible et aussi pression de fait pour obtenir le consentement de la famille aboutirent à la constitution d'un vaste patrimoine, dont villes et villages, seigneurs et souverain cherchèrent à limiter le volume, par des mesures contre la mainmorte.

[10] Surtout conciles provinciaux et statuts synodaux. Les limites pouvaient venir du droit séculier. Voyez, pour l'Espagne : L. G. DE VALDEAVELLANO, dans *Ann. hist. de derecho esp.*, 1932, p. 129-176 et MALDONADO, dans *Rev. de der. priv.* 1944.

[11] X III 26 4 *(Indicante)*.

[12] *Ibid.*, c. 10 *(Quum esses)*; c. 11 *(Relatum est)*. J. VISSER, *De solemnitatibus piarum voluntatum in jure canonico*, dans *Apollinaris*, 1947, p. 59-136.

[13] Certains statuts synodaux exigent sa présence.

[14] *Ibid.*, c. 13 *(Quum tibi)*.

[15] *Ibid.*, c. 19 *(Joannes clericus)*.

[16] Textes rassemblés C. I q. 1.

[17] Opinion commune, mais non pas unanime : certains se contentaient d'y voir un crime : sujet de controverse à l'époque grégorienne.

[18] Au concile de Tours (1163), Alexandre III condamne ce régime d'imposition par voie d'autorité.

[19] *Laudabilis consuetudo*, déclare dans ses Statuts Eudes de Sully : quelques années plus tard, ses expressions seront reprises au quatrième concile du Latran qui, condamnant toute extorsion, impose l'observation des pieuses coutumes : X V 3 42 *(Ad Apostolicam)*.

Digitized by Google

des sectes et de quelques réformateurs [20], cette interprétation bénigne l'emporta [21]. Il ne s'agissait plus que d'en faire une bonne application à tous les actes du ministère [22], pour acquitter un juste salaire, et non le prix de la grâce.

PART DU SEIGNEUR : LA DÎME

Fondement. — Les libéralités assuraient un retour spontané de tous les biens à leur souverain maître [23] : en signe de cette domination les fidèles étaient tenus de verser chaque année à l'Église un dixième de leurs revenus [24]. Cette obligation affirmée par les Pères, sanctionnée par des conciles et par la législation carolingienne, ne soulevait aucun doute à l'âge classique [25]. On lui donnait pour fondement le droit divin [26], pour aiguillon la promesse du contre-don surnaturel et la crainte des châtiments d'un refus impie [27].

Assiette. — L'imposition sacrée grevait d'abord tous les revenus du sol et le croît des animaux; aux temps classiques, tous les revenus sans exception. Une énumération de saint Césaire, attribuée à saint Augustin et que Gratien avait insérée [28], fut copieusement augmentée par les pontifes, pour se résumer en cette maxime : tout revenu est décimable [29]. On voit bien qu'à côté des produits de la terre — céréales, légumes ou fruits — et des animaux de l'étable ou de la basse-cour, sont frappés les bénéfices du commerce et de l'industrie [30] : ce qui constitue deux catégories bien distinctes de dîmes, les prédiales dues pour toute récolte et qui sont incontestées [31]; les personnelles, qui donnent lieu à beaucoup de discussions [32]. Les conquêtes du labour sur forêts et marécages procurent de nouvelles dîmes, *novales*, qui

[20] Ainsi, Guillaume Durand, dans son mémoire au concile de Vienne.
[21] Elle s'accorde avec la conception générale de l'économie, chez les scolastiques.
[22] Opération que nous aurons à suivre, dans le diocèse et la paroisse.
[23] Cette spontanéité qui caractérise la donation constitue son mérite.
[24] X III 30 33 (*Quum non sit*, Latran IV, c. 54). Le Seigneur s'est réservé la dîme *in signum universalis dominii*. C'est lui qui fait fructifier le grain.
[25] *Gratien*, C. 16. Les trois codes de décrétales ont un titre *De decimis*. — Voyez FEINE, p. 176 (bibliogr.); p. 332, s. Pour la France : C. VIARD, *Histoire de la dîme ecclésiastique en France jusqu'au Décret de Gratien*, thèse, Fac. de droit de Dijon, 1909; ID., *La dîme ecclésiastique en France au XIII^e siècle*, Paris, 1912. CHARTIER, *Les dîmes du chapitre Saint-Pierre de Lille*, thèse, Fac. de droit Lille, 1936. Pour l'Allemagne : E. O. KUUJO, *Das Zehntwesen in Hamburg-Bremen*, Helsinki, 1949 (bibliogr.). Pour l'Italie : Catherine E. BOYD, *Tithes and Parishes in Medieval Italy...*, New York, 1952. Pour la Pologne : M. WYSZYNKI, *Études sur l'histoire de la dîme en Pologne au Moyen Age*, Lwow, 1929. La dîme apparaît dans les textes à des époques variées : dernier quart du X^e siècle, pour le sud de l'Elbe, XII^e pour le nord (Kuujo). D'épiscopale, la dîme devint paroissiale en Italie sous les Carolingiens. C. E. BOYD, *The Beginnings of the Ecclesiastical Tithe in Italy*, dans *Speculum*, 1916, p. 158-172.
[26] X III 30 14 *(Parochianos) : Quum decimae non ab homine, sed ab ipso Domino sint institutae...*
[27] Les commentateurs et surtout les prédicateurs insistent sur cette double conséquence.
[28] C. 16 q. 1 c. 66.
[29] X III 30 23 (*Ex transmissa :* Célestin III) : ... *quia fidelis homo de omnibus, quae licite potest acquirere decimas erogare tenetur.* Moulins et pêcheries, foin et laine. *Ibid.*, c. 5 et 23; cire et miel, c. 6.
[30] Déjà le texte de Césaire porte : *de milicia, de negocio et de artificio redde decimas.*
[31] Parmi les prédiales, la coutume distingue encore les grosses et les menues dîmes, dont la liste varie sans doute selon l'importance locale des produits. Partout, les céréales sont dans la première catégorie, les légumes, dans la deuxième.
[32] Dues pour toutes les sources de revenus autres que la terre.

Digitized by Google

sont soumises à un régime propre et nous révèlent des transformations géographiques, encore que la perpétuité de leur caractère empêche toute chronologie [33].

Naturellement, les contribuables s'ingéniaient à multiplier les déductions : salaires des ouvriers agricoles [34], valeur des semences, frais généraux d'exploitation [35]. La législation romaine interdit ces calculs : la dîme a pour assiette, tout brut, le revenu [36]. Seuls peuvent être retranchés les débours nécessaires à l'exercice du négoce ou à la transformation d'un objet [37].

Taux. — Le taux normal résulte de l'appellation : *decima*. Aucun texte légal ne prévoit des nuances, mais les coutumes locales, des conventions particulières et les chartes de franchises en ont introduit [38], distinguant parfois les produits. Jamais la fraction du dixième n'est dépassée, la tendance à la baisse semble constante pendant l'âge classique [39].

Sujet. — Tous les laïcs sont décimables, même le roi [40], même les clercs, les pauvres, et le propriétaire juif aussi bien que le chrétien [41] : c'est le fonds qui est grevé, en quelques mains qu'il passe et la première préoccupation de la Papauté est de maintenir ce principe de la perpétuité des charges réelles [42]. La qualité du titulaire permanent, qui est Dieu, fait douter qu'aucune exemption puisse être accordée, sauf par le pape, vicaire [43]. Cependant des pétitions de grande ampleur furent présentées au Saint-Siège. Hôpitaux et léproseries, invoquant leur fonction charitable, ont obtenu exonération pour jardins et troupeaux qui alimentent leur clientèle [44]. Les bulles ajoutent souvent l'exclusion des novales, qui ne fera tort à aucun propriétaire et récompensera le travail de défrichement et d'exploitation [45]. Des raisons identiques valurent aux Cisterciens, outre des renonciations privées, des privilèges épiscopaux, puis pontificaux pour les terres cultivées « de leurs mains et à leurs frais » [46]. Les autres ordres ne reçoivent que des privilèges

[33] X V 33 33 (*Consultationi :* Grégoire IX). Le sommaire porte : *semel novale semper novale.*
[34] X III 30 7 (*Quum homines :* Alexandre III).
[35] X III 30 26 (*Tua nobis :* Innocent III).
[36] X III 30 c. 7, 22, 26, 28.
[37] X III 30 28.
[38] VIARD, *XIII^e s.*, *op. cit.*, p. 29 et 30, donne des exemples : le taux peut s'abaisser jusqu'au quinzième et même au-dessous dans quelques cas exceptionnels.
[39] Elle n'est pas sans rapport avec l'émancipation des ruraux : les chartes d'affranchissement le laissent voir.
[40] Versements attestés par les comptes des rois de France.
[41] X III 30 16.
[42] Propriétaire et locataire (ou colon) doivent payer, chacun pour sa part X III 30 c. 24, 26 et la glose.
[43] Glose sur le mot *exemptos* X III 30 24.
[44] Latran III, c. 23 = X III 48 2 *(Quum dicat)*.
[45] J. IMBERT, *op. cit.*, p. 88-90. Ajoutez C. R. CHENEY, *A Letter of Innocent III...*, dans *Cîteaux*, 1962, p. 146-151 (peut-être la *commonitio*, dans Lat. IV, c. 55).
[46] L'exemption totale accordée par Innocent II souleva de telles protestations qu'Adrien IV dut restreindre le privilège aux novales. (*J.L.* 10 189.) Son successeur, Alexandre III, rétablit le principe d'universalité, qu'il maintint contre une opinion plus hostile aux prétentions d'un ordre qui s'enrichissait, oubliant son esprit originel et les droits d'autrui. (X III 30 10 et 12.) Le quatrième concile du Latran apaisa cette fureur persistante par le retour à la formule restrictive : terres anciennes en exploitation directe et novales seront immunes (Lat. IV, c. 55 = X III 30 34, *Nuper abbates.*) On taxera tous les nouveaux acquêts de terres cultivées. Cette

Digitized by Google

limités, dont le nombre s'accroît pendant tout le XIII[e] siècle. Cependant, Alexandre IV maintient l'exemption des novales, ne touche point aux droits acquis [47] et le concile de Vienne réprime les tentatives monastiques d'extension frauduleuse [48].

Bénéficiaire. — Seuls les recteurs de paroisse étaient, dans le principe, décimateurs : ils avaient droit à toutes les dîmes prédiales de leur circonscription, à toutes les dîmes personnelles des domiciliés [49]. L'âge classique n'a point modifié les maximes traditionnelles : mais que reste-t-il de leur rigueur? On les a étendues à tous les clercs séculiers : évêques ou chanoines, aux moines [50]. En fait, les laïcs possèdent par usurpation ou même par contrat beaucoup de dîmes et la Réforme grégorienne a été si impuissante à obtenir restitution, qu'Alexandre s'efforce de mettre un terme aux concessions, aux translations dont les laïcs seraient bénéficiaires [51]; Innocent III, d'empêcher la libre donation de dîmes par les laïcs [52]; Grégoire IX, de tarir les gages. Les dîmes ont cessé d'être un impôt paroissial et même ecclésiastique : l'Église, pour sauvegarder ses droits, accepte la demi-mesure de l'inféodation, qui lui laisse le domaine éminent [53].

Perception. — Primitivement levée par le décimateur, la dîme, aux temps classiques, est le plus souvent affermée : ce qui évite au bénéficiaire les charges de la perception et de l'engrangement, la déception des mauvaises récoltes et les contestations sur le titre ou la quantité. Le contrat s'établit à l'amiable ou aux enchères, pour un an ou sans terme : on le regarde, au premier cas, comme une vente de fruits; au second, comme une sorte de bail à rente [54]. Il fixe date et mode du paiement, se consolide par cautions et serments, voire par l'acceptation d'une censure de plein droit au cas de non-paiement. Ainsi se constitua toute une catégorie sociale, les dîmiers, qui finirent par tenir leur fonction comme un office, transmissible et parfois héréditaire [55].

La perception se fit d'abord en nature : une gerbe sur dix, une grappe sur dix appartenait au décimateur, qui exigeait le transport à sa grange

décision œcuménique ne mit point terme aux controverses. La Papauté imposa une interprétation large du canon de Latran et quand Cîteaux se mit (faute sans doute de convers) à la pratique de la ferme, la faveur fut étendue aux terres baillées. Cf. MAHN, p. 102-116.

[47] VI III 13 2.

[48] *Clem.* III 8 1.

[49] X III 30 c. 18 et 20. Glose in c. 6 : elles sont dues à l'église où l'on reçoit les sacrements.

[50] Reims, 1119.

[51] X III 30 c. 15, 17, 19.

[52] X III 10 7 *(Quum apostolica)*.

[53] *Ibid.*, c. 35. La perception des fruits (et non la possession du titre) peut être accordée aux laïcs avec le consentement de l'évêque. Telle est l'interprétation que donnent les canonistes des décrétales qui constatent l'inféodation. La propriété de la dîme étant spirituelle, seul le produit, qui est corporel, peut être aux mains des laïcs : c'est lui seul que vise Alexandre III, X III 10 7 *(Cum Apostolica)*.

[54] VIARD, p. 60 et suiv., montre bien les avantages de l'opération.

[55] Catégorie mineure à insérer parmi les bénéficiaires de ce que nous appellerions aujourd'hui la promotion sociale : tous ces auxiliaires laïcs de la puissance ecclésiastique fondent une petite bourgeoisie qu'il est aussi nécessaire d'étudier que, par exemple, la plèbe trop mal connue des chapelains.

Digitized by Google

ou à son cellier [56]. Une convention pouvait reporter le prélèvement sur le produit : pain et vin [57]. Enfin, la conversion en une somme d'argent, nécessaire pour le calcul du croît des animaux, simplifiait toute perception [58]. Pour obtenir le paiement, les clercs usaient d'adjurations et de contraintes. Quand leurs discours ne suffisaient, ils intentaient devant l'official une action [59]. L'excommunication frappait les résistants obstinés et le bras séculier se mettait au service de l'Église [60].

En fait, les dîmes prédiales étaient généralement acquittées. Des chartes très nombreuses mentionnent toutes les récoltes — au point de permettre une géographie historique des cultures et même des landes, des statistiques partielles du bétail et de la basse-cour [61]. Les fruits civils échappent souvent et quant aux dîmes personnelles, on n'en trouve guère de traces [62].

Prémices. — A la dîme s'ajoutent les prémices, dont la nature, le régime et les vicissitudes sont identiques [63]. Dieu les a prescrites; elles appartiennent à l'ordre spirituel; le seul point délicat, en doctrine, est la détermination de la quotité, variable du tiers au cinquième de la dîme, selon les conciles et selon la coutume qui, malgré bien des objections, est la véritable régulatrice.

§ 3. — La fortune comble l'Église.

Les sources que nous venons d'énumérer fournissaient à l'Église une masse croissante de biens. Comment se présentait ce patrimoine, quel en était le propriétaire, quelles règles dominaient son administration? Ces problèmes nous feront mieux sentir l'étroite union du spirituel et du temporel sous les plus matérielles apparences.

CROISSANCE

Volume. — Toutes les variétés de biens mobiliers et immobiliers se trouvent dans le patrimoine de l'Église. En chaque pays de la Chrétienté, une portion considérable des espèces monétaires et des créances, des meubles précieux et des réserves alimentaires est aux mains des religieux et du clergé. Une surface que l'on

[56] Les décrétistes interprètent à la lettre le texte biblique : « *ut inferatis decimas in horrea* » In c. 65 C. 16 q. 1.

[57] *Decima panis, decima in doliis,* dans les cartulaires.

[58] Ces abonnements évitent d'innombrables querelles. Ils sont approuvés par Clément V, dont l'autorisation aux jurats de Bordeaux fut insérée dans *Clem.* III 8 2 *(Si beneficiorum).*

[59] Le décimateur peut recourir à l'*officium judicis* ou intenter une action et il a le choix entre quatre types d'action. Sauf pour les dîmes inféodées et les dîmes sur le domaine royal, la compétence ecclésiastique se maintient à l'âge classique. Mais le conflit est ouvert avec les justices laïques.

[60] Les pouvoirs civils, en France, ont reconnu la légitimité de cet appel, auquel ils ont répondu, pratiquement, avec un empressement variable : VIARD, p. 82-85.

[61] Pour l'historien économiste, ces énumérations des cartulaires offrent un intérêt certain.

[62] La conclusion de la plupart des monographies est que ces dîmes n'étaient point payées à l'époque classique. Pour l'Angleterre : A. G. LITTLE, *Personal Tithes,* dans *English historical Review,* 1945, p. 67-68. Tous les canonistes sont d'accord sur la généralité des refus. Les contribuables objectaient notamment que les Écritures sont muettes sur cet impôt.

[63] VIARD, p. 185-191, les appelle avec raison : centimes additionnels. En général, un cinquième de la dîme dont elles suivent le sort.

Digitized by Google

évalue, selon les temps et les pays, du tiers au sixième du territoire : champs et prés, bois et vignes; un grand nombre de maisons, de moulins constituent la richesse foncière [1].

Diocèses, chapitres, monastères ont des domaines disparates que l'arbitraire des libéralités parsème dans les seigneuries et que la volonté des possesseurs — évêques, chanoines, abbés — s'exerce à regrouper administrativement, à remembrer effectivement [2]. De grandes et surtout de moyennes propriétés se constituaient ainsi par échanges, par achat de terres voisines et formaient, à côté des manses démembrés, des exploitations cohérentes et autonomes [3].

Formes. — Tel était l'aspect visible du patrimoine ecclésiastique. Les formes juridiques offraient autant de diversité. Sur la partie des terres en régie directe, églises et abbayes se comportaient selon les us des exploitants locaux et selon les exigences du statut capitulaire ou des règles et constitutions monastiques [4]. Des grands patrimoines, une large part, qui s'accrut par renonciations à la réserve, était louée à des tenanciers qui acquittaient des redevances en nature et des versements en espèces, que gonflèrent au cours de l'âge classique, l'extension de la censive et le rachat des services personnels [5]. Toutes les variétés de conventions, bref complant ou perpétuel bail à rente, fief viager ou permanent se retrouvent dans les cartulaires [6].

Aux revenus de la terre s'ajoutaient ceux que procurait le loyer des maisons; et à tous ces revenus immobiliers, les affermages de dîmes, les rentes achetées, les taxes provenant de foires et marchés, de tailles et de péages [7].

Appartenance. — Quand il s'agissait de nommer le propriétaire des biens ecclésiastiques, les canonistes se plaisaient à passer du surnaturel au naturel, selon qu'ils considéraient l'une ou l'autre des causes aristotéliciennes. Se référant à la cause finale, ils nomment Dieu : ces biens lui ont été donnés pour reconnaître sa puissance ou obtenir ses grâces; dès leur consécration, ils lui appartiennent [8]. Leur destination temporelle est le soutien des misères : en ce sens ils appartiennent aux pauvres [9]. Pour le compte de Dieu et le

[1] Les cartulaires et les bulles de confirmation nous rendent un compte exact du patrimoine d'un grand nombre d'églises, de chapitres, de monastères. Voyez, par exemple, Marcel DAVID, *Le patrimoine foncier de l'Église de Lyon de 984 à 1267*, Lyon, 1942; G. DE VALOUS, *Le temporel et la situation financière des établissements de l'ordre de Cluny du XII^e au XIV^e siècle*, Ligugé, 1935. Nous aurons à évoquer dans les livres suivants le patrimoine de la Papauté, des diocèses, des paroisses, des monastères.

[2] DAVID, p. 157; VALOUS, p.11, 12, 17, 77.

[3] Ce qui favorisait l'exploitation, l'autonomie et l'emploi des revenus.

[4] K. KORBER, *Die kirchenrechtliche Theorie von der Verwaltung und Verwendung der Kirchengüter und der mittelalterlichen Praxis*, 1912.

[5] DAVID, p. 288; VALOUS, p. 72.

[6] R. GRAND, *L'agriculture au Moyen Age*, Paris, 1950, chap. IV.

[7] Ces taxes sont accordées par des privilèges royaux que nous étudierons dans la III^e partie.

[8] *Christi patrimonium.* VI I 6 34 *(Cum ex eo).*

[9] C. 16 q. 1 c. 68 : « *Quidquid habent clerici pauperum est.* » Quand les clercs soulagent les malheureux, théologiens et canonistes tendent à substituer à la notion d'*elemosina* celle de *dispensatio;* il s'agit de la distribution de biens qui appartiennent aux secourus. G. COUVREUR, *Les pauvres ont-ils des droits? Recherches sur le vol, en cas d'extrême nécessité depuis la*

Digitized by Google

service des pauvres, chaque établissement assume la propriété. L'église ou le monastère se comporte en propriétaire : cette personne morale passe des contrats, comparaît en justice et nul ne conteste sa qualité [10].

LOIS FONDAMENTALES Il ne s'agit point cependant d'une propriété de droit commun. Des lois fondamentales semblent restituer à Dieu et aux pauvres le titre que leur accordent les textes. Le propriétaire des biens ecclésiastiques ne dispose ni du fonds ni du revenu [11].

Inaliénabilité du fonds. — Le fonds est inaliénable. Déjà le pape Léon Ier a décrété : aucune mutation du patrimoine ecclésiastique ne sera valide si ce n'est dans l'intérêt de l'Église et avec l'assentiment de tout le clergé [12]. Fortement étayé au début du VIe siècle par les lois ecclésiastiques et civiles [13], le principe fut confirmé avec toutes les applications possibles par les papes de l'âge classique : inféodation, emphythéose, servitude, hypothèque, toutes les amputations de la propriété sont interdites [14] ; aucune sorte de biens n'échappe à la prohibition [15]. Les justes exceptions sont énumérées : urgente nécessité, incontestable utilité, charité chrétienne [16]. Une approbation expresse de tous les intéressés : chanoines, moines, curé, patron, autorisera le décret de l'évêque [17].

Affectation des revenus. — Des revenus, le propriétaire ecclésiastique ne dispose point davantage. Ils sont affectés. Le droit commun les divise en parts, destinées à la subsistance des clercs, à l'entretien des bâtiments,

Concordia de Gratien (1146) jusqu'à Guillaume d'Auxerre († 1231), Thèse de l'Université grégorienne, Rome, 1961, p. 197-199 ; B. TIERNEY, *Medieval poor law. A Sketch of canonical Theory and its Application in England*, Berkeley, 1959, p. 39-43. L'idée est déjà bien développée au VIe siècle, comme l'a montré Mgr Lesne, *op. cit.*, t. VI, p. 96-184 et, plus récemment M. R. MAYEUX, *Les biens d'Église considérés comme patrimoine des pauvres...*, dans *Inspiration religieuse et structures temporelles*, 1948, p. 139-209.

[10] X II 8 3 (*Literae :* Honorius III) : *Idem presbyter... ecclesiae suae nomine obtulit;* X II 13 17 (*Olim :* Innocent III) : *Inter te pro Abbatia tua et Parisiensem episcopum, nomine Parisiensis Ecclesiae...;* X II 19 9 (*Licet causam :* Innocent III) : ... *causam, quae vertitur inter Ecclesiam Ravennatensem et commune Faventiae...*

[11] Les textes le désignent comme serviteur, économe, intendant, procureur et souvent *dispensator : Dictum Grat.*, post c. 1 C. 14 q. 1 : *...ad dispensandum sibi creditis... Procurationem gerunt. Dispensator* semble le terme préféré des théologiens.

[12] C. 12 q. 2 c. 52 (*Sine exceptione :* Léon Ier).

[13] GRATIEN C. 12 q. 2. Les collections de décrétales (sauf Jean XXII) ont un titre *De rebus ecclesiae alienandis vel non.* Plusieurs constitutions dans l'œuvre de Justinien. Bon exposé dans SÄGMÜLLER, t. II, p. 457-460, que nous suivons de près.

[14] Inféodation : X III 18 2 (*Vestra nobis :* Innocent III contre l'inféodation des dîmes) ; X III 20 2 (*Ex parte :* Innocent III accorde trois exceptions au principe). Emphytéose : X III 13 c. 5 (*Nulli liceat :* concile de Senlis, *Alienationis autem verbum continet conditionem, donationem, venditionem, permutationem et emphyteuticum perpetuum contractum*) et 9 (*Ad audientiam :* Célestin III) ; VI III 9 2 (*Hoc consultissimo :* Lyon II). Déjà interdite dans les Novelles 7 et 120 de Justinien. — Servitude : C.J. IV 51. — Hypothèque : X III 21 3 (*Ex praesentium :* Alexandre III).

[15] Non seulement les choses sacrées mais tout bien d'une certaine valeur.

[16] Textes célèbres des Pères sur le devoir de tout vendre pour nourrir les pauvres en temps de famine et pour racheter les captifs : C. 12 q. 2 c. 70 (*Aurum :* Ambroise).

[17] Nous retrouverons cette exigence en toute institution ecclésiastique ou religieuse. L'évêque décrète : C. 12 q. 2 c. 52 ; X III 10 8 (*Tua nuper :* Innocent III).

Digitized by Google

aux œuvres charitables [18]. En droit classique, cette répartition n'a plus qu'un sens symbolique [19]. Elle signifie qu'à la différence des biens profanes, les biens ecclésiastiques échappent à l'arbitraire de leurs possédants, que l'Église en doit être la seule bénéficiaire.

Fondations. — Parmi ces biens, il en est qui ont reçu dès leur entrée dans le patrimoine ecclésiastique une destination précise et immuable. Cette affectation particulière, éternelle, caractérise la fondation [20]. L'Antiquité avait connu des libéralités grevées d'un service perpétuel, qui consistaient en fonds ou revenus [21]. Un monastère, un hôpital dont le bienfaiteur qui l'a construit, doté, se dessaisit en faveur de l'Église, spécifiant la permanence de sa destination : telle est la plus ancienne forme. Les messes privées furent l'occasion principale des legs et donations avec revenus affectés [22].

Beaucoup de libéralités sont, à l'âge classique, grevées d'une charge permanente de services funéraires : anniversaire, trentain, office quotidien. En ce dernier cas, le testateur crée une chapellenie [23]. C'est ainsi que la volonté des fidèles dispose indéfiniment de l'emploi d'un fonds ou de revenus par l'insertion d'une clause, *modus*. Si la cause finale est la gloire de Dieu ou même le salut de l'âme et non l'accomplissement des charges, l'inexécution ne ferait pas tomber l'acte : on se bornerait à exiger l'exécution, mais si la cause finale est le service, la fondation s'évanouirait ou plutôt ne prendrait point vie [24].

DOMAINES ET FIEFS

Tous ces statuts canoniques se juxtaposent au statut féodal dans les grandes seigneuries ecclésiastiques, qui comportent acceptation de coutume et exercice d'une autorité séculières. L'archevêque de Lyon, maître d'un très vaste territoire, l'évêque de Béziers, véritable co-seigneur, l'évêque de Viviers, qui domine le Vivarais avec une majesté quasi-royale, ont commandement, justice et police temporelles comme leurs pairs laics [25].

Conclusion.

Ainsi l'espérance du Royaume céleste aboutit à la création d'un Royaume terrestre au profit de l'Église. Beaucoup de biens se sacralisent et, dans la même mesure, l'Église se temporalise. La pureté même des désirs du fidèle compromet la pureté de l'institution.

[18] Système romain : C. 12 q. 2 c. 28 (Simplice); c. 23-27 (Gélase); c. 29 (Grégoire). En Espagne, système des trois parts. En Gaule franque, grande variété. Cf. LESNE, *op. cit.*, t. I, livres V et VI.

[19] SÄGMÜLLER, t. II, p. 454-455.

[20] Deux articles de FEENSTRA dans *Tijdschrift*, 1956 et *R.I.D.A.*, 1956. Je n'ai pu lire l'étude de V. VANECEK sur les bases juridiques des fondations en Bohême au Moyen Age.

[21] Mon étude, sur *Les fondations privées du Haut Empire*, dans les *Mélanges Riccobono* Vol. III (1933), p. 25-67 a été continuée et sensiblement fortifiée par F. DE VISSCHER.

[22] H. LENTZE, *Die Rechtsform der Altarpfründen im mittelalterlichen Wien*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1941, p. 221-302.

[23] H. LENTZE, *Begräbnis und Jahrtag im mittelalterl.* WIEN, dans *Z.S.S., K.A.*, 1950, p. 328-364.

[24] Application de la théorie romaine du *modus*. L'exégèse des canonistes s'exerce sur le c. 4 *(Verum)* X IV 5 (Alexandre III).

[25] Outre l'ouvrage de Marcel DAVID (Lyon) : P. BABEY, *Le pouvoir temporel de l'évêque de Viviers au Moyen Age, 815-1452*, Paris, 1956.

Digitized by Google

SECTION III. — LES PRESTIGES.

Autorité, richesse procurent les moyens du règne : elles ne suffisent point à assurer l'adhésion des masses, les distinctions du corps social, l'éclat des gouvernements. Pour séduire un peuple, accuser les contours d'une société, combler les vœux de ses chefs, le pouvoir doit se parer de décors et de symboles qui satisfont les spectateurs, assignent les distances et transfigurent les hiérarques [1].

L'Église éprouve avec une acuité particulière le besoin de prestige. Du monde surnaturel où elle a mission de conduire ses fidèles, son premier soin est de figurer la majesté brillante et redoutable : par des images et des pompes elle entretient le charme quasiment magique des êtres et des régions d'Au-delà. Les ministres de Dieu, intermédiaires entre Lui et les hommes, reçoivent un reflet de sa gloire, se parent pour son service, avec d'autant plus de recherche que, légalement privés des occupations du foyer, des distractions du siècle, ils trouvent dans le jeu du paraître une occasion d'affirmer leur être. En face de la société civile, qui signifie et consolide sa structure, au moyen des titres et des rangs, l'Église a un double souci d'imitation et de dépassement : par la correspondance des formes, la subordination théorique de l'échelle profane, elle affirme son éminence — réelle ou prétendue. Ainsi, les trois domaines du droit canon sont illuminés par les prestiges [2].

Étudions les fondements communs du prestige, les honneurs qu'il comporte ou exige et les sources complémentaires de supériorité.

§ 1. — Les fondements communs.

En chacun des trois secteurs — supranaturel, ecclésial, civil — le ministre de Dieu trouve une justification de sa gloire mondaine.

CARACTÈRE SACRÉ Son caractère sacré suffirait à lui assurer un respect mêlé de crainte. Le prêtre, en toute religion, inspire ces sentiments, à cause de son rapport avec les puissances cachées et des pouvoirs qu'il détient [1]. Pour un chrétien, il est le liturge qui transforme le pain et le vin en corps et sang du Christ, le confesseur qui remet les péchés, l'orant qui, par le sacrifice de la messe, délivre du purgatoire. Dans la mesure

[1] Le prestige peut résulter d'une sorte de charisme ou de la simple appartenance à un groupe. Nous nous bornons à envisager ici les moyens dont dispose le clergé pour en imposer aux fidèles, réservant pour un autre lieu une étude générale sur ce facteur de l'action sociale dont l'importance nous a toujours paru égale (souvent supérieure) à la richesse et à l'autorité — qui, elles-mêmes, sont sources de prestige. On trouvera des réflexions utiles et une bibliographie dans un article de Joseph S. Roucek, *La sociologia del prestigio*, dans *Revista de Estudios politicos*, n. 94, 1957, p. 81-97.

[2] *Prolégomènes*, p. 99 suiv.

[1] L'étude comparée des sacerdoces, la sociologie des primitifs comme la théologie des chrétiens témoignent de ce caractère personnel et de cette révérence populaire.

Digitized by Google

où règne la foi (et non seulement la loi) le sacerdoce jouit au Moyen Age d'un prestige quasi-divin, comme représentant Dieu sur la terre.

DROIT CANON La constitution de l'Église reconnaît, théoriquement, cette éminente dignité. Elle assigne à chacun son rang dans la communauté. Aucun principe mieux établi que celui de la hiérarchie des clercs : il signifie distribution de l'autorité, mais aussi échelle des prestiges. Entre les aspirants à la perfection [2], nous avons déjà discerné une émulation pour le prestige, que le droit dut réglementer. Les fidèles, eux-mêmes, aspirent au prestige que donnent la place dans l'église, la présidence de la confrérie, le faste des obsèques : la coutume locale et les statuts synodaux prévoient ces vanités [3].

LOI CIVILE Cette volonté de prestige est reconnue, encouragée par la société civile. Elle trouve dans le droit séculier sa justification. Le clergé forme le premier corps de l'État. Ses membres sont traités avec révérence, protégés, privilégiés : ils jouissent de la préséance dans les assemblées et les cortèges, les lois séculières punissent lourdement leurs agresseurs ; leur personne et leurs biens échappent au fisc et à la justice du prince [4].

Ainsi, le prestige du clergé repose à la fois sur le droit divin, le droit canon et le droit séculier ; les religieux en ont le partage ou le reflet : la tonsure leur vaut cet avantage ; les fidèles eux-mêmes portent jusque dans le lieu saint et les cérémonies sacrées leur besoin de considération et d'exaltation corporative ou personnelle. L'Église, quelle que soit la définition qu'on en donne, tient dans la société une place éminente : nous ne recenserons ici que la gloire (ou la gloriole) du clergé, tous les signes que lui procurent la légitime et naturelle déférence du peuple chrétien, les exigences du droit canon ou les blandices du monde profane.

§ 2. — La panoplie des honneurs.

Ornements, accompagnements, préséances : sous ces trois chefs, se sont exercés le droit canon et le cérémonial liturgique [1].

Peu de difficultés restaient pendantes, à l'âge classique. Vers le moment de l'insertion publique du corps ecclésial dans le monde, les empereurs se préoccupaient de perfectionner la titulature des fonctionnaires, d'attribuer à chaque rang son costume, d'assigner les sièges dans les cérémonies et les

[2] Rappelons, une fois pour toutes, que nous avons rangé sous cette dénomination tous ceux qui, dans un cadre bien défini, et avec un statut commun, ont choisi la voie des conseils, et d'abord les religieux.

[3] On oublie trop souvent que le prestige tracasse les trois grands *status* de l'Église, les laïcs comme les clercs et les religieux.

[4] Ce droit ecclésiastique des États sera examiné dans le chapitre suivant et surtout dans la troisième partie de notre ouvrage.

[1] Pontificaux, rituels et statuts synodaux contiennent quelques dispositions. La législation générale se borne à des règles sur la *praecedentia*.

Digitized by Google

places dans les cortèges [2]. La nécessité d'une correspondance entre deux hiérarchies de plus en plus solidaires procura bientôt aux chefs de l'Église des dénominations, des ornements et des préséances qui manifestaient à la fois l'exaltation du sacré et l'invasion des masques temporels [3]. Aux temps barbares, le nombre des distinctions et des bénéficiaires s'accrut. La Donation de Constantin amplifia les concessions impériales [4]. Walafrid Strabon en fit un tableau [5]. *Ordines* et pontificaux les accréditèrent [6]. Ainsi l'âge classique recueillait-il une tradition copieuse de prestige. Regardons s'étaler ce luxe que l'on jugeait indispensable au discernement immédiat des rôles et à la fermeté de l'ordre public [7].

COSTUME

L'état d'un homme de qualité se reconnaît d'abord au costume. Si la longue robe et le manteau sont imposés aux clercs, c'est pour qu'ils n'avilissent point par une tenue négligée la dignité de leur état [8]. Tout au contraire, ils feront reconnaître jusque sur la place publique leur condition sacrée [9]. Le prestige que recherche le droit canon — qu'il s'agisse des clercs ou des religieux, qui ont, eux, un costume original, est celui de la pudicité, de la simplicité, de la modestie.

Dans l'église, leur costume est fixé par la liturgie [10]. Au livre III de son *Rationale divinorum officiorum*, Guillaume Durand consacre un chapitre à chaque ornement [11] : l'intention est d'honorer Dieu, mais le ministre en tire avantage, il est comme isolé du monde profane par son vêtement sacré, que l'évêque a béni et dont le droit lui prescrit l'usage. Au XIV^e^ siècle, les *pontificalia* se multiplient; tandis qu'ils n'avaient d'abord servi qu'à distinguer le pontife et ses auxiliaires, ils s'accumulent désormais sur une seule personne, principalement sur le président de l'assemblée liturgique [12].

[2] O. HIRSCHFELD, *Die Rangtitel der römischen Kaiserzeit*, dans *Sitzungsberichte der Königlichen Preuss. Akademie der Wissenschaft zu Berlin* XXV, 1901, p. 579-610.

J. GAUDEMET, *L'Église dans l'Empire romain*, Paris, 1958, p. 315 et suiv. La tradition romaine remontait au moins à la République, Bruck en a étudié quelques aspects. Le *Code* et le *Digeste* devaient fournir des textes aux Écoles.

[3] Dom Pierre SALMON (*Etude sur les insignes du Pontife dans le rite romain*, Rome, 1955) a relevé cette correspondance pour le costume, dont s'étaient occupés naguère J. BRAUN, P. BATIFFOL, et en 1950, TH. KLAUSER (*Der Ursprung der bischöflichen Insignien und Ehrenrechte*, Bonn). Pour l'imitation des sièges, voyez H. U. INSTINSKI, *Bischofsstuhl und Kaiserthron*, 1955 à qui s'oppose E. STOMMEL, *Bischofstuhl und hoher Thron*, dans *Jahrbuch f. Antike u. Christentum*, vol. I, p. 52-78.

[4] Forgée probablement à Rome entre 757 et 767. On la trouve dans les *Quellen* de MIRBT, p. 107 et suiv. Elle fut transmise par les collections canoniques jusqu'au *Décret* de Gratien.

[5] Dans le *De officiis divinis*.

[6] Voyez la Table d'ANDRIEU au mot *Honor*. On consultera aussi les Cérémoniaux (comme CATALANI), les *Rituels* et les *Statuts synodaux*.

[7] Voyez les trois articles d'A. GRABAR, *L'archéologie des insignes médiévaux*, dans *Journal des Savants*, 1956-57. Les principes que nous allons dégager seront illustrés, par la suite, pour chacun des dignitaires.

[8] Dist. 41 c. 5 (*Parsimoniam :* Gangres); C. 21 q. 4 c. 2 (*Nullus eorum :* Quinisexte) : *...ne vilescat dignitas clericalis.*

[9] C. 21 q. 4 c. 3 (*Episcopi :* Zacharie).

[10] RIGHETTI, I, 488-540.

[11] L. III, *De indumentis...*

[12] Dom SALMON, *op. cit.*, ch. 2. Le pape n'a point la croix mais la férule parce qu'il tient directement de Dieu son pouvoir. ID, dans *Revue des Sciences religieuses*, 1936.

Digitized by Google

ACCOMPAGNEMENTS

Titulature. — De même, la titulature confère à chaque office sa noblesse verbale, sur le modèle romain. Elle assigne à chacun son illustration et rappelle à tout instant, dans la correspondance et l'entretien, les distances officielles et les attitudes protocolaires [13]. C'est au XIII^e siècle qu'apparaît la catégorie si bien nommée des « honoraires » : les papes confèrent à des chapelains choisis dans leur cour et dans les diocèses de la Chrétienté ce titre dont le prestige était si grand qu'il fut un moyen de règne [14].

Sceaux. — Pendant l'âge classique, les sceaux se multiplient et ils sont une marque de puissance, puisque seuls les détiennent des chefs capables de conférer aux actes l'authenticité [15]. Par eux, le blason est, lui aussi, devenu symbole de puissance. Depuis la fin du XIII^e siècle, les armoiries se répandent comme images sigillaires et cette fonction a favorisé leur fortune : elles étaient apparues sous Innocent III, près d'un siècle après que Geoffroy V les eut introduites dans les « honneurs » de la chevalerie [16].

PRÉSÉANCES

L'occasion majeure du prestige, c'est la rencontre, la concurrence : l'attribution des rangs au chœur et dans les processions exigeait beaucoup de science et de délicatesse. D'autant plus que les lois ne fixaient guère que l'ordre hiérarchique et que les assemblées et les cortèges s'ordonnaient surtout par usages [17].

Assemblées. — En principe, les places aux conciles se déterminaient par supériorité hiérarchique, ancienneté de consécration, antiquité du siège. Répartir les places et fixer la hauteur des estrades : c'était la tâche ardue des cérémoniaires. Au premier concile général de Lyon, le pape, sur son trône, avait à sa droite l'empereur de Constantinople ; à sa gauche, le vice-chancelier de l'Église romaine et quelques princes ; en face, au premier plan, les patriarches, dont le quatrième concile du Latran avait confirmé le rang ; dans la nef de la cathédrale, les cardinaux, rangés selon leur ordre et dominant les évêques, abbés, délégués des chapitres, ambassadeurs : les attentions du protocole ne purent empêcher des conflits [18]. Instruit par l'expérience, Grégoire X décréta que les places au deuxième concile de Lyon n'auraient aucune signification juridique : il fut, cependant, très attentif à caser ses hôtes, et le début de chaque session lui donna quelque tablature [19]. Dans les

[13] P. LEHMANN, *Mittelalterliche Beinamen und Ehrentitel* 1929, dans *Erforschung*, 1959.

[14] B. GUILLEMAIN, *Les chapelains d'honneur des papes d'Avignon*, dans *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, 1952, 217-38. Il y eut en moins d'un siècle environ 3.000 nominations au profit d'archidiacres, prieurs, simples religieux, pour la plupart français.

[15] Une décrétale d'Alexandre III met en relief la valeur probatoire du sceau authentique X II 22 2 *(Scripta vero)*, que G. Durand, au chapitre *De probationibus*, reconnaît aux cardinaux, légats, archevêques, évêques, officiaux, abbés exempts.

[16] B. HEIM, *Coutumes et droit héraldiques de l'Église*, Paris, 1949, notamment p. 39 et 40.

[17] Le droit romain offrait des précédents. C. H. HORNIUS, *De jure proedriae seu precedentiae*, Wittenberg, 1702.

[18] HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. V, p. 1637. — Au concile de Reims en 1049, le pape avait imaginé une autre disposition. HEFELE, t. IV, p. 1018.

[19] *Id.*, t. VI, p. 169.

Digitized by Google

synodes provinciaux et diocésains, des règlements internes tendaient à prévenir les éclats de la susceptibilité locale.

Dans tous les lieux de culte, les rangs sont assignés, selon des règles générales, où la proximité de l'autel, la droite et la gauche, la hauteur des stalles fournissent des critères indiscutés [20]. Les sièges des dignitaires ont leurs ornements, leurs marques distinctives, on connaît au premier coup d'œil celui du président de l'assemblée [21].

Cortèges. — Quand tout ce public susceptible se met en marche, de nouveaux problèmes surgissent pour l'ordre de la procession. Des religieux, des confréries, des laïcs de qualité réclament une place. Chacun allègue un critère de supériorité qui justifie sa prétention.

Un chef de quelque importance ne se montre pas en public sans accompagnateurs ni insignes. La coutume détermine la composition de sa suite ou de sa cavalcade. Dès qu'il franchit ses frontières propres, il rencontre l'opposition : il fallut plusieurs décrétales pour arrêter qu'un patriarche, un primat, un archevêque parcourant son territoire peut se faire précéder d'une croix [22].

Liturgistes et canonistes collaborent, on le voit, à la minutie d'un droit vestimentaire, héraldique, mobilier, qui rend sensible à tous la position de chaque clerc, particulièrement dans les hauteurs. Ainsi est dessiné avec beaucoup de relief et de couleurs l'arbre hiérarchique.

LA PASSION DU PRESTIGE EN DEHORS DU DROIT

Faut-il ajouter qu'en définissant les honneurs, pour les assurer, pour les limiter, le droit laisse hors de ses prises la plupart des ambitions qui dévorent un monde assoiffé de prestige! C'est pour acquérir prestige que (comme les monastères) les chapitres se composent parfois des origines légendaires, construisent des cathédrales somptueuses, assurent l'éclat des cérémonies. Les religieux n'échappent point à cette passion, dont profitent la littérature, l'architecture et la musique. Et l'on sait que le faste de la Cour pontificale a eu pour objet d'entretenir le prestige du Saint-Siège.

§ 3. — Les sources complémentaires.

Par la hiérarchie des offices, un ordre stable, universel est établi dans toute l'Église : chaque clerc reçoit les signes extérieurs qui le distinguent et l'honorent. Mais ce dispositif rigide n'exclut point des prestiges personnels, qui tiennent aux mérites de l'homme, à sa condition sociale, à ses pouvoirs politiques et qui, auréolant un ministre, du même coup rehaussent un ministère et le corps ecclésial. Chaque temps a ses critères, chaque société constitue son échelle des titres prestigieux : au Ier siècle, le disciple de Jésus; bientôt, l'apôtre, le martyr, le confesseur. Tout autres sont les vues de

[20] Dom SALMON, *op. cit.*, p. 69.

[21] L'histoire des chapitres nous fera témoins de cette disposition. Voyez, par exemple, Michel LE GRAND, *Le chapitre cathédral de Langres*, p. 32.

[22] X II 16 1; V 33 23; *Clem.* V 7 12.

Digitized by Google

l'âge classique : la Réforme grégorienne a proposé un idéal de dignité cléricale; la société féodale a exalté le nom; la Renaissance du XII[e] siècle glorifie la science; la suzeraineté confère l'éclat de la domination, tandis que la restauration des monarchies met au pavois les grands fonctionnaires. Autant de sources de prestige dont le droit canon autorise ou favorise la captation par les hommes d'Église.

QUALITÉS PERSONNELLES

En toute société religieuse, la vertu — dont l'héroïsme conduit à la sainteté — fortifie le prestige du clerc [1]. Ascétisme, justice, charité d'une élite de moines et de frères, d'évêques et de prêtres ont maintenu le crédit de l'Église que titres, manteaux et cortèges n'eussent point suffi à préserver. Le droit est impuissant à faire éclore ces exemples : mais il crée les conditions favorables par les règles de vie qu'il ordonne et sanctionne. Quel souci dicte à Gratien la première partie de son *Décret?* L'extension à tous ordinands des prestiges de moralité dont saint Paul voulait voir revêtus les évêques.

VALEURS SOCIALES

Naissance. — Tout chrétien, quelle que soit son origine, peut recevoir les ordres s'il remplit les conditions requises. Beaucoup de serfs ont régi des églises paroissiales : on imagine mal leur accès massif à l'épiscopat. Une société aristocratique appelle des nobles aux postes de commandement. Conquérir les rênes de l'Église fut toujours l'ambition des grands, la menace mortelle pour le sacré. Mais si l'Église apprivoise et soumet ces lions dévorants, ils lui apportent le prestige de leur nom et doublent par cet appoint fastueux l'autorité de l'épiscopat et des chapitres. Si bien que les preuves de noblesse sont parfois exigées, le prestige d'une cathédrale s'accordant avec la fortune d'une classe. En fait, l'épiscopat se recrute surtout dans l'aristocratie et aussi le corps capitulaire [2]. La noblesse locale (et même toute la noblesse du pays) tenait à cette profitable réserve, qui lui restituait sous forme de prébendes une large part du revenu des terres léguées par de pieux ancêtres. Les rois souhaitaient que leurs fidèles trouvassent dans les prélatures une occasion de continuer à servir la nation en même temps que l'Église et, parfois, une récompense, qui soulageait le Trésor [3]. Tous les intérêts politiques s'accordaient entre eux et avec l'Église pour que le prestige du nom couvrît le bâton pastoral.

Science. — La science, que le droit canon impose à tous les clercs, a pour premier objet les exigences du ministère et du magistère : mais ces intentions

[1] Il serait important de connaître la hiérarchie populaire des vertus. Peut-être la thaumaturgie se place-t-elle au-dessus de l'échelle et la charité au-dessus de la chasteté.

[2] La considération des diverses classes pour le clergé, mériterait une étude qui tiendrait compte des temps, des lieux et du degré hiérarchique. On distinguerait profondément des honneurs officiels qui font du clergé le premier état du Royaume, le sentiment des diverses classes et professions. C'est ainsi que nous mesurerions le plus sûrement le prestige d'un corps. La classe sociale des évêques et des abbés a été soigneusement étudiée en Allemagne : nous l'examinerons aux livres IV et V de cet ouvrage.

[3] Cette intention économique a pu être dominante chez bien des souverains : ils payaient ou achetaient en bénéfices.

Digitized by Google

n'excluent point l'ascendant que confère la supériorité de culture. Même le curé de village qui décline mal *clericus* représente au milieu des illettrés une noblesse acquise. Combien davantage le diplômé qui revient des écoles avec le titre de docteur! Ce fut un grand problème dans cette société où rivalisaient *scientia* et *potestas* que de déterminer la nature et la hiérarchie du doctorat [4]. Était-il une dignité? Alexandre III l'avait ainsi traité dans une décrétale [5], les maîtres des écoles et les commentateurs concluaient pour les docteurs : d'où ils tiraient des conséquences variées quant aux conditions d'aptitude, de réception [6], quant aux privilèges et quant à la supériorité du docteur sur le soldat.

Cependant tous les docteurs ne sont pas sur pied d'égalité. Le médecin qui soigne les corps malades siège au bas de la pyramide, non loin de l'artiste, bien au-dessous des juristes, que dominent les canonistes, tous inférieurs au théologien. Canonistes et théologiens garnissent donc le sommet [7]. Ces docteurs en théologie ou en droit canon occupent progressivement les postes élevés de l'Église, de l'Université, des cours princières : leur carrière mène à l'épiscopat, au professorat, au palais. Par eux, l'Église règne dans tous les centres de l'autorité. Dans les graves débats de l'âge classique, le prestige des docteurs fit souvent osciller la balance : conflit des séculiers et des réguliers, différend de Philippe le Bel et de Boniface, querelle de la pauvreté. La montée de la science autant que la montée des nations préludait au drame conciliaire [8].

Charges publiques. — Jusque dans le service des royaumes et des communautés, les clercs augmentent leur prestige par l'occupation de grandes charges, comme chancelier ou conseiller. L'hommage va au talent de la personne, mais il rejaillit sur tout le corps, davantage quand il est répété, coutumier quand il porte à la barre d'une monarchie. Même si la fonction est exercée au seul nom et pour le profit exclusif, évident, d'un pouvoir profane, elle glorifie une Église accidentellement frustrée. En France, comme en Angleterre et en Allemagne, on ne saurait douter que le rôle considérable des clercs dans les conseils du prince fut apparemment profitable à l'Église [9]. Quelle que fût leur politique (elle n'était pas toujours cléricale), il élevait le prestige d'un corps.

Condition politique. — Les prélats ne se bornaient point à conseiller les princes : ils étaient eux-mêmes des princes. Tous les décors de l'office seigneurial : titres, insignes, préséances vont s'ajouter à ceux de l'office

[4] Nous résumons ici quelques conclusions d'un article : « *Sicut splendor firmamenti* ». *Le docteur dans le droit de l'Église médiévale (Mélanges Gilson).*

[5] X V 5 3 *(Quanto)*. Bartole a vacillé sur ce point.

[6] *Clem.* V I 2 *(Quum sit nimis)*.

[7] Quand nous plaisantons sur la méthode d'additions des autorités, qui déconsidère la fin du Moyen Age, nous ne tenons pas assez compte de l'aspect social et politique de cette comptabilité.

[8] Évêques et abbés ont détenu les grands postes des monarchies occidentales pendant notre période. La statistique serait facile et utile de cette fonction civile du clergé.

[9] Faut-il rappeler les grands chanceliers, les conseillers-clercs, les ambassadeurs que procurait l'Église aux princes?

Digitized by Google

ecclésiastique. Sans doute s'agit-il du temporel : mais du temporel ecclésiastique [10]. Le droit canon s'arrête aux frontières du fief et de la baronnie. Il ignore le duc, l'éperon, la présidence des cours. Mais la confusion des domaines subsiste à tel point, pendant l'âge classique, que l'Église doit se garder contre le risque d'un obscurcissement des « honneurs » ecclésiastiques par les « honneurs mondains ».

CONCLUSION

Les marques du prestige que nous venons d'énumérer ont un éclat variable selon les milieux où elles luisent. Un titre de docteur compte moins dans le peuple des campagnes que dans une ville d'Université; en revanche, le chapeau du curé rural impressionnera peu le citadin. Ce qui frappera tous les fidèles et ce que recherchent tous les chefs, c'est le signe de préséance. Dans toute société hiérarchique, la personne se satisfait et se définit par le rang. Dans toute société, les hommes sont dévorés par la soif du prestige. Nous rencontrerons ce motif d'action au cœur de toutes les institutions de la Chrétienté.

CONCLUSION.

La puissance n'est pas un dieu ou un monstre mythologique. Elle est un nœud de forces concrètes et bien définies. Énumérer les composants ne dépasse point la capacité d'un notaire : tous les actes de l'autorité se dénombrent; d'une fortune, on fait l'inventaire; les honneurs s'affichent avec ostentation. Le difficile est de saisir les liens entre ces éléments, la distinction en chacun d'eux du temporel et du spirituel, la part du droit canon et celle du droit civil dans leur statut.

L'autorité appelle la richesse et le prestige, la richesse procure l'autorité et le prestige la renforce. Par ses lois, l'Église impose la dîme, indirectement les libéralités, dont elle garantit l'efficacité surnaturelle. Ainsi acquiert-elle des domaines où l'immunité, puis la seigneurie assureront à ses prélats le pouvoir temporel et tous les honneurs mondains. Entre les éléments de la puissance règne une étroite solidarité.

En chaque élément, l'analyse distingue spirituel et temporel, mais l'usage tend à les confondre. Excommunication et interdit sont des médecines de l'âme : ne les voit-on point appliquer à des affaires toutes corporelles? Combien de causes soumises aux officialités ont un caractère exclusivement spirituel? Ne peut-on dire que les canons eux-mêmes sont souvent dictés — en vue d'un intérêt supérieur — par le souci des intérêts matériels de l'Église? Inversement, le temporel est parfois spiritualisé par l'affectation pieuse et le droit liturgique.

Partages, tensions, ambiguïtés rendent difficile un tracé de frontières qui fixera les domaines, en parties mobiles, de l'Église et du Siècle. Les deux droits s'y efforcent, chacun avec une naturelle tendance à l'expansion.

[10] Encore un sujet digne d'étude, ce décor mondain du prélat, l'application à l'homme d'Église de tous les droits honorifiques, dès son entrée dans la cathédrale.

Digitized by Google

Le drame de l'Église, en notre temps, est sa trop parfaite adaptation à un régime transitoire : la féodalité. Autant que l'inféodation des dîmes, la seigneurie épiscopale est une redoutable menace pour le spirituel. Autorité, richesse, prestige se lient aussi étroitement au régime temporel qu'à la divinité. La Réforme grégorienne a dénoncé le péril, relâché le nœud. Il subsiste et les monarchies renaissantes y ajoutent leurs concessions ambiguës. Puissance féodale, voici que l'Église tend à devenir un puissant État. Le salut ne peut être que dans un équilibre du temporel et du spirituel dont nous allons dégager les principes.

Digitized by Google

CHAPITRE II

L'IDÉAL JURIDIQUE DE L'ÉQUILIBRE

Le bon usage de la puissance postulait une distinction rigoureuse du profane et du sacré; une correspondance raisonnable des éléments temporels aux services spirituels; une juste mesure des temporalités.

Ces problèmes de l'autonomie du sacré, de l'adaptation du profane, de la discrétion dans l'usage de la Puissance, l'Église en a cherché avec un soin constant la solution théorique.

Le droit classique a formulé les lois de l'équilibre en des textes nombreux dont nous ferons ici la synthèse.

SECTION I. — VOLONTÉ D'AUTONOMIE : LE CALCUL DES DISTANCES.

Spirituel et temporel sont associés dans chacun des éléments de la puissance : tantôt conjoints, tantôt mêlés, parfois confondus. L'intérêt de l'Église est de les distinguer, avec le souci d'étendre, pour se mieux définir, le rayonnement du sacré; d'isoler cet ensemble face au Siècle, pour préserver son indépendance; d'éloigner de sa masse attrayante la fortune personnelle des détenteurs officiels.

Défendre le sacré contre toute profanation, le spirituel contre toute laïcisation, l'ecclésial contre les clercs eux-mêmes : l'Église dut pourvoir à ces sauvegardes. Cherchons à reconnaître, au-dessus des épisodes, l'idéal qu'elle s'est formé de ces obligations qui la mettaient aux prises avec la masse des fidèles, avec les puissances rivales et avec ses propres serviteurs.

§ 1. — La dichotomie du profane et du sacré.

Les peuples d'Occident étaient depuis longtemps accoutumés à la distinction des choses sacrées et des profanes, à la conversion de l'un à l'autre genre, à la répression des offenses au divin [1]. Maintenir et renforcer cette économie surnaturelle, dès ses origines, l'Église en avait été préoccupée. Deux menaces majeures de réduction du sacré au profane avaient suscité les

[1] Les Barbares avaient fortement éprouvé le sentiment du divin sans en faire la théorie; ce sont les Romains qui transmirent les règles juridiques, legs du droit antique ou du droit chrétien. Le premier est dans Gaius (*Commentarius secundus*, 1-9) et au *Digeste* I, 8; le deuxième dans le Code de Justinien et les Novelles.

Digitized by Google

deux grandes réformes : carolingienne et grégorienne [2]. Les classiques ont achevé la législation et la doctrine, concernant les formes du sacré, la mobilité du caractère, les crimes de profanation.

CARACTÈRES DISTINCTIFS

Res sacrae. — Son appartenance au surnaturel, son redoutable mystère, sa rigoureuse intangibilité mettent le sacré à une incalculable distance des choses profanes [3]. L'Église enseigne que Dieu lui-même réside sur la terre dans les saintes espèces et ce dogme commande la division canonique des choses [4].

C'est parce qu'il consacre le pain et le vin que le prêtre est personne — certains disent chose — sacrée [5]. Le sacerdoce et tous les degrés qui y préparent sont le premier fondement de toute autorité, de tout prestige dans le gouvernement de l'Église. Et quant à la richesse, sa partie sacrée se constitue de tous les immeubles et meubles nécessaires à la confection, à la conservation, à l'honneur de l'Eucharistie [6] : églises et autels, calices et patènes [7].

Nous savons que la puissance de l'Église enferme beaucoup d'éléments profanes, dont l'assise est la richesse [8]. Le vaste patrimoine (et surtout les seigneuries) ne diffère du droit commun que par la qualité de son titulaire ecclésiastique : l'autorité, le prestige qu'il confère sont d'origine et de nature purement profanes.

Res sanctae, ecclesiasticae. — Par des motifs analogues à ceux qui élargirent la compétence de ses justices — communication, connexion, confusion — l'Église s'est efforcée d'étendre le rayonnement du sacré : d'abord, à l'intérieur du bâtiment, tout ce qui touche à l'autel, tout le mobilier liturgique [9]; dans les dépendances, les cloches, le cimetière reçoivent un caractère saint [10]. Des chapelles publiques ou privées, des oratoires, de simples croix [11] implantent dans les villes et les campagnes des cultes locaux, réserves ou enclaves de sacré [12]. Tous les autres biens — maisons et moulins, champs et blés — sont *res ecclesiasticae* et plusieurs, à cause de leur proximité

[2] Les précédents volumes de cette *Histoire* ont rapporté la réaction contre les spoliations du VIII[e] siècle et les investitures du XI[e] qui aboutissaient à laïciser l'Église.

[3] Caractères proposés par OTTO, *Le sacré*, Paris, 1930. R. CAILLOIS, *L'homme et le sacré*, Paris, 1950, met en relief l'ambiguïté du sacré, la théorie des interdits, les rapports généraux du sacré et du profane.

[4] On trouvera l'exposé du dogme qui domine tout ce sujet dans le *Dictionnaire de théologie catholique*, au mot *Eucharistie*. Nous aurons à développer la doctrine des rapports surnaturels dans notre III[e] Partie.

[5] *Res*, dans le *Tractatus de immunitatibus*, 6d. SCHULTE.

[6] Voyez *De consecratione*, Dist. 1 et 2; X III 41, *De celebratione missarum et sacramento Eucharistiae et divinis officiis*, notamment c. 6, 7, 8, 13, 14. X III 44, *De custodia Eucharistiae, chrismatis et aliorum sacramentorum*.

[7] SÄGMÜLLER, t. II, p. 295-297.

[8] *Exteriora*, dans la terminologie classique.

[9] Voyez les manuels de liturgie et la *Storia* de Righetti.

[10] Les cloches dont on sait l'importance dans la vie religieuse et profane du moyen âge, ne sont permises que dans les temples publics. X V 33 10 (*Patentibus :* Célestin III). — Sur les cimetières : A. BERNARD, *La sépulture en droit canonique*, p. 29-81.

[11] Voyez mon article sur *Les croix rurales*, dans les *Mélanges De Meyer*.

[12] Cette sacralisation était si profonde qu'elle est encore admise en tel arrêt célèbre de notre Conseil d'État.

Digitized by Google

de l'église ou de leur affectation, jouissent d'un privilège juridique ou rationnel [13].

Ainsi, l'Église tend à élargir l'aire protectrice des saintes espèces : elle sacralise les personnes, les objets, les lieux. Des actes volontaires ou des accidents rétablissent la vulgarité du profane. Une réaction vive s'élève contre les perturbateurs [14]. La ligne de partage du profane et du sacré oscille, mais l'idéal se renforce dans la mesure où il est menacé.

MOBILITÉ DU CARACTÈRE

Consécration. — Toute personne, tout objet, par nature, est profane : le laïc devient clerc, le pain devient corps du Christ. La palingénésie s'opère par un acte liturgique : consécration, bénédiction. Seule, la hiérarchie autorise et accomplit le transfert. Il appartient au droit de fixer les règles d'érection d'un bâtiment cultuel, la composition d'un autel, la substance des vases et l'ordre de la consécration ou de la bénédiction [15].

Exécration. — Cette cérémonie n'imprime point, comme la collation des ordres majeurs, un caractère ineffaçable. Le sacré peut être réduit au profane par pollution ou exécration, dont les cas sont prévus aux décrétales [16]. Ici encore, apparaissent les liaisons du sacré : la pollution d'un autel fixe entraîne celle de l'église et inversement ; l'effet de la pollution de l'église s'étend au cimetière voisin, mais sans réciprocité : la communication (ou contamination) va du lieu consacré au lieu bénit, sans retour [17].

Réconciliation. — Pour récupérer son caractère, le lieu profane devra être réconcilié. Ici encore, le droit canon détermine le ministre compétent et fixe, avec la liturgie, les cérémonies qui rétabliront le sacré [18].

CRIMES DE PROFANATION

Toutes ces mutations de caractère ou cette perte de l'honneur résultent d'accidents. Les choses sacrées sont exposées à de plus graves épreuves. Deux crimes énormes les humilient : la simonie et le sacrilège.

Simonie. — Le commerce des choses spirituelles a été le crime exécré par les grégoriens. Il supprime la distance infinie du spirituel au temporel

[13] Le circuit de l'asile, et, selon certains canonistes, le champ et la vigne qui produisent le blé et le vin destinés au sacrifice eucharistique.

[14] C'est le fameux privilège du c. *Si quis suadente diabolo* (C. 19 q. 4 c. 29 : Latran II, c. 15), que nous avons relevé dans le statut des clercs.

[15] *Pontifical romain,* table, au mot *Benedictio.* AMBROISE, *De patriarchis,* II, 7 : *Sanctificationis et gratiarum votiva collatio.* Sur la dédicace des églises, RIGHETTI, *op. cit.,* t. IV, p. 375. Pontifical romain, éd. ANDRIEU, table au mot *Consecratio.*

[16] *De consecratione* I 20 (= Dist. 68 c. 3 : pseudo-Nicée); X III 40 10 (*Si ecclesia :* Grégoire IX); X III 40 4 (*Proposuisti :* Innocent III); X III 40 7 (*Consuluisti :* Innocent III).

[17] VI III 21 c. un (*Si ecclesiam :* Boniface VIII).

[18] X III 40 c. 4 et 9. *Pontifical romain,* table au mot *Reconciliatio.* Innocent III ordonne l'exhumation de l'excommunié qui serait cause de la pollution d'un cimetière : X III 28 12 (*Sacris*) et III 40 7 (*Consuluisti*).

Digitized by Google

puisqu'il les échange. Combien cette opération offre de variétés, on le voit à la Cause première du *Décret* et au long titre des *Décrétales* [19]. Elle a pour objet tous les ressorts de la triple *potestas:* non seulement l'acquisition des sacrements et des fonctions qui supposent le pouvoir d'ordre; du droit de prêcher, qui appartient au magistère, mais encore des absolutions et indulgences qui impliquent la juridiction [20]. Elle a pour prix ou pour cause tous les éléments de la puissance: non seulement l'argent comme dans la vente commune: mais encore l'autorité, le prestige peuvent l'obtenir [21].

Par une analyse des intentions et des formes, les canonistes s'efforcent de déceler toutes les manœuvres qui compromettent la pureté du spirituel. For interne et for externe collaborent dans cette inquisition dont le sens et l'enjeu n'échappent à aucun réformateur: autant que la progressive laïcisation, le tacite négoce des clercs menaçait l'intégrité, l'essence même de l'Église [22].

La sévérité du droit s'explique par la nécessité d'une intransigeante défense. Suffirait-il d'invalider le pacte simoniaque, de lui dénier toute efficacité? Il convient de frapper les coupables: toutes les censures y pourvoient. Ministre et sujet de l'ordination, trafiquants de bénéfices ou de sacrements tombent sous le coup de l'excommunication et ils sont notés d'infamie [23]. Les clercs impliqués dans ce désordre sont suspens ou déposés [24].

[19] La première Cause du *Décret* a 130 canons; 46 *capitula* lui font suite dans X V 3, *De simonia et ne aliquid pro spiritualibus exigatur vel promittatur;* le titre ne reparaît que dans les *Extravagantes communes*, V 1 2 *(capitula)*. Tous les textes sont cités dans l'exposé historique d'HINSCHIUS, t. V, p. 161-169. Résumé et bibliographie dans SÄGMÜLLER, t. II, p. 378 et 380-383.

[20] « *Simonia est studiosa voluntas emendi vel vendendi aliquid spirituale vel spirituali annexum* ». *Dictum Gratiani* ad C. I. C'est le crime de Simon le Magicien (*Actes des Ap.*, VIII 18 et s.). Puni par le droit romain comme lèse-majesté, par les conciles mérovingiens comme hérésie. L'extension progressive du domaine est détaillée par Hinschius. Point culminant: la querelle des Investitures, qui met au premier plan la concession princière des évêchés. Voyez E. HIRSCH, dans *Archiv für Katholischen Kirchenrecht*, 1906, p. 3 et suiv.; A. SCHARNAGL, *Das begriff der Investitur...*, 1908. Les cas sont dans X V 3 c. 1, 9, 12, 14 à 24, 29, 34, 36, 38, 39, 41, 45. Enumérations, dans X V 3 8 (*Non satis:* Alexandre III au concile de Tours) et 9 (*Quum in ecclesiae:* Latran III, c. 7). L'administration des sacrements et des sacramentaux, l'entrée au monastère, la concession de bénéfices sont spécialement visées. Les conciles du Latran III et IV ne feront guère que confirmer la tradition.

[21] Modes bien discernés par Grégoire le Grand: *munus ab obsequio, munus a lingua*, qui forment avec le *munus a manu* la trilogie des captations. C. I q. 1 c. 114 à 117. Cette terminologie devient courante à l'époque grégorienne. Elle s'est compliquée de distinctions qu'énumère SÄGMÜLLER, t. II, p. 382.

[22] Bien se représenter le péril de sécularisation totale si le prince négocie l'évêché; l'évêque, les ordinations; l'abbé, les entrées au monastère; le curé, les sacrements. La simonie fournit au droit canon l'occasion d'un chapitre; à l'historien, le sujet d'une méditation sur les périls d'une société religieuse.

[23] La nullité du pacte est évidente (X I 35 8) et l'incapacité de jamais exercer l'ordre acheté. Tous les coupables sont excommuniés, et l'absolution est, dans plusieurs cas, réservée au pape. L'infamie est prononcée par Latran II, c. 2 : C. 1 q. 3 c. 15. Pseudo-Isidore avait forgé une énumération des cas où cette peine est prononcée C. 6 q. 1 c. 17 *(Infames esse)*. POMMERAY, *Études sur l'infamie en droit romain*, thèse Paris, 1937, a signalé l'originalité de cette peine en droit canon, que les études récentes ont illustrée. B. LÖHMANN, *Das Kanonische Infamiebegriff*, Leipzig, 1956; G. MAY, *Die Infamie bei Benedictus Levita*, dans *Österr. Archiv f. Kirchenrecht*, 1956, p. 16-36.

[24] X V 3 11 et 13.

Digitized by Google

Afin que nul n'échappe à cette police ardente, toutes les incapacités judiciaires s'effacent : sauf les ennemis notoires, tous peuvent accuser, déposer dans le procès de simonie [25].

Sacrilège. — Toutes les injures faites au sacré sont des sacrilèges. La simonie rentre dans la définition générale [26], mais comme on traitait à part cette opération marchande, paisible et cynique, le terme de *sacrilegium* signifiait plutôt, dans le temps classique, l'acte purement criminel, violent et sans masque, perpétré contre une personne, une chose ou un lieu ecclésiastique [27]. Sur la longue liste [28], constituée principalement au Ve, au IXe et au XIIe siècles [29], figuraient au secteur de l'organisation ecclésiastique, toutes les offenses aux clercs : coups et blessures, mépris des privilèges, asservissement; les spoliations, incendies, détournements de dîmes; les violations de l'asile et l'occupation profane des églises. Au secteur des relations sociales : certains contacts avec les païens et les juifs, certaines infractions charnelles; au secteur des rapports supranaturels : le blasphème, la magie, le rebaptême [30]. Une telle variété exclut toute théorie générale et aussi l'identité de peine, encore que le droit romain ait fourni quelques distinctions et que l'excommunication, dont l'absolution dans certains cas est réservée au pape, soit la sanction commune.

Le sacré, bien défini par les autorités, expliqué par la théologie, entretenu par la liturgie, a été clairement discerné, servi, protégé par le droit, dans le sein de l'Église. Il demeure exposé aux entreprises ou simplement à l'exercice des souverainetés séculières. Une nouvelle distinction s'impose : entre la Puissance spirituelle et la Puissance temporelle, concrétement entre l'Église catholique et les pouvoirs séculiers.

§ 2. — La disjonction des cités.

Simonie, sacrilège, même répétés, sont des crimes successifs. Leur répétition trouble profondément l'ordre de l'Église; elle ne met pas en jeu sa puissance. Tandis que la pénétration des laïcs dans le gouvernement de

[25] X V 3 c. 3 et 7.

[26] Textes de l'Ancien Droit dans le *Décret*, principalement C. 12 q. 2 et C. 17 q. 4; pas de titre dans les recueils de *Décrétales*. — HINSCHIUS, t. V, p. 226-228; SÄGMÜLLER, t. II, p. 218-220.

[27] C. 17 q. 4 c. 3 (*Sunt qui :* Ambroise); c. 5 (*Omnes ecclesiae :* Lucius); concile de Tours (567) c. 27.

[28] Tribur. c. 4 : *...injuria sacerdotum et ecclesiarum sacrilegium est.*

[29] Ambroise (C. 17 q. 4 c. 3), Augustin (*Si vos contra;* C. 23 q. 5 c. 35), Sirice (C. 27 q. 2 c. 50) ont accrédité le terme romain. On le trouve chez Grégoire le Grand et dans les conciles du haut Moyen Age, appliqué à des délits variés; les apocryphes isidoriens et les papes du IXe siècle lui donnent surtout le sens d'attentat contre personnes et biens ecclésiastiques; les grégoriens mettent l'accent sur le trafic des choses sacrées.

[30] Coups et blessures : c'est le fameux privilège du canon *Si quis suadente diabolo* (C. 17 q. 4 c. 29 : Latran I, c. 15) : les textes sont rassemblés par H. HÜFFER, dans *A.f.K.K.R.*, 1858, p. 155 et suiv. — Spoliations de toute sorte. C. 12 q. 2 c. 3 (*Nulli liceat :* Faux capitulaires). — Rebaptême : De cons. IV 118 (*Eos quos :* Felix III). Le texte fondamental est un composite C. 17 q. 4 c. 1 *(Quisquis inventa)*. La division en sacrilèges personnels, réels et locaux est tardive.

Digitized by Google

l'Église, la soumission des personnes et des choses ecclésiastiques aux lois générales de l'État ruinent ou menacent une autonomie jalousement gardée. D'où l'effort permanent de l'Église pour exclure les laïcs de toutes les avenues de son gouvernement et pour se soustraire au droit commun : le terme naturel est une théorie générale des privilèges.

REFUS DES IMMIXTIONS PROFANES

L'immixtion des laïcs dans la vie constitutionnelle de l'Église est une cause permanente de sécularisation. Elle se produisit dans tous les domaines de la puissance, selon l'intérêt qu'y trouvaient les maîtres séculiers et les facilités d'accès à la citadelle ecclésiastique. D'où les précautions canoniques pour fermer toutes les issues.

Prestiges. — Des prestiges, il n'était guère question de se parer. Cependant, les princes ne montraient-ils pas quelque plaisir à porter vêtements liturgiques; beaucoup de gens du siècle, à exhiber tonsure; des étudiants, à conquérir le doctorat de droit canon? Tous ces honneurs ne donnant point accès au gouvernement, l'Église les tolérait sans ombrage, quitte à en expliquer la signification anodine et à les restreindre, s'ils devenaient périlleux [1].

Richesse. — L'administration des richesses offrait plus de tentations et de prétextes. Il était difficile de déraciner les coutumes qu'avaient intronisées les rois, les seigneurs et le peuple. La vacance des bénéfices était l'occasion des exactions les plus graves. Invoquant leur droit de garde ou la fondation par leurs ancêtres, les rois et les grands féodaux faisaient main basse sur les revenus de l'évêché ou de l'abbaye après la mort du prélat [2]. Au début de la période classique, les renonciations furent nombreuses [3] et le deuxième concile œcuménique de Lyon frappa d'excommunication les usurpateurs de régale [4].

Dans le même temps, la législation canonique s'était appliquée à protéger les biens ecclésiastiques contre des spoliations invétérées, et que l'on n'avait pas encore tenté de proscrire. Il n'était guère de chef puissant qui ne cherchât à profiter du décès des évêques et des clercs pour faire main basse sur la succession [5]. A l'époque carolingienne, tous les puissants s'accordaient le droit de recueillir les meubles et les clercs n'ont point échappé à ce pillage. Les biens transportables de tous les membres de la hiérarchie étaient enlevés pêle-mêle, propres et bénéfices ne se distinguant point par une couleur (que l'on eût sans doute mal regardée). L'opération, où le peuple secondait

[1] Ce fut le cas des princes et des patrons dont les honneurs ecclésiastiques étaient ramenés à une signification profane. Nous savons ce qu'il advint de ceux qui exhibaient indûment la tonsure.

[2] N. Didier, *La garde des églises*, thèse Grenoble, 1927.

[3] Ainsi, en 1137, Louis VI et son fils renoncent à la régale dans la province de Bordeaux. *Ordonnances*, I, 7. Philippe Auguste accorda plusieurs privilèges de même sorte.

[4] VI I 6 13 (Lyon II, c. 12 : *Generali constitutione*).

[5] F. de Saint-Palais d'Aussac, *Le droit de dépouille*, Strasbourg, 1930; H. E. Feine, *Geschichte...*, p. 173, 223. Nous rappellerons au livre VI ces excès.

Digitized by Google

les agents des princes, se justifiait par l'ironique droit public de protection, par l'équivoque droit privé des propriétaires d'église et par le temps qui, sous le nom de coutume, confirmait les bons et purifiait les mauvais usages. La réaction de l'Église, commencée au IXe siècle, continua au Xe et la Réforme grégorienne l'avait portée à son comble [6].

Autorité. — Le centre d'attraction était l'autorité, que les pouvoirs laïcs ambitionnaient d'éliminer, mieux que par substitution occasionnelle, par une institution formelle. Subordonner les interventions de la justice et de la police à une requête expresse, interdire aux laïcs de légiférer pour l'Église, exclure leur participation au choix des pasteurs : tels furent les objets du droit canon.

A la vérité, justice et police séculières offraient un concours bienfaisant à l'Église. Ce qu'elle refusait, c'était une entrée dans ses réserves, même quand la coutume semblait l'autoriser. S'il lui plaisait de livrer un clerc coupable à la cour laïque ou de faire appel au bras séculier, elle refusait tout juge laïc dans ses tribunaux [7] et elle excommuniait (avec leurs maîtres) les sergents qui pénétraient dans ses asiles ou arrêtaient ses clercs [8].

Il n'appartient pas aux laïcs de faire des lois concernant personnes et choses ecclésiastiques. Même favorables, ces lois seraient nulles. « Aux laïcs, même pieux, aucun pouvoir n'appartient sur personnes et choses ecclésiastiques : aux clercs ils doivent obéissance, loin d'avoir droit de les commander, et les statuts qu'ils promulgueraient, même avantageux, favorables à l'Église, sauf son approbation, sont nuls [9] ». Cette lettre d'Innocent III énonce le principe avec une rigueur exemplaire. Application en est faite aux biens. Le statut de l'empereur Basile sur l'inaliénabilité n'a-t-il pas été révoqué, faute de confirmation pontificale [10]? Dans une autre décrétale, Innocent condamne le statut trévisan qui permet au vassal miséreux d'aliéner les fiefs qu'il tient de l'Église [11].

Un souci majeur de l'Église fut d'interdire aux laïcs le choix de ses dignitaires [12]. Le souverain pontificat leur avait échappé dès les débuts de la Réforme grégorienne, les cardinaux ayant obtenu le monopole du choix [13]. Pour soustraire les évêchés à l'aristocratie, les réformateurs avaient rétabli les élections : c'était reconnaître une participation du peuple. Mais Gratien la réduit à une humble adhésion au choix de l'évêque par le clergé [14]. Innocent III tient pour corruption la coutume contraire qui, à Massa, introduit

[6] En étudiant les finances pontificales, nous verrons comment la Papauté finit par se réserver les meubles du clerc défunt.

[7] X I 4 3 (*Ad nostram audientiam :* Innocent III).

[8] Le bris d'immunité est un sacrilège, le premier dans la liste du c. 21 C. 17 q. 4. Cette q. 4 rassemble des textes contre les *raptores*. L'excommunication qui les frappe devint *latae sententiae* au XIIIe siècle. Si l'autorité civile les couvre, il y a lieu à interdit.

[9] X I 2 10 (*Ecclesia sanctae Mariae :* Innocent III).

[10] Dist. 96 c. 1 (*Bene quidem :* Symmaque).

[11] X I 2 7 (*Quae in ecclesiarum :* Innocent III).

[12] C. 16 q. 7 c. 24 (Symmaque) : *Laicis quamvis religiosis nulla de ecclesiasticis dignitatibus aliquid disponendi legitur facultas attributa.*

[13] Décret de Nicolas II en 1059 : Dist. 79 c. 1.

[14] Post c. 25 Dist. 63.

Digitized by Google

les laïcs dans le corps électoral [15]. Le quatrième concile du Latran frappe de peines sévères ceux qui organisent de tels scrutins et l'élu qui s'y est prêté [16]. Mêmes règles s'appliquent à toutes les prélatures des abbayes et collégiales. D'une participation des laïcs à l'élection des curés, nulle trace. Le seul péril que courent les bénéficiers mineurs, c'est la fantaisie du patron : nous savons que l'évêque avait le droit, au moins théorique, d'y parer en refusant l'institution canonique.

SOUSTRACTION AU DROIT COMMUN

En excluant les laïcs, l'Église assurait l'homogénéité de son gouvernement. Pour assurer son autonomie, il lui fallait soustraire ce corps entièrement clérical au droit commun des États dont elle occupait les territoires. Comment elle entendit la libération des personnes et des biens, c'est ce qu'il nous faut considérer.

Personnes. — Un des premiers effets de la paix constantinienne fut de délivrer les clercs des servitudes du droit public : des charges personnelles et fiscales, par égard au service public qu'ils assuraient et à leur caractère sacré. Le *Décret* de Gratien appuie sur les Écritures cette exemption. A ce moment, la renaissance des États créait des besoins urgents et les communes posaient le principe d'égalité des habitants. Il ne pouvait être question de soumettre les clercs au port des armes ni au poids des corvées. Mais la participation aux frais communs ne soulevait point de scandale apparent. Cependant, quand les villes se mirent à taxer les clercs, l'Église rappela leur condition : ils échappent à toute exaction personnelle des princes et des cités, qu'il s'agisse de collectes ou de capitations, de péages ou de tonlieux [17]. Le débat ne pouvait porter que sur l'imposition de leurs biens patrimoniaux : elle était exclue par la doctrine [18], en considération du caractère sacré du propriétaire et aussi de l'affectation de ces biens à la garantie de la gestion bénéficiale. Par le *privilegium fori* et le *privilegium canonis*, clercs et assimilés échappaient à la justice et à la police séculières [19].

Biens. — Sur tous ses biens, l'Église tend à réduire au minimum les droits souverains de la puissance séculière : elle les soustrait autant qu'elle peut à son fisc, à sa police, à sa justice.

Le plus général des privilèges qu'elle ait réclamés pour ses biens est l'immunité réelle, qui est le principe d'opposition à l'arbitraire du fisc [20]. L'Église ne prétend point échapper aux charges ordinaires et honorables qui grèvent les fonds. Mais, refusant les charges extraordinaires et les sordides, elle entend consentir et collecter ses dons. Le troisième concile du Latran précise

[15] X I 6 56 *(Massana)*.
[16] X I 6 43 (*Quisquis electioni* = Latran IV, c. 25).
[17] X III 49 4 (*Non minus* = Latran III, c. 19).
[18] Glose ordinaire in c. 16 *(Ex literis)* X III 1.
[19] R. GÉNESTAL, *Le privilegium fori...*, t. I, 1921, ch. 2.
[20] Toutes les collections de *Décrétales* (sauf Jean XXII) ont un titre *De immunitate ecclesiarum*. On trouvera l'histoire des principaux textes dans notre thèse : *L'immunité réelle*, Rennes, 1920 (œuvre de jeunesse) et dans un article qui lui fait suite, dans *R.S.R.*, 1922.

Digitized by Google

les conditions de son aide : insuffisance des ressources laïques, objet d'intérêt commun, délibération de l'évêque et du clergé [21]; le quatrième ajoute : l'intervention pontificale [22]. Alexandre IV rejeta l'amortissement [23].

Contre les agents du guet comme contre les agents du fisc, l'Église défend l'*honor ecclesiae;* elle leur interdit l'accès de son asile [24]. Tous les lieux où le culte est célébré avec consentement de l'évêque, et l'on finira par dire : tout lieu affecté (ne fut-ce que par la pose d'une première pierre) au service divin, est définitivement inviolable. Protection qui s'étend dans un rayon de 30 ou 40 pas, et jusqu'aux limites du cimetière. Quiconque pénètre dans cette réserve pour en extraire un inculpé commettrait un sacrilège. Excommunié, *ipso facto,* à partir du XIII[e] siècle, il subira des peines accessoires [25].

THÉORIE GÉNÉRALE DES PRIVILÈGES

Comme il n'y avait point de tableau général, il ne pouvait y avoir de théorie générale des privilèges. Une question du *Décret,* un titre des *Décrétales* sont consacrés aux privilèges, mais ils se composent de séries incohérentes, que la doctrine elle-même n'a pu systématiser [26]. Il est facile, cependant, de reconnaître les fondements communs et les caractères généraux de ces privilèges unanimement affirmés.

Fondement. — Leur fondement positif, les privilèges le trouvent dans les lois séculières. Empereurs romains, carolingiens et germaniques ont multiplié les constitutions [27].

Aux yeux des canonistes, le droit positif ne fait que se conformer au droit divin : l'Ancien Testament propose l'exemple des princes païens, Pharaon, Artaxerxès qui reconnaissent l'immunité du sacerdoce et des biens sacrés, et le Christ a fixé la loi nouvelle : *Ergo filii sunt liberi* [28].

N'est-ce point consacrer les dictées de la raison? La vocation du clergé, l'affectation des biens d'Église retirent au Siècle pour les réserver à Dieu les personnes et les choses. Et l'on peut tenir cette part du Seigneur pour un service public, le service d'hommage de la communauté humaine à son Maître suprême [29].

Caractères. — De telles assises laissent prévoir le trait dominant des privilèges : loin de constituer des faveurs, des commodités dont le clerc peut se prévaloir, ils forment un statut impératif, nécessaire. Le clerc doit invoquer

[21] X III 49 4 (*Non minus :* Latran III, c. 19).
[22] *Ibid.*, 7 (*Adversus consules :* Latran IV, c. 46).
[23] VI III 23 1 *(Quia nonnulli).*
[24] P. TIMBAL, *Le droit d'asile,* thèse, Paris, 1939.
[25] On trouvera dans la thèse de Timbal et dans mon article *Asile* au *D.H.G.E.,* l'énumération de ces peines et la définition de « l'immunité étroite ».
[26] C. 25 q. 1; X V 33. Les meilleures tentatives de systématisation sont récentes. Voyez notamment VAN HOVE, *De privilegiis,* Malines-Rome, 1939.
[27] Dès le règne de Constantin : le C. Th., L. XVI et le C. J., 1. I contiennent des séries de lois dont plusieurs seront insérées au *Décret,* notamment C. 23 q. 8 c. 23 et C. 25 q. 2 c. 20 commentées par les canonistes, comme par les romanistes. Rois et empereurs ont continué la série et multiplié les privilèges particuliers.
[28] *Dictum Grat.* post. c. 22 *(Tributum),* C. 23 q. 8.
[29] Les empereurs romains donnent expressément le motif de service public.

Digitized by Google

les privilèges personnels, car ils n'appartiennent point à sa personne, mais à son ordre, principe énoncé en plusieurs décrétales, qui se bornent à suivre le droit romain [20]. En conséquence, un clerc ne saurait se soumettre au juge séculier, ni composer avec un agresseur, ni verser au percepteur sa collecte. Un bénéficier ne saurait accorder un subside non consenti par la hiérarchie, ni livrer le plus encombrant réfugié. Bien que l'expression ne se rencontre pas dans les textes, on peut dire que les privilèges appartiennent à l'ordre public.

A un ordre public qui, se conformant à la raison et aux Écritures, ne peut être changé par les puissances temporelles, alors même qu'il est réglé par des lois positives. La théorie du droit confirme cette vérité naturelle et divine : le pape, pouvoir suprême, a ratifié les textes impériaux. Jusqu'à la fin des temps, les privilèges du Sacerdoce et des églises doivent demeurer intacts, inviolés [21].

Ainsi, l'Église a, dans tous les États, sa loi particulière, qui lui fait un rempart contre la société profane. Les laïcs expulsés de son gouvernement, elle-même s'étant exclue de leur système politique, il ne lui reste plus qu'à maintenir son intégrité, par une police intérieure.

§ 3. — La défense de l'Église contre les clercs.

Quand toutes les libertés de l'Église à l'égard du Siècle ont été définies, sauvegardées, une puissance comparable à celle de l'État se trouve aux mains des clercs. L'Église court alors le risque d'être exploitée, c'est-à-dire étouffée par des serviteurs plus soucieux de leur intérêt privé que du bien de l'institution. Si l'on s'en était tenu à la définition : *coetus clericorum*, une hiérocratie sans contrepoids eût absorbé toutes les forces, une multitude de tonsurés se fussent substitués à la personnalité de l'Église dont l'autonomie eût disparu.

Le droit classique défend l'Église contre le clergé par l'inflexion même du statut clérical dont nous avons marqué les lignes, par la discipline de chacun des attributs de la puissance, par le rappel de la nature vraie des pouvoirs du clerc.

GARANTIES DU STATUT CLÉRICAL

En pourchassant nicolaïsme et simonie, la Réforme grégorienne visait les deux principaux vices par lesquels les clercs ruinaient l'Église. Mouvements populaires et satire littéraire nous révèlent à quel point le concubinage

[20] Le privilège est d'ordre public : il appartient à l'Église, X V 39 15 (*Cum desideres :* Innocent III). Innocent III le rappelle, à propos du privilège du for, X II 2 *(Si diligenti) : quum non sit beneficium hoc personale, cui renunciari valeat, sed potius toto collegio ecclesiastico publice sit indultum, cui privatorum pactio derogari non potest.* Mêmes expressions pour le *privilegium canonis:* X V 39 36 *(Contingit)*. Les canonistes évoquaient dans leurs gloses le c. 28 *(Si is qui praelatus)* C. 23 q. 4 qui refuse tolérance ou dissimulation des offenses à Dieu (dont les clercs sont les ministres) et la décrétale d'Innocent III qui interdit aux monastères propriétés du Saint-Siège de renoncer à leurs privilèges sans autorisation pontificale : X I 43 5 *(Quum tempore)*.

[21] Thème de la Cause 25 q. 2. Saint Léon en a posé la formule, que le *Décret* reproduit avec interpolations c. 2 : *Privilegia ecclesiarum, sanctorum Patrum canonibus instituta, nulla possunt improbitate convelli, nulla novitate mutari.*

Digitized by Google

pouvait abaisser le prestige et l'autorité du prêtre et nous pouvons imaginer le péril que l'entretien d'une famille faisait courir à la richesse. La répression persévérante de l'incontinence cléricale prolongeait, à l'âge classique, la lutte menée pour déraciner le fléau [1].

PROTECTION DE CHAQUE ÉLÉMENT DE PUISSANCE

L'impulsion donnée par les Grégoriens maintenait donc l'Église en alerte contre les méfaits de ses clercs. Positivement, elle prit des mesures pour sauvegarder chacun des éléments de sa puissance qu'elle mettait entre leurs mains : l'autorité, par l'obédience; la richesse, par la séparation des patrimoines; le prestige, par le protocole.

Gratien a inséré le texte d'un concile de Tolède, qui impose à tout ordinand la promesse de révérence à son évêque [2]. Les isidoriens l'avaient appliqué aux majoristes placés dans le service paroissial et c'est ainsi que l'entendirent les grégoriens [3]. Les synodes de l'âge classique l'exigent des bénéficiers à cure d'âme ou même de tout bénéficier [4].

Aucun péril plus évident que l'accaparement ou la dilapidation des biens ecclésiastiques par leurs administrateurs. Les lois fondamentales du patrimoine sacré, le régime général du bénéfice tendent à empêcher ruine ou détournement, la séparation radicale des patrimoines est assurée par l'inventaire, la reddition des comptes [5]. Contre le risque d'une transmission à cause de mort ont été prises des précautions dont il est difficile de connaître l'efficacité. Toutes les économies réalisées dans l'exercice de la fonction doivent demeurer à l'Église. Règle d'application aisée quand le clerc meurt intestat [6]. Par testament, il peut disposer de ses biens propres, Alexandre III permet cependant la coutume des legs de biens mobiliers acquis pour le compte de l'Église « *pauperibus et religiosis locis, et illis, qui viventi servierant, sive consanguinei sint sive alii* » [7]. En fait, les coutumes étaient diverses et le problème, si important depuis les origines chrétiennes, de la protection des biens ecclésiastiques contre les clercs attachés à leur famille

[1] L'autorité du prêtre marié ou concubinaire était fort amoindrie depuis la Réforme grégorienne et les deux premiers conciles du Latran (nous n'osons dire : anéantie, car les réactions populaires n'étaient point en tous lieux aussi violentes qu'à Milan ou à Rome). Sans aucun doute, la fortune de l'Église était plus généralement menacée par la présence au domicile du prêtre d'une concubine et d'enfants; la famille profitait des revenus du bénéfice et pouvait recueillir un héritage canoniquement réservé à l'Église. Enfin, le prestige du clerc était en jeu et celui de tout l'ordre clérical.

[2] Dist. 23 c. 6 (*Quamquam omnes :* Tolède XI c. 10) : le serment prêté à l'évêque ne concerne point seulement l'obéissance due au chef mais l'observation exacte des règles du droit canon. Il était déjà prêté au temps de saint Léon : X I 33 3 *(Quamquam omnes)*.

[3] Benoît le Diacre, L. III, 366. — Concile de Rouen (1074), c. 5; Application dans la correspondance d'Ive et de Fulbert de Chartres.

[4] Conciles de Château-Gontier (1231), c. 3; Prague (1255), c. 29; Rouen (1335), c. 9. Voyez Hinschius, t. II, p. 210.

[5] Nous le verrons mieux dans la section II. On a reconnu déjà dans les termes une imitation de la tutelle.

[6] C. 12 q. 3 c. 1 (*Placuit ut episcopi :* Carthage III, c. 49); C. 12 q. 1 c. 21 (*Sint manifestae :* Canon des Apôtres, n. 40). Justinien admit cette règle et aussi les rois francs et wisigoths. Elle demeure en droit classique : X III 26 c. 1 (*Quorumdam :* Grégoire le Grand); c. 7 (*Quum in officiis :* Latran III, c. 15); c. 9 (*Quia nos :* Alexandre III).

[7] X III 26 7 *(Relatum est)*.

Digitized by Google

ou négligents dans l'expression de leurs dernières volontés ne fut jamais résolu, dans la réalité, comme le voudraient la justice et le raisonnable intérêt de l'Église [8].

La tendance naturelle, en toute hiérarchie, est l'imitation des fastes. Tout inférieur tend à démarquer les honneurs de ses chefs. A cette inclination, le protocole remédie, maintenant chacun dans son rang [9].

NATURE DU MINISTÈRE

Ces dispositions pratiques répondaient à une conception précise de la condition du clerc dans l'Église : son autorité, il l'exerce comme ministre [10]. L'ordination lui confère des pouvoirs supranaturels, mais il n'est que « canal » de la grâce; la mission canonique lui confère des pouvoirs administratifs; mais il n'est que dépositaire d'une autorité, d'un bénéfice, de prestiges soumis à des lois générales et inflexibles. De tous ses pouvoirs l'exercice est subordonné à des conditions que fixent le droit divin, le droit naturel et le droit positif.

CONCLUSION

La sauvegarde parfaite de l'autonomie est donc assurée, en théorie, par l'isolement du sacré, la séparation des puissances, la subordination des clercs. Au milieu des sociétés séculières, l'Église se présente comme une cité sainte qui tient à distance le profane, le laïc et le clerc lui-même. Elle se tient pour une fondation, une fondation divine, c'est-à-dire une institution soumise aux règles primitives qui lui permettent d'atteindre son but supranaturel. Le problème pratique est d'ajuster les moyens temporels dont elle dispose à leurs fins spirituelles.

SECTION II. — INTELLIGENCE D'ADAPTATION : LE SYSTÈME BÉNÉFICIAL.

Le plus vaste essai d'adaptation du temporel au spirituel, c'est le système bénéficial. Son principe, en effet, se définit par l'affectation permanente des revenus d'un bien temporel à l'entretien d'une fonction spirituelle. Tout office doit être doté.

Sur quelles bases put s'établir, se consolider, s'assouplir une telle relation; comment furent déterminées la libération, la sollicitation, la disposition des offices; quelle condition statutaire, professionnelle fit-on au bénéficier : tels sont les sujets qui éveillent logiquement notre curiosité.

En étudiant les fondements rationnels, les règles de l'attribution, le lien bénéficial, nous contemplerons un idéal qui, sans doute, n'apparut jamais

[8] Bibliographie dans SÄGMÜLLER, t. II, p. 461-467. Pendant l'âge classique (et encore au XX[e] siècle), beaucoup de biens destinés au salut de l'âme passent en mains profanes.

[9] Le protocole est généralement considéré comme une faveur pour la vanité des grands : il préserve aussi de l'ambition de ceux qui veulent monter trop haut et il est indispensable en toute société.

[10] Bien considérer cette fonction intermédiaire et toujours subordonnée.

Digitized by Google

dans toute sa pureté et que les usagers perdirent souvent de vue : l'intelligence d'adaptation fut le mérite des législateurs et docteurs dont nous avons à présenter le système.

§ 1. — Les fondements rationnels.

DU DOMAINE AU BÉNÉFICE

Primitivement concentré aux mains de l'évêque, le patrimoine ecclésiastique se morcela, dès l'époque barbare, entre les églises devenues sujets et, le plus souvent, objets de droit [1]. Sur le moment, les formes, les causes de l'apparition du bénéfice, entre le IX^e^ et la fin du XI^e^ siècle, des opinions variées ont été soutenues avec force, voire avec éclat. Décomposition de l'église privée, tendance générale à affecter les revenus, à individualiser les fonctions dans l'église ou le monastère : autant de mouvements dont l'importance a été très diversement appréciée et qui ont abouti au morcellement du patrimoine entre les paroisses, l'évêché, le chapitre; entre l'abbatiat, les offices et la communauté monastique [2]. Fonction et dotation furent bientôt solidarisées. La féodalité fit entrer tous les patrimoines dans ses cadres. Ce fut l'un des buts de la Réforme grégorienne de purifier le temporel, en évinçant propriétaires et seigneurs, pour aboutir à une conception orthodoxe et rationnelle, qui se laisse entrevoir au *Décret* de Gratien [3].

OFFICE ET BÉNÉFICE

Peut-on, à cette aube de l'âge classique, tenir *beneficium* pour une expression technique? Nous sommes enclin à reconnaître cette rigueur d'acception dès le temps de la Réforme grégorienne. L'étroite solidarité de l'office et du bénéfice résulte de l'ordination avec titre. Elle est proclamée notamment dans la lettre d'Alexandre II aux Milanais [4]; elle ressort du synode romain de 1078, des apocryphes contemporains, du concile de Latran (1139) [5] qui recueille et amplifie les

[1] Les textes sont dispersés au *Décret*, où ne paraît point l'ossature du système. Aux cinq collections de *Décrétales* le centre est au titre *De praebendis*. Exploitation méthodique des sources dans HINSCHIUS, t. II[2] et III[1]; dans SÄGMÜLLER, t. I, p. 274 et suiv. Voyez encore *D.D.C.*, au mot *Bénéfice* (1937); E. FEINE, *op. cit.*, p. 186-187, avec une bibliographie où l'on retiendra surtout l'œuvre capitale d'Ulrich STUTZ, *Geschichte des Kirchlichen Benefizialwesens von seinen Anfangen bis auf die Zeit Alexanders III*, I, 1, 1895 (nouvelle édition, 1961). Ajoutez A. GALANTE, *Il beneficio ecclesiastico*, Milan, 1895 (ouvrage extrait de l'*Encyclopedia giuridica italiana*, vol. II, p. I); G. BARRACLOUGH, *Praxis beneficiorum...*, dans *Z.S.S.*, *K.A.*, 1938, p. 95-134. — J. NYLANDER, *Das Kirchliche Benefizialwesen während des Mittelalters*, Stockholm, 1953. Le problème des origines a été traité dans cette *Histoire de l'Église*, au t. VII (1940) et par A. PÖSCHL, dans *A.f.K.K.R.*, 1926, p. 3-121 et 363-471; pour l'Angleterre : ADDY, *Church and Manor*, Londres, 1913.

[2] L'ordination, qui agrégeait d'abord à la communauté épiscopale, a cessé d'être absolue : elle est conférée avec titre, c'est-à-dire pour une fonction et avec une dotation déterminées. Déjà la législation carolingienne prescrit d'assigner à tout recteur un manse (concile d'Aix-la-Chapelle, 817, dans C. 23 q. 8 c. 25). La rupture de la communauté épiscopale aboutit aux bénéfices canoniaux que sont les prébendes.

[3] D. LINDNER, *Das Kirchliche Benefizium im Gratians Dekret*, dans *Studia Gratiana*, II, 375-385.

[4] JAFFÉ, 3477 = C. I q. 3 c. 9.

[5] Synode de 1078, dans JAFFÉ, *post* 3820; apocryphes attribués à Alexandre II, Grégoire VII, Pascal II, concile du Latran (1139), c. 2.

Digitized by Google

décisions de plusieurs conciles du temps d'Innocent II. Ive de Chartres l'accentue, en des sommaires que Gratien a empruntés, parfois avec les textes eux-mêmes, à la *Panormie* [6] et qu'il renforce par ses propres *dicta* [7].

Office et bénéfice. — Le principal dessein des réformateurs était d'empêcher la sécularisation des offices, résultat du trafic des bénéfices, par la subordination des biens aux fonctions, dont seule dispose la hiérarchie. En somme, à la formule deux fois mortelle : *officium propter beneficium*, ils entendaient substituer : *Beneficium propter officium* [8], formule que nous tenons pour idéale.

CARACTÈRES COMMUNS

Pour que la liaison fût efficace, il convenait de donner au bénéfice les mêmes caractères qu'à l'office : perpétuité, immutabilité, indépendance.

Chaque bénéfice a été conçu pour une durée indéfinie : il ne disparaît qu'avec sa cause finale ou parce qu'il ne peut plus y tendre. La permanence, la stabilité de son assiette temporelle est regardée par l'Église comme une condition de l'ordre hiérarchique [9].

Perpétuité suppose immutabilité. Toute atteinte à l'unité primitive est proscrite. Ce qui exclut, en principe, le démembrement du fonds et la retenue d'une portion des revenus. Le premier de ces risques tenait à l'arbitraire des évêques et Alexandre III y porte remède [10]; le second, à l'avarice du concédant qui, lors du transfert, éprouvait la tentation de garder les revenus intérimaires ou de s'en réserver pour l'avenir une fraction [11].

Aussi attentivement que l'indépendance matérielle, le droit canon sauvegardait l'indépendance morale : aucun bénéfice ne doit être sous la domination d'un autre bénéfice [12].

DISTINCTION JURIDIQUE

Lié à l'office, le bénéfice ne se confond point avec lui : la masse de biens qui le constitue garde son identité. Cette autonomie d'un patrimoine qui soutient une personne sans devenir sa propriété apparaît notamment dans le domaine des sanctions. La suspense de l'office peut laisser subsister le bénéfice et inversement la privation des fruits du bénéfice laisser intact l'exercice de la fonction [13].

[6] Ainsi II, 138-140. Dist. 81 c. 16-18, avec le sommaire.

[7] Post c. 10 C. 1 q. 4; post c. 19 C. 16 q. 1.

[8] VI I 3 15 *(Quia per ambitiosam)*. Boniface VIII révoque les permissions perpétuelles de toucher les revenus des bénéfices pendant l'absence : l'office, que les revenus ont pour but d'entretenir, périclite par cette indulgence.

[9] Latran II, c. 2 = C. 1 q. 3 c. 15 *(Si quis prebendas)*. X III 5 8 (*Majoribus ecclesiae :* Tours, 1163, c. 1). X II 12 *(Ut ecclesiastica beneficia sine deminutione conferantur)*.

[10] X III 5 8 *(Majoribus)*; même défense aux religieux, c. 10 *(Avaritiae)*.

[11] X III 12 c. un *(Ut nostrum)*; X III 5 c. 30 (*Extirpandae :* Latran III, c. 32).

[12] Principe d'autonomie qui n'exclut point, nous le verrons, certains liens accessoires.

[13] On pourrait distinguer trois catégories de suspense, dont nous donnerons quelques exemples : *ab executione officii* (X V 19 3; VI II 14 1); *ab officio* (*Clem.* III IV 1); *a perceptione beneficii* (X I 6 44); *omnibus beneficiis* (VI I 6 16); *ab officio et beneficio* (X II 20 33; IV 21 1; V 2 2).

Digitized by Google

Les décrétalistes ont fait ressortir que le bénéficier peut acquérir et vendre, citer et répondre en justice, au nom de son bénéfice « Peut-être dirait-on que le clerc représente sa prébende, comme l'abbé sa dignité » : Innocent IV avance prudemment l'idée, que l'on retrouvera chez Bernard de Compostelle et Jean André [14]. C'est reconnaître la personnalité du bénéfice. Il suffisait de l'admettre en justice ou dans un contrat pour induire cette qualité : le droit canon accorde toute la capacité économique d'une personne. Le bénéfice est *universitas rerum* [15].

MORPHOLOGIE NATURELLE

Comme les offices, les bénéfices sont spécialisés, affectés, hiérarchisés : ce qui établit entre eux un ordre rationnel, un équilibre interne dont nous donnerons une image.

Catégories. — La distinction fondamentale des états impose une séparation entre les bénéfices séculiers et les réguliers. Aux clercs, tous les bénéfices ecclésiastiques, notamment les paroisses; aux religieux, tous les bénéfices réguliers, notamment les monastères. Boniface VIII rappelle ce principe de spécialité (que le concile de Vienne réaffirme) [16]. L'application donnait lieu à des difficultés, des religieux desservant des paroisses et beaucoup de paroisses monastiques étant desservies par des séculiers [17] ». On tenait pour réguliers les bénéfices fondés avec ce caractère et ceux que des religieux avaient administrés pendant quarante ans avec titre ou sans titre, de temps immémorial [18]. Beaucoup de paroisses sont unies à un monastère qui régit leur temporel *(ecclesia)* et souvent le sacré lui-même *(altare)* : ce que l'on appelle, au milieu du XIII[e] siècle, l'incorporation, incomplète ou complète *(plena)* [19].

Les offices qui soutiennent les bénéfices assurent toutes les missions de l'Église. D'abord, le service divin et, s'il ne s'agit que du chœur et de l'autel, *beneficium simplex,* que reçoivent chanoines et chapelains [20]. Toute autre charge ferait le bénéfice double et notamment la charge d'âme, *cura animarum* [21], à quoi l'on assimile et la dignité (qui confère juridiction) et le personat (qui octroie rang d'honneur). Les trois termes sont employés par Innocent III tantôt comme synonymes, tantôt comme distincts et les canonistes se sont donné beaucoup de peine pour spécifier chacun d'entre

[14] Innocent IV *in* c. 19 *(Ex literis)*, II 19 : *...prebenda potest habere jura sua et possessiones sicut episcopatus, abbatia, hospitale vel quecunque alia domus vel dignitas vel administratio...* Cf. M. J. RODRIGUEZ, *Innocent IV as the element of fiction in juristic Personalities,* dans *The Jurist*, 1962, p. 287-318, notamment p. 306.

[15] GILET, *op. cit.*, p. 107-108; M. PETRONCELLI, *Contributo alla personalità dell' ufficio sacro nell' ordinamento canonico,* dans les *Mélanges Stutz*, 1938; L. BENDER, *Estne officium ecclesiasticum persona moralis?* dans *Analecta gregoriana*, t. 69, 1915, p. 75-93.

[16] VI III 4 c. 5 *(Cum de beneficio)* et 32 *(Quum singula)*; *Clem.* I 5 c. un *(Quia regulares)*.

[17] X II 26 15 (*Auditis :* Innocent III).

[18] X V 33 21 (*Quoniam :* Innocent III).

[19] X I 2 8 *(Cum accessissent)*.

[20] X III 5 28 (*De multa :* Latran IV, c. 29).

[21] *Beneficia curata :* X I 6 7 § 2 et 54 § 4; VI I 16 3; III 4 32; *Extrav. comm.*, III 2 4.

Digitized by Google

eux [22]. La cure d'âmes a toujours signifié le ministère pastoral, mais, au XIII[e] siècle, l'accent fut mis sur la juridiction au for interne, ce qui suppose le sacerdoce [23]. Le mot *dignitas* évoque lui aussi, mais, dans un sens plus large, une juridiction, dont le simple office est dépourvu; Gui de Baisio précise : administration des biens ecclésiastiques avec juridiction, et il ajoute : dénomination et préséances [24]. Jean André qui le suit, cite en exemple l'abbé, le prieur conventuel et tout chef de corps muni d'un pouvoir de juridiction sur les membres. Tandis que celui qui marche en tête d'une file de chanoines n'a qu'une prééminence, un personat [25]. Mais les commentateurs insistent sur le manque de rigueur des termes : ils varient selon les lieux et les papes ne les énumèrent que pour se faire entendre dans tous les diocèses [26].

Hiérarchie. — Entre ces bénéfices, la hiérarchie se détermine par la puissance [27]. Autorité, honneurs et (bien qu'on ne le déclare point) [28] richesse fournissent le critère de la distinction entre bénéfices majeurs et mineurs [29]. Aux titulaires des majeurs — papes, patriarches, primats, archevêques, évêques, *praelati nullius* ou *cum jurisdictione quasi-episcopali* — appartient la juridiction ordinaire et pleine, au for externe, avec tous les prestiges, ou seulement une juridiction, soit ordinaire soit quasi-ordinaire, de moindre étendue, voire une simple préséance [30]. Les titulaires des seconds — chanoines, curés — beaucoup moins richement dotés, ne sont assortis ni de juridiction au for externe ni de fastueux privilèges honorifiques [31].

DISCIPLINE DES VARIATIONS

Les principes que nous venons de définir supposaient une application sage, c'est-à-dire des assouplissements justifiés par la raison. Ni la valeur des biens ni les charges de l'office ne sont éternels. Force était de prévoir des modifications du bénéfice [32].

Changement de classe. — La masse patrimoniale demeurant intacte, un changement de classe peut en altérer les dénominations : un bénéfice séculier devient régulier; un curial devient collégial; un mineur, majeur. Transformations rares : il n'appartient qu'à l'autorité suprême de les décider.

Mutation des fonds et des revenus. — Elles modifient l'ordre interne de l'Église plutôt que son économie. Au contraire, il arrive que la répartition

[22] Innocent IV *in* c. 4 *(Cum satis)*, X I 23.
[23] Innocent IV *in* c. 28 *(De multa)*, X III 5.
[24] *In* c. 8 *(Cum accessissent)*, X I 2; Gui s'appuie sur le c. 2 *(Volumus)*, Dist. 89.
[25] *In* c. *De multa.*
[26] *In* c. 1 *(Consuetudinem)*, VI 1 4.
[27] Plus généralement par l'ordre et la juridiction.
[28] On le sous-entend parfois dans les translations.
[29] Le terme *praelatus major* a une acception beaucoup plus large, englobant abbés, abbesses, certains curiaux, etc.
[30] Les cardinaux ne sont généralement point comptés comme tels parmi les bénéficiers majeurs.
[31] Les curés ont juridiction au for interne. *Extrav.* Jo. XXII, III c. un.
[32] Toute innovation doit être justifiée par la nécessité ou l'évidente utilité. X III 5 33 *(Exposuisti)*.

Digitized by Google

des fonds ou des revenus soit changé. Le moindre accident est la diminution du revenu par l'imposition d'une charge [33]. Exceptionnellement une pension de retraite peut être accordée sur un bénéfice à celui qui abandonne l'office et une rente, à celui qui, soumettant à l'arbitrage une élection équivoque, se trouve évincé [34].

Beaucoup plus grave est la mutation des fonds eux-mêmes. L'Église aime la stabilité : mais, comme le monde où elle vit ne cesse de changer, le bénéfice cesserait de répondre à son objet s'il demeurait inerte. Un accroissement démographique appelle une création de paroisses qui ébranle tous les principes : car, si les nouveaux paroissiens manquent à y pourvoir, la dot de la nouvelle église sera constituée par une division du bénéfice dont jouissait le curé qui obtient ou subit amputation de son territoire [35]; en revanche, le principe d'indépendance souffrira une atteinte justifiée : la nouvelle paroisse sera subordonnée à l'ancienne.

La proximité d'habitat et le nombre réduit des habitants justifient, au contraire, l'union de deux bénéfices [36]. Mais la cause ordinaire de cette réunion est une crise financière, à l'issue des guerres ou des dévaluations : ainsi l'évêque de Velletri reçut-il le bénéfice d'un voisin ruiné [37]; aux chanoines de Vesprim que leurs prébendes ne nourrissent point, Honorius III rend les chapellenies de la cathédrale [38]. Comme les chapelains doivent garder le nécessaire pour vivre, leurs bénéfices subsistent, amputés. De même, le monastère du fonds Marcien conserve une apparence de vie [39]. Tandis que Grégoire a supprimé des évêchés, dont il adjuge les biens, comme les peuples, à des voisins prospères [40]. Il y a donc des extinctions de bénéfices par confusion de biens.

L'autorité suprême peut aussi prononcer la suppression pure et simple d'un bénéfice inutile ou insuffisant, avant d'attribuer les divers éléments du patrimoine à des offices qu'il choisit [41].

§ 2. — Les règles de l'attribution.

L'étroite liaison de l'office et du bénéfice a pour conséquence immédiate que, par une sorte de choc en retour, le personnel hiérarchique de l'Église dépend de l'attribution des choses. Toute sa vie est liée au jeu des provisions :

[33] X III 12 : *Ut ecclesiastica beneficia sine deminutione conferantur.*

[34] X III 6 3 (*De rectoribus :* Lucius III) et 4 (*Tua nos :* Clément III). — X III 5 21 (*Nisi essent :* Innocent III).

[35] S'il se croit lésé, il intentera, selon les règles du droit romain l'*operis novi nuntiatio :* X V 32 1 (*Intelleximus :* Lucius III) et 2 (*Quum ex injuncto :* Innocent III).

[36] C. 16 q. 1 c. 48 (*Et temporis :* Grégoire le Grand). C. 3 q. 3 c. 3 (*Unio :* Tolède XVI). En principe tous les intéressés doivent être consultés. Cependant : *Clem.* III 4 2 *(Si una ecclesia).* Hinschius, t. II, p. 417-436.

[37] C. 16 q. 1 c. 49 (*Postquam hostilis :* Grégoire le Grand).

[38] C. *Exposuisti.*

[39] X III 36 2 (*Quia monasterium :* Grégoire le Grand). L'évêque du monastère uni garde la juridiction.

[40] C'est le cas de C. 16 q. 1 c. 48 et 49.

[41] Hinschius, t. II, p. 459-463.

Digitized by Google

ce qui suffirait à justifier l'abondance des règles constitutionnelles, concernant l'occasion, les modes et les limitations du choix [1].

L'INSTANT DE LA VACANCE

Causes du vide. — Condition préalable : une vacance. Toute concession antérieure à cet événement serait nulle [2]. Gratien a reproduit de nombreux textes qui interdisent l'occupation des offices dont le titulaire n'est point éliminé par la mort ou par une juste sentence [3]. Le troisième concile du Latran fulmine contre ceux qui concèdent ou promettent un bénéfice non-vacant, suscitant chez le successeur présomptif, à l'égard de l'actuel possédant, des sentiments mélouables que les païens eux-mêmes ont condamnés [4]. En termes vifs, Boniface VIII confirme cet interdit [5], qui ne souffre qu'une exception : la coadjutorerie avec succession future [6].

De plein droit, un bénéfice est vacant par la mort du titulaire, son inhabileté survenante ou sa retraite légitime. L'abondante législation de l'âge classique a pour objet d'assurer la continuité du service, d'éliminer les indignes et de discipliner les abandons volontaires.

C'est pour éviter les longues interruptions que l'office est déclaré disponible dès l'instant du décès, notoirement connu, de celui qui en était titulaire [7]; dès l'instant où un titulaire normalement désigné devient inapte par sa négligence à recevoir les ordres, son mariage (s'il est minoriste) ou son entrée en religion, son acceptation d'un bénéfice incompatible [8].

L'éviction des indignes est automatique : apostats, hérétiques, schismatiques. Elle peut être prononcée judiciairement ou administrativement, pour crime ou délit, et elle résulte de la déposition ou de la dégradation [9].

Régime intérimaire. — Quand le bénéfice est vacant, il court grand risque de pillage ou d'abandon. Le droit s'efforce de le protéger en interdisant toute innovation et en prescrivant des mesures conservatoires. Les actes de disposition seraient nuls, des administrateurs légaux sont chargés d'entretenir le fonds et de percevoir les revenus. Pour éviter les longues vacances,

[1] Ces règles sont principalement au titre *de praebendis et dignitatibus* (X III 5 : 38 *capitula;* VI III 4 : 41 *capitula; Clem.* III 2 : 6 *capitula; Extrav.* Jo. XXII, III : 1 *capitulum; Extrav. comm.*, III 2 : 14 *capitula*). Bibliographie au *Dictionnaire de droit canonique*, mot *Bénéfices* (MOLLAT).

[2] *De concessione prebendae et ecclesiae non vacantis* (X III 8; VI III 7; *Extrav.* Jo. XXII, IV). — SÄGMÜLLER, t. I, p. 378.

[3] C. 2 q. 1 c. 7, § 1; C. 7 q. 1 c. 5, 10, 40, 41. Ces textes, qui visent l'évêque, ont une valeur générale.

[4] X III 8 2 *(Nulla ecclesiastica)*. Gélase avait prohibé l'installation dans un office déjà occupé. *Ibid.*, c. 1 *(Qui in vivorum)*.

[5] VI III 7 2.

[6] C. 7 q. 1 c. 17.

[7] VI I 3 6 *(Susceptum)*.

[8] Expiration du délai d'un an accordé pour recevoir les ordres nécessaires : X I 6 7 (*Cum in cunctis :* Latran III, c. 1); VI I 6 14 (*Licet canon :* Lyon II, c. 13) et 35 *(Commissa : ibid.)*; VI I 6 35. — Mariage : X III 3 c. 1 (*Si qui :* Alexandre III), 3 (*Quod a te :* Alexandre III), 5 (*Diversis fallaciis :* Innocent III). — Entrée en religion ou émission de vœux perpétuels : VI III 14 4 *(Beneficium illius)*. — Acceptation d'un bénéfice incompatible : X III 5 28 (*De multa :* Latran IV, c. 29).

[9] Hérésie : X V 7 9 (*Ad abolendam :* Lucius III); VI V 2 12 (*Ut commissi :* Boniface VIII).

Digitized by Google

le troisième concile du Latran fixe au collateur ordinaire un délai, au terme duquel il est dessaisi : la *dévolution* ne cessa de se préciser, de s'étendre, fortifiant le pouvoir des supérieurs hiérarchiques ou même des coopérateurs [10].

LA CONCURRENCE DES NOMINATEURS

Compétition. — Le choix des bénéficiers est de grand intérêt pour les puissances supérieures puisque l'autorité, la richesse, le prestige vont échoir — énormes ou minuscules — à des chefs dont l'Église et l'État espèrent tous les concours ; pour les administrés qui auront à exercer la vertu, souvent difficile, d'obéissance et souhaiteront donner un suffrage, pour le moins un avis. Papes et rois, aristocratie laïque et capitulaire, moines et simples fidèles aspirent à détenir l'option. Tous les modes furent expérimentés selon la force des parties en présence [11].

Résultats. — Les bénéfices majeurs, tombés aux mains des puissances laïques, leur avaient été soustraits, théoriquement, à l'issue de la Querelle des Investitures. On pensait revenir au système primitif de l'élection : le corps électoral se réduisit bientôt à l'aristocratie capitulaire. Et les chapitres, furent peu à peu supplantés par le Pontife romain, qui fit alliance avec les rois et les grands pour remettre la crosse à des serviteurs sûrs.

Le choix des recteurs paroissiaux appartint longtemps au propriétaire privé de l'église. A partir de la Réforme grégorienne, l'Église s'efforça de substituer au *dominium* le patronage, qui finira par limiter l'intervention de l'ancien maître temporel à la présentation [12]. Au XI[e] siècle, le fondement du patronage est encore la propriété, le *jus fundi* demeure un élément du patrimoine [13]. Les classiques ont commencé par l'abaisser au rang des servitudes [14]. C'était une servitude acceptée par l'Église : mais encore un droit réel. Au troisième concile du Latran, il est réduit à une concession faite à la famille du fondateur [15]. Et il arrivera, désormais, que la concession soit accordée au seul fondateur [16]. Insensiblement, le patronage est devenu un droit personnel, consenti par la hiérarchie. Il comporte la présentation du recteur ; mais la concession du titre ne résulte que de l'acceptation épiscopale. Alexandre III établit clairement ce principe [17], dont ses successeurs ne font qu'accréditer la formule [18]. Si le patron est ecclésiastique, la prévention

[10] La dévolution sera étudiée au livre IV. Cf. SÄGMÜLLER, 3[e] éd., t. I, p. 349.

[11] Sujet d'un intérêt majeur pour la sociologie de l'Église et l'histoire de ses rapports avec les États.

[12] P. THOMAS, *Le droit de propriété des laïques sur les églises et le patronage laïque au Moyen Age*, Paris, 1906.

[13] L'idée est formellement exprimée dans des chartes du XI[e] et du XII[e] siècles et elle apparaîtra encore chez les grands canonistes.

[14] ROLAND *in* c. 31 C. 16 Q. 7 : « *Quod non dominium sed servitutem credimus appellandum.* »

[15] Canon 17 : X III 38 3 *(Quoniam in quibusdam)*.

[16] B. GUÉRARD, *Cartulaire de l'église Notre-Dame de Paris*, Paris, 1850, 4 vol. in 4°, I, p. 120 : charte d'Eudes de Sully (relevée par Thomas, p. 176).

[17] X III 38 5 *(Quod autem)*.

[18] X III 38 24 (*Quum autem :* Lucius III) et 31 (*Transmissae :* Grégoire IX).

Digitized by Google

et la réserve pontificale seront applicables : la dévolution finit même par jouer, dans le patronage laïc [19].

LA CAPACITÉ DU CANDIDAT

La liberté du choix est sensiblement limitée par les conditions canoniques d'aptitude au bénéfice, qui concernent soit la personne, soit la condition sociale, soit la position dans l'Église.

Aptitude personnelle. — Peu d'exigences quant à la personne. Tout pubère, se gouvernant soi-même, a l'âge requis pour un personat [20]. La cure d'âmes et les dignités capitulaires ne seront conférées qu'à des majeurs de 25 ans qui devront recevoir promptement, s'ils ne les ont déjà, les ordres requis [21]. Le troisième concile du Latran ajoute l'exigence d'un savoir et d'une moralité convenables. Et le deuxième concile de Lyon réitère ces prescriptions, dont le mépris avait pour conséquence la nullité de la collation [22]. Par savoir convenable, il faut entendre les connaissances nécessaires à la fonction, y compris celle de la langue du pays [23].

Exigences sociales. — La condition sociale soulevait beaucoup plus de difficultés qui tenaient toutes à la naissance. Un bénéfice procurait à l'enfant naturel le plus confortable établissement : la Papauté ne se montra pas intraitable devant un afflux d'illégitimes : elle admettait que la dispense pût effacer la tache originelle [24].

D'autres préjugés sévissaient, appuyés par la coutume des corps : nous rencontrerons l'exigence de la noblesse pour les hautes dignités et la résistance de la Papauté qui s'opposait aux étroitesses des droits locaux.

La position du candidat envers l'Église peut faire obstacle, difficulté ou entrave à sa nomination. Devant ceux qui sont en marge : irréguliers ou excommuniés, simoniaques ou infâmes, s'élève une barrière infranchissable [25]. Au contraire, il en est qui sont trop à l'intérieur du temple : les fils de prêtres. Nous savons que la dispense les habilite aux ordres et qu'elle supprime l'empêchement d'illégitimité. Mais ces héritiers pourront-ils succéder à leur père dans le bénéfice? Les décrétales leur refusent la succession immédiate

[19] Quand le collateur ou le patron néglige d'exercer son pouvoir dans le délai et dans les conditions que fixe le droit, l'autorité supérieure y supplée. Délais : X III 8 2 (*Nulla ecclesiastica :* Latran III, c. 8) et trois décrétales d'Innocent III en application de ce texte : X I 10 c. 3, 4, 5. Le retard peut avoir des excuses : X III 8 5 (*Quia diversitatem :* Innocent III. — Choix d'un indigne : X I 6 7 (*Quum in cunctis :* Latran III, c. 3); VI I 6 18 *(Quanquam).*

[20] X I 14 3 (*Indecorum est :* Alexandre III).

[21] X I 6 7 (*Quum in cunctis :* Latran IV, c. 2).

[22] VI I 6 14 (*Licet canon :* Lyon II, c. 13).

[23] X I 31 14 (*Quoniam in plerisque :* Latran IV, c. 9). Application en Bretagne à la fin de l'âge classique : B. A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, dans les *Mélanges M. J. Loth,* Paris, 1927, p. 236-252.

[24] Nombreuses lettres dans les Registres des papes.

[25] Irrégularité : le diacre qui célèbre la messe, V 28 2 (*Ex literis :* Urbain III); l'homicide : X V 14 2 (*Henricus :* Célestin III). La dispense est possible. Excommunication : X V 27 7 (*Postulastis :* Innocent III); simonie : X I 6 12 (*Super eo :* Clément III); X V 3 27 (*Nobis fuit :* Clément III); X I 6 59 (*Si aliquis :* Grégoire IX) : infâmes : VI, *Reg. iuris* 87.

Digitized by Google

et même toute prébende dans l'église que le père a régie, sauf dispense pontificale [20].

Les religieux semblent deux fois inhabiles à recevoir un bénéfice séculier : à cause de leur état et de la règle de spécialité. Cependant, il y eut de bonne heure des moines évêques et les Mendiants devaient au XIII[e] siècle peupler l'épiscopat.

§ 3. — Le lien bénéficial.

La concession verbale ou écrite du bénéfice sera suivie d'une investiture symbolique, puis réelle. Au candidat choisi l'évêque remettra un anneau ou un livre, qui signifie la cure d'âmes ; la mise en possession réelle, *institutio corporalis*, sera faite par l'archidiacre ou le doyen rural : l'Église avait, au XIII[e] siècle, conquis cette fonction temporelle que lui abandonnaient les patrons [1].

ANALOGIE AVEC LES CARACTÈRES DU MARIAGE

Les canonistes comparent au mariage la prise de possession du bénéfice. Huguccio, évoquant la distinction de Gratien : *matrimonium initiatum-matrimonium ratum*, compare l'*electio* à un mariage consensuel et la *confirmatio* à l'union charnelle. Comme l'époux, le bénéficier a contracté un lien unique et indissoluble [2].

Unité. — Non plus qu'un bénéfice ne peut être divisé, il n'est, en principe, permis d'accepter plusieurs bénéfices [3]. La règle, établie dès l'Antiquité, que l'abbé gouverne un seul monastère, l'évêque un seul diocèse, obscurcie à l'époque féodale, fut restaurée par les grégoriens : le *Décret* consigne ces vicissitudes et défend un caractère fondamental que le droit classique devait maintes fois rappeler [4]. Le troisième concile du Latran prononce le retrait des bénéfices surérogatoires et la déchéance du collateur [5]. Au quatrième concile du Latran, Innocent III décide la vacance et l'attribution, dans les trois mois, du bénéfice à charge d'âmes dont le titulaire accepterait une

[20] Exclusion de la succession immédiate au père : X I 17 3 (*Praesentium :* Alexandre III), 4 (*Conquerente :* Alexandre III), 10 (*Quoniam est sacris :* Innocent III), 11 (*Ad exstirpandas :* Innocent III), 13 (*Michaeli :* Clément III), 15 (*Quum decorem :* Innocent III), 16 (*Ad abolendam :* Latran IV). — La succession est permise s'il y a eu un occupant intermédiaire : X I 17 7 (*Ex transmissa :* Innocent III) ou si le père administrait sans titre : *Ibid.*, c. 8 (*Constitutus :* Alexandre III). Dispense : X I 17 9 (*Ex tua :* Innocent III), 14 (*Literas :* Clément III), 17 (*Dilectus :* Honorius III), 18 (*Nimis in tua :* Grégoire IX).

[1] THOMAS, p. 145-148.

[2] « *Spirituale conjugium* » : X I 8 c. 2, 3 et 4. Ces expressions d'Innocent III se rapportent à l'union de l'évêque et de son Église. La comparaison avec le mariage est dans l'esprit de tous ceux qui traitent des bénéfices avec charge d'âmes. Elle est liée, dès l'Antiquité, à la notion même de charge d'âmes chez saint Jérôme comme chez saint Jean Chrysostome.

[3] Ce que l'on appelle cumul, pluralisme, HINSCHIUS, t. III, p. 243. Le problème ne pouvait se poser au temps des ordinations avec titre : il est né avec les ordinations absolues. Cf. F. STEGMÜLLER, *Die neugefundene Pariser Benefizien Disputation des Kard. Hugo von S. Cher*, dans *H.J.* 72, 1953, p. 176-204.

[4] GRATIEN, C. 21 q. 1 et 2. Plusieurs textes au titre *De praebendis* dans les Collections de Décrétales. HINSCHIUS, t. III, p. 243-254.

[5] Latran III, c. 13 = X III 4 3 *(Quia nonnulli)*. Il s'agit des dignités et des églises paroissiales.

Digitized by Google

autre provision [6]. Rappelé à Lyon en 1274, le principe fut étendu par Boniface VIII aux religieux [7]. Les papes d'Avignon le confirmèrent avec persévérance et Jean XXII en fit un véritable règlement [8].

Indissolubilité. — L'indissolubilité théorique du lien signifiait que le bénéficier ne peut se séparer ni être séparé de son bénéfice : immuable et inamovible, il lui est interdit de rompre son mariage par calcul ou caprice, comme aux électeurs ou aux chefs de l'appeler à prendre une autre épouse. La rigueur de l'assimilation au mariage s'était manifestée surtout lors des promotions soit à un siège épiscopal soit au trône pontifical [9].

LES DEVOIRS DU TITULAIRE

Les devoirs du bénéficier sont conçus dans le style analogique des relations domestiques, qu'il s'agisse de la conduite à tenir envers les personnes ou envers les biens.

Résidence exacte. — Pasteur des âmes, l'évêque, le curé est astreint à la résidence [10]. Quel devoir suscita une législation plus abondante? L'instabilité des évêques a été l'une des préoccupations des conciles orientaux, gaulois et germaniques, des papes et des empereurs eux-mêmes [11]. Gratien a dispersé les textes dans son *Décret* [12]. A partir de la *Compilatio I^a^*, les collections de décrétales contiennent un titre *De clericis non residentibus*. Lois et doctrine ont précisé le sens de l'obligation de résider, les excuses et les sanctions [13].

L'assiduité consiste à demeurer au lieu où doit être rempli l'office, en vue de cette exécution personnelle, active, continue. La liste des excuses légitimes fut peu à peu établie : service de l'Église, aide aux communautés voisines, études universitaires, maladie, péril de mort [14]; dans tous ces cas, le bénéficier continue de percevoir les revenus [15]. Ainsi était justifié l'éloignement

[6] Latran IV, c. 29 = X III 5 28 *(De multa providentia)*. Cependant le pape peut accorder dispense *circa sublimes et literatas personas*.

[7] Lyon II, c. 18 = VI I 16 3 *(Ordinarii locorum)*; VI III 4 32 *(Quum singula)*.

[8] *Extrav.* Jo. XXII, III 4 *(Exsecrabilis)*, reproduit dans *Extrav. comm.*, III 2 4.

[9] La translation des évêques rompait leur lien et l'élection pontificale en était une occasion fréquente.

[10] J. LUCZAK, *La résidence des évêques dans la législation canonique avant le concile de Trente*, thèse Fac. de Théol. cathol. de Strasbourg, 1931 (la bibliographie mentionne les études sur la résidence des curés, dont nous nous occuperons au livre IV).

[11] Dès l'Antiquité, les conciles eurent à réprimer la fréquence des déplacements; Justinien prolongea cette attention, et tous les princes chrétiens. On trouvera dans Luczak la référence à tous les textes.

[12] Notamment C. 7 q. 1; C. 23 q. 8.

[13] X III 4 (17 cap.); VI III 3 (C. un).

[14] Service du supérieur : X III 4 14 (*Quum dilectus :* Honorius III); 15 (*Ad audientiam :* Honorius III); maladie, nécessité corporelle, évidente utilité de l'Église : X III 4 13 (*Ex parte tua :* Honorius III); VI III 3 c. un *(Consuetudinem)*; études : X III 4 12 (*Tuae fraternitatis :* Innocent III); X V 5 5 (*Super specula :* Honorius III); les étudiants en théologie gardent pendant 5 ans les revenus de leur bénéfice, bien qu'ils n'y résident point; les maîtres, pendant tout leur professorat : VI I 6 34 (*Quum ex eo :* Boniface VIII). Les papes se préoccupent d'assurer la cure d'âmes, mais en dispensent le titulaire, lui accordant tout le délai d'absence comme toutes les ressources nécessaires pour le cycle des études qui aboutit à honorer l'Église dans la personne de ses clercs lettrés.

[15] Les décrétales relatives aux excuses ont pour objet direct la reconnaissance de ce droit.

Digitized by Google

pour service du pape ou du prince; l'absent qui ne peut invoquer aucune de ces causes sera sommé au bout d'un délai raisonnable. S'il ne se justifie, la suspense et l'excommunication, la privation des fruits, puis de la substance de son bénéfice, enfin de son office même puniront son mépris de la maxime fondamentale : *beneficium propter officium* [16].

Administration correcte. — Le bénéfice est la dot de la fonction et non du bénéficier qui n'a aucun droit de propriété ni même la liberté d'un usufruitier de droit commun. Sa désignation légale lui confère un droit personnel à la délivrance, qu'Innocent IV tient pour *jus ad rem*, et sa prise de possession, un droit à la perception des fruits, que Guillaume Durand appelle *jus in re* [17]. Droit réel d'une nature particulière, puisqu'il ne confère que gouvernement et administration [18].

La plus exacte des comparaisons est celle que fournit la tutelle. Comme le tuteur, le bénéficier prête serment, fait inventaire. Il représente son pupille dans les contrats et en justice et peut obtenir pour lui la *restitutio in integrum*. Chaque année, il rend compte à l'évêque et sa propre fortune répond de ses erreurs [19].

LES HONNÊTES ACCOMMODEMENTS

Comme le statut du bénéfice, le statut du bénéficier se plie à des nécessités ou à des convenances. Il y a des transferts opportuns et des renonciations licites [20].

Transferts opportuns. — Le droit classique a réglementé les translations. Celles des évêques, devenues causes majeures, sont à la discrétion du Saint-Siège qui, jusqu'au XII[e] siècle, se montra plutôt réticent. Celles des bénéfices mineurs, l'évêque ne peut les opérer qu'à condition de donner au pasteur déplacé une large compensation [21].

Les échanges volontaires éveillaient chez Alexandre III un soupçon de simonie [22]. Ils sont prohibés, sous la peine de privation de bénéfice, à moins que ne soient réunies les trois conditions de juste cause (mauvaise santé du clergé, hostilité du peuple), autorisation du supérieur compétent, exclusion de manœuvres dolosives [23].

[16] X III 4 c. 2 et 6; X III 5 30. La progression des mesures est bien marquée dans X III 4 11 (*Ex tuae devotionis:* Innocent III): citation, délai de grâce, suspense, excommunication, exclusion *(remotio)*.

[17] Cette conception juridique est clairement exposée par GALANTE, p. 162-165 (avec bibliogr.).

[18] Et non point la propriété. Voyez, G. GROSS, *Das Recht an der Pfründe*, Graz, 1887, contient les textes qui expliquent cette distinction fondamentale du droit au bénéfice et du droit acquis sur le bénéfice.

[19] La comparaison avec la tutelle est classique et, en somme, justifiée.

[20] HINSCHIUS, t. III, p. 264-304. Nous montrerons dans les pages suivantes la souplesse légale du droit classique et non les infractions.

[21] X III 19 5 (*Quaesitum est :* Alexandre III): *Si autem episcopus causam inspexerit necessariam, licite poterit de uno loco ad alium transferre personas, ut quae uni loco minus sunt utiles, alibi se valeant utilius exercere.*

[22] *Ibid.: quae circa spiritualia... labem semper continet simoniae.*

[23] X III 19 5 et 7; VI III 10 c. un; *Clem.* III 5 c. un.

Digitized by Google

Renonciations licites. — De pareilles exigences sont posées pour la validité des renonciations [24]. Aucun sujet n'importe davantage à la continuité du gouvernement ecclésiastique. Les renonçants appartiennent, en effet, à trois catégories : évêques ou recteurs qui songent à se retirer en temps inopportun ou que l'on contraint de démissionner comme importuns (pour incapacité physique ou morale) ou qui négocient leur retraite en choisissant un successeur. Dans tous ces cas, le statut bénéficial subit une exception, pour le mal ou pour le plus grand bien de l'Église.

Gratien, ayant rassemblé les textes anciens qui déterminent les justes causes, en a fait la théorie dans ses *dicta*. Le principe général de la nécessité ou utilité de l'Église [25] se vérifie en cas de maladie incurable, d'hostilité unanime du peuple, de vocation religieuse [26]. Une décrétale d'Innocent III énumère six causes, mêlant volontaire et involontaire [27]. En somme, les décrétales et leurs commentateurs ne firent que confirmer le *Décret*, insistant sur la délibération libre du renonçant et sur les formes de sa signification [28].

Thème dominant du *Décret :* l'acceptation du supérieur est nécessaire : le pape pour les évêques, l'évêque pour les clercs; le métropolitain sauf réserve (et non le patron) [29]. Ils agiront selon l'intérêt de l'Église : Alexandre III refusa la renonciation d'Eskil de Lund, et Innocent III celle de Gilbert de Rochester [30].

Le renonçant peut-il choisir son successeur? Gratien oppose la constitution ecclésiastique : toute désignation est réservée à Dieu selon des formes bien établies [31]. Cependant, le pluralisme incitait les évêques à disposer de leurs bénéfices en faveur des membres de leur famille. Innocent IV dut interdire cette pratique à Guillaume de Winchester [32]; la sévérité de Boniface VIII sur ce point rend vraisemblable l'attribution qui lui est faite de la règle *de infirmis*, qui annule la *renonciatio in favorem* consentie dans les vingt jours antérieurs à la mort du renonçant [33].

La démission est imposée aux évêques indignes. Innocent III exerça maintes fois cette rigueur dont il établit le principe dans une décrétale : le criminel doit être évincé [34]. Honorius III traite aussi durement l'ignare, auquel Hostiensis assimile tous les négligents [35]. Mais, tandis qu'ils se montraient sévères pour les coupables et les irréguliers, les papes et les évêques ont supporté l'inaptitude physique avec une fermeté qui exposait diocèses et

[24] P. G. CARON, *La rinuncia all'ufficio ecclesiastico nella storia del diritto canonico...*, Milan, 1946. (L'âge classique est étudié p. 131-272.) F. GILLMANN, *Die Resignation der Benefizien*, 1901.

[25] *Ante* c. 19 et 34 C. 7 q. 1.

[26] *Dicta ante* c. 17, c. 45, c. 49 C. 7 q. 1.

[27] X I 9 10 *(Nisi cum pridem)*.

[28] CARON, *op. cit.*, p. 133, 173 et 210.

[29] *Ibid.*, p. 146-149; 184-185. X I 7 2; I 9 c. 4, 10, 15.

[30] CARON, *op. cit.*, p. 147, 194.

[31] GILLMANN, *op. cit.*, p. 139, 163.

[32] *Regesta* (Berger), n. 217.

[33] CARON, *op. cit.*, p. 227.

[34] X V 31 10 (*Ex literis :* Innocent III).

[35] X I 14 15 *(Quamvis multa)*. — HOSTIENSIS, sous le titre *De renunciatione.*

Digitized by Google

paroisses aux risques de la gérontocratie [36]. Non seulement ils n'imposent presque jamais aux vieillards et aux infirmes une démission honorable (qui serait si profitable à l'Église) [37], mais ils refusent leur retraite, se bornant à leur donner un coadjuteur (trop souvent réduit en demi-servitude) [38], ou bien ils sollicitent leur départ spontané avec des scrupules pleins de délicatesse [39].

Par la renonciation, le bénéfice est vacant sans retour et malgré les fréquents regrets du renonçant [40]. Si l'évêque renonce *loco tantum*, il gardera l'exercice des pouvoirs d'ordre et les titres honorifiques; *loco simul et dignitati*, il ne conférera que les ordres mineurs [41]. Sauf les cas de renonciation pour faute ou de passage au cloître, le renonçant garde son aptitude à postuler tout bénéfice, y compris celui qu'il a quitté [42].

Le plus grand souci des renonçants, le plus grave obstacle aux renonciations est d'ordre économique, on pourrait même dire alimentaire. Depuis Alexandre III, les papes prirent les précautions nécessaires en attribuant prébendes ou pensions pour l'entretien des démissionnaires [43]. Enfin, le bénéficier peut abandonner son titre sans compensation ou par échange ou par transfert : l'Église, longtemps opposée à ces opérations, mit des bornes juridiques à l'arbitraire capricieux ou cupide et fit tourner au profit de la hiérarchie un mouvement qui menaçait sa stabilité.

CONCLUSION

Tel se présentait dans sa pureté le système bénéficial. Il assurait la dignité du spirituel en lui asservissant le temporel. Ses maximes sévères se tempéraient avec humanité. Son harmonie satisfaisait pleinement la religion et la raison.

La perfection, toute théorique, est dans le rapport des termes : office et bénéfice; mais chacun de ces termes appelle, à son tour, des règles de juste proportion, dont il nous faut reconnaître les difficultés et les solutions.

SECTION III. — SENTIMENT DE L'ORDRE : LA MESURE DES VALEURS.

La masse des offices et des bénéfices met un personnel très nombreux et une fortune immense au service d'une Église quasiment souveraine. Mais l'adaptation et l'autonomie n'ont point résolu le problème de la proportion des forces. Toute puissance expose son détenteur à des ambitions sans limite, qui rencontrent des résistances farouches et que la sagesse incline à modérer. L'Église médiévale ne pouvait échapper à certaines tentations, à des oppositions, à des concessions, que nous allons successivement découvrir.

[36] Problème de grand intérêt sociologique en tous les temps.
[37] Rares exemples, dans les *Regesta*. Ainsi Innocent IV n. 2690, 5543, 5958.
[38] C. 7 q. 1 c. 17; X III 6 1, 3, 5.
[39] Ex: Innocent IV, n. 2312.
[40] Latran IV, c. 28 = X I 9 12 *(Quidam cedendi)*.
[41] X I 13 1 *(Requisivit :* Alexandre III).
[42] Caron, p. 186 et suiv.
[43] *Ibid.*, p. 202.

Digitized by Google

§ 1. — La triple tentation.

LOGIQUE DE LA PUISSANCE

Dieu n'a point mis de bornes à ses dons : la grâce qui alimente le trésor spirituel de l'Église est infinie. On peut logiquement admettre que soit infinie la puissance de ses administrateurs consacrés. La tentation de prépotence est violente pour tous les chefs, à quelque degré de l'échelle qu'ils soient installés; plus violente chez l'ancien serf devenu maître spirituel de son village; la tentation de l'opulence menace surtout les prélats; la tentation d'éblouir, tous ces représentants de Dieu.

Un gouvernement qui s'exerce sur les âmes et dispose des clés de l'autre monde, comment ne serait-il pas enclin à exploiter sans limite les trois éléments de la puissance? Le chef suprême était sollicité par son titre même de céder à cette tentation. Elle était aussi pressante pour des doctrinaires soucieux de déductions abstraites, de magnificence ecclésiale, parfois du salut universel, éventuellement de générosités curiales.

Puisque tous les actes humains traduisent des tendances, créent des états qui affectent directement ou par incidence le salut, où est la limite du commandement, de la justice, de la police que Dieu confie au sacerdoce? Sans doute le jugement et la direction des conduites appartiennent au for interne. Mais la tentation constante du for externe est d'ajuster son action à celle du confesseur, de saisir par les dehors les secrets de la pénitence, d'ordonner, de juger, de contraindre pour le bien et selon l'intérêt du fidèle et de l'Église [1].

Imagine-t-on, en pure logique, une barrière à l'enrichissement de l'Église? Jamais elle ne procure trop de bienfaits célestes : l'érection des temples, le service des autels, les charges du ministère, absorberaient en les transfigurant, tous les biens de ce monde. Jamais elle ne soulagera toutes les misères : les aumônes laisseront gémir des affamés. Jamais elle ne délivrera l'homme de toute son avarice. Dieu, le prochain, la personne réclament un dépouillement héroïque. Pour encourager cette disposition peu commune, le droit canon favorise le transfert de toutes les richesses aux mains de l'Église. Il excite la libéralité, il exige des abandons, il interdit les reprises. Une application tranquille des principes aurait en peu de siècles dépossédé les laïcs [2].

Quels honneurs eussent paru excessifs pour reconnaître la supériorité des pasteurs investis d'une mission surnaturelle? L'autorité, la fortune invitaient à traduire en marques de prestiges innombrables le juste sentiment d'un corps angélique et princier [3]. La Papauté eut moins d'occasions d'exalter les prestiges. Ils étaient ordinairement tenus pour l'ornement du spirituel et pour la marque des distinctions sans lesquelles l'ordre eût été invisible

[1] C'est l'esprit et la manière de tout gouvernement.

[2] Péril de la mainmorte, qui hante tous les États chrétiens.

[3] Il arrivait aux canonistes de comparer les clercs aux anges : l'hommage qu'on leur rendait, finalement s'adressait à Dieu qu'ils représentent sur la terre.

Digitized by Google

aux foules [4]. Tout concourait à les accréditer, à les multiplier : l'ampleur des cathédrales, l'émulation des cours séculières, le goût croissant des différences.

PRÉTENTIONS PONTIFICALES

Cette logique, les papes en percevaient mieux que personne la force et les avantages. Ils l'appliquaient à toute l'Église avant d'en tirer pour eux-mêmes les conclusions éblouissantes. Leurs décrétales justifiaient l'autorité suprême, la richesse immense, les prestiges éclatants du Sacerdoce. Il leur arrivait de proclamer l'absorption du temporel dans le Spirituel [5].

THÉORIES INTÉGRISTES

Des théologiens démontraient le nécessité de toutes ces conclusions : la science appuyait la juridiction pour établir que toute autorité vient de Dieu par ses ministres, que toute propriété appartient à Dieu, sous administration ecclésiastique, enfin qu'aucun terme ne peut exprimer, aucun costume décorer, aucune préséance reconnaître la majesté de Dieu dans ses liturges.

§ 2. — Les oppositions permanentes.

A ces prétentions naturelles, politiques ou religieuses, la contradiction venait de la nature humaine, des princes séculiers, d'esprits profondément religieux.

LA NATURE HUMAINE

La nature des fidèles — nobles, bourgeois ou paysans — résiste à tant de soumissions coûteuses. Jamais la domination du clergé ne fut agréable ni même acceptable aux laïcs, encore moins celle des séculiers aux réguliers [1]. Jamais le bourgeois dont l'ambition est de thésauriser, le paysan jaloux de son lopin de terre et de son maigre avoir n'a dépouillé son corps au profit de son âme [2]. Jamais l'excès de faste n'a suscité la dévotion [3].

LES ÉTATS SÉCULIERS

Trop de motifs incitaient les pouvoirs séculiers à entretenir ces sentiments de réserve ou d'hostilité. Les prestiges du haut clergé leur portaient quelque ombrage. Ils enviaient la richesse des églises et des monastères. Enfin, ils supportaient mal la dépossession de leurs justices et de leur fisc [4].

[4] HINSCHIUS, t. III, p. 199. *...ut debitum per omnia honorem atque obsequii reverentiam preminenti sibi unusquisque dependat.* Dist. 23 c. 6 (Tol. XI, c. 10).

[5] La bulle *Unam sanctam*, que l'on tient pour le manifeste de cette doctrine absolue, ne fait que rassembler des propositions courantes au XIII[e] siècle.

[1] *Clericis laicos infestos tradit antiquitas :* la maxime est bien antérieure à Boniface VIII. Quant aux réguliers, nous consacrerons une section à leurs différends avec les clercs (L. VI, ch. 2).

[2] La propriété des églises et surtout celle des monastères excite la convoitise des grands et du peuple : d'où une tension sourde et constante, des spoliations bruyantes et sporadiques. Certaines reprises de legs pieux semblent un indice des repentirs humains de libéralités contraintes.

[3] Prix trop élevé pour le spectacle : d'où la colère des « payants » et le scandale des pauvres.

[4] Tous les princes y compris les plus chrétiens, faisaient barrage à la poussée de l'Église. Le fait vient d'être illustré pour saint Louis, par L. BUISSON. (Cité p. 538 n. 1.)

Digitized by Google

LES ÉVANGÉLISTES Dans son propre sein, l'Église rencontrait les plus cuisantes blessures à ses vanités officielles. Pour beaucoup de réformateurs, le temporel ruine le spirituel et leur rêve est de le réduire au point de l'éliminer[5]. A l'idéal de l'équilibre se substitue l'idéal de la spiritualité exclusive. Autorité des Écritures plutot que de la hiérarchie, pauvreté absolue, renoncement aux prestiges : tel est le programme des évangélistes. Ils rêvent d'un retour à la vie apostolique, sans le poids des bénéfices, l'autonomie constitutionnelle, l'éclat des privilèges : l'Église ne doit point être une puissance économique, politique, sociale, mais une fraternité de chrétiens détachés du monde. Cette conception de la réforme canoniale et monastique[6], ecclésiale et laïque mettait en péril l'édifice laborieusement édifié pendant des siècles d'ascension temporelle.

§ 3. — Dispositions romaines à l'harmonie.

Entre ces deux extrémités de l'absorption du temporel ou du renoncement total, la Papauté sut découvrir la voie moyenne. Avec les princes comme avec les clercs, elle chercha des compromis : renonciation au temporel, réduction des privilèges dans l'État, bon usage des éléments de la puissance.

RENONCIATION AU PUR TEMPOREL Un pape audacieux, Pascal II, avait promis à l'empereur l'abandon par les évêques allemands de tous les *regalia*. L'épiscopat ne partageant pas cette vocation ascétique, le projet pontifical demeura vain[1]. Cependant, une position était prise, que justifiait partiellement la tradition évangéliste. Peu d'années plus tard, Gratien devait renouveler cette dichotomie : que les évêques, se contentant de dîmes et prémices, renoncent aux domaines et aux seigneuries, et ils seront libres, proclame un *dictum* visiblement inspiré de l'esprit et de la terminologie de la promesse pascaline[8]. Les évêques n'entendirent point

[5] Cette aspiration au détachement a été bien définie notamment par Benz, par le P. Chenu.

[6] Dom Jean LECLERCQ, *La crise du monachisme aux XI^e et au XII^e siècles*, in *Boll. dell' Ist. St. ital.*, 1958, p. 19-41. Nous retrouverons au livre V ce grand souffle des réformateurs de la vie religieuse, qui ébranle les structures anciennes et qui renouvelle l'esprit : protestations contre les excès de l'autorité, de la richesse et des prestiges. De Guigues le Chartreux à saint Bernard, à François d'Assise, aux critiques du XIV^e siècle, ce souffle traverse tout l'âge classique. Le mouvement canonial, dont le juriste serait tenté d'exagérer les formes et les aspérités, exprime, lui aussi, un désir d'élévation spirituelle, comme le montre Ch. Dereine.

[1] Le 4 février 111, Pierleoni proposait à Henri V, au nom de Pascal II, l'abandon par l'Église germanique de tous les *regalia :* elle ne garderait que son patrimoine et les oblations. Le texte de ce privilège (Paschalis II *privilegium primae conventionis*, dans *M.G.H., Constit. imper.*, I, 141) s'ouvre par un préambule de renonciation, qui procurera la liberté du spirituel, spécialement l'abolition des investitures. On sait comment le refus de l'épiscopat contraignit le pape à revenir sur son dessein grandiose, et la pression impériale, à confirmer le régime des investitures, qui devait, malgré sa condamnation ultérieure, laisser des traces profondes.

[8] Post c. 20 C. 23 q. 8 : certains évêques, vivant de dîmes et prémices, se libèrent des puissances du Siècle. *Porro alii... predia, villas et castella et civitates possident, ex quibus Caesari debent tributa, nisi imperiali benignitate immunitatem promeruerint ab hujusmodi. Quibus a Domino dicitur : « Reddite que sunt Cesaris Cesari et que sunt Dei Deo. » Quibus idem Apostolus : Reddite omnibus debita, cui tributum, tributum; cui vectigal, vectigal.*

Digitized by Google

davantage cette suggestion bienveillante, que l'on peut supposer d'inspiration romaine [3].

MODÉRATION DES PRIVILÈGES

Elle ne sera plus énoncée de haut, mais les papes sauront faire aux princes les concessions légales que le clergé local refuse ou accepte seulement sous la contrainte. En aucun point, ils n'ont montré plus de prudence, d'intelligence des opportunités, qu'au chapitre des privilèges [4]. Exclusion des faux clercs, interprétation bénigne des faveurs, soumissions éventuelles au droit commun, les papes, à l'apogée de leur puissance, ont su réprimer, au moins par des textes, certains excès dangereux.

Dans la détermination des justiciables, ils firent des coupes sombres pour défendre l'honneur de l'Église. Par myriades, les tonsurés se répandaient dans le monde, menant la vie des laïcs et, par douzaines, les criminels se faisaient tonsurer. L'official acceptait ces accroissements de sa clientèle et les écoles retentissaient des droits de la tonsure. Au-dessus de ces intérêts locaux, la Papauté considérait l'honneur de l'Église universelle [5]. En 1274, le deuxième concile de Lyon exclut les bigames et la Glose range sous cette dénomination ceux qui s'unissent à une femme défloréе [6]. La réaction de Boniface VIII fut plus vive, comme on peut s'y attendre, en vue d'une modération. Un clerc marié, même monogame, n'est garanti, et seulement au criminel, que s'il porte tonsure et habit [7]. Un clerc goliard, bouffon perd son privilège après triple monition ou, de plein droit, par un an d'exercice de son ignominieuse profession [8]. Le concile de Vienne ajouta aux passibles de triple monition les bouchers et tavernierş [9]. Peu à peu s'élaborait la notion générale du *clerc vivant cléricalement* et qui, seul, pouvait invoquer les privilèges. Tonsure, habit, service le distinguaient. Lui seul obtenait dispense des charges publiques : service militaire, corvées, impôts extraordinaires.

[3] Sans adopter toutes les vues, si ingénieuses, du P. Peitz, nous sommes portés à tenir pour très forte l'inspiration romaine du *Décret*. Le *dictum* de Gratien ne devait, par la suite, être invoqué par les canonistes : on en trouve l'écho chez les publicistes, comme Jean de Paris. Il serait profitable d'en suivre toute la fortune.

[4] Ce mot, qui nous fait penser à la puissance de l'auteur, signifie aussi, nous venons de le voir chez Pascal II, le renoncement partiel à un droit commun trop favorable (en apparence) à l'Église.

[5] L'ouvrage, aujourd'hui classique, de mon maître Robert GÉNESTAL sur *Le « privilegium fori »* me donna l'occasion de développer ce thème de la vision d'un chef placé sur les hauteurs et qui ne peut être la vision de l'évêque ou de l'official d'un diocèse ou d'un docteur calfeutré dans son studio souterrain. *Journal des Savants*, 1922 (2 articles).

[6] VI I 12 1 *(Altercationis)*. Comme la bigamie successive, la bigamie interprétative qu'ajoute la glose, prive *ipso facto* du privilège clérical et exclut, sous peine d'un anathème, le port de la tonsure et de l'habit. Ce texte dirime une longue controverse exposée par GÉNESTAL, p. 62-68. Le pape Grégoire X, à Lyon, répondait au vœu des pouvoirs publics — rois et seigneurs — contre la coutume gallicane, qui résista et finit par s'effacer.

[7] VI III 2 c. un *(Clerici)* : au civil, le clerc perd son privilège dès l'instant de son mariage; au criminel, il le garde, s'il porte tonsure et habit. Il y eut résistance chez les canonistes et dans les officialités.

[8] VI III I 1 *(Clerici)*. Ces tonsurés chanteurs et acrobates qui, escortés de jongleresses, s'exhibaient en tenue sommaire et paraissaient jusque dans les églises, déshonoraient le clergé. Les conciles locaux les avaient dénoncés. Boniface les exclut du clergé.

[9] *Clem.* III I 1 *(Diocesanis)*.

Digitized by Google

Ainsi était enrayée la propension à « cléricaliser » le peuple chrétien [10]. La conception qui l'emportait contre une pratique relâchée, rendait au clerc justification des privilèges. Encore convenait-il de les réduire à de justes proportions.

La protection des clercs contre les violences avait pour objet de réprimer le mépris du sacré : elle servit de prétexte à trop de tonsurés qui recevaient des coups irréprochables. De nombreuses décrétales rebutent ces gémissants. Elles aboutissent à l'interprétation limitative du *privilegium canonis:* désormais, il ménage, autant que la dignité du clerc, la liberté des joyeuses bourrades, les verges du maître d'école ou du supérieur hiérarchique, la légitime défense; mauvais joueurs, élèves indisciplinés, agresseurs corrigés sont déboutés s'ils invoquent leur tonsure pour obtenir réparation [11].

Comme le privilège d'asile exposait l'Église à devenir un repaire de bandits, elle renonça de bonne grâce à ses plus dangereux clients : le brigand notoire, l'auteur du crime commis en lieu sacré; le juif apostat, l'hérétique, l'excommunié, dans certains diocèses, le débiteur insolvable [12]. La procédure d'extraction demeure indécise en doctrine et en pratique. Le scrupule de l'Église s'explique par l'apparence d'une collaboration à la peine de mort ou de mutilation dont le juge laïc frapperait les criminels : au cours du XIII[e] siècle, ce scrupule s'apaisa, par la considération du caractère indirect de la participation, puis par la déclaration expresse de non-participation, enfin par la contamination de l'usage profane à partir du moment où les seigneurs ecclésiastiques exercèrent le *jus gladii*, sans encourir d'irrégularités [13]. Boniface VIII justifia ces prudents abandons [14].

Toute diminution des immunités réelles menaçait l'assiette de la puissance temporelle. Pourtant, le souci de l'Église fut de trouver avec les États un accommodement. Ici encore le principal modérateur fut Boniface VIII. Pour réparer l'effet des violences verbales d'une décrétale sans nouveauté foncière, il reconnaît au roi Philippe le droit d'exiger des subsides sans consentement pontifical au cas de nécessité, dont il serait juge [15]. Le conflit qui se terminait par cette retraite ne fut qu'un épisode, dont le *Corpus* garde la trace sans retenir de Boniface ni ses verdeurs ni ses repentirs.

La pensée politique des canonistes se portait sur un plan tout autre que leur pensée théologique. Si la logique pure exigeait la liberté complète des biens sacrés, si la tendance à sacraliser englobait tous les biens ecclésiastiques, la pratique imposait l'évidence de la communauté d'intérêt de l'Église et de

[10] Les décrétales que nous venons d'énumérer attestent cet abus de tonsure, que des docteurs formalistes et des officiaux intéressés favorisaient. Sans la réaction des papes, soutenue par les rois, la Chrétienté eût été surpeuplée de clercs.

[11] Le titre *De sententia excommunicationis* contient une série de décrétales qui prévoient ces exceptions au *privilegium canonis*. X V 39 c. 1 *(Super eo)*; c. 3 *(Si vero)*; c. 10 *(Ex tenore)* : Alexandre III ouvre la liste des coups licites, qui sont, peut-être, les plus nombreux.

[12] X III 49 6 (*Inter alia :* Innocent III) et 10 (*Immunitatem :* Grégoire IX). Voyez P. TIMBAL, *op. cit.*, p. 210-225.

[13] Cette casuistique sera le sujet d'un article dans la *Revue de science criminelle*. Sur l'évolution du concept de *lenitas*, voyez TIMBAL, p. 221-223.

[14] VI III 24 3 *(Episcopus)*.

[15] *Reg. Bonifacii*, n. 2333, 2355 et 2354.

Digitized by Google

l'État, de la nécessité d'une contribution importante, que devait supporter le plus riche propriétaire de tous les royaumes [16]. Dès lors, l'immunité réelle devait consister dans la liberté juridique de l'octroi et de la levée des subsides [17].

Les causes de la limitation canonique des privilèges apparaissent dans l'histoire générale de l'âge classique. Il ne s'agit pas encore d'une véritable défaite après une offensive laïque. Les pouvoirs séculiers présentent parfois des requêtes, non sans violence. Mais la Papauté elle-même a conscience des intérêts de l'Église. L'exclusion des faux clercs a pour objet de sauvegarder l'honneur des véritables, dont la hiérarchie locale n'a point toujours parfait entendement. Les restrictions de l'asile évitent aux lieux saints la souillure et le tracas; les contributions aux dépenses de l'État sont consenties pour ce que l'on conçoit comme bien commun. Plutôt que d'une réduction forcée des privilèges, il est donc juste de parler d'une modération justifiée par la volonté de concilier spirituel et temporel.

La pointe extrême de l'abandon des privilèges fut la livraison du clerc criminel au bras séculier [18]. A vrai dire, ce n'était plus un clerc que l'on livrait, puisque la dégradation avait supprimé l'exercice des pouvoirs d'ordre : mais cette collaboration au châtiment par main laïque d'un chrétien qui avait reçu les ordres sacrés, tranquillement admise par l'Église et l'évêque dans le *Décret* de Gratien, n'était pas sans troubler la conscience des docteurs. Alexandre III, nous l'avons vu, interdit la livraison. Réaction trop brutale : déjà Hugguccio fit exception pour l'incorrigible et l'on ajouta bientôt l'hérésie, le faux en lettres apostoliques, l'homicide de guet-apens. Guillaume Durand précise que la dégradation a pour objet la dépossession du privilège et Boniface VIII consacre son enseignement [19]. La liste des cas sera, au XIV^e^ siècle, allongée par des conciles locaux et les gens du roi en vinrent à réclamer la déchéance solennelle ou même automatique du clerc coupable de lèse-majesté. En fait, le seul cas d'application pratique était l'hérésie.

FREINS INTÉRIEURS Dans son propre gouvernement, l'Église a imposé des freins à chaque élément de la puissance. Elle cherche remède à la prépotence, à la cupidité, à la vanité des clercs, singulièrement des chefs. Loin d'encourager toutes les extensions de l'autorité, elle a réprimé, nous le verrons, les entreprises de chacun des membres de la hiérarchie pour accroître excessivement ses compétences et trop exercer les censures. Elle a défini les sources légitimes de la richesse et fixé des tarifs équitables. Aux signes du prestige, elle impose des limites et elle réprime les allures mondaines.

[16] Cette immense fortune, qui croissait continument, eût ruiné le fisc si le privilège d'immunité l'avait entièrement couverte.

[17] Les principes étaient saufs si l'impôt prenait le nom de don gratuit et si les fonctionnaires publics étaient exclus des opérations.

[18] Sujet du second tome de R. GÉNESTAL, *Le privilegium fori en France du Décret de Gratien à la fin du XIV^e^ siècle*, Paris, 1924.

[19] VI V 9 2 *(Degradatio)*. Formule de la dégradation : *Auctoritate Dei omnipotentis, Patris et filii Spiritus Sancti, ac nostra, tibi auferimus habitum clericalem, et deponimus, degradamus, spoliamus et exuimus te omni ordine, beneficio et privilegio clericali.*

Digitized by Google

CONCLUSION. — ÉBRANLEMENTS ET FERMETÉ DES ÉLÉMENTS DE LA PUISSANCE ECCLÉSIASTIQUE.

Pendant l'âge classique, l'Église est la première puissance de la Chrétienté. Nulle autre ne l'égale en autorité, en richesse, en prestige; nulle autre n'a défini son idéal avec tant de logique, d'indépendance et de sagesse. Les justifications de cette double supériorité sont flagrantes : fondation divine, dont les clercs sont ministres privilégiés et fastueux liturges; seule puissance universelle, qui rassemble tous les peuples de l'Occident, sous un unique chef; légataire de tous les fidèles et comblée par les grands. Ce qui préserve cet État, sans armée ni charte, du désordre intérieur, de la spoliation des princes, de l'arbitraire du souverain, c'est une conception du pouvoir tirée des Écritures qui assignent à chacun son rang, au sacré son domaine, aux pasteurs des règles de gouvernement.

Autonomie, adaptation, mesure : nous avons cherché dans les lois et les doctrines l'idéal classique. Nous avons mis l'accent sur les facultés qu'il exerce et que les textes révèlent : un tact sans cesse appliqué aux compromis nécessaires; une juste entente des rapports du temporel au spirituel; un attachement résolu à l'indépendance. Sans doute la passion de l'indépendance conduit-elle à formuler des maximes de prédominance; les faux calculs ont-ils vicié dès le principe la répartition des biens; la modération s'arrête parfois au point où la force est épuisée. Nous constatons ces évidences ou ces vraisemblances d'un système que nous évitons de juger.

Nous avons présenté comme un bloc chacun des éléments de la puissance et chacune des lois de l'équilibre. Dans toute la Chrétienté, spirituel et temporel revêtent des formes et répondent à un idéal identique, partout les mêmes lois tempèrent leurs rapports. Partout aussi, leur distribution s'opère selon les mêmes règles, du haut en bas de la hiérarchie et à chaque échelon : ce qu'il nous faut maintenant considérer, dans une étude du gouvernement central et des gouvernements locaux.

Digitized by Google

LIVRE III

ROME CAPITALE

L'événement majeur de l'âge classique fut la centralisation romaine. Cette unité législative, administrative, que n'avait pu imposer Grégoire VII, se réalise presque insensiblement d'Alexandre III à Jean XXII. Soixante-quinze années d'apparent repli, de renoncement partiel aux rigueurs et à l'exclusivisme grégoriens ont préludé entre 1083 et 1159, à la floraison des décrétales, à la formation du *Corpus*, à l'établissement de la souveraineté pontificale.

Désormais, les pouvoirs se concentrent dans la ville où réside la Cour; le pape en est le suprême détenteur; les organes d'une monarchie universelle se constituent : ces trois phénomènes concomitants, que nous devons étudier, feront de Rome, puis d'Avignon, la capitale spirituelle et canonique de l'Occident [1].

[1] De 1100 à 1378, les papes n'ont résidé que 82 ans à Rome. Y. RENOUARD, *La Papauté à Avignon*, 1954, p. 29. Tel pape, comme Martin IV, se porta de Viterbe à Orvieto, à Montefiascone, à Pérouse (où il mourut). Rome restait capitale, et c'est comme évêque de Rome que le pape régnait dans ses changeantes résidences, perpétuant le prestige de la Ville, qui subsistait chez les hommes du Moyen Age. A. GRAF, *Roma nella memoria e nelle immaginazioni del Medio Evo*, Turin, 1923. Nous aurons souvent recours à G. MOLLAT, *Les papes d'Avignon*, 9e édit., Paris, 1950. Voyez aussi B. GUILLEMAIN, *Punti di vista sul Papato avignonese*, dans *Archivio st. italiano*, t. III, 1953, p. 1181-1206. Nous utiliserons souvent la forte thèse du même auteur, *La cour pontificale d'Avignon (1309-1376). Étude d'une société*, Paris, 1962.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE PREMIER

LA CONCENTRATION DES POUVOIRS

De ce royaume, le pape est le chef incontesté. Son pouvoir s'exerce en tous les diocèses. Progressivement, il étend ses compétences exclusives, jusqu'aux bornes que lui posent des principes contraires à la tyrannie. Après une présentation de ce pontife souverain, nous considérerons l'épanouissement de ses droits, enfin les limites posées à sa puissance.

SECTION I. — LE SOUVERAIN PONTIFE.

Le pape est évêque de Rome [1]. Métropolitain, sa province, très vaste dans l'Antiquité, s'étend au XIII[e] siècle entre Capoue et Pise [2]. Primat d'Italie et des îles voisines, il est le seul patriarche de l'Occident [3]. Tous ces titres pâlissent devant le Souverain Pontificat, qui s'est imposé progressivement à la Chrétienté occidentale [4] et qui est solennellement affirmé, pour justifier des décisions ou surmonter des oppositions, pendant tout l'âge classique.

[1] Le diocèse couvre un cercle de quarante milles de rayon autour de Rome. Occasionnellement, depuis Innocent III, un vicaire est nommé pour l'administration de la ville, mais la première nomination stable est de 1341. HINSCHIUS, t. I, p. 486.

[2] X I 28 5 (Innocent III) : la juridiction du vicaire ne s'étend qu'exceptionnellement hors de la ville *praesertim quum ipse [Papa] moratur in sua provincia, speciali, videlicet inter Capuanam provinciam et Pisanam.*

[3] X V 33 23 (Latran IV, c. 5). HINSCHIUS, t. I, p. 552-560.

[4] Sur les idées que l'on se fait présentement de cette progression, voyez R. FOLZ, *La Papauté médiévale vue par quelques-uns de ses historiens récents*, dans *R.H.*, 1957, p. 32-63. Tableau du premier millénaire dans W. ULLMANN, *The growth of papal Government in the Middle Ages*, Londres, 1955. Pour l'âge classique : l'ouvrage, toujours passionnant et parfois passionné, du protestant libéral J. HALLER, *Das Papsttum. Idee und Wirlichkeit*, 2[e] édit., Stuttgart, 1950-53 ; *Papsttum und Kirchenreform*, t. III à V ; le volume du catholique F. X. SEPPELT, *Geschichte des Papsttums*, t. IV, 1941 (à partir de Boniface VIII) ; W. ULLMANN, *Medieval papalism*, Londres, 1949.

Parmi les ouvrages un peu plus anciens, on pourra encore consulter G. KRÜGER, *Das Papsttum. Seine Idee und ihre Träger*, 2[e] éd., Tübingen, 1932 ; E. JORDAN, *La Papauté et le gouvernement de l'Église de 1048 à 1447*, Paris, 1933 ; J. HOLLNSTEINER, *Rechtshistorische Studien zum Problem des Primates*, dans *Jahrbuch der osterr. Leo-Gesellschaft*, 1933, p. 87-127 ; F. J. MADOZ, *El primado romano*, Madrid, 1936. Parmi les travaux récents : N. OTTOKAR, *Il Papato nel medio evo*, Florence, 1954 ; F. KEMPF, *Die päpstliche Gewalt in der Mittelalterliche Welt*, dans *Saggi storici intorno al Papato*, Univ. grégorienne, 1959, p. 117-169, et le compte rendu critique de Barion, dans *Z.S.S.*, *K.A.* 1960, p. 484-501. F. HEILER, *Altkirchliche Autonomie und päpstlicher Zentralismus* (Munich, 1941) offre une vaste synthèse, dont une petite partie concerne l'âge classique.

On trouvera aussi quelques indications dans T. G. JALLAND, *The Church and the Papacy*, Londres, 1944 (au ch. VI pour l'âge classique). L'idée que se faisaient les papes de leur puissance est analysée notamment par M. PACAUT, *L'autorité pontificale selon Innocent IV*, dans *Moyen Age*, t. 66, 1960, p. 85-119.

Chaque pontificat a suscité une bibliographie que l'on trouvera dans les divers volumes de cette *Histoire de l'Église*. On y ajoutera les ouvrages récents sur Innocent III : S. SIBILIA,

Digitized by Google

Un coup d'œil sur les éléments de cette puissance et sur ses fondements nous permettra de comprendre l'importance qu'ont revêtue les modes de la provision du Siège et aussi la fin du règne.

§ 1. — Les éléments de la puissance.

RÉGENCE DE L'ÉGLISE

Chef de toutes les Églises, le pape détient au plus haut degré les trois éléments de la puissance.

Avant tout, il a la plénitude de l'autorité : législateur, justicier, docteur, censeur suprême [1]. Il s'identifie à l'Église romaine, mère et maîtresse de toutes les Églises [2].

Une fiscalité qui, d'Innocent III à Jean XXII, n'a cessé d'accroître ses prises lui procure une richesse dont nous aurons bientôt à constater l'ampleur [3].

Le prestige du pape se manifeste et se fortifie par des titres, des ornements, des signes de déférence dont l'éclat n'a fait que grandir [4]. *Pontifex maximus* dès l'Antiquité, unique Apostole dès le haut Moyen Age, unique *papa* selon les *Dictatus*, vicaire de Dieu sur la terre [5]. La tiare lui aurait été donnée par Constantin, d'après la *Donation* et, depuis Nicolas II, elle lui est conférée dans une cérémonie du Couronnement [6]; le pallium atteste la plénitude de son pouvoir; Grégoire VII lui a réservé le rite de l'*adoratio* [7].

ÉTAT PONTIFICAL

A tous ces éléments de la puissance spirituelle s'ajoutent les éléments de la souveraineté temporelle sur l'État de l'Église [8]. Le pape les exerce en toute indépendance [9]. Il fait

Innocenzo III, Rome, 1951; Ch. E. SMITH, *Innocent III, Church defender*, Louisiana State Univ. Press, 1951; R. SCHNEIDER, *Innozenz der Dritte*, Cologne, 1959; TILLMANN (1954) et KEMP (1958) déjà cités. Sur Boniface VIII, outre BOASE et SIBILIA, *op. cit.*, A. CORVI, *Il processo di Bonifazio VIII*, Rome, 1948 et F. M. FIECCHI, *Bonifazio VIII al vaglio dei Vangeli*, Turin, 1950; A. PÉLISSIER, sur les trois papes limousins, en dernier lieu : *Innocent VI*, Tulle, 1961.

[1] HINSCHIUS, t. I, p. 195 et suiv. L'importance de la formule *Salva Sanctae Sedis Apostolicae auctoritate* est marquée par SÄGMÜLLER, dans *Acta Congressus...*, t. III, p. 155-172.

[2] Latran IV, c. 23 = X V 33 23 *(Antiqua)... post Romanam ecclesiam quae, disponente domino, super omnes alias ordinariae potestatis obtinet principatum, utpote mater Christi fidelium et magistra.*

[3] Dans le chapitre III de ce livre.

[4] HINSCHIUS, t. I, p. 206-212.

[5] M. MACCARRONE, *Vicarius Christi. Storia del titolo papale*, Rome, 1952. *Vicarius Petri, vicarius Dei, vicarius Christi :* ce dernier titre, le mieux adapté, l'emporte à l'âge classique où se développe la doctrine.

[6] E. EICHMANN, *Weihe und Krönung des Papstes im Mittelalter*, Munich, 1951; H. W. KLEWITZ, *Die Krönung des Papstes*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1940; P. E. SCHRAMM, *Herschaftszeichen und Staatssymbolik, Beiträge zu ihrer Geschichte*, I, 1954, p. 50-98. M. ANDRIEU, *Pontifical...*, t. II, p. 269-288 : Le changement de nom est significatif du changement de personnalité. J. KNÖPFLER, *Die Namenanderungen der Papste*, dans *C.R.* du IV[e] Congrès scientifique des Catholiques, 1898.

[7] *Dictatus*, XIX. — Signe de sa supériorité sur les évêques : le bâton pastoral sans courbure *(pedum rectum)*; sur les princes : empereurs et rois tiennent la bride de son cheval *(officium strepae)*.

[8] HINSCHIUS, t. I, p. 214-216; D. P. WALEY, *The papal State in the XIIIth Century*, Londres, 1961.

[9] VI I 6 17 (*Fundamenta :* Nicolas III).

Digitized by Google

des lois, perçoit des impôts, punit les crimes, à la manière de tous les princes de son temps. Il se différencie de tous les princes par son indépendance parfaite : car il n'a aucun supérieur, il jouit de l'autorité pleine que lui a reconnue Constantin, le Siège de Pierre ne pouvant supporter la domination d'un homme, fût-il empereur.

L'Église romaine a, dès l'Antiquité, joui d'un patrimoine étendu, dont le *Liber censuum*, au XII[e] siècle, consigne tous les éléments et qui ne subira que des modifications administratives au cours de l'âge classique. Sur ce patrimoine, confirmé par les empereurs et les rois, le pape a établi une administration régulière qui lui en fait parvenir les revenus [10].

Aucune marque d'honneur ne pouvait augmenter le prestige du chef de l'Église : seule, la couronne, qui ajoutait peu à sa gloire, a pu signifier son pouvoir temporel.

D'une faible superficie, l'État pontifical eut forte influence sur les institutions de la Chrétienté par son poids dans la politique pontificale, par les mesures qu'exigea sa conservation, les agitations de ses citoyens, la distinction de son régime propre et du droit commun [11].

§ 2. — Les fondements de la primauté.

DROIT DIVIN

Le pape fonde sa primauté sur la succession de Pierre, qui a reçu les clés du Royaume, le cachet de l'orthodoxie, la mission pastorale [1]. Par héritage direct, le pape est *vicarius* [2]. Sa condition juridique ainsi déterminée, il règne dans nos trois secteurs du droit canon. Son mandat divin l'autorise, l'oblige à prendre toutes les mesures propres à maintenir l'ordre dans l'Église, la paix de la Chrétienté, la liaison avec Dieu.

Centre vivant de l'indispensable unité, dans le temps puisqu'il continue le prince des apôtres, dans l'espace puisqu'il relie toutes les cellules de la catholicité, dans les domaines de la foi, puisque le dépôt lui en est confié, le pape est désigné par tous comme régulateur de l'Église [3]. De droit divin, il veille sur toute la hiérarchie, il assure sa continuité, sa coordination, sa stabilité : ainsi, peut-il seul rompre, au nom du Christ, le mariage spirituel d'un évêque et de son diocèse [4].

[10] M. Moresco, *Il patrimonio di San Pietro*, Turin, 1916.

[11] E. Dupré-Theseider, *Roma dal comune di popolo alla signoria pontificia (1252-1377)*, Bologne, 1952.

[1] Matthieu, XVI, 18-19; Luc, XXII, 32; Jean, XXI, 15-17.

[2] *Vicarius Petri*, au *Décret*, où le plus ancien texte est de Grégoire le Grand (C. 1 q. 7 c. 9). Eugène III, le premier, se dit *vicarius Christi*. Innocent III invoquera ce titre, notamment dans X I 7 c. 2 et 3. Godefroid de Fontaines précise : *vicarius generalis Christi in regimine ecclesiae*. La glose sur le c. 5 X I 28 définit le vicariat : *omnia potest quae pertinent ad jurisdictionem illius cujus vices gerit*.

[3] F. Gillmann, *Romanus pontifex jura omnia in scrinio pectoris sui censetur habere*, dans *A.f.K.K.R.*, 91, 1912; L. Ciappi, *Il pensiero dell' Aquinate sul primato del romano Pontifice e sull' unità della Chiesa*, dans *Doctor communis*, 1960, p. 31-48.

[4] Aucune marque plus sensible de puissance dans l'Église, au regard des canonistes médiévaux.

Digitized by Google

Si le pape intervient dans les royaumes et les cités, c'est que son vicariat lui confère une juridiction universelle. Quand nous étudierons les rapports entre les « deux Puissances », la signification de ces mots nous apparaîtra pleinement. Bornons-nous en ce lieu à évoquer les fondements scripturaires sur lesquels, pendant l'âge classique, les papes font reposer leur thèse : image des deux glaives, royauté du Christ, unité du corps mystique [5].

La structure de ce corps mystique exige que le mandataire d'ici-bas soit le représentant du chef qui règne dans les cieux. Cette mission spirituelle l'habilite à lier et délier sans réserve, à accorder les indulgences, à dispenser des serments et des vœux, à reconnaître les saints [6].

JUSTIFICATIONS HUMAINES

Aucune justification rationnelle, historique ou pratique ne pouvait ajouter à la force du droit divin [7] : que la concordance de tous ces arguments rendît plus aisée l'application du principe tiré de l'interprétation des Évangiles, en pourrait-on douter? L'ordre public avait des exigences identiques à celles que l'on déduisait de Matthieu; la Papauté, grandissant avec les monarchies nationales, l'emportait en majesté comme en sécurité par les origines et l'étendue de sa puissance [8]. Tout ce qui, dans les divers pays, appuyait la domination des rois sur les seigneurs et les sujets : nécessité commune, soumission ancienne, maximes romaines, la Papauté pouvait s'en prévaloir, avec une égale force. Les exigences d'une nouvelle civilisation étaient, au cours de l'âge classique, un fondement profane de la concentration des forces, de la souveraineté du primat [9].

§ 3. — L'accession au Siège.

Une puissance de telle étendue et de telle nature devait être l'objet de quelques convoitises, d'intrigues politiques et aussi des honnêtes préoccupations de ceux qui veillaient au bien de l'Église. A Rome, le clergé, la noblesse et le peuple; dans la Chrétienté, l'Empereur, les rois et les fidèles des trois états, se préoccupaient du choix, pour l'imposer, l'influencer ou simplement nourrir une espérance.

[5] Le glaive temporel a été confié par le pape aux princes; le Christ règne par son vicaire, le corps de l'Église a pour tête sur cette terre le pontife romain.

[6] Tous ces actes impliquent une pénétration dans l'Au-delà, une disposition des grâces divines, une substitution à Dieu dans les engagements pris à son égard par les fidèles : nous mesurerons leur portée, section II.

[7] P. A. VAN DER BAAR, *Die Kirchliche Lehre der Translatio Imperii Romani bis zum Mitte des 13. Jahr.*, Rome, 1956, montre que la *translatio imperii* n'a point servi de fondement à la conception de la théocratie.

[8] Il faut toujours replacer la Papauté dans l'ensemble des organisations politiques et administratives du temps : le synchronisme des institutions nous éclaire.

[9] Le Saint-Siège suivait la marche naturelle des gouvernements, imitant leurs institutions et maintenant sa supériorité. Cf. A. HOF, *Plenitudo potestatis und imitatio Imperii*, dans *Z.K.T.* 1954-1955, p. 39-71.

Digitized by Google

PRINCIPE ÉLECTIF

Comme tous les évêques, le pape doit être élu [1]. Pendant le premier millénaire, les princes séculiers ont joué dans l'opération un rôle primordial. L'un des premiers actes de la Réforme grégorienne fut le décret de Nicolas II qui confère aux cardinaux le principal rôle. Alexandre III leur attribue le monopole [2]: en 1179, le concile du Latran fixe aux deux tiers le nombre des voix requises [3]; il marque le caractère exceptionnel de cette dérogation à la maxime: *major et sanior pars*, l'expliquant par le manque d'un supérieur qui apprécierait les raisons de la *sanior pars* [4]. En fait, le but était de réduire et décourager les opposants, déjà neutralisés par cette autre règle originale qu'aucune exception ne serait opposable [5].

ORGANISATION DU CONCLAVE

Pendant trois quarts de siècle, les élections se firent avec promptitude et sans controverse [6]. Les difficultés électorales se renouvelèrent à la mort d'Alexandre IV (1261), puis d'Urbain IV (1265), elles devinrent inextricables à la mort de Clément IV (1268). Charles d'Anjou et l'empereur avaient leurs candidats, leurs partisans et les vingt cardinaux assemblés se divisaient avec rage sans obtenir le nombre canonique de voix [7]. On sait comment les autorités civiles de Viterbe, en janvier 1269, commencèrent à enlever les toits du palais où se prolongeait la discorde. Malgré les excommunications, le conflit avec le municipe ne fit que doubler le conflit intérieur; ni les interventions de Filippo Benizi et du roi de France, ni l'émoi soulevé par le meurtre d'Henri de Cornouailles ne décidèrent les quinze qui demeuraient au combat. Jusqu'au jour où ils empruntèrent la voie du compromis : le 1er septembre 1271, était choisi Tedaldo Visconti, archidiacre de Liège, qui prit le nom de Grégoire X [8].

Le 7 juillet 1274, le pape, instruit par l'expérience viterboise, présentait au concile de Lyon un projet de règlement pour l'élection pontificale. Comme le but était de limiter les délais de la vacance, et le moyen, de réduire progressivement les rations alimentaires, la majorité fit opposition. Par des conver-

[1] Cette histoire est parfaitement retracée par HINSCHIUS, t. II, p. 217-275; résumée par FEINE[6], p. 281-283 (bibliogr.).

[2] *Dist.* 23 c. 1 *(Praeduces sint)*. Les cardinaux-évêques décideront, les autres seront appelés à donner leur adhésion, le clergé inférieur et le peuple, leur consentement. Nicolas justifie astucieusement le rôle dominant des cardinaux-évêques par l'inexistence du métropolitain prévu par Léon le Grand.

[3] X I 6 6 *(Licet de vitanda)*. Le schisme de 1158 fut l'occasion de cette mesure. (Feine note avec raison le développement parallèle de l'élection princière en Allemagne.) Désormais, les cardinaux *seuls* et sur pied d'égalité, font l'élection pontificale.

[4] ... *quia non poterit ad superiorem recursus haberi*. La glose ordinaire ayant relevé la solution analogue pour le choix des décurions, reconnaît l'originalité du pourcentage dans l'Église où l'on se contente dans les élections de la majorité, en réservant depuis l'époque grégorienne les droits de la *sanior pars*. Cf. Leo MOULIN, *art. cité*, dans *R.H.D.*, 1958, p. 392; A. PETRANI, *Genèse de la majorité qualifiée*, dans *Apolinaris*, 1952.

[5] Sauf l'exception d'hérésie, remarque la Glose, qui renvoie au difficile canon *Si papa*.

[6] Quelques précisions dans la bulle *Quia frequenter*, d'Innocent IV, non insérée au *Sexte*.

[7] D'après Henri d'Isernie, ils semblaient *odio canino succensi et tabescentis invidiae lavoribus titillati*».

[8] Récit complet dans L. GATTO, *Il pontificato di Gregorio X (1271-1276)*, Rome, 1959.

Digitized by Google

sions individuelles et, sans doute, quelques adoucissements, Grégoire obtint l'approbation de la constitution *Ubi periculum*, qui organisait le Conclave [9].

Ce texte capital a pour objet d'assurer la brièveté et le secret des opérations, la promptitude et l'honnêteté de la décision, l'indépendance et la sécurité du Sacré-Collège [10].

Quatre ans plus tard, la constitution était abrogée, pour les raisons qui l'avaient fait combattre : les Viterbois renouvelèrent leurs exploits, Célestin V eut le courage de rétablir les textes que son successeur fit insérer au Sexte [11] et qui devaient être confirmés, complétés au concile de Vienne [12], et en 1353, par le pape Clément VI [13], en 1378 par Grégoire XI [14], quelques mois avant que le conclave, de nouveau réuni à Rome, ne se laissât émouvoir par des troubles civils, donnant ouverture au Schisme.

§ 4. — La fin du règne.

CAUSES DE LA VACANCE

En principe, le pape est élu à vie, la seule cause normale de vacance du Siège est la mort. Mais deux circonstances anormales peuvent abréger le règne : la résignation et la déposition.

Quand Célestin V renonça au gouvernement de l'Église, la légitimité de cette démission souleva une grave controverse que Boniface VIII espéra terminer par la constitution *Quoniam* [1]. Reprenant, affirme-t-il, une décision prise en consistoire par son prédécesseur, il pose le principe de la libre abdication, dont une cause certaine est la conscience d'une inaptitude à porter le poids du gouvernement de l'Église universelle [2]. Les objections tirées de l'indissolubilité du mariage entre l'évêque et son église [3], entre le pape et l'Église universelle tombent devant l'invocation de la juste cause

[9] Lyon II, c. 3. Note sur les origines du conclave dans FEINE, p. 282. RUFFINI-AVONDO fait remonter les prodromes à 1216. Ici encore, la comparaison avec les institutions civiles s'impose : K. WENCK rappelle la pratique des élections dans les communes italiennes (Plaisance, 1223; Venise, 1229).

[10] Les cardinaux présents à la Curie attendront dix jours leurs collègues absents, puis seront enfermés dans la palais pontifical ou (si le pape est mort loin de sa résidence) au lieu du décès, avec, au plus, deux serviteurs. Ils vivront en communauté close, sans aucun contact avec l'extérieur, même pour la nourriture, qui sera introduite par un guichet et qui sera dégressive. Seul le camerlingue touchera les revenus de la Chambre apostolique. La seule affaire dont s'occuperont les cardinaux est l'élection : ils proscriront toute considération d'amitié personnelle, oublieront tout arrangement préalable. Ils seront protégés par les autorités civiles.

[11] VI I 6 3 *(Ubi periculum)*.

[12] *Clem.* I 3 *(Ne Romani)*.

[13] Bulle *Licet in constitutione :* sur la cuisine et la literie.

[14] Bulle *Periculis et detrimentis :* les cardinaux présents à Rome n'attendront point ceux d'Avignon.

[1] VI I 7 1.

[2] *Ibid. Coelestinus papa quintus praedecessor noster (dum ejusdem Ecclesiae regimini praesidebat) volens super hoc haesitationis cujuslibet materiam amputare, deliberatione habita cum suis fratribus Ecclesiae Romanae cardinalibus (de quorum numero tunc eramus) de nostro et ipsorum omnium concordi consilio et assensu, auctoritate apostolica statuit et decrevit, romanum Pontificem posse libere resignare.*

[3] X I 7 2 *(Inter corporalia)*.

Digitized by Google

qui vaut pour la renonciation de tous les évêques, et que le pape, n'ayant point de supérieur, peut seul apprécier [4].

Beaucoup plus délicat est le problème de la déposition. Quand un pape verse dans l'hérésie, comment l'Église peut-elle s'en débarrasser? La seule autorité que l'on envisage est le concile œcuménique : ainsi est soulevé le débat, que nous allons bientôt rencontrer, sur la supériorité dans l'Église universelle [5].

ADMINISTRATION INTÉRIMAIRE

Moins dramatique, mais plus constant est le problème de l'administration intérimaire. A la mort du pontife, comme de tous les chefs, de grands périls menacent la structure administrative et temporelle de la société. Aussi le droit canon a-t-il posé le principe que toutes mesures conservatoires devront être prises, toutes mesures de disposition seront nulles. La règle d'or : aucune innovation pendant la vacance, s'applique avec rigueur et le camerlingue seul administre les revenus de l'Église romaine [6].

Toutes les précautions ont été prises pour garantir l'indépendance du choix du pape, la plénitude et le libre exercice de son pouvoir, la préservation des droits du Siège pendant les interrègnes. Sur ces bases juridiques, comment s'est développée la puissance pontificale pendant l'âge classique?

SECTION II. — LE DÉPLOIEMENT DE LA PRIMAUTÉ.

Les arguments de la primauté sont aux Évangiles : l'interprétation, la réalisation, l'extension de l'idée fondamentale dépendirent de la force du Siège romain dans l'Église et au sein de la Chrétienté. Nous avons discerné les éléments de la puissance : il nous faut analyser les titres qui, dans l'âge classique, ont progressivement achevé le progrès de l'autorité, la domination universelle du pontife romain.

Dès la période de l'autonomie, il avait obtenu une prééminence, *principalitas*, qui lui valait, sous l'Empire chrétien, les attributs de la supériorité hiérarchique [1]. Peu après la chute de l'Empire, Gélase affirmait cette *auctoritas* et Rome était regardée comme le diocèse de tous les chrétiens [2]. Mieux : dès le haut Moyen Age, la Papauté commence à se réserver des causes importantes. Cette compétence exclusive s'élargira, pendant l'âge classique,

[4] P. G. CARON, *La démission du Pape dans la législation et la doctrine canonique du XIII^e au XV^e siècle*, dans *Il diritto ecclesiastico*, 1951, p. 60-67; W. ULLMANN, *Medieval Views concerning papal Abdication*, dans *Irish Eccles. Record*, 1949, p. 125-133.

[5] Le problème théologique était plus poignant : Dieu peut-il permettre que son vicaire verse dans l'hérésie? Quant au problème juridique, il sera traité tout au long de la section suivante de ce chapitre.

[6] Les constitutions de Grégoire X et de Clément V sur le conclave précisent cet interdit : aucune modification, correction, mutation; aucune surcharge ni dispense. Seule l'urgente nécessité autorise une initiative.

[1] J. GAUDEMET, *L'Église dans l'Empire romain*, 1958, p. 408-50.

[2] Nous avons baptisé la Renaissance gélasienne.

Digitized by Google

jusqu'à faire de l'évêque de Rome l'unique Ordinaire pour la justice et l'administration dans les affaires majeures de l'Église [a].

Considérons tour à tour ces trois positions du Pontife romain : hiérarque suprême, que l'on appelle occasionnellement, à la pointe de la pyramide; Ordinaire, à la disposition constante de tous les chrétiens; seul maître dans un champ toujours plus étendu, par les monopoles et les régences immédiates.

§ 1. — Le hiérarque suprême.

JUGE EN DERNIER APPEL

Les plus anciens textes canoniques où la supériorité hiérarchique soit reconnue dans le domaine de la justice sont les canons de Sardique, qui ont place au *Décret*. Quand un évêque a été condamné par le concile provincial, il lui est loisible de recourir à Rome, pour obtenir la formation d'un tribunal d'appel, si le pape ne confirme la première sentence [1]. L'évêque de Rome pourra envoyer dans ce tribunal des prêtres de son entourage, qui exerceront à sa place la présidence [2].

Cette condition de juge suprême justifiera les appels des électeurs mécontents, au lendemain d'une élection épiscopale : le pape seul est qualifié pour examiner la cause [3].

LE RÉGULATEUR SOUVERAIN

Ce n'est pas seulement pour terminer des conflits que le pape, magistrat suprême, intervient dans les affaires civiles. Une occasion lui est offerte par les retards ou les bévues des électeurs : à la fin du XII^e^ siècle, il s'attribue la nomination, si la vacance se prolonge et à la fin du XIII^e^ si les chanoines ont fait un choix malheureux ou sans régulière procédure [4]. Des difficultés locales lui sont soumises, des doutes sur la règle à suivre dans un cas particulier : telle est l'origine de l'énorme correspondance dont une grande partie nous est conservée et qui, à l'âge classique, fournira les règles pour la codification. Par sa supériorité hiérarchique, le pape est habilité à formuler des décisions de valeur universelle, qui sont, à partir de la fin du IV^e^ siècle, les décrétales. Même quand la solution pontificale ne vaut que pour un cas

[a] Tout ce développement est décrit par H. E. SYMONDS, *The Church universal and the See of Rome*, Londres, 1939 et par HALLER, GALLAND, ULLMANN, *op. cit.* Le caractère exceptionnel de l'institution est bien marqué par W. ULLMANN, *The medieval Papacy. St. Thomas and beyond*, The Aquin Press, 1960.

[1] Canon 3 = C. 6 q. 4 c. 7 *(Osius episcopus)*.

[2] Canon 5 = C. 2 q. 6 c. 36 *(Si episcopus)*.

[3] Une constitution d'Alexandre IV avait encouragé ces appels; le deuxième concile de Lyon dut réagir contre leurs excès. VI I 6 10 *(Quamvis constitutio)*.

[4] Le troisième concile du Latran attribue la collation du bénéfice que l'évêque a laissé vacant six mois, au chapitre et si la vacance perdure, au métropolitain : X III 8 2 *(Nulla ecclesiastica)*. Au quatrième concile du Latran, le choix du prélat d'une cathédrale ou d'une collégiale passe au supérieur immédiat : X IV 6 41 *(Ne pro defectu)*. La glose ordinaire précise : *ad papam in episcopatibus*. En fait, le pape que n'avaient point désigné les conciles du Latran exerce dès la fin du XII^e^ siècle et même dès 1182 ce droit de dévolution. Cf. EBERS, p. 189, 202, 204-209. Boniface VIII attribue expressément au pape la nomination de l'évêque, si les chanoines élisent sciemment un indigne ou (après sentence) s'ils n'observent pas les formes : VI I 6 18 *(Quamquam)*.

Digitized by Google

particulier, il se forme une jurisprudence administrative qui dirigera l'opinion des évêques. Sur tous les points de droit, s'accumulent, dès le temps de Grégoire le Grand, des textes qui, directement ou par analogie, suggèrent une ligne de conduite.

Mieux encore : pour prévenir les difficultés, pour fortifier leur autorité, pour accroître leur prestige, il arrive souvent qu'évêques et abbés demandent au pape de confirmer leur élection, leur dotation, leurs décisions [5].

INTENDANT GÉNÉRAL Peu à peu, fortifiée par l'atelier isidorien, s'est établie l'idée que le pape a l'intendance générale des biens ecclésiastiques. Par ses décrétales, il a déterminé leur statut : le troisième livre pose toutes les règles de leur acquisition, de leur administration, de leur aliénation [6].

Au IXe siècle, l'atelier de Pseudo-Isidore a exalté le rôle protecteur du Siège romain en multipliant contre les spoliateurs les lettres des papes antiques. La Querelle des investitures a rendu évidente l'efficacité d'une action que seule pouvait mener une puissance universelle.

Ainsi se consolide la magistrature suprême. Une supériorité générale, analogue à celle que l'on reconnaîtra plus tard à l'empereur sur les princes, s'est exercée dès le début du IVe siècle; au début du XIIIe, Innocent III revendiquera pour le Saint-Siège, dans toutes les causes difficiles, où l'on ne sait à quelle autorité recourir, le droit de prononcer comme hiérarque suprême [7].

§ 2. — L'évêque universel.

De ce pouvoir suprême du dernier mot découle, dans l'Église, un pouvoir immédiat de première intervention, en partage avec l'évêque de chaque diocèse : le pape est l'Ordinaire de tous les chrétiens.

L'OPTION JUDICIAIRE Il peut directement, *omisso medio*, recevoir les plaintes et accorder des grâces. Cet universalisme se traduit aux temps classiques en maximes : *papa judex ordinarius singulorum, Roma communis patria* [1]. Le second sens de l'appel à Rome est l'invocation immédiate du jugement et des sanctions. Au lieu de s'adresser à l'évêque, le fidèle peut s'adresser au pape. Gélase le déclare et les *Fausses Décrétales* le proclament [2].

[5] Bernard de Pavie se fonde sur Dist. 63 c. 10 *(Quanto)*, Étienne de Tournai sur Dist. 64 c. 2 *(Ordinationes)* pour justifier ces interventions.

[6] R. Bidagor, *Los sujetos del patrimonio ecclesiastico y el jus eminens de la Santa Sede*, dans *R.E.D.C.*, 1950, p. 41-60.

[7] X IV 17 13 *(Per venerabilem)*. Cf. Brian Tierney, dans *Speculum*, 1962, p. 48-59.

[1] Glose ordinaire in c. 20 X II 2 *(Licet ratione delicti)*.

[2] C. 9 q. 3 c. 17 : *Cuncta per mundum novit ecclesia, quod sacrosancta Romana ecclesia fas de omnibus habet judicandi...* Mêmes expressions dans le c. 18.

Digitized by Google

LE PARTAGE ADMINISTRATIF

Les procès ne sont pas la seule occasion du recours à Rome : des suppliques de toute sorte affluent au palais pontifical [3]. Elles ont pour objet l'obtention de faveurs variées, principalement de bénéfices. Cardinaux et prélats, officiers et employés de la Curie, tous ceux qui touchent de près au trône sollicitent avec âpreté [4]; les rois, les seigneurs, les municipes, toutes les autorités civiles recommandent leurs protégés pour que le Saint-Siège, leur procurant les revenus d'un gras bénéfice, soulage les finances publiques par des bienfaits qui ne seront point sans contrepartie [5]. Tout candidat dont l'ambition n'est point satisfaite dans un diocèse recourt au diocèse commun, au centre de la distribution. On pourrait ajouter que tout chrétien mécontent et qui a de puissants patrons, tout évêque embarrassé ou indécis s'adresse directement au Saint-Siège comme à l'Ordinaire de toutes les églises [6].

§ 3. — La progression des monopoles.

Toutes les interventions que nous venons de signaler ménagent le principe du pouvoir des évêques. Il s'agit seulement d'un recours ou d'un concours, de l'exercice d'une supériorité hiérarchique ou d'un épiscopat sans frontières. Une extension plus sensible de la compétence, au détriment du pouvoir même des Ordinaires locaux (et non seulement de l'exercice de ce pouvoir), devait s'achever pendant l'âge classique : la libre concurrence va faire place à un monopole exténuant.

Longuement préparé, le mouvement progressa brusquement à deux reprises : au milieu du IX[e] siècle, Pseudo-Isidore, pour défendre les évêques contre les métropolitains, avait réservé leurs causes à Rome [1]. Deux siècles plus tard, pour assurer l'unité de l'Église, Grégoire VII énonçait dans ses *Dictatus* les droits propres au pontife romain [2]. Au début de l'âge classique, — bien que le *Décret* ne contienne aucun des *Dictatus* — on peut tenir pour acquises les maximes de ce manifeste comme celles des *Fausses Décrétales*. Depuis Alexandre III jusqu'à Jean XXII, elles ne feront que s'amplifier dans les trois secteurs du droit, avec d'autant plus de force que, comme la législation générale, la dispense du droit commun a fini par se concentrer entre les mains du pape et que le pape seul convoque le concile œcuménique [3].

[3] Et non sans succès. Beaucoup de papes ont enrichi leur famille, leurs compatriotes et leurs amis. A titre d'exemple : J. BERNARD, *Le népotisme de Clément V*, dans *Annales du Midi*, 1949, p. 369-411.

[4] R. FAWTIER, Préface aux *Registre de Boniface VIII*.

[5] G. MOLLAT, *Collation...*, p. 87-101.

[6] C. 3 q. 6. Cette condition d'Ordinaire ne paralysait point, à l'origine, le pouvoir des évêques : il y avait comme une dyarchie inégale, non l'absorption totale que nous allons bientôt constater.

[1] HINSCHIUS, *Decretales pseudo-isidorianae*. Le but était limité mais le germe de la centralisation était déposé.

[2] *Das Register Gregors VII*, éd. CASPAR, t. I, p. 202-208.

[3] On sait que la dispense fut peu à peu réservée au législateur suprême. Alexandre III laissait encore à l'évêque quelque pouvoir (X II 1 4); Innocent III se réserve toute dispense du droit commun (X III 8 4). Les canonistes glosent X I 11 15 (*Dilectus :* Innocent III) et aussi *Clem.* I 3 2 *(Ne Romani)* et *Extrav.* Jo XXII, VII I *(Sancta Romana)*.

Digitized by Google

L'ORGANISATION DE L'ÉGLISE

Causes majeures. — La géographie des diocèses et des provinces, souvent concertée depuis le IXe siècle entre le pape et les empereurs, est réservée au pape dans les *Dictatus* et, solennellement, par Innocent III, en deux décrétales [4] : le pape rétablit et supprime des sièges, découpe des provinces, trace les frontières selon l'avance des conquêtes et les besoins de la défense [5].

Toute affaire grave relève du seul Pontife romain : [6] les *Fausses Décrétales* ont soumis à son *auctoritas :* translation, déposition et réconciliation des évêques [7]; à son jugement les accusations criminelles portées contre eux [8]; les *Dictatus* répètent [9], le *Décret* insère [10] et les *Décrétales* codifient ces décisions [11].

Déjà Grégoire VII avait réservé au pape la transformation de canoniale en abbatiale [12]. Ses successeurs voulurent fixer le droit commun des religieux [13], le quatrième concile du Latran soumit à leur consentement la fondation des ordres [14].

Réserves bénéficiales. — Le plus fameux et le plus grave progrès de la Papauté fut la disposition des bénéfices et des offices qu'ils dotaient [15].

[4] La création des diocèses relevait en Afrique du synode provincial. Carolingiens et Ottoniens consultèrent le pape, que des historiens bienveillants présentèrent comme le fondateur des sièges et à qui Grégoire VII réserve toutes les innovations. Cette exigence devint légale sous Innocent III. Seul le pape peut remanier la carte des diocèses, en ajoutant, supprimant ou modifiant des circonscriptions, en dessinant les enclaves des exemptions (X I 7 1; I 30 4).

[5] Avance dans le Nord-Est (pays baltes et scandinaves) et dans le Sud-Ouest (Espagne).

[6] C. 3 q. 6 c. 8 (*Multum stupeo*, Léon) : cette lettre contient la fameuse phrase sur la *plenitudo potestatis*, mais elle a, nous le verrons, un sens moins absolutiste qu'il ne paraît. La réserve générale des causes majeures n'y a été que plus tard découverte. Au contraire, on la trouve exprimée par Grégoire VII *(Dictatus XXI) : quod majores causae cujuscumque ecclesie ad eam referri debeant* et par Innocent III dans X I 7 1 : *quum ex illo generali privilegio quod beato Petro et per eum ecclesiae Romanae Dominus noster indulsit, canonica postmodum manaverint instituta, continentia majores ecclesiae causas ad sedem apostolicam perferendas.* La glose énumère quelques causes majeures.

[7] Translation : Pseudo-Anter, Pseudo-Pélage. Déposition : l'accent est mis sur le droit d'appel à Rome (références dans *D.T.C.*, Ve *Déposition*, IV, 563).

[8] On sait que les accusations arbitraires donnaient prétexte aux spoliations des biens épiscopaux : un des principaux buts de Pseudo-Isidore fut de réserver à Rome le jugement. Les textes sont surtout dans C. 3 q. 6.

[9] *Dictatus III : quod ille solus possit deponere episcopos vel reconciliare. — XIII : quod illi liceat de sede ad sedem necessitate cogente episcopos transmutare.*

[10] Translation : C. 7 q. 1 c. 34 et 35. Déposition : C. 3 q. 6.

[11] Bien avant que le Saint-Siège ne commençât de s'immiscer dans le choix des évêques, la pratique étendait à toutes les mutations les principes posés pour les transferts. La Réforme grégorienne, épurant les évêques ou provoquant l'entrée au cloître des plus purs, introduisit l'idée et l'usage de l'intervention du pape dans toutes ces opérations. Innocent III réserve au Saint-Siège la déposition (X I 7 1) et subordonne à son assentiment les renonciations (X I 9 c. 9 et 10). En fait, il prend souvent l'initiative, sa politique (et celle des légats) étant d'expulser, avec l'appareil de la justice ou les apparences d'un accord, les prélats indésirables.

[12] *Dictatus* VII : *quod illi soli licet... de canonica abbatiam facere.*

[13] Nous consacrerons, dans le livre V, un paragraphe à cette composition du droit commun.

[14] X III 36 9 *(Ne nimia)*. Dernière étape de la subordination totale des aspirants à la perfection.

[15] Ce progrès fut ininterrompu pendant tout l'âge classique. Il fut accéléré au *XIVe* siècle. Cf. G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, Paris, 1921; F. BAIX. *De la valeur historique des actes pontificaux de collation des bénéfices*, dans *Hommage à U. Berlière*, 1931, p. 57-65; G. BARRACLOUGH, *Papal Provisions*, Oxford, 1935; ID., *The Executors of Papal Provisions in the canonical Theory of XIII and XIV Cent.*, dans

Digitized by Google

Des compétitions pour la mitre, des négligences capitulaires, une protection éclatante contre la mainmise des grands sur les sièges et les stalles, accréditaient depuis longtemps l'Ordinaire de tous, le hiérarque suprême. Les conditions nouvelles de l'âge classique devaient favoriser son emprise sur les bénéfices. Le besoin de serviteurs sûrs et de biens disponibles pour les entretenir incitait le pape, devenu maître d'un immense royaume, à exploiter son titre de procurateur général du patrimoine ecclésiastique en attribuant évêchés et monastères. D'autres soucis, plus visiblement charitables, l'inclinaient à tirer de la gêne des clercs étudiants, dont les évêques n'avaient cure, et même des prélats besogneux.

Accoutumés à l'exercice d'une juridiction universelle, comment les papes du XIII^e siècle se seraient-ils privés de l'avantage des nominations directes? Réserves et grâces expectatives se sont organisées tout naturellement [16]. Des réserves spéciales ont préparé l'opinion [17], des grâces expectatives, que le troisième concile du Latran avait interdites aux évêques, furent accordées par les papes [18]. Si bien que Clément IV put édicter une réserve générale des bénéfices vacants en Curie et une affirmation du droit attenant de conférer les grâces expectatives, en invoquant une ancienne coutume et le pouvoir d'entière disposition des bénéfices qui appartient au pontife romain [19]. Grégoire X et Boniface VIII devaient confirmer, amender le texte clémentin. Jean XXII en fit un code bref, dans une constitution fameuse [20].

Réserves et grâces expectatives concernent tous les bénéfices. Par d'autres procédés, les papes ont disposé des bénéfices mineurs [21]. Au début du

Acta Congressus..., III, p. 109-153. Cf. R. FOREVILLE, *L'élection de Boniface de Savoie au siège primatial de Canterbury (1241-1243)*, dans *Bull. Philol. et hist. a. 1960* (1961), p. 435-450.

[16] Invoquant sa primauté de juridiction, le pape s'attribue la collation d'un office ou d'un bénéfice vacant ou qui viendrait à vaquer. Dans le premier cas, il s'agit d'une réserve locale, dans le second d'une espérance personnelle. Cf. G. MOLLAT, *Les papes d'Avignon*, p. 527-535.

[17] Elles étaient décrétées pour un temps ou pour toujours : le pape notifiait sa volonté aux collateurs traditionnels.

[18] Latran III, c. 8 = X III 8 2 *(Nulla ecclesiastica)* et Boniface VIII, VI III 7 2 *(Detestanda)* interdisent aux évêques d'octroyer les grâces expectatives. Les papes firent exceptions pour quelques prélats qu'ils voulaient s'attacher. G. MOLLAT, *Les grâces expectatives du XII^e au XIV^e siècle*, dans *R.H.E.*, 1947, p. 81-102.

[19] *Licet ecclesiarum, personatuum, dignitatum aliorumque beneficiorum ecclesiasticorum plenaria dispositio ad Romanum noscatur Pontificem pertinere ita, quod non solum ipsa, quum vacant, potest de iure conferre, verum etiam ius in ipsis tribuere vacaturis : collationem tamen ecclesiarum, personatum, dignitatum et beneficiorum apud sedem apostolicam vacantium specialius ceteris antiqua consuetudo Romanis Pontificibus reservavit.* Eglises, dignités, personats, bénéfices dont les titulaires viendraient à mourir au siège de la Curie seront réservés au pape, s'il n'a accordé une exception privilégiée. Cf. P. LINDEN, *Der Tod des Beneficiaten in Rom. Eine Studie zur Geschichte und Recht der Päpstlichen Reservationen.* Diss. Bonn,) 1938. Barraclough tend à réduire la nouveauté et l'importance de la constitution *Licet.* (VI III 4 2

[20] VI III 4 c. 3 *(Statutum)* et c. 34 *(Praesenti)*. — *Extrav. comm.*, I 3 4 *(Execrabilis)*. — C. LUX, *Constitutionum apostolicarum de generali beneficiorum reservatione collectio et interpretatio*, Breslau, 1904. Cependant Grégoire X fixait un délai au pontife et Boniface VIII supprima la réserve clémentine des paroisses pendant la vacance du Siège et même la réserve inscrite au moment du décès d'un pontife : VI III 4 35 *(Si apostolica)*. Ce modérateur de la règle se préoccupe du *periculum animarum.*

[21] H. BAIER, *Päpstliche Provisionem für niedere Pfründen*, Münster, 1911. Il s'agit de cures et de canonicats (p. 145-149). H. HILDERSCHEID, *Die päpstlichen Reservatrechte auf die Besetzung der niederen Kirchenämter im Gebiete des deutschen Reichs*, Diss. Cologne, 1934. (Etudie dans une première partie le développement général des réserves.)

Digitized by Google

XII[e] siècle, ils adressent aux collateurs ordinaires des recommandations de plus en plus pressantes, qui aboutirent, sous Adrien IV, à de véritables ordres, les mandats de provision [22]. Surabondants dès le pontificat d'Alexandre III, ils provoquèrent des résistances qui décidèrent Alexandre IV à une réaction sans lendemain [23].

LES RELATIONS SOCIALES

Surveiller, modérer, modeler la société civile pour aboutir à insérer la Chrétienté dans l'Église : la Papauté s'efforça d'y parvenir en réglant seule les rapports avec l'État, la constitution familiale et jusqu'à l'économie [24]. Non seulement, elle pose les principes de la relation entre les deux puissances, mais elle signe, dès 1122, les concordats [25], elle seule autorise, depuis 1215, l'imposition des biens ecclésiastiques [26], elle seule pose, tout au long du XIII[e] siècle, des bornes à la justice séculière [27].

Toute l'organisation du mariage est unifiée à partir d'Alexandre III, par son unique volonté, qui réduit à néant les traditions et les coutumes, les lois et les statuts relatifs à la formation et à la dissolution du lien conjugal [28]. C'est encore ce grand régulateur qui fixe la loi canonique du marché, les critères de l'usure, que les astuces et les tolérances des autorités locales risquaient de favoriser [29].

[22] Le premier mandat connu serait de 1137 : il est adressé à l'archevêque de Compostelle; un second mandat d'Innocent II est adressé à l'évêque de Paris. On en connaît quatre d'Eugène III, un plus grand nombre d'Adrien IV. Tableau par pape et par pays dans BAIER, p. 28. Les bénéficiers sont des clercs pauvres ou des membres de la Curie, qui allège ainsi son budget et favorise les familles et les amis de la maison pontificale. Le système des ordinations absolues permet l'extension du procédé et l'abus des longues vacances incita la Papauté à se substituer au collateur normal.

[23] Dès le temps d'Adrien IV, conflits en Allemagne et en France. G. BARRACLOUGH, *The constitution Execrabilis of Alexander IV*, dans *Engl. hist. Rev.*, 1934, p. 193-218 : sur la réaction contre les abus romains dans la collation des bénéfices. Des études nombreuses ont été faites par pays ou par pontificat. Ainsi : L. NIEHUS, *Die päpstliche Aemterbesetzung im Bistum Osnabrück, 1305-1418*, Diss. Fribourg-en-Brisgau, 1940. L'abbé PETIT a étudié *La politique bénéficiale de la Papauté entre 1198 et 1245*; B. GUILLEMAIN, *La politique bénéficiale du pape Benoît XII*, *Bibl. des H.E.*, 1952. Il serait intéressant d'approfondir la connaissance de l'usage qu'ont fait les papes de leur pouvoir de collation pendant l'âge classique : religion, politique, affections. Chacun de ces mobiles appellerait beaucoup de distinctions. Ainsi, la religion : le pape est inspiré par le désir de promouvoir dans un diocèse la piété dont rayonne un sujet apte à l'épiscopat ou d'assurer une répression sévère de l'hérésie; souvent il procure à un clerc pauvre les moyens d'étudier. Cf. C. TIHON, *Les expectatives in forma pauperum particulièrement au XIV[e] siècle*, dans *Bull. de l'Institut hist. belge de Rome*, 1925, p. 51-118. Rome portait aux besoins nouveaux et généraux de l'Église, spécialement dans le domaine des études, une attention que ne pouvaient avoir les évêques, confinés dans leur diocèse et préoccupés surtout de l'administration locale.

[24] Détails dans notre II[e] partie.

[25] Depuis le premier Concordat, celui de Worms (1122), la Papauté est l'unique régulatrice des conventions entre l'Église et les pouvoirs publics, même quand elles sont négociées par l'épiscopat local.

[26] X III 49 7 *(Adversus consules)*.

[27] C'est elle qui définit la compétence ecclésiastique.

[28] J. DAUVILLIER, *Le mariage dans le droit classique de l'Église*, Paris, 1933 et notre article *Mariage* au *D.T.C.* Le pape se réserve la dispense des empêchements et, dès la fin du XII[e] siècle, les canonistes (Alain, Vincent) lui reconnaissent le pouvoir de dispense du mariage non-consommé. Glose ordinaire in c. 7 X III 32.

[29] Abondante doctrine. Cf. notre chapitre dans le troisième volume de *Cambridge medieval economic History*, 1963.

Digitized by Google

Par toutes ces mesures, la Papauté tendait à substituer un *corpus* chrétien à tous les droits civils. La justification de cette entreprise grandiose était la responsabilité du salut éternel de tous les chrétiens, dont Rome se disait investie. En appliquant la morale évangélique, elle corrigeait toutes les infractions permises par les lois des États en vue d'un ordre temporel [20].

Cet ordre social, la Papauté n'a-t-elle point mission de l'établir dans le monde entier, au-delà du peuple des fidèles? Innocent IV le pensait [21]. Le problème se posait pour les non-baptisés : il concernait particulièrement les Juifs.

LES RAPPORTS SURNATURELS

Dogme et liturgie. — Bien que l'infaillibilité ne fût point proclamée et que l'on admît quelques variétés liturgiques, la Papauté joue le rôle décisif dans la définition des dogmes et les règles fondamentales du culte : elle proclame dans les conciles œcuméniques les vérités blessées par l'hérésie. Régulatrice du culte, elle institue les fêtes solennelles, fixe l'ordre commun de la liturgie [23].

Liens avec Dieu. — Négociant les rapports des fidèles avec Dieu, elle seule, dès Alexandre, commue le vœu de croisade, dirime le vœu solennel [23]. Substituée au jugement de Dieu, elle se réserve, au XII[e] siècle, l'absolution de certains péchés graves [24] et dispose, au cours du XIII[e], du Trésor de l'Église où elle puise, avec une libéralité croissante, les indulgences [25].

Canonisation. — Une réserve plus éclatante s'insinua dans ces liaisons entre ciel et terre : la démographie officielle du Paradis devint le monopole de la Papauté. Alexandre III le consacre dans une décrétale qui, à notre avis, ne fait que légaliser un usage établi depuis le début du siècle [26].

[20] Aucun exemple plus frappant qu'au chapitre de l'usure : l'ordre public dicte à Justinien une limitation du taux de l'intérêt, la Papauté maintient le principe de la prohibition absolue.

[21] In c. 10 X II 2 et in c. 8 X III 34. A. J. CARLISLE, *Le développement de la théorie de l'autorité pontificale en matière temporelle chez les canonistes de la seconde moitié du XIII[e] siècle*, dans *R.H.D.*, 1926, p. 527 et suiv. Les doutes sur l'authenticité de la fameuse bulle *Aeger cui lenia* et l'étude approfondie de toute l'œuvre d'Innocent aboutissent à exclure l'affirmation classique des historiens sur son hiérocratisme. L'unité qu'il rêve ne diminue point la compétence propre de la justice séculière. Cf. J. A. CANTINI, *De autonomia judicis saecularis et de Romani Pontificis plenitudine potestatis in temporalibus secundum Innocentium IV*, dans *Salesianum*, 1961, p. 407-480. Voyez encore J. WATS, *The Development of the Theories of the temporal auctoritas of the Papacy, by the XIIIth Century canonists*, dans *Historical Studies*, II, Londres, 1959, p. 17-28.

[23] Définitions du dogme, par Innocent III, Grégoire X et Clément V aux conciles du Latran, de Lyon et de Vienne, au titre *De summa Trinitate et fide catholica*, X, VI et *Clem.* I, 1 Le culte comporte quelque variété, malgré l'effort d'unité poursuivi par Rome qui, cependant, porte des lois codifiées, notamment au livre III des collections de Décrétales : *De custodia Eucharistiae,... De reliquiis..., De observatione jejuniorum*. Seul, le pape institue des fêtes universelles.

[23] X III 34 c. 2, 5, 7, 9. — VI III 15 c. un.

[24] Et de l'excommunication, M. HAUSMANN, *Geschichte der päpstl. Reservatfälle*, 1868. Premier cas d'absolution réservée de l'excommunication : le *privilegium canonis* (1139). D'autres cas sont au *Corpus :* X V 39 22 (*Conquesti :* Clément III); VI V 11 11 (*Quicunque :* Grégoire X); *ibid.*, c. 5 (*Felicis recordationis :* Boniface VIII).

[25] *Extrav. comm.*, V 9 c. 2 et 5. Le pape réserve l'administration du *Trésor de l'Église*. Cf. N. PAULUS, *Die Lehre vom Kirchenschatz*, dans *Geschichte des Ablasses im Mittelalter...*, Paderborn, t. 2, 1923, p. 184-206.

[26] X III 45 1 (*Audivimus*) : *...non liceret... absque auctoritate Romanae ecclesiae venerari.*

Digitized by Google

§ 4. — La régence immédiate.

En même temps que certains droits, les papes se réservaient certains territoires, sur lesquels ils exerçaient directement leur juridiction. Le terme : exemption apparaît, devient courant au XIII^e^ siècle, où on le définit par le retrait à l'évêque local de tout pouvoir de correction, le rattachement immédiat au Siège romain, *omisso medio* [1]. Depuis le VI^e^ siècle, les efforts conjugués des monastères, des papes et même des pouvoirs politiques, préparaient cette domination pontificale que tant de motifs casuels ou durables, temporels ou spirituels semblaient excuser ou justifier : désir fondamental d'autonomie [2], indépendance des colombaniens au VI^e^ siècle [3], réaction bonifacienne contre un épiscopat décadent [4], expliquent le libéralisme de Grégoire le Grand, les privilèges de Bobbio, de Fulda, de Saint-Denis [5]. Les Carolingiens, au contraire, entendent restaurer, dans une dyarchie harmonieuse, la force de l'épiscopat : mais le bref réveil de la Papauté, au milieu du IX^e^ siècle, la volonté claire de quelques ducs — Gérard de Roussillon ou Guillaume d'Aquitaine [6] — font naître la *libertas romana*, la propriété pontificale des monastères, tandis que l'invasion séculière dans les évêchés fait renaître les motifs et les formes de l'exemption : Cluny s'accorde avec la Papauté pour échapper aux seigneurs rapaces et aux évêques, leurs élus [7]. La Réforme grégorienne couronne ce mouvement pour l'exemption. Sous Urbain II, la *libertas* est entendue comme exemption,

[1] L'ouvrage fondamental est encore G. SCHREIBER, *Kurie und Kloster im 12. Jahrhundert*, 1910, 2 vol. Pour les siècles de l'Ancien Droit, J. F. LEMARIGNIER, *Étude sur les privilèges d'exemption et de juridiction ecclésiastique des abbayes normandes depuis les origines jusqu'en 1140*, thèse Fac. de Droit de Paris, 1937. Esquisse générale et approfondissement du premier siècle classique chez J. B. MAHN, *L'ordre cistercien et son gouvernement des origines au milieu du XIII^e^ siècle (1098-1265)*, Paris, 1945. L'article de W. SZAIVERT, *Die Entstehung und Entwicklung der Klosterexemption bis zum Ausgang des XI. Jahr.*, dans *Mitt. der Inst. Ost. Gesch.* 1951, p. 265-298, a été fort discutée par LEMARIGNIER, dans *R.H.D.*, 1952, p. 583-585.

[2] Les articles fondamentaux sont la libre élection de l'abbé et la libre administration. A. SCHEUERMANN, *Die Exemption...*, Paderborn, 1938, distingue seize conséquences de l'exemption classique.

[3] Ils venaient d'un pays sans diocèses délimités et s'établissaient avec une liberté celtique.

[4] C'est sur Rome et sur les princes que compte Boniface.

[5] Grégoire le Grand accorde des libertés qui dépassent le souhait de saint Benoît, puisqu'il admet que l'entrée du monastère puisse être, en certains cas, refusée à l'évêque et prévoit la reconnaissance de l'abbé à Rome. Honorius I^er^ va plus loin, en accordant aux moines irlandais de Bobbio l'exemption totale (628), par un privilège qui devient (preuve de l'intérêt pontifical) la formule 77 du *Liber diurnus*. La formule 32 analogue, sera reproduite dans des privilèges pour Fulda (751) et Saint-Denis (757), deux centres majeurs de la Réforme bonifacienne.

[6] Vézelay, fondé par Girart (858-863), est *terra sancti Petri* et doit payer un cens annuel, en signe de propriété. Cluny, fondé par Guillaume (910) a, comme Vézelay la *libertas romana*. Il ne s'agit pas d'une exemption mais, comme Lemarignier me l'écrit, « d'un chemin qui y conduit, car le pape protège ses monastères même contre l'évêque diocésain »... Voyez FABRE, *Étude sur le Liber censuum de l'Église romaine*, Paris, 1892.

[7] Abbon obtient pour Fleury (996 ou 997) une exemption qui s'étend aussitôt à Cluny (998 ou 999) et bientôt aux principaux monastères de Guillaume de Volpiano. Lemarignier me fait remarquer le synchronisme et ajoute : « La réaction des évêques... n'aboutit qu'à étendre le privilège à toutes les dépendances clunisiennes (1027) : l'ordre de Cluny est définitivement sorti de là. »

Digitized by Google

et cette interprétation sera légalisée par Alexandre III [8]; beaucoup de prieurés, de paroisses monastiques, se tiennent pour directement soumises à Rome. L'exemption devient le régime courant des monastères [9].

Elle s'acquiert par la concession d'une bulle ou par présomption [10]. Passive, elle exclut toute immixtion de l'évêque dans la vie de l'établissement, qu'il s'agisse d'administration, de justice, de visite ou de correction [11]. Active, elle autorise le prélat à exercer les droits épiscopaux sur tous les territoires de sa dépendance.

Les plaintes continues des évêques n'aboutirent qu'à des modérations romaines [12]. Innocent III réagit contre la disposition commune à tenir le paiement du cens annuel, récognitif des droits du Saint-Siège [13] ou les lettres de protection [14] comme impliquant l'exemption. Boniface VIII rappelait avec beaucoup de mesure ces exclusions précises et que le privilège résulte seulement d'une disposition expresse de la Papauté [15].

Si cette disposition ne concernait que les monastères, nous eussions cantonné son étude en autre lieu : mais l'attache immédiate à Rome était demandée par tous ceux que gênait un supérieur trop proche. Trente évêchés ont été directement soumis à Rome, entre le pontificat de Léon IX et celui d'Innocent III : le but principal et parfois unique était d'échapper au métropolitain [16]. Au XIII[e] siècle, cette évasion devint moins pressante, les métropolitains devenant eux-mêmes des agents de la Papauté [17].

Des chapitres, des collégiales, des établissements de toute sorte obtinrent l'exemption de la juridiction épiscopale, créant à l'intérieur du diocèse des groupes quasiment autonomes [18].

[8] Les collections de la Réforme grégorienne font une place de choix aux textes sur l'exemption. Léon IX multiplie les privilèges, les légats d'Alexandre II brisent les résistances épiscopales, Urbain II à partir de 1089 considère les censitaires comme exempts. Par une sorte de contamination, l'exemption du monastère s'étend aux paroisses où s'exercent ses justices, aux prieurés qu'il fonde.

[9] Il est remarquable que cette suggestion, redoutée par les fondateurs, apparaît comme le meilleur moyen de sauvegarder une certaine autonomie.

[10] X II 26 15 *(Auditis)* et 18 *(Quum olim)*. Application dans X I 41 3 *(Auditis)*.

[11] La préoccupation majeure est d'échapper à la visite de l'évêque et à ses censures. Cependant, il est des cas où l'abus du privilège autorise l'intervention de l'évêque : ainsi le quêteur téméraire. *Clem.* V 9 2 *(Abusionibus)* : la glose ordinaire énumère les cas où la sanction peut intervenir. L'exempt ne peut, cependant, renoncer à son privilège, qui est d'ordre public.

[12] X V 33 3 (*Quum et plantare* : Alexandre III); X V 31 (*Accedentibus* : Latran IV, c. 60); VI V 7 1 (*Volentes* : Innocent IV au concile de Lyon). VI V 7 9 (*Per exemptionem* : Boniface VIII interdit l'extension des privilèges à des personnes ou à des lieux non-mentionnés dans l'acte constitutif.)

[13] X V 33 8 *(Recepimus)*.

[14] X V 33 18 *(Ex parte)*.

[15] VI V 7 10 *(Si papa)*. La glose ordinaire, copieuse et pertinente, énonce les formules courantes.

[16] O. Vehse (*Bistumsexemptionem bis zum Ausgang des XII Jahr.*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1937, p. 80-160) consacre une notice à chacun de ces évêchés. Sauf Pavie (?) et Besalù, aucun n'a reçu son privilège avant le milieu du XI[e] siècle. La plupart sont italiens, quelques-uns ibériques (Porto, Compostelle, Burgos, Leon) ou allemands (Bamberg, Cammin), un seul français (Le Puy). Le motif fut souvent politique.

[17] Aspect, que nous envisagerons plus loin, de ce qu'une langue rude appelle l'immédiatisation.

[18] Nous rencontrerons ces anomalies au livre IV.

Digitized by Google

Par l'exemption, un grand nombre de lieux et de personnes sont directement soumis à la juridiction pontificale. Des enclaves nombreuses constituent dans tous les diocèses comme des points d'appui de l'évêque de Rome. Propriétés fictives ou domaines privilégiés, le Saint-Siège, en même temps qu'il évoque à sa Cour d'innombrables affaires, installe dans toute la Chrétienté ses citadelles.

D'autres citadelles de la foi avaient été bâties par le Saint-Siège : les Universités, où l'orthodoxie était défendue, illustrée. Par elles, était mieux assurée la régence des esprits, si gravement menacée par l'hérésie.

Ainsi, la Papauté atteignait à leur source, depuis Innocent III, tous les revenus des bénéfices; elle contrôlait tous les lieux par ses légats; elle était partout présente par ses délégations.

Supprimer ou subordonner les intermédiaires : l'entreprise eût été vaine sans le concours des intéressés. En se dégageant des liens ordinaires, ils contribuaient obscurément à l'œuvre de centralisation.

Ainsi, ce chef à qui l'on pouvait appeler dans l'Antiquité, qui, dès le haut Moyen Age, partageait avec l'évêque le pouvoir ordinaire sur tous les chrétiens, tend depuis la Réforme grégorienne et parvient, au cours de l'âge classique, à devenir le monarque. Dans la tête réside toute la force du corps ecclésial, c'est de la tête que se répand dans tous les membres une part de cette vigueur concentrée [19]. Conception que partagent tous les papes de l'âge classique, que justifient beaucoup de docteurs. La pensée de Grégoire VII triomphe au-delà de toute espérance.

La concentration romaine des forces ne saurait être imputée à la seule volonté de puissance. Sans doute, le désir d'autorité, de richesse et de prestige devait-il animer les pontifes; mais ils pouvaient invoquer l'intérêt supérieur de l'Église et l'appel opiniâtre de la Chrétienté. Tels sont les trois ressorts de la centralisation.

Que l'ambition ait tracassé ou dévoré certains *Servi servorum Dei*, c'est la loi du souverain : une monarchie (et peut-être un ordre légal) se construit malaisément sans ce périlleux aiguillon.

Serait-il équitable de méconnaître la nécessité des interventions pontificales? Elles tendaient à préserver l'Église de la domination des puissances locales [20]. L'indifférence, la négligence, l'impuissance des dignitaires locaux lui donnaient trop de justifications ou d'alibis. Indifférence aux tâches qui dépassent les limites du diocèse, négligence dans la provision des bénéfices, impuissance devant les pouvoirs séculiers conduisaient Rome à des substitutions d'autorité.

Les plus fermes, les plus constants responsables de cette immixtion, ce furent les prélats, et les clercs, les moines et les frères, les notables et

[19] Innocent III, dans *P.L.*, t. 215, col. 279 : *...assumpsit Dominus in plenitudinem potestatis ...Petrum caput ecclesiae ...qui ...in membra deffunderit ut nihil sibi penitus deperiret quoniam in capite viget sensuum plenitudo, ad membra vero pars eorum aliqua derivatur.*

[20] Barraclough, chap. III et IV, a bien relevé ce service, que des compromis ont souvent affaibli. Et aussi la mesure des survivances de l'église privée. Il montre comment la centralisation, peut-être exigée par l'histoire, impliquait la maîtrise des bénéfices, les visions larges d'un pouvoir universel. Tout son ouvrage est un effort pour comprendre sans préjugé.

Digitized by Google

la masse du peuple. Jamais les appels à l'intervention pontificale ne furent plus constants que pendant l'âge classique : candidats évincés, étudiants misérables, évêques surtaxés, toutes les plaintes et les requêtes montent vers Rome. Jusqu'au milieu du XIII[e] siècle, peu de plaintes s'élèveront contre les pratiques romaines : au contraire, les canonistes louent la Papauté de se substituer aux évêques, dont les choix sont souvent tardifs, aveugles ou malheureux [21].

Comment les papes seront-ils préservés de la tentation d'une véritable tyrannie? Par des obstacles que nous allons décrire.

SECTION III. — LES LIMITES DE LA PUISSANCE.

Si vaste était la puissance du Saint-Siège que l'on aurait pu redouter le despotisme : les papes eux-mêmes en adoptaient parfois les menaçantes maximes. Dans le même temps, ils professaient le respect de principes et de règles qui dominent la conduite de tout gouvernement et d'abord de l'Église. Que ces lois suprêmes fussent sanctionnées par le droit et par Dieu lui-même, ils n'en pouvaient disconvenir et les docteurs le rappelaient avec discrétion, certains polémistes avec une résolution qui annonçait la tempête. Parcourons ce triple champ des déclarations pontificales, des réserves doctrinales et des sanctions théoriques.

§ 1. — Affirmation de la liberté souveraine.

Les papes ont emprunté aux empereurs romains les formules de l'absolutisme.

LE REFUS DES ENTRAVES

Cum non habeat imperium par in parem : Innocent III allègue, pour écarter une décision d'Alexandre III, un texte de Paul au *Digeste*, qu'Ulpien éclaira par des exemples [1]. Le pape n'est point lié par ses prédécesseurs : ni décrétale ni canon publié par eux ne limite sa volonté dans l'ordre de la discipline [2]. A plus forte raison, le pape ne se sent-il soumis au *consensus* d'aucune assemblée, d'aucun corps pour prendre une décision : le droit des décrétales sous-entend que les avis contraires seraient tenus pour néant [3].

[21] Barraclough, p. 125-129, constate le long silence et rapporte les justifications de la bulle *Licet*, par Guillaume Durand et la glose ordinaire. Il montre le libéralisme, le sérieux administratif, la « maturité » des choix pontificaux, l'arbitraire, la légèreté de bien des choix locaux. S'il avait poussé son étude jusque dans le cours du XIV[e] siècle, il aurait constaté des abus.

[1] X I 6 20 *(Innotuit) : Quamvis autem canon Lateranensis concilii, ab Alexandro praedecessore nostro editus, non legitime genitos adeo persequatur, quod electionem talium innuit nullam esse, nobis tamen per eum adempta non fuit dispensandi facultas, quum ea non fuerit prohibentis intentio, qui successoribus suis nullum potuit in hac parte praeiudicium generare, pari post eum, immo eadem potestate functuris, quum non habeat imperium par in parem.* La maxime est dans *Dig.* IV 8 4. Applications dans *Dig.* 36 I 13 4, et dans *Clem.* III 17 c. un. (révocation de la bulle *Clericis laicos*).

[2] Il ne saurait être question des définitions dogmatiques.

[3] *De consilio fratrum* signifie un avis, jamais une part de décision.

Digitized by Google

LE PLAISIR DU PRINCE

Quod principi placuit legis habet vigorem[4]: une maxime impériale exprimait la souveraineté absolue du pontife. Il a la plénitude de puissance[5] qui le met au-dessus de tout droit positif[6], qui en fait la source de tout droit[7]. Bernard de Parme récite, avec une sorte d'enthousiasme prophétique, les litanies de cet « arbitraire céleste » : le pape, vicaire de Dieu, a le pouvoir de changer la nature des choses, de créer, de valider une sentence nulle, de rendre juste l'injustice, par une correction du droit[8]; tout ce qu'il veut est raisonnable et nul n'en peut demander compte. Ces termes étaient traditionnels, au moins depuis la glose de Tancrède[9], Innocent IV les justifie plusieurs fois dans ses Commentaires[10].

LA SOUSTRACTION AUX LOIS

Princeps legibus solutus. Gratien admet cette autre maxime du *Digeste*[11]: le pape n'est point tenu d'observer ses propres lois. L'exemple vient du Christ qui, à plusieurs reprises, viola délibérément la loi qu'avait dictée son Père à Moïse[12]. Par ces apparents scandales, il entendait se déclarer maître de la loi divine. Si la soumission est, au contraire, parfois professée par Innocent III, théologiens et canonistes, résolvant la contrariété, en ont exclu la *vis coactiva*[13].

Ainsi, le pape était non seulement au-dessus de tout contrôle et de toute loi positive, mais, puisqu'il tenait la place de Dieu, seul maître de la nature, pourquoi eût-il été asservi aux lois divines et naturelles? La casuistique s'exerça sur les Évangiles, comme, à la fin du XI^e^ siècle, elle s'était exercée sur les canons. Une série de distinctions livra au pontife romain l'application des prescriptions disciplinaires de l'apôtre Paul, des conseils et de la lettre même des Évangiles, voire de certains principes qui laissaient place à l'interprétation[14]. D'autres souverains avaient rompu toutes les bornes de la puissance. Jamais la justification théorique n'avait eu de telles assises ni de tels arguments. *Auctoritate* et *ratio* qui fondent et nourrissent ces

[4] Instit. I 2 6 = *Dig.* I 4 1.

[5] L'expression a pris le sens de concentration de la puissance : J. RIVIÈRE, *In partem sollicitudinis*, dans *R.S.R.*, 1925.

[6] X III 8 4 *(Proposuit) : Secundum plenitudinem potestatis, de jure possumus supra jus dispensare.*

[7] *Dictatus Papae*, n. 17 : *Quod nullum capitulum nullusque liber canonicus habeatur absque illius auctoritate.*

[8] In c. 3 X I 7 : *dicitur habere celeste arbitrium ...et ideo etiam naturam rerum immutat, substantialia unius rei applicando alii ...et de nullo potest aliquid facere ...et sententiam quae nulla est facit aliquam ... quia in his quod vult ei est pro ratione voluntas ... nec est qui ei dicat: cur ita facis? ...ipse enim potest supra jus dispensare ... Idem de injustitia potest facere justitiam, corrigendo jura et mutando ...et plenitudinem obtinet potestatis.*

[9] Par la même décrétale, dans la *Compilatio* III^a^ I 5, Jean le Teuton a transcrit textuellement ce texte.

[10] In c. 4 X I 5; in c. 10 X II 2; in c. 20 X 2; in c. 27 X II 27; in c. 55 X II 28; in c. 8 X III 34; in c 24 X V 23.

[11] I 3 31.

[12] *Dictum* final de C. 25 q. 1.

[13] VAN HOVE, *De legibus*, p. 208, qui renvoie à R. W. et A. J. CARLYLE, *op. cit.*, t. I, p. 229-239; t. III, p. 67-74; 138-140; t. V, p. 96-101; 475-476.

[14] W. ULLMANN, *Medieval Papalism*, en donne des exemples.

Digitized by Google

impressionnantes doctrines de domination ne vont-elles point en assurer la mesure et le contrôle?

§ 2. — Obstacles à l'arbitraire.

La compétence du pape n'est point illimitée : au temporel, il n'a autorité sur les laïcs que dans son patrimoine [1]. Même dans les bornes du spirituel, le pape est soumis à des principes immuables, à la constitution fondamentale et à la sagesse humaine.

PRINCIPES IMMUABLES

Écritures, droit naturel, tradition apostolique opposent des lignes infranchissables : l'esprit des Évangiles ne supporte aucun compromis; les principes primaires de la loi de nature renforcent l'obstacle écrit. Enfin, les racines primitives des usages, contemporaines des apôtres, ne sauraient être extirpées.

CONSTITUTION FONDAMENTALE

La constitution fondamentale offre la même rigidité. Elle ne fut jamais rédigée en un *corpus* méthodique [2]. Ce sont toutes les règles et les institutions qui ne souffrent aucune atteinte sans défigurer l'Église [3]. Le plus intangible des chapitres est l'administration des sacrements qui régularise les rapports avec Dieu; c'est dire que le pape ne saurait conférer à un laïque les pouvoirs propres du sacerdoce : collation des ordres sacrés, consécration eucharistique, absolution des péchés. Dans l'organisation de l'Église, le principe du pouvoir ordinaire des évêques, l'échelle hiérarchique, l'existence de l'état religieux, la propriété et la destination des biens ecclésiastiques [4] échappent à son arbitraire. Si nous considérons, enfin, la vie civile, on sait que la Cité, la famille obéissent à des statuts immuables [5].

SAGESSE HUMAINE

Des obstacles profanes s'ajoutent à ces interdits religieux. Certains principes généraux, admis par toutes les législations, contrarient les excès d'autorité. Le respect des droits

[1] Alexandre III se défend de juger les affaires entre laïcs, de se prononcer sur les causes féodales, X II 2 c. 5, 6 et 10. S'il corrige une coutume relative au testament, c'est à Ostie (X III 26 10), exemple de la distinction entre les lois ecclésiastiques et les lois de l'État pontifical.

[2] John H. HACKETT, *State of the Church. A concept of the Médiéval canonists*, dans *The Jurist*, juillet 1963, p. 259-290.

[3] *...quae recipi sine manifesta decoloratione non possunt.* C. 1 q. 7 c. 23 (*Etsi illa :* Gélase). La glose ordinaire sur le mot *decoloratione* est décevante *et sic forma constructionem si illa nullatenus sunt mutilanda et est sensus : in dispensabilibus non debet judex dispensare nisi ex magna causa, quanto magis in iis quae sunt indispensabilia, nullo modo debet judex dispensare.* Bernard de Parme n'est guère plus explicite in c. 4 X III 8 *(Proposuit) : contra universalem ecclesiae statum dispensare non potest... nec potest dispensare quod monachus habeat proprium... nec contra quatuor Evangelia nec contra praeceptum Apostoli...*

[4] *Procurator non dominus :* les canonistes ne cessent de rappeler cette condition proclamée par Symmaque (C. 12 q. 2 c. 20 : *Non liceat*).

[5] Nous marquons à propos de chaque institution, ces fondements et ces règles intangibles.

Digitized by Google

acquis protège les tiers, la rigueur de l'ordre judiciaire proscrit les décisions brusquées, aux États appartient le pur temporel [6].

Même dans son domaine incontesté, le pape est soumis aux lois non-écrites de la justice et de la raison : toutes ses décisions doivent se fonder sur une cause raisonnable et juste [7]. Cette condition est l'objet de longs développements chez les canonistes : elle offre un champ privilégié à ceux qui comptent sur la doctrine pour modérer l'expansion ou simplement la logique de la puissance pontificale. Elle trouve sa principale application dans l'exégèse de la dispense [8]. Par le relâchement de la loi, le législateur pouvait renverser à petits coups toutes les barrières qu'il avait lui-même posées, dans les trois secteurs du droit canon : par exemple, au seuil des ordinations, du mariage ou du pèlerinage. Par sa pure volonté, il pouvait autoriser les aliénations ecclésiastiques, diviser un diocèse ou transférer un évêque; excommunier, suspendre ou interdire; il pouvait déposer un prince; il pouvait délier d'un serment ou d'un vœu. Tous ces actes qui concernaient l'organisation interne, la vie sociale ou les rapports avec Dieu, la loi discrètement, les docteurs avec une énergie croissante, lui rappelaient qu'une cause devait les justifier. Cette notion de la nécessité, de l'opportunité, de l'utilité des actes insolites maintient le règne, pour le moins l'exigence et le prestige de la raison dans l'exercice du pouvoir pontifical.

§ 3. — Sanction des principes.

Cette doctrine de la juste cause se précise dans une triple assertion qui définit les conséquences d'un ordre injuste du pontife romain.

DROIT DE REPRÉSENTATION

N'est-ce point le lieu de rappeler ce beau texte d'Alexandre III qui reconnaît le droit de représentations de l'évêque (ou du fidèle)? Le pape se déclare prêt à tenir compte de raisonnables objections pour suspendre l'exécution d'un ordre que de mauvaises informations auraient inspiré [1].

[6] Gloses sur c. 1 X II 12, et c. 4 X III 8. HOSTIENSIS, *Summa*, ad tit. *De officio et potestate judicis delegati* § *Quis sit effectus recusationis*.

[7] La notion est aussi obscure que celle de statut général de l'Église, puisqu'elle se détermine d'après des critères ou trop généraux ou trop individuels : entre l'autorité, qui en principe, a raison et la raison qui, en fait, est dépourvue d'autorité, le conflit est insoluble, à l'âge classique, comme en tous les temps.

[8] VAN HOVE, *De dispensationibus*, Malines-Rome, 1939, p. 412-439. Les canonistes répètent cette nécessité de la juste cause. Voyez Innocent IV in c. 4 X I 4; in c. 6 III 35. Le grand problème est de déterminer la frontière de l'intérêt public ou (à partir du IX^e^ siècle) des intérêts privés et de la constitution ecclésiastique.

[1] X I 3 5 *(Si quando)*. Nous aimons à relire cette décrétale d'Alexandre III : *...aut mandatum nostrum reverenter adimpleas aut per litteras tuas quare adimplere non possis rationabilem causam praetendas quia patienter sustinebimus, si non faceris quod prava nobis fuerit insinuatione suggestum.* Le droit romain fournissait un modèle : C. J. VII 45 13 *(Nemo) : Nemo judex vel arbiter existimet neque consultationes quas rite judicatas esse putaverit sequendum.* La glose ordinaire du *Code* explique : *consultationes, id est responsa ad consultationes data etiam a principe quae sunt extra corpus juris*, et renvoie au second texte que le pape avait en vue, C. J. I 14 2 (*Quae ex relationibus vel suggestionibus*) qui visait le caractère particulier des privilèges. Alexandre III donne à la règle toute sa rigueur et Bernard de Parme l'étend à tout *mandatum praelati*.

Digitized by Google

DEVOIR DE RÉSISTANCE

Mieux : quand un ordre du pape risque d'induire au péché ou de provoquer un scandale grave, le fidèle doit suivre sa conscience, en s'abstenant d'obéir [2]. Aucune exception au principe que tout commandement contraire au salut, quelle que soit l'autorité d'où il émane, est dépourvu de force obligatoire ou plutôt que l'obligation est de lui refuser obéissance [3]. A la vérité, l'accent ne sera mis sur cette application des principes généraux au Saint-Siège que peu après l'âge classique. Du XII[e] au XIV[e] siècle, les canonistes insistent plutôt sur le devoir d'obéissance : cependant, le maintien des textes patristiques sur le refus d'obtempérer aux commandements périlleux pour le salut de l'âme, les sages réserves de quelques décrétales, enfin les insinuations de la polémique hostile à la Curie ont préparé, dès ce temps-là, une opposition aux abus de la *plenitudo potestatis* [4].

VENGEANCE DIVINE

Les docteurs du for interne apportaient un concours discret aux modérateurs. Obéir à un ordre dangereux pour l'âme, c'était se rendre complice, par négligence ou lâcheté : la faute du chef était passible d'un plus lourd châtiment, d'autant plus lourd que le coupable échapperait à la répression hiérarchique. Cette menace vise expressément le pape, dans la *Somme* d'Hostiensis [5].

CONCLUSION

Autant que la vigueur théorique de ces obstacles à la puissance, apparaît leur faiblesse pratique. Qui déterminera la juste cause, qui sanctionnera les manquements à la raison? Seuls, les préceptes évangéliques proposent une digue : l'ampleur de la domination dépend de la force. Au lieu de s'additionner, les sanctions se compensent. La répression dans l'Au-delà des abus du pouvoir pontifical signifie qu'on désespère de les empêcher et qu'on en laisse à Dieu la punition [6].

Conclusion.

En deux siècles, la Papauté a réalisé la conception grégorienne du souverain pontificat. Législateurs et docteurs ont exalté le chef, par la définition et la justification de sa puissance, l'indépendance de son gouvernement et la continuité de son administration.

[2] Une autre décrétale d'Alexandre, X III 5 6 *(Si teneamur)* justifie l'inexécution d'un mandat de provision qui ne pourrait être exécuté sans scandale : *aequanimiter sustinemus si pro eo mandatum nostrum non duxeris exequendum.*

[3] Sujet de la question 3 de la Cause 11, c. 44-54, 87-101, véritable florilège patristique de l'opposition aux sentences injustes. Voyez encore X V 39 44 *(Inquisitioni)* et les gloses.

[4] Ce courant d'opposition est assez bien connu, mais l'inventaire de ses éléments canoniques n'a été que récemment entrepris.

[5] *Summa*, L. I t. 17 n. 9 : ...*quamvis Papa sine causa dispensare possit de plenitudine potestatis, pro eo quod non habet superiorem in hoc mundo, nec est qui corrigat vel emendet, attamen cum homo sit, peccari potest...*

[6] Hostiensis conclut : ...*a dominorum domino et pontifice, omnium pontifice, si sine penitentia decesserit, punietur. Ideo moverit sibi terribilius judicium quam aliis inferioribus imminere.* Des textes de l'un et l'autre droit sont allégués.

Digitized by Google

En même temps, la primauté se traduisait par une application quotidienne et extensive des pouvoirs de la présidence, de l'indivision et de la domination.

Théoriquement, la puissance du pape dépasse en étendue et en profondeur celle d'aucun prince du siècle. Mais aussi ses limites sont plus étroites et efficaces. Est-il vraiment un souverain? Tandis que, dans les États, le dernier mot appartient au prince, dans l'Église il appartient, logiquement, à Dieu. Si des publicistes, qui ne sont point dans la lignée des canonistes, ont accordé au pape la maîtrise totale du monde, une juste interprétation du vicariat divin le subordonne plus étroitement qu'aucun monarque. La liberté de ses mouvements dépend de son interprétation des intérêts de l'Église que lui a confié le Christ, et dont il devra rendre compte, au jour du Jugement [1].

Elle dépend aussi de l'adhésion ou de la résistance du clergé, des princes, de l'opinion publique. Nous avons présenté surtout les dispositions légales, mais la puissance qu'elles expriment rencontre dans son exercice des forces alliées ou hostiles : elles suscitent le choc des doctrines, les réactions contradictoires des gouvernements [2].

Plus encore comptera l'aide ou le contrepoids des associés dans le gouvernement central de l'Église — concile œcuménique et Sacré-Collège — dont nous allons connaître la structure et les mouvements.

[1] Elle dépend aussi de la profondeur de sa foi et de sa crainte de la justice divine : nous ne pouvons entrer dans les consciences mais la psychologie de chaque pape nous laisserait entrevoir l'ardeur de ses convictions, sa conception de la justice, ses scrupules personnels.

[2] Nous avons délibérément omis l'étude des doctrines, qui n'entre point dans le cadre que l'on nous a proposé. On pourra consulter, outre CARLISLE et LAGARDE, *op. cit.*, R. HULL, *Medieval Theories of the Papacy*, Londres, 1934; E. F. SUTCLIFFE, *Medieval Theories of the Papacy*, Londres, 1934. La plupart des auteurs notables ont été récemment étudiés : voyez, par exemple, R. CREYTENS, *Une question disputée de Giovanni Fiamma O. P. sur le pouvoir temporel du pape*, dans *A.F.P.*, 1945, p. 102-133; B. KUITERS, sur la *potestas directa* selon Gilles de Rome, dans *A.f.K.K.R.*, 1957-58; M. J. WILKS, *Papa est nomen jurisdictionis. Augustinus Triumphus and the papal Vicariate of Christ*, dans *Journ. of theological studies*, 1957, p. 71-91; 256-271; L. HÖDL, *Die Lehre des Petrus Johannes Olivi von der Universalgewalt des Päpstes*, Munich, 1958; A. M. STICKLER, *Alanus Anglicus als Verteidiger des mon. Pappstums*, dans *Salesianum*, 1959, t. XXI, p. 346-406.

Digitized by Google

CHAPITRE II

L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ

La centralisation met aux mains du pape une immense variété de pouvoirs. Comment pourrait-il les accroître, ou simplement les garder, voire les exercer, sans l'assentiment, le concours permanent de toute l'Église, le réconfort d'assemblées périodiques, l'assistance quotidienne d'un corps de conseillers? Peuple chrétien, concile œcuménique, Sacré Collège assurent ce vigoureux soutien.

Mais ces trois nœuds de force recèlent des oppositions que suscitent l'ambition, le particularisme, l'angoisse. L'ambition de partager le pouvoir se manifeste surtout dans l'exercice du gouvernement interne, qu'il s'agisse de distribuer l'autorité, la richesse ou les honneurs. Le particularisme a pour champ naturel tout le domaine social : options politiques, coutumes familiales, intérêts mercantiles divisent les nations, les assemblées, les corps. L'angoisse règne dans le domaine de la foi que l'hérésie menace de ruine.

Un seul homme gouverne en souverain la vie de l'Église, les rapports sociaux, le dépôt de la foi. Le risque d'une administration maladroite ou cupide, d'une politique audacieuse ou ruineuse, d'une interprétation arbitraire du dogme ajoute aux dispositions personnelles que nous avons nommées l'honnête souci de chrétiens dévoués à l'Église. Aucun souci plus poignant que celui de l'intégrité de la foi. La chronique pontificale révèle que des papes seraient tombés dans l'erreur : à qui reviendra de préserver l'orthodoxie?

Auxiliaires, émules ou concurrents : demandons-nous quel fut le rôle du peuple, du concile et du Sacré Collège.

SECTION I. — CONSCIENCE ET IMPUISSANCE DU PEUPLE CHRÉTIEN.

L'Église est le peuple de Dieu, elle comprend tous les baptisés, unis par la même foi et la même loi. S'agit-il d'une masse amorphe ou d'un corps unifié? Ce peuple, plus ou moins conscient de sa force, prétend-il participer au pouvoir? Quelle place lui accorde la doctrine officielle?

§ 1. — L'affirmation de l'existence.

COLLECTIO FIDELIUM Tous les Occidentaux et nombre d'Orientaux portent le signe du baptême : il y a une Chrétienté géographique, qui comprend l'Europe occidentale, et une diaspora. Regardons les fidèles qui l'habitent pour caractériser leur coexistence (qui ne suffirait pas à faire une société).

Digitized by Google

Ces millions de baptisés savent et sentent leur appartenance à l'Église. Entre eux, le dogme et le culte, la pratique cultuelle et sacramentelle, la discipline administrative et morale créent une sorte de lien public et de secrète identité. *Collectio fidelium*, ils sont « reliés », rassemblement homogène et permanent [1].

UNIVERSITAS CHRISTIANORUM

Ces liens religieux, affectifs, intellectuels qui assurent l'ordre et la durée, les docteurs en ont reconnu le caractère juridique : comme le *populus romanus*, les chrétiens forment un corps, *collegium*, *universitas*. Telle est la définition courante de l'Église, chez les théologiens comme chez les canonistes [2]. Fondation ou corporation? Il importait de choisir le premier terme, pour soustraire l'Église aux volontés des fidèles et tout subordonner au but de l'institution [3].

Ne peut-on dire davantage? Ce peuple constitue l'Église. Il a reçu le dépôt de la foi, la responsabilité du salut commun, il est l'*ecclesia* des Évangiles et l'on peut comprendre en un sens universaliste l'expression même : *ecclesia romana* [4].

§ 2. — Les aspirations au pouvoir.

Le peuple chrétien n'avait guère l'ambition de diriger l'Église [1]. Certains faits, pourtant, semblaient impliquer sa participation, voire sa supériorité dans chacun des trois secteurs.

SECTEUR SOCIAL

On ne s'étonnera point que dans le secteur de la vie sociale, il arriva souvent que le peuple déniât au Siège romain le monopole de la conduite politique et qu'il opposât au droit commun de la famille sa coutume nationale ou locale. Cette contestation s'appuyait sur la distinction des deux puissances et traduisait, plutôt qu'une volonté de s'immiscer dans le gouvernement ecclésiastique, la volonté d'empêcher une immixtion de Rome dans la Cité ou la maison. La résistance aux lois les plus essentielles du mariage nous est une preuve de l'attachement populaire aux usages invétérés : les décrétales, imposant la volonté pontificale, nous laissent

[1] *De cons.*, D. 1 c. 8 (Nicolas Ier) : *Ecclesia, id est catholicorum collectio...* Glose in c. 9 C. 23 q. 1 *(A recta) : ipsa congregatio fidelium hic dicitur ecclesia... talis ecclesia non potest non esse... nam ipse Dominus orat pro ecclesia.* Ces textes subordonnent à Rome l'*ecclesia*, après en avoir défini la composition.

[2] Hugues de Saint-Victor : *Quid est ergo ecclesia nisi multitudo fidelium, universitas christianorum.* Jean le Teuton, in c. 18 C. 24 q. 1 : *unum corpus efficimur.* On trouve des expressions identiques dans les sources de la glose ordinaire : Huguccio, la Palatine emploient la terminologie romaine : *universitas.*

[3] Ce problème juridique sera traité amplement dans l'*Histoire du droit et des institutions de l'Église.*

[4] Glose ordinaire, sur c. 9 Dist. 19 et C. 24 q. 1 c. 9 : *ecclesia romana dicitur quandoque collectio justorum... collectio fidelium... tota catholica ecclesia.* Déjà, Huguccio ad c. 3 Dist. 21 interprète géographiquement : *unicumque sunt boni fideles ibi est romana ecclesia;* ad c. 1 Dist. 23 : *in romana ecclesia intelligitur universitas fidelium.* Et la somme *Et est sciendum* ad c. 24 Dist. 93 : *nomine « romana ecclesia » accipitur interdum universalis ecclesia.*

[1] On ne trouvera cette prétention que chez des hétérodoxes comme Michel de Cesena, Marsile de Padoue, Guillaume d'Occam. Cf. J. LECLER, *Les théories démocratiques au Moyen Âge*, dans *Études*, 1939, notamment p. 174, 182.

Digitized by Google

deviner la prétention des peuples à maintenir une discipline locale dont ils sont les auteurs [2].

ORGANISATION ECCLÉSIASTIQUE

Le peuple était originairement admis à l'élection des évêques, y compris l'évêque de Rome, et c'est en son nom que prétendent agir les empereurs [3]. Il trouve l'appui non seulement du Souverain monarque, mais encore de certains canonistes, qui vont jusqu'à désigner comme propriétaire des biens ecclésiastiques la *congregatio fidelium* [4]. Et nous verrons bientôt les fidèles s'introduire dans le gouvernement temporel des paroisses [5].

LE DOMAINE DE LA FOI

La plus grave des affirmations est dans le domaine de la foi. L'opinion d'Huguccio, que l'inerrance est garantie par la *congregatio fidelium*, l'*universum corpus*, se retrouve chez de nombreux canonistes [6]. Conclusion logique pour plusieurs : la contradiction entre le pape et le peuple chrétien se résout au profit de l'opinion populaire [7]. Il ne s'agissait point d'un débat théorique, un problème concret, dramatique était posé : si le pape tombait dans l'hérésie [8], ne serait-il point justiciable du peuple chrétien [9], voire de n'importe quel orthodoxe [10]? L'affirmative était professée sur de solides fondements et la compétence populaire pour le jugement des défaillances du pape fut étendue dès le début du XIII[e] siècle, par quelques auteurs, au crime

[2] Nous verrons, par exemple, dans la II[e] partie de cet ouvrage, que le principe de l'indissolubilité absolue du mariage rencontre une longue résistance fondée sur les coutumes locales.

[3] La règle de l'Antiquité est l'élection populaire. D. 61 c. 13 (*Nullis invitis detur episcopus :* Célestin 1[er]); D. 63 c. 27 (*Vota civium :* Léon 1[er]).

[4] Innocent IV ad c. 4 X II 12 : propriété et possession des biens ecclésiastiques appartiennent au Christ « *vel ecclesia habet... id est aggregatio fidelium quae est corpus Christi capitis* ». Mêmes expressions chez Jean le Moine in c. 2 VI III 9, et chez d'autres grands canonistes du XIV[e] siècle.

[5] Les fabriques associent étroitement les fidèles à l'administration de l'Église. Très souvent, elles succèdent, en fait, au propriétaire privé et elles sont une participation canonique du peuple.

[6] *...numquam in toto erraverit.* Ad c. 9 Dist. 19. Le pape peut errer, mais non point l'ensemble du peuple chrétien.

[7] *Arg. quod sententia totius ecclesiae preferenda est Romae si in aliquo sibi contradicant.* Gl. ord., ad c. 6 C. 24 q. 1. Jean ne reproduit qu'un argument qu'il rejette mais qui, sans doute, traduit une opinion doctorale.

[8] Les canonistes classiques étaient alertés, on peut même dire hantés par le texte du *Liber pontificalis* (éd. DUCHESNE, I, 258) reproduit au *Décret*, D. 19 c. 9, d'après lequel Anastase, ayant communiqué avec les Acaciens, pour cette participation à l'erreur, aurait été frappé par Dieu. Les défaillances du pape Marcellin (D. 21 c. 7) et de Pierre lui-même (*Dict. Grat. post.* c. 39 C. 2 q. 7) causèrent moins de trouble.

[9] Le texte fameux des *Gesta Bonifacii*, inséré au *Décret* Dist. 40 c. 6 : *papa... a nemine est judicandus, nisi deprehendatur a fide devius* semblait soumettre le pape au jugement du peuple chrétien. L'importance de ce texte a été soulignée par H. X. ARQUILLIÈRE, *L'origine des théories conciliaires*, dans *Séances et Travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, t. 175 (1911), p. 573-586; J. R. MOYNIHAN, *Papal Immunity and liability in the writings of the medieval canonists*, dans *Analecta gregoriana*, 1961, insiste sur le *nisi a fide devius*.

[10] *A quocunque*, disent des canonistes. Alvaro Pelayo et Agostino Trionfo s'accordent sur ce point avec P. Olivi.

Digitized by Google

notoire, au scandale public, à l'obstination [11]. Sans doute, elle ne supposait point une supériorité normale : elle accordait, cependant, une supériorité occasionnelle et l'hostilité réelle ou supposée du peuple mettait le pape à la merci des accusateurs.

Une subordination permanente était suggérée par la maxime : *Orbis major urbe*. Tirée de saint Jérôme [12], elle insinue chez les auteurs la supériorité du *populus* sur le pape [13], en somme que la Chrétienté dépasse la Papauté.

La plus inoffensive en pratique, la plus dangereuse en théorie, des conceptions ecclésiologiques faisait du pape le représentant du *populus*. Si l'on entend qu'il a seul qualité pour parler au nom de l'Église, sa primauté demeure intacte : mais si l'on entend qu'il tient son pouvoir du peuple chrétien, il doit, comme tout mandataire, rendre compte [14]. L'ambiguïté de la représentation met en péril les fondements de la souveraineté. Elle apparaît jusque chez les plus orthodoxes, avec une certaine ingénuité : un curialiste aussi résolu qu'Agostino Trionfo voit dans la totalité des fidèles la racine lointaine du pouvoir pontifical [15]. Déjà Huguccio avait, par une transposition hâtive, assigné au pouvoir législatif du pape la même source qu'au pouvoir de l'empereur : la volonté populaire [16].

§ 3. — La doctrine officielle.

REFUS DE TOUTE PRÉTENTION POPULAIRE

A l'invocation des lois et coutumes régissant le domaine social, la papauté répondait par l'affirmation de sa compétence exclusive dans l'interprétation des Écritures : elle maintient, par exemple, que le principe de l'indissolubilité du mariage s'y trouve inscrit sans exception, aussi bien que la prohibition de l'usure [1]. Tout aussi claire est la mission donnée au Prince des apôtres de garder intacte la foi : il est le garant suprême, unique, investi, au-dessus d'une foule mobile et sans titre [2]. En aucun cas, la Papauté

[11] Glose ordinaire in c. 6 D. 40 *(Si papa) : Sed quare non potest accusari de alio crimine ponamus quod notorium fit crimen ejus vel per confessionem, vel per facti euidentiam : quare non accusatur vel de crimine simoniae, vel adulterii : etiam cum admonetur, incorrigibilis est, et scandalisatur ecclesia per factum eius? Certe credo quod si notorium est crimen eius, quandocumque, et inde scandalisatur ecclesia et incorrigibilis sit : quod inde possit accusari. Nam contumacia dicitur haeresis.*

[12] Ep. 146, dans *P.L.*, t. 22, col. 1134.

[13] Huguccio, in c. 24 D. 93, en déduit que « *major est auctoritas orbis quam Rome* ».

[14] Telle est la norme du mandat : on trouvera dans la thèse de P. Legendre, déjà citée, toutes les nuances de la conception médiévale. L'idée d'une reddition de comptes n'est pas expresse chez les critiques de la Papauté.

[15] *De potestate ecclesiastica*, q. 3 à 8.

[16] Post. c. 3 Dist. 4 : « *omne enim jus condendi leges vel canones populus contulit in imperatorem et ecclesia in apostolicum* ».

[1] Nous verrons, dans la II[e] partie, combien les interprétations des législateurs, de la coutume, de certains docteurs, s'écartaient de cette rigueur.

[2] Les Écritures attribuaient sans conteste, cette fonction à Pierre, roc sur lequel était construite l'Église ; mais n'était-il pas lui-même choisi par les apôtres : l'idée circulait, même chez un théologien orthodoxe comme Hervé Nédélec.

Digitized by Google

n'admit sa soumission au jugement populaire. *Prima sedes non judicabitur a quoquam* [3].

CONDITIONS DE COOPÉRATION

Tous ces refus n'excluent point une coopération légitime et parfois nécessaire.

Dans la vie sociale, l'idéal est la conjugaison du gouvernement pontifical et de l'activité populaire. La Papauté respecte les bonnes coutumes, au chapitre du mariage ou des contrats; elle cherche l'appui du peuple dans les communes et les royaumes.

La réponse de Nicolas Ier à l'empereur Michel justifie l'intervention du peuple toutes les fois que le dogme est en question [4]. Si le pape tombait dans l'hérésie, il se retrancherait par le fait même, de l'Église : tout le rôle du peuple serait de constater, de déclarer cette apostasie et d'en tirer les conséquences [5].

Autant que les définitions de la foi, la discipline est d'intérêt commun. La Papauté proclame la nécessité d'une association de tous les intéressés à la délibération et à la ratification des règles. *Quod omnes tangit, ab omnibus tractari et approbari debet* [6] : cette maxime plusieurs fois inscrite au *Corpus juris canonici* signifie la participation des fidèles au gouvernement de l'Église. Ils ne détiennent point l'autorité, mais ils ont à donner leur avis et, mieux, leur assentiment, sur des questions d'intérêt temporel : ainsi le partage d'une prébende, l'octroi d'un subside; ou même sur la réforme des institutions. C'est avec cette pensée que les papes ont réuni les conciles œcuméniques. Innocent III ou Clément V n'entendait point qu'une assemblée représentative fît des lois, mais ils voulaient associer toute l'Église à leur propre délibération, corroborée par un vote approbateur. La plénitude de puissance se trouvait comme adoucie par cette association, si éloignée qu'elle fût d'une dyarchie.

CONCLUSION

La plus parfaite figure du *populus* est le *corpus* mystique. Cette expression signifie tantôt l'Eucharistie, tantôt l'Église. Elle peut, en ce deuxième sens, satisfaire tous les docteurs :

[3] Gélase a clairement posé le principe : C. 9 q. 3 c. 16 *(Ipsi sunt)* et 17 *(Cuncta per mundum)* et Symmaque soumet le pape au seul jugement de Dieu (*ibid.* c. 14 : *Aliorum*). Le *Constitutum Sylvestri* (MANSI, t. II, p. 651) est reproduit sous le nom d'Innocent dans C. 9 q. 3 c. 13 : *Nemo judicabit primam sedem... Neque enim ab augusto, neque ab omni clero, neque a regibus, neque a populo judex judicabitur.* La maxime se retrouve dans Dist. 21 c. 7 : *Prima sedes non judicabitur a quoquam* (Nicolas Ier). *Dictatus Papae*, 29. Toutes les comparutions historiques du pape devant un tribunal sont rapportées par Gratien pour démontrer soit l'incompétence du tribunal (Dist. 17 c. 6 : cas de Symmaque, cas de Léon III), soit l'assentiment du pape à l'audience (C. 2 q. 5 c. 10 : cas de Sixte III; C. 2 q. 7 post c. 41; cas de Damase; cas de Pascal II en 1152 et 1156), soit l'absence de jugement (pour Marcellin : Dist. 21 c. 7).

[4] Dist. 96 c. 4 : *Ubinam legistis, Imperatores antecessores vestros synodalibus conventibus interfuisse, nisi forsitan in quibus de fide tractatum est, quae universalis est; quae omnium communis est; quae non solum ad clericos, verum etiam ad laicos, et ad omnes omnino pertinet Christianos?*

[5] Innocent III, sermons II, III et IV, *In consecratione pontificis* invoque le texte de Jean : *Qui non credit jam judicatus est* pour expliquer la condamnation purement déclarative d'un pape qui tomberait dans l'hérésie.

[6] Y. M. CONGAR, *Quod omnes tangit ab omnibus tractari et approbari debet*, dans *R.H.D.*, 1958, p. 210-259, notamment p. 228.

Digitized by Google

les uns ont les yeux fixés sur les membres, que constituent tous les fidèles, et les autres sur la tête, où réside la pensée, l'autorité, la majesté [7].

Une analyse moins élémentaire ferait apparaître tous les organes, toutes les articulations. Le peuple se compose de millions de cellules, qui sont les baptisés, mais ses organes sont les diocèses et les paroisses, les ordres et les confréries. En tout temps et plus vive en certains temps, une tension se produit entre la tête et les membres, que l'on pourrait appeler le complexe d'Ésope [8]. Une coopération passagère, éclatante, s'établit, qui aboutit au renforcement de la tête et des membres : le concile œcuménique nous offre ce fastueux spectacle.

SECTION II. — RENOUVEAU ET SUBORDINATION DU CONCILE ŒCUMÉNIQUE.

Pendant le premier millénaire, tous les conciles œcuméniques se sont réunis en Orient, sur l'initiative des empereurs, avec une assez faible participation de l'Occident et pour résoudre surtout des difficultés théologiques. A partir du XII[e] siècle, tous ces traits sont périmés : le concile œcuménique se réunit en Occident, sur l'initiative du pape, avec une assez faible participation de l'Orient et pour résoudre surtout des problèmes de discipline. Sept fois en deux siècles se sont tenues ces assises grandioses. La Papauté les a organisées avec une attention croissante. Elle leur a demandé un concours qu'elle jugeait nécessaire.

Nous esquisserons la structure et la vie de ces assemblées, les intentions et les doctrines de la Papauté, les dangers secrets des tenues et des commentaires [1].

§ 1. — La tenue du concile.

PRÉLUDES

Invitations. — Pour la première fois en 1123, le pape ordonne la convocation d'un concile œcuménique. Il dresse la liste des participants : évêques, abbés, chapitres, princes [1]. Désormais, la volonté pontificale sera de sommer des représentants de toute la

[7] H. de LUBAC, *Corpus mysticum*, Paris, 1944, a lucidement tracé la ligne d'évolution de ce concept.

[8] A la vérité, entre le pape et les évêques ou les chefs de gouvernement, plutôt qu'entre pape et peuple.

[1] HEFELE-LECLERCQ (nous citerons : H.-L.), *Histoire des conciles*, t. V et VI, 1912-1915. Les textes dans MANSI, *Amplissima collectio;* les études particulières, dans les histoires des papes. H. JEDIN, *Kleine Konziliengeschichte*, chez Herder, 1959 (trad. française, sous le titre *Brève histoire des conciles*, Paris, 1960), consacre sa seconde section (p. 39-50) aux 7 conciles de l'âge classique. L'évolution est tracée par A. HAUCK, *Die Rezeption und Umbildung der allgem. Synode im Mittelalter*, dans *Hist. Viertelj.*, X (1907), p. 465-482. Voyez encore H. FUHRMANN, *Das ökumenische Konzil und seine hist. Grundlagen*, dans *Gesch. als Wissenschaft und Unterricht*, 1961, p. 672-695 (transformation du concept au XII[e] siècle); F. DVORNIK, *The oecumenical Councils, Twentieth Cent. Encyclopedia of Catholicism*, New York, 1961 (notamment p. 47-66) (traduction française, sous le titre *Histoire des conciles*, Paris, 1962).

[1] H.-L., V, 630. MANSI, t. XXI, p. 277-304.

Digitized by Google

Chrétienté [2]. Alexandre III exprime clairement l'opportunité d'un large assentiment de tous ceux à qui s'appliqueront les canons du concile [3] et Innocent III insinue la règle générale [4]. La double préoccupation des papes est d'obtenir la présence de ceux dont le concile devra réformer ou solliciter l'avis comme d'éviter les déplacements trop dispendieux ou gênants pour l'administration des diocèses [5].

Programme. — Le programme est établi par le Saint-Siège. Il s'étend aux trois secteurs du droit canon : avant tout, le rétablissement, dans toute l'Église, du bon ordre, troublé par le schisme, l'indiscipline et l'immoralité; la paix de la Chrétienté, que désolent l'envahissement de la Terre Sainte, l'hostilité des empereurs, la conduite des autorités locales; la définition des vérités dogmatiques, dont Orientaux, hérétiques et sectaires ruinent les fondements [6].

Préparation. — La préparation fut, dès l'origine, confiée à la curie et aux légats. Un effort assidu des cardinaux seconde le Pontife. Des légats parcourent l'Occident, cueillant des informations et convoquant des synodes : Calixte II avait inauguré cette méthode d'enquête et d'action locale [7]. Innocent III en fit un système [8]. Des commissaires furent nommés par Grégoire [9].

Les évêques pouvaient être les mieux informés. Innocent III leur demanda des rapports [10]. Avant le deuxième concile de Lyon, plusieurs écrits furent adressés à Grégoire X, qui contiennent un tableau des immenses difficultés de l'Église au sommet de sa puissance : *Collectio de scandalis* [11], *Opus tripartitum* d'Humbert de Romans [12], Lettre de l'évêque d'Olmütz [13]. Dès

[2] L'idée d'œcuménicité n'est pleinement réalisée qu'en 1215.

[3] Aux évêques de Toscane : *quod bonum secundum consuetudinem antiquorum patrum provideatur et firmetur a multis quod si particulariter fieret, non facile posset plenum robur habere.* MANSI, t. XXII, p. 222.

[4] Innocent III dans *P.L.*, t. 216, col. 824. *Ut, quia haec universorum fidelium communem statum respiciunt, generale concilium* (...) *convocemus.*

[5] H.-L., VI, 164 : au deuxième concile de Lyon, Grégoire X demande un seul abbé pour la représentation de tous les monastères d'un diocèse, un prévôt pour toutes les collégiales.

[6] Ces intentions sont inscrites dans les lettres de convocation et dans le sermon d'ouverture, qui contient souvent des indications précises.

[7] De 1122 à 1124, les cardinaux Pierleone et Grégoire parcoururent la France pour préparer évêques et abbés.

[8] De 1213 à 1215, il entretint des légats dans toute la Chrétienté.

[9] Ils devaient envoyer des délégués six mois avant l'ouverture du concile pour mettre au point le programme.

[10] Outre les biographies citées d'Innocent III, voyez A. LUCHAIRE, *Innocent III. Le concile du Latran...*, Paris, 1908, p. 6-7.

[11] Éditée dans *A.F.H.*, t. 24, 1931, p. 35-62, par A. STROICK, qui l'attribue à Guibert de Tournai (*A.F.H.*, t. 23, 1930 : 3 articles). La destination de cette *Collectio* a été découverte par J. AUER, *Studien zur Reformgeschichte für das Lyoner Konzil*, Fribourg-en-Brisgau, 1910. Elle contient plus de déploration que de conseils directs au concile et au pape.

[12] Édition BROWN, *Fasciculus rerum expetendarum*, Londres, 1690. Cf. B. BIRKMANN, *Die vermeintliche oder wirkliche Reformschrift des Dominikanergenerals Humbert de Romans*, Berlin, 1916 et K. MICHEL, *Der Reformvorschlag des Humbertus de Romans*, Diss. Vienne, 1920. Dans un ouvrage plus récent (Graz, 1926), K. MICHEL a étudié les projets orientaux. Cf. L. GATTO, *op. cit.*, p. 146-148.

[13] Édition *M.G.H.*, *Leges*, S. IV, t. 3, p. 589-594. Critique dure des clercs.

Digitized by Google

1308, Clément V chargeait tous les évêques de rédiger leurs observations, qu'il promettait d'examiner [14] : nous n'avons conservé que le *De modo celebrandi* de Guillaume Durand, évêque de Mende [15], le *Liber* de Guillaume le Maire, évêque d'Angers [16] et le rapport de Jacques Duèze, évêque d'Avignon [17].

FONCTIONNEMENT

Présences. — Le nombre des membres de chaque concile nous est donné, mais nous le lisons avec méfiance : les noms méritent plus de créance et il est important de relever ceux des hauts dignitaires et des princes [18]. Au premier concile du Latran, les chroniqueurs comptent de 300 à 500 évêques [19]; au second, de 500 à 1000 dignitaires [20]. Même éventail dans les statistiques du troisième [21]. Le rassemblement du quatrième semble plus nombreux encore [22]. Il y eut moindre assistance au premier concile de Lyon, à cause des circonstances politiques, grande foule au second [23]. Les statistiques du concile de Vienne sont incertaines [24].

Nous avons trop peu d'informations pour discerner la proportion des évêques, des abbés, des représentants des chapitres. Rares étaient les représentants du pouvoir séculier, que mentionnent pour la première fois les documents relatifs au troisième concile du Latran et, avec plus de précision pour le quatrième concile, diverses chroniques [25]. De toutes ces assemblées, seul le deuxième concile de Lyon fut vraiment œcuménique, puisqu'il réunit l'Orient et l'Occident [26].

Lieu et places. — Rome était le lieu naturel de la convocation [27]. Cependant Innocent IV et Grégoire X préférèrent Lyon, pour des raisons d'opportunité politique, et Clément V, la ville de Vienne, par convenance et nécessité [28].

Comme toujours, dans ces assemblées où se rencontrent les hiérarchies ecclésiastiques et séculières, le protocole eut fort à faire pour ménager le

[14] E. MÜLLER, *op. cit.*, p. 13 et suiv.
[15] Édition FAURE, Paris, 1671. — *Tractatus univ. juris*, t. XIII Pars I°.
[16] Édition C. PORT, Paris, 1874 (*Coll. de Documents inédits sur l'histoire de France*, dans Mélanges historiques).
[17] Bibl. Nat., Lat. 17522. Cf. N. VALOIS, dans *Hist. littér. de la France*, t. 34 (1915).
[18] G. TANGL, *Die Teilnehmer an den allgemeinen Konzilien des Mittelalters*, Weimar, 1922, p. 195-232, étudie la participation aux quatre premiers conciles du Latran en dénombrant les catégories et les nations.
[19] H.-L., V, 631 : *magna synodus Romae*. G. TANGL, *op. cit.*, p. 198-199.
[20] H.-L., V, 722. *Annales* de Melk : 500; Otto de Freising : un millier.
[21] H.-L., V, 1087.
[22] *Ibid.*, 1318.
[23] *Ibid.*, V, 1134 et VI, 168.
[24] E. MÜLLER, *op. cit.*, p. 68-84, compte 20 cardinaux, 4 patriarches, 20 archevêques, 79 évêques, 38 abbés.
[25] MANSI, t. XXII, p. 123 et 239. *Nuntii fere omnium imperatorum, regum, principum totius christianitatis :* les *Gesta Henrici II*, exagèrent. Au quatrième concile du Latran, il y eut de nombreuses ambassades. G. TANGL, *op. cit.*, p. 230-232.
[26] Deux trirèmes bien chargées et que la tempête allégea portèrent la légation byzantine. Jusqu'alors n'étaient venus d'Orient que les Latins.
[27] Première affirmation de la primauté; logique succession des synodes romains.
[28] L. GATTO, *op. cit.*, p. 108; E. MÜLLER, *op. cit.*, p. 18-19.

Digitized by Google

prestige des participants [29]. Nous sommes assez bien renseignés sur les deux conciles de Lyon, où la place des patriarches, des ordres cardinalices, des princes et de leurs ambassadeurs, des archevêques et des évêques fut réglée avec un soin exemplaire et très imparfaitement récompensé. Aucun tableau ne nous représente avec autant de netteté, de vie, les prétentions, les susceptibilités, les proportions de l'Église universelle que celui de ces trônes et de ces sièges.

Durée. — On peut être surpris de la brièveté du travail : au maximum six sessions, éventuellement deux semaines [30]. Toutefois, les préliminaires et les épilogues ont beaucoup accru l'importance de ces rassemblements de notables. Et ce serait mal connaître ce type de collectivité, particulièrement dans le monde ecclésiastique, mieux encore à Rome, que d'imaginer entre les sessions nos députés flânant parmi les ruines impériales, où ne se trouve aucun lieu propice à la négociation ni à l'octroi de privilèges.

Procédure. — Les sermons d'ouverture sont, à peu près, les seuls documents officiels qui nous soient parvenus [31]. Des débats nous ne sommes informés que par les chroniqueurs qui relatent surtout des épisodes, quelques controverses ardentes [32]. Dès le premier concile du Latran apparaît le système des commissions pour instruire certaines affaires [33]. A Vienne, cette procédure fut illustrée dans l'affaire des Templiers [34]. Seuls ont voix délibérative les cardinaux et les évêques ; les abbés et les autres prélats sont consultés [35].

Décisions. — Ce qui demeure, ce sont les décisions, dont la série n'est pas toujours bien établie [36]. Les canons, parfois revisés dans la Curie [37], seront, dès leur promulgation, des lois générales, que les codes successifs ont accueillies pour un temps illimité.

Environ 200 textes des sept conciles œcuméniques sont au *Corpus :* ils abordent, discutent, règlent la plupart des problèmes concernants l'organisation de l'Église, de la société chrétienne et des rapports avec l'Au-delà.

[29] Nous avons choisi cet exemple pour illustrer les problèmes du prestige, l. II, ch. I.

[30] Le premier concile du Latran dura du 18 mars au 6 avril ; le deuxième, le mois d'avril ; le troisième, du 5 au 19 (ou 22) mars ; le quatrième, du 11 au 30 novembre. Le premier concile de Lyon, du 26 juin au 17 juillet ; le deuxième, du 7 mai au 17 juillet, à cause de l'arrivée tardive des Grecs ; le concile de Vienne, du 16 octobre 1311 au 6 mai 1312, mais il y eut de longs intervalles entre les sessions. La brièveté des conciles souleva quelques protestations.

[31] Le premier concile du Latran n'a laissé aucun acte officiel.

[32] Ainsi, au premier concile du Latran, un conflit entre moines et évêques, dont l'écho est dans la Chronique du Mont-Cassin et la conclusion dans plusieurs canons. Au quatrième, la controverse sur l'élection impériale fut si violente que le pape dut lever la séance (H.-L., V, 1319). Elle ne fut pas moins ardente sur la prétention de Tolède à la primatie.

[33] Calixte II dut nommer une nombreuse commission épiscopale pour examiner la prétention de l'archevêque de Pise à consacrer les évêques corses. V. ROBERT, *Histoire du pape Calixte II*, 1891, p. 113-118.

[34] E. MÜLLER, p. 95-96.

[35] Les évêques successeurs des apôtres formant avec le pape l'Église gouvernante et enseignante participent aux définitions ; les autres prélats souscrivent. Cf. *D.D.C., Concile*, col. 1288. A la vérité, le pape prend seul la responsabilité des canons œcuméniques, qu'approuvent les membres du concile.

[36] Ainsi, pour le premier concile du Latran, H.-L., V, 636 ; pour le concile de Vienne.

[37] Rappelons l'article de St. KUTTNER sur les retouches au deuxième concile de Lyon, dans les *Miscellanea Pio Paschini*, t. II.

Digitized by Google

§ 2. — La conception romaine.

Pourquoi les papes ont-ils réuni sept conciles? Sans doute pour connaître et corriger les maux de la Chrétienté, pour faire éclater la permanence des caractères fondamentaux de l'Église, pour mieux asseoir leur puissance.

INFORMATION DE LA CURIE

L'information est fournie par les enquêtes préalables et aussi, de vive voix, par les membres du concile, qui ne manquent pas l'occasion de porter leurs doléances et leurs problèmes aux divers bureaux de la Curie [1]. Aucune circonstance plus favorable à la connaissance de toute la vie de la Chrétienté. Certes, les canons traduisent des soucis, des conclusions d'expériences : ils sont un reflet des problèmes et un des résultats de l'immense ébranlement des chefs.

Signe de vie chrétienne. — Ils sont aussi une preuve de la volonté de réforme qui anime toute l'Église. Par leur vigueur et par les actes pontificaux, nous sentons le souffle d'un esprit qui préserve, au-dessus des sombres réalités, l'idéal du christianisme [2].

AFFIRMATION DES QUATRE NOTES DE L'ÉGLISE

Cet idéal se résume dans les quatre notes de l'Église. Par le seul fait de leur rassemblement, les prélats de toute la Chrétienté manifestent leur unité en face des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur; ils sont unis pour organiser la défense ou le rétablissement des frontières méridionales et orientales de la Chrétienté, pour conjurer dans la Chrétienté même les divisions religieuses et politiques. Les professions de foi, la condamnation des défaillances morales, la prière commune, expriment la piété chrétienne, l'aspiration à la sainteté. Venus de tous les points de l'Occident et du proche Orient, les prélats vérifient l'universalité de l'Église. Leur ambition principale est de maintenir l'héritage primitif.

EXALTATION DE LA PAPAUTÉ

De ces quatre notes de l'Église, la Papauté est garante. Le concile œcuménique fait ressortir sa puissance. Un des buts du Saint-Siège est de rendre éclatante, pour le réconfort des chefs, la docilité des fidèles, la terreur des ennemis, la cohésion spirituelle de l'Occident fidèle à l'Évangile, sous la direction souveraine du pontife romain. Le pape a toutes les initiatives : il choisit et convoque les membres, il trace seul le programme, il préside et dirige. Marque de sa suprême autorité : il est le législateur véritable, comme l'évêque

[1] Encore un point sur lequel nous n'avons guère d'informations et qui est, cependant, capital dans l'histoire d'un gouvernement. Tout ce que nous livrent correspondances, diaires, chroniques sur ces démarches extra-conciliaires devrait être rassemblé.

[2] A. FLICHE, *Innocent III et la Réforme de l'Église*, dans *R.H.E.*, 1949, p. 87-152; pour le XIV^e^ siècle, J. HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*, Berlin, t. I, 1903. Voyez encore H. KELLER, *Das römische Kirche in der Reformation der Kirche*, dans *O.A.K.R.*, 1953, p. 198-212.

Digitized by Google

en son synode [3]. Ce qu'il demande au concile, c'est une simple approbation, qui proclamera l'adhésion à sa volonté, maîtresse de toute l'Église assemblée. Et c'est par les soins des prélats, qui prennent gîte sur tous les chemins du retour et qui, dans les assemblées provinciales et diocésaines, communiquent les canons et leur commentaire, qu'une publicité parfaite sera promise aux ordres du pontife.

§ 3. — Les risques publics.

A chacun des bienfaits et des promesses du concile s'opposent des menaces ou des méfaits.

DÉFAUTS DE LA CONNAISSANCE

Les informations peuvent être insincères, tendancieuses, fallacieuses, graves défauts qui résultent de la pusillanimité des intentions ou de l'ignorance des chefs et de leurs collaborateurs. A ce risque pour la Curie s'ajoute celui de troubler le peuple (pour autant que filtrent les nouvelles) : enquêtes, mémoires, canons affichent ou révèlent des misères scandaleuses [1].

ÉBRANLEMENT DES QUATRE NOTES

Chacune des notes de l'Église risquait d'être écartée ou faussée par l'interprétation des prélats. Pouvait-on célébrer l'unité, la sainteté, la catholicité, l'apostolicité, quand la raison de convoquer un concile était la rupture entre l'Orient et l'Occident, la corruption de la société chrétienne, son rétrécissement et ses infidélités?

Autant que l'unité formelle, éclatait la diversité réelle : Français et Allemands, séculiers et réguliers, parfois titulaires de sièges rivaux, avaient une occasion de sentir et de traduire en actes leurs animosités. Déjà s'esquisse le partage en nations; les querelles des moines et des Mendiants trouvent leur plus magnifique estrade; prétentions et préséances des métropolitains d'une nation, des évêques d'une province allument des incendies locaux. Dans la mesure où ils percevaient leur unité, comment ces chefs, conscients de leur force, n'eussent-ils point éprouvé quelque tentation de puissance collective [2]?

Dans leur conscience ou dans leur inconscient, ils éprouvaient à l'égard de Rome un sentiment de dépendance excessive : privés d'initiative, de droit d'opposition et de décision effective, induits à dépense et taxés par une Cour dont ils découvraient le luxe, ils n'éprouvaient point nécessairement les sentiments d'admiration et de respect pour le Saint-Siège qui eussent, mieux que le spectacle de l'autorité, de la majesté, renforcé leur obéissance.

[3] Les canons sont publiés non comme l'œuvre du concile, mais comme l'œuvre du Pape, au concile : *Alexander in concilio Lateranensi.*

[1] Il est vrai que la surprise des prélats était douteuse et que la masse des fidèles ne lisait point les textes.

[2] Ce trouble de conscience était occasionnel : nous verrons au livre VI que les causes avaient une périlleuse constance.

Digitized by Google

NAISSANCE DES THÉORIES CONCILIAIRES

Ce n'est pas au sein de l'Assemblée que se manifeste la moindre prétention à une autorité souveraine : aucun acte ne nous révèle une revendication, une insinuation de droits propres au concile dans le gouvernement de l'Église [5]. L'idée naquit dans les Écoles, prit forme chez des réformateurs, acquit des proportions menaçantes dans les officines de publicistes révolutionnaires [4].

Le *Décret* de Gratien contenait le germe et, dès la fin du XII[e] siècle, les gloses énonçaient des propositions neuves. Elles concernaient la compétence, la nature et l'antériorité du concile [5].

On le pressent : la compétence était affirmée d'abord, comme une nécessité pour le jugement du pape hérétique. Seul, le concile a compétence : telle est l'opinion commune au XIV[e] siècle [6] et la glose ordinaire du *Décret* précise déjà qu'en cette grave affaire le concile est supérieur au pape [7]. Cette supériorité occasionnelle, des docteurs l'étendent au cas de violation de la constitution ecclésiastique, voire de dommage périlleux [8].

L'idée d'une représentation de l'Église par le concile, que laissait entendre par une application particulière Innocent III lui-même [9], est exprimée plus généralement par les décrétistes, qui regardent le concile comme interprète et tribunal du peuple [10], et par Hostiensis, qui en fait l'émanation de l'Église entière [11].

Si le concile émane directement du peuple, il se trouve des canonistes pour déclarer que le pape est secondairement issu du concile [12]. Tandis que Jean de Faenza ne demande au concile que d'attester la délégation divine du pouvoir pontifical, Huguccio lui reconnaît une sorte de pouvoir d'adhésion [13].

[4] Tenir compte de l'indigence des sources, de leur caractère unilatéral, de l'ignorance où nous serons toujours de ce qu'ont pu se communiquer, hors séance, les prélats.

[5] B. TIERNEY, *Foundations of the Conciliar Theory*, Cambridge, 1955 (nombreux comptes rendus, notamment dans *Z.S.S., K.A.*, 1957, p. 374-387). Parmi les travaux antérieurs : K. HIRSCH, *Die Ausbildung der Konziliaren Theorie*, Vienne, 1903, et les ouvrages plus généraux de J. F. VON SCHULTE, *Die Stellung der Concilien, Päpste und Bischöfe*, Prague, 1871 (au lendemain du concile, décrit la tradition du premier millénaire); de J. A. EISELE, *Die Rechtsstellung des Papstes im Verhältnis zu den allgemein-Konzilien*, 1938 (de l'Antiquité à nos jours : évolution et notion générale). Bons articles de H. X. ARQUILLIÈRE, en 1911 : *L'origine des théories conciliaires*, cité, et *L'appel au concile sous Philippe Le Bel et la genèse des théories conciliaires* (*R.Q.H.*, t. XIV, p. 23-55); de V. MARTIN, *Comment s'est formée la doctrine de la supériorité du concile sur le pape*, dans *R.S.R.*, 1937 (3 art.).

[6] Les textes fondamentaux sont D. 19 c. 9 *(Anastasius)*; D. 40 c. 6 *(Si papa)*.

[7] Archidiaconus, in c. 5 VI V 2 : *...hujus criminis judex competens est concilium generale dantaxat, ut legitur expresse 17 dist.* § *Hinc etiam* (= *Dict. Grat.*, p.c. 6). Opinion suivie par Jean André, Henri Bohic.

[7] In c. 9 Dist. 19 : *ubi de fide agitur... synodus major est papa.* La glose palatine déclare *periculosum erat fidem nostram committere arbitrio unius hominis* (cité par Tierney, p. 50). Mais il est entendu que le synode est présidé par le pape (*ibid.*, p. 54) et que l'opinion commune professe simplement la supériorité des canons, que le pape promulgue en concile œcuménique.

[8] Hugnccio ajoute : crime notoire, idolâtrie.

[10] B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 53.

[11] HOSTIENSIS, *Summa, de decimis : ...cum ecclesia generalis illorum et istius auctrix sit, quod de uno dicitur de altero intelligitur.*

[12] HUGUCCIO, in c. 6 Dist. 17 : *...dico quod a domino principaliter et per auctoritatem habuit (primatum), a conciliis vero secundario et per voluntariam concessionem se illi submittendo.* Cf. TIERNEY, p. 56.

[13] L'opinion de Jean de Faenza est rapportée par l'Archidiacre post c. 6 Dist. 7.

Digitized by Google

Les textes que nous avons cités sont dispersés dans les gloses, sans nul esprit de système, et corrigés par des textes réservés ou contraires. On aurait pu attendre des évêques consultés quelques vues générales sur la place du concile dans une Église réformée. Seul, Guillaume Durand le Jeune répond à notre attente en réclamant une participation véritable et périodique du concile au gouvernement central [14]. Des opinions plus audacieuses sont professées par Jean de Paris, pour qui l'autorité suprême est comme diffuse dans tout le corps de l'Église [15].

L'idée d'une supériorité générale du concile sur le pape ne pouvait surgir que dans des milieux hostiles au Saint-Siège, à l'occasion de crises politiques ou constitutionnelles. Si l'appel au concile qui s'éleva de la faction des Colonna et, six ans plus tard, de la Cour de Philippe le Bel s'appuya sur la tradition canonique [16], Marsile et Occam dépassèrent les positions de nos légistes français et leur ecclésiologie donnait au concile (et au prince) la supériorité dans l'Église [17].

La Papauté résistait, maintenant maximes et usages. Tandis que le concile proclamait et renforçait son autorité souveraine et centralisatrice, elle laissait inconsciemment se préparer son ébranlement : par la liberté qu'elle accordait aux Écoles, par le loyal procès des désordres, par l'organisation même d'une puissance universelle.

CONCLUSION

En fait, le concile œcuménique fut un agent efficace de l'unité de l'Église. Le Siège romain a été renforcé par cette éclatante couronne des prélats de toute la Chrétienté, par ce concours qui assure la force et l'unité de la législation, par la diffusion de ses ordonnances. Inévitable contrepartie : l'Épiscopat, le *coetus episcoporum*, prend conscience de son unité, de la nécessité de son accord et aussi des faiblesses de la Cour romaine.

Provisoirement soutien, éventuellement rival, le concile œcuménique est la grande force d'appui ou d'abaissement de la Papauté.

SECTION III. — ASCENSION ET SOUMISSION DU SACRÉ COLLÈGE.

Tandis que le concile œcuménique est une assemblée intermittente, le Sacré Collège forme un Conseil permanent. Non seulement les grands

[14] Tierney relève cette originalité, qui frappe aussi ses recenseurs.

[15] J. LECLERCQ, *Jean de Paris et l'ecclésiologie du XIII^e siècle*, Paris, 1942; B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 157-158.

[16] Les Colonna, en 1297, firent le premier appel au concile; Philippe, en 1303, le second. V. MARTIN (p. 130-136), après ARQUILLIÈRE, montre bien que ces deux appels restent dans la tradition.

[17] V. MARTIN, *art. cité*, p. 261-289. La souveraineté réside dans le peuple, dont le concile œcuménique est l'assemblée représentative. L. II, ch. 20, n° 2. Depuis la publication de cet article, plusieurs études ont précisé les conceptions de Marsile et d'Occam. Cf. G. DE LAGARDE, *Occam et le concile général*, dans les *Mélanges* offerts à miss Cam, p. 83-94.

Digitized by Google

problèmes de l'Église, mais tous les problèmes sont quotidiennement traités par les cardinaux, en personne ou en corps [1].

La dignité a précédé de plusieurs siècles la corporation. *Cardinalis* a d'abord signifié : prêtre, attaché à l'une des grandes basiliques [2]. Au XI^e^ siècle seulement, les cardinaux en viennent à constituer un corps dont la structure s'achève au XII^e^, à mesure que se précisent les fonctions [3]. Corps si puissant au XIII^e^ siècle qu'il prend une part éminente au gouvernement de l'Église et que ses ambitions le portent à des espoirs de dyarchie. Abordons chacun des problèmes que nous venons, dans leur ordre chronologique et logique, de soulever.

§ 1. — Le statut des cardinaux.

Quand le cardinal apparaît au VIII^e^ siècle, il n'est qu'un des liturges des grandes basiliques [1]. Le mot prend un sens nouveau pendant la Réforme grégorienne : les papes, à commencer par Léon IX, s'associent comme conseillers intimes des cardinaux qui partagent leurs sentiments [2] ; le décret de Nicolas II en fait les principaux électeurs ; le schisme de 1080 leur donne la force des états-majors. Ils seront désormais les auxiliaires constants du pontife, qui les choisit, les favorise et les fonctionnarise.

RECRUTEMENT

Nombre. — Dans les premières années du XII^e^ siècle, ils étaient une cinquantaine, environ 30 à l'avènement d'Alexandre III, 18 sous Honorius III, 20 sous Jean XXII [3]. L'usage s'établit

[1] J. B. Sägmüller, *Die Thätigkeit und Stellung der Cardinäle bis Papst Bonifaz VIII*, Fribourg-en-Brisgau, 1896 ; Id., *Die oligarchischen Tendenzen des KardinalKollegs bis Bonifaz VIII*, dans *Theol. Quart.*, t. 83 (1901), p. 45-93 ; J. Maubach, *Die Kardinäle und ihre Politik um die Mitte des XIII. Jahr.*, Diss. Bonn, 1902 ; E. Schelenz, *Studien zur Geschichte des Kardinalats im XIII. und XIV Iht*, Marbourg, 1913 ; E. Jordan, *Le Sacré Collège au Moyen Age*, dans *R. des cours et conférences*, 1921 et 1922 ; I. Schnack, *Richard von Cluny... Ein Beitrag zur Geschichte der Anschauungen vom Kardinal Koll. und Papsttum im 12. und 13. Jahrh.*, 1922 ; H. Hofmann, *Kardinalat, und Kuriale Politik in der ersten Hälfte des 14. Jahrh.*, Diss. Leipzig, 1935 ; G. Mollat, *Le Sacré Collège de Clément V à Eugène IV*, dans *R.H.E.*, 1951, p. 22-112 et 1952, p. 566-594 ; M. Andrieu, *L'origine du titre de cardinal dans l'Église romaine*, *Miscell. Mercati*, V, 1946, p. 113 et suiv. Voyez encore le mot Cardinal dans *D.D.C.* ; *Kardinalat*, dans *Religion in Geschichte...* V. Martin, *Les cardinaux et la Curie*, Paris, 1930, est, comme certains articles de dictionnaire, un sommaire de toute l'histoire des cardinaux. Hinschius, t. I, p. 309-373, reste fondamental et aussi Phillips, *Kirchenrecht*, VI, 1864, p. 65-296. Pour la liturgie (et aussi le droit), voyez le mot *Cardinalis* dans la Table de Mgr Andrieu. Pour le XIV^e^ siècle, cf. B. Guillemain, p. 181 et suiv.

[1] St. Kuttner, *Cardinalis : The History of a canonical Concept*, dans *Traditio*, vol. III, 1945, p. 129-214, étudie le sens du mot dans l'Antiquité, sous Grégoire le Grand, les changements sémantiques, l'origine des trois ordres.

[2] Nous le verrons plus loin, le collège est bien formé sous Pascal II. Cf. F. J. Schulz, *Papsttum und Kurie zwischen Gregor VII und Innocent II*, dans *H.Z.*, 1961, p. 265-285.

[1] Articles cités d'Andrieu et Kuttner.

[2] Léon IX fait dériver le mot de l'association étroite au pape, *cardo* de l'Église universelle. A quoi le cardinal Deusdedit fait écho.

[3] Hinschius, t. I, p. 335-337. Des listes ont été établies pour diverses époques. Ainsi, J. M. Brixius, *Die Mitglieder des Kardinalkollegiums von 1130-1181*, Diss. Strasbourg 1912 ; B. Guillemain, p. 183 et suiv. (XIV^e^ siècle).

Digitized by Google

sous Alexandre III de nommer des évêques éloignés de Rome. Il y avait, dès ce temps-là, des cardinaux-nés, c'est-à-dire dont le titre était attaché à un siège épiscopal [4].

Choix. — Le pape les choisit avec une liberté légalement parfaite [5]. En fait, il tient compte des mérites, sans doute, mais aussi de ses sentiments et de ses intérêts, des recommandations princières. Ces diverses inspirations expliquent la faveur pour les canonistes, pour les compatriotes, pour les amis politiques : les canonistes sont utiles; quant aux compatriotes et amis, ils varient selon la patrie et les alliances du pontife [6].

Installation. — Après consultation des cardinaux en exercice, le pape proclame son choix, invite ses élus, les admet à l'audience solennelle, les instruit de leur rôle, et, à l'issue d'un banquet, reçoit leur hommage. Dans la cérémonie de l'*aperitio oris*, il leur confère le droit de conseil et la capacité électorale, il leur accorde l'anneau, le titre et des privilèges. En général, le chapeau est remis à Rome : cependant, dès le XIV^e^ siècle, le pape admit des exceptions [7].

FONCTIONS

Grands offices. — Aux cardinaux sont réservés les grands offices qui sont comme les ministères du Saint-Siège : vers le milieu du XI^e^ siècle, l'un d'eux est à la tête de la Chambre apostolique; au XII^e^, un autre dirige la Chancellerie et, après un effacement provisoire depuis le pontificat d'Honorius III, un cardinal reparaît sous Boniface VIII avec le titre de vice-chancelier; au XIII^e^, le grand Pénitencier est un cardinal [8]. Enfin, les papes d'Avignon choisirent parmi les cardinaux leurs vicaires généraux dans l'État pontifical [9].

Affaires administratives et judiciaires. — Dans les trois secteurs du droit, les cardinaux supportent le poids de toutes les affaires importantes. Union et division de bénéfices, collation et résignation; élections épiscopales et abbatiales, ils sont chargés, selon leurs talents, d'examiner les problèmes d'organisation de l'Église. Les projets de croisade, les négociations politiques leur fournissaient d'abondants dossiers et des occasions de démarches. Enfin, dans les affaires de foi, des avis, des conseils étaient demandés aux

[4] Ils furent les premiers étrangers à recevoir le titre : archevêque de Trêves, Magdebourg, abbé de Vendôme : tous n'ont pas des droits identiques. SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 200.

[5] VI I 6 17 *(Fundamenta) : ...et eorumdem cardinalium, quum expedierit, facienda promotio, in omni libertate procedant.* Il peut créer cardinal prêtre ou diacre un évêque : ce qui devint courant à partir de Clément V.

[6] Dans leur correspondance, les papes tracent un portrait du cardinal modèle, insistant sur le désintéressement, le savoir, la piété. En fait, la qualité de compatriote et d'ami comptait autant que la vertu; au XIII^e^ siècle, les Italiens sont la grande majorité; au XIV^e^, les Gascons, les Quercynois et les Limousins. Il est certain que les rois de France ne furent pas étrangers à toutes les promotions, ni les autres souverains de la Chrétienté. G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 35-38.

[7] Description pour la période avignonnaise dans G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 39-50.

[8] SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 101-113.

[9] A. DE BOÜARD, *Le régime politique et les institutions de Rome au Moyen Age*, Paris, 1920; G. MOLLAT, *art. cit.*, p. 574-580.

Digitized by Google

cardinaux théologiens; les procès de canonisation peuvent être confiés à une commission cardinalice, comme il advint pour Yves Hélory [10].

De nombreux procès étaient abandonnés par le pape aux cardinaux qui avaient dans leur palais un véritable tribunal, avec pour chef un auditeur muni de pouvoirs étendus [11]. La mission du cardinal était d'instruire ou même de juger. Toutes les catégories d'affaires leur étaient déférées : controverses bénéficiales, conflits entre évêques et chapitres; disputes civiles, sur les successions et testaments; accusations d'hérésie ou de sortilège [12].

Missions. — Pour la réforme de l'Église, pour les relations politiques, pour la lutte contre l'hérésie, le Saint-Siège dépêchait dans la Chrétienté des légats qui, depuis Grégoire VII, furent surtout des cardinaux [13]. Vers la fin du XII[e] siècle, on appela *legati de latere* ces délégués, on pourrait traduire : ces détachés de la puissance pontificale, qui jouissaient, nous le verrons, d'un droit quasi-pontifical [14].

Ces missions étaient la seule cause d'absence légitime des cardinaux. Ils étaient tenus à résidence : pour avoir déserté cinq ans son titre de Saint-Marcel fut déposé Anastase, d'illustre mémoire [15].

PUISSANCE

A la fonction cardinalice sont concédés les trois éléments de la puissance : autorité, prestige, richesse.

Autorité. — Dans son titre, le cardinal exerce une autorité quasi-épiscopale : fonctions liturgiques, attribution des bénéfices, discipline, il se comporte en tous points comme l'évêque dans son diocèse. S'il est prêtre, il confère la tonsure et les ordres mineurs. Tout le clergé de son église et des chapelles annexes lui doit obéissance [16].

Prestige. — Le prestige d'un cardinal résulte encore des apparences : titulature et costume, préséances et privilèges, mode et train de vie. Par assimilation aux sénateurs, les cardinaux sont appelés *patres* et déjà le *Constitutum Sylvestri* les qualifie *Reverendissimi* [17]. Le *Constitutum Constantini* leur attribue le faste vestimentaire des consuls. Pendant l'âge classique, les

[10] Nous ne considérons ici que le concours personnel qui leur était demandé, non le concours de leur compagnie, que nous envisageons dans le troisième paragraphe. Le procès d'Yves Hélory fut instruit par Jacques Fournier et Lucien Fieschi. Dès Eugène III, les cardinaux sont devenus les conseillers exclusifs du pape. J. SYDOW, *Bernhard von Clairvaux und die röm. Kurie*, dans *Citeaux in Nederlanden*, 1955, t. VI, p. 5-11.

[11] G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 80-93. Cet auditeur a compétence pour les affaires mineures du personnel.

[12] Le Saint-Siège lui transmet des suppliques, avec une instruction précise.

[13] Les cardinaux légats dont le rôle a fait l'objet de nombreux travaux, par pontificat et par pays, seront étudiés au livre VI. Pour la période avignonnaise, voyez G. MOLLAT, *art. cit.*, p. 566-574.

[14] *De latere* dans X I 30 8 et 9. De même dans les sommaires de c. 3 et 6. Mgr Mollat précise l'étendue et les limitations nombreuses de leurs pouvoirs, spécialement d'après VI I 15 c. 3, 4 et 5.

[15] X III 4 2 (*Ex gestis :* Leo III, en réalité *ex Vita Leonis IV*) : *In synodo Anastasius presbyter cardinalis tituli beati Marcelli ab omnibus canonicis est depositus eo, quod parochiam suam per annos quinque contra canonum instituta deseruit et in alienis usque hodie demoratur.*

[16] X I 33 11 (*His, quae pro ecclesiis :* Honorius III). Cf. X I 6 24 *(Querelam).*

[17] Dist. 93 c. 5 *(A subdiacono).* De même la Donation de Constantin.

Digitized by Google

ornements se sont multipliés : Innocent III les énumère et Innocent IV ajoute le chapeau rouge.

Dans l'Église, les cardinaux prennent rang aussitôt après le pape. Dans la Chrétienté, ils prétendent passer aussitôt après l'empereur, à côté des princes. Tous les privilèges cléricaux sont renforcés [18] en leur faveur et ils jouissent de privilèges propres, comme d'échapper à l'information préalable s'ils sont portés sur un siège épiscopal, à l'obligation du serment de fidélité et, ce qui leur était sans doute plus sensible, aux taxes de la Chancellerie pontificale.

Chaque cardinal occupait un véritable quartier que l'on appelait livrée : autour de son vaste logement, habitaient ses familiers et serviteurs; des écuries et des greniers contenaient son équipage et ses réserves [19]. Un personnel nombreux assurait le service domestique sous la direction du camérier. L'ordre des repas était aussi minutieusement réglé que celui de la chapelle [20]. L'escorte du cardinal devait inspirer le respect et rien n'était mieux disposé que la cérémonie des honneurs funèbres [21].

Ressources. — Pour soutenir leur rang, les cardinaux ont besoin de ressources considérables. Les revenus de leur titre en représentaient une faible part et le pape se regardait comme tenu d'y suppléer. Il les comblait de bénéfices, avec dispense des règles du cumul et de la résidence, et, en diverses occasions, de somptueux cadeaux [22]. Des pensions leur étaient versées par les princes [23] et, s'ils étaient religieux, par leur ordre [24].

§ 2. — La structure du Sacré Collège.

PERSONNALITÉ Que ces dignitaires aient fini par constituer un collège doté de la personnalité, avec sa hiérarchie et ses services : les canonistes du XIII[e] siècle n'en pouvaient douter. Tous les attributs de la personnalité avaient été peu à peu reconnus dans ce groupe de sénateurs [1]. En les dénommant ainsi, les Grégoriens exprimaient déjà leur unité corporative. Elle se manifesta dans la hiérarchie, la caisse commune, l'assemblée générale : Henri de Suse mit en relief tous ces signes.

HIÉRARCHIE A la tête du Sacré Collège, où les trois ordres : évêques, prêtres, diacres, ont effacé leurs distances, le doyen ne semble point doté de pouvoirs étendus. Il porte le pallium, consacre le

[18] Le pape est leur seul juge. VI V 3 c. un. Toute atteinte à leur personne est cas réservé VI V 9 5. X V 11 4. Ils ont droit à l'autel portatif VI V 7 12.

[19] P. PANSIER a consacré une série d'articles aux livrées en Avignon. G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 58-61.

[20] G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 50-57.

[21] ID., *art. cit.*, p. 586-592.

[22] SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 186-193. Ce que Mgr Mollat nomme ressources extraordinaires (p. 61-71), ce sont les ressources individuelles : nous verrons qu'il y en a d'ordinaires, attribuées au corps et par lui.

[23] Chapitre édifiant du rôle politique des cardinaux et de son support financier.

[24] Cas de Jacques Fournier; le cardinal protecteur, lui aussi, recevait des subsides.

[1] *Spirituales ecclesiae universalis senatores*, écrit Pierre Damien. H. W. KLEWITZ, *Die Entstehung des KardinalKollegiums*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1936, p. 115-221.

Digitized by Google

pape et tient le premier rang [1]. Point de véritables offices, sauf celui du camérier, qui est ministre du Trésor [2].

TRÉSOR

Ce mot : trésor, doit être pris dans sa plénitude. Dès le milieu du XII[e] siècle, les cardinaux ont une caisse bien alimentée [4]. Frédéric Barberousse leur concède un neuvième des revenus de la comtesse Mathilde [5]. Les papes se résolvent à partager certaines taxes, ainsi les communs services [6]. En 1289, Nicolas IV leur accorde la moitié des revenus réguliers de l'Église romaine [7]; en 1334, Benoît XII y ajoute le profit des visites *ad limina* [8].

§ 3. — La participation corporative au Gouvernement central de l'Église.

Aucune constitution ne définit le rôle du Sacré Collège mais la coutume en a fait, *sede plena*, une sorte de Conseil d'État et *sede vacante*, le gérant intérimaire du Saint-Siège.

SEDE PLENA

Si le pape n'était tenu en aucun cas d'obtenir le consentement du Sacré Collège, il avait coutume de lui soumettre toutes les affaires importantes [1].

ORGANISATION DE L'ÉGLISE

Toute modification à la structure diocésaine est soumise au Sacré Collège : création et suppression, union et délimitation, transfert du siège cathédral, élévation au rang de métropole. Les papes reconnaissent le principe et la coutume de cette collaboration et leur correspondance en atteste la continuité [2]. Toutes les causes majeures sont traitées en consistoire [3]. Et c'est

[1] SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 180 et suiv.; HINSCHIUS, t. I, p. 360. Il est évêque d'Ostie. Au XII[e] siècle, il est la seule autorité — sans grande puissance — du Sacré-Collège.

[2] SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 189.

[4] J. P. KIRSCH, *Die Finanzverwaltung des Kardinalkollegiums im XIII. und XIV. Jahrhundert*, Munster-in-W., 1895; P. M. BAUMGARTEN, *Untersuchungen und Urkunden über die Camera Collegii cardinalium für die Zeit von 1225 bis 1437*, Leipzig, 1898.

[5] *...ut de universis redditibus, quos vel in praesentiarum habemus in Italia vel in posterum Deo auctore sumus habituri... fratres vero cardinales nonam percipiant*, M. HUILLARD-BRÉHOLLES, *Examen des chartes...*, p. 321.

[6] Bulle *Coelestis altitudo*, 18 juillet 1289. POTTHAST, 23010 *...ut de universis fructibus, redditibus, proventibus, multis, condemnationibus et censibus supradictis fiat divisio in duas partes, quarum una papali camerae semper cedit, reliqua vero inter cardinales eosdem aequaliter dividatur quodque partem huiusmodi praedictorum fructuum, reddituum et proventuum, multarum, condemnationum et censuum collegium cardinalium eorundem percipiat iure suo.*

[7] J. P. KIRSCH, *Die Finanzverwaltung...*, p. 22.

[8] SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 191.

[1] Intervention exprimée par « *de fratrum nostrorum consilio* ». Jean le Moine explique ces termes *in* c. 4 VI V 2. SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 97-101, définit le consistoire et p. 46-90, le montre en action. Le mot est dans C. 2 q. 6 c. 18 (*Anteriorum :* Nov. 23 de Justinien) et dans *Clem.*, II 9 1 et 11 2, avec d'insignifiantes gloses.

[2] Nous avons entrepris avec M[lle] Mayeux, un relevé de ces coopérations dans les Registres des papes.

[3] SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 63. Voyez livre II, ch. 2, la progression de ces causes : la participation du Sacré Collège allégeait la charge et, en fait, limitait la toute-puissance.

Digitized by Google

en consistoire que le pallium est délivré, entendu le rapport des évêques en visite [4].

LES RELIGIEUX Depuis le pontificat d'Innocent II, les privilèges aux religieux sont souscrits par les cardinaux. Abbés et abbesses des monastères exempts sont installés avec l'approbation du Sacré Collège, qui intervient aussi dans les conflits électoraux à l'intérieur des maisons indépendantes [5].

VIE SOCIALE Toutes les décisions politiques de quelque importance sont traitées en consistoire. Les conflits avec l'Empire, les relations avec les royaumes, l'entreprise des croisades ont occupé constamment le Sacré Collège [6].

Bien que le pape se tienne pour le suprême gardien de la foi, il s'entoure des cardinaux pour définir, débattre et juger. Bien qu'il puisse seul prononcer une canonisation, il associe généralement le Sacré Collège à sa proclamation [7], après avoir chargé plusieurs de ses membres de l'instruction de la cause.

L'INTERRÈGNE Quand le Siège pontifical est vacant, seul le Sacré Collège peut assurer la permanence de l'administration centrale et le gouvernement des États pontificaux.

Le principe, souvent rappelé, est qu'il se borne à maintenir se gardant de rien innover; que l'urgente nécessité autoriserait les initiatives et que les décisions devront être unanimes [8].

§ 4.— Ambitions corporatives et résistance pontificale.

Le Sacré Collège fit plusieurs fois entendre sa prétention au partage du gouvernement ou même à la souveraineté. Il trouva quelque appui chez les canonistes, mais la Papauté maintint jusqu'au Grand Schisme l'intégrité de son propre droit. De ce drame sourd, nous rappellerons les moments, les thèmes et l'issue provisoire.

[4] *Ibid.*, p. 65.

[5] *Ibid.*, p. 69-73.

[6] SÄGMÜLLER, *op. cit.*, p. 73-80 (Patrimoine, État pontifical, rapports vassaliques), 81-84 (Croisades), 84-90 (politique). Alexandre III excommunie Frédéric Barberousse *de commun fratrum consilio atque coluntate.* Le *Registrum super negotio Romani Imperii* atteste la participation du Sacré-Collège aux décisions de la Papauté dès le début de la grande querelle avec l'Empire : il sera constamment associé. B. SUTTERLIN, *Die Politik Kaiser Friedrichs II und die röm. Kardinale in den J. 1239-1250*, Heidelberg, 1929; MAUBACH, *op. cit.* Pour le XIV[e] siècle, HOFMANN, *op. cit.* Dans les affaires d'Angleterre, de France, de la Péninsule ibérique, même coopération — ce qui explique l'intérêt que portent les souverains à la composition du Sacré-Collège.

[7] Alexandre III, qui définit le monopole pontifical, emploie la formule : *de fratrum nostrorum consilio.*

[8] VI I 6 3 *(Ubi periculum) : Iidem quoque cardinales accelerandae provisioni sic vacent attentius, quod se nequaquam de alio negotio intromittant, nisi forsan necessitas adeo urgens incideret, quod eos opporteret de terra ipsius ecclesiae defendenda vel eius parte aliqua providere, vel nisi aliquod tam grande et tam evidens periculum immineret, quod omnibus et singulis cardinalibus praesentibus concorditer videretur illi celeriter occurrendum.*

Digitized by Google

OCCASIONS DE REVENDIQUER

Dès 1084, les cardinaux dissidents firent entendre leurs prétentions [1]. L'École devait leur donner un tour plus scientifique : aux alentours de l'an 1200, plusieurs décrétistes exaltent le Sacré Collège [2]. On ne s'étonnera point que des cardinaux décrétalistes aient suivi leur sentiment [3].

Au milieu du XIV^e^ siècle, la prétention s'enfla, pendant les interrègnes. En 1352, tous les cardinaux signèrent un pacte qui, désormais, fut renouvelé à l'occasion de toutes les vacances. Ces capitulations électorales étaient un engagement du futur pape à associer les cardinaux à tous les actes graves de son gouvernement [4].

NUANCES DE LA REQUÊTE

Avec des précisions et des nuances, la revendication était d'une dyarchie. Les cardinaux se disaient inclus dans l'expression : *Sedes romana*, partageant la *plenitudo potestatis* [5]. Au XII^e^ siècle, ils demandaient déjà la participation du Consistoire à la confection des lois et des sentences [6]. Dans les capitulations, ils fixent leur nombre, leur rôle pour le recrutement du Sacré Collège, les garanties contre toute déposition, incarcération ou censure; ils subordonnent à l'approbation des deux-tiers du Sacré Collège la destitution et la nomination des hauts fonctionnaires laïcs dépendant du Saint-Siège, la levée des subsides et leur octroi aux princes, l'aliénation des biens de l'Église romaine [7].

Pendant la vacance du Siège, n'est-ce point toute la puissance qui échoit au Sacré Collège? Jean le Moine l'affirme [8]. Déjà cette opinion avait des partisans, au temps d'Huguccio, qui se borne à reconnaître que le Sacré Collège tient provisoirement la place de la tête [9]. La Glose palatine, que l'on

[1] ... *privilegium Petri totius Romanae sedis esse potius quam solius Pontificis.*

[2] Pour Huguccio, *Ecclesia romana* peut signifier l'union du pape et des cardinaux. Ad c. 9 Dist. 19. Même expression dans la Somme *Et est sciendum*. B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 42.

[3] Henri de Suse et Jean le Moine demandent expressément le partage de la *plenitudo potestatis*.

[4] J. LULVÈS, *Die päpstliche Wahlkapitulationen. Ein Beitrag zur Entwicklungsgesch. des Kardinalats*, Rome, 1909 (extr. de *Qu. und Forsch. aus ital. Arch. und Bibl.*, vol. XII. fasc. 1); ID., *Die Machtbestrebungen des Kardinalats bis zur Austellung der ersten päpstl. Wahlkapitulation* (*Qu. und Forsch. aus ital. Arch. und Bibl.*, vol. III fasc. 1); ID., *Die Machtbestrebungen des Kardinalkollegiums gegenüber dem Papsttum (Mitteilungen der Instituts für osterreichische Geschichtsforschung)*, t. XXXV, p. 455-483.

[5] Certaines expressions des canonistes du XIII^e^ siècle sembleraient impliquer cette participation (B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 95). Hostiensis énonce clairement l'idée corporative : *multo magis et multo excellentius maior est unio inter papam et collegium romanae ecclesiae quam etiam inter aliquem patriarcham et capitulum suum... et tamen patriarcha non debet ardua expedire sine consilio fratrum... Multa fortius ergo decet papam consilia fratrum suorum requirere... Unde et dicti sunt cardinales a cardine quasi cum papa mundum regentes... unde et dictum est non iudicabis in singulari sed iudicabitis in plurali, ut non solum papa sed et cardinales includerentur etiam in expressione plenitudinis potestatis.* (Cité par B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 150.)

[6] Huguccio in c. 3 Dist. 4 se contente d'un examen du projet en consistoire, la Glose palatine veut l'approbation. In c. 4 C. 25 q. 1. Elle a, pour les jugements, la même exigence. In c. 13 C. 9 q. 3. Cf. B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 81-82.

[7] COCQUELINES, *Bullarium romanum*, III b, p. 316-318.

[8] Glose du Sexte in c. 2 V 11 : ...*cetum cardinalium penes plenitudo potestatis (sede vacante) residet...* Voyez aussi in c. 8 III 7.

[9] In c. 7 Dist. 79. Hostiensis est catégorique : *Pone papam mortuum... numquid collegium cardinalium habet jurisdictionem papae et etiam exercitium ipsius... tu teneas quod sic.* In c. 5 X 28 14.

Digitized by Google

pourrait croire l'œuvre d'un cardinal, prédécesseur d'Henri de Suse et de Jean le Moine, met, *sede vacante aut plena*, le Sacré Collège au dessus du pape [10]. Son argument est la maxime : *Orbis major urbe*. Ce qui sous-entend que le Sacré Collège représente le peuple chrétien [11]. Sans doute cette position éminente explique-t-elle une délégation des pouvoirs, *dativa administratio* qui, selon Jean le Moine, fait du pape comme un substitut [12].

DÉFENSE DE LA MONARCHIE

Les papes et la plupart des canonistes maintenaient la doctrine monarchique. Ils réfutaient l'argument tiré de la déposition du cardinal Anastase *ab omnibus* [13]. Ils s'étonnaient qu'une institution humaine pût s'équipoller à une institution divine [14].

Jusqu'à l'an 1378, la Papauté a pu tenir tête à ses compétiteurs. Elle était, cependant, à la merci d'une crise où ses auxiliaires choisis, se divisant ou s'unissant, lui disputeraient la puissance.

Conclusion.

Peuple, assemblées, sénat : le Saint-Siège tire de la confiance apparente des sujets, du concours extraordinaire des chefs, du labeur constant d'une aristocratie les forces de son gouvernement. Il s'appuie sur une hiérarchie et un peuple généralement dociles, sur des conciles approbateurs, sur un sénat laborieux.

Quels auxiliaires ne réclament le prix de leur docilité, de leur approbation, de leur labeur? A mesure que s'affermit leur concours, ils renforcent leur structure et ambitionnent la participation.

Le problème du chef est de maintenir sa puissance par une association que règle son autorité. Ce n'est point dans les affrontements de la masse, ni dans le synode œcuménique, ni dans le solennel consistoire que ce régime trouve son équilibre : c'est dans les rouages permanents que l'âge classique a vu naître ou se perfectionner et qu'il nous faut décrire.

[10] In c. 2 Dist. 15 : *...si omnes cardinales faciunt in aliquo contra papam eorum debet sententia prevalere cum plures sint...* Cité par B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 82.

[11] C'est aussi l'opinion de Jean de Paris et même de Jean André : les cardinaux représentent la *congregatio fidelium*.

[12] F. GILLMANN, *art. cité*, dans *A.f.K.K.R.*, 92 (1912), p. 3 et suiv.

[13] B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 209.

[14] Archidiaconus, in c. 3 VI I 6 : *Praeterea cardinales sunt apostolici coadiutores in executione officii et etiam consultores recti et intrepidi... vel sunt filii ipsius ecclesie... Nec unquam memini me legisse quod succedant loco Apostolici qui est Vicarius Dei... quod si esset frustra Papa haberet eligi cum ipsi per se sufficere viderentur.* Texte cité par B. TIERNEY, *op. cit.*, p. 208, qui reproduit l'opinion conforme de Jesselin de Cassagnes, de Jean de Lignano; Albéric de Rosate affirme que telle est l'opinion commune. Les canonistes romains ne manqueront pas de remarquer l'intérêt de Jean le Moine à s'en écarter.

Digitized by Google

CHAPITRE III

STRUCTURE ET VIE DU CENTRE

Jusqu'au XII[e] siècle, la Cour romaine s'est composée d'un nombre restreint de clercs, qui vaquaient au service du pape et à l'expédition des affaires courantes.

L'énorme développement de l'activité romaine rendit nécessaire une organisation technique du gouvernement central. Au pontife surchargé de préoccupations ecclésiastiques et politiques, il fallait des conseils de spécialistes. La masse des affaires bénéficiales et fiscales imposait la transformation de modestes bureaux en véritables ministères, tandis que l'afflux des causes judiciaires aboutissait à la création de hautes cours [1]. Regardons naître et croître les nouvelles institutions.

Le pape examine et tranche. Presque toutes ses heures sont occupées à écouter, à réfléchir, à décider et à signer. Tout ce que l'on peut connaître des méthodes de travail et de la part des collaborateurs intimes, sous chaque pontificat, éclaire l'histoire du gouvernement direct et de toutes les institutions [2] : car c'est au pape qu'aboutit le travail immense des offices et des tribunaux.

SECTION I. — LES OFFICES.

En tout État, les deux préoccupations majeures sont l'administration et la finance. Au Saint-Siège, ces offices sont remplis par la Chancellerie et par la Chambre apostolique.

§ 1. — Chancellerie.

PERSONNEL

Rédiger, expédier, enregistrer, conserver les actes du Siège romain, dès l'Antiquité, des scribes y pourvoient, notaires, scriniaires, bibliothécaires, dont les formules se fixent en un style codifié par le *Liber diurnus* [1]. En 1005, un chancelier est mis à la tête du

[1] Rappelons que tout ce développement est dû à des causes extérieures : la croissance de tous les gouvernements, qui multiplie les affaires et les bureaux ; la renaissance du droit romain, qui fournit un système juridique. Cependant, l'Église a une tradition historique et des fins propres qui excluent l'idée de purs emprunts soit au droit romain, soit aux expériences des États.

[2] Comment travaillait chacun des pontifes et avec quels conseillers, sous l'influence de quels maîtres, et avec quelle connaissance des expériences séculières : ce que nous savons sur tous ces points éclaire les progrès de structure du Centre, sous Innocent III ou Boniface VIII. La société exerce sur les chefs une pression qui ne supprime point leur personnalité. Pour le XIV[e] siècle, cf. B. GUILLEMAIN, p. 89 et suiv. (papes), p. 54-63 (offices et tribunaux).

[1] FEINE, *op. cit.*, p. 87. Édit. SICKEL.

Digitized by Google

service [3]. Le mot *cancellaria* paraît dans une lettre de Lucius III (1182) [3]: l'institution va prendre sa forme définitive [4]. Depuis 1187, le pape garde pour lui le titre de chancelier, le véritable chef de l'office — cardinal ou haut dignitaire — étant vice-chancelier [5].

FONCTIONS

Dans ces bureaux, que nous savons fébriles, s'accomplissent les plus mornes besognes du scribe : mise en forme des suppliques, calcul des taxes, requête du sceau, enregistrement, expédition [6]. La fièvre est entretenue par une clientèle, d'autant plus agitée que le vice-chancelier détient la feuille des bénéfices et présente les candidats [7].

Suivons cette correspondance entre le pape et la Chrétienté depuis l'arrivée de la demande jusqu'à la remise de la réponse au suppliant.

Toute supplique était enregistrée dès sa réception à Rome [8]. Exaucée ou repoussée elle revenait à la Chancellerie; là, des abréviateurs faisaient un schéma *(minuta, nota)* du rescrit que des scribes *(ingrossatores)* rédigeaient

[3] Dumas dans cette *Histoire de l'Église*, t. 7, p. 164.

[3] X I 3 10. Le mot est déjà dans l'Introduction au *Liber censuum*.

[4] Hinschius, t. I (1869), p. 432-443; M. Tangl, *Die päpstlichen Kanzleiordnungen von 1200-1500*, Innsbrück, 1894; J. Teige, *Beiträge zum papstlichen Kanzleiwesen des 13. und 14 Jahr.*, dans *Mitt. des Inst. fur osterr. Gesch.*, XVII (1896), 408 et suiv.; R. L. Poole, *Lectures on the History of the Papal Chancelry down to the time of Innocenz III*, 1916; G. Barraclough, *The Chancelry ordinance of Nicolas III*, dans *Q.F.I.A.B.*, 1933-1934, p. 192-250. Pour le XIII[e] siècle, articles de R. von Heckel, dans les *Mélanges Leidinger* (1930), de Brackmann (1931) et dans *H. J.*, 1937, LVII, 258-289. Statistiques sur la catégorie des actes, la géographie des bulles, le rythme d'activité, chez P. Gaignard, *Le gouvernement pontifical au travail... (1311-1314)*, dans *Annales du Midi*, 1960, p. 169-214.

Importante étude sur le personnel de la chancellerie au milieu du XIII[e] siècle, les catégories de lettres, la procédure, chez P. Herde, *Beiträge zum päpstl. Kanzlei und Urkundenwesen im 13. Jahrh.*, Munich, 1961.

[5] De 1216 à 1295, l'office est tenu par un clerc de rang assez modeste : archidiacre, écolâtre, doyen. Le titre même de vice-chancelier n'apparaît, semble-t-il, qu'en 1295 et il fut retenu par P. Duraguerra et R. Petroni après leur accession au cardinalat. R. Fawtier, *Les registres de Boniface VIII*, t. IV, Introduction, p. VIII-IX.

[6] La forme des pétitions est indiquée dans des formulaires comme le *Libellus* du cardinal Guala (1226), publié par R. von Heckel, dans l'*Archiv für Urkundenforschung*, t. 1, 1908, p. 500-510. Voyez G. Barraclough, *Formulare für päpstlichen Suppliken aus der ersten Hälfte des 13. Jahrh.*, dans *A.f.K.K.R.*, 1935, t. 135, p. 435 et suiv. (où l'on trouvera une bibliographie). Des notaires et des procureurs pourvoient à toutes les opérations manuelles : voyez sur ces personnages R. Fawtier, *op. cit.*, p. X-XXIX. Entre le XIII[e] et le XV[e] siècle, les notaires pontificaux ont eu un grand crédit, tandis que s'abaissait le prestige des notaires impériaux. Cf. P. M. Baumgarten, *Von der apostolischen Kanzlei*, Cologne, 1908. Un formulaire de 1327 a été édité par G. Barraclough, *Public notaries and the Papal Curia*, Londres, 1934.

[7] Bresslau, *U.L.*, t. I, p. 240 et suiv.; W. Diekamp, *Zum päpstl. Urkundenwesen von Innocenz III bis zu Alexander IV; von Alexander bis Johann XXII*, dans *M.I.O.G.*, III (1882) et IV (1883).

[8] Le processus est décrit par R. Fawtier, à qui nous empruntons notre schéma. La Daterie ne se constituera qu'au XV[e] siècle, mais déjà, au bureau des suppliques, un dataire appose la date au bas de la pétition où le pape a fait inscrire : *Fiat ut petitur, Fiat si ita est* Voyez L. Célier, *Les dataires du XV[e] siècle et les origines de la Daterie apostolique*, Paris, 1911. Pour éliminer les faux, Benoît XII ordonne la tenue de registres, dont 8.600 ont été transférés aux Archives secrètes et contiennent des pétitions de 1342 à 1815. W. H. Bliss, *Calendar of entries in the Papal registers relating to Great Britain and Ireland*, vol. I (1342-1419), Londres, 1896. Choix de suppliques de B. Kalterbach, *Specimina supplicationum ex registris Vaticanis*, Rome, 1927.

Digitized by Google

sur parchemin [9]. Des correcteurs vérifiaient la pureté de la langue, l'authenticité des documents allégués par le solliciteur, la concordance de la réponse avec la requête, l'insertion des clauses de style; après qu'un *auscultator* eût confronté grosse et minute, il préparait l'envoi pour lecture devant le pape ou de hauts fonctionnaires [10].

De la Chancellerie à la demeure du requérant, plusieurs étapes obligatoires ou facultatives restaient à parcourir. Des *bullatores* portent les actes au bureau du sceau où ils sont munis du sceau de plomb *(bulla)* [11].

Pour leur sécurité, les destinataires demandaient l'enregistrement. Le parchemin est porté à son destinataire par un voyageur de marque ou par un *cursor* dont l'itinéraire est fixé d'accord avec le *magister cursorum* [12].

Des précautions étaient prises pour éviter les falsifications et les fraudes. Les *bullatores* se recrutent parmi des illettrés qui furent longtemps des frères convers du monastère cistercien de Terracine. Leur condition, comme celle des *cursores*, était l'objet de toute une réglementation méfiante [13].

§ 2. — Chambre apostolique.

Les besoins d'argent de la Papauté, relativement modestes pendant le premier millénaire, se sont subitement accrus à l'âge classique. De grandes dépenses furent engagées pour les croisades de Terre sainte; en Occident, les conflits de toutes sortes exigeaient des fonds publics ou secrets; l'entretien du gouvernement central devenait écrasant [1]. Il fallut créer un ministère des finances, la Chambre apostolique [2], dont Cluny a peut-être offert le modèle [3].

[9] Les *abreviatores* sont choisis parmi les *scriptores*. Sur leur condition et leur activité, voyez R. FAWTIER, *op. cit.*, p. XVII-XIX.

[10] Toute cette procédure est clairement exposée par G. MOLLAT, *Les papes d'Avignon*, 9e éd., p. 454-460.

[11] Beaucoup de détails concernent les *bullatores* dans l'ouvrage de P. M. BAUMGARTEN, *Aus Kanzlei und Kammer*, Fribourg-en-Brisgau, 1907.

[12] Y. RENOUARD, *Comment les papes d'Avignon expédiaient leur courrier*, dans *R.H.*, t. 180, 1937, p. 1-29. L'organisation est encore rudimentaire et hasardeuse au XIVe siècle : la Papauté doit faire confiance à ses visiteurs, aux banquiers. Ses propres agents ont des missions variées : publicité, police, commerce. Le *magister* n'apparaît qu'en 1362.

[13] Leur fonction est de sceller les bulles qu'ils avaient fait porter de la Chancellerie au Bureau du Sceau, trois fois par semaine. Ils sont choisis parmi des serviteurs éprouvés et le pape les nomme directement.

[1] Installation des papes à Avignon, rétablissement du pouvoir pontifical dans les États pontificaux, voyages entre les deux capitales, entretien de la Cour : des livres de comptes nous renseignent sur tous les chapitres. Bon résumé de J. P. KIRSCH, *L'administration des finances pontificales au XIVe siècle*, dans *R.H.E.*, 1900, p. 287-291. Les dépenses de chaque pontificat sont étudiées dans les 3 volumes de K. H. SCHÄFER, *Die Ausgaben der apostolichen Kammer...*, Paderborn, 1911, 1914, 1937.

[2] G. FELICI, *La Reverenda Camera apostolica*, Cité du Vatican, 1940. (Documents à partir de 1363).

[3] J. SYDOW, *Cluny und die Anfänge der Apostolische Kammer*, dans *Studien... des Benediktiner Ordens*, 1951, p. 45-66.

Digitized by Google

RESSOURCES FISCALES

La fiscalité pontificale n'a cessé de croître à partir d'Innocent III [4] et elle atteint sa perfection sous Jean XXII [5]. Jusqu'à la fin du XII[e] siècle, elle n'ajoutait aux revenus du Patrimoine que les cens, le denier de saint Pierre et les menus cadeaux des prélats [6]. A partir d'Innocent III, les cadeaux se muèrent en taxes, les bénéfices furent soumis à une sujétion onéreuse [7]. Nomination et confirmation des évêques et abbés devinrent l'occasion des services communs; la délivrance des bulles et de tous actes officiels fut tarifée, ainsi que la délivrance du *pallium*, le don de la visite *ad limina* [8]. Innocent III sut inventer un véritable impôt : en 1199, il édicta la levée d'une taxe, en principe le dixième des revenus de tous les bénéfices, pour la croisade en Terre sainte. Cette contribution, bientôt imposée pour toutes les entreprises du Saint-Siège, tendit à se pérenniser, sous le nom de décime ou, plus élégamment de subside caritatif [9].

Les papes d'Avignon tournèrent à leur profit une bonne part des droits épiscopaux de procuration [10] et, non contents de s'attribuer les dépouilles de

[4] C. BAUER, *Die Epochen der Papstfinanz*, dans *Hist. Zeitchrift*, t. 133 (1928), p. 457-504. L'auteur relie les cinq époques à l'histoire du capitalisme. Après un prélude, au XII[e] siècle, vient l'apogée, de la prise de Constantinople à l'incident d'Anagni. Le temps d'Avignon rompt l'universalisme et, par le partage avec le Sacré Collège, l'unité. — Une excellente synthèse, avec des centaines de documents originaux : W. E. LUNT, *Papal revenues in the Middle Ages*, New York, 1934, 2 vol. — On peut consulter L. NINA, *Le finanze pontificie nel medioevo*, Milan, 1929.

[5] E. GÖLLER, *Die Einnahmen der apostoliche Kammer unter Johannes XXII*, Paderborn, 1910. C'est Jean XXII qui organisa définitivement la fiscalité et la comptabilité, que les publications de la Görresgesellschaft nous ont fait connaître. Plusieurs pontificats ont été l'objet de recherches particulières : ainsi, pour Boniface VIII, F. BAETHGEN, dans *Quellen und Forschungen...*, XX (1928-1929) et 1932, p. 124-149; pour Clément V et Jean XXII : L. KOENIG, *Die päpstliche Kammer unter Clemens V und Johann XXII*, Vienne, 1894. Sources avignonaises dans J. de LOYE, *Les archives de la Chambre apostolique au XIV[e] siècle*. 1[re] partie : *Inventaire*, Paris, 1899. Recettes sous Benoît XII, dans E. GÖLLER; sous Clément VI, dans L. MÖHLER, série des *Einnahmen*, Paderborn, 1911 et 1923. Sur le denier de saint Pierre : O. JENSEN (1903); en Pologne et Allemagne orientale, E. MASCHKE (1933); en Silésie, R. MAYDORN.

[6] K. JORDAN, *Zur päpstlichen Finanzgeschichte im XI. und XII. Jahrhundert*, dans *Quellen und Forschungen aus ital. Arch. und Bibl.*, XXV, 1933-1934, p. 61-104; C. DAUX, *Le Denier de saint Pierre*, Paris, 1907. Le premier volume de Göller contient tous les détails utiles.

[7] Ch. SAMARAN et G. MOLLAT, *La fiscalité pontificale en France au XIV[e] siècle*, Paris, 1905.

[8] Les diverses catégories de services communs sont une énorme source de revenus. Fixation du taux, caractère obligatoire, partage avec les cardinaux sont l'objet de problèmes qu'ont généralement élucidés les beaux travaux de GÖLLER et A. CLERGEAC, *La Curie et les bénéficiers consistoriaux. Étude sur les communs et menus services*, Paris, 1911. Voyez aussi A. GOTTLOB, *Die Servitientaxe im 13. Jahr*, Stuttgart, 1903, et les chiffres dans H HOBERG, *Taxae pro communibus servitiis*, 1295-1455, Bibl. Vat., 1949.

[9] A. GOTTLOB, *Die päpstlichen Kreuzzugs-Steuern im 13. Jahrh.*, Heiligenstadt, 1892. — Voyez, pour l'Italie : Les *Rationes decimarum* pour les XIII[e] et XIV[e] siècles, publiées par GUIDI (Toscane), par VENDOLA (Apulie, Lucanie, Calabre), par P. SELLA (Marches) et pour l'Émilie, MERCATI, NASALLI ROCCA, P. SELLA; les articles de M. H. LAURENT sur les décimes de 1274-1280, dans *Mélanges Pio Paschini*, I, 349-404 (Italie septentrionale) et dans *R.S.C.I.*, 1951, V, 75-90 (Sicile). — Pour l'Espagne : J. RIUS SERRA (*Rationes decimarum*, 1270-1280). — Pour l'Angleterre : W. E. LUNT, *Clerical Tenths levied in England by Papal Authority during the Reign of Edward II*, dans *Anniv. Essays... Haskins*, Boston, 1929, p. 157-182. — Pour l'Allemagne : E. HENNIG, *Die päpstlichen Zehnten aus Deutschland*, Halle, 1909 (XIV[e]-XV[e] siècles). — Pour la France : ma thèse l'*Immunité réelle*, p. 109-151 (XIII[e] siècle).

[10] La négligence des évêques à visiter leur diocèse permit à Jean XXII de s'emparer des procurations. Ses successeurs l'imitèrent. Beaucoup d'évêques reçurent la permission de se

Digitized by Google

nombreux prélats[11], ils organisèrent une sorte de régale : en se réservant les fruits des bénéfices pontificaux, pendant la vacance[12]. Sous le nom d'annates, la perception continua pendant un an, après l'entrée en charge du nouveau titulaire [13].

PERSONNEL

La Chambre apostolique centralise toutes les opérations financières[14]. Un camérier préside, toujours évêque et parfois cardinal. Nommé par le pape, dont il est au XIVe siècle le principal collaborateur, il nomme, régente, révoque collecteurs et commissaires, ordonne et vérifie toutes les opérations; surveille les archives (qui fournissent les bases de ses prétentions) et les augmente de dossiers considérables *(litterae camerales)* [15]. Nommé, lui aussi, par le pape et choisi généralement parmi les évêques, le trésorier, qui tient la caisse, partage avec le camérier le contrôle et même (depuis Benoît XII) la nomination des collecteurs. Mais il reste soumis au camérier [16].

Une foule d'employés subalternes accomplissent les besognes quotidiennes : clercs de la Chambre, qui sont de véritables notaires [17], trois à sept, et forment avec camérier et trésorier le Conseil supérieur de la Chambre, scribes et courriers nommés par le pape pour le port des documents et certaines besognes policières [18].

faire remplacer par un délégué : *auctoritate apostolica* et cédèrent au Saint-Siège la moitié de leur perception. Innocent VI transforme en véritable impôt ce don plus ou moins volontaire. Urbain V achève l'appropriation pontificale : SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 34-47.

[11] Conséquence normale des réserves : Jean XXII sut la tirer. Ses successeurs, et particulièrement Clément VI, lui donnèrent toute son extension. Les agents d'exécution montrèrent une âpreté rebutante et les héritiers ne furent pas seuls à protester. Le principe n'était point sans justification : il s'agissait de soustraire les biens ecclésiastiques à la famille du défunt, de les appliquer aux lourds besoins du Saint-Siège, de pourvoir aux réparations des bâtiments, au paiement des dettes et au règlement des legs pieux. SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 47-56.

[12] Jean XXII se réserva les revenus des bénéfices vacants en cour de Rome, Benoît XII étendit la mesure qui ne fut suspendue que pendant le pontificat de Clément VI. *Ibid.*, p. 62-65.

[13] Clément V inaugure cette taxe, Jean XXII l'étend, Clément VI et surtout Innocent VI l'aggravent. J. P. KIRSCH, *Die Verwaltung der Annaten unter Clemens VI*, dans *Röm-Quartalschrift*, XVI (1902), p. 125-151; ID., *Die päpstlichen Annaten in Deutschland während des XIV. Jahrh*, Paderborn, 1903; A. PUGLIESE, *Annate e mezz'annate nel diritto canonico*, dans *Studi Calisse* II, 119-166; G. MOLLAT, *Contribution à l'histoire de la Chambre apostolique au XIVe siècle*, dans *R.H.E.*, 1950, p. 82-94; J. R. GAUD, *Les annates sous les papes d'Avignon* (mém. dactyl. Fac. de dr., Paris, 1951). Les premières applications sont étudiées par W. E. LUNT, *The first Levy of Papal Annates*, dans *Am. hist. Rev.*, 1912, p. 48 et suiv.; J. VINCKE, *Die Krone von Aragon und die Anfänge der päpstl. Annaten*, dans *Röm. Quart.* XL, 1932, p. 117-182.

[14] Bien entendu, le pape est le maître souverain : initiative, contrôle, décision lui appartiennent, en principe. Il intervient, en fait, dans toutes les opérations importantes. Ses lettres sont dans les registres caméraux dont Jean XXII fut l'initiateur et dont les Archives du Vatican gardent l'imposante série, à partir du pontificat d'Urbain V.

[15] Presque rien ne subsiste de la correspondance des camériers, dont un notaire particulier avait la surintendance. Nous savons peu de choses de la personnalité des titulaires de ce grand office et même du plus important d'entre eux, Gasbert de Laval (1319-1347).

[16] Il est surtout le chef comptable et le technicien de l'exécution.

[17] En général les deux nominations concordent. Les clercs sont rédacteurs principaux et, à l'occasion, inspecteurs. Ils peuvent suppléer le trésorier.

[18] Des notaires secondent les clercs, dont l'un rédige en forme authentique les actes passés à la Chambre

Digitized by Google

BUDGET

Le budget des papes d'Avignon comporte des variations et disproportions considérables. Tandis que les dépenses annuelles de Benoît XII n'atteindraient pas 100.000 florins, celles de Grégoire XI approchent de 500.000. Il arrive que la guerre absorbe la moitié de ces sommes, les traitement prennent de 6 à 33 %, l'aumônerie de 2 à 19. Quant aux recettes, tombées de 228.000 sous Jean XXII à 166.000 florins sous Benoît XII, elles n'auraient par la suite cessé de s'élever, pour atteindre 481.000 florins sous Grégoire XI, les subsides caritatifs fournissant la plus grosse part, suivie tantôt par les communs services, tantôt par les cens et visites [19].

Les grands États disposaient de ressources beaucoup plus considérables [20] : mais le cadre des opérations donne à la fiscalité pontificale un intérêt œcuménique.

Malgré tant de ressources, le Saint-Siège, devait souvent emprunter [21]. L'une des causes de la pénurie était la difficulté des perceptions [22].

Contentieux. — Beaucoup d'entre elles suscitaient des discussions infinies. La Chambre apostolique avait son tribunal qui jugeait les causes civiles et criminelles concernant les finances pontificales : contestation des bénéficiers soumis aux taxes, refus ou retards de remboursement des emprunts au Saint-Siège ; abus ou malversations des agents du fisc [23]. Une telle variété de causes apparaît dans les sources qu'il est impossible de reconnaître les critères d'une compétence qu'aucun texte ne déterminait. La présidence appartenait à un auditeur, près de qui le procureur fiscal représentait les intérêts du Saint-Siège ; des notaires rédigeaient et expédiaient les documents auxquels le scelleur (chargé, en outre, des archives) apposait le cachet d'authenticité [24].

[19] Les livres de comptes, pour la plupart dans la série des *Introitus* et des *Exitus* des Archives vaticanes, sont à partir de Jean XXII classées en 8 livres Cf. GÖLLER, *op. cit.*, *passim*. Les chiffres que nous indiquons sont tirés de deux tableaux par chapitre des recettes et des dépenses de la Chambre apostolique entre 1316 et 1378 qui se trouvent dans Y. RENOUARD, *Les relations des papes d'Avignon et des compagnies commerciales et bancaires de 1316 à 1378*, Paris, 1941, p. 32.

[20] « ... Quand Jean XXII reçoit 228.000 florins en moyenne, Édouard II en reçoit 546.000, Charles IV 590.000 et Robert de Naples 600.000 ; Philippe VI, en 1329, 785.912. En 1349, quand Clément VI encaisse 180.000 florins, Édouard II en reçoit 700.000 et Philippe VI plus de 1.500.000. » Y. RENOUARD, *op. cit.*, p. 36-37.

[21] Y. RENOUARD, *op. cit.*, p. 189-196 (prêts et avances des banquiers). Sous Innocent VI, la Chambre, si prospère à la mort de Benoît XII, s'endetta fortement. Une portion de la décime imposée en 1351 par le pape était destinée à un remboursement hâtif et tardif de sommes prêtées au roi, H. HOBERG, *Die Einnahmen der Apost. Kammer unter Innocenz VI*, Paderborn, 1955. La politique financière des papes dans les divers États est un sujet de grande portée. Voyez, par exemple, K. FRANCK, *Clemens VI finanz-polit. Beziehungen zur Deutschland*, dans *Röm. Quart.*, t. XXXVIII, 1930, p. 209-279 ; W. E. LUNT, *Financial Relations of the Papacy with England to 1327*, Cambridge (Mass.), 1939.

[22] Nous le constaterons au livre VI de cet ouvrage, dans l'examen des relations locales, où seront étudiées les collectories. Une cause plus générale fut le trouble résultant de la substitution à l'économie naturelle de l'économie monétaire. L. DEHIO, *Der Uebergang von Natural zu Geldbesoldung an der Kurie*, dans *Vierteljahrschrift fur Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, VIII, 1910, 56-78.

[23] E. GÖLLER, *Der Gerichtshof der päpstlichen Kammer und die Entstehung des Amts des Procurator fiscalis*, dans *A.f.K.K.R.*, 94 (1914) ; G. MOLLAT, *Contribution à l'histoire judiciaire...* dans *R.H.E.*, 1936, p. 897 et suiv. ; SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 132-141.

[24] G. MOLLAT, *Les papes d'Avignon*, p. 451. Appel possible au camérier. Celui-ci peut évoquer des causes, les juger en premier et dernier ressort, en forme sommaire.

Digitized by Google

Comme l'official, l'auditeur avait une sorte de juridiction volontaire. Devant lui se contractent des emprunts. Il scelle des actes notariés; il notifie censures et absolutions [25].

MONNAIES L'Hôtel des monnaies pontificales a pour gouverneur le camérier. Établi à Rome, puis à Sorgues, à Avignon (1354), son personnel flottant de techniciens est administré par deux fonctionnaires semblables : un prévôt et un garde [26].

Finances, justice, monnaies : ces trois services confèrent à la Chambre une place prépondérante dans le gouvernement central. Elle est associée, par ses activités propres et aussi tout directement à la politique du Saint-Siège [27].

SECTION II. — LES TRIBUNAUX.

Comme le pape est saisi en première instance ou en appel d'un nombre croissant d'affaires contentieuses et de cas de conscience, Rome (puis Avignon) devint un vaste forum : des instances d'abord, puis des tribunaux furent organisés au XIII[e] siècle, perfectionnés au XIV[e], dont nous devons indiquer la structure.

§ 1. — L'audience du Palais (Rote).

PERSONNEL Jusqu'au XII[e] siècle, le Consistoire, tenu sous la présidence du pape, suffisait pour l'expédition des affaires contentieuses [1]. L'afflux des causes rendit nécessaire la désignation d'auditeurs — cardinaux, évêques ou simples chapelains — chargés d'instruire et de présenter un rapport au Souverain Pontife, qui tranche seul ou assisté du Sacré Collège [2]. Il arrive que la décision soit confiée à un auditeur, sous réserve de la ratification pontificale [3].

La nécessité d'un personnel stable de juristes conduisit la papauté à créer, vers le milieu du XIII[e] siècle [4], des auditeurs en titre; Innocent IV les choisit parmi les chapelains : quatre *auditores generales causarum palatii* figurent dans ses Registres. Désormais, à côté des auditeurs nommés pour une cause,

[25] SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 133-135.

[26] GARAMPI, *Saggi di osservazioni sul valore delle antiche monete pontificie, s.l.n.d.* (cet ouvrage existe à la Bibl. Nat. Vittorio Emmanuele de Rome sous la cote 69 I. C 32.); E. MARTINORI, (*La zecca pontificale di Ponte della Sorga*, dans *Rivista italiana di Numismatica*, 1907, p. 215-266) a étudié l'hôtel de Rome et celui de Sorgues qui a été, aussi, le sujet d'un article de G. Mollat. Un tableau synoptique de la valeur des monnaies qui ont cours en Europe de 1252 à 1375 est dans K. H. SCHÄFER, *Die Ausgaben des Apost. Kammer unter Johannes XXII*, Paderborn, 1941.

[27] Tangl, Göller, Schröder ont signalé ce rôle, qui s'exerce au Consistoire où le camérier est souvent convoqué et dans les missions diplomatiques des clercs de la Chambre : ainsi, Jean d'Amelio en 1346; B. du Mazel, à la fin de l'âge classique. Voyez J. GLÉNISSON, *Les missions de B. du Mazel (1364-1378)*, dans *Mélanges d'archéologie..., de Rome*, 1947, p. 89-119.

[1] E. SCHNEIDER, *Die römische Rota*, Paderborn, 1914. (Görresgessellschaft, H. 22.)

[2] PHILIPPS, *Kirchenrecht*, t. VI, p. 449 et suiv., a compté 121 auditeurs pris dans le Sacré Collège et 25 parmi les chapelains. *Generales auditores palatii domini papae :* Guillaume Durand, *Speculum juris*, l. I, partie I, *De judice delegato*, § 2, n. 9.

[3] Le verbe *referre* est dans la *Pars decisa* de X I 6 c. 16 et c. 21. Mission de juger : X I 9 13 (Honorius III) et X I 38 12 (Grégoire IX).

[4] HINSCHIUS, *Kirchenrecht*, t. I, p. 393-394, renvoie aux nombreuses décrétales qui jalonnent cette importante progression.

Digitized by Google

une série continue de permanents atteste la formation d'un collège et les membres sont munis d'une sorte de commission générale, qui comporte le prononcé de la sentence [5].

Le nombre de ces *auditores sacri palatii* — seul titre qui paraisse depuis la fin du XIII[e] siècle — augmente promptement : ils sont 5 sous Nicolas IV, 14 sous Boniface VIII [6], plus de 20 sous Benoît XII, une trentaine au milieu du XIV[e] siècle [7]. Ils se consultent et ils délibèrent en corps, partagés en sections *(turni)* selon des critères mal connus [8].

COMPÉTENCE A la fin du XIII[e] siècle, l'*Audientia sacri palatii* est la cour d'appel pour toutes les causes civiles et pénales de compétence ecclésiastique, sauf les causes majeures et les causes électorales, que la Papauté confiait en général à des cardinaux [9].

ORGANISATION En 1331, la bulle *Ratio juris* fixa l'organisation du tribunal suprême [10] auquel fut plus tard donné le nom de Rote [11]. Chaque jour non férié, les auditeurs se réuniront quand la troisième heure sonnera au clocher de la cathédrale. Par ordre d'ancienneté, ils feront leurs rapports, sur lesquels tous les collègues pourront donner leur avis [12]. Des précautions sont prises pour assurer leur discrétion et leur incorruptibilité [13], ainsi que celle des notaires, dont les fonctions, le statut, les tarifs sont minutieusement réglés [14].

[5] G. MOLLAT, *Contribution à l'histoire judiciaire de l'Église romaine au XIV[e] siècle*, dans *R.H.E.*, 1936, p. 877-928. Voyez aussi F. E. SCHNEIDER, *Zur Entstehungsgeschichte der röm. Rota als Kollegialgericht*, dans *Festgabe A. de Waal*, 1913, p. 20 et suiv. et l'article de J. B. SÄGMÜLLER, *Die Entwicklung der Rota bis zur Bulle Johannes XXII Ratio juris a. 1326*, dans *Theol. Quartalschrift*, 1895, p. 97 et suiv., commenté par E. GÖLLER, *Zur Geschichte der Rota romana*, dans *A.f.K.K.R.*, 1911, p. 19 et suiv. Important article de Ch. LEFEBVRE, *Rote romaine*, dans *D.D.C.* (1961).

[6] En outre, 3 *auditores generales curiae*. Références dans SCHNEIDER, *op. cit.*, p. 7.

[7] *Ibid.*, p. 12 et suiv.

[8] L'ancienneté semble le plus ancien de ces critères.

[9] SCHNEIDER, *op. cit.*, p. 63.

[10] M. TANGL, *Die päpstlichen Kanzleiordnungen von 1200-1500*, p. 84-91.

[11] La signification de *Rota* donne lieu à beaucoup d'hypothèses. Cf. E. SCHNEIDER, dans *Röm. Quartalschrift*, 1933, t. 41, p. 29-44 et J. GEMMEL dans *Theol. Quartalschrift*, 1947, t. 27, p. 418-426.

[12] Art. 10 : *Item quod auditor referens facta relatione coauditoribus suis consilia eorundem coauditorum infra duodecim dierum terminum diligenter requirere et eisdem consiliis habitis dictas causas expedire et terminare celeriter teneatur.*

[13] Art. 14 : *Item quod nullus eorundem auditorum in causis, que sunt in dicto palatio vel in brevi sperantur existere, consilium nec per se nec per interpositam personam partibus prebeat neque aliquod patrocinium prestet, nisi cause proprie vel suorum usque ad tertium consanguinitatis vel dominorum aut familiarium suorum seu ecclesiarum, in quibus beneficiatus foret, existerent, et in premissis ultimis casibus ad coauditorum suorum consilia minime admittatur, quodque hoc revelare teneatur, si existeret id occultum.*

Art. 15 : *Item quod nullus auditorum ipsorum causam recipiat audiendam, si committatur eidem, in qua consilium dederit, sed ad cancellariam ipsam incontinenti remittat alteri committendam.*

Art. 16 : *Item quod eorundem auditorum consilia, que prebentur in causis, scribantur per notarium illius cause, in qua huiusmodi consilia impenduntur, et secreta causarum et consiliorum eorundem tam per ipsos auditores dictarum causarum quam per notarios in eis scribentes sub sigillo credentie teneantur.*

[14] Art. 18 et suivants. Des précautions nombreuses sont prises : serment, mode de vie, tenue des registres. L'obligation de renvoyer les concubines donne à penser sur les mœurs de la compagnie.

Digitized by Google

Pendant le demi-siècle de l'âge classique où fonctionna ce tribunal suprême, de nombreuses décisions furent rendues, que nous ont conservées de précieuses collections jusqu'à ce jour peu étudiées [15].

§ 2. — Audience des lettres contredites.

FONCTIONS Comme les défendeurs tentaient de retarder la procédure, une cour de justice fut, au milieu du XII[e] siècle, affectée à l'examen des exceptions dilatoires et préalables et à l'accord des parties sur le choix du juge [1]. Sa fonction secondaire est de régulariser et systématiser les rescrits, depuis l'institution de la procédure par rescrit. Innocent III la chargea de rédiger les lettres de grâce et de justice [2].

ORGANISATION Comme la Rote, l'Audience ne fut définitivement organisée que par Jean XXII [3]. Elle a eu pour chef, au XIII[e] et au XIV[e] siècle, quelques-uns des plus illustres canonistes [4].

RÔLE Son rôle général fut de contribuer au bon ordre dans l'immense labeur judiciaire ou administratif de la Curie. D'abord, en écartant les vaines querelles et en recherchant des compromis : le formulaire de Marinus d'Eboli (1276-77) atteste cette intention irénique [5]; puis en assurant la correction des actes, pour éviter les chicanes de bureaux, les hésitations, les disputes; enfin, en procurant la publicité des Règles de chancellerie et des ordonnances qui fixent l'organisation judiciaire.

En fait, l'Audience a rendu les services escomptés jusqu'à la fin de l'âge classique. Elle est, cependant, un témoin de l'hostilité des hommes à l'égard de toute institution de paix. Certains procureurs glissaient dans les actes des interpolations irritantes; d'autres (ou les mêmes) cherchaient à compliquer des débats que l'on avait en vue de simplifier; les séances donnaient lieu à des tumultes indécents.

[15] Nous les avons signalées au lecteur de notre premier volume, et recommandées plusieurs fois aux étudiants à la recherche d'un sujet de thèse. Sur la marche de l'appareil judiciaire : G. BARRACLOUGH, *Ordo judiciarius qui in Romana curia consuevit communiter observari*, dans *Jus Pontificium*, 1937, p. 111-130 (peu après 1337); P. GASNAULT, *Suppliques en matière de justice au XIV[e] siècle*, dans *Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1957, p. 43-57.

[1] J. TEICH, *Beiträge zur Geschichte der Audientia litterarum contradictarum*, Prague, 1897. L'article très dense de G. BARRACLOUGH, dans le *D.D.C.* (1934), que nous utilisons largement, donne une bibliographie complète.

[2] Les lettres de justice désignent les *judices delegati*, les lettres de grâces concèdent des faveurs. Voyez, dans *D.D.C.*, les caractères des *litterae legendae* et des *litterae dandae*.

[3] Constitution *Qui exacti temporis* (16 nov. 1331), dans TANGL, *op. cit.*, p. 111-115.

[4] Il nous suffira de nommer Sinibaldo Fieschi (1226-1227), Geoffroi de Trani et l'archidiacre Gui de Baisio (1304-1312). L'auditeur est un des juges ordinaires de la Curie ou des fonctionnaires supérieurs de la Chancellerie. Un personnel nombreux l'entoure (cf. *D.D.C.*, col. 1390).

[5] F. Schillmann l'a édité dans la *Bibliothèque de l'Institut prussien de Rome*, en 1929. — L'Audience déchargeait les organismes romains de diverses besognes : on y préparait les citations de la Rote, on y dispensait, en cours d'affaires, de citation au tribunal de la Chambre apostolique.

Digitized by Google

§ 3. — Pénitencerie.

ORIGINES Beaucoup d'affaires portées au Saint-Siège concernent le for interne. Dès le VII^e siècle, le pape est assisté pour leur solution d'un pénitencier. La multiplication des réserves et dispenses pontificales accrut démesurément son rôle [1], si bien qu'il fallut, à partir du pontificat d'Alexandre III, multiplier les délégations, adjoindre au cardinal pénitencier des auxiliaires; une institution nouvelle se crée empiriquement, elle est sous Grégoire IX toute structurée [2]. Sept formulaires nous révèlent son organisation, de la fin du XIII^e siècle à l'an 1378 [3].

GRAND PÉNITENCIER Le grand pénitencier préside, que le pape a choisi parmi ses plus éminents collaborateurs [4]. Sa compétence n'est point délimitée par un statut : elle apparaît dans les textes qui rapportent son exercice [5]. Par le formulaire de Thomas de Capoue, nous savons que le pénitencier absout des fautes et censures réservées au pape, dispense des irrégularités et des empêchements de mariage, annule les sentences illégales et injustes, commue ou ajourne les vœux, expédie des indults, concède des privilèges, réduit les pénitences déjà infligées. Au XIV^e siècle, la compétence s'élargit encore : le pénitencier commue les dispositions testamentaires, prononce la suppression ou la translation de bénéfices, autorise l'acquisition ou l'aliénation de biens ecclésiastiques, décide sur le droit de patronage [6]. Benoît XII distingue la compétence ordinaire et les mandats spéciaux. Au chapitre de la simonie, Gautier de Strasbourg relève 93 cas de compétence ordinaire et 27 pour lesquels un mandat spécial est nécessaire; pour les hérétiques, deux cas seulement sur 25 sont de la compétence ordinaire, tandis que, pour les promotions, il en est 70 sur 82 [7].

L'autorité du grand pénitencier résulte de son suprême pouvoir de rémission et aussi de ses fonctions de confesseur des cardinaux et des prélats séjournant à la Curie [8]. Ses revenus nous sont mal connus : il émargeait à la Caisse du Sacré Collège et percevait sans doute quelques honoraires [9]. Les marques

[1] Voyez par exemple les Dist. XIII-XIV au *Décret*, et X I 17 c. 17 et 18.

[2] E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie von ihrem Ursprung bis zu ihrer Umgestaltung unter Pius V.* I. *Die päpstliche Pönitentiarie bis Eugen IV*, Rome, 1907; P. CHOUET, *La Sacrée Pénitencerie Apostolique*, Lyon, 1908, p. 33-62.

[3] Le plus ancien est de Thomas de Capoue (sous Honorius III); le 7^e, celui de Gautier de Strasbourg (sous Urbain VI) donne le dernier état de l'organisation à l'âge classique.

[4] Il suffit de regarder la liste (GÖLLER, *op. cit.*, p. 85-95) où figurent Thomas de Capoue, Hugues de Saint-Cher; Guido Fulcodi et Pierre de Tarentaise qui devinrent papes; Matthieu d'Aquasparta, Bérenger Fredol; Étienne Alberti (Clément VI), Gilles Albornoz.

[5] Pas de statut avant Eugène IV.

[6] Göller distingue quatre groupes de sujets (p. 101-103) et relève les cas le plus fréquemment traités : simonie, homicide, attentat contre un clerc, faux, hérésie et schisme, absolution et dispenses, promotion, vœu, dispense matrimoniale, dispense d'illégitimité, apostasie, sépulture.

[7] GÖLLER, *op. cit.*, p. 120-125. Pendant la vacance du Siège la fonction est maintenue, d'après une constitution de Clément V, sauf pour les cas nécessitant mandat particulier.

[8] *Ibid.*, p. 98.

[9] Part des revenus du Sacré Collège.

Digitized by Google

de son prestige étaient la férule, la préséance à la table du pape, le port de la mitre aux messes pontificales [10].

PÉNITENCIERS MINEURS

Les pénitenciers mineurs sont une dizaine sous Boniface VIII et leur nombre s'élèvera au XIV^e siècle jusqu'à la vingtaine [11]. Beaucoup appartiennent aux ordres mendiants et, par nécessité, on les choisit de nations diverses [12]. Plusieurs ont une fonction bien spécifiée : un docteur en droit canon conseille le grand pénitencier ; un régent apparaît au XIV^e siècle, un auditeur, un notaire, un distributeur des lettres, qui aide et contrôle scripteurs et correcteurs ; des procurateurs mettent en forme les suppliques, un scelleur confère aux actes l'authenticité [13].

Eux aussi, ces obscurs employés disposent de quelque puissance. Ils ont dans l'examen des causes l'autorité que leur attribue leur chef. Leur revenu consiste en un traitement et une part des taxes [14]. Ils ont un bâton symbolique, des privilèges qui les élèvent au-dessus des collègues de la Rote et sont souvent chargés de missions qui accroissent leur prestige [15].

SECTION III. — LA COUR.

Bien qu'ils ne jouent qu'un rôle officiellement secondaire, nous donnerions une image incomplète de Rome ou d'Avignon si nous ne signalions la masse des chapelains, serviteurs et familiers qui composent la Cour [1].

COMPOSITION

Les chapelains, en général sous-diacres, prennent importance au XII^e siècle et grand essor sous Innocent IV : ils sont alors deux centaines, c'est-à-dire quatre fois plus

[10] Férule : GÖLLER, p. 127. Préséance à la table pontificale : *ibid.*, p. 142. Mitre : *ibid.*, p. 143. Titre : *poenitentiarius papae*, puis vers 1250 : *poenitentiarius generalis*, un peu plus tard : *poenitentiarius major* ou *summus*. GÖLLER, *op. cit.*, p. 85.

[11] T. MAJIC, *Die Apostolische Pönitentiarie im XIV. Jahrh.*, dans *Röm. Quart. für Christl. Altertum*, 1955, p. 141-145 : le nombre répondait aux nécessités du moment. Les premières listes datent de Jean XXII. A partir de 1347, elles sont complètes. La bulle *In agro dominico* de Benoît XII fixe la compétence.

[12] J. VINCKE, *Volkstum und Apostolische Pönitentiarie im 14. Jahrh.*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1938, question de langue, mais aussi d'influence des souverains : quand ils obtenaient une nomination en surnombre, ils devaient pourvoir à l'entretien. Liste des pénitenciers, par nation au XIV^e siècle, MAJIC, *art. cit.*, p. 167-177.

[13] Exemple de supplique, dans GÖLLER, *op. cit.*, p. 190-191.

[14] Nombreux abus, qui ont nécessité des mesures pontificales.

[15] GÖLLER, *op. cit.*, p. 140 et suiv. (autel portatif, concession d'indulgences, place à table, rôle après décès du pape). Sur les missions, cf. MAJIC, *art. cit.*, p. 132 et suiv. Le transfert du Saint-Siège en Avignon ajoutait les missions de liaison entre les deux composantes de la Pénitencerie (qui continue de ne former qu'un collège).

[1] Sur les origines pré-classiques : K. JORDAN, *Die Entstehung der römischen Kurie*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1939, p. 97-152. Le tableau, pour l'âge classique, est dans BORWIN RUSCH, *Die Behörden u. Hofbeamten d. päpstl. Kurie des 13 Jahr.*, Königsberg-Berlin, 1936 ; H. GÖRING, *Die Beamten der Kurie unter Bonifaz VIII*, Diss. Königsberg, 1934. Voyez encore : W. V. HOFMANN, *Forschungen zur Geschichte der Kurialbehörden*, Rome, 1914 ; G. TELLENBACH, *Beiträge zur kurialen Verwaltungsgeschichte im 14. Jahr.*, dans *Q.F.I.A.B.*, t. XXIV (1932), p. 151 et suiv. ; B. GUILLEMAIN, p. 387 et suiv.

Digitized by Google

nombreux que sous les trois pontificats antérieurs. Issus de la noblesse, de la famille du pape régnant, ils peuplent le Latran, où ils ont une place dans les bureaux et un logis. Nous connaissons par le menu leur mode de vie [2].

Les services du Palais nécessitent un personnel nombreux. Pour assurer le service spirituel, il faut des aumôniers et des sacristains; pour assurer le vivre et le couvert : des cuisiniers, boulangers, cavistes et tous les ouvriers du bâtiment; pour la justice et la police : des juges et des gardes-chiourme; des courriers et des palefreniers [3].

Un petit groupe d'élite constitue la maison pontificale : maître du Sacré Palais [4], trésoriers, camériers, médecins [5], lecteurs et introducteurs [6], gardes du corps et chevaliers, officiers de l'antichambre [7].

CONDITIONS

Le Palais, on le voit, est une cité qui héberge toutes les professions. Non pas un corps de fonctionnaires : conditions d'aptitude, garanties de stabilité, règles d'avancement (si soigneusement établies dans la cléricature et dans l'ancienne Rome) échappent au droit écrit. Le pape recrute des compatriotes [8], des amis, des hommes de confiance (entendez : que l'on a la simplicité de croire sûrs) [9]; il les révoque à sa guise et sa mort les libère [10]; la pratique ménage certaines filières, que chacun suit selon son adresse et sa chance [11].

Les palatins s'apparentent cependant aux fonctionnaires par la détermination de leur service et aussi par leur rétribution assurée. Ils touchent un traitement ou jouissent d'un fief, d'une prébende, d'une portion des revenus qu'ils administrent [12].

INFLUENCE

Ce que nous voudrions savoir c'est l'action de tout cet entourage. L'histoire des institutions deviendrait science vraiment humaine si nous connaissions bien les intérêts et les passions

[2] Reinhard Elze, *Die Päpstliche Kapelle im 12 u. 13 Jahrhundert*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1950, 145-204.

[3] Les camériers sont souvent chargés de missions. R. Göller, *Die Kubikulare im Dienste der päpstlichen Hofverwaltung von 12-15 Jahrundert*, dans *Festschrift für Kehr*, 1926. Les médecins vivaient dans la familiarité de papes âgés, souvent malades; les trésoriers, parfois nommés *executores*, semblent jouer un rôle moindre.

[4] R. Creytens, *Le Studium Romanae Curiae et le maître du Sacré Palais*, dans *A.F.P.*, 1942, p. 5-97.

[5] Un lecteur en théologie ou *lector curiae* est auprès de Boniface, choisi, depuis 1300, parmi les Mineurs. Les *ostiarii* sont répartis en trois catégories.

[6] Sous Boniface VIII : 24 à 26 *dominicelli*, 28 à 32 *milites* (corps créé par le pontife).

[7] G. Mollat, *Les papes d'Avignon*, p. 445-449. Hinschius, t. I, p. 379-386 : sur les prélats du Palais; 491-497 : officiers et curiales.

[8] Tous les gardes du corps de Boniface sont d'Anagni ou de Todi. Les papes entretiennent ainsi des membres de leur famille ou des voisins dont ils escomptent la fidélité.

[9] Beaucoup des agresseurs d'Anagni étaient *dominicelli* ou *milites*.

[10] Boniface renvoya l'un de ses médecins et lui retira son fief. Tous les gardes du corps sont nommés pour la durée du pontificat.

[11] Les chapelains se glissent dans les tribunaux et offices romains, beaucoup accèdent à l'épiscopat (43 sous Boniface VIII).

[12] Médecins et *milites* ont un assez gros traitement, sous Boniface; trésoriers, *dominicelli*, chapelains, sont à un indice moindre. En outre, tous ces gardes du corps ont, généralement, des fiefs et des portions de revenu; les clercs, une prébende.

Digitized by Google

de ces compagnons quotidiens du pape, qui insinuent leurs conseils et, sans toujours négliger l'intérêt supérieur de l'Église, se préoccupent de leur propre fortune. Les Registres pontificaux portent témoignage de faveurs et d'animosités qui dictaient la distribution des offices et des bénéfices, parfois l'application rigoureuse, parfois la violation agile des lois fondamentales [13]. La tâche du juriste est de relever les preuves et les présomptions de ces jeux publics ou secrets dont il arrive que les meneurs soient des personnalités, voire de modestes personnes de la Cour. Acteurs ou agents répandus dans les offices et les tribunaux, aux alentours du Concile ou du Consistoire, ils souffient, dans tous les pays et dans tous les temps, des décisions qui font la renommée du législateur ou du juge [14].

Conclusion.

Comme tous les États de la Chrétienté [1], le gouvernement de l'Église a dû constituer des offices et des tribunaux aptes à diriger ou à dirimer les affaires dont l'importance ne cesse de croître. Pendant l'âge classique, la nécessité politique a été servie par le progrès technique [2]. Une administration permanente et somptueuse s'est substituée aux précaires et modestes services domestiques, une Justice savante et diversifiée aux plaids paternels et confondus des deux fors. Gratien ressuscité au XIV[e] siècle se fût perdu dans l'immensité du Palais apostolique et n'eût point compris le langage de ses disciples, cependant nourris des gloses du *Décret*. D'Innocent III à Jean XXII, s'est composée la structure de la plus vigoureuse et de la plus vaste monarchie du monde.

Comme tous les organes d'un gouvernement qui détient l'autorité et la richesse, plus précisément les dispenses et la justice, les finances et les postes — sans omettre la troisième force que constituent les honneurs prestigieux — les offices et tribunaux dont nous venons de présenter la structure ont été l'objet de critiques amères pendant tout l'âge classique [3]. De saint Bernard à Gerson, l'accusation de népotisme et de vénalité s'est perpétuée contre les institutions, même quand les hommes donnaient l'exemple de l'impartialité comme de l'honnêteté. Chacune des accusations précises appelle un examen

[13] Retrait ou, au contraire, cumul de bénéfices : Boniface VIII en offre des exemples, au détriment de la faction hostile et à l'avantage de ses amis.

[14] Sans exagérer la force et les pressions, ils convient de les observer dans les vivacités et les revirements de la loi ou de la jurisprudence.

[1] Parallélisme logique ou imitation savante? Les transformations de l'Europe imposaient un régime analogue, mais pour l'établir, l'Église et les États guettaient les expériences d'alentour.

Posons à nouveau les problèmes de droit comparé : quelle influence eurent les régimes siciliens sur les institutions ecclésiastiques, ou le chapitre général sur le Parlement d'Angleterre ?

[2] On aimerait savoir comment étaient suivis et utilisés les progrès de la technique fiscale et de la procédure dans les divers États et au centre de la Chrétienté : par exemple, les méthodes de comptabilité et les modes de preuve.

[3] Voyez les *Gravamina* et les réformistes et les études comme celle de GÖLLER dans les *Mélanges Finke*.

Digitized by Google

critique. Nous ne saurons jamais toute la vérité, puisque la corruption, le plus souvent se cache, les critères de l'honnêteté sont variables dans les bureaux, les mérites d'un postulant (fût-il neveu) difficiles à connaître. Il y eut toujours plus de vertus et de défaillances que n'en consignent les chroniqueurs.

CONCLUSION GÉNÉRALE.

Aucun lieu n'eut jamais un prestige égal à celui de Rome. La chute de l'Empire lui avait porté un redoutable coup, mais le pape avait conservé l'héritage, la restauration carolingienne l'avait redoré et, depuis la Réforme grégorienne, s'annonçait le retour au titre de capitale, sur le modèle de l'Antiquité.

Le chef qui règne au Latran a repris les formules de l'empereur et rétabli les éléments de la puissance : la dominante des *Dictatus* est la revendication du prestige ; la richesse a grandi avec la fiscalité ; l'autorité, avec les monopoles. Assemblées périodiques et sénat permanent proclament la reconnaissance par le monde chrétien du centre œcuménique. Tous les organes d'une monarchie se développent, à l'ombre du Saint-Siège. Rome a nominalement tous les signes, les attributs et les moyens d'une capitale. Pour la seconde fois, elle réalise, au cours de l'âge classique, sa maîtrise universelle, comme une vocation.

Cependant Rome n'est plus dans Rome. Le successeur de Pierre et des empereurs a trouvé en Avignon son dernier refuge. S'il règne comme évêque de la Ville éternelle, il siège dans un refuge précaire de la vallée du Rhône. Depuis le milieu du XIV^e^ siècle, la révolte gronde sur divers points du Patrimoine et, par moments, explose, comme en 1376 à Bologne. Jusqu'à l'année fatale du Grand Schisme, la seule puissance universelle de la Chrétienté sera, malgré tous les orages, la Papauté, qu'elle réside ou non dans Rome, sa capitale.

Ce rôle éclatant, Rome le joue sur le vaste théâtre de l'Occident, avec le concours des gouvernements locaux de l'Église, dont il nous faut considérer la structure et le mouvement.

Digitized by Google

LIVRE IV

LES RÉGIMES LOCAUX

Une forte centralisation assure la cohésion de l'Église, une liaison verticale du pontife souverain au plus humble fidèle maintient l'ordre dans la Chrétienté. Mais à la condition que chaque degré de la pyramide demeure en équilibre, sous la main d'un gouvernement sage. Des acteurs identiques se rencontrent dans tous ces gouvernements locaux : un chef et ses officiers, des corps et des assemblées canoniques, toujours une masse et souvent des associations volontaires. Nous devons observer chacun de ces copartageants de la puissance et surtout leurs relations de droit et de fait.

Selon que l'autorité, accessoirement la richesse et le prestige, seront concentrés ou dispersés, nous nous rapprocherons du type monarchique ou du type polyarchique. Entre les extrêmes, absolutisme et démocratie, qui sont exclus par la constitution fondamentale de l'Église, il y a place pour plusieurs formes et pour bien des nuances. Nous chercherons à discerner les lignes et les jeux de forces dans le gouvernement central du diocèse, puis dans la communauté paroissiale, enfin dans les organes et moyens de coordination territoriale.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE I

LE GOUVERNEMENT CENTRAL DU DIOCÈSE

Avant même qu'il y eût des diocèses, l'évêque a été le chef et le centre de la communauté chrétienne en tous lieux [1]. Son premier ministre, dès l'Antiquité, fut l'archidiacre, qui émerge du collège des clercs; au XII[e] siècle, l'archidiaconé est devenu comme une principauté et du *presbyterium* est issu le chapitre : les collaborateurs aspirent à l'autonomie. L'évêque, sans renoncer à leur concours, se crée, pour faire face, non seulement à ces émules, mais encore aux besoins survenus, une nouvelle Curie, où de grands fonctionnaires qu'il choisit, mandate et révoque à son gré, exercent les attributs de la puissance dont il peut et veut se décharger.

Considérons tour à tour ce monarque constitutionnel, ses auxiliaires concurrents, ses serviteurs fidèles.

SECTION I. — LE CHEF.

L'évêque est comme le souverain du diocèse : nous ferons l'inventaire de ses pouvoirs [1]. Chaque ligne de la rédaction nous laissera deviner les compé-

[1] Tous les diocèses ont eu leur historien et, si l'on veut parcourir la Chrétienté, on pourra consulter, pour l'âge classique, quelques monographies de diocèses allemands (Fr. CURSCHMANN, pour Brandenburg, 1906; E. VON GUTTENBERG, pour Bamberg; F. PFITZNER, pour Breslau, 1926; J. B. VILLIGER, pour Bâle, 1939); hongrois (C. JUHASZ, pour Tschanad—Temesvar, 1930); italiens (G. MANTESE, pour Vicence, 1954); français (ROSEROT DE MELIN, pour Troyes, 1957; J. LESTOCQUOY, pour Arras (1949); LANCELIN, pour Valenciennes (1946); G. DOLE, pour Fréjus, (1957); pour les diocèses gallois : K. INGHAM.

L'histoire même de la constitution des diocèses (par exemple Th. MAYER-EDENHAUSER, pour Bâle, *Z.G.O.R.*, 1939, 215-322); J. OSWALD, pour Passau, dans *Z.S.S.*, *K.A.*, 1941; F. F. RIVERA RECIO, pour Albarracin, dans *Hispania*, 1954, p. 27-52; G. SAPPOK, pour Poznan (Leipzig, 1937); de leurs limites, par exemple : J. JUNGNITZ, pour Breslau (Breslau, 1907); D. MANSILLA, pour l'Espagne, dans *Anthologica annua*, 1955, 89-143; Serrano, I, 167, et suiv.; de leurs subdivisions, par exemple P. THUDICHUM, pour quelques diocèses rhénans, Tübingen, 1906; A. H. THOMPSON, pour l'Angleterre, *British Acad.*, 1943. Nous n'avons pu lire Alois Seiler, sur l'organisation du diocèse de Spire (1959).

Tableau d'une Église au début de l'âge classique : R. FOREVILLE, *L'Église anglo-normande au temps du bienheureux Achard de Saint-Victor, évêque d'Avranches (1161-1171)*, dans *Revue de l'Avranchin*, 1961, 153 et suiv.

Bonne vue d'ensemble dans É. PERROY, *La vie religieuse au XIII[e] siècle*, Cours de Sorbonne, 1960, p. 72-106 : *L'organisation diocésaine*. Pour la France : F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises au Moyen Age*, t. III. *Institutions ecclésiastiques* (J. F. LEMARIGNIER, J. GAUDEMET, G. MOLLAT).

[1] Les décrétales l'appellent *ordinarius* (X I 31 11), *diocesanus* (X III 38 25). Un seul évêque a le gouvernement du diocèse : s'il y a sur le territoire d'autres évêques, assistants, domiciliés ou passants, ils sont, comme tous les fidèles, sous sa juridiction. R. DE PENNAFORT, *Summa juris*, II, *de ministris*... Assistants et représentants sont le coadjuteur ou l'évêque chargé d'un groupe isolé par son rite ou sa langue (X I 31 14 = Latran IV, c. 9). — L'ensemble des droits épiscopaux est appelé *jus episcopale*, *auctoritas pontificalis*; J.-B. SÄGMÜLLER,

Digitized by Google

titions que suscite, chaque fois qu'il est jacent, un tel héritage : nous exposerons les modes du choix. L'élu est officiellement mis en possession de sa charge : nous le suivrons jusqu'au terme de cette installation, qui marque le début de son gouvernement.

§ 1. — Les pouvoirs de l'évêque.

AUTORITÉ

L'autorité de l'évêque se décompose en trois pouvoirs : ordre, magistère, juridiction.

Ordre. — Son ordre [1] lui vaut la collation exclusive de plusieurs sacrements. Il a toujours eu le monopole de la transmission du pouvoir épiscopal et sacerdotal, qui assure la succession apostolique et la permanence du prêtre dans la société chrétienne [2]. Il est le ministre ordinaire de la confirmation [3], le régulateur de la pénitence [4].

D'autres pouvoirs, qui concernent les cérémonies liturgiques et l'administration cultuelle lui ont été réservés par le droit canonique, sur la base de ses pouvoirs d'ordre et de gouvernement : consécration des saintes huiles, des églises, autels, calices et patènes, réconciliation des temples profanés [5]; bénédiction des abbés et abbesses, vêture des moniales [6]; vérification des reliques [7].

Magistère. — Son magistère le rend responsable de toute la vie intellectuelle du diocèse. Il doit veiller à la formation des clercs [8]. L'instruction des laïques

t. I, p. 443, renvoie aux textes pour cette terminologie. Bon exposé dans INGER, *Das kirchliche Visitationsinstitut im Mittelalterlichen Schweden*, Lund, 1961, p. 105-118. Voyez P. HINSCHIUS, t. II, p. 38-48; H. E. FEINE, p. 323.

Bibliographie particulièrement riche pour l'Angleterre. Vues d'ensemble : J. R. H. MOORMAN, *Church Life...*, p. 169-209; E. K. LYLE, *The office of an English bishop in the first half of the XIV. Cent.*, Philadelphie, 1903. Nombreuses monographies d'évêques anglais. Abondantes publications de registres, dont on trouve l'inventaire, arrêté à 1918, dans R. C. FOWLER : la liste ne cesse de s'allonger. Pour les diocèses gallois, J. C. DAVIES, *Episcopal Acts and cognate Documents... (1066-1272)*, t. I, Cardiff, 1946; pour Lincoln, *The Rolls and Register of Bishop Oliver Sutton ...(1280-1299)*, 1948; pour Canterbury, K. MAJOR, *Acta Stephani Langton (1207-1228)*, 1950. Tous les grands évêques, particulièrement en Angleterre, ont eu, dans ces dernières années, leur biographe : nous n'en pouvons donner ici la longue liste.

[1] Sa position même dans la hiérarchie d'ordre a été très débattue à l'âge classique. L'enseignement de saint Thomas est le sujet de travaux récents : une thèse de Washington, 1950 (G. E. DOLAN); deux articles de J. LÉCUYER, dans *Gregorianum*, 1954, p. 51-89, et *Revue thomiste*, 1957, p. 29-42.

[2] D. 25 c. 1; D. 93 c. 24.

[3] X I 4 4 (*Quanto de benignitate :* Innocent III); X I 15 c. un (*Cum venisset :* Innocent III), § 7.

[4] Nous le verrons au sujet de cas réservés, de la réconciliation des hérétiques, des indulgences. Dès maintenant, citons J. GRISAR, *Die Reform des Reservatio casuum...*, Rome, 1959, p. 307-318.

[5] SÄGMÜLLER, t. II, p. 292 et 295, renvoie aux textes du *Corpus*.

[6] *Ibid.*, t. II, p. 418. Serment d'obéissance des abbés et abbesses Cf. Bibolet, in *B.C.T.H.* 1960.

[7] *Ibid.*, t. II, p. 271.

[8] Avec le concours de l'archidiacre. Nous savons que cette formation était fort élémentaire. Cf. *supra*, p. 169.

Digitized by Google

par la catéchèse, la prédication, l'école sont sous sa haute surveillance [9]. Peut-être aussi difficile, un contrôle préventif des prédications hérétiques, cette sauvegarde attentive de l'orthodoxie est la mission capitale du docteur surveillant, *episcopos* [10].

Juridiction. — Sa juridiction comporte tous les attributs d'un gouvernement. Législateur pour son diocèse, il prend toutes décisions opportunes, par voie de constitution ou de synode, en respectant le droit commun [11]. Administrateur, il pourvoit à l'organisation géographique, matérielle et bénéficiale : il érige, divise, circonscrit les paroisses, doyennés et archidiaconés [12]; il autorise la construction, l'agrandissement, la démolition des églises, l'installation, l'extension, la désaffectation des cimetières [13]; il institue les bénéficiers mineurs et reçoit de tous les clercs un serment d'obéissance [14], il a l'intendance de tous les biens ecclésiastiques du diocèse [15]. A son tribunal appartient le jugement de toutes les causes de compétence ecclésiastique où sont impliqués ses diocésains et les établissements ecclésiastiques;

[9] D. 25 c. 2; D. 88 c. 6; X I 31 15 et les commentaires.

Ces textes insistent sur la fonction de docteur. Le troisième, c. 10 de Latran IV, ordonne aux évêques empêchés *ut viros idoneos ad sanctae praedicationis officium salubriter exsequendum assumant, potentes in opere et sermone qui plebes sibi commissas vice ipsorum, quum per se iidem nequiverint, sollicite visitantes, eas verbo aedificent et exemplo, quibus ipsi, quum indigerint, congrue necessaria subministrent, ne pro necessariorum defectu compellantur desistere ab incepto.* Ce texte de portée œcuménique atteste l'insuffisance de la prédication épiscopale, la volonté de créer des sortes de missionnaires diocésains, le sentiment des périls de l'ignorance populaire (à quoi on n'espère point que le clergé local portera remède). On voudrait savoir quelle fut l'application d'un ordre si important.

[10] INGER, *op. cit.*, p. 109, n. 6, a rassemblé les textes.

[11] *Lex diocesana, lex jurisdictionis :* X I 31 18 (*Dilectus filius :* Honorius III) et les glosses. Ordinations, cure d'âmes, justice appartenant à la *lex jurisdictionis*. Depuis la publication de notre premier volume, J. DUVAL a étudié *Les constitutions synodales dans le diocèse de Genève au XIV^e siècle* (thèse de la Fac. canon., Paris, 1956); C. H. CHENEY, *The earliest english diocesan Statutes*, dans *E.H.R.*, 1960, p. 1-26. A. SZENTIRMAI, *Die ungarische Diözesansynode im Spätmittelalter*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1961, p. 267-292. Beaucoup de détails concrets en ce dernier article : convocation par affiches et par lettres, longtemps avant la date d'ouverture; voyages en commun; présences et représentations; costume et hébergement; lecture des statuts pris « avec l'accord du chapitre »; lecture des rapports de visite des archidiacres; fonctions fiscales et judiciaires. Voyez encore J. de ROSA PEREIRA, *Sinodos da Diocese de Lisboa*, dans *Lumen*, 1961.

Un catalogue des statuts synodaux français, publiés et inédits, va être imprimé par les soins de Mme Pontal, sous les auspices de la Société d'histoire ecclésiastique de la France : j'indique dans la Préface toute l'importance de ces documents locaux. On sait et on verra mieux, par la suite, tout le parti qu'ont tiré des statuts synodaux un certain nombre d'historiens, en particulier P. Adam (dont nous allons publier la thèse).

Le pouvoir législatif comporte un certain pouvoir de dispense, qui s'applique aux propres lois de l'évêque, mais se limite pour le droit commun aux cas expressément ou tacitement admis par Rome, et au cas de nécessité. X I 6 59; V 39 29; VI I 6 34.

[12] X III 48 3; V 31 8 : *Sicut unire episcopatus atque potestati subjicere alienae ad summum Pontificem pertinere dignoscitur : ita episcopi est ecclesiarum suae diœcesis unio et subjectio earundem.*

[13] Nous avons signalé au livre II cette maîtrise des choses sacrées ou saintes.

[14] SIGMÜLLER, t. I, p. 284.

[15] C. 10 q. 1 c. 5; C. 12 q. 1 c. 23; C. 16 q. 7 c. 21 et 22 : l'évêque doit avoir un économe qui ne soit pas un laïc. Il est procureur, non propriétaire du patrimoine ecclésiastique dans le diocèse.

Digitized by Google

accessoirement, les causes attributives de compétence locale [16]. Il est le grand maître des censures, notamment de l'excommunication [17].

Toutes ces fonctions sont attachées à l'office : elles constituent un pouvoir ordinaire. Une maxime attribuée à Grégoire IV semblait fonder l'opinion contraire, qui ferait de l'évêque un délégué du pape : les évêques seraient de simples vicaires auxquels le Saint-Siège a confié une part de ses attributions [18]. A la vérité, cette phrase n'a guère ému les classiques [19]. Ils glosaient plus volontiers le rappel, dû à pseudo-Urbain, de la succession apostolique [20]. Par droit d'héritage comme par affectation des pouvoirs, les évêques ont une juridiction ordinaire, qui ne leur a été contestée que par des théoriciens de la toute-puissance pontificale, tandis qu'une opinion diamétralement opposée soutenait la parfaite égalité de tous les apôtres [21].

RICHESSE

Le patrimoine de l'évêché [22] s'est constamment accru par les libéralités des fidèles et périodiquement appauvri par l'effet de spoliations, de guerres ou de faillites. Pendant l'âge

[16] Voyez livre II, chapitre 1, section 1, § 2. On sait que les parties ont une certaine latitude pour le choix (les clercs avec la permission de l'évêque). C'est la *juridictio prorogata* X I 41 9 *(Causa restitutionis)* et II 2 c. 12 *(Si diligenti)* et 18 *(Significasti)*, Sägmüller, t. II, p. 321. Les personnes sans domicile sont du ressort de l'évêque du lieu. De même les criminels X II 2 14 *(Postulasti per sedem)*, les contractants X II 2 17 *(Dilecti filii)*.

La situation des lieux *(rei sitae)* X II 2 3 *(Sane)*. la demande reconventionnelle X II 4 c. 1 et 2; VI I 3 3 justifient aussi la compétence de l'évêque. Sur la citation hors du territoire, *Clem.* II 11 2. Cf. M. delle Piane, *La Pastoralis cura di Clemens V*, dans *R.S.D.I.*, 1958, p. 13-56.

[17] Nous avons vu que l'excommunication est appelée *mucro episcopi*. La Cause 11 q. 3 montre ce stylet en exercice. Cf. R. Adam, *Le pouvoir coercitif de l'évêque*, Québec, Fac. de dr., 1946. L'évêque peut faire appel au bras séculier. X I 31 1 (*Perniciosa* : Synode de Rome 898, c. 12); X II 1 10 (*Quum non ab homine :* Célestin III) : *...per secularem comprimendus est potestatem ita, quod ei deputetur exsilium, vel alia legitima poena inferatur*. Le clerc anathématisé est ainsi soumis aux peines légales.

[18] C. 2 q. 6 c. 11 *(Decreto nostro)*. De même Pseudo-Vigile, *ibid.*, c. 12 *(Qui se scit)*; X I 8 4 (*Ad honorem :* Innocent III).

[19] Les commentaires sur le titre *De officio ordinarii* et sur X I 33 4 (*Omnes principes :* Pseudo-Clément), X I 33 6 (*Solitae :* Innocent III). Dans X I 31 16 *(Conquerente)*, Honorius III définit ce pouvoir ordinaire : *decrevimus ut in ecclesiis seu capellis tuae dioecesis... habeas canonicam obedientiam, subjectionem et reverentiam, institutionem et destitutionem, correctionem et reformationem, ac censuram ecclesiasticam, jurisdictionem quoque causarum omnium ad forum ecclesiasticum de jure spectantium, poenitentias et sacramentorum omnium quae ab episcopo sunt recipienda, collationem, synodum...* Suit l'énumération des droits fiscaux. Voyez encore X V 31 12 (*Accedentibus :* Latran IV, c. 60).

[20] C. 12 q. 1 c. 16 *(Videntes) : ... episcoporum qui locum tenent apostolorum*. Un autre texte des Fausses Décrétales, D. 21 c. 2 (*In novo :* Anaclet), après avoir établi la primauté de Pierre ajoute : *Ceteri vero apostoli cum eodem pari consortio honorem et potestatem acceperunt... decedentibus in locum eorum surrexerunt episcopi...* Les évêques se transmettent la consécration du Seigneur. Ils sont des représentants du Christ dans leur diocèse, en union avec le pape. Sur ce problème capital, cf. K. Rahner et J. Ratzinger, *Episkopat und Primat*, Fribourg, 1961.

[21] Nous avons déjà rencontré cette théorie dans le livre III.

[22] Depuis les temps carolingiens, ce patrimoine s'est divisé en mense de l'évêque et biens du chapitre qui ont constitué des masses autonomes. A. Pöschl, *Bischofsgut und mensa episcopalis*, Bonn, 1908, 2 vol. Voyez les cartulaires d'évêchés, par exemple J. de Font-Réaulx, *Cartulaire de l'évêché de Saint-Paul-Trois-Châteaux*, 1946.

La formule : *gratia Sedis Apostolicae*, qui se trouve dès le milieu du XII^e^, sous Eugène III, et Alexandre III, se répand au XIII^e^ et se généralise à partir de Clément IV. Cf. *A.f.K.K.R.* t. 188 (1908). Elle signifie la confirmation et non la délégation du Saint-Siège.

Digitized by Google

classique, il a connu toutes ces vicissitudes : dons et legs l'amplifient, achats et échanges l'harmonisent; mais les besoins publics et l'avidité des pouvoirs séculiers, le ravage des armées, souvent la mauvaise administration le réduisent [23].

On ne saurait imaginer fortune plus hétérogène : l'élément capital, ce sont les seigneuries, parfois la seigneurie de la ville et du pays; toujours les fiefs et des alleux dispersés, des églises appropriées, des monopoles de foires et de marchés [24].

Aux revenus de tous ces biens s'ajoute le produit des impôts. Selon les temps et les lieux, la fiscalité se dilate, se diversifie. Une décrétale d'Honorius III définit et limite les taxes épiscopales : *synodaticum* ou *cathedraticum* de deux sous, quart des dîmes et mortuages, procuration modérée à l'occasion de la visite, subside léger s'il plaît au clergé de le consentir en cas de nécessité [25]. La première de ces charges, attestée au *Décret* par des canons ibériques, signifie la sujétion au siège épiscopal et le synode fut parfois l'occasion de son versement [26]. A l'évêque étaient traditionnellement réservés le quart des dîmes, des legs faits aux églises sans affectation spéciale, de la succession des clercs [27]. De beaucoup la plus discutée est la troisième taxe mentionnée par Honorius III : la charge d'héberger au cours de ses visites l'évêque et sa nombreuse suite pesait si lourdement sur le budget des curés que la coutume se généralisa de fixer une indemnité forfaitaire, la procuration, qui, après bien des vicissitudes, se régla en monnaie [28]. Si les ressources ordinaires ne suffisent point, l'évêque pourra demander un subside caritatif à ses sujets : cette faculté fut exercée avec discrétion [29].

[23] Si étrange que cela puisse paraître, les évêques — notamment en Angleterre — sont souvent en graves difficultés financières. Cf. MOORMAN, p. 172 et suiv.

[24] A la thèse déjà citée de Marcel DAVID sur le patrimoine foncier de l'Église de Lyon, ajoutez N. DIDIER, *Notes sur la fortune immobilière de l'église cathédrale de Grenoble, du X^e à la fin du XIII^e siècle. Sa composition, son régime juridique*, dans *Annales de l'Université de Grenoble*, t. XXII, 1936, p. 1-87, 1946, p. 9-50; Lily GREINER, *La seigneurie épiscopale de Strasbourg jusqu'en 1274 et les origines de la supériorité territoriale*, dans *Positions des thèses de l'École des Chartes*, 1950, p. 83-89; H. VIDAL, *Episcopatus et pouvoir épiscopal à Béziers... (1152-1209)*, Montpellier, 1951.

[25] X I 31 16 *(Conquerente) : ... synodatici seu cathedratici nomine, duos solidos, quartam decimationum, visitationem quoque annuam ... moderate... moderatum auxilium... juxta formam Lateranensis concilii...* (comme pour les princes séculiers, X III 49 4, le subside doit être accordé par le clergé, et seulement au cas de nécessité). Quand l'évêque fait visiter par subordonné, Innocent III se réserve 2/3 des procurations, Urbain V, le tout. Cf. L. BINZ, *A propos d'une levée de procurations dans le diocèse de Genève en* 1361, dans *Mélanges Paul E. Martin*, p. 387-400.

[26] C. 10 q. 3 c. 1 et 8. Étienne de Tournai sur cette question : *Ego puto cathedraticum appellari, quod ad honorem cathedrae in synodis per singulas ecclesias solet episcopo solvi, quod in quibusdam provinciis circata vel parata dicitur.* La visite pouvait être l'occasion de le rappeler ou de le percevoir. Cf. INGER, p. 408 et 434. Sur l'effet des mutations monétaires, voyez X III 39 20 (*Olim*, Innocent III). Indications concrètes dans un article de Christensen, sur le diocèse de Roeskilde en 1370.

[27] Pas de contestation pour les deux premiers chefs. Quant à la succession des clercs, voyez PROCHNOW, *op. cit.*

[28] G. MOLLAT, *Fiscalité*, p. 78.

[29] Exemple dans F. R. H. DU BOULAY, *Charitable subsidies granted to the Archbishop of Canterbury, 1300-1489*, dans *Bull. of the Institute of Social Research*, XXIII (1950). Sur l'ensemble des perceptions épiscopales, dans trois diocèses germaniques. Voyez A. OTT. *Die Abgaben an den Bischof bzw Archidiakon in der Diözese Konstanz bis zum 14. Jahr.*

Digitized by Google

PRESTIGES

Sa haute dignité implique de grands honneurs. On le salue et il s'annonce par des titres grandioses. Son costume et ses insignes, *pontificalia*, proclament la dignité de son héritage : crosse, anneau, sandales, vêtement de lin [30]. Il a préséance au chœur et au chapitre, trône et baldaquin du côté de l'Évangile [31]. Quand il voyage, des dizaines de cavaliers l'escortent, un protocole minutieux le glorifie et il emporte un autel dans ses bagages [32]. Des privilèges le mettent à l'abri des excommunications générales et des rigueurs de l'interdit [33].

Par la richesse, l'évêque acquiert une puissance toute temporelle. Il lui suffit d'avoir des biens pour être impliqué dans le Siècle. Quand ces biens sont des seigneuries, il devient, à ce titre, pur séculier. Il exerce alors une autorité sans rapport avec la succession apostolique, l'autorité d'un suzerain, proche parfois de celle d'un souverain. Le droit féodal et le droit public s'imposent à lui et il les impose. Tous les honneurs et privilèges du seigneur lui appartiennent [34].

§ 2. — Le choix.

Qu'un office de telles puissance et majesté pût être désiré, malgré les difficultés et les risques, on l'imagine sans peine. Que les papes et les princes ne fussent pas indifférents à la désignation d'un chef qui représentait une autorité publique, dont l'octroi était souvent la récompense et la garantie de services politiques et financiers, on fait mieux que l'imaginer, car la compétition des grands a plus d'éclat que les ambitions — légitimes ou démesurées — des candidats. Le droit canon eut à déterminer les conditions d'aptitude et les auteurs du choix.

APTITUDE

En principe, tous les fidèles aptes à recevoir les ordres sacrés peuvent accéder, par degrés, à l'épiscopat [1]; la seule condition particulière est d'avoir atteint la trentième année [2]. Encore cette exigence peut-elle, comme celle de la naissance légitime et de la

Diss. Tübingen, 1907; R. STARKE, *Die Einkünfte der Bischöfe von Meissen im M. A.*, Teil I. *Ein Beitrag zur Finanz u. Verwaltungsgeschichte der deutschen Bistümer*, Meissen, 1911; H. KNIES, *Ursprung u. Rechtsnatur der ältesten bischöfl. Abgaben in der mittelalterlichen Diözese Mainz*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1930, p. 51-138.

[30] X I 15 c. un. (*Quum venisset :* Innocent III). X III 1 15 (*Clerici officia :* Latran IV, c. 16).

[31] Voyez les manuels de Liturgie, notamment la *Storia* de RIGHETTI.

[32] VI V 7 12 *(Quoniam episcopi)*.

[33] X V 33 25 (*Quod nonnullis :* Innocent III). VI V 11 4 (*Quia periculum :* Innocent IV).

[34] Comme l'évêque appartient très souvent à une famille féodale, il joindra aux seigneuries de l'évêché celles de son héritage qui constituent des biens propres.

[1] Plus de promotion subite, comme dans les premiers siècles. On observera les règles de l'ascension et des interstices. Un sous-diacre peut être élu (X I 14 9 : Innocent III). Voyez G. BARRACLOUGH, *The making of a Bishop in the Middle Ages*, dans *Cath. Hist. R.*, 1933, p. 275-319; M. CAILLET, *Election, confirmation et consécration d'un évêque de Carpentras (en 1280)*, dans *Provence historique*, 1956, 90-107; exposé général de Ph. HOFMEISTER, *Die kanonischen und nichtkanonischen Wahlen*, dans *Z. der Kath. Theol.*, t. 77, 1955, p. 432-471.

[2] X I 6 7 (*Cum in cunctis :* Latran III, c. 3). Nécessité d'une science suffisante. *Ibid.*, c. 17. Enquête du confirmant sur ce point et sur la naissance légitime. *Ibid.*, c. 19.

Digitized by Google

promotion par degrés, être écartée par une dispense pontificale à la suite d'une démarche du candidat, que l'on appelle *postulatio* [3]. Le candidat peut être relevé d'un empêchement : les décrétales permettent d'établir la liste des cas exclus et, par les Registres des papes, nous connaissons les accueils favorables [4]. Des précautions étaient prises pour limiter le nombre des demandes [5] et assurer l'exercice de la procédure [6].

Certains chapitres entendaient réserver le siège épiscopal aux diocésains et cet esprit local trouvait des complices dans la doctrine. Laurent d'Espagne exige pour l'étranger une majorité des deux tiers du chapitre, par analogie avec l'élection pontificale, et il invoque la discipline antique [7]. Vincent d'Espagne et Jean le Teuton vont jusqu'à préférer le diocésain qui a obtenu deux voix [8]. Tancrède refuse de tenir compte d'un autre élément que la *major et sanior pars* [9]. Telle est la solution des Décrétales [10]. Bernard de Parme la justifie par une renonciation de la majorité du chapitre à un recrutement local qui expose à un gouvernement médiocre : mieux vaut appeler du dehors un sujet plus digne, que l'on devra *postuler* pour obtenir de son évêque une émancipation dont il est seul juge [11].

Des vocations épiscopales nous savons seulement ce que nous révèlent quelques compétitions [12]. En fait, ne pouvaient prétendre à la mitre que des hommes de bonne origine, qui avaient étudié dans les écoles ou dans les *studia* des ordres religieux [13]. Les chances de succès dépendaient du mode normal de désignation.

[3] *De postulatione praelatorum :* X I 5; VI I 5; *Extrav. comm.*, I 2. La plupart des applications sont dans X I 6 *de electione*. La postulation doit précéder l'élection X I 5 6; VI I 5 c. un. Elle est inspirée par l'intérêt public, non par l'intérêt privé. X I 5 3. Elle ne confère pas un droit immédiat au gouvernement d'un diocèse X I 5 3. Cf. HINSCHIUS, t. II, p. 657.

[4] Les textes sont méthodiquement assemblés dans le *Thesaurus* d'A. SCHMIDT, t. II, p. 733 et suiv.; les applications, dans les Tables des Registres pontificaux : sont exclus spécialement les violateurs d'interdits (X I 5 1) et généralement tous ceux qui sont indignes des ordres sacrés (SÄGMÜLLER, t. I, p. 340, n. 3). En revanche, la postulation peut être admise pour motif d'âge, de naissance illégitime (X I 6 20), de possession active d'un siège épiscopal (X I 5 6).

Bon exposé des conditions de la postulation, des sujets, de la procédure, au mot *Offices ecclésiastiques*, dans *D.D.C.*, fasc. 35, col. 1093-1096 (R. NAZ).

[5] X I 5 3 : défense de postuler par intérêt privé ou si l'on n'a pas obtenu un tiers des voix. Sur ce chapitre, voyez la dissertation de F. E. BÖNNINGHAUSEN, 1852.

[6] X I 5 c. 2, 4, 5; X I 6 40.

[7] Il invoque non seulement le canon *Licet de vitanda*, mais encore l'Apocalypse et le *Digeste*, dans sa glose des Distinctions 61 et 83.

[8] Ils trouvent dans les canons 13 et 16 de la Dist. 61 un appui. Il est vrai que Grégoire le Grand (canon 16) décide : ... *ut nullum de altera eligi permittas Ecclesia... nisi nullus ad episcopatum dignus potuerit inveniri.*

[9] Il remarque le caractère exceptionnel du *nisi* de Grégoire.

[10] X I 6 c. 6, 22, 29, 44 : il n'est point dit que la majorité doit se porter sur un candidat local ... *licet non sit de gremio illius ecclesiae...*, dit le sommaire de I 6 21.

[11] Bernard de Parme résume la controverse in c. 21 *(Cum inter)* X I 6. Il suit Tancrède et justifie la décision du chapitre : *juri suo, quod in favorem ipsorum fuerat introductum.*

[12] Seuls, les conflits étaient portés à Rome. Les chroniques locales et les Registres des papes nous apprennent quelques prétentions rivales de candidats qui se disaient élus.

[13] Nous verrons, au livre VI, ch. I, comment les religieux contribuèrent à l'élévation du niveau intellectuel et moral de l'épiscopat.

Digitized by Google

ÉLECTION

Tout le peuple chrétien était intéressé au choix de ses chefs. Les deux systèmes fondamentaux de l'élection et de la nomination opposaient la *congregatio fidelium* aux pouvoirs souverains. Encore chacun de ces deux termes embrasse-t-il des aspirants divers : le corps électoral peut s'élargir jusqu'à l'universalité des fidèles ou se restreindre à une aristocratie, le souverain peut régner sur l'Église ou sur une portion de la Chrétienté.

L'histoire du corps électoral offre au XII[e] siècle le spectacle d'un rapide rétrécissement [14] : la masse qui, dans les premiers siècles, élisait par acclamation était depuis longtemps supplantée par les clercs [15], quand le collège des états et des masses privilégiées se réduisit strictement aux clercs, puis au Chapitre [16].

Trois modes lui étaient offerts : le scrutin, le compromis, l'acclamation unanime [17]. Ordinairement, on scrutinait et la majorité saine décidait [18]; ou bien des commissaires étaient chargés du choix [19]; ou bien l'inspiration du Saint-Esprit mettait d'accord, sans procédure, tout le corps [20].

L'aristocratie des chanoines avait remplacé celle des tonsurés : elle fut, en un siècle, quasiment dépouillée par les souverains, que la centralisation rendait tout puissants [21]. On sait comment les papes se réservèrent un

[14] Bonne esquisse, avec bibliographie, dans SÄGMÜLLER, t. I, p. 326-332. Imbart de la Tour donne le détail pour la France dans *Les élections épiscopales...*, Paris, 1890.

[15] Le deuxième concile du Latran maintenait le *consensus* des *viri religiosi*. Dist. 63 c. 35. La présence des laïcs devient de plus en plus rare : Grégoire IX l'interdit. X 1 6 56 *(Massana ecclesia)*. De même, celle des religieux malgré quelques survivances jusque vers 1250 (HINSCHIUS, t. II, p. 607). Déjà le concile de Sardique avait réprouvé la clameur populaire X I 6 2.

[16] Les travaux antérieurs (VON BELOW, WRETSCHKO, ROLAND) sont résumés par A. DESPRAIRIES, *L'élection des évêques par les chapitres au XIII[e] siècle*, thèse Fac. de droit, Paris, 1922. Les textes sont surtout au titre *De electione et electi potestate*, dans X I 6; VI I 6; *Clem.*, I 3; *Extrav.* Jo. XXII, 1; *Extrav. comm.*, I 3.

Noter le cas particulier du diocèse de Sisteron où les deux chapitres forment le corps électoral. N. DIDIER, *Les églises de Sisteron et Forcalquier*, Paris, 1954.

[17] X I 6 42 (*Quia propter diversas :* Latran IV, c. 25). Voyez le *Tractatus de electionibus* de Guillaume de Mandagout, éd. BOHIER, 1575 (c. 1280). Le *Libellus* de Laurent de Somercot (c. 1254) est très bref.

[18] Le titre *De electione* a pour principal objet de fixer les règles du scrutin et d'assurer liberté, sincérité, honnêteté de l'opération. Aucun électeur ne doit être délibérément écarté. X I 6 36. Nécessité de la majorité absolue. *Ibid.*, c. 48 et 50. A l'exigence de la majorité s'ajoute celle de la saniorité, que déterminent le zèle et le mérite, la science et l'aptitude à la cure d'âmes (*Ibid.*, c. 53, *Congregato :* Grégoire IX); 57 (*Ecclesia vestra :* Grégoire IX). X III 11 c. 1. Les frais de l'élection incombent à la mense épiscopale. X I 6 45. Ceux qui, sciemment, élisent un indigne sont privés du droit de participer à la prochaine élection (*Ibid.*, c. 25), suspens de bénéfice pendant trois ans et inéligibles (*Ibid.*, c. 26).

[19] L'unanimité se fait pour la désignation, immédiate ou par élus, d'un ou plusieurs compromissaires, à mandat strictement déterminé, qui ne peuvent être révoqués, et dont la décision est indiscutable, si leur choix se porte sur un idoine. X I 6 c. 8, 30, 32 Les compromissaires peuvent, à leur tour, s'en remettre à l'un d'eux (*ibid.*, c. 33). Pas de compromis possible, après élection régulière (*ibid.*, c. 31).

[20] Cette unanimité spontanée était rare. Elle est à la fois surnaturelle — puisque le Saint-Esprit l'inspire — et naturelle, puisqu'elle signifie l'adhésion de la personne du chapitre. Cf. P. GROSSI, *Unanimitas. Alle origini del concetto di persona giuridica*, dans *A.S.D.*, 1950, p. 159-177.

[21] La mainmise des papes et des princes est un des aspects de la centralisation progressive, que l'on ne saurait isoler du tableau général.

Digitized by Google

nombre croissant de sièges [22]. Si les empereurs et les rois ne pouvaient prétendre à une pareille mainmise, leur influence sur les électeurs, plus couramment leurs ententes avec la papauté décidèrent des choix [23].

En fait, l'épiscopat de l'âge classique se recruta surtout dans la noblesse [24]. L'Église et les États pensaient y trouver leur avantage. Cette collusion s'explique par la structure sociale qu'elle tendait à renforcer.

Quand des oppositions s'élèvent, venant de la *sanior pars* ou d'un électeur, le Saint-Siège, nous le savons, est seul compétent pour juger [25]. L'élu se présente dans le délai d'un mois, en personne ou par procureur [26]. Les deux conciles de Lyon ont posé les règles essentielles de cet appel [27]. En général, le pape nomme des délégués pour résoudre le litige et il saisit l'occasion de confirmer l'élu ou de pourvoir le siège [28].

§ 3. — La prise des pouvoirs.

PRÉLUDES

Proclamation. — Le choix du chapitre est proclamé solennellement par un de ses membres, en présence du corps : c'est l'*electio communis*. Des formules strictes précisent les circonstances du choix et le résultat définitif [1].

Acceptation. — Un procès-verbal, rédigé par notaire et signé par témoins, *decretum electionis* [2], est adressé à l'élu, qui signifie dans le mois son acceptation [3]. Dès ce moment, l'élu a *jus ad rem*. Il demandera confirmation

[22] *Supra* livre III, chap. I, sect. 2, § 3. Études concrètes dans A. DIEGEL, *Die päpstliche Einfluss auf die Bischofswahlen in Deutschland während des 13. Jahr.*, Diss., Berlin, 1932 et dans W. FUCHS, *Die Besetzung der deutschen Bistümer Gregor IX*, Berlin, 1911.

[23] En France, le roi donne congé d'élire, confirme le choix et permet la consécration. P. IMBART DE LA TOUR, *Les élections épiscopales dans l'Église de France du IX^e au XII^e siècle*, Paris, 1890, p. 440 et suiv. En Angleterre, *assensus regis*, reconnu par Alexandre III, *Compilatio* IIa, I 3 1. Relations constantes dans les deux cours : A. DEELEY, dans *E.H.R.*, t. XLIII (1928), p. 497-527. En Allemagne : *licet... favor principis debeat assensusque requiri* (Alexandre III, a. 1180, dans *P.L.*, t. 210, col. 1270). Le jeu des influences a été étudié en de nombreux ouvrages. Pour la France, M. PACAUT, *Louis VII et les élections épiscopales dans le Royaume de France*, Paris, 1957. Pour l'Allemagne : O. LOEGEL, *Die Bifschoswahlen zu Munster, Osnabruck, Paderborn... (1236-1389)*. Diss. de Munster, Paderborn, 1883; H. KRABBO, *Die Besetzung der deutschen Bischöfe unter Friedrich II (1212-1250)*, 1901; Ilse WERKENTHIN, *Die rheinischen Bischofswahlen... (1292-1308)*, distingue trois phases sous Boniface VIII. — A partir du premier concordat (Worms, 1122), le choix des évêques fut un des sujets des concordats : A. PERUGINI, *De episcoporum electione in jure concordatario tempore Decretalium*, dans *Acta Congressus...*, t. III, p. 173-186.

[24] Pour l'Allemagne, cf. Frank L. LEWIS, *Prelates and Nobles in the Rhineland : a Church Province in the XIII. Cent.*, dans *History*, 22 déc. 1937, p. 193-200. Entre 1132 et 1225, cinq membres de la famille de Berg sur le siège de Cologne (la quasi-unanimité du chapitre appartient à la noblesse). La situation est différente en Angleterre. La nomination de religieux diminue la part de la noblesse.

[25] Livre III, chap. 1, sect. 1. VI I 6 10 (*Quamvis constitutio :* Lyon II, c. 9). Il s'agit d'une cause majeure.

[26] VI I 6 1 (*Statuimus :* Innocent IV) et 16 (*Cupientes :* Nicolas III).

[27] VI I 6 1 et 4 *(Ut circa)*.

[28] Livre III, chap. I, sect. 1.

[1] Formules dans Guillaume DE MANDAGOUT, ch. 59 et dans G. DURAND, *De elect.*, § 1.

[2] On l'adresse au métropolitain, au prince, à l'élu. VI I 6 16 *(Cupientes)*.

[3] VI I 6 6 *(Quam sit ecclesiis)*. Le décret d'élection doit être présenté dans le délai de huit jours à l'élu VI I 6 16 (Nicolas III). Une acceptation préalable serait cause de nullité du choix. X I 5 46.

Digitized by Google

à son supérieur, en principe le métropolitain [4]; si l'élu est exempt ou métropolitain, au pape [5].

CONFIRMATION Dès l'instant de la confirmation, l'évêque a *jus in re :* l'administration du temporel et du spirituel [6]. Le mariage avec son église est consommé; seul, le pape pourrait, en certains cas le dissoudre [7].

CONSÉCRATION Un délai de trois mois est accordé à l'évêque pour se faire consacrer par le métropolitain, assisté de deux suffragants [8]. Il acquiert ainsi le pouvoir d'ordre, inamissible [9].

INSTALLATION *Intronisation.* — L'évêque pourra désormais entrer, en possession de son église et de son patrimoine. Peu de cérémonies ont été décrites avec plus de détails que l'intronisation [10]. La double qualité de l'évêque s'y manifestait : pasteur et seigneur [11]. Il devenait maître du diocèse et du temporel.

Regalia. — En même temps qu'il affirmait sa puissance, il confessait sa dépendance : le roi lui conférait les *regalia* [12] après que, verbalement ou par lettre en France, plus cérémonieusement en Allemagne, il eut prêté le serment de fidélité [13].

§ 4. — La vacance du Siège.

L'évêque demeure sur son siège jusqu'à sa mort [1], sauf les cas exceptionnels de translation, de renonciation ou de déposition.

[4] X I 6 c. 3, 11 et 32; I 7 c. 1 et 2; I 31 10. Peines contre celui qui confirme un indigne. X I 6 44 (*Nihil est :* Latran IV, c. 26).

[5] X I 72. Cf. Desprairies, *op. cit.*, p. 53-54.

[6] Textes et bon commentaire dans C. Gross, *op. cit.*, X I 7 2; X I 6 15.

[7] Nous l'avons vu : cause majeure. J. Trümmer, *Mystiches im Altenkirchenrecht. Die geisliche Ehe zwischen Bischof und Diözese*, dans *O.A.F.K.*, 1951, p. 62-75.

[8] D. 75 c. 2; X I 6 7; VI I 6 44 : délais. D. 64 c. 1; X I 11 7; I 15 1 : consécrateurs. — D. 51 c. 5 : dates.

[9] Le caractère ineffaçable est admis par tous, à l'âge classique : Edwards, p. 34.

Nous avons déjà renvoyé aux ouvrages de Saltet *(Réordinations)* et de Génestal (*Privilège du for*, t. 2). E. Eichmann compare avec le sacre royal dans les compte-rendus de l'Académie de Bavière, 1928.

[10] Dans son *Liber*, Guillaume Le Maire décrit son intronisation à Angers.

[11] Le protocole, pour l'évêque-seigneur, est tout féodal.

[12] G. J. Phillips, *Das Regalienrecht in Frankreich...*, Halle, 1873; A. Pöschl, *Die Regalien der mittelalterlichen Kirchen*, Gratz, 1928. D'après le concordat de Worms (1122), l'empereur délivre à l'évêque l'administration et la jouissance des biens temporels et des droits afférents avant la consécration. (Mansi, t. XXI, col. 273 et suiv.; Mercati, *Raccolta di Concordati*, p. 18.) Pascal II avait défini *regalia : id est civitates, ducatus, marchias, comitatus, monetas, teloneum, mercatum, advocatias regni, jura centurionum et curtes que manifeste regni erant, cum pertinentiis suis, militiam et castra regni.* La diète de Roncaglia présenta une liste analogue, insérée aux *Libri feudorum*, II, 5 6 (*M.G.H., Leges*, t. II, p. 111). Voyez A. Perugini, *art. cit.*

[13] Suger donne la formule aux clercs de Chartres, en 1149 : *Ego... recognosco ecclesiam et episcopatum... esse in regno Franciae et pro dicto episcopatu vobis... regi, fidelitatem juro.* Cité par M. Pacaut, *op. cit.*, p. 36. Il s'agit d'un serment de fidélité, non d'un hommage.

[1] Exemple de retraite avec pension : *Reg. Bon.* 2558.

Digitized by Google

Une préoccupation de l'Église est de conserver intacts les droits spirituels et temporels du diocèse, entre les mains étroitement liées d'administrateurs ecclésiastiques. Elle ne put cependant éviter la mainmise royale sur le temporel et même sur le spirituel d'un certain nombre d'évêchés [2].

Le souverain se saisissait, en bien des lieux, du temporel, sous prétexte de conserver le fonds tout en jouissant du revenu [3], et nous venons de voir que la remise des *regalia* était le dernier acte de l'installation du nouveau pontife.

Dans un certain nombre d'évêchés, le prince exerçait, en outre, la régale spirituelle, lui permettant de conférer les bénéfices vacants qui eussent été à la disposition de l'évêque [4]. En France, le plus ancien document qui atteste l'exercice de ce droit est l'ordonnance qui fixe les attributions d'un conseil de régence, en 1190 [5]. Les contestations entre le pouvoir royal et toute la hiérarchie ecclésiastique ne s'arrêtent qu'au XIV^e^ siècle, avec l'ordonnance de 1334 qui confirme et qui étend le droit du roi [6]. Même en Bretagne [7], les grands féodaux ont été déboutés. Parallèlement, le roi d'Angleterre, a, lui aussi, imposé ses prétentions [8].

Le droit portait sur tous les bénéfices sans charge d'âmes : canonicats, dignités capitulaires ou diocésaines, personats [9]. Il s'étendit avec d'autant plus de facilité que son exercice, intermittent et coutumier, favorable aux serviteurs du prince, trouvait l'appui du Parlement et des légistes et choquait moins l'opinion que les provisions apostoliques, émanant d'un pouvoir lointain, dont l'action était devenue permanente.

Conclusion.

Les pouvoirs de l'évêque, chef du diocèse, ont été très précisément définis, à l'âge classique et l'on pourrait dire que son autorité s'est accrue sur ses sujets, clercs ou laïcs, dans tous les domaines — justice, police, fisc — mais

[2] Nous reviendrons sur le sujet dans la partie II de l'ouvrage. Les motifs allégués sont la fondation, la protection, le caractère sacré du souverain.

[3] L'origine carolingienne est démontrée par E. LESNE, *Les origines du droit de régale...*, dans *N.R.H.*, 1921, p. 5-52 et *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, t. II, 1926, p. 103-123.

[4] Ces termes de régale temporelle et de régale spirituelle ne se rencontrent pas au Moyen Age. Ils ne seront d'usage courant qu'au XVII^e^ siècle.

[5] G. MOLLAT, *L'application du droit de régale spirituelle en France du XII^e^ au XIV^e^ siècle*, dans *R.H.E.*, 1929, p. 425-446 et 645-676; J. GAUDEMET, *La collation par le roi de France des bénéfices vacants en régale des origines à la fin du XIV^e^ siècle*, Paris, 1935. (Ce mémoire, publié par l'Éc. des Hautes Études, Sciences Relig., 51^e^ vol., a pour source originale la série des registres du Parlement de Paris.) Seules, les quatre provinces les plus voisines de Paris sont (sauf 3 évêchés) soumises à la régale spirituelle.

[6] La Philippine se lit dans les *Ordonnances des rois de France de la III^e^ race*, t. II, 1729, p. 102.

[7] B. A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les papes et les ducs de Bretagne*, Paris, 1928, 2 vol., t. I, p. 156, n. 5 déclare que la reconnaissance du droit de régale ou due par les évêques bretons aux prétendus États de 1315 est un faux confectionné au milieu du XV^e^ siècle. Il renvoie à D. MORICE, *op. cit.*, t. III, col. 56 et à un article de lui : *Les faux États de Bretagne de 1315 et les premiers États de Bretagne*, 1925.

[8] J. GAUDEMET, *op. cit.*, p. 21.

[9] Relevé dans J. GAUDEMET, *op. cit.*, p. 52. Difficultés pour les chapellenies, p. 53-57 et pour les marguilliers, p. 58-59.

Digitized by Google

aussi son étroite sujétion à l'autorité du Saint-Siège. C'est que la centralisation romaine requiert des agents vigoureux pour l'application des lois, la perception des décimes, l'exécution des censures. Toutes ces mesures supposent des exécutants à la fois forts et soumis.

Elles supposent, au service du chef du diocèse, une organisation rationnelle, une sorte d'état-major qui assure la fermeté du gouvernement central. L'évêque eut toujours besoin d'auxiliaires. Demandons-nous ce qu'il peut attendre de ceux que lui a légués l'Ancien Droit.

SECTION II. — LES AUXILIAIRES CONCURRENTS.

Un corps constitutionnel et un premier ministre assistent l'évêque dans le gouvernement du diocèse. Périlleuse assistance, qui s'est muée en concurrence. Le chapitre, l'archidiaconat ont peu à peu constitué des puissances, modelées sur celle du chef et qui en sont venues à menacer l'unité de direction. Comment s'est produite cette double ascension : des textes nombreux et souvent exploités nous l'apprennent.

§ 1. — Le chapitre.

LIGNES GÉNÉRALES DE L'ÉVOLUTION

Dès l'Antiquité, l'évêque était entouré de clercs qui, formant le *presbyterium*, assuraient le service divin et l'administration de la maison épiscopale. Leur statut, qui comportait généralement célibat et vie commune, tendit à s'unifier au cours de la Réforme carolingienne, quand la règle de Chrodegang, évêque de Metz, remaniée par Amalaire, fut imposée par le synode d'Aix, en 817, à tous les groupes de clercs qui ne menaient point la vie monastique. Dès le IX^e^ siècle, la tentation de la richesse rompait l'unité de ces *presbyteria* légalement unifiés : les chanoines se constituèrent un patrimoine, la mense capitulaire, le divisèrent en prébendes et, par un double mouvement, la communauté de vie se brisa [1], tandis que la communauté d'intérêts favorisait la naissance d'une corporation autonome. L'effort des grégoriens pour la restauration de la vie commune aboutit à la constitution de chanoines réguliers ; mais la plupart des chanoines demeurèrent au large des formes monastiques, se contentant d'être chanoines séculiers et d'assurer, plutôt que les garanties d'une haute spiritualité, leur statut personnel et leur solidarité juridique [2].

Pendant l'âge classique, le corps capitulaire achève sa structure et acquiert toute sa vigueur ; la condition des chanoines se précise, le droit fixe le rôle

[1] Les chanoines, cependant, demeurèrent souvent dans le pourtour de la cathédrale. E. LEGA-WECKES, *Some studies in the Topography of the Cathedral Close*, Exeter, 1915 ; K. EDWARDS, *The Houses of Salisbury Close in the fourtheenth Century*, dans *British Archeological Journal*, 3^e^ série, IV (1939), p. 55-115.

[2] HINSCHIUS, t. II, p. 49-161, reste fondamental. Voyez l'ouvrage général de Ph. SCHNEIDER, *Die Entwicklung der bischöflichen Domkapitel bis zur 14 Jahrh.*, 1892. Bonnes indications dans *D.D.C.*, au mot *Chapitres de chanoines* (TORQUEBIAU, 1939), FEINE, *op. cit.*, p. 334-345 ; E. FOURNIER, *Nouvelles recherches sur les curies, chapitres et Universités de l'ancienne Église de France*, Arras, 1942 ; E. MAYER, *Der Ursprung der Domkapitel*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1917, p. 1-33.

Digitized by Google

constitutionnel d'un Sénat dont la position et les relations étendent au-delà des frontières diocésaines le rôle dans la Chrétienté.

Ce triple développement des statuts juridiques et des rôles historiques s'accomplit entre le XII^e^ et le XIV^e^ siècle, à un rythme et avec des formes variables dans les huit cents diocèses d'Occident. Nous n'avons une chronographie complète pour aucun d'entre eux. Les étapes certaines du droit commun sont balisées par les textes des *Décrétales;* nous chercherons des probabilités d'avance générale dans les synchronismes des chapitres locaux; nous relèverons des exemples de toutes les institutions et de tous les mouvements dont l'ampleur dépassera le cercle d'une province [3].

STRUCTURE ET VIE *Corporation.* — Une double fonction est assiguée aux chanoines : ils récitent les heures à la cathédrale, ils assistent l'évêque dans son gouvernement. La régularité de ces fonctions

[3] Presque tous les *chapitres germaniques* ont été l'objet d'une monographie (souvent, dissertation sur le modèle de BRACKMANN ou de SANTIFALLER) de bonne valeur scientifique, notamment Augsbourg (LEUZE, 1909); Bamberg (KIST, 1943); Brême (MÜLLER, 1908); Breslau (SCHINDLER, 1938); Constance (KLINK, 1919, dactyl.); Culm (HÖLGE, 1913); Ermland (POTTEL, 1911); Goslar (K. FRÖLISCH, *Z.S.S., K.A.*, 1920); Halberstadt (BRACKMANN, 1899); Mayence (BISKAMP, 1909); Meissen (VON BRUNN, 1902); Mersebourg (RANGE, 1910); Minden (DRÄGER, 1936); Magdebourg (WEBER, 1912); Münster (SPIECKERMANN, 1935); Osnabrück (HAGEMANN, 1910; KRÄNKE, 1939); Paderborn (OHLBERGER, 1911); Passau (OSWALD, 1933); Strasbourg (VETULANI, 1927; ROTT, 1933); Trèves (BASTGEN, 1910); Verden (BÜCKMANN, 1912); Vienne (ZSCHOKKE, 1895).

Pour la France, peu de monographies : Bayeux (DESLANDES, 1917); Chartres (AMIET, 1922 et *R.H.D.*, 1923); Clermont (L. WELTER, dans *R.H.E.F.*, 1955); Dijon (DESLANDES); Langres (LE GRAND, 1931); Laon (DE SARS, 1934); Le Mans (BELLÉE, 1875); Limoges (LAFLEUR-LAGUÉRENNE, 1913); Orléans (FOULQUES DE VILLARET, 1883). Des articles d'É. FOURNIER (Arras), 1936; LAFFORGUE (Tarbes), 1939. En outre, dans les Positions de thèses de l'École des Chartes : MARCHESNÉ (Tours), 1917; J. LAFOND (Rouen), 1930; G. PLIQUE (Mende), 1932; M. A. MÉNIER (Senlis), 1945. Un diplôme d'études supérieures, dactyl., de Cl. PÉCASSOU, sur Toulouse, 1955.

Pour l'Angleterre : Cathleen EDWARDS, *The English secular Cathedrals in the Middle Ages*, Manchester, 1949; A. H. THOMPSON, *The Medieval Chapter*, dans *York Minster Hist. Tracts*, XIII, 1927.

Pour l'Irlande : H. J. LAWLORD, *The Fasti of St. Patrick's*, Dublin, 1930. La sécularisation de chapitres s'accomplit en Irlande comme en Angleterre. Cf. A. GWYNN, *The Diocese of Limerick in the twelfth Century*, dans *North Munster Antiq. Journal*, 1946-1947. G. H. HAND, *The medieval Chapter of St. Mary Cathedral*, Limerick, dans *Mél. Gwynn*, 1961, p. 74-89.

Pour l'Italie : Molfetta (P. BARTOLI, 1943). Des articles de M. GORINO (Turin, Asti), 1931, 1932, Nice (DOUBLET, 1925).

Pour la Suisse : Bâle (GNANN, 1906).

Pour la Belgique : Tournai (WARICHEZ, 1934).

Pour la Pologne : St. ZACHOROWSKI, *Entwicklung und Verfassung der pölmischer Domkapitel im Mittelalter*, Cracovie, 1912; Gniezno (B. BINDER, 1912); Wloclawek (S. LIBROWSKI, 1949). Cf. J. SZYMANSKI, *Les recherches sur l'histoire des chapitres polonais effectuées de 1945 à 1960*, dans *R.H.E.*, 1962, p. 484-492.

De nombreux documents ont été publiés pour Auch (DUFFOUR, 1907); Saintes (AUDIAT); Vienne (U. CHEVALIER); Salzbourg (F. MARTIN, 1926); Bressanone (SANTIFALLER, 1927, 1929); Gniezno et Poznan (ULANOWSKI, 1897); Liège (D. VAN DERVEGHDE, 1958); Metz (PELT, 1930); Trente (SANTIFALLER, 1948); Utrecht (S. MÜLLER, 1895); York (RAINE, 1879).

Beaucoup d'éléments pour l'histoire du chapitre de Hambourg dans *Hamburgisches Urkundenbuch* et, pour Salzbourg, dans les Registres des archevêques, publiés par F. MARTIN. Et pour tous les chapitres germaniques dans *Thesaurus novus* d'A. MAYER, Ratisbonne, 1791-1794, 4 vol. Les statuts et coutumes de huit chapitres séculiers d'Angleterre ont été publiés : manque seulement Exeter.

Nous avons pu lire la plupart de ces études, et nous avons utilisé surtout : BRACKMANN, LEUZE, OSTWALD, SANTIFALLER, SPIECKERMANN; AMIET, LE GRAND, VETULANI; EDWARDS.

Digitized by Google

suppose un personnel nombreux et fortement organisé. Du XII^e^ au XIV^e^ siècle, l'institution a pris les proportions et la fermeté qu'exigeait l'organisation technique du diocèse.

Le nombre des chanoines dépend des besoins et des ressources du lieu : il y a peu de variations dans le temps et beaucoup de variété dans l'espace [4]. De tout temps, les chanoines ont été solidarisés par leurs occupations et leurs intérêts. Au XII^e^ siècle, on leur applique la notion romaine de personne morale [5]. Leur *Corpus* a capacité complète : possession et propriété, contrats, actions en justice, il a conquis en tous points le statut de la personne physique. Il exerce ses droits dans des assemblées quasi-quotidiennes où sont examinées les questions courantes; bisannuelles ou trisannuelles, pour l'examen des comptes et les affaires délicates; exceptionnelles, pour l'élection d'un doyen ou la défense des immunités [6]. Un sceau, parfois un double sceau, manifeste la volonté du chapitre cathédral d'être distinct et autonome [7].

Éléments de la puissance. — La base de la puissance du chapitre, c'est la fortune patrimoniale, qui, au XIII^e^ siècle, atteignit, en la plupart des diocèses, son apogée [8].

Sa première source avait été la générosité des évêques, qui attribuaient à leurs chanoines une part du patrimoine de l'église-mère [9]. Dons et legs des fidèles s'y ajoutaient, souvent à charge de messes et de prières ou comme

[4] Les papes prescrivent la stabilité du nombre des prébendes et fixent les conditions d'un accroissement : X III 5 8 (*Majoribus :* Tours, 1163); X I 2 9 (*Quum Martinus :* Innocent III) et 12 (*Ex parte :* Honorius III); X I 3 19 (*Constitutus :* Innocent III). Certains chapitres ont un *numerus clausus :* à Halberstadt, un document de 1346 fixe le chiffre de 22 (BRACKMANN, p. 7). Le nombre de chanoines va de 20 à 100. Au XIII^e^ siècle, des statistiques donnent : 21 à Lichfield; 54 à Lincoln; 89 à Exeter. Dans la province de Reims : en 1362, Amiens a 35 prébendes; Reims, 72; Laon, 83. A Langres, 48 en 1281; à Paris, 60 en 1230; à Chartres, environ 80.

[5] GILET, *op. cit.*, p. 129. En certains lieux, le prévôt, d'abord délégué de l'évêque, finit par se pérenniser : si bien que le chapitre fut tenu pour détenteur des droits; BRACKMANN, p. 71. Le plus ancien texte où le terme *capitulum* a été relevé est de l'an 953 : il n'est adopté qu'au XII^e^ siècle dans la correspondance des papes et ne devient courant qu'avec Alexandre III. X III 10 3; X III 11 1. MICHAUD-QUANTIN, *op. cit.*, p. 62, montre bien la naissance, le développement, la conjonction des deux mots : *capitulum*, *canonicus* et de la personnalité du chapitre, au temps où la Renaissance du droit romain restaure la notion d'*universitas*. Bernard de Pavie introduit le mot *capitulum* dans un titre de sa collection. Au temps du quatrième concile du Latran, l'emploi du mot est courant : X I 2 5; X I 31 13 et 16.

[6] A Halberstadt, apparaissent en 1258 des *capitula generalia*, qui se tiennent quatre fois par an jusqu'à la fin du XIV^e^ siècle (BRACKMANN, p. 72).

[7] Le premier sceau du chapitre d'Halberstadt se trouve dans un acte de 1288 (BRACKMANN, p. 78). A Münster, double sceau (SPICKERMANN, p. 20).

[8] Nous sommes renseignés surtout par les cartulaires. Des études spéciales ont été faites de ce patrimoine capitulaire. Ainsi G. MÖHLMANN (Brême), 1933; G. APEL (Hambourg), 1934; G. BOUTAULT (Bourges), 1942; NOTTARP (Münster), dans *Z. f. Altertunskunde*, t. 67; M. DAVID (Lyon), 1952.

A Bordeaux, la fortune du chapitre est constituée à la fin du XII^e^ siècle (JAUBERT, p. 308). A Lyon, gonflement à partir de 1226 (DAVID, p. 82). Au Mans, croissance jusqu'à la fin du XIII^e^ siècle (BELLÉE, p. 30). On trouvera beaucoup de détails sur l'administration, intéressants pour l'histoire économique, dans les monographies.

[9] Ce partage, antérieur à l'âge classique et que nous avons déjà signalé, a souvent été étudié, notamment par Mgr Lesne et dans les volumes précédents de cette *Histoire de l'Église*. Innocente et dangereuse générosité!

Digitized by Google

prix d'un enfeu dans la cathédrale [10]. La succession des chanoines pouvait échoir à la corporation [11].

Ainsi s'explique la variété du temporel capitulaire, que nous apprennent notamment les bulles pontificales de confirmation [12] : la cathédrale et son enclos où sont les hôtels canoniaux [13], des églises urbaines et rurales, des seigneuries entières, des redevances et toutes les catégories de biens particuliers : champs, vignes et prairies, maisons et moulins [14]. Outre ces fonds, le chapitre possédait de nombreux revenus : casuel de la cathédrale, dîmes et cens, voire certains revenus du diocèse *sede vacante*.

La plupart de ces biens sont dispersés [15]. Il pouvait être avantageux d'opérer des échanges, des remembrements, soit pour les nécessités de l'approvisionnement, soit pour la commodité de l'administration. Au souci de percevoir des revenus épars s'ajoutait la responsabilité des dépenses : entretien de la cathédrale et d'établissements scolaires ou charitables, paiement des taxes pontificales et épiscopales, exécution des charges dont étaient affectées les libéralités [16]. La régie directe n'embrassait qu'une faible partie d'un patrimoine incohérent. Il fallut recourir à des procureurs qui, naturellement, tendaient à élargir leurs attributions [17].

Une corporation si bien dotée s'acheminait à l'autorité souveraine. Le premier signe de cette indépendance est le droit de se donner des statuts (que l'on appellera plus tard l'autonomie) [18]. A ce pouvoir législatif s'ajoute la compétence judiciaire : le chapitre peut avoir son officialité pour juger les affaires de ses membres [19]. Enfin, la police du chapitre s'exerce par des censures : il lui arrive de jeter l'interdit sur la cathédrale [20].

[10] Origine de ces nombreuses chapellenies, qui ont parfois pour siège une chapelle exclusivement ou partiellement affectée.

[11] Exemple : Langres (LE GRAND, p. 48); Bordeaux (JAUBERT, p. 333). A Münster, tout chanoine doit faire un testament et nommer exécuteurs testamentaires deux chanoines qui ont 25 mois pour l'exécuter, sous peine de perdre leur prébende (SPICKERMANN, p. 27).

[12] Exemple : pour Senlis, bulle de Lucius III, 31 juillet 1182 (A.D. de l'Oise G 2710); pour Bordeaux, bulle de Grégoire IX, 1228. Michel Le Grand a donné, pour Langres, un inventaire complet du patrimoine.

[13] Notre article : *L'invasion de l'Église dans la cité*, dans *Mélanges Lavedan*. L'étude de ces bâtiments capitulaires a été faite surtout en Angleterre : elle offre un intérêt particulier pour l'histoire de l'urbanisme.

[14] Ainsi, le chapitre de Senlis, outre la cathédrale et son enclos, a 5 églises, 320 maisons. Le chapitre de Rouen est le premier seigneur foncier du diocèse.

[15] Ce que montrent les cartes établies en diverses monographies. Exemple : pour Rouen, chez LAFOND, *op. cit.*

[16] Ce sont souvent des fondations, à charge de messes, et, s'il s'agit de messe quotidienne à perpétuité, un prêtre y sera employé chaque jour.

[17] Exemple : pour Bordeaux, JAUBERT, p. 337-339.

[18] Innocent III constate paisiblement ce droit. X I 2 6 *(Quum omnes)* et 8 *(Quum accessissent)*. Les statuts ne devaient concerner que l'organisation intérieure et d'importance secondaire. Voyez les statuts lyonnais, milieu XIII^e siècle, dans HARDOUIN, *Concilia*, VII, 192. Tout statut concernant le culte, l'administration est, pour le moins, agréé par l'évêque VI 12 2. Cf. BRACKMANN, p. 76. Sur la rédaction : E. EDWARDS, p. 115 et suiv.

[19] A Senlis, première mention d'une officialité en 1322 (MÉNIER, p. 123), Droit de correction : X I 31 13 (*Irrefragabili*, Latran IV, c. 7). Limitation à Halberstadt, à partir de 1200 (BRACKMANN, p. 70). La prison est parfois empruntée à l'évêque. A Augsbourg, le statut du chapitre, 1330, prouve que les sentences du doyen sont soumises à l'évêque (LEUZE, p. 86-88).

[20] D'accord avec l'évêque : X III 11 2 (*Quaesivit :* Célestin III). Exclusion de l'arbitraire :

Digitized by Google

Quel corps fut plus jaloux de son prestige? Titres, costumes, insignes affichent sa dignité [21]. Il supporte mal le moindre oubli de sa préséance [22].

Hiérarchie. — Ce corps capitulaire est fortement charpenté. Des dignitaires et des officiers assurent en permanence toutes les fonctions. Leur nombre varie selon les diocèses et même selon les pays : huit dignitaires à Paris, neuf à Langres, douze à Orléans, dix-sept à Chartres, quatre seulement, dans certains diocèses anglais.

Le premier dignitaire est le prévôt (doyen au second rang), à Reims et Soissons. A Chartres et à Bordeaux, le doyen est en tête [23]; à Langres et Senlis, il a éliminé le prévôt. A Strasbourg, le doyen est élu par le chapitre et confirmé par le prévôt, qui confirme aussi les autres élus du chapitre. Trésorier, chantre, archidiacre; écolâtre, chancelier suivent dans un ordre variable.

Le chef est élu par les chanoines [24] : il symbolise l'autonomie capitulaire [25]. Il doit être du chapitre et prêtre [26]. Ses fonctions ne sont point uniformément définies, il a cure d'âmes de tout le clergé cathédral, il préside le chœur et l'assemblée, il veille sur tous les intérêts communs [27]. Il marche en tête de la compagnie, sauf dans les processions. Son autorité se manifeste d'abord par son sceau : il a une compétence judiciaire, un tribunal propre, éventuellement la police du cloître. Il touche double prébende [28] et il arrive que son revenu dépasse celui de l'évêque [29].

Autour, au-dessous du doyen, chaque grand service avait son titulaire, dont la qualité — dignitaire ou officier — fut souvent discutée [30].

Le spirituel l'emportait en deux de ces ministères. Au gouvernement du chœur, centre de la vie liturgique et de la prière canoniale, est préposé le chantre, qui règle la psalmodie, assure la police, installe les nouveaux chanoines auxquels il assigne une des places non-réservées et souvent nomme

X I 31 13 *(Irrefragabili)* § 1. Privilège d'Anastase IV pour Pise (1153). Faculté d'excommunication en plusieurs cas, à Senlis (A. MÉNIER), *D.D.C.*, col. 539. J. Imbert me fait observer qu'à Paris, le chapitre a la haute main sur l'Hôtel-Dieu.

[21] Nous le verrons au statut des chanoines.

[22] Il arrive, comme à Senlis, que l'évêque, s'il n'est pas *in pontificalibus*, marche après le doyen (MÉNIER).

[23] Étude concrète : F. VIGENER, *Der Mainzer Dompropster im 14. Jahr.*, 1913.

[24] A Chartres, le doyen seul est élu, les autres dignitaires étant nommés par le chapitre (AMIET, p. 49).

[25] Substitution du doyen au prévôt qu'il assistait, à Halberstadt (BRACKMANN, p. 50). A Wroclaw, c'est l'évêque qui distribue les dignités (SAMULSKI, p. 48), ce qui n'exclut pas l'influence de la noblesse et du Saint-Siège.

[26] Encore que certains statuts lui accordent un an pour recevoir le sacerdoce (Chartres, Langres) et qu'il y ait des dispenses (Chartres, 1321).

[27] Le pouvoir disciplinaire ne fut contrôlé par le chapitre d'Halberstadt qu'à partir de 1366. Son pouvoir d'administration et de contrôle s'est accru dans les premières années du XIV^e siècle. (BRACKMANN, p. 51 et suiv.)

[28] LE GRAND, p. 23 et 34 : une prébende comme chanoine, une comme doyen, et aussi double distribution quotidienne; même situation à Chartres. (AMIET, p. 67.)

[29] C'est le cas du doyen de Limerick, dont le revenu dépasse celui de 16 des 23 évêques irlandais compris dans une liste du début du XIV^e siècle. (H. J. LAWLORD, *op. cit.*, p. 15.)

[30] Ainsi, à Chartres, le chambrier en 1324, le chancelier en 1368. (AMIET, p. 87 et 93.)

Digitized by Google

les écolâtres [31]. Au maintien de la doctrine veille le théologal, qui prêche, enseigne, consulte [32].

Rien de plus temporel que l'administration des finances. Elle se divisait parfois entre plusieurs dignitaires, dont le plus important était le camérier ou le trésorier; parfois les deux se rencontraient [33]. Des prévôts, dont le rôle est mal défini, régissaient les domaines [34]. Le cellérier se dégagea, lui aussi, de la domination du prévôt, en certains chapitres, et finit par le contrôler [35].

Spirituel et temporel s'entremêlent au bureau central, où le chancelier garde et appose les sceaux, assure la conservation des archives, souvent la direction des écoles [36].

Plusieurs de ces hautes fonctions nécessitent, en certains chapitres, une sorte de dédoublement : sous-doyen, sous-chantre, et, à un rang inférieur, chevecier [37].

Dans quel ordre apparurent tous ces dignitaires? La chronologie reste incertaine, mais il est certain que le chapitre n'a jamais pu se passer, sous quelque dénomination, des principaux d'entre eux : chantre, camérier, chancelier. Aussi bien, n'est-ce pas l'antiquité de la fonction qui suscitait les querelles, mais la compétence et la préséance. Il arriva que le chancelier se prétendît juge de l'opportunité d'apposer les sceaux, c'est-à-dire de vérifier le contenu des actes capitulaires, qu'il entendît délivrer la *licentia docendi* [38]. Il arriva que les prévôts refusèrent le contrôle du chapitre [39]. Les batailles de frontière étaient fréquentes : chancelier contre trésorier; à Langres, le camérier évinça le trésorier. Quant aux préséances, elles soulevaient des disputes au chœur et aux assemblées, aux élections et aux cortèges : les statuts définissaient, en général, la hiérarchie [40].

Auxiliaires. — Seuls, les chanoines forment le chapitre. Mais ce corps vigoureux ne se soutient qu'avec le concours de nombreux auxiliaires, depuis les aspirants jusqu'aux plus humbles serviteurs.

A côté du parfait chanoine, *integratus, in fructibus et floribus*, qui a stalle au chœur et voix au chapitre, sont apparus des *juniores*, privés de ce double

[31] Amiet, p. 71-79; Le Grand, p. 41-44; Edwards, p. 161-168. En Allemagne, le chantre semble avoir moins d'importance : à Halberstadt, c'est un vicaire mineur qui assiste le scolastique (Brackmann, p. 66).

[32] Amiet, p. 133; Edwards, p. 206.

[33] Amiet, p. 87-91; Le Grand, p. 87-91. A Halberstadt, le camérier est une sorte de majordome; le trésorier-gardien garde reliques et ornements; Brackmann, p. 57-58. A Augabourg, administration financière très compliquée; Leuze, p. 89-98. En Angleterre, trésorier et fabrique; Edwards, p. 220-247.

[34] Amiet, p. 112-122; Leuze, p. 89.

[35] Amiet, p. 93.

[36] Amiet, p. 92-99; Le Grand, p. 45-46; Edwards, p. 178-225.

[37] Amiet, p. 80-85 et 123-129; Edwards, p. 150-157, 171-164. Chaque grand dignitaire ou office a un véritable état-major.

[38] Amiet, p. 95-96 : en 1365, conflits à Chartres sur ces deux sujets.

[39] Différends à Halberstadt (Brackmann, p. 43-53).

[40] L'ancienneté fixait l'ordre des sièges et des votes. Entre les dignitaires, grande variété de rang : ainsi, le trésorier, en quelques chapitres, a le premier rang, tandis qu'à Chartres, il est le dernier des 17 dignitaires. Une délibération du 4 juillet 1364 mit chacun à sa place et notamment le sous-doyen après le chantre (qui prétendait primer le doyen lui-même). A Langres, le chantre a le dernier rang.

Digitized by Google

avantage, des surnuméraires qui attendent une place, entretenus par une portion de prébende ou seulement par un ferme espoir [41].

De beaucoup la plus importante des catégories d'assistants, du moins dans les chapitres d'Angleterre, est celle des vicaires choraux, véritable doublure du chanoine en certaines cathédrales [42]. Ils assurent la régularité, l'éclat des cérémonies, célèbrent les offices extra-capitulaires, suppléent leurs maîtres absents ou fatigués [43]. La coutume des fondations, les a, au XIV^e^ siècle, multipliés. Des chanteurs de messes, *cantaristae*, peuvent leur être adjoints pour le service des chapellenies et il arrive qu'eux-mêmes soient chargés d'une chapellenie [44]. Au-dessous de ces deux catégories, siègent les assistants des chapelains, *altaristae*, qui ne sont point prêtres [45].

Comme en toute administration, le personnel subalterne ne cessa de croître et de s'agiter [46]. Chacun des grands services nécessitait de nombreux officiers : obédienciers, grenetier, cellérier, pour le temporel; chapelains, habitués, pour les messes quotidiennes [47]. Une foule d'employés se presse autour du chantre et de son clerc; la chancellerie regorge de tabellions et de greffiers, d'archivistes et de secrétaires, de comnis et de gardiens; dans la cathédrale se répandent marguilliers, huissiers, enfants de chœur [48].

Cette population hétéroclite se caractérise par des soucis, en apparence contradictoires, d'assiette et de mouvement. Tous ces auxiliaires ont le désir d'un attachement définitif à la cathédrale, ils ont embrassé une profession, ils ont un état de vie.

[41] Les différentes sortes de chanoines sont relevées dans les monographies. Voyez, par exemple, LE GRAND, p. 20-21 : à Langres, à côté des chanoines *in sacris* (pourvus des ordres majeurs), il y a des clercs mineurs ou simplement tonsurés et des chanoines honoraires *(ad effectum)*.

[42] Sur les coadjuteurs de chanoines, étude générale de Ph. HOFMEISTER, dans *Theol. Quart.*, 1933, CXIV, p. 97-116.

[43] EDWARDS, p. 257-290; LEUZE, p. 38 et suiv.; BRACKMANN, p. 30 et suiv.

[44] Les termes de la fondation précisent, en général, le mode du choix : doyen et chapitre y coopèrent et ils exercent un contrôle sérieux. Selon les traitements, la classe d'origine de ces auxiliaires supérieurs est très variable. A Worms, patriciens; à Strasbourg, prolétaires (EDWARDS, p. 301).

[45] Les chanoines formaient dans le chœur le groupe le moins nombreux. A Salisbury, au XIV^e^ siècle, une dizaine étaient présents, qu'entouraient une cinquantaine de vicaires, une quinzaine de chapelains, une dizaine d'altaristes, sans compter une quinzaine de choristes. Il y eut des tentatives pour équilibrer ces masses.

Les vicaires dépendent à la fois de leur mandant et du chapitre : leur maître fournit en général le gîte, la table et quelques subsides. A la fin du XIII^e^ siècle, les vicaires obtiennent une certaine stabilité et finalement la permanence de leur service.

[46] BRACKMANN, p. 33-35 : détails sur les ressources. Ces vicaires peuvent avoir les fonctions de desservant d'une église, sacriste, assistant du scolastique. A Halberstadt et à Augsbourg, ils apparaissent au début du XIII^e^ siècle. Dans la première de ces villes, on distingue *majores* (attachés aux principaux dignitaires) et *minores*. Au milieu du XIV^e^ siècle, ces derniers sont 36 à Halberstadt et 25 à Augsbourg : en général, ils sont prêtres; parfois, ils n'ont que les autres ordres majeurs. L'administration de la fabrique peut leur être confiée (à Münster : SPICKERMANN, p. 24).

[47] Tous ces *ministri inferiores* sont présentés par C. EDWARDS, p. 256-324. Chacun d'entre eux a été l'objet de quelque étude. Voyez, par exemple K. MAJOR, *The office of Chapter Clerk at Lincoln in the Middle Ages*, dans *Studies Graham*, 1950, p. 163-188; F. HARRISON, *Life in a Medieval College. The story of the vicar Choral of York Minster*, Londres, 1952.

[48] Les enfants pauvres de l'école cathédrale étaient parfois admis au troisième rang des places et appointés (SPICKERMANN, p. 23). Tout ce personnel du chœur se hiérarchise peu à peu, il a ses places marquées et ses usages d'avancement.

Digitized by Google

En même temps, ces subalternes se préoccupaient des promotions opportunes : les choristes, quand leur voix s'éraillait, aspiraient à devenir altaristes et des altaristes s'élevaient jusqu'au vicariat [49].

Cette double aspiration de la personne à la sécurité et à l'avancement impliquait une solidarité des pairs pour l'accomplissement des devoirs et la défense des intérêts. Une forte poussée corporative aboutit pendant l'âge classique au groupement de vicaires qui trouvaient dans la vie commune quelque commodité, dans la constitution d'un corps, le moyen de posséder un patrimoine et de se défendre en justice [50]; des chapelains poussèrent leur plan d'union jusqu'à former au sein du chapitre cathédral un véritable chapitre collégial [51].

LE STATUT DU CHANOINE

Dans cette structure corporative modelée par le droit universel ou local, les coutumes et les statuts, quel est le statut personnel du chanoine et comment est-il institué?

Mode de vie. — Au centre de la ville épiscopale, les chanoines forment une aristocratie distinguée, peu laborieuse [52]. Chacun a sa demeure particulière [53] : de la vie commune, que la Réforme carolingienne avait organisée, les derniers restes s'effacent au XII^e^ siècle [54]. Rares sont, désormais, les mentions du dortoir ou du réfectoire.

Leurs obligations sont peu fatigantes : à toutes les heures de la liturgie, récitation de l'office divin; les séances communes et de légers services particuliers. On ne comptera parmi leurs servitudes que le séjour d'hiver dans les cathédrales glacées [55] et, pour les voyageurs, les châtelains ou les courtisans, que l'obligation pesante de la résidence [56].

[49] EDWARDS, p. 321.

[50] *Ibid.*, p. 278 et suiv.

[51] Sur l'organisation de la *fraternitas vicariorum* à Halberstadt, BRACKMANN, p. 36. Les vicaires dépendent du doyen, mais ils ont une certaine indépendance dans leur communauté, qui a son dortoir et son réfectoire à Augsbourg, p. 44. A Langres, les chapelains du cloître forment une petite collégiale (LE GRAND, p. 58). Des frictions étaient inévitables entre tous ces corps : chanoines et vicaires entrèrent souvent en conflit, au XIV^e^ siècle.

[52] En Angleterre, la *familia* du chanoine est parfois nombreuse : chapelain, chambellans, cuisiniers, gardes, écuyers. EDWARDS, p. 59 et suiv. La distinction intellectuelle est attestée en certains chapitres, comme Wroclaw, par le nombre des docteurs (SAMULSKI, chap. V) : cependant, on ne peut dire que la production littéraire des chanoines soit à proportion de leur nombre.

[53] Ces « curies » pouvaient appartenir au chapitre, qui les louait (ainsi, à Halberstadt). Elles formaient, autour de la cathédrale, l'immunité, isolée en certaines villes (Münster) par un fossé. Le chapitre eut à défendre ce quartier contre les aliénations des chanoines.

[54] Fin des repas communs vers 1210, à Halberstadt (BRACKMANN, p. 5), avant 1120, à Augsbourg (LEUZE, *op. cit.*, p. 2). Les tâches administratives de l'évêché firent les premières brèches à la communauté. Vaines furent les tentatives, comme celle de Walter, à Wroclaw au milieu du XII^e^ siècle pour restaurer la vie commune (SAMULSKI, p. 12-14).

[55] Salisbury donne le ton du service choral en Angleterre. Cf. C. EDWARDS, p. 80-81.

[56] Les nominations pontificales, gratifiant des étrangers, souvent des Romains, ruinent la loi de résidence. En Angleterre, le nombre des étrangers dépasse parfois celui des nationaux; cf. É. PERROY, *L'Angleterre et le Grand Schisme d'Occident*, Paris, 1933, p. 59-62. Le pluralisme, au profit des gens du pape ou du roi, aggrave la non-résidence. Joignez-y les permissions accordées aux serviteurs de l'évêque de percevoir les fruits comme s'ils résidaient; X III 4 c. 7 et 15. Les chapitres, pour limiter le mal, accordaient certaines vacances (SPICKERMANN, p. 17) ou prirent des mesures financières (SAMULSKI, p. 116).

Digitized by Google

En échange de ces travaux faciles et de ces sacrifices légers, le chanoine a son bénéfice, prébende au revenu très inégal, sauf dans quelques diocèses où, sagement, s'établit l'égalité [57]. Pour inciter à la présence, des distributions quotidiennes, procurées par un fonds commun, rétribuent le service choral [58]. Le casuel des anniversaires et le salaire de quelques services particuliers arrondissaient discrètement les ressources [59] du chanoine. Il a, nous l'avons dit, sa stalle au chœur, siège et voix au chapitre. Honneurs, titres et insignes le mettent à un rang proche de celui des évêques [60].

Recrutement. — Le désir naturel des chapitres était de pourvoir à leur recrutement. Mais c'était aussi le désir de l'évêque de se réserver les nominations, pour le moins d'y collaborer; princes et seigneurs n'y avaient pas un moindre intérêt politique et économique [61]. En quelques diocèses, l'évêque garda le monopole [62]; ailleurs, comme en Toscane, il fut exclu [63]. Le régime fréquent fut la coopération de l'évêque et du chapitre, *jus simultaneae collationis* [64].

Des conditions d'aptitude ont été fixées par le droit commun et par les statuts locaux. L'âge légal est au minimum quatorze ans [65] : des enfants ont été, cependant, pourvus; mais la plupart des candidats ont atteint la vingt-cinquième année [66]. Tous, en principe, sont issus de légitime mariage et libres [67] : certains chapitres exigent la noblesse [68] et cette condition, blâmée

[57] Plusieurs types de prébendes : à Halberstadt, on en distingue 4 (BRACKMANN, p. 15) : le chapitre devait assurer un bénéfice à tout chanoine; X III 5 9 (*Relatum :* Alexandre III); X III 8 8 (*Cum super :* Innocent III). Possibilité d'accroissement par union de bénéfices : X III 5 33 (*Exposuisti :* Honorius III).

[58] Cette prime, jeton de présence, apparaît au XII[e] siècle pour combattre la négligence par l'avarice. On l'appelle aussi *beneficia manualia* ou *victualia*. X III 4 7; VI III 3 c.un. Le véritable introducteur serait Yves de Chartres. Il dut être minutieusement réglementé (*D.D.C.*, col. 556-558). A Utrecht, chacun a sa prébende, mais l'administration est commune (S. MÜLLER).

[59] Exemple dans LE GRAND, p. 74-75. Les testateurs lèguent des biens aux chapitres et les testaments de chanoines attestent parfois de belles fortunes (MENIER, p. 92).

[60] Le doyen d'un grand chapitre a une situation supérieure à celle de l'évêque d'un petit diocèse. Le progrès du titre fut plus rapide à Halberstadt qu'à Augsbourg (BRACKMANN, p. 10; LEUZE, p. 9). Quant aux insignes, dès 1162, les chanoines d'Halberstadt peuvent porter la dalmatique épiscopale à la grand-messe (BRACKMANN, p. 20).

[61] La prébende peut rétribuer des services publics.

[62] X III 8 5 (*Quia diversitatem :* Innocent III).

[63] X I 6 31 (*Cum ecclesia :* Innocent III). La nomination se fait alors *in corpore* ou *per turnum*.

[64] La glose ordinaire déclare que tel est le droit commun. In c. 31 X I 6 et in c. 8. C'est par exemple le régime des provinces de Lyon (LE GRAND, p. 11-14), Sens (AMIET, p. 21), Embrun (X III 8 15). — Au cas de négligence, dévolution à l'évêque si le choix appartient au chapitre; au chapitre, si le choix appartient à l'évêque; au Saint-Siège, s'il y a collation simultanée. X III 8 15. Application à Chartres sous Renaud de Mouzon, début XIII[e] siècle (AMIET, p. 21). A Langres, Robert de Thorote obtient de Grégoire IX la collation des deux tiers des prébendes, mais la résistance fut telle qu'Innocent IV dut révoquer ce privilège (LE GRAND, p. 11-13). A Chartres, l'exercice du droit de dévolution par le chapitre occasionna un conflit au début du XIV[e] siècle avec l'évêque négligent (AMIET, p. 21). Le rôle du pape est fréquent dans les choix.

[65] A Halberstadt, les *pueri canonici* forment le premier échelon.

[66] Cas exceptionnel : un chanoine de 20 ans à Langres en 1289 (LE GRAND, p. 160).

[67] Nombreuses dispenses à des fils de prêtres (SAMULSKI, p. 103-105). Beaucoup de statuts prévoient l'exclusion des bâtards; à Langres, elle est mieux respectée que celle des serfs.

[68] Pour Strasbourg, A. VETULANI, *Le grand chapitre de Strasbourg*, 1927, ch. 3. Pour Mayence, O. FORST, *Die Ahnenproben der Mainzer Domherren*, Leipzig, 1913.

Digitized by Google

par certains évêques et par Grégoire IX, fut justifiée par Boniface VIII comme une garantie pour la défense armée du patrimoine [69]. Certaines prébendes peuvent être réservées à des réguliers [70].

Quand l'impétrant a reçu sa lettre de collation, il prête le serment d'observer les statuts, de garder les secrets et de conserver les droits du chapitre. Revêtu du costume de chœur, il prend possession de sa stalle et de sa place au chapitre [71]. La plupart des chanoines tiennent leur titre jusqu'à la mort, se bornant à guigner une prébende plus profitable [72].

La composition de ces corps puissants était, en fait, d'une grande importance pour la structure de la société médiévale [73]. Ils offraient à la classe dominante un refuge pour les célibataires, un établissement pour les cadets, un moyen de tenir ou de contrôler les rênes de l'Église [74]. La noblesse régnait au chapitre d'Halberstadt, à Augsbourg, à Münster, elle était nombreuse à Brême, à Lyon, Bordeaux [75]. On pouvait craindre (ou espérer) que les chapitres fussent colonisés, puis appropriés par quelques grandes familles, ce qui faillit se produire à Halberstadt au début du XIV^e^ siècle et suscita l'interdiction d'accepter deux frères [76]. Beaucoup de chapitres, cependant, restaient ouverts aux non-nobles : ainsi, Chartres, Rouen, Langres, les chapitres anglais [77]. Et certains statuts équipollaient la science à la noblesse [78].

[69] La condition de haute noblesse a pour conséquence une extension géographique du recrutement (J. ROTT). Voyez un privilège remarquable de Boniface VIII pour Halberstadt, où les avantages d'un recrutement noble sont clairement indiqués (HINSCHIUS, t. II, p. 67).

[70] Ainsi, à York, aux supérieurs des deux premières maisons de chanoines réguliers. Plusieurs autres chapitres anglais font place aux réguliers : A. H. THOMPSON, *The Medieval Chapter*, dans *York Minster Hist. Tracts*, XIII, 1927.

[71] AMIET, p. 34-37; LE GRAND, p. 17-19.

[72] C'est le droit d'option, Boniface VIII le reconnaît et le limite (VI III 4 2). A Wroclaw, sur 115 chanoines recensés, 22 sont devenus évêques, 3 ont permuté, 2 sont entrés dans les ordres, 3 ont renoncé, un a été éliminé (SAMULSKI, p. 140-146).

[73] Problème étudié surtout en Allemagne, sur la lancée de KISKY (1906) et surtout de L. SANTIFALLER, *Das Brixner Domkapitel in seiner persönlichen Zusammensetzung im Mittelalter*, Innsbrück, 1925). Voyez pour Münster, H. THIEKÖTTER (1933); Paderborn, M. HANNEKEN (1934); pour Augsbourg, J. SCHÖNTAG (1938); à Breslau, SAMULSKI (1940). Pour les trois princes ecclésiastiques : Cologne, Mayence et Trêves : W. KISKY, *Diss.*, Bonn, 1936 : 5.352 chanoines, en 30 diocèses, un seul bourgeois et un *ministerialis*, nommé par le pape. Pour l'Angleterre : C. N. L. BROOKE, *The composition of the Chapter of St Paul's* (1086-1163), dans *The Cambridge hist. Journal*, 1951, t. X, p. 111-132.

[74] La prébende les entretient, les honneurs assurent le rang. Pour l'Allemagne, voyez l'ouvrage déjà ancien de SCHULTER.

[75] BRACKMANN, p. 7 : haute noblesse de Basse-Saxe, à Halberstadt; à Augsbourg, progrès constants aux XIII^e^ et XIV^e^ siècles : 1/5 au XII^e^, 5/9 au XIII^e^, 4/5 au XIV^e^, d'après les calculs de Leuze, p. 3; même mouvement à Münster, selon Thiekötter et Spieckermann, p. 10. A Brême, petite noblesse de la Basse-Saxe; MÜLLER, p. 9; pour Lyon, les quartiers de noblesse : appellation de chanoine-comte; pour Bordeaux (JAUBERT, p. 122 et suiv.). A Wroclaw, tous les dignitaires sont nobles, sauf quelques roturiers nommés par le pape (SAMULSKI, p. 26 et 47) : 114 chanoines nobles, 14 bourgeois sur 128 identifiés.

[76] Il arrivait qu'un membre du chapitre fît admettre un tout jeune frère.

[77] AMIET, p. 4; LAFOND, chap. I; LE GRAND, p. 15; EDWARDS, p. 34.

[78] *Per scientiam quis efficitur nobiliis*, enseignent Cinus, Balde, Bartole. Cf. *Velut splendor firmamenti*, dans *Mélanges Gilson*.

Digitized by Google

PLACE DANS LE DIOCÈSE

Certains évêques ont obtenu d'être membres du chapitre dès l'instant de leur nomination : au siège de Salisbury est attachée une prébende et l'évêque de Lincoln est un chanoine sans prébende [79]. En Allemagne, les exemples sont rares [80].

Qu'il soit ou non membre du chapitre, les relations de l'évêque, comme chef du diocèse, avec ce corps vigoureux, qui a sur lui la supériorité de la permanence et aussi des attaches locales, sont l'objet d'une abondante législation et aussi l'occasion de nombreuses difficultés [81].

Consentement et conseil. — L'évêque et le chapitre font corps [82]. La participation du *presbyterium* au gouvernement épiscopal, si fortement marquée dès l'Antiquité, s'était transmise au chapitre [83]. Alexandre III subordonne au consentement du chapitre la validité des aliénations [84] et Clément III rappelle cette nécessité pour les échanges [85]; Innocent III, pour la concession des églises ou des revenus paroissiaux [86]; aux monastères, pour l'union des bénéfices [87]. D'une lettre de Grégoire IX, la doctrine tirait l'exigence du consentement capitulaire avant toute action ou compromis [88]. Enfin, c'est avec le consentement et assentiment du chapitre que Boniface VIII autorise l'évêque affaibli par l'âge ou la maladie à prendre coadjuteur [89].

Par des formules très générales, Alexandre III requiert le *consilium* du chapitre pour les institutions et destitutions d'abbés, abbesses « et autres personnes ecclésiastiques » [90]; pour les concessions, confirmations « et autres

[79] EDWARDS, p. 108-113. Cas prévu : X III 8 15 *(Postulasti)*. Gloses sur le mot *canonicus*.

[80] HINSCHIUS, t. II, p. 127.

[81] Cohabitation ou voisinage, partage effectif du pouvoir et de ses avantages entretiennent naturellement une tension qui n'est point conforme à l'esprit du droit canon.

[82] X III 10 4 (*Novit :* Alexandre III) : *...qualiter tu et fratres tui unum corpus sitis, ita quod tu caput et illi membra esse probantur.* Mêmes expressions au cours d'une plaidoirie éditée dans *Traditio*, 1954, p. 478.

[83] Cette succession a été bien marquée dans les volumes antérieurs de cette *Histoire de l'Église*. Nous y pourrions ajouter de nombreuses manifestations. Ainsi le chapitre de Clermont reçoit, avec l'évêque, l'obédience des abbés et abbesses. (L. WELTER, *op. cit.*, p. 22 et 39.) Une ordonnance royale de 1304 reconnaît un droit de monnayage *indivis* entre l'évêque et le chapitre de la même ville.

[84] X III 10 3 (*Quum nos :* Alexandre III) : consentement ou ratification. ... *Certum est, de rigore juris, concessionem illam non tenere, quam reclamante capitulo, per praedecessorem tuum constat factam fuisse, nisi eam ratam postmodum habuisset.* Voyez aussi X V 31 2.

[85] X III 10 8 *(Ut super) : Possessiones vero, quae ecclesiae tuae sunt utiles, pro aliis utilioribus de fratrum tuorum et sanioris partis consilio et assensu alienandi seu commutandi liberam concedimus facultatem.*

[86] X III 10 8 *(Tua nuper)* et 9 *(Pastoralis)*.

[87] X III 10 8. Confirmé par Vienne, *Clem.* III, 4 2 (*Si una :* consentement insuffisant mais nécessaire).

[88] X I 33 17 *(Humilis)*. Évêques et chapitres ont le même défenseur en justice, quand il s'agit des intérêts du diocèse.

[89] VI III 5 c. un *(Pastoralis) : ut episcopus ... possit de sui consilio et assensu capituli, vel majoris partis ipsius, unum vel duos auctoritate apostolica coadjutores assumere...*

[90] X III 10 4 *(Novit)*. Le patriarche de Jérusalem s'est, dit-on, passé de ce *consilium : Nos enim tales institutiones et destitutiones carere decernimus robore firmitatis.*

Digitized by Google

affaires d'église » [91]. Au jugement du chapitre seront soumis suspenses et interdits [92]; à son assentiment, la fermeture d'une église [93].

En fait, les chapitres n'acquirent que peu à peu cette association au gouvernement et à l'administration du diocèse. On suit les progrès de la soumission épiscopale au principe de la collaboration dans les actes des évêques d'Halberstadt [94] : en 1248, l'évêque s'interdit d'inféoder ou d'engager aucun bien sans le consentement du chapitre, d'aliéner ou obliger en quelque façon; de faire aucune grosse dépense; l'assentiment devient fréquent (non constant) pour l'exemption d'une église filiale, l'incorporation, la confirmation d'une libéralité, un achat, un échange. Nous pouvons entrevoir dans beaucoup de diocèses l'application des règles. La mieux suivie est probablement celle qui concerne le consentement aux aliénations : les dépenses de l'évêque l'obligeaient à obtenir de son chapitre les moyens légaux d'éviter la faillite [95]. Sur beaucoup d'autres points — collations, bénéfices, compétence judiciaire — des compromis terminaient les tensions [96].

Le chapitre servait de conseil dans les synodes diocésains [97] et dans les négociations de l'évêque [98]. C'est dans son sein que l'évêque choisissait, nous le verrons, ses principaux serviteurs. Beaucoup d'églises appartenaient au chapitre [99]. Sa position ambiguë en faisait, selon les circonstances, la personnalité de l'évêque et des dignitaires, un auxiliaire précieux ou un redoutable adversaire [100].

De son côté, le chapitre est tenu, en bien des cas, d'obtenir le consentement de l'évêque : pour l'établissement et la modification de ses statuts, pour tout ce qui concerne l'évêque et ses droits, les lois fondamentales de l'Église et les sujets de grande importance [1].

Accords et conflits. — Entre l'évêque et le chapitre, la collaboration devait être normalement pacifique [2]. On dressait peu de procès-verbaux des

[91] X III 10 5 *(Quanto) : ... mandamus quatenus in concessionibus et confirmationibus et aliis ecclesiae tuae negotiis fratres tuos requiras, et eam eorum consilio, vel sanioris partis eadem peragas et quae statuenda sunt statuas et errata corrigas et evellenda dissipes et evellas.*

[92] X V 31 1 (*Pervenit :* Alexandre III). Cependant, Boniface VIII admet la coutume qui dispense l'évêque de conseil dans l'exercice de son droit de correction. VI I 4 3.

[93] X III 11 2 (*Quaesivit :* Célestin III).

[94] Exposé typique dans BRACKMANN, p. 124 et suiv., appuyé sur les actes publiés par G. SCHMIDT, *Urkundenbuch des Hochsttifts Halberstadt...*, 1883-89, 4 vol. Pour Augsbourg : LEUZE, p. 102 et suiv. qui distingue gouvernement du territoire, conduite du diocèse, personne de l'évêque.

[95] Preuves pour Senlis (MÉNIER, p. 110); pour Strasbourg (G. ROTT).

[96] Exemple : à Senlis, accord du 12 février 1294 sur la compétence judiciaire; du 27 août 1339 sur les collations; à Utrecht en 1320. Parfois, s'établissait une coopération durable. (F. CLAUDON, *Un condominium ecclésiastique*, dans *R.H.E.*, 1949, p. 5-29.)

[97] Il est appelé au synode où il finit par occuper la première place (SPICKERMANN, p. 34).

[98] A Strasbourg, en 1310, 1341, 1345, 1354 (J. ROTT).

[99] Les statistiques des pouillés montrent cette expansion.

[100] Dans presque tous les diocèses, nous voyons alterner ces deux positions contradictoires.

[1] X I 4 9 (*Cum consuetudinis :* Honorius III) et commentaires d'Innocent IV sur ce texte.

[2] Jusqu'en 1352, l'évêque assiste aux assemblées capitulaires d'Halberstadt : après cette date, il disparaît des assemblées où se traitent les affaires internes. De même, à Augsbourg (LEUZE, p. 81). Vue générale dans Ph. HOFMEISTER, *Bischof und Domkapitel*, Neresheim, 1931.

Digitized by Google

ententes, tandis que tous les conflits donnaient lieu à procédure et défrayaient la chronique urbaine [3].

Chacun des trois éléments de la puissance était sujet de dispute : honneurs et préséances dans le chœur [4]; condition des terres et impositions épiscopales [5]; surtout la mesure de l'autorité. La coutume abandonne au chapitre la correction de ses membres : l'évêque s'en chargera, passé le délai qu'il a fixé. Lieu de rencontre et de frictions permanentes : la cathédrale, si le chapitre suspend les offices sans cause raisonnable et pour affronter l'évêque, celui-ci passera outre [6]. Sans aller communément jusqu'à se dire la source de la juridiction épiscopale, comme fit le chapitre d'York en 1313, ils échappaient de leur mieux au pouvoir épiscopal, particulièrement à la visite de leurs églises [7] et au jugement de leurs sujets par l'officialité diocésaine [8].

Action pendant l'interrègne. — Quand l'évêque est mort ou empêché, l'administration du diocèse revient au chapitre. Il succède provisoirement à l'administration épiscopale [9]. Son action s'exerce collégialement ou par délégués [10]. Deux principes dominent cette régence intérimaire : assurer la conservation des droits et la continuité de la vie diocésaine; interdire toute innovation [11]. En conséquence, il appartient au chapitre de confirmer ou infirmer les élections [12], d'absoudre des censures [13], mais il lui est interdit de nommer aux bénéfices de collation épiscopale [14], d'autoriser une excardi-

[3] A Augsbourg, la formule de consentement est mentionnée pour la première fois en 1307 (LEUZE, p. 102). En certaines villes, comme Münster, tension continue au XIV[e] siècle (SPICKERMANN, p. 53). Bonne occasion pour le Saint-Siège d'intervenir (LEUZE, p. 99). Conflits à Langres : cf. CLAUDON, *Langres depuis le milieu du XII[e] siècle*, dans *Ann. de Bourgogne*, 1948, p. 165 et suiv., p. 171.

[4] Souvent, l'évêque anglais réside dans son manoir rural pour éviter les conflits de préséance.

[5] Le chapitre prétend à une parfaite autonomie de son patrimoine.

[6] X I 31 13 (*Irrefragabilis :* Latran IV, c. 7). Le métropolitain interviendra, au nom du pape.

[7] Très grave conflit entre Grosseteste et les chapitres, qui s'acheva par le triomphe de l'archevêque. A York, il fallut plusieurs compromis. A Salisbury, dans la seconde moitié du XIII[e] siècle, les chapitres anglais ont perdu beaucoup de terrain.

[8] En Angleterre, les chapitres ont compétence sur le domaine de toutes leurs églises incorporées (EDWARDS, p. 126). A Lincoln, le chapitre, exempt, prétend que son exemption s'étend aux *familiae* des chanoines, à tous les clercs du chœur, à tous les habitants des terres dépendant du chapitre en général, des dignités et prébendes en particulier (R. GROSSETESTE, *Ep.* 73 et 90). Entre la cité de l'évêque et la cité capitulaire, la tension peut être permanente : F. CLAUDON, *Histoire de la ville de Langres*, Dijon, 1951.

[9] Cette période intérimaire est, comme à tous les échelons de la hiérarchie, redoutable pour le patrimoine et le personnel du diocèse. Le métropolitain contrôle et, à son défaut, le pape. VI I 8 4 (*Ecclesiae cathedrali :* Boniface VIII). Des chapitres métropolitains ont prétendu assurer la juridiction épiscopale sur les suffragants, pendant la vacance du siège (MICHAUD-QUANTIN, p. 64).

[10] L'administration provinciale est assurée, à Augsbourg, par deux chanoines qui s'adjoignent un laïc (LEUZE, p. 104).

[11] *Ne sede vacante aliquid innovetur :* ce titre est dans X III 9; VI III 8; *Extrav.* Jo XXII V; *Extrav. comm.* III 3. On discute si le chapitre a juridiction quasi-ordinaire, SÄGMÜLLER, t. I, p. 457.

[12] X I 33 14 (*Cum olim :* Grégoire IX).

[13] VI I 17 c. un (*Episcopali :* Boniface VIII). Sauf pour les cas réservés au pape, le chapitre ou l'administrateur a les mêmes pouvoirs d'absolution que l'évêque.

[14] X III 9 2 (*Illa devotionis :* Honorius III). Naturellement, le visiteur nommé par le métropolitain, au cas de négligence du chapitre, ne dispose point davantage des bénéfices à la collation de l'évêque. Au contraire, le visiteur nommé par le Saint-Siège. VI I 8 4.

Digitized by Google

nation, d'exercer les droits qu'une coutume spéciale attribuait à l'évêque, de s'immiscer dans les affaires personnelles de l'évêque, de connaître d'une cause féodale [15].

Cette interruption du pouvoir permet au chapitre de définir ses vœux et ses ambitions dans un programme que souscrivaient tous ses membres. Les capitulations électorales prévoient, en Allemagne, tout un programme de gouvernement qui assure l'autonomie du chapitre et une sorte de dyarchie : liberté électorale et exemption d'impôts, exécution des testaments de chanoines et privilèges judiciaires, participation aux grands offices et exigence du consentement pour les actes graves [16].

Dès son élection, le nouveau prélat donnait des garanties formelles : il jurait de respecter les droits et libertés du chapitre, il confirmait les privilèges. Mais il se hâtait d'oublier ses promesses nouvelles, sa signature aux capitulations et de suivre la tradition de ses prédécesseurs dont il avait, sans délai, revêtu le personnage [17].

Relations extérieures. — Il semblerait que ce sénat diocésain fût renfermé dans des frontières étroites. Cependant, ses relations directes s'étendent au chef-lieu de la province, à la nation et au centre de la Chrétienté.

Le chapitre a droit de représentation au synode provincial [18]. La communauté d'intérêts le relie à tous ses congénères : il en est résulté des alliances, périlleuses pour les évêques. Après un coup de force accompli par l'évêque, le chapitre de Langres convoqua trente-deux chapitres de la France septentrionale à une assemblée qui se tint à Paris, le 26 mai 1321 [19]. A partir de 1331, les chapitres de la province de Reims ont tenu tous les trois ans une assemblée générale à Saint-Quentin [20]. Entre chapitres s'établissent des confraternités spirituelles dont l'action ne peut être toute surnaturelle [21], des accords particuliers comme celui de Münster avec Minden sur le cumul licite des prébendes [22].

[15] Plusieurs textes, hors du titre *Ne sede*, pour la défense du patrimoine épiscopal. VI I 6 40; I 16 9.

[16] J. Oswald étudie ces capitulations à Passau : les premières, en 1342, ont été fidèlement reprises à chaque vacance. J. Rott les rencontre dès 1299 à Strasbourg, où Vetulani les étudie dans son chapitre IX. A Münster, le plus ancien texte que nous ayons date de 1306, mais il n'est pas une nouveauté (Spieckermann, p. 32). Le chapitre d'Halberstadt, au milieu du XIII[e] siècle, faisait lire à l'évêque la liste de ses droits acquis (Brackmann, p. 112). Point de textes analogues en Angleterre (Edwards, p. 114), ni en France : mais l'évêque jure de respecter les droits du chapitre.

[17] Il ne s'agit que des nouveautés dangereuses pour l'unité du pouvoir : par les capitulations et le serment, le chapitre maintenait le principe des droits acquis contre un pouvoir dont la tendance naturelle eût été de centraliser.

[18] X III 10 10 (*Etsi membra :* Innocent III) : *...Visum fuit nobis... ut capitula ipsa ad hujusmodi concilia debeant invitari, et eorum nuncii ad tractatum admitti, maxime super illis, quae ipsa capitula contingere dignoscuntur.* En fait, la présence des chapitres ou de leurs délégués est signalée pour beaucoup de synodes provinciaux, non point pour tous.

[19] P. Alphandéry, *Le procès de Louis de Poitiers*, dans *Le Moyen Age*, 1900, p. 569-607.

[20] H. Nélis, *La Congrégation des chapitres cathédraux de la province de Reims à Saint-Quentin*, 1331-1426, dans *R.H.E.*, 1929.

[21] J. Laurent, *Une fraternité de chapitres cathédraux : Langres et Clermont*, dans les *Mélanges Charles Royer*, Langres, 1920, p. 68-79. Cité par Le Grand, p. 137.

[22] Le cumul était limité à deux prébendes : une dans chacun des chapitres.

Digitized by Google

La correspondance entre le Saint-Siège et les chapitres commence au XII^e siècle et s'est constamment accrue pendant l'âge classique. De nombreuses lettres, expressément adressées à des chapitres, ont été insérées au *Corpus juris canonici*, faible part d'une masse considérable [23]. Au souverain pontife, le chapitre demandait des privilèges. Le plus étendu est l'exemption, qui soustrait le chapitre à la juridiction de l'évêque et en fait un sujet du Saint-Siège [24]. Auxiliaire précieux, mais parfois opposant redoutable : il arrivait que la fiscalité pontificale éprouvât sa résistance [25], et aussi la Curie, sa pression pour le choix de candidats [26].

Tel chapitre s'adressait au Saint-Siège pour trancher un litige avec l'évêque [27]. Le Saint-Siège accueillait volontiers cet appel et sa politique ne le portait point à tempérer les efforts d'émancipation du chapitre, qui lui donnaient barre sur deux puissances affaiblies par leurs combats.

Dans la ville, aucun corps n'a une puissance égale à celle du chapitre. Les rapports avec le municipe, généralement courtois, se tendent parfois jusqu'au conflit, dont les privilèges personnels et les immunités réelles ou locales sont l'occasion [28].

Les seigneurs sont animés à la fois par la dévotion, qui les incite aux libéralités, sous forme de legs et privilèges, et par l'esprit de voisinage, qui engendre plus souvent la dispute que la solidarité [29]. Chez le comte, le duc ou le roi, la générosité l'emporte d'habitude sur l'âpreté [30].

CONCLUSION

Le chapitre est devenu, tout au long du XIII^e siècle, une puissance dans l'Église et dans la société civile. Sa fonction, qu'il accomplit avec un zèle variable, est de prier Dieu et de soutenir l'évêque; sa politique l'incite à beaucoup de manœuvres. Il s'appuie sur la noblesse, dont il est souvent issu, contre l'évêque et sur l'évêque contre la noblesse et la bourgeoisie, pour assurer son indépendance. Dans chacun des camps, il a des alliés naturels : auprès de l'évêque, l'archidiacre, lui aussi, placé dans une position ambiguë.

[23] Il suffit de feuilleter le I^er Livre des Décrétales de Grégoire IX pour se rendre compte de cette activité épistolaire.

[24] L. SANTIFALLER, *Papsturkunden für DomKapitel*, dans *Festschrift Brackmann*, 1931. A Rouen, l'exemption fut accordée en 1371, avec l'approbation du roi (LAFOND).

[25] Ainsi, à Strasbourg, au XIV^e siècle (J. ROTT).

[26] Exemple : Münster, au XIV^e siècle (SPICKERMANN, p. 12).

[27] Augsbourg, 1156; les deux parties s'adressent au pape (LEUZE, p. 99).

[28] K. FRÖLICH, *Das Goslarer Domstift in der zweiten Hälfte des 13. Jahr. Ein Beitrag zur Geschichte des Verhältnisses zwischen Stadtgemeinde und Kirche im Mittelalter*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1920, p. 84-156. Parmi les privilèges de sa juridiction temporelle, le chapitre cathédral de Chartres comptait le droit d'avouerie bourgeoise, qui souleva de graves difficultés : L. AMIET, *Les avoués du chapitre cathédral de Chartres au Moyen Age*, dans *R.H.E.F.*, 1925, p. 296-319.

[29] Exemple dans LE GRAND, p. 142-144.

[30] Rois et empereurs accordent lettres de sauvegarde, amortissements, immunités. Nous savons qu'ils cherchent à faire pénétrer leur influence, dans le choix des hauts dignitaires. Il leur arrive de soutenir le chapitre contre l'évêque et leur politique profite tantôt de l'union, tantôt de la rivalité de ces deux puissances.

Digitized by Google

§ 2. — L'archidiacre.

HISTOIRE BRÈVE Parmi les membres ordinaires du chapitre, il en est un dont la puissance dépasse de beaucoup celle de tous les autres prébendés : l'archidiacre [1].

Dès le IV^e siècle, un archidiacre, chef des diacres, tenait près de l'évêque le rôle de second [2] et, en certains diocèses, il administrait pendant la vacance du siège [3]. Son rôle administratif et liturgique grandit au VII^e siècle [4]. Au VIII^e siècle, l'*Ordo romanus I* l'appelle vicaire du pontife [5]; Hincmar de Reims écrira : *comministeri* [6]. Il domine les archiprêtres et tout le clergé; il visite et il corrige. Au IX^e siècle, les évêques se sont entourés de plusieurs archidiacres. Chacun finit par avoir sa circonscription, qu'un concile appelle *parochia* et que plusieurs textes de la seconde moitié du XI^e siècle baptisent *archidiaconatus* [7]. Un *archidiaconus major* continue près de l'évêque la fonction traditionnelle de premier ministre : c'est de lui surtout que nous devons ici nous occuper, considérant tour à tour ses fonctions et ses devoirs, les éléments de sa puissance, enfin ses relations avec l'évêque.

Le *Décret* de Gratien recueille occasionnellement quelques textes de l'Ancien Droit et les collections de décrétales continuent cette tradition, qu'enrichissent à peine les papes de l'âge classique, dans un titre *De officio archidiaconi*, assez maigrement commenté par les docteurs [8].

[1] Nombreuses monographies diocésaines en Allemagne, auxquelles N. HILLING a donné le branle, par ses articles sur les évêchés saxons (*A.f.K.K.R.*, 1900 et 1901), sa dissertation sur les archidiacres de Münster (1902) et d'Halberstadt (1902). Bientôt suivirent H. BASTGEN, pour Trèves (1906), E. BAUMGARTNER, pour les diocèses rhénans (1907). En 1920, F. GESCHER étudiait Cologne; J. MACHENS, Hildesheim; en 1921, A. SCHRÖDER, Augsbourg; en 1925, G. KREIGER, Münster. Plus récemment, B. PANZRAM explorait les archidiaconés de Silésie (1937), M. HANNAPPEL a donné un gros ouvrage sur l'archidiaconé de Notre-Dame, à Erfurt (1941) et H. MULDERS, un examen serré de l'archidiaconat dans le diocèse d'Utrecht (1943), A. HAMILTON THOMPSON, un article général, *Proc. of the British Academy*, 1949, vol. 29, p. 153-194. Enfin Al. SZENTIRMAI présente l'archidiacre hongrois, dans *Z.S.S., K.A.*, 1957, p. 132-201.

Nous n'avons pu lire les dissertations présentées à Bonn en 1924-1925 par J. ALLENDORF sur Cammin et F. W. VAN GELDER sur Cologne et Trèves; ni sur la Pologne, T. SILNICKI (c. r. dans *Z.S.S., K.A.*, 1928, p. 686-691); ni Fr. GERLACH pour Lemgo (1932); ni W. GRESKY sur la Thuringe (1932).

Voyez encore HINSCHIUS, t. II, p. 183-205; FEINE, p. 181, 195, 325 et art. *Archidiacre* (AMANIEU), dans *D.D.C.* Beaucoup de renseignements dans les ouvrages sur les chapitres.

[2] *Statuta ecclesia antiqua*, c. 5-9.

[3] Exemple au concile de Chalcédoine et dans la correspondance du pape Gélase. X I 23 3 (*Ea quae*).

[4] *D.D.C.*, col. 954-957.

[5] ANDRIEU, *Les ordines romani...*, t. II, 1948, p. 68 : *...ut si quis, verbi gratia, vim passus fuerit... si a sui ordinis primo ejus causa ad effectum minime pervenerit, habeat archidiaconus, id est vicarius pontificis, causam qualiter subditorum sibi querelas absque notitia possit explicare pontificis...*

[6] *Capitularia a. XII episcopatus superaddita*, c. 1, dans *P.L.*, t. 125, col. 793.

[7] Chartes de 1071 et 1091, concile de Lillebonne (1080), c. 6. Au XIII^e siècle, trois archidiacres à Paris, huit à Lincoln, un seul à Lyon. Le *major* n'avait point juridiction sur les autres archidiacres.

[8] Au *Décret*, il s'agit surtout de textes restrictifs : D. 60 c. 1 (*Nullus episcopus :* Clermont, 1095); D. 94 c. 3 (*Dictum est :* Chalon, 813, c. 15); C. 16 q. 7 c. 11 (*Nullus omnino :* Calixte). Seul le recueil de Grégoire IX a un titre (I 23) — alimenté par les *Compilationes antiquae* —

Digitized by Google

STATUT

Le statut est clairement défini par Innocent III[9] L'archidiacre examine les ordinands[10], les candidats aux bénéfices avant de les présenter à l'évêque; il commande aux sous-diacres et aux diacres; il concourt avec l'évêque pour la nomination des doyens ruraux; il institue bénéficiers et dignitaires[11]; il a l'intendance des paroisses et régit les doyens. Vicaire de l'évêque, il exerce sa sollicitude sur les clercs et sur les églises. Œil de l'évêque, dès qu'il voit le désordre, il tâche de le corriger[12].

ÉLÉMENTS DE PUISSANCE

Pour remplir un tel rôle, l'archidiacre dispose d'une autorité pratiquement égale à celle de son chef. Les textes du haut Moyen Age qui le désignent comme le premier ministre et le représentant de l'évêque sont reproduits aux *Décrétales*[13]. La glose renvoie au statut du vicaire en droit romain[14].

Cette « doublure » de l'évêque se traduit par une imitation parfaite des modes d'exercice de l'autorité. L'archidiacre donne des ordres au clergé des paroisses : il lui adresse des sortes de mandements et il le réunit périodiquement en synode[15]. Entre le x^e^ et le xii^e^ siècle, il a acquis une compétence judiciaire dont l'étendue varie selon les diocèses : il constitue son officialité[16]. La police est son rôle constant, sous forme de contrôle : obligation de la visite annuelle de l'archidiaconé[17] et sous la forme de sanction, pouvoir d'infliger des peines[18].

pour l'archidiacre, dont il est encore question dans X I 6 30 *(In causis)* et 54 *(Dudum)* et X V 31 2 *(Ad haec)* et dans des gloses, comme sur le canon 14 X I 29, le c. 3 X I 31. Les trois premiers textes de X, seuls anciens, sont empruntés, avec leur fausse inscription, à la *Compilatio I^a^*.

[9] X I 23 7 *(Ad haec)*.

[10] X I 23 9 (*Ut nostrum :* Innocent III) : de droit commun, il présente les ordinands à l'évêque.

[11] *Ibid. :* il installe abbés et abbesses.

[12] *Oculus :* D. 93 c. 6 et la glose; c. 11. Alexandre III lui avait prescrit de visiter son ressort au moins une fois par an. X I 23 6 *(Mandamus)*.

[13] X I 23 1. *Ut archidiaconus post episcopum sciat se vicarium esse ejus in omnibus...* L'inscription porte : *Ex libro Romani ordinis.* Il ne se trouve dans aucun des *Ordines* publiés par Mgr Andrieu et il rend plutôt le son d'un capitulaire épiscopal.

[14] Sur le mot *vicarium : Et ita habet cognitionem et jurisdictionem.* Référence au *C.J.I.* 38, *de officio vicarii*, et au titre *de officio vicarii*, X I 28 5 (*Sua nobis*, Innocent III) dont la glose rappelle que : *vicarius omnia potest quae pertinent ad jurisdictionem cujus vices gerit*, sauf certaines affaires qui supposent un mandat spécial.

[15] Ces réunions périodiques furent organisées avec un soin particulier en Angleterre. Elles étaient soit mensuelles, soit trimestrielles. Tous les prêtres de l'archidiaconé y étaient convoqués. On y traitait beaucoup de problèmes pratiques et, semble-t-il, plus activement qu'au synode diocésain.

[16] Les conciles locaux du xiii^e^ siècle tiennent pour normale la constitution de ce tribunal près de l'archidiacre. La juridiction de l'archidiacre s'est développée dans les plaids synodaux. Voyez Panzram, Mulders et Krieg. A Chartres, chaque archidiacre a son officialité (Amiet, p. 104); à Langres, seul le grand archidiacre (Le Grand, p. 39).

L'officialité archidiaconale de Paris, au xv^e^ siècle, est étudiée dans l'intéressante thèse de Pommeray.

[17] A Paris, le droit de visite des hôpitaux est délégué aux trois archidiacres, conséquence du droit de visite des paroisses. (J. Imbert *op. cit.*, p. 228.)

[18] Nous étudierons dans le chapitre III de ce livre la fonction capitale de contrôle. Quant aux sanctions, elles peuvent être pécuniaires ou médicinales : des conciles provinciaux prévoient excommunication, suspense et interdit, mais tendent à réserver à l'évêque les cas graves. Les docteurs accordent force à la coutume sur ce point des censures. Voyez la glose ordinaire et Hostiensis, *Summa, De officio archidiaconi.*

Digitized by Google

Les sources de la richesse sont largement accordées à l'archidiacre : il jouit d'un bénéfice; s'il est chanoine, d'une prébende [19]. Son revenu propre est constitué par les profits de justice, les procurations de visites et diverses assignations [20].

Jusque dans les prestiges, l'archidiacre tend à s'élever au niveau de l'évêque. Il tient une petite cour. C'est surtout dans ses visites qu'il fait paraître sa prestance, par l'ampleur de son cortège et ses exigences d'hospitalité [21].

Tous ces progrès de la puissance furent accomplis par l'usage, plutôt que par la loi. Bernard de Parme met en relief ce rôle capital de la coutume qui rend si diverse la capacité de l'archidiacre, selon les temps et les lieux [22].

CHOIX

Une collaboration si étroite suppose que l'évêque a choisi librement l'archidiacre : le droit ne lui conteste point cette faculté [23]. Il se borne à poser quelques conditions d'aptitude dont la plus constante est l'exigence du diaconat. Le premier concile du Latran rappelle cette condition traditionnelle [24], le second ajoute l'option du sacerdoce [25]. En fait, certains occupent l'office sans avoir reçu aucun ordre sacré [26]; en revanche, la promotion au sacerdoce était pour Pierre de Blois une dégradation [27].

RELATIONS AVEC L'ÉVÊQUE

Que l'archidiacre ait souvent rempli ses charges avec loyauté, on le supposera volontiers [28]. Créature de l'évêque, pourquoi aurait-il, par système, contrarié son chef? Il est pourtant certain que, par ambition — et selon la loi naturelle des partages ou des proximités de compétence —, l'archidiacre eut avec l'évêque des conflits fréquents. L'occasion en était l'exercice de la juridiction, la perception des taxes, les honneurs publics. Une collation simultanée des décanats ruraux suscitait inévitablement des désaccords [29]; la coexistence des officialités, quelques empiètements [30]; la visite des paroisses et des

[19] Parmi les plus grasses, étant affectées à une dignité.

[20] L'évêque peut lui accorder une sorte de rétribution d'office. Nous avons des données précises sur le patrimoine ecclésiastique de certains archidiaconés, sur son administration. (Dom Aelred WATKIN, *Archdeaconry of Norwich. Inventory of Church Goods* (sous Edouard III), 2 vol.; J. LÖHR, *Die Verwaltung des Grossarchidiakonats Xanten am Ausgang des Mittelalters*, *K.A.*, 1907.)

[21] Par les limitations conciliaires, nous connaissons ce luxe : il arrive que l'archidiacre vive sur le pays.

[22] In c. 4 X I 23, au mot *Consuetudinis :* ayant posé les problèmes de la cure d'âmes, des censures, la glose ordinaire conclut : *sic ergo jura quae loquuntur diversimodo de jurisdictione archidiaconi intelligenda sunt secundum diversas consuetudines diversorum locorum.*

[23] Cela résulte de la nature même de ses fonctions primitives de *comministeri.*

[24] Latran I, c. 10 = Dist. 60 c. 2 : ... *nullus in archidiaconum nisi diaconus ordinetur.*

[25] Latran II, c. 10 = Dist. 60 c. 3. Texte ambigu : nous pensons qu'il signifie que le sacerdoce est exigé pour le décanat.

[26] Le III[e] concile de Latran, c. 2 (X I 6 7 § 2) les destitue s'ils dépassent les délais accordés pour leur ordination.

[27] Diatribes célèbres de sa lettre 123. (*P.L.*, t. 207, col. 365 et suiv.)

[28] Répétons que la bonne entente laisse moins de traces que le combat.

[29] X I 23 7 § 6. Les conciles locaux laissent voir au XIII[e] siècle les difficultés de l'accord.

[30] Ici encore, il y aurait à suivre dans la législation locale les délimitations ou les conflits de compétence.

Digitized by Google

monastères, une compétition [31]. Le calcul des perceptions communes irritait les deux parties [32].

Les évêques défendaient leurs monopoles [33] et aussi leurs droits essentiels : jugement des causes matrimoniales, infliction des censures, contrôle des établissements religieux, commission de cure d'âmes [34]. Ils agissaient par compromis ou par canons conciliaires. Le morcellement de l'archidiaconé réduisait automatiquement la puissance de leurs rivaux [35].

De son côté, le Saint-Siège restreint le droit commun. Alexandre III dénie aux archidiacres la cure d'âmes et le pouvoir d'excommunication [36]; Innocent III leur interdit d'attribuer la licence d'ordination [37]; Honorius III, d'exercer leur juridiction sur les monastères [38].

Incorporés au chapitre, les archidiacres occupent parmi les dignitaires un rang honorable, mais non prééminent [39]. Leur condition au chapitre est bien distincte de leur office dans le diocèse [40]. Et il leur arrive d'entrer en conflit, comme vicaires épiscopaux, avec le corps capitulaire, particulièrement pendant la vacance du siège [41]. Plus souvent, ils agissent avec le chapitre et, dans leurs propres combats, ils obtiennent parfois son concours.

Les mesures qui tendaient à ramener l'archidiacre dans ses justes limites ne parvinrent pas à réduire sa puissance au point où on l'imagine d'ordinaire. L'archidiacre est demeuré jusqu'à la fin de l'âge classique un grand officier [42]. Tantôt seul, tantôt allié au chapitre, il lui est arrivé, en plein âge classique, de tenir tête victorieusement à l'évêque et à ses collaborateurs : ce qui advint à Trèves, au milieu du XIII[e] siècle [43], dans un temps où l'on en était encore à discuter si l'archidiaconat est un état de perfection [44].

[31] Il fallait des règlements locaux pour cette difficile opération.

[32] Taxes de chancellerie, procurations.

[33] Exemple dans le diocèse de Meaux, sur lequel nous sommes bien informés (*D.D.C.*, col. 984).

[34] X I 23 4 *(Quum satis) ... sine licentia et mandato episcopi* (Alexandre III).

[35] La tension entre évêques et archidiacres, aux XII[e] et XIII[e] siècles, est décrite dans les ouvrages que nous avons mentionnés, particulièrement ceux d'H. Bastgen et d'H. Mulders (qui montre l'ascension d'un pouvoir ordinaire, ne relève de conflits qu'à la fin du XIII[e] siècle). La courbe est bien dessinée par J. KRIEG, *Der Kampf der Bischöfe gegen die Archidiakone im Bistum Würzburg*, 1914.

[36] X I 23 5 *(Archidiaconis) : nisi auctoritas episcoporum accesserit.* Dans une lettre à l'archevêque de Canterbury, il interdit aux archidiacres de Coventry (et de la Chrétienté) d'infliger des amendes, qui manifestent leur cupidité X V 37 3 *(Licet juxta Apostolum)*.

[37] X I 23 8 *(Significasti) : sine conscientia et auctoritate (episcopi)*.

[38] X I 23 10 *(Dilecto) :* sauf coutume contraire.

[39] A Chartres, ils n'occupent que le septième rang parmi les dix-sept dignitaires.

[40] Le chapitre s'efforce de les soumettre au droit commun de la corporation, avec un sentiment naturel de jalousie.

[41] Exemples à Reims, à Sens, dans *D.D.C.*, col. 985-986.

[42] Vérité méconnue : le déclin des archidiacres n'a été ni aussi général ni aussi rapide qu'on l'admet souvent. Ils gardent vis-à-vis de l'évêque une large indépendance, inégale selon les diocèses : en Angleterre, par exemple, Perroy signale l'autonomie exceptionnelle de l'archidiacre de Richmond.

[43] Le grand conflit entre l'évêque Arnold von Isemburg (1242-1259) et les archidiacres, alliés au chapitre, au sujet de l'institution des recteurs, de la correction des sujets et de la compétence matrimoniale se termina par un arbitrage organisé par commissaire pontifical, qui donnait raison aux archidiacres et fut confirmé par Alexandre IV, le 28 juillet 1257. — A Utrecht, les accords de 1294, 1324, 1344, consolidèrent l'archidiacre.

[44] Y. M. J. CONGAR, *Saint Thomas et les archidiacres*, dans *Revue thomiste*, 1957, p. 657-671. Pur *officium*, répond Thomas.

Digitized by Google

§ 3. — Les défenseurs antiques.

VIDAMES

Dès le haut Moyen Age, divers concours sont nécessaires pour l'administration et la défense du temporel ecclésiastique. Tel fut le rôle des vidames [1]. Deux textes de Grégoire le Grand au *Décret* concernent l'office du *vicedominus* et sa nécessité [2]. Il est une sorte d'économe qui gère les biens du diocèse et du Siège apostolique lui-même, à l'imitation des agents exigés, naguère, avant Chalcédoine, dans l'Église d'Orient [3]. Toujours clercs ou moine, généralement nommé par l'évêque dont il est comme le majordome, il assume le rôle de représentant judiciaire. A l'époque féodale, ses fonctions et sa nature même se transforment [4]. Il assure la protection armée [5] et parfois la police du territoire [6]. Il a son fief.

Au début de l'âge classique, les rapports sont plus tendus entre évêque et vidame. D'une part, ce fonctionnaire perd de son utilité, dans le monde communal, où l'ordre est mieux assuré, d'autre part le vidame devient héréditaire, acquiert une indépendance périlleuse. Son titulaire est au premier rang des pillards, quand le siège est vacant; il abuse de ses pouvoirs de police [7].

A partir du XII[e] siècle, beaucoup d'évêques s'efforcent de restreindre les pouvoirs des vidames. Rois et papes les soutiennent et ils ont presque toujours gain de cause, ne laissant aux vidames que de faibles revenus et de modestes droits honorifiques [8].

AVOUÉS

L'origine des avoués est encore plus obscure que celle des vidames [9]. *Advocati* et *defensores* chargés de représenter les églises en justice semblent leurs précurseurs [10]. Les rois francs voulurent en faire des mandataires officiels (et laïcs) des évêques devant les tribunaux et Charlemagne les inclut, semble-t-il, dans son programme de gouvernement, sortes d'agents de liaison entre le prince et l'immuniste. En général laïcs, toujours révocables, ils exercent des fonctions variées. Dans la féodalité, ils sont surtout des protecteurs, librement choisis par le chef de l'établissement ecclésiastique, avec des devoirs militaires et

[1] F. SENN, *L'institution des vidamies en France*, Paris, 1907. (Tableau géographique des vidamies en France et indication de quelques monographies.)

[2] Dist. 89 c. 2 et 3.

[3] Ce modèle est bien étudié par l'ouvrage ancien mais encore utile de J. ZHISMAN, *Die Synoden und die episkopal. Aemter in der morgenländischen Kirche*, Vienne, 1864.

[4] F. Senn insiste sur ces divers points. Les Carolingiens ont vainement tenté d'en faire un de leurs agents.

[5] Notamment la conduite à l'ost.

[6] Ses droits, en particulier pour la police, sont parfois fort étendus. (F. SENN, *op. cit.*, p. 126 et suiv.)

[7] Exemples dans F. SENN, p. 150 et suiv.

[8] F. SENN, p. 168.

[9] F. SENN, *L'institution des avoueries ecclésiastiques en France*, Paris, 1903 (c.-r. de SICKEL dans *Götting. Gelehrten Anzeigen*, 1904, 788-823); art. *Avoué*, dans *D.H.G.E.*, t. V, col. 1220-1245 (R. LAPRAT). Bibliographie dans *R.H.D.*, 1927, p. 147-154, (F. SENN).

[10] Concile africain, Code théodosien, correspondance de Grégoire le Grand s'en occupent.

Digitized by Google

encore une certaine juridiction, surtout en matière criminelle. Ils deviennent héréditaires et se procurent de nombreux avantages pécuniaires. Leurs abus sont notoires : extension de droits, exactions [11].

De nombreux conciles dénoncent et punissent ces pseudo-protecteurs [12]. Le Saint-Siège substitue sa puissance à la leur et va jusqu'à suspendre leur recrutement. De son côté, la Royauté se sent assez forte pour assurer la garde des biens et des droits. Les évêques redoutent plutôt qu'ils ne recherchent ces anciens auxiliaires.

Conclusion.

L'évêque, à l'âge classique, est assisté de collaborateurs puissants et bien enracinés. Si l'on nous permet le langage moderne : un premier ministre (le grand archidiacre), des préfets régionaux (les archidiacres mineurs), un vrai Sénat (le chapitre), et qui ont respectivement trois siècles ou même dix siècles d'existence.

Trop puissants, trop enracinés : selon la loi commune, ils ont accaparé une grande part des pouvoirs de leur maître et ils se sentent à l'aise, à cause de leurs titres et peu sensibles aux nouveautés des temps.

De ces périls qu'ils ont eux-mêmes créés par leur confiance et leurs largesses, de ces insuffisances que les révolutions du droit et de la société font apparaître, comment les évêques du XII[e] siècle ne se seraient-ils point rendu compte? Récupérer leur puissance et s'assurer des services : tel est pour eux le problème capital dans l'administration du diocèse.

SECTION III. — LES SERVITEURS FIDÈLES.

Trop puissante pour seconder avec désintéressement l'évêque, l'ancienne cour était, en outre, inadaptée aux besoins d'un âge nouveau. L'administration prenait une pesante ampleur et un caractère technique, dans une Église en pleine construction juridique et au moment de la Renaissance du droit

[11] LAPRAT détaille ces abus, *D.H.G.E.*, t. V, col. 1236-1238.

[12] Concile de Reims (1148), c. 6; Latran IV, c. 45 (X V 37 12 : *In quibusdam provinciis ecclesiarum patroni et advocati seu vicedomini se in tantam insolentiam erexerunt, quod non solum quum vacantibus debet ecclesiis de pastoribus idoneis provideri, difficultates ingerunt et malitias, verum etiam de possessionibus aliisque bonis ecclesiasticis pro sua voluntate ordinare praesumunt et, quod horrendum est dicere, in necem praelatorum prorumpere non formidant. Quum igitur quod ad defensionis subsidium est inventum ad depressionis dispendium non debeat retorqueri, prohibemus expresse, ne patroni vel advocati seu vicedomini super praemissis de cetero plus usurpent, quam reperiatur in iure permissum, et, si contra praesumpserint, per severitatem canonicam districtissime compescantur. Sacri nihilominus concilii approbatione statuimus, quatenus, si patroni, vel advocati, aut feudatarii, seu vicedomini aut alii beneficiati alicuius ecclesiae rectorem vel clericum mutilare ausu nefando praesumpserint, patroni ius patronatus, advocati advocatiam, feudatarii feudum, vicedomini vicedominatum, et beneficiati beneficium prorsus amittant. Et ne minus vindictae quam excessus memoria prorogetur, non solum de praemissis nihil perveniat ad heredes, sed etiam usque ad quartam generationem posteritates talium in clericorum collegium nullatenus admittantur, neque in domibus regularibus alicuius praelationis assequantur honorem, nisi cum eis fuerit misericorditer dispensatum).* Lyon II, c. 22 (VI III 9 2 : *Hoc consultissimo*, 4[e] partie du texte).

Digitized by Google

romain. Encore plus radicale était la transformation de la procédure : un juge compétent devait être mis à la tête du tribunal. Méfiant à l'égard de ses auxiliaires constitutionnels, l'évêque, contraint à de fréquentes absences, devait assurer la continuité de son propre gouvernement et bientôt se donner un nouveau second. A toutes les tâches nouvelles répondirent le chancelier, l'official et le vicaire général [1]. Tels sont les principaux fonctionnaires de la Curie [2]. Pour remplacer ou pour aider l'évêque, des suppléants prévus par l'Ancien Droit ont un statut désormais codifié. Nous présenterons successivement ces serviteurs sur lesquels peut compter l'évêque dans l'accomplissement de sa mission.

§ 1. — Le chancelier.

Jusqu'au XII[e] siècle, l'évêque a pu trouver parmi les chanoines cet indispensable collaborateur qu'est un secrétaire général [3]. Les complications administratives, les tensions avec le chapitre, la disjonction de la cathédrale ont nécessité la création d'un office, pour diriger les bureaux, la tenue des archives, la rédaction des chartes.

De tout temps, un office analogue, sous des noms variés, a existé dans les gouvernements et il s'est introduit dans les chapitres et les monastères. Il se généralise dans les évêchés au XIII[e] siècle [4]. Le chancelier est désormais le chef des notaires qui, dès l'Antiquité, tenaient les écritures, conseillaient l'évêque, formant parfois une *schola* [5]. Il a souvent la garde du sceau épiscopal, qu'il appose au bas des actes pour leur conférer l'authenticité [6].

La chancellerie s'organisa en petit ministère, avec cet adjoint naturel qu'est un vice-chancelier, des scribes toujours plus nombreux, des *famuli*, serviteurs à pied ou à cheval.

Ainsi sont assurés l'autorité, le prestige du chancelier. Quant à la richesse, un document de peu antérieur à l'âge classique nous renseigne pour un diocèse [7].

[1] É. FOURNIER, *L'origine du vicaire général et des autres membres de la Curie diocésaine*. Paris, 1940.

[2] Nombreux sont les sous-ordres que nous aurons à signaler dans chacun de nos paragraphes.

[3] É. FOURNIER, *op. cit.*, p. 35-57.

[4] É. Fournier rencontre le *cancellarius* à Rome, dans les royaumes barbares, chez les Carolingiens, où s'organisent les bureaux. Au X[e] siècle, dans les évêchés de la France centrale, dans les grands monastères comme Saint-Germain-des-Prés. Au XII[e] siècle, « nous voyons la cour de l'évêque se renforcer vis-à-vis du chapitre » (p. 50), et c'est alors que le chancelier prend toute sa vigueur. En certains cas, il apparaît comme l'homme de confiance de l'évêque. Ainsi dans les statuts de Tréguier, 1334. (MARTÈNE, *Thesaurus*, t. IV, col. 1120.)

[5] Sur le notaire d'église, cf. É. FOURNIER, *op. cit.*, p. 9-34 : dès l'Antiquité, « le notaire d'église constitue comme un des degrés de la hiérarchie cléricale » (p. 15); il s'agit d'un véritable groupe de clercs mineurs qui rédigent chartes et diplômes, lettres et chroniques. Au Moyen Age, on les voit à l'œuvre dans les évêchés (et aussi dans les grands monastères).

[6] Dans la deuxième moitié du XI[e] siècle, les évêques substituent au sceau de l'église leur sceau propre, tandis que le chapitre, lui aussi, a son sceau. Les deux sceaux sont apposés dans un acte troyen de 1090. Désormais, l'énumération des témoins n'est pas indispensable : Alexandre III le signifie dans une décrétale, X II 22 2.

[7] Ce texte, établi à la demande du chancelier de l'église de Bayeux, dans la deuxième moitié du XI[e] siècle, énumère les revenus affectés à son office : dîmes, vêtements, taxes du sceau, indemnités pour l'entretien du personnel.

Digitized by Google

La responsabilité du chancelier est principalement engagée dans la surveillance du sceau. Nombreux sont les faussaires qui, autour de lui, en mésusent, l'apposant sur des lettres par eux inventées ou pour authentifier des signatures extorquées [6]; nombreux sont ceux qui fabriquent un sceau fantaisiste ou bien imité du véritable.

Homme de confiance, le chancelier perdrait son office dès l'instant où il manquerait de vigilance, de docilité ou de dévouement à un maître de qui il tient sa fortune [7] et qui, comme tous les chefs, fait reposer sur son directeur de cabinet la charge des affaires courantes et sans doute la réception des importuns, le contrôle des écritures, voire les prévisions budgétaires ou administratives.

§ 2. — L'official.

ORIGINES

Comme l'administration et pour les mêmes raisons, la justice s'est encombrée et compliquée au XII[e] siècle [1]. La multiplication des causes résultait de la constitution même d'un corps de règles canoniques et leurs difficultés, de la substitution, à l'empirisme traditionnel, de la savante procédure romaine [8]. Désormais, les tribunaux ecclésiastiques, que des juges improvisés — collégiaux ou délégués — avaient garnis, ne pouvaient être présidés que par des juristes nourris de l'un et l'autre droit. Aux nécessités techniques s'ajoutaient, pour favoriser la naissance d'un juge spécialisé, l'exemple des gouvernements séculiers et la volonté de l'évêque de faire face aux entreprises audacieuses de l'archidiacre [9].

[6] Le diocèse de Toul, par exemple, est inondé de « fausses lettres » scellées de « sceaux adultérés et inconnus ». Statuts de 1359 dans BALUZE, p. 861. Même désordre à Meaux (1346), à Troyes (1374). Cf. DELSALLE, p. 72, qui cite les statuts de Troyes : « Pour obvier aux nouvelles malices des hommes par lesquelles la justice du clergé est bleciée, iniquité et peschié croissent, mauvaitié est procréé et sensuyt, et honnesteté en est décolorée, nous excommunions tous ceux qui sachamment usent de faulses lettres. » Même peine à Chartres (1355), Coutances (1375); dénonciation au synode à Bayeux (1317). H. Silvestre, *Le problème des faux au Moyen Age*, dans *Le Moyen Age*, 1960, p. 361-370, recherche les causes et propose l'explication de cette littérature intéressée.

[7] Passé le délai d'un an, il y a lieu à dévolution du choix. X III 12 c. un (*Ut nostrum :* Innocent III). Le pape, conformément au concile du Latran, nommait un chancelier à l'archevêque de Gênes.

[1] Phénomène étudié au livre II de cet ouvrage. Les invectives de Pierre de Blois contre l'œuvre de Justinien sont célèbres : « abime insondable, forêt obscure, océan sans bornes ». Émigré, mal pourvu, amer, l'archidiacre de Bath exhale sa plainte dans une lettre à son collègue de Chartres et un appel pathétique à Innocent III. L'official, inventé pour appliquer ce droit diabolique, est une « vipère d'iniquité ». Envahissant, instable, ce nouveau monstre disparaîtra bientôt. « Tous les archidiacres, écrit Pierre à Innocent, en appellent, unanimes, au trône de votre innocence. »

[8] Il s'agit d'un droit romano-canonique : le juge doit connaître aussi bien le *Corpus* justinien et le *Corpus* canonique.

[9] Notre maître Paul Fournier a mis en relief la dernière de ces causes et plusieurs historiens ont confirmé ses vues, notamment F. MICHEL, *Zur Geschichte des geistlischen Gerichtsbarkeit und Verwaltung im Mittelalter*, Trêves, 1953. La réaction vive d'Édouard FOURNIER a ouvert une controverse, qu'il résume, *op. cit.*, p. 151-177. Notre opinion est que les conflits entre évêque et archidiacre ne firent que favoriser l'institution et les projets de l'official, qu'exigeait la transformation de la procédure. Le phénomène général de la naissance du juge unique, amovible, en Occident, au XIII[e] siècle, est signalé par N. HILLING, *Die Offiziale der Bischöfe von Halberstadt im Mittelalter*, *K.A.*, 72, 1911.

Digitized by Google

L'official apparaît au troisième quart du XII[e] siècle dans le nord de la France et en Angleterre [4]. En pays rhénan, Trèves a un official au plus tard en 1221, Cologne en 1252, Constance en 1256 [5]. La première mention pour la Pologne est au concile de Breslau (1248) et les plus anciennes attestations concernent (1255) le diocèse de Cracovie; le concile de Gniezno (1267) devait l'imposer à tous les évêques [6]. Une bulle fameuse d'Innocent IV, *Romana Ecclesia*, fixait en 1246, quelques points de son statut [7].

COMPÉTENCE La fonction propre de l'official est de juger les causes [8]. Toute autre fonction résulte d'un mandat spécial [9]. En le nommant, l'évêque précise l'étendue de sa compétence, qui est territoriale et réelle, car des officialités foraines se sont installées dans des lieux éloignés du palais épiscopal [10] et les auxiliaires concurrents ont, eux aussi, leurs officialités, qui défendent énergiquement leurs frontières [11],

[4] Premières mentions : concile provincial de Westminster (1173); bulles d'Alexandre III (1179) et de Lucius III (1181). Cf. PERROY, 100. Reims (1182), Le Mans (1191), Amiens (1196), Sens et Troyes (1200), Paris (1204), Arras (1206), Laon (1209), Lyon (1214). Dans le premier quart du XIII[e] siècle, presque tous les diocèses d'Angleterre et de France Nord et Centre. Parmi les travaux modernes, citons Odile GRANDMOTTET, *Les officialités de Reims*, dans *Bull. d'informat. de l'Institut des textes*, n° 4, 1955, p. 77-106; F. S. HOCKADAY, *The Consistory Court of the Diocese of Gloucester*, dans *Transactions of Bristol and Gloucester Archeological Society*, vol. XLVI, 1924, p. 195-287; A. L. BROWNE, *Medieval Officials Principal of Rochester*, dans *Archaeol. Cantiana*, vol. XLIII, 1941, p. 219-261; Brian L. WOODCOCK, *Medieval Ecclesiastical Courts in the Diocese of Canterbury*, Oxford University Press, 1952.

[5] Pour Trèves : F. MICHEL, *op. cit.*; pour Cologne, F. GESSCHER, *Das Offizialat der Erzbischöfe von Köln im XIII. Jahr.*, dans *Ann. der hist. Verfassung der Niederrhein*, t. CXV, 1929; pour Constance, Th. GOTTLOB, *Die Offiziale des Bistums Konstanz im Mittelalter*, Limburg, 1951. Liège, Strasbourg eurent dès la première moitié du XIII[e] siècle leur officialité. Voyez encore pour Spire, O. RIEDNER, *Das Speierer Offizialatsgericht im 13. Jahr.*, 1907; pour Hildesheim, G. SCHRADER, *Die bischöfliche Offiziale Hildesheims und ihre Urkunden in später Mittelalter*, 1300-1600; pour Utrecht, J. G. JOOSTING et S. MULLER, *Bronnen voor de Geschiedenis der Kerkelijke Rechtspraak in Het Bisdom Utrecht...*, La Haye, 1910 (qui contient des documents; l'official de l'évêque est mentionné en 1299; pour la première fois, un official forain en 1309).

[6] A. VETULANI, *Les origines des officialités épiscopales en Pologne*, dans *Bull. de l'Acad. pol. des Sciences et des lettres*, 1933. Le légat Pantaléon, Français, ancien élève de l'Université de Paris, agent d'un pape qui venait de publier une bulle célèbre sur les officiaux, fut l'introducteur; le légat Guido acheva la diffusion.

[7] Texte intégral dans *Z.S.S., K.A.*, 1942, p. 156-182. — Chaque officialité avait son règlement intérieur. F. GESCHER a publié le plus ancien que l'on connaisse pour Cologne : *Das älteste Kölnische Offizialatstatut*, 1306-1331, dans *Z.S.S., K.A.*, 45, 1925, p. 475-485 : 14 articles concernant les offices (audienciers, avocats, notaires et procureurs, gardiens des reliques, official).

[8] Statistiques dans WOODCOCK, *op. cit.*, p. 79-89 : Grande instance, les cours de Canterbury jugèrent en 1292-1294, 62 causes matrimoniales; en 1373 et 1374, 39 et 31 causes; beaucoup de causes de diffamation; peu d'usure (3 en 1373, 3 en 1374). (Un quart des affaires concernent le parjure en 1373 et 1374.) Dans beaucoup d'officialités, un auditeur des causes pies surveille l'exécution des testaments et tranche les difficultés qui sont nombreuses et souvent âpres.

[9] Sauf si les fonctions administratives et judiciaires sont réunies, comme dans les diocèses italiens. L'official a rapidement étendu sa juridiction gracieuse, notamment dans la France du Nord et du Centre, par l'enregistrement des contrats. Ce qui lui procure un droit de sceau et une fréquente promesse de soumettre à l'officialité les contestations survenantes. Les justices laïques ont réagi dans la seconde moitié du XIII[e] siècle.

[10] Exemple : Guérande, au diocèse de Nantes. — Cf. J. COUDERT, *Le mariage dans le diocèse de Toul*, dans *Annales de l'Est*, 1952, p. 64-65.

[11] Le chapitre comme l'archidiacre. A Toul, par exemple, l'official de l'évêque avait perdu presque toute compétence devant les officiaux du chapitre et du grand archidiacre (COUDERT, p. 64). Nous rencontrerons au chapitre II des empiètements d'officialités mineures.

Digitized by Google

encore que l'évêque se soit efforcé de faire le partage [13]. Lui-même juge par l'official, si bien que les appels seront portés devant le métropolitain [13].

Bien qu'ils fussent choisis par l'évêque, les officiaux ont, naturellement, tendu à élargir leur compétence : Alexandre IV dut rappeler que leur mandat général ne les autorise point à enquêter, corriger, punir, opérer transfert ou retrait de bénéfice [14]. Boniface VIII ajoute : nulle concession [15].

Ainsi, se déterminait, par l'œuvre de la pratique et de la doctrine, un statut de l'official qui le constituait *judex ordinarius* [16]. Il était le mandataire de l'évêque, lié par sa mission précise et par le droit commun, révocable *ad nutum episcopi*. Cette détermination des pouvoirs et cette faculté de rupture préservaient le chef de tout empiètement, de toute crainte d'infidélité.

§ 3. — Le vicaire général.

ORIGINES

De tout temps, l'évêque provisoirement éloigné de son diocèse a choisi pour expédier les affaires courantes un homme de confiance. Alors que les interruptions devenaient plus fréquentes — départ pour la croisade, pour la cour pontificale, pour le service du prince — le droit romain offrit l'exemple du *procurator absentis* [1]. Comme chez les Romains, la mission, de provisoire, devint permanente [2].

ATTRIBUTIONS

Le mandat général de l'évêque est interprété selon ses intentions [3]. Il comporte, normalement, l'administration ordinaire. Bernard de Parme la définit et limite selon le *Digeste :* tous les actes sont permis qui ne compromettent point l'intégrité du patrimoine

[13] A Constance, le chapitre voudrait qu'on prît dans son sein l'official, qui peut avoir à le juger : l'évêque Nicolas jura, en 1334, d'observer cette volonté capitulaire qui, en fait, demeura lettre morte. (GOTTLOB, *op. cit.*, p. 43-44.)

[14] VI I 4 2 *(Non putamus)*, II 15 3 *(Romana ecclesia)*.

[15] VI I 13 2 *(Licet in officialem)*.

[16] VI I 13 3 *(Cum in generali)*.

[16] La nature juridique de son pouvoir sera étudiée dans notre *Histoire du droit*... Notons seulement que la délégation rendue indispensable par la surabondance des affaires, les absences de l'évêque, la complication de la procédure, a été de grand usage, depuis la fin du XII[e] siècle. GOTTLOB, *op. cit.*, p. 12-17, montre fort bien son effacement à Constance, vers le milieu du XIII[e] siècle. L'official est un fonctionnaire amovible. Rappelons qu'il a son sceau.

[1] *Procurator generalis :* X III 5 25 (*Dilecto filio :* Innocent III). En France, en Italie, au Danemark, Innocent veut un *Procurator* quand l'évêque est empêché, le plus souvent, il le nomme.

[2] L'ouvrage du chanoine Éd. FOURNIER, *Les origines du vicaire général*, Paris, 1922, a suscité des discussions que l'auteur a résumées dans *L'origine*..., p. 171 et suiv. Nous avons adopté sa thèse, avec quelques-unes des réserves formulées par Paul Fournier. — Même adhésion dans un important compte-rendu de F. GESSCHER, dans *Z.S.S., K.A.*, 1928, p. 611-635. Contradiction sommaire de P. SOUARN, *De origine vicarii generalis*, dans *Jus pontificium*, 1938, p. 90-100. Nous n'avons pu lire la dissertation d'A. GUTTSCHER, *Die Generalvikare des Erzbistums von Köln bis zur Ausgang des Mittelalters*, Cologne, 1931. La mission ne devint partout permanente qu'au XIV[e] siècle. On trouve alors la formule : *nobis presentibus et absentibus*.

[3] X I 38 9 (*Petitio :* Honorius III) : l'évêque de Modène partant en Livonie, a institué deux chanoines vicaires généraux : ... *vos vicarios suos et procuratores constituerit generales, vobis volentibus agere contra detentores bonorum episcopi Mutinensis vel contra illum agentibus respondere, frequenter opponitur, quod hoc facere non potestis, pro eo, quod in instrumento vicariae sive procurationis huiusmodi non exprimitur, quod episcopus ipse constituerit vos syndicos vel actores... Nos igitur ex tenore ipsius instrumenti liquido*

Digitized by Google

et de l'organisation générale du diocèse, ce qui exclut la transaction, l'aliénation des biens non périssables [4]. Si deux vicaires généraux sont nommés, on sera tenté de leur appliquer la règle des cotuteurs. Cependant, Bernard subordonne leur liberté individuelle d'action à une nomination *in solidum* [5]. Il se peut que l'évêque ait autorisé tacitement l'action et la défense en justice [6] et même qu'il ait confié au vicaire son tribunal [7]. Un mandat spécial est requis pour la collation des bénéfices réservés à l'évêque [8], pour l'exercice de la justice criminelle, la délivrance des dimissoires, la visite du diocèse. La liste des concessions de pouvoir n'est point limitée. Celle des pouvoirs normaux, grâce à sa détermination romaine, fait du vicaire général, lui aussi, un *judex quasi ordinarius* [9].

Comme l'official, le vicaire général est représentant de l'évêque et, s'il est autorisé à rendre la justice, l'appel sera porté au métropolitain [10]. Son lien est si étroit avec son chef qu'il est rompu dès l'instant où le siège épiscopal est vacant, par mort, renonciation ou déposition de l'occupant [11]. Aussi naturellement, il est rompu par la volonté de l'évêque : solide garantie d'exactitude et de zèle.

§ 4. — Les suppléants.

ARCHIPRÊTRE

Une série de textes, dans la collectio *Lipsiensis*, fixe le statut classique de l'archiprêtre urbain [1]. Il est comme le curé des curés de la ville [2] et l'auxiliaire de l'évêque dans ses fonctions liturgiques, il contrôle l'exécution de ses commandements [3]. Son rôle grandit quand l'évêque vient à manquer : alors, il célèbre la messe pontificale, dit la collecte, bénit les fonts, oint les malades, impose les pénitences [4].

cognoscentes, quod intentio fuerit ipsius episcopi dare vobis agendi et respondendi pro ipso episcopo liberam potestatem, exceptionem huiusmodi penitus reprobamus.

On trouvera des actes de nomination de vicaires généraux dans les pièces justificatives d'É. FOURNIER et dans JOOSTING et MULLER, *op. cit.*, p. 269-271.

[4] La Glose ordinaire, sur le mot *Generales*, invoque le Digeste.

[5] Toute la discussion repose sur des textes de droit romain.

[6] C'est le cas de l'évêque de Modène.

[7] Cas, nous l'avons vu, des petits diocèses.

[8] VI I 13 3 (*Quum in generali :* Boniface VIII).

[9] SIGMÜLLER, t. I, p. 471.

[10] VI I 4 2.

[11] SIGMÜLLER, t. I, p. 472.

[1] XXXIII c. 6-8, reproduits dans la *Compilatio* I[a], I 16 c. 1-3 et dans X I 24 : *De officio archipresbyteri*, c. 1-3.

[2] X I 24 1 *(Ut archipresbyter) : ... Super omnes presbyteros... curam agere animarum.*

[3] X I 24 2 *(Ministerium).*

[4] *Ibid.*, c. 3 : *Officium archipresbyteri de urbe constat, quando ibi praesul defuerit, vice eius officium inchoare, benedictiones presbyterales in ecclesia dare, missam, quando voluerit, cantare, vel cui de sacerdotibus iusserit. Quando vero episcopus missam canit, debet praecipere sacerdotibus, ut induant se vestibus sacris, et qualiter ad missam procedant. Debet enim praecipere custodi ecclesiae, ut in sacrario eucharistia Christi propter infirmos non desit. Debet infirmis providere, et providendo praecipere sacerdotibus, ne forte sine confessione, vel confirmatione corporis et sanguinis Domini nostri Jesu Christi moriantur; confessiones... peccatorum eorum, qui a foris veniunt, recipere cum omnibus sacerdotibus, et exinde per provisionem pontificis magnam debet illis adhibere curam. Ad Christianos quoque faciendos, et baptizandos infantes, et ad succurrendum, omnia a sacerdotibus per iussionem illius fiant.*

Digitized by Google

COADJUTEUR

Quand un évêque est empêché par l'âge, la maladie ou quelque autre obstacle, de remplir ses fonctions, la tradition de l'Église est de ne le point contraindre à quitter son siège. Grégoire le Grand, répétant cette règle conforme à la justice et à la charité, exigeait l'assistance d'un *dispensator*[5], Zacharie, d'un *coadjutor* avec succession[6]. Telle fut la règle, à l'âge classique. Innocent III l'appliqua à un évêque d'Orange, hors d'état de remplir ses fonctions : le métropolitain d'Arles supplié par les autorités civiles, n'ayant pu obtenir une démission, devra lui choisir un coadjuteur[7]. Avec autant de sagesse que de délicatesse, Boniface VIII fit un règlement précis : la nomination d'un coadjuteur est une cause majeure. Cependant, pour le bien général, l'évêque qui se sentirait définitivement empêché d'administrer son diocèse peut, avec le consentement des deux tiers de son chapitre, prendre un ou deux coadjuteurs que le Saint-Siège autorisera; le chapitre seul choisira, si l'évêque a perdu l'esprit; s'il le garde assez ferme pour résister, le Saint-Siège sera saisi. Pour l'entretien du coadjuteur, on prélèvera le nécessaire sur les revenus et même sur le capital du diocèse, et compte sera rendu au prélat lucide, au chapitre et plus tard, au successeur[8].

Nous connaissons les personnalités que l'on peut rencontrer dans un évêché de l'âge classique. Ils ne forment pas un corps ou, si l'on veut, un état-major uniforme et homogène : chaque curie a son originalité. Official et vicaire général ne sont point dans tous les diocèses, les deux offices peuvent être cumulés, le statut local a toujours ses particularités. Écartons l'image abstraite d'une curie épiscopale. Tout au plus pouvons-nous espérer que de nombreuses monographies permettront d'établir une typologie où la géographie et l'histoire offriront les clés d'une explication rationnelle[9].

CONCLUSION.

Le pouvoir de l'évêque ne s'est point accru pendant l'âge classique, mais son gouvernement s'est précisé : justice, fiscalité, nomination aux bénéfices; sa fortune s'est consolidée, ses prestiges se sont comme étalés.

Cependant, son indépendance a décliné. Il est choisi et surveillé par des puissances supérieures, le pape, le prince. Le phénomène général de la centralisation, qui l'a fortifié dans son diocèse, l'affaiblit dans l'Église et dans l'État, où il tend à devenir un pur rouage[10].

[5] C. 7 q. 1 c. 1-3.

[6] *Ibid.* C. 17 *(Petisti)* : lettre du pape Zacharie (748) où il refuse la démission de Boniface et définit les cas et les conditions de la coadjutorerie avec succession future.

[7] X III 6 5 *(Ex parte tua)*.

[8] VI III 5 c. un (*Pastoralis* : Boniface VIII).

[9] Leur variété est plus grande que nous n'avons pu le faire présumer. Voyez, par exemple, A. Blaiser, *Officiers de l'évêque et des couvents du diocèse de Lausanne* (au Moyen Age), Lausanne, 1960.

[10] Depuis la conversion de Clovis, et surtout depuis Charlemagne, les évêques sont des auxiliaires du prince, dans leur diocèse ou à la cour. Sous les Capétiens, le pouvoir royal reconstitué, ils deviennent de véritables fonctionnaires.

Digitized by Google

Le progrès de l'âge classique est d'ordre technique. Aux anciens auxiliaires de l'évêque se sont ajoutés, formant contre-poids, des serviteurs qu'il choisit pour leur science et leur fidélité. Aux anciennes pratiques de la Curie se substituent une administration et une justice méthodiquement réglées.

Tout ce gouvernement central a ses bureaux dans la ville épiscopale, son assise et sa raison d'être dans la circonscription du diocèse. Des dizaines ou des centaines de paroisses, en très grande majorité rurales, sont sous sa dépendance. Il convient d'étudier leur gouvernement.

Digitized by Google

CHAPITRE II

LA COMMUNAUTÉ PAROISSIALE

Ce petit carreau, habité par quelques dizaines ou quelques centaines de chrétiens, imite la complexité du diocèse. Il a son chef, entouré d'auxiliaires, son peuple et ses corps, enclins à l'autonomie. L'émulation et les rivalités qui règnent autour des cathédrales, chaque village les a vues autour de son église : elles sont la peine et la joie collectives de sa solitude. Dans les villes aussi, le partage s'est fait au début de l'âge classique et, si d'autres tumultes distraient les habitants, les affaires paroissiales ont à la fois une régularité et, par moments, un tour passionné qui leur valent relief dans la chronique et dans le droit [1].

Notre attention se portera successivement sur toutes les personnes physiques et morales que nous venons d'évoquer : le chef hiérarchique et le peuple fidèle, les corps ambigus et les auxiliaires sûrs.

SECTION I. — LE CHEF.

Le prêtre chargé de l'administration d'une paroisse mériterait toujours le titre de recteur, de pasteur [1] : c'est le terme par lequel nous le désignerons. Cependant, il y a plusieurs catégories de recteurs. Tous ont les mêmes devoirs. Tous disposent des mêmes éléments de puissance, sous des formes et avec des proportions inégales. Leur vie quotidienne offre aussi des traits uniformes et des variables. Représentons-nous les catégories juridiques de paroisses,

[1] Le *Corpus* contient peu de textes concernant la paroisse : quelques canons dispersés au *Décret*, un titre de cinq capitules dans X III 29, de *parochiis et alienis parochianis*. Exposé du statut juridique dans HINSCHIUS, t. II, p. 261-284. Pour l'âge classique : FEINE, p. 355-377 (bibliographie générale, régionale et urbaine, p. 364-366 et p. 376-377). L'une des meilleures études locales est celle que L. PFLEGER a donnée pour l'Alsace en cinq forts articles de l'*Archiv fur elsässische Kirchengeschichte*, de 1929 à 1934. Voyez aussi J. LARNER, *Introduction à l'histoire paroissiale du diocèse de Malines*, Bruxelles, 1924; L. NANNI, *La parrochia studiata nei documenti lucchesi dei sec. VIII-XIII*, Rome, 1948. Nous utiliserons les inédits d'ADAM et de DELSALLE, déjà cités.

[1] *Parochus*, *plebanus*, *persona*, *curatus*, *rector ecclesiae*, *pastor*, *curio* : SÄGMÜLLER, t. I, p. 480 donne référence à toutes ces dénominations dans le *Corpus*. STUTZ a étudié la terminologie dans la *Realenzyklopädie*... et dans plusieurs articles.

Nous avons préféré aux termes restreints, comme *plebanus*, ou trop larges, comme *persona*, un terme qui s'applique à tous les clercs (y compris les vicaires perpétuels), chargés du gouvernement d'une paroisse, comme le recteur d'un hôpital, de l'Université est chargé de gouverner son établissement. Il arrive que le *rector* ne soit pas encore prêtre (exemple dans ANDRIEU-GUITRANCOURT, *op. cit.*, p. 329); qu'une paroisse ait des *concurati* (synode de Londres 1237, et cf. chanoine COOLEN dans *Bulletin de la Sté des Antiquaires de la Morinie*, 1947). Les curés d'une ville sont parfois associés dans une confrérie (exemple : SCHNEIDER, p. 28).

Digitized by Google

les obligations communes des recteurs, les sources de leur crédit, leurs véritables conditions de vie [1].

§ 1. — Les catégories.

Si les paroisses étaient simplement sous la dépendance de l'évêque, le curé serait toujours un bénéficier, soumis au droit commun du bénéfice. Un régime de droit public, d'administration hiérarchique se serait partout établi, comme dans les premiers siècles ou de nos jours. L'évêque eût nommé avec une liberté entière des recteurs qui eussent joui sans réserve des fruits de leur bénéfice, régissant une communauté de fidèles égaux en droits et en devoirs. Assez peu nombreuses sont, en réalité, les églises de ce type purement canonique [1].

Dès l'Antiquité, les grands propriétaires, les communautés d'habitants, les monastères, les chapitres ont bâti ou acheté des églises et ces autorités particulières ou communautaires partagent avec l'Ordinaire, qui lui-même est entré dans leur jeu, la maîtrise des paroisses [2].

La plus commune des institutions est le patronage, ecclésiastique ou laïc, qui comporte droit de présentation du recteur et droits honorifiques [3]. Dans

[1] Nous avons décrit, dans le précédent volume (1959), p. 204-205, le développement des paroisses à l'âge classique et mentionné notamment la riche série d'articles de H. F. Schmid dans *Z.S.S., K.A.*, 1926-1931. Depuis lors, nous avons lu A. M. Burg, sur la géographie du diocèse de Strasbourg, *A.E.A.*, 1947-1948, p. 62-172; A. Cohausz, sur la circonscription paroissiale du diocèse de Paderborn; nous ne connaissons l'étude de P. Szafran sur le développement des paroisses dans l'archidiaconé de Lublin au Moyen Age que par la *R.H.E.*, 1961, p. 778 et dans le diocèse de Lübeck, par *R.H.E.*, 1951, p. 841. Abondance de paroisses; quelque inégalité : Londres, pour environ 30.000 habitants, avait cent paroisses; Norwich, une quarantaine pour 10.000 habitants, tandis que Lille, de population égale, n'en avait que 5. La France du XIII[e] siècle (2/3 de la France actuelle) comptait 32.000 paroisses; l'Angleterre, de 8 à 10.000. Cf. É. Perroy, p. 37. En Espagne, les limites ont grande importance pendant la reconquête. Cf. Ignatius Burnes, *The Parish as a Frontier Institution in thirteenth Century Valencia*, dans *Speculum*, 1962, p. 244-251.

[1] Des statistiques peuvent être établies, grâce aux pouillés et aux registres épiscopaux : les proportions diffèrent beaucoup selon les diocèses et elles offrent un chapitre intéressant à la géographie religieuse.

Sur la vie paroissiale : F. A. Gasquet, *Parish Life in Medieval England*, Londres, 1906; A. R. Powys, *The english parish Church*, Londres, 1930; P. D. Thompson, *Parish and parish Church*, Édimbourg, 1948; F. Grass, *Pfarrei und Gemeinde Spiegel der Weistümer Tyrols*, Innsbruck, 1950; P. Sambin, *Studi di storia ecclesiastica medioevale*, Venise, 1954.

[2] Problème de l'église privée, si profondément étudié par Stutz et son école. Voyez cette *Histoire de l'Église*, t. VII, p. 273-292. R. R. Post étudie les rapports entre églises privées et pouvoir épiscopal dans le diocèse d'Utrecht jusqu'au XIII[e] siècle dans l'ouvrage (en hollandais) paru à Leipzig en 1928. Cf. *Z.S.S., K.A.*, 1930, p. 735-738. Madeleine Dillay, *Le régime de l'église privée dans l'Anjou, le Maine, la Touraine...*, dans *R.H.D.*, 1925, p. 253-294.

[3] Hinschius, t. II, p. 618 et suiv.; t. III, p. 6 et suiv.; Sägmüller, t. I, p. 355-377 (bibliographie abondante, à quoi on peut ajouter pour l'Allemagne J. Schlenz, *Die Kirchenpatronat in Böhmen*, Prague, 1928; A. Friese, *Die Vikarien St. Thomas und St. Martin...*, dans *Z.S.S.*, 1953, p. 228-273, (qui nous montre en exercice les droits et devoirs du patron); pour la France, un article de G. Mollat, dans *R.H.E.*, 1937, p. 454-484 et le compte-rendu d'une communication de M. Baudot, *Observations sur le patronage des églises dans les pays de l'Ouest*, dans *R.H.D.*, 1952, p. 281-282, où l'on voit la grande variété de la répartition des patronages entre laïcs, évêques, chapitres et abbayes. Nous n'avons pu lire une thèse de R. Donaldson sur *Le patronage dans le diocèse de Durham*, présentée à l'Université d'Édimbourg en 1955. Pour Salisbury, Kathleen Edwards, *The Registers of Roger Martival, Bishop of Salisbury (1315-1330)*, t. I : *The Register of Presentations and institutions to Benefices*, Oxford, 1959-60.

Digitized by Google

les campagnes, ce système continue d'assurer la domination du grand propriétaire : l'église paroissiale demeure une de ses citadelles [4].

Cependant, beaucoup de communautés rurales, dans le Nord et le Centre de l'Italie, pourvoient à l'entretien et à l'administration de leur église et souvent choisissent leur clergé [5].

Des églises sont concédées aux monastères qui absorbent le bénéfice, non seulement les revenus, *temporalia*, mais parfois *(incorporatio pleno jure)* [6], les *spiritualia*, voire tous les droits de juridiction [7].

Enfin, certaines églises appartiennent à des confréries, à des familles, particulièrement dans les villes italiennes [8].

§ 2. — Les obligations communes.

GOUVERNEMENT SPIRITUEL

La charge du curé est spirituelle : conduire une communauté vers le royaume de Dieu [1]. Ce qui comporte service du culte et administration des sacrements, instruction et éducation des fidèles, contrôle et discipline de la communauté.

Garantir la régularité de la messe dominicale et des messes prévues par

Le titre *De jure patronatus* (X III 38 : 31 chap.; VI III 19 : chap. un) concerne la plupart des dispositions relatives au patronage des paroisses, qui peut appartenir à un clerc, à un chapitre, à un monastère ou à un laïc (F. U. APELT, *Die rechtl. Unterschiede des geistl. und des Laienpatronats in Kan. Reicht*, 1906), se complique par la pluralité de patronages sur une même église. Il s'acquiert par construction d'une église (X III 38 25), non par privilège épiscopal (VI III 9 2) et se transmet par succession, donation (X III 38 13), échange autorisé par l'Ordinaire, avec un autre patronage personnel, non par vente (X III 38 c. 6, 7, 13, 16). La présentation est l'objet de dispositions nombreuses (détails et références dans SÄGMÜLLER, t. I, p. 370-374).

Sur la nature du droit de patronage, voyez *supra*, livre II, ch. 3. Nous reviendrons, dans notre tome II, sur les relations de l'église avec le patron. En Angleterre, la moitié des paroisses sont de patronage laïc pendant tout l'âge classique. En France, variété et variation : à Lyon, le patronage laïc, dominant au XII[e] siècle, a presque disparu au début du XIII[e] siècle. Le patronage laïc est souvent partagé dans l'héritage.

[4] Comme FEINE, p. 351, nous pensons qu'entre propriétaire privé et patron, la différence, en bien des cas, fut surtout juridique. Le patron exerce sur les lieux une autorité de fait, qu'aucune loi générale, encore moins le changement de titre, ne saurait empêcher. Sur le passage de l'église privée au patronage en Catalogne et Aragon, voyez J. VINCKE, in *Studia gregoriana*, III, p. 1948, p. 451-461.

[5] H. F. SCHMID, *Gemeinschafts-Kirchen in Italien und Dalmatien*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1960, p. 8 et suiv. Parfois la population entière, parfois une partie où dominent les notables, prend charge de l'église et de son personnel.

Je n'ai pu lire P. BERTOLLA, *Il giuspatronato popolare nell' arcidiocesi di Udine*, dans les *Atti* de l'Académie d'Udine, 1957-1960, 7[e] série.

[6] FEINE, p. 359; J. ALHAUS, *Geistliches Patronat und Inkorporation in der Diözese Hildesheim im Mittelalter*, Fribourg-en-Brisgau, 1928; A. SCHARNAGL, *Die Inkorporation...*, Eichstatt, 1936; D. LINDNER, *Die Lehre von der Inkorporation in ihrer geschichtl. Entwicklung*, Munich, 1951.

[7] L'expression *plenissimo jure* apparaît au XVI[e] siècle; la réalité est antérieure (FEINE, p. 363).

[8] Églises de confréries, comme Saint-Nicolas de Bari; paroisses gentilices, à Venise et à Gênes; églises héréditaires en Dalmatie; *staurite* qui groupent à Naples, un certain nombre de familles nobles, assurant en commun l'entretien et l'administration d'une ou plusieurs chapelles (SCHMID, p. 32-47). Les chapelles de confréries ne sont pas, communément, des paroisses, ni les chapelles des hôpitaux, en possession cependant de certains droits paroissiaux (baptême, sépulture, etc.) qui ont suscité maintes difficultés entre aumôniers et recteurs des paroisses. Cf. J. IMBERT, p. 93 et 94.

[1] Supposée par C. 9 q. 2 c. 4 et X III 29 2.

Digitized by Google

les statuts synodaux ou les fondateurs privés [2], baptiser, confesser, communier, extrémiser les fidèles du territoire qui lui est attribué [3]; conserver les saintes espèces, organiser les cérémonies [4] : tels sont les soins fondamentaux que lui impose son office.

Peu de textes visent la prédication, encore moins l'instruction des enfants [5]. Plusieurs obligent le curé à enseigner aux parents la manière de baptiser pour qu'ils opèrent en cas de nécessité [6].

Aucune obligation de visite régulière, dans ces petites communautés où le contact est quotidien. Seule est prescrite la visite des malades, en vue de les réconforter et, dans les cas graves, de les préparer à mourir [7]. Le curé contrôle la soumission des paroissiens aux lois de Dieu et de l'Église. Il surveille l'exécution des devoirs périodiques [8], il rappelle aux testateurs l'urgence du legs pieux [9], il dénonce à l'évêque les pécheurs publics [10].

Ministre du culte, intermédiaire entre Dieu et les hommes, le curé est aussi mainteneur de l'ordre social et serviteur bienveillant de tous les paroissiens. Il doit offrir sa médiation dans les discordes familiales ou civiles, s'opposer à tous agresseurs [11]. Il est le scribe communal, le pourvoyeur des pauvres et parfois l'officier de santé.

RÉSIDENCE L'accomplissement de ces fonctions supposait la résidence, obligation de tous les bénéficiers, plus particulièrement de ceux dont l'office est constant [12]. Le droit commun

[2] Statut de Bourges 1368 c. 61 (MARTÈNE, *Thesaurus*, t. IV, p. 637).

[3] Les statuts synodaux l'instruisent de la conduite à tenir.

[4] Prescriptions sur le renouvellement hebdomadaire des saintes espèces : concile de Lavaur, 1368, c. 85 (MANSI, t. XXVI, col. 521).

[5] Prédication : les statuts de Tournai (1366) ordonnent l'explication des articles de foi, avec une intention morale : si le curé en est incapable, il appellera un suppléant.

Catéchisme : Statut de Carcassonne, (1342) B.N Lat. 1613, fol. 79 recto, allégué par ADAM, p. 203.

En fait, la prédication était rare, et aussi le catéchisme à cause, surtout, de la faible instruction du clergé lui-même! Cette carence est une des causes du succès des ordres mendiants.

[6] Statut de Cahors (vers 1315) c. 6 (MARTÈNE, *Thesaurus*, t. IV, p. 931).

[7] Statut de Nantes (1320) c. 24 (MARTÈNE, *Thesaurus*, t. IV, col. 958).

[8] Il doit fournir la liste de ceux qui ont négligé les devoirs de confession et communion. Concile de Béziers (1351) c. 12; Statut de Cahors, c. 15; d'Avignon (1341), c. 11 (MARTÈNE, *Thesaurus*, t. IV, col. 566 et 704).

[9] L'abbé Adam a relevé, p. 204, de nombreuses dispositions dans les conciles locaux et les statuts synodaux : un concile d'Avignon (1326) exige la présence du curé (c. 20) et porte de graves peines contre les fidèles qui ne l'appellent point (c. 7). Mesures analogues dans les conciles de Béziers (1351), c. 10 et de Lavaur (1368) c. 62. Les statuts synodaux de Carcassonne, vers 1315, excommunient le notaire qui aurait pris la place du curé. Un des buts de la présence du curé est d'obtenir la restitution des biens mal acquis (statuts de Bayeux; de Cahors, c. 21). Mais le principal but était d'assurer les legs pieux. Plusieurs statuts prennent des précautions contre les abus du curé.

[10] Hérésie, sorcellerie, blasphème, magie (ADAM, *op. cit.*, p. 208).

[11] Statuts de Saint-Malo (1350) : ... *parentes filios et conjuges invicem discordantes studeant ad concordiam revocare.* Statuts de Tournai (1306) : ... *diligenter investigent omnes controversias et discordias quae sunt in parrochiis suis et amicabili compositione amicorum utriusque partis irae, rixae, odia, seditiones et injuriae manifestae, cooperatione S. Spiritus gratiae de cordibus fidelium expellentur.* (DELSALLE, *op. cit.*, p. 225-227.)

[12] Conciles et synodes ne cessent de rappeler ce devoir de résidence personnelle et de menacer les contrevenants de censure, saisie des revenus et même privation du bénéfice (ADAM, *op. cit.*, p. 202).

Digitized by Google

n'autorise que les absences brèves et justifiées et il exige que le remplacement soit assuré [13]. En somme, la principale occasion de voyage est le synode diocésain [14].

TAXES

Toutes les puissances dont dépend la paroisse exigent du curé des taxes. La papauté, nous le savons, prélève les annates, impose des décimes, des subsides caritatifs, met au compte des paroisses les dépenses des légats [15] : charges d'autant plus lourdes que la levée est souvent faite sans délicatesse et que l'emploi des fonds reste obscur [16].

Beaucoup moins onéreux sont les versements annuels à l'évêque [17]; rares, les taxes occasionnelles dont Guillaume Durand le Jeune craint la démesure [18]; excessives, les procurations de visite [19].

Comme les impôts ecclésiastiques, les impôts princiers ou municipaux pèsent, en fin de compte, sur le recteur.

§ 3. — Les éléments de la puissance.

Tous les éléments de la puissance, on les retrouve nécessairement dans le chef de la paroisse, avec quelques différences qui tiennent aux régimes que nous avons distingués.

AUTORITÉ

Son autorité est essentiellement directive et morale. Il n'est point législateur ni juge [1]. Peut-il porter des censures? Une lettre d'Alexandre III semblait le supposer [2]. Le *plebanus* à qui est reconnu le droit d'infliger l'excommunication et l'interdit est, pour Raymond de Pennafort, le curé; pour Bernard de Parme, le prélat d'une collégiale; la plupart des canonistes excluent le simple recteur d'une paroisse [3].

[13] Statut de Noyon, vers 1304; Tulle (1328); Avignon (1337); Rodez (1341); Bordeaux (1351-60); Coutances (1372).

[14] Il y a des excuses légitimes, comme les études (et, alors, un remplaçant est prévu); des empêchements illicites, nous le verrons au livre VI, comme le cumul; les statuts synodaux recommandent d'éviter les dérangements comme les citations en justice éloignée (Chartres, 1325).

[15] LAENEN, p. 216-245; PFLEGER, *Archiv...*, 1934; ADAM, p. 70-75.

[16] Statut d'Avignon (1326) c. 56.

[17] *Cathedraticum*, *synodaticum*, quart des dîmes et oblations.

[18] *Tractatus*, éd. FAURE, p. 142.

[19] Décrétales, conciles attestent cet abus.

[1] SÄGMÜLLER, t. I, p. 48 et suiv. L'évêque pouvait lui attribuer compétence : le synode de Cambrai (1316) révoque cette concession, en toute cause matrimoniale : *revocamus omnes commissiones... et presbyteris curatis... a nobis concessas cognoscendi de causis matrimonialibus et sponsalia et matrimonia tangentibus quoquo modo.*

[2] X I 31 3 *(Cum ab ecclesiarum)*.

[3] R. DE PENNAFORT, *Summa juris*, II, *De min. can...*, p. 51. BERNARD DE PARME : *qui est electus a collegio sive universitate.* Voyez les distinctions d'HOSTIENSIS, *Summa, de sententia excommunicationis*, n. 5. Les statuts synodaux de Jean de Flandre (1288) ordonnent au curé d'excommunier les quêteurs et vendeurs de lettres d'indulgences qui agissent sans son assentiment et les Mendiants qui célèbrent la messe en lieux fréquentés pour obtenir des

Digitized by Google

RICHESSE

Bénéficier, le recteur jouira du patrimoine affecté à sa fonction. Ses revenus ont quatre sources : son bénéfice, la dîme territoriale, les droits d'étole, les libéralités.

La dot, constituée obligatoirement à toute église au moment de sa fondation, est destinée à l'entretien du recteur : papes et évêques ont eu maintes fois l'occasion de le rappeler [4].

Instituée pour l'entretien de la paroisse [5], nous savons que la dîme avait été presque partout détournée de sa destination et que les restitutions de l'époque grégorienne se firent surtout au profit des monastères : le rappel des principes par la Papauté limita faiblement la spoliation des paroisses [6]. Les évêques prétendaient se réserver les novales [7]. La résistance des paroissiens rendait la perception difficile [8].

Certaines fonctions procuraient aux pasteurs des cadeaux qui finirent par se transformer en taxes coutumières [9]. Le quatrième concile du Latran, tout en condamnant comme simoniaques les extorsions commises à l'occasion des sacrements et sacramentaux, approuve les offrandes, *jura stolae* déposées à l'occasion des mariages ou des funérailles, et les impose comme louables coutumes [10]. Des statuts synodaux arrêtent les tarifs.

En bien des lieux, le décès des paroissiens était la principale aubaine du curé, qui recevait non seulement la portion canonique, mais encore quelques objets de la succession [11]. Ces perceptions donnaient lieu à des marchandages et à des indélicatesses, que condamnent les statuts synodaux [12]. Des réformateurs protestent contre les abus, contre le principe même : la plupart des évêques et même des critiques reconnaissent la nécessité de

aumônes. INGER, p. 531, cite un texte suédois qui note les cinq cas où un recteur de paroisse peut excommunier.

Les docteurs discutent la nature du droit qu'auraient les curés. Il semble qu'il s'agit d'une délégation de l'évêque, seul détenteur de l'aiguillon et qui, de fait, le manie seul, au moins en certains pays. LAENEN, p. 348, relève une excommunication prononcée par recteur de paroisse en 1218 et constate que, dès le XIV[e] siècle, on ne trouve plus en Belgique de pareils actes.

[4] X III 48 3 (*Ad audientiam :* Alexandre III); X III 40 8 (*Cum sicut :* Honorius III).

[5] Les capitulaires réservent la dîme à la paroisse. Quand de nouvelles églises sont construites et acquièrent la prérogative baptismale, l'évêque préside à la révision de la dîmerie.

[6] Aux études de P. VIARD, déjà citées, ajoutez : LAENEN, p. 119-127; PFLEGER, t. III, p. 19-60; ADAM, p. 65-66. — Cath. E. BOYD, *Tithes and Parishes in medieval Italy*, New-York, 1952.

[7] Un tiers ou un quart, réservé au curé, put lui être conservé, au moins en certaines régions. (LAENEN, p. 128; PFLEGER, t. III, p. 20 et suiv.)

[8] Sur les fraudes, voyez, par exemple, les statuts de Bordeaux, de Bourges, le concile de Lavaur (1368). Sur la résistance des autorités civiles, les conciles d'Avignon (1326 et 1385), Lavaur (1368 c. 68, 101), les statuts de Dax (1338). Sur les prédications des religieux relatives à la dîme : concile de Noyon (1344) c. 9.

[9] LAENEN, p. 156; PFLEGER, t. III, p. 91; ADAM, p. 56, 58, 187. Tous les services du curé peuvent donner lieu à oblations : baptême, confession annuelle, communion pascale...

[10] X V 3 42 (*Ad apostolicam*). Cf. *supra*, p. 253.

[11] La paroisse a droit au quart des legs, LAENEN, p. 156 et suiv.; SCHREIBER, dans *Z.S.S., K.A.*, 1943, 191; ADAM, 56, 69. Les statuts synodaux fixent l'assiette et les déductions : ainsi, Cahors, c. 22. Le concile de Lavaur (1368) c. 65 organise le contrôle. En certains lieux, la coutume est de laisser au curé des objets déterminés ou une somme d'argent (ADAM, p. 69; LAENEN, p. 173). P. HAENSEL montre comment le *mortuarium* devint obligatoire en Angleterre : *Deutsche Zeitschrift fur Kirchenrecht*, 1909, p. 388 et suiv.

[12] ADAM, p. 189, cite Carcassonne (1320) et Nantes.

Digitized by Google

rétribuer les services du clergé, qui sans ce juste salaire, manquerait parfois de ressources matérielles [13].

Les libéralités proprement dites dépendaient de la seule générosité des fidèles, qui se manifestait inégalement selon les temps et les lieux [14]. Nous avons moins de traces des dons manuels que des legs pieux, qui, sous forme d'honoraires de messe, accroissaient le revenu du curé [15].

Beaucoup moins assurée est la condition des desservants des églises que possédaient chapitres et monastères. Ces corps puissants restent « curés primitifs » [16]. Ils perçoivent les revenus et recrutent pour le service un prêtre salarié [17]. La part de ce mercenaire, probablement minime dès l'instant de l'adjudication, des établissements monastiques ou canoniaux la réduisent arbitrairement. Contre cette double exploitation, Alexandre III réagit par deux décrétales, qui imposent un salaire assurant l'honnête subsistance [18] et interdisent de le réduire [19]. Malgré ces décisions, que les collections canoniques ont bientôt diffusées, les abus continuent : le quatrième concile du Latran déplore que le tarif s'abaisse parfois jusqu'à un seizième de la dîme, ce qui ne peut attirer que des ignares; désormais, la portion sera vraiment congrue, la charge d'aucune pension ne pourra la diminuer [20].

PRESTIGES Le prestige du curé tient à son caractère sacré, à son rang de chef, à la langue latine qu'il est censé connaître, à son instruction qui en fait le secrétaire municipal [21]. Il porte l'étole et

[13] Art. *Stohlgebühren*, dans *Realenzyklopädie;* V. Fuchs, *Gründe und Wege zur Kirchl. Anerkennung der Stohlgebühren*, dans *Acta Congressus...*, t. III, p. 211-223. — Peu d'indications dans W. A. Ferry, *Stole Fees*, Diss. Washington, 1930.

[14] Adam, p. 67; Laenen, p. 103 et 156; Pfleger, *op. cit.*, fasc. III; W. E. Tate, *The parish Chest*, Cambridge, 1946.

[15] A la bibliographie du livre II, ajoutez Hans Lentze, *Begräbniss und Jahrtag im mittelalterlichen Wien*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1950, p. 328-364 où l'on voit l'abondance des legs aux paroisses : l'indication de mille messes consécutives n'est plus une anomalie. Sur ces fondations, le nombre et le tarif des messes, la typologie des bénéfices d'autel dans Vienne, cf. H. Lentze, *Die Rechtsform der Altarpfünden im mittelalterlichen Wien*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1951, p. 221-307. Ces deux articles ont un intérêt général.

[16] R. A. R. Hartridge, *A history of vicarages in the Middle Ages*, Cambridge, 1930.

[17] La location annuelle de la cure est interdite par Alexandre III au concile de Tours X V 4 3. Les conditions d'engagement du desservant sont variées : le partage des revenus donne lieu à d'innombrables contestations. Il semble que la plupart de ces vicaires sont prêtres.

[18] X III 5 12 *(De monachis) :* l'évêque de Worcester est invité à n'accepter aucune présentation de vicaire faite par un monastère. *Nisi tantum ei de proventibus ecclesiae coram te fuerit assignatum, unde jura episcopalia possit persolvere et congruam atque sufficientem sustentationem habere.* C'est la première mention de *congrua.* Les intérêts du fisc épiscopal ne sont point négligés, mais on peut penser que l'entretien correct du vicaire préoccupe autant le pontife. Sur toute cette histoire, cf. J. Bombiero-Kremenac, *Geschichte und Recht der portio congrua mit besonderer Berücksichtigung Osterreichs*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1921, p. 31-124.

[19] X III 5 10 *(Avaritiae)* aux moines et chanoines du diocèse d'York : ... *si quas portiones vel antiquos reditus clericorum indebite sine consilio vel consensu archiepiscopi vestri... minuere... praesumpsistis, eas ad pristinam integritatem revocetis...*

[20] X III 5 30 *(Extirpandae);* résultat de l'avarice du curé primitif : ... *in his regionibus paene nullus inveniatur sacerdos parochialis, qui ullam vel modicam habeat peritiam literarum.* Il arrive que les vicaires se substituent un sous-traitant : ce qu'interdit Alexandre III, X I 28 4 *(Clericos in presbyteratu) : quum id satis sit absonum et absurdum.* Le vicariat libère l'évêque de soutien pécuniaire à celui qui l'a obtenu. X I 3 27.

[21] En fait, il est le seul lettré du village; pour la masse du peuple, il tient du docteur et du sorcier, du magistrat et du notaire.

Digitized by Google

dans certains diocèses le chapeau [22]. Son mode et son niveau de vie le font parfois distinguer dans le village, encore qu'il ne soit souvent qu'un paysan consacré.

§ 4. — L'existence du recteur.

ORIGINES SOCIALES Le statut commun s'applique à des lieux et des hommes de caractère infiniment varié. Il y a des paroisses riches et d'autres misérables; chaque recteur a ses traits particuliers. Cependant, les évêques, les chroniqueurs nous ont laissé quelque information pour chaque pays [1].

Alexandre III déplore que certain archidiacre, par dispense, concède les églises à des enfants de moins de dix ans et entend que l'administration provisoire en soit confiée à des clercs [2]. Étrange latitude : l'âge de quatorze ans lui paraît d'abord suffisant [3]. Probablement plus tard, il décide que, sauf dispense, le sujet devra être au moins sous-diacre et apte à recevoir bientôt le sacerdoce [4]. Le troisième concile du Latran fixe à vingt-cinq ans l'âge requis [5] et, peu après, le pape rappelle cette exigence [6]. Plus pressant, le quatrième concile du Latran ordonne que l'on ne confie la cure d'âmes qu'à un prêtre suffisamment instruit et particulièrement de l'administration du culte et des sacrements [7]. Réitérant la décision du troisième concile du Latran, le deuxième concile de Lyon destitue ceux qui, dans l'année de la collation, n'auraient point reçu la prêtrise [8].

Toutes les classes sociales ont fourni des sujets. Le seigneur case dans les bénéfices de son patronage ses enfants et ses apparentés; la plupart des recteurs appartiennent à la paysannerie ou à l'artisanat [9].

MODE ET NIVEAU DE VIE Le presbytère est un petit manoir, peu différent des demeures paysannes. En fait, il est souvent une ferme avec ses champs, son bétail, sa basse-cour. Un valet, parfois un clerc (ou plusieurs) et aussi une concubine logent sous le même toit. De rares inventaires nous apprennent la composition très simple du mobilier. Le vicaire perpétuel prend parfois pension chez son « curé primitif », qui lui assure nourriture et gîte ou seulement la nourriture.

Rarement soucieux de se cultiver [10] — comment le ferait-il dans cet

[22] *Statuta antiquissima de Cambrai* (Laenen, p. 350).

[1] Nous l'avons déjà fait remarquer dans notre premier volume.

[2] X I 14 2 *(Ea ratione)*. Ce désordre sévit dans le diocèse de Coventry.

[3] *Ibid.*, c. 3 *(Indecorum) ...quatenus nemini infra annum XIV constituto personatum cujuslibet ecclesiae concedere praesumatis...*

[4] *Ibid.*, c. 5 *(Praeterea)*.

[5] X I 6 7 *(Quum in cunctis)* § 2 : *...sed nec parochialis ecclesiae regimen, nisi qui jam vigesimum quintum annum ætatis attigerit, et scientia et moribus commandandus existat.*

[6] X I 14 4 (*Eam te decet :* Alexandre III).

[7] *Ibid.*, c. 14 *(Quum sit ars artium) ... Sanctius enim est, maxime in ordinatione sacerdotum, paucos bonos, quam multos malos habere ministros...*

[8] VI I 6 *(Licet canon)*. Entre 1209 et 1235, dans l'archidiaconé d'Oxford, un quart à peine des curés sont prêtres, au moment de leur institution, deux tiers sont dans les ordres mineurs. (É. Perroy, p. 43.)

[9] Se rappeler que l'accès à la cléricature est pour les classes populaires un des rares moyens de promotion sociale.

[10] Les visiteurs le constatent avec précision.

Digitized by Google

isolement et après de faibles études? — le recteur remplit ses devoirs pastoraux et parfois ses devoirs de famille, tout en dirigeant sa modeste exploitation. Il n'est pas toujours un modèle : nombreux sont les désordonnés [11]. Comme dans toute société, la haute valeur intellectuelle et morale est l'honneur d'une élite : il s'est trouvé, parmi les recteurs de l'âge classique, des esprits cultivés, des âmes élevées, que la chronique ignore, et même des saints [12].

SECTION II. — LE PEUPLE DES FIDÈLES.

Les paroissiens forment une masse dont le droit canon fixe les contours et la clôture, les obligations et les droits égaux de tous les composants et de chaque catégorie.

§ 1. — Détermination canonique.

DOMICILIÉS Tous les habitants de la circonscription paroissiale sont, en principe, sous la houlette du recteur. Le domicile fixe l'appartenance [1]. Cependant, l'exemption a soustrait un nombre toujours croissant de personnes au groupe paroissial : des établissements religieux forment, avec leur personnel varié, comme des enclaves autonomes [2].

ÉTRANGERS Les frontières sont strictement fermées : au-delà, vivent les étrangers. Ils ne peuvent participer, en aucune façon, à la vie d'une paroisse dont ils ne sont point membres [3] et surtout le recteur ne saurait, sans la permission de leur propre curé, leur administrer sacrements [4] ou sacramentaux [5]. Nulle règle mieux établie que la parfaite séparation des paroisses [6].

[11] Les registres des évêques anglais nous apprennent que beaucoup de clercs ont une concubine *(focaria)* : les fidèles ont indulgence pour leurs mœurs et sévérité pour la conséquence, qui est l'entretien d'une famille par la communauté. En France, les infractions à la règle du célibat sont assez nombreuses, comme le montre, par exemple, le *Registre* d'Eudes Rigaud.

[12] Yves Hélori, recteur de Tredrez, est le plus noble exemple.

[1] Livre I, chap. 3. Chacun a son *proprius sacerdos*. Cf. KIRSCH, dans *A.f.K.K.R.*, 1904, p. 527-537.

[2] Nous le verrons au livre V.

[3] Le pseudo-concile de Nantes prescrit au curé d'expulser les étrangers à la paroisse qui voudraient assister à la messe qu'il va célébrer. C. 9 q. 2 c. 4 et 5, reproduit X III 29 2 *(Ut dominicis)*. C'est un des très rares textes du *Décret* que l'on retrouve aux Décrétales.

[4] Le principe général de Grégoire le Grand qui interdit de faucher la moisson d'autrui (C. 6 q. 3 c. 1) et que Pseudo-Calixte applique aux évêques (C. 9 q. 2 c. 1) est étendu au curé par Pseudo-Urbain (C. 9 q. 2 c. 2), *parochianus*, signifiant désormais paroissien : *Placuit ut deinceps nulli sacerdotum liceat quemlibet commissum alteri sacerdoti recipere ad poenitentiam sine ejus consensu cui prius se commisit...* Texte reproduit au *De poenit.*, Dist. 6 c. 3 et que précède un *dictum* de Gratien : *... quod in canonibus invenitur, ut nemo videlicet parochianum alterius judicare praesumat. Sed aliud est favore vel odio proprium sacerdotem contemnere...* Où l'on voit le monopole et que le titulaire est bien le curé. Seule exception, le péril de mort (Cambrai, 1317).

[5] Règle particulièrement défendue pour la sépulture : X III 28 5; VI III 12 3. Statuts de Soissons (1349) : *Praecepimus quod curati nullos alienigenas ad sacramenta ecclesiastica vel ad sepulturam seu aliis admittant, nisi litteras debite confectas et sigillitas super haec habuerint et receperint.*

[6] L'isolement des communautés villageoises est un phénomène de grande conséquence pour les relations religieuses et sociales (notamment, mariage).

Digitized by Google

§ 2. — Obligations générales.

Tous les paroissiens sont soumis aux mêmes devoirs spirituels et temporels.

SPIRITUELLES C'est dans leur église qu'ils doivent être incorporés à l'Église universelle [1] et, depuis l'âge de raison, accomplir leurs obligations périodiques : confession annuelle au curé, communion pascale [2]. L'objet de ces mesures n'est point, comme on pourrait le croire, d'entretenir la dévotion : il est de contrôler l'orthodoxie et de permettre au recteur une connaissance régulière des paroissiens [3].

TEMPORELLES En principe, la dîme est livrée au recteur, qui en garde le quart pour sa subsistance [4].

Le devoir moral des paroissiens est de lui fournir le nécessaire, si les ressources canoniques ne suffisent pas.

§ 3. — Droits permanents.

Aux devoirs du curé correspondent les droits de ses ouailles. Elles peuvent, à tout moment, lui réclamer les soins spirituels et implorer, le cas échéant, son aide matérielle [1]. Cependant, elles ne forment point une corporation, ce qui les prive des moyens d'une action collective [2]. On peut imaginer les récriminations relatives aux heures de messe et de confession, les tractations pour les baptêmes, mariages et sépultures, les contestations sur les places à l'église ou dans les rassemblements : de cette vie quotidienne des villages, tous les échos se sont éteints et les statuts synodaux eux-mêmes sont muets sur les formes du règlement.

SECTION III. — L'AMBIGUÏTÉ DES CORPS.

Comme dans le diocèse, il se trouve dans la paroisse des forces créées pour le bien commun et qui, tout en le servant, contrarient souvent le chef responsable : ce sont les confréries et les fabriques.

[1] Le baptême est normalement administré par le curé : la paroisse est précisément l'église baptismale.

[2] Le quatrième concile du Latran prescrit la confession annuelle au *propre curé*. X V 38 12 *(Omnis utriusque sexus)*.

[3] Le catharisme a été l'occasion de renforcer la fonction du curé : la religion se défend par l'institution.

[4] Principe dont nous savons qu'il a été assez régulièrement violé.

[1] Il est clair que le devoir d'assistance concerne d'abord ceux qui ont un superflu et, parmi eux, ceux qui ont à donner l'exemple : G. COUVREUR, *Les pauvres ont-ils des droits?* Université grégorienne, 1961, p. 81 et suiv. : les théologiens de l'âge classique (1140-1231) qu'étudie l'auteur visent l'évêque et le chapitre et, chose curieuse, ne s'occupent point des curés.

[2] Grande faiblesse du laïcat : le recours à l'évêque ou à Rome n'est possible que par les autorités civiles.

Digitized by Google

§ 1. — Confréries.

FORMATION

Les confréries traduisent le besoin d'une vie religieuse qui déborde les cadres légaux et qui dépasse la mesure prescrite [1]. Professionnelles ou dévotes, beaucoup d'entre elles ont une base plus large que la paroisse : mais, en bien des diocèses, chaque paroisse est le siège d'un ou plusieurs de ces groupements d'égaux [2].

Nul texte, au *Corpus*, ne les concerne : aussi la doctrine leur accorde-t-elle peu d'attention [3]. Cependant, les évêques s'en préoccupent dans les conciles et synodes et elles pourvoient elles-mêmes à leur organisation intérieure [4].

BUT

Dévotion, charité, pénitence : les trois buts apparaissent dans la plupart des statuts, mais avec un relief inégal.

[1] Bibliographie dans notre article : *Les confréries chrétiennes. Problèmes et propositions* (*R.H.D.*, 1940-1941, p. 310-363, reproduit dans *Études de sociologie religieuse*, 1956, t. 2, p. 423-462. Voyez notamment les études citées de G. M. Monti et J. Duhr. De nombreuses confréries ont été l'objet d'études locales. Nous utiliserons largement la thèse Adam (2e partie, ch. IV) et le mémoire Michaud-Quantin, p. 152-163 sur la *confraternitas* ou *confratria*, ou *fraternitas*, ou en Espagne, *germanitas*, *hermandad* (cf. R. Ruis Jusue, *Las cartas de Hermandad en Espana*, dans *An. Hist. Der. esp.*, 1938, p. 387-463), signifie essentiellement un groupe d'égaux, associés pour une œuvre commune, qui peut être religieux ou profane. Cf. Schreiber, *Religiose Verbände in mittelalterlichen Wertung*, dans *H.J.*, 1949, p. 184-359. Nous n'avons pu lire l'article de E. Benz, *Christliche Bruderschaften*, dans *Z. für Religions und Geistesgeschichte*, 1961, p. 297-392.

[2] Elles pullulent en Bretagne, en Normandie, elles sont rares en Périgord : L. Maître, *Les confréries bretonnes...*, Nantes, 1876; J. Maubourguet, *Sarlat et le Périgord méridional*, t. II, Paris, 1930. La confrérie a généralement sa chapelle, avec sacristie où sont armoires et coffres contenant son mobilier. Tantôt dans l'église paroissiale, tantôt dans la maison de la corporation, tantôt isolée dans le village ou la ville.

Notre examen porte principalement sur les confréries de dévotion : mais les confréries de métier ont un rôle aussi actif et concurrent. Cf. H. F. Westlake, *The parish Gilds of Mediaeval England*, Londres, 1919.

Nombreux travaux pour la France, depuis l'ouvrage de Martin-Saint-Léon. Les plus solides travaux sur les corporations sont ceux d'Émile Coornaert. Des communautés de métier, essentiellement économiques, les confréries de métier se distinguent par leur but essentiellement religieux. Christiane Lereboullet a récemment étudié les rapports des confréries avec la vie professionnelle de leurs membres : *Recherches sur les confréries de métiers à Rouen du XIIIe au XVe siècle*, dans *Positions de thèses de l'École des Chartes*, 1960, p. 67-74.

Une ordonnance de Gérard de Malemort, devenue statut provincial au synode de Cognac (1240), énumère les buts licites (que déjà Hincmar de Reims avait cherché à définir). L'extraordinaire diffusion de ces groupements et l'étonnante variété de leurs fonctions constitue l'histoire générale des associations au Moyen Age. Elles sont au centre de la vie des métiers, à l'origine des villes, au cœur de la communauté villageoise. Nous n'avons à retenir ici que le rôle de la confrérie religieuse dans la paroisse, qui ne semble pas son lieu d'origine. On a supposé que l'association aux prières des moines lui donna naissance. Il est probable qu'elle naquit partout où des intérêts communs, qu'ils fussent spirituels ou temporels, créèrent sans obstacle une étroite solidarité entre les hommes. Mais il est important de relever que la confrérie paroissiale a été souvent la première forme de communauté connue, redoutée ou reconnue par les autorités séculières.

[3] A propos des privilèges et de la personnalité. Des décrétistes en traitent sur c. 7 C. 16 q. 1 et D. 42, 1 et Innocent IV in c. 14 X V 31 *...Dilecta)* reconnaît la personnalité, qui s'exprime par un sceau.

[4] Peu de statuts de l'âge classique nous sont parvenus; en revanche, beaucoup de dispositions conciliaires et synodales.

Digitized by Google

Tous les statuts des confréries énoncent le but religieux. Si l'inspiration première est la piété, le titre même le fera connaître [5] et la fête patronale à laquelle les membres sont tenus d'assister [6]. Des processions, des représentations de mystères édifient le public [7].

La charité est l'objet particulier de certaines confréries qu'elle couvre de son vocable; mais toutes les confréries entendent développer et illustrer cette vertu théologale par des aumônes, des repas pour les pauvres, des fondations d'hôpitaux [8].

Tandis qu'en Normandie se multiplient les Charités, les pénitents pullulent dans le Midi.

ESPRIT Le trait commun à ces catégories est l'esprit de fraternité. Tous les membres forment une famille où ils se doivent assistance et amitié. Le secours mutuel est minutieusement réglé : il s'agit d'une véritable assurance contre l'incendie, la maladie ou la ruine [9]. Une amitié de bon aloi se réconforte dans des réunions et surtout au banquet annuel qui, en théorie, revêt une fonction mystique [10].

RECRUTEMENT Le nombre des membres de la confrérie pieuse peut être limité, leur condition sociale déterminée, mais le plus souvent, le groupe est largement ouvert à tous bons chrétiens [11]. En chaque confrérie, l'admission est subordonnée à un vote majoritaire [12]. Au cours de la réception solennelle, le nouveau membre prête serment d'observer les bonnes coutumes [13].

[5] Saint-Esprit, Saint-Sacrement, Sainte Vierge. Pas de patron dans les Charités. Au contraire, toutes les confréries de métier en ont un.

[6] La fête patronale est l'occasion de grandes solennités, de publication d'indulgences, de cortèges qui sont une des distractions principales de l'année. Faute de patron, la confrérie fera célébrer des grand-messes d'apparat. Chaque jour des messes sont célébrées pour les défunts de la compagnie. L'assistance commune n'est obligatoire que pour les grandes solennités. Quant à la dévotion quotidienne, peu d'exigences statutaires.

[7] Ainsi les confréries de la Passion.

[8] Rien de mieux réglé que les devoirs envers les confrères. Cf. ADAM, p. 284-288. Distribution d'aumônes : *ibid.*, p. 288-290. Veillée, ensevelissement, obsèques des confrères tiennent grande place, dans les statuts, aussi bien chez les Suaires de Limoges que dans les Charités normandes : E. SICARD, *Notes et hypothèses sur les fraternités normandes*, dans *Annales de Normandie*, 954, p. 3-30. La prédominance du souci d'entraide est sensible dans beaucoup de statuts. Exemple : G. MANTESE, *Gli statuti della confraternità della B. Vergine d'Arzignano (1366)*, dans *R.S.C.I.*, 1960, p. 441-449.

[9] Des cotisations exceptionnelles, des visites à domicile réconfortaient les infortunés.

[10] Cérémonie d'une grande importance sociale. Les statuts en prévoient la tenue, la discipline. Occasion de cordialité, mais aussi de désordres. Les témoignages sont innombrables et peu édifiants. Guillaume d'Auxerre constate que « sans les préparatifs culinaires, bien peu de gens s'assembleraient »; Boncompagni, que « bien des gens du peuple adhèrent aux confréries pour se remplir le ventre et l'estomac ». Ces textes visent des excès : le concile de Gangres avait approuvé les agapes charitables : D. 42 1 *(...Si quis despicit)*.

[11] Sont exclus : les gens de mauvaise renommée, notamment les usuriers, parfois certaines catégories de malades, rarement les femmes. Un commencement d'enquête est prévu par certains statuts quand le *numerus clausus* est fixé, on ne s'y tient pas toujours à la rigueur.

[12] Il arrive que l'unanimité soit requise.

[13] Pas de formule unifiée : le confrère s'engage à observer les règlements et à bien vivre (parmi les précisions se trouve la promesse de ne point acheter ni vendre la dîme).

Digitized by Google

STRUCTURE

Hiérarchie. — Point de structure uniforme. Le nombre même des chefs varie, et celui des officiers qui se chargent des finances, de la police, de la sacristie [14]. Des auxiliaires secondent ces régents temporels, des chapelains assurent le service spirituel [15].

Aux chefs la préséance, les titres, le costume éclatant, qui compensent responsabilité et dépenses de la charge [16]. Une surveillance s'exerce sur ces roitelets, généralement élus pour l'année [17].

Assemblée. — L'assemblée générale ou chapitre se tenait une fois par an. Tous devaient y assister, sous peine d'amende [18]. Évocation des défunts, semonce ou exclusion des scandaleux, vote du budget, choix du bureau : la vie parlementaire durait une séance, trop peu pour qu'il y eût, comme dans la plupart de ces gouvernements, une tension entre pouvoirs [19].

Sans doute le principal souci est-il la gestion des finances [20]. Aux lourdes dépenses : réparation du local et des immeubles, achat et entretien du mobilier [21], traitement des chapelains et des employés, distribution d'aumônes [22], faisaient équilibre des perceptions variables : taxes d'entrée, cotisations, amendes, legs pieux, revenus des immeubles [23].

POSITION DANS LA PAROISSE

On le voit, les confréries sont de petites paroisses dans la paroisse : il en devait résulter des accords et des tensions.

Concours. — La fonction normale de ces groupes, quels que fussent leurs buts et leurs formes, était de stimuler la dévotion, l'entraide et, dans les associations ouvertes, la rencontre des classes et des professions. Quand les réunions se faisaient dans l'église, quand le curé y participait (le plus

[14] Il peut y avoir plusieurs chefs — sous le nom de prévôt, procureur, maître, gouverneur abbé. A côté de ces présidents, des économes ou échevins.

[15] Sergents, bedeaux, clercs. Les chapelains sont parfois au nombre de 4 et même de 7, choisis et révoqués par la confrérie, avec le consentement de l'évêque.

[16] Les dignitaires portaient des insignes, parfois un chapeau de luxe. Ils étaient accompagnés des sergents et placés au premier rang. Ces vanités eurent un immense attrait pour les gens du village ou du quartier. En revanche, les chefs cautionnaient la compagnie et leur prestige dépendait un peu de leurs largesses.

[17] Rarement élus à vie. Parfois rééligibles. Le renouvellement des dignitaires peut être partiel, pour assurer la continuité du gouvernement. L'inventaire et la reddition des comptes, qui peut être périodique, garantissaient une bonne gestion.

[18] Convocation à la clochette, pour se rendre à la maison ou dans la chapelle de la confrérie. Une forte amende est infligée aux absents.

[19] Au chapitre seul appartient le droit de modifier les statuts. Ce pouvoir législatif et le pouvoir de contrôle empêchent la dictature et même le vrai conflit.

[20] Accessoirement, le chapitre a un rôle disciplinaire : les confrères de mauvaise vie sont blâmés ou exclus.

[21] La fortune mobilière, en objets du culte et pièces du trésor, est souvent considérable, comme nous l'apprennent les inventaires : ADAM résume, p. 272-273, celui que fit établir, vers la fin du XIV[e] siècle, une confrérie parisienne.

[22] Énorme consommation de cierges pour illuminer l'autel et d'huile pour les lampes, devant les images. Les obsèques occasionnent de grands débours : matériel, torches, libéralités.

[23] Le droit d'entrée (en argent et en cire) est assez élevé, parfois variable selon la condition sociale. Les cotisations, modestes, sont levées à intervalles divers. Noter que les statuts prévoient souvent l'obligation d'un legs pieux. Le meilleur chapitre des recettes est ordinairement celui des revenus : loyers de maisons, de terres.

Digitized by Google

souvent sans privilège), quand les statuts étaient rigoureusement observés, la confrérie secondait la paroisse [24]. Elle fortifiait les liens corporatifs et religieux entre les habitants d'un quartier; elle animait le morne village, par des réunions, des fêtes, un culte vivifié. Si le curé participait, une occasion lui était offerte d'exercer, par sa présence, une action pastorale [25]. Et si les confrères observaient les statuts, la pratique religieuse s'élevait au niveau de la dévotion [26].

Tensions. — Une chapelle indépendante, une chapelle de religieux peut concurrencer l'église paroissiale [27]; un groupe organisé, avec son clergé, ses cérémonies, sa discipline, peut s'isoler de la communauté locale [28]; enfin, le profane l'emporte parfois sur le sacré, dans les célébrations qui s'achèvent en ripailles et dans les agitations politiques où le saint patron couvre des intérêts mesquins [29].

Il arrivait aussi que la rivalité des confréries divisât les paroissiens et causât quelque trouble, qu'une confrérie fût divisée contre elle-même [30].

Tous comptes faits, les confréries sont, dans la paroisse, agents de solidarité, de chrétienté. Par elles, tous les fidèles, unis dans leur profession ou dans une dévotion particulière, renforcent leur communauté [31].

§ 2. — Fabrique.

Les revenus ecclésiastiques ont toujours été canoniquement divisés en parts dont l'une est réservée à l'entretien des bâtiments cultuels, *ad fabricam* [1]. En fait, cette charge fut longtemps assumée par l'évêque, le

[24] Il semble que les confréries urbaines se recrutaient dans la circonscription de la paroisse. Et la paroisse était souvent habitée par des groupes de gens exerçant la même profession.

[25] Sans doute n'avait-il aucune autorité particulière dans la confrérie, mais il gardait son autorité morale, comme prêtre, souvent faisait fonction d'aumônier et jouissait de quelques privilèges.

[26] Nous reviendrons sur ce point dans l'étude de la vie spirituelle.

[27] Les confréries établies par les Mendiants firent une véritable concurrence à la paroisse, dont elles ignoraient les limites et menaçaient le culte.

[28] *Ecclesiola in ecclesia :* le risque d'une substitution morale n'est pas exclu. La réaction des conciles prouve que ce péril n'est point illusoire. Ainsi Béziers (1119), Rouen (1189). Le synode de Cognac (1240) dénonce les confréries comme un « instrument contre les libertés ecclésiastiques » et exige que les chefs ne soient nommés qu'avec l'assentiment de l'autorité ecclésiastique. Innocent IV rappelle ce devoir de soumission au recteur. L'existence des tiers-ordres venait encore compliquer l'organisation paroissiale. Que les confréries aient été un sujet d'inquiétude pour les autorités religieuses et civiles de tout degré, nous en avons pour témoin non seulement les décisions conciliaires mais encore des lois civiles en divers pays.

[29] Les excès de table sont fameux (Guillaume Durand les fustige) et des passions partisanes se sont déchaînées. Voyez le menu d'un banquet de 1346 à Beauvais, dans L. MEISTER, *La confrérie de Saint-Jean-l'Évangéliste...*, Paris, 1909, p. 10. Plusieurs coutumes du XIVe siècle s'élèvent contre l'esprit de fronde : en 1306, le gouvernement royal dut supprimer les confréries parisiennes, pour cause d'agitation politique.

[30] Problème de prestige : les confréries cherchent à s'éblouir mutuellement par la richesse de leurs parures. Elles ne sont pas exemptes de dissentiments et jalousies internes.

[31] Toutes les classes sociales se rencontrent dans les confréries de dévotion. Reste à savoir si elles ressentent leur égalité surnaturelle et manifestent leur solidarité sociale.

[1] S. SCHRÖCKER, *Die Kirchenpflegschaft* (Görres-Gesellschaft, 67), Paderborn, 1934; CLÉMENT, *Recherches sur les paroisses et les fabriques au commencement du XIIIe siècle, d'après les Registres des papes*, dans *Mél. d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, 1895.

Digitized by Google

propriétaire privé ou le curé décimateur [3]. Au XII[e] siècle, l'évêque est peu accessible; le propriétaire, dépouillé canoniquement de son titre; le curé montre peu d'empressement à réparer, tandis que les communautés urbaines et rurales s'épanouissent, soucieuses de leur patrimoine matériel et moral, où figure en premier lieu leur église [3].

NAISSANCE

Au milieu du XII[e] siècle, apparaissent dans les villes de l'Italie du Nord des procurateurs, des *operarii* [4], Dès la première moitié du XIII[e] siècle, les *kerkemagistri* des Flandres, les jurés, les proviseurs de fabrique en pays rhénan [5]. A la fin du XIII[e] siècle, l'institution se répand dans toute l'Allemagne, les « churchvardens » se laissent entrevoir, la France et l'Espagne s'organisent [6]. Les pays slaves suivent l'exemple au XIV[e] siècle [7].

STRUCTURE

Insensiblement, la fabrique est devenue partout un corps distinct, une personne morale [8]. Aucune trace d'un droit commun [9]. Les conciles et synodes essaient d'imposer un ordre régional [10]. En fait, grande variété locale.

Dénomination, nombre, mode de choix, pouvoir : rien de définitif, même en une paroisse [11]. A Venise les procurateurs de Saint-Marc sont de hauts fonctionnaires, tandis qu'à Worms ils n'ont rien à voir avec le pouvoir politique [12]. Tantôt nommés, tantôt élus, le plus souvent laïcs, parfois clercs, leur seule uniformité est la fonction : veiller à la conservation du bâtiment sacré et à l'entretien du mobilier cultuel [13]. Encore la fourniture du mobilier et du matériel liturgique soulevait-elle beaucoup de querelles [14].

[3] STUTZ a mis l'accent sur la part prépondérante depuis le VII[e] siècle, du propriétaire de l'église.

[3] Le souci des paroissiens est attesté dès le IX[e] siècle et il a été constant. (LAENEN, p. 177-185.)

[4] SCHRÖCKER, *op. cit.*, p. 35.

[5] LAENEN, p. 185. La première mention des *Kerkemagistri* serait de 1209. En 1243, *jurati parochie* à Worms; en 1248, *petitor structurae* à Cologne, où on trouve, en 1264, un *provisor fabrice*.

[6] SCHRÖCKER, *op. cit.*, p. 36-39; PENDRILL, *Old Parish Life in London*, Oxford, 1937, p. 93 et suiv.; Ch. DREW, *Early parochial Organisation. The Origins and the Office of Churchwarden*, Londres, 1954. Je n'ai pu lire Kenneth MACMORRAN, *The Chancellor's Charges to Churchwardens of the Diocese of Guilford*.

[7] SCHMID, dans *Z.S.S., K.A.*, XVIII, 1929, p. 545 : à Cracovie, en 1320.

[8] Voyez l. II, ch. I, § 2. Les libéralités sont adressées à l'œuvre (Statut de Bourges, 1342), au saint patron (Statut de Meaux, 1365), à la fabrique (Statut de Coutances, 1375). Cf. ADAM, p. 60.

[9] Rien dans le *Corpus*. La doctrine s'est développée sur X III 26 20; V 4 31 et suiv. *Clem.* III 2 2.

[10] Pour la France, le dépouillement est fait par ADAM, p. 60-64.

[11] *Procuratores, provisores, receptores, operarii, thesaurarii, matricularii, clavigeri :* SCHRÖCKER consacre un long chapitre à cette terminologie (p. 172-208).

En Normandie, R. LE PICARD a étudié *Les trésoriers des églises normandes du XIII[e] au XVI[e] siècle*, dans *R.H.D.*, 1938, p. 717 et suiv. : les trésors d'église sont confiés à des « hommes honnêtes » qui, trois fois l'an, rendent compte. Si la caisse est bien garnie, ils sont tenus d'entretenir et réparer églises et mobilier à la place des gros décimateurs.

[12] Le principal objet de Schröcker est de définir la place des fabriques dans la communauté civile.

[13] En Angleterre, cette décharge du clergé sur les épaules des laïcs est bien marquée à la fin du XIII[e] siècle et sanctionnée par les conciles. (MOORMAN, p. 141 et suiv.)

[14] *Ibid.*, p. 141-142.

Digitized by Google

La principale source du patrimoine des fabriques était la libéralité. Des dons et surtout des legs pieux ont pour objet l'érection d'autels, l'entretien de l'église, le luminaire [15]. La première allusion à ces générosités se trouve dans une lettre du pape Honorius III, qui exclut du calcul de la portion canonique le legs à la fabrique [16]. Mais le mot ne désigne assurément l'organisme chargé du service qu'au début du XIVe siècle [17].

RAPPORTS AVEC LE CURÉ

Le clergé vit avec méfiance se substituer à son administration temporelle ce corps généralement composé de laïcs. Il semblait qu'un principe fondamental du droit canon fût offensé [18]. Des conciles protestèrent [19]. Cependant, la coutume ancienne d'une participation des paroissiens à la vie temporelle de la communauté paroissiale finit par faire agréer le corps des fabriciens qui, au XIVe siècle, appartenait aux institutions normales de la Chrétienté [20].

On peut supposer que beaucoup de curés apprécièrent dans la fabrique un allègement de leur charge. Les relations entre ces deux administrations furent, d'habitude, courtoises. Mais tous les éléments de la puissance pouvaient donner occasion à des difficultés. Les susceptibilités de prestige étaient fréquentes dans l'église, où le curé entendait rester maître. Dans leurs tournées, les évêques constataient l'absence des comptes de la fabrique. Enfin, où placer la ligne de partage de l'autorité [21]?

Finalement, était en cause la distinction du spirituel et du temporel. On n'en trouverait meilleur exemple que le procès au sujet des sépultures qui agita, au milieu du XIVe siècle, la paroisse Saint-Gervais [22]. Le nouveau curé prétendait au droit exclusif de les autoriser dans l'église, étant régulateur des sacramentaux comme des sacrements, maître de l'emplacement des vivants et des morts, responsable de la conservation et de la décence du lieu sacré. Les marguilliers invoquaient la coutume immémoriale et pacifique, toujours approuvée de la hiérarchie, le caractère purement temporel de leur travail de fossoyeurs, le soin qu'ils avaient toujours pris d'éviter les détériorations. Le Parlement de Paris leur donna raison, en première instance et en appel [23].

La querelle porte aussi bien sur la jouissance des biens d'église : ainsi, l'herbe du cimetière, le loyer des maisons [24]. Plus graves sont les reproches

[15] Exemples dans U. ROBERT, *Testaments de l'officialité de Besançon*, t. I (1265-1400), Paris, 1902.

[16] X V 40 31 *(Ex parte vestra)*. Même disposition de Grégoire IX, X III 26 20 *(De his)*.

[17] Jean André in c. 2 *Clem.* III 2.

[18] Latran II, c. 25.

[19] Exemple de ces dispositions, au concile national de Wurzbourg (1287) : *cum ex privilegio vel ex longinqua consuetudine approbata vituperosum existat, ut laici, praelatis et capituli, ecclesiarum invitis, bona ecclesie administrant.*

[20] F. GRASS, *Pfarrei und Gemeinde im Spiegel der Weistümer Tyrols*, Innsbruck, 1950.

[21] Le clergé se méfie des laïcs et il a besoin d'eux : d'où les nuances dans les rapports. Voyez, par exemple, CLÉMENT, *art. cité*, p. 387 et suiv.

[22] Chanoine L. BROCHARD, *Saint-Gervais*, Paris, I, 1950, p. 219-221.

[23] Arrêts de 1353 et 1354, qui inaugurent une petite suite de conflits.

[24] Exemple de ces chicanes quotidiennes : en 1315, le curé de Littry fait couper l'herbe du cimetière. Les trésoriers le citent devant l'official de Cerisy qui attribue l'herbe au cheval du curé visiteur des malades. Appel des trésoriers qui, en 1333, obtiennent gain de cause.

Digitized by Google

de mauvaise administration et de détournements [25]. Les marguilliers s'abstiennent souvent de rendre des comptes et il leur arrive de dépenser en ripailles les fonds qui leur sont confiés [26].

Par des mesures de précaution, les évêques cherchent à éviter les conflits et à préserver les biens que leurs gérants ne traitent point toujours avec soin et délicatesse [27].

Dans le Nord, les biens religieux réservés aux pauvres sont administrés par des Tables du Saint-Esprit, organisme communal et laïc, protégé par l'Église et qui constitue dans le sein de la paroisse une institution de bienfaisance auxiliaire et cependant indépendante du curé [28].

Conclusion.

Spirituel et temporel : le double bien de la paroisse entre donc en partage, au cours de l'âge classique. Le recteur garde la cure d'âmes et des responsabilités (comme des avantages) d'ordre patrimonial. Mais une élite prétend se sanctifier en compagnie distincte et une administration se substitue à lui dans la gestion de l'église. Pour faire face à tous les besoins de la communauté chrétienne et maintenir son autorité, sur quels aides pourra-t-il compter?

SECTION IV. — LES APPUIS CANONIQUES.

Dans les minuscules paroisses, qui sont l'immense majorité, le curé suffisait à tous les besoins spirituels de la paroisse. Cependant, il n'était presque jamais seul. Et il lui arrivait d'être très entouré dans les grandes paroisses. De ces auxiliaires, choisis ou faibles, que nous avons vu naître, il pouvait attendre une aide sans péril.

§ 1. — Vicaires coopérateurs.

De tout temps, le curé a pu s'adjoindre, à ses frais et avec le consentement de l'évêque, les auxiliaires dont il avait besoin [1]. L'usage en devint courant à partir du XII[e] siècle, sous la dénomination de *suffraganei*, *capellani*, *socii* [2]. Le concile d'Avranches impose au curé d'une grande église de

[25] Écho dans les statuts de Bayeux (c. 1320), Dax (1351), Meaux (1365). Cf. ADAM, p. 64.

[26] Dans les procès-verbaux de visite, l'un des défauts le plus souvent relevé est l'absence de compte-rendu des marguilliers.

[27] Plusieurs statuts ordonnent d'enfermer le trésor dans un coffre à deux clés, dont l'une sera aux mains du curé. Des témoins assisteront à l'ouverture.

[28] LAENEN, p. 196-211.

[1] SÄGMÜLLER, t. I, p. 486-488 (avec bibliographie).

[2] HINSCHIUS, t. II, p. 318. Ambiguïté du mot *suffraganeus* (*ibid.*, p. 9, n. 1) que l'on trouve dans le concile de Rouen (1072), c. 15; du mot *capellanus*, dans les statuts 34 et 54 d'Eudes de Sully. En revanche, le mot *socii* nous paraît désigner incontestablement les vicaires au sens moderne, dans un acte de 1228, pour la paroisse de Schweighausen. Cf. PFLEGER, t. II, p. 37. D. LINDNER, *Die Anstellung der Hilfspriester*, 1924; Vera F. M. GARLICK, *The Provision of Vicars in the early XIVth Cent.*, dans *History*, 1949, p. 15-27.

Digitized by Google

s'adjoindre un prêtre, si ses ressources le permettent [3]. Peut-être s'agit-il d'une exigence du sacerdoce, pour le clerc dont tout recteur doit être assisté [4]. La nécessité de cet auxiliaire se fit sentir quand, les fondations se multipliant, le curé ne put assurer la célébration des messes quotidiennes. Un contrat de travail règle la condition de ce salarié, dont le droit commun ne fixa jamais le statut [5]. Recrutement et entretien sont affaire du curé [6], qui demandera consentement des autorités [7].

L'institution se répand au XIII[e] siècle et le vicariat tend à devenir un stage préparatoire au rectorat. Aussi longtemps que dure ce temps d'épreuve, l'associé se trouve comme en marge du clergé diocésain, n'ayant ni bénéfice, ni revenu, ni place au synode ou au chapitre rural.

§ 2. — Le clergé local.

Tandis que végète le *socius*, le clerc sacristain prospère, la coutrerie étant devenue, en certaines églises, un bénéfice, et non des moindres [1]. Comme le vicaire, il est choisi par le curé, approuvé par le doyen, qui lui confère la charge (ou le bénéfice). Une enquête précédera la nomination [2].

La vie cléricale ne se concentre point dans le presbytère. Des chapelains, parfois très nombreux, assurent le service des fondations [3]. Simples paroissiens, sans cure d'âmes ni fonctions, ils peuvent accepter, en fait, des charges que leur confie le curé, comme le soin des chapelles dispersées, l'instruction des enfants [4]. Nous sommes peu renseignés sur ce partage, comme sur toute cette classe de clercs qui dut jouer un rôle important dans la vie paroissiale. Les testaments et les statuts synodaux, parfois précisent leur obligation de prêter concours au recteur [5]. Dans la pensée des fondateurs, le chapelain augmentera, par sa présence au chœur, sa participation au chant

[3] Avranches (1172) c. 5 : *Item sacerdotes majorum ecclesiarum, quibus ad hoc suppetunt facultates, alium sub se presbyterum cogantur habere.*

[4] X III I 3 *(Ut quisque presbyter)*. Voyes notre précédent volume, p. 153, n. 2.

[5] Aucun titre dans le *Corpus*. Quelques dispositions dans les statuts synodaux.

[6] Il fixe le prix, la durée des services.

[7] Doyen ou official, pour le *capellanus* mentionné dans les Statuts d'Eudes de Sully.

[1] LAENEN, 429. « ...Jusque dans la plus humble église rurale, la coûtrerie fut réputée véritable bénéfice ecclésiastique qui ne pouvait être conféré qu'à des clercs tonsurés et seulement à l'intervention des autorités diocésaines. » Dans les collégiales, personat très recherché à cause de ses revenus. A Laon, gardiens, responsables des vols : M. DE SARS, *Les coûtres de la cathédrale de Laon*, dans *Bulletin de la Société historique de Haute Picardie*, 1931, p. 115-137.

[2] Exemple pour 1236, dans *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, III, p. 443.

[3] Nous avons déjà signalé l'importance de cette catégorie cléricale, *supra*, p. 155. A la bibliographie, ajoutez LAENEN, 415 et suiv.; DELSALLE, p. 138-142, qui nous fournit le texte de plusieurs statuts synodaux. — La création de la charge était l'œuvre des testateurs et le service primitif, la récitation de messes pour le défunt.

[4] Il est probable qu'ils ont, dès l'âge classique, desservi des chapelles de hameaux et contribué à l'enseignement.

[5] Une fondation de 1208 prévoit la participation à l'office divin; le testament d'un doyen d'Anvers en 1295 prescrit au chapelain d'assister « aux offices du chœur et aux heures canoniales dans la mère église ». Cf. LAENEN, p. 425. Les statuts de Tournai (1366) prévoient la présence en surplis à la messe célébrée par le curé.

Digitized by Google

et aux cérémonies, la majesté du culte divin. Des statuts synodaux en ont fait une obligation et prévoient le remplacement du curé malade ou absent par les chapelains [6]. Toutes ces mesures tendaient à constituer une sorte de collégiale.

Cependant, la plupart des chapelains échappaient aux obligations proprement paroissiales. Plusieurs d'entre eux se mirent en concurrence avec le curé pour la célébration des offices et l'administration des sacrements, provoquant une réaction des évêques [7].

Plus encore que les chapelains des fondations, les curés de campagne regardaient d'un œil méfiant les chapelains qui desservaient les oratoires des châteaux. Ces aumôniers domestiques soustrayaient à l'église paroissiale ses plus importants notables et parfois leur personnel, les habitants du domaine [8].

La présence des chapelains, parfois très nombreux, pouvait être dans la paroisse un sujet d'édification et un moyen d'évangélisation. Elle pouvait aussi, avilir l'état clérical et constituer une plèbe dangereuse [9]. On tiendra pour certain que la paroisse classique doit à cette abondance de prêtres sans fortune un de ses caractères les plus originaux et les plus secrets.

§ 3. — Le coadjuteur.

Quand un recteur est atteint de la lèpre, le pape Lucius III veut qu'on lui donne un coadjuteur, qui aura cure d'âmes et qui lui laissera portion congrue [1]; son successeur, Clément III, lui retire son office [2]. Ces deux décrétales ont suscité des controverses à cause de leur contrariété (au moins apparente) et des problèmes pratiques de la condition du coadjuteur.

On aurait peine à le considérer comme un auxiliaire, un copartageant, puisque la cure d'âmes lui est transférée [3]. Que reste-t-il au curé? Une part des revenus du bénéfice et, selon Huguccio et Laurent, le titre de l'office, dont la renonciation seule peut le priver. Vincent et Tancrède reculent la substitution complète jusqu'au temps où le lépreux causerait scandale et horreur [4].

[6] Coutances, 1372.

[7] Interdiction de célébrer à l'heure de la messe paroissiale. C'est le cas à Chartres (1325), Bourges (1342).

[8] Les statuts de Troyes (1374) exigent un indult pontifical; ceux de Tréguier (1338) et de Lisieux (XIV[e] siècle) révoquent les licences épiscopales.

[9] Par la médiocrité de ses ressources et son désœuvrement. Les statuts de Chartres (1325) présentent une condamnation peu édifiante, qu'on ne saurait généraliser.

[1] X III 6 3 *(De rectoribus)*. La maladie doit être telle qu'il en résulte scandale pour les fidèles.

[2] X III 6 4 *(Tua nos duxit) ... ab administrationis debet officio removeri.*

[3] Est-il *praelatus?* Vincent ne lui accorde ce titre que si le recteur qu'il supplée est totalement dépouillé.

[4] Glose ordinaire in c. 4, au mot : *Administrationis.*

Digitized by Google

CONCLUSION.

Chacune des paroisses de la Chrétienté — plusieurs dizaines de mille — est un petit monde, uni et divisé. L'âge classique a vu naître ou croître les institutions nées de ces contradictoires ou qui les ont favorisées. Elles surgissent partout, sous la pression de forces identiques : confréries et fabriques manifestent la renaissance de l'esprit corporatif et la poussée du laïcat. Vicaires et chapelains répondent aux exigences nouvelles de l'anxiété individuelle et de la pratique religieuse. Si la fonction essentielle du recteur, seule, demeure immuable, sa condition juridique a beaucoup changé. A tel point que nous sommes aussi fortement frappés par la variété des institutions diocésaines que par leurs variations.

Tandis qu'au x^e^ siècle un prêtre, choisi par le grand propriétaire, représentait seul l'Église dans la paroisse, il arrive au XIII^e^ siècle qu'un clergé nombreux l'entoure ou le concurrence. Chapelles des fondateurs, des confréries, du châtelain sont autant de petites paroisses; patrons et marguilliers s'immiscent dans le temporel, franchissent parfois les bornes du spirituel; du dehors, viennent des collaborateurs souvent indésirés.

La paroisse classique est donc un petit monde complexe et divisé. Comment cette multiplicité de cellules effervescentes a-t-elle pu se maintenir dans une cohésion paisible?

Digitized by Google

CHAPITRE III

LA COORDINATION DIOCÉSAINE

Au chef-lieu du diocèse et de chacune des paroisses, nous avons rencontré le problème de l'unité ou du partage de l'autorité. Maintenant que nous connaissons le gouvernement central et le gouvernement paroissial, se pose le problème de la coordination diocésaine.

Il est, à la vérité, moins simple que ne laisse supposer notre formule : l'étude du gouvernement paroissial ne nous a point révélé toute la complexité du diocèse. Une typologie des lieux de culte nous rendra sensible leur variété, intelligible l'effort de cohésion à l'échelon local : entre les lieux voisins, s'établit une solidarité, dans les limites du doyenné; un contrôle savamment organisé a pour but d'assurer l'ordre dans chacune des circonscriptions, sous le gouvernement du chef unique. Harmonie de l'ensemble des lieux de culte, solidarité du décanat, contrôle hiérarchique : nous découvrirons en trois temps les moyens juridiques de la paix dans l'institution diocésaine.

SECTION I. — L'ORDRE LOCAL.

Nous avons déjà entrevu la diversité des dépendances de la paroisse : un regard sur n'importe quel diocèse nous rendra saisissant le fait général de la diversité des lieux de culte. Cette diversité, tenant à l'histoire et à la nécessité, présente des avantages pour les fidèles et des périls pour le bon ordre. L'office du droit canon est de maintenir par des règles sages l'unité diocésaine.

§ 1. — Variété des lieux de culte.

PAROISSES

Toutes les églises paroissiales sont sous la juridiction de l'évêque : mais quelle variété dans leur condition ! Bien peu relèvent directement de l'Ordinaire. Patronage, incorporation, exemptions forment écran à son autorité : la propriété privée n'a fait que changer de nom en certains lieux; le chapitre ou le monastère a la haute main sur les églises et leurs appartenances, le Saint-Siège ne se désintéresse point des bénéfices mineurs.

Digitized by Google

Dans les villes, de nombreuses anomalies viennent compliquer ces discordances : il y a des églises sans circonscription territoriale, des paroisses gentilices, la singularité de la cathédrale [1].

La paroisse remplit toujours des services uniformes, ses attaches sont hétérogènes. Du moins, offre-t-elle partout des caractères communs : une circonscription, un peuple, un chef, un patrimoine, des obligations. Mais son peuple est divisé en groupes sociaux dont chacun aspire à une certaine indépendance cultuelle.

ORATOIRES PRIVÉS La plus ancienne unité est la famille. Toute famille fortunée veut son oratoire domestique : grands propriétaires romains et barbares, seigneurs et patriciens [2].

Le village éloigné du centre rural exprime sa personnalité, en même temps qu'il se procure commodité, par la construction d'une chapelle, ouverte aux voisins [3]. Dans les quartiers urbains, un autre principe de rassemblement, la confrérie, érigera souvent une bâtisse analogue. Tout établissement religieux, notamment l'hôpital, a nécessairement son lieu de culte, où l'entrée du public est diversement réglée [4].

ÉGLISES DE SECOURS ET CHAPELLES PUBLIQUES Dans les agglomérations en croissance ou récemment fondées ou trop séparées du centre, de véritables églises sont érigées, pour assurer d'abord la messe dominicale et, peu à peu, tous les services urgents.

COLLÉGIALES Au milieu des modestes paroisses desservies par un recteur et ses auxiliaires dispersés, s'élèvent de grandes églises, avec un chœur de cathédrale et des chapelles nombreuses, et qu'occupe parfois une communauté séculière [5].

[1] Exemple : Églises sans territoire, à Liège; gentilices, à Gênes. Conditions diverses des cathédrales : A. H. THOMPSON, *Cathedral Churches of England*, 1925. Les archives de nombreuses cathédrales ont été partiellement publiées. Voyez, par exemple : Sparrov SIMPSON, *Registrum statutorum and consuetudinum Ecclesiae Cathedralis Sancti Pauli*, Londres, 1873; H. BRADSHAW et C. WORWORTH, *Statutes of Lincoln Cathedral*, 1892-1897, 3 vol.; E. U. CARTER, *Studies in Norwitch Cathedral History*, 1935. Voyez encore miss DEANESLY, *The familia at Christ Church*, dans *Essays Font;* H. E. SAVAGE, *Magnum Registrum Album of Lichfield Cathedral*, 1928; don Luciano SERRANO, *Cartulario de la catedral de Burgos*, 1936 (dont nous avons déjà signalé l'intérêt). Nous n'avons pu lire L. FINI, *Evoluzione storico-canonica della cura d'anime nelle cathedrali*, Urbania, 1943.

[2] Le château, le manoir, nous l'avons dit, a souvent sa chapelle. Une chapellenie est parfois fondée.

[3] Certaines paroisses anglaises comptaient jusqu'à douze chapelles rurales; MOORMAN, p. 12.

[4] Les hôpitaux ont leur chapelle, en général publique. R. M. CLAY, *op. cit.*, p. 203. Des chapelles des religieux, nous nous occuperons aux livres V et VI. La Papauté favorise la construction et la réparation. X III 48 : le titre tout entier.

[5] *Pour les pays germaniques :* voyez A. MAYER, *Codex statutorum ineditorum ecclesiarum cathedralium et collegiatarum in Germania*, Ratisbonne, 1791-1794, 4 tomes en 3 volumes; W. H. SCHWARZ, *Die Statutenbücher der Propstei St. Felix und Regula zu Zurich*, 1952; F. PAGITZ, *Die Geschichte des Kollegialsttiftes Maria Wörth*, Klagenfurt, 1960. La collégiale de Brieg est apparue à la fin de l'âge classique, en 1369. G. BERNHOFEN, *Das Kollegialstift zu Brieg*, Berlin, 1939.

Pour l'Angleterre : G. H. COOK, *English Collegiale Churches of the Middle Ages*, Londres, 1959.

Pour la France : F. COUTIN, *Histoire de la collégiale de Sallanches et de ses annexes*, dans *Mém. et documents publiés par l'Académie salésienne*, t. CIX, 1941, p. 1-319; R. COMBES, *La collégiale de Saint-Médard de Saugues et la vie religieuse... en Gévaudan*,

Digitized by Google

Les collégiales ont été créées par des princes, des seigneurs, des évêques, pour le salut de leur âme, la défense et l'expansion de leurs intérêts temporels, leur prestige [6]. Beaucoup d'entre elles ont impliqué des fonctions pastorales et plusieurs sont devenues paroisses. Elles ne cessent point pour autant d'être des personnes morales, avec leur hiérarchie et leur chapitre [7]. Le ministère est parfois exercé par les chanoines, et parfois affecté à une prébende dont le titulaire choisit les ministres du culte [8]. Cluny a transformé beaucoup de ces collégiales en prieurés, qui peuvent être, aussi, des centres paroissiaux [9].

Il faut donc se représenter le diocèse médiéval comme un ensemble de paroisses disparates dont la superficie, l'origine, le statut diffèrent sensiblement. Les vrais centres d'un petit diocèse comme Fréjus sont le chapitre épiscopal et les trois collégiales qui ont des droits sur 43 des 195 églises du diocèse et qui échappent en fait à l'évêque. Nous ne connaîtrons bien la Chrétienté médiévale que le jour où la géographie religieuse nous aura révélé la condition de tous les lieux de culte, et non seulement des paroisses [10].

mém. polyc. de l'École des Hautes Études, Ve section, 1950 : le nom de collégiale n'apparaît qu'au XVe siècle, mais la communauté des prêtres et clercs, dès 1265; en 1311, 13 prêtres et 33 clercs; en 1340, 22 prêtres et 18 clercs; H. J. LÉGIER, *Les églises collégiales en France des origines au XVe siècle*, thèse Fac. de droit de Paris, 1955; M. VEISSIÈRE, *Une communauté canoniale au Moyen Age, Saint-Quiriace de Provins*, Provins, 1961.

Pour l'Italie : A. ZAMMARETTI, *La basilica ed il capitolo di S. Vittore in Cannobio nelle vicende di dieci secoli*, dans *Bollettino storico per la provincia di Novara*, 1933, p. 239-281.

A côté des collégiales séculières, il y a des collégiales régulières, occupées par Prémontrés ou Augustins, et particulièrement nombreuses en Allemagne. K. H. SCHÄFER, *Die Pfarreigenschaft der regulierten Stiftskirchen*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1925, p. 161-173. Nous le rappellerons dans le livre V, consacré aux religieux.

Grégoire IX fixe les conditions d'établissement d'une collégiale, X III 1 9 *(Quoniam ut ait scriptura) : proventibus et expensis diligenter inspectis, certum in eis valeatis ponere numerum clericorum, et statuere ut bona eorum veniant in commune, in una domo vescantur, atque sub uno tecto dormiant et quiescant.*

[6] J. F. LEMARIGNIER, *Aspects politiques des fondations de collégiales dans le royaume de France au XIe siècle*, Mendola, 1959. L'intention n'a point changé à l'âge classique. J. LESTOCQUOY, *Les origines d'Hesdin-le-Vieux*, dans *Revue du Nord*, 1950, p. 94 et suiv. : après son château, le grand propriétaire bâtit presque toujours une collégiale, avec douze chanoines. L'auteur donne de nombreux exemples pour la région du Nord. On comprend le souci des papes de soustraire aux laïcs le choix du prélat. X I 6 51 (*Sacrosancta :* Grégoire IX).

[7] Fr. ZAK, *Dignitäten und Kapitel in den Chemaligen Kollegialstiften der Diözese St. Polen*, thèse de l'Université grégorienne, 1955. A Liège, les prévôts sont choisis parmi les chanoines de la cathédrale (qui connaît en appel les causes jugées par les chapitres collégiaux). J. LEJEUNE, *La principauté de Liège*, Liège, 1948, p. 67 et suiv. Les dignitaires et officiers de Zurich sont minutieusement étudiés par SCHWARZ, p. 11-67.

Les décrétales appliquent aux chapitres des collégiales des règles identiques à celles des chapitres cathédraux. Ainsi *Clem.* I 3 7 : même obligation de transmettre les émoluments de juridiction, de sceau, et d'autres sources, au nouveau prélat : *Statutum super nobis a praelatis cathedralium regularium et collegiatarum dimissis... Clem.* 1 6 2 *(Ut ii qui divinis in cathedralibus vel collegiatis secularibus ecclesiis).* N'a de voix celui qui n'est au moins sous-diacre. Formes identiques d'élection du prélat X I 6 1 et d'exercices du *jus praesentandi* X III 10 61.

[8] MOORMAN, p. 19-22.

[9] En revanche, une paroisse peut être transférée à une collégiale. F. CARAFFA, *Due documenti su Trevi nel Lazio...*, dans *Rivista di storia della Chiesa in Italia*, 1957, p. 244-240; la collégiale d'Aix devint cathédrale. W. KOSTER, *Das alt preussische Kollegial-Kapitel zu Aachen und seine Umwandlung in ein KathedralKapitel*, Düren, 1936.

[10] G. DOLE, *État administratif des églises de l'ancien diocèse de Fréjus*, dans *Pontificium Atheneum Lateranense*, 1957. L'évêque ne disposait que de 43 églises, comme les collégiales dont l'auteur publie les statuts; le chapitre en a 27, les abbayes 52 (les conciles régionaux se plaignent de cet excès).

Digitized by Google

§ 2. — Effets contradictoires de la liberté.

AVANTAGES

Cette invasion de l'Église dans les cités et dans les campagnes a pour conséquence naturelle la diffusion du culte [1]. Les fidèles sont invités à la prière en commun, selon leurs affinités de voisinage, de métier, de dévotion [2]. Des problèmes de ressources ne se posent guère que pour les églises et chapelles rurales : la générosité des fondateurs et des fidèles y pourvoit et, quant au personnel, il arrive que la paroisse le procure; d'habitude, un chapelain réside sur place, entretenu par des revenus assignés et par les fruits d'un bénéfice [3].

PÉRILS

Cependant, la dissémination n'est point sans inconvénient. Des cultes divergents, mal surveillés, compromettent l'homogénéité de la communauté chrétienne, peut-être même la perfection de l'orthodoxie [4]. La condition matérielle et morale du curé de la paroisse est ébranlée [5]. Une inégalité troublante se généralise entre les attributs et compétences des régisseurs d'églises et de chapelles, une tension entre le curé et ses émules, naturellement ambitieux, une menace de conflits locaux [6].

§ 3. — Voies de l'unité.

Pour remédier à l'hétérogène des paroisses, le droit canon avait élaboré un statut du patronage et de l'incorporation. Pour conjurer les périls de la dispersion, il établit des règles propres à maintenir l'unité du système paroissial.

LIMITES À LA CONSTRUCTION ET À L'USAGE

Le moyen préventif était de soumettre toute construction à l'assentiment de l'évêque du diocèse [1] et d'interdire la célébration des mystères dans les oratoires privés [2] ou de limiter l'autorisation [3].

HIÉRARCHIE

Pour empêcher l'émancipation des nouvelles églises, leur dépendance à l'égard de la paroisse était marquée par une contribution périodique du desservant [4].

[1] Conséquence visible : une transformation du paysage rural et du profil des villes. Voyez notre article des *Mélanges Lavedan*.

[2] Intérêt pour l'histoire de la liturgie et de la spiritualité.

[3] La dotation est parfois assez large : logement, prestations des habitants, oblations, donations de dîmes, subventions du curé primitif.

[4] Les sectes naissantes ont leurs oratoires et les cultes restreints sont tentés par une fantaisiste originalité.

[5] Une partie de son troupeau et aussi de ses revenus lui échappe.

[6] Le chapelain peut avoir permission de confesser, interdiction de baptiser, de conférer l'extrême-onction; son mouvement naturel le porte à obtenir toujours davantage. Et son public manque de patience.

[1] Outre ce principe de droit commun, les évêques pouvaient poser des conditions particulières. Grosseteste exige consentement du curé de la paroisse et du patron, concession de terres à la paroisse, pour l'indemnité.

[2] *De consecratione* I 33 (pseudo-Ingelheim, dans *Faux Capitulaires* I 383 et II 102).

[3] En restreignant soit la durée de la licence, soit le nombre des bénéficiaires, soit le culte.

[4] Cuttis, *op. cit.*, p. 112-121.

Digitized by Google

Ce lien paroissial pouvait être conservé par l'obligation imposée aux fidèles d'assister à la messe paroissiale pour les grandes fêtes et plusieurs fois dans le cours de l'année [5]; par la fermeture des chapelles de religieux pendant les offices de la communauté [6], par le versement des oblations à l'église paroissiale [7].

INSERTION DANS LE SYSTÈME

Aucune solution plus radicale que l'érection de l'église nouvelle en paroisse. Elle fixait fréquemment le sort des collégiales et aussi le destin des églises, parfois des chapelles dont l'utilité pastorale était démontrée et qui accédaient par degré à la dignité de paroisses [8]. Alors s'appliquait la procédure normale du démembrement de bénéfices. Le curé de la paroisse amputée gardait le droit de présenter le curé de la filiale [9].

CONCLUSION

Toutes ces précautions n'empêchaient point quelques fraudes ni quelques contestations : des chapelles tendaient à usurper les droits paroissiaux et il y avait des oratoires subreptices ; entre les paroisses s'élevaient des conflits de frontières. Cependant, les mesures préventives et conservatrices empêchaient les créations arbitraires. La solidarité régionale devait être assurée par le doyenné.

SECTION II. — LA SOLIDARITÉ DÉCANALE.

Dans les minuscules diocèses comme ceux de l'Italie centrale, la liaison était facile entre l'évêque et tout le clergé. Dans les diocèses beaucoup plus étendus de l'Italie du Nord, la grande paroisse *(plebs, pieve)* est comme un petit diocèse gouverné par un archiprêtre. Le problème de la solidarité des paroisses ne se pose que le jour où de nombreuses paroisses, autonomes et dispersées, ont surgi dans de grands diocèses ou au sein du territoire de l'antique *plebs* collégiale. Alors naissent de nouveaux types d'agrégation locale, avec un chef et une organisation, sorte de miniatures du diocèse. Examinons la genèse de ces types, le statut du chef, les moyens et l'exercice du pouvoir.

§ 1. — Les types.

LA GRANDE PAROISSE

Le plus ancien type d'organisation vicinale est l'archiprêtré du haut Moyen Age, qui survit dans l'Italie du Nord jusqu'à l'âge classique. Il se caractérise par le rayonnement d'une grande paroisse, dont le clergé collégial assure

[5] Grandes fêtes (dont il est intéressant de relever la liste) et nombre fixé de présences.
[6] Nous exposerons au livre V les décisions conciliantes des papes, spécialement de Boniface VIII.
[7] Constitution du légat Ottoboni (Angleterre, 1268).
[8] LAENEN, p. 78-80, montre fort bien cette progression.
[9] *Ibid.*, p. 88 : règle générale, à partir d'Alexandre III.

Digitized by Google

le pastorat des églises et chapelles de la campagne [1]. A mesure que ces lieux de culte secondaires acquièrent la personnalité, apparaissent les problèmes du lien avec l'église-mère.

GROUPEMENT DES PETITES PAROISSES

Décanat. — Dans la Gaule franque, les églises se sont multipliées au point que la déconcentration des pouvoirs épiscopaux s'est imposée à la Réforme carolingienne. Au IXe siècle, apparaît le doyenné, comme une circonscription du diocèse, dont le chef est un vicaire de l'évêque et un auxiliaire de l'archidiacre : les *capitula* d'Hincmar nous font connaître la nature et le rôle de la cellule nouvelle qui, née dans les régions centrales de la Chrétienté carolingienne [2], se forma bientôt dans le sud et l'est de la Germanie, au XIe siècle en Angleterre après la conquête normande [3].

Cependant, en Germanie, l'organisation vicinale prit un caractère particulier : plutôt qu'imposée par la hiérarchie, elle fut postulée par les clercs. Les origines, obscures, pourraient être cherchées dans le mouvement général de coopération entre égaux qui, pendant les siècles d'effacement du pouvoir central, a fait surgir corporations et confréries [4]. Un souci d'entraide spirituelle et temporelle inspirait ce groupement, d'abord spontané ; ce trait subsista.

Le doyenné classique. — Le type qui devait l'emporter, jusqu'à devenir exclusif, fut, naturellement, le type autoritaire. Dès le XIIIe siècle, chapitre rural et doyenné s'identifient, la grande paroisse se transforme en doyenné [5]. Système collégial et système corporatif se sont accommodés des moules d'une Église qui tend à uniformiser toute son administration. Ce rouage mineur va prendre une importance majeure, au cours d'un âge où se multiplient, à la base comme au sommet, les institutions et les règles ; où l'éloignement

[1] FORCHIELLI, *La pieve rurale*, Rome-Vérone, 1931. Ne point confondre cet archiprêtre rural avec l'archiprêtre urbain que nous avons rencontré aux côtés de l'évêque. Les deux termes *decanus*, *archipresbyter* désignent dans certains textes le même personnage. C'est le cas de Ubin, cf. J. CHOUX, *L'épiscopat de Pibon*, Nancy, 1952, p. 44-45.

[2] FEINE, p. 180-181 (riche bibliographie).

[3] FAURE, *L'archiprêtre, des origines au droit décrétalien*, Grenoble, 1911 ; E. GRIFFE, *Les origines de l'archiprêtre de district*, dans *R.H.E.F.*, 1927, p. 16-50 ; P. ANDRIEU, *Pour servir à l'histoire des doyens ruraux des origines au XIIIe siècle*, dans *Revue de Normandie*, 1932 ; A. HEINZ, *Die Anfänge des Landdekanates im Rahmen der Kirchl. Verfassung der Erzbistums Trier*, Trèves, 1951.

Pour l'Allemagne : les nombreuses monographies indiquées par FEINE, p. 183-184.

Pour l'Angleterre : P. ANDRIEU-GUITRANCOURT *Essai sur l'évolution du décanat rural en Angleterre, d'après les conciles des XIIe, XIIIe et XIVe siècles*, Paris, 1935.

Pour la France : nous utiliserons le diplôme déjà cité de DELSALLE (p. 114-126), qui a bien marqué l'importance du décanat au XIIIe siècle.

Grandes inégalités territoriales : dans le diocèse de Meaux, 6 décanats, qui ont de 19 à 41 paroisses ; dans Xanten (Cologne), 5 décanats, 148 paroisses.

[4] Hypothèse de J. ALHAUS (*Die Landesdekanate des Bistums Konstanz im Mittelalter* Stuttgart, 1929, *K. A.* de Stutz, fasc. 109-110), qu'est enclin à admettre J. BURCKLÉ, *Les chapitres ruraux des anciens évêchés de Strasbourg et de Bâle*, Colmar, 1935 ; F. PAULY fait concourir à l'étude de ces chapitres ruraux de nombreuses sciences, depuis l'archéologie jusqu'à l'histoire économique, dans *Siedlung und Pfarrorganisation im alten Erzbistum Trier. Das Landkapitel Kaimt-Zell*, Bonn, 1957.

[5] Burcklé montre cette identification en Alsace. La grande paroisse se morcelle en Italie.

Digitized by Google

personnel des évêques et des archidiacres nécessite un renforcement des pouvoirs locaux.

Malgré cette éminence, le doyenné apparaît dans le *Corpus* assez rarement [6]. Si le droit commun pose peu de règles, c'est que l'institution a été modelée par la législation et la coutume diocésaines : le doyenné offre beaucoup de variantes, les statuts que nous allons relever ne valent que pour une province ou un diocèse [7]. Ils nous informent sur la condition du doyen et l'organisation du doyenné.

§ 2. — La condition du doyen.

Le droit local contient, sur les fonctions, la puissance, le choix, la condition canonique, du doyen, de nombreuses précisions, que l'on peut regarder comme normales ou assez répandues dans tout l'Occident [1].

FONCTIONS

En divers lieux, la lourde responsabilité lui incombe d'une enquête sur la vie et les ressources des candidats à la cléricature [2]. Tenant à jour la liste des bénéfices de l'évêché [3], il veille à la transmission des registres pour que les nouveaux curés connaissent leurs fidèles et les tiennent à l'écart des excommuniés [4]. Il donne un emploi aux prêtres sans bénéfice [5]. Aux clercs en difficulté, spécialement aux malades, il prête son assistance [6]. Constamment, il veille à l'exacte résidence [7], à l'entretien des bâtiments, à la conservation des livres et des ornements [8], à l'observation des censures [9]. Par lui, les canons sont rappelés, les ordres de l'évêque et de l'archidiacre sont communiqués et il dénonce à ces supérieurs lointains les infractions majeures, notamment les concubinages cléricaux [10], les mariages clandestins [11], les paroissiens qui n'ont point communié à Pâques [12].

[6] Point de titre pour le décanat.

[7] Ils ont été dépouillés pour la France par ADAM, *op. cit.*, et par L. R. DELSALLE. Voyez encore INGER, p. 144-149 et 502-523 pour la Suède.

[1] Beaucoup de précisions dans l'article *Archiprêtre* du *D.D.C.* (AMANIEU). Vue générale dans J. L. ZAPLOTNIK, *De vicariis foraneis*, Washington, 1927. Des renseignements locaux pour l'Angleterre dans A. HAMILTON THOMPSON, *Archideacons and Rural Deans*, Raleigh Lecture 1943, *Proc. of Brit. Academy*, XXIX; J. J. CHURCHILL, *op. cit.*, I, p. 81-83; pour la Belgique, É. DE MOREAU, *op. cit.*, III, p. 338-340. Je n'ai pu lire la thèse de F. FOSTER, *The Activities of Rural Deans in England in the XII. and XIII. Cent.*, Manchester, 1955.

[2] Coutances, 1377.

[3] Paris, 1311; Angers, 1314. Le doyen veille à leur occupation par des clercs du diocèse, Cambrai, 1300-1307.

[4] Reims, 1344, c. 3.

[5] Cambrai, 1300-1307.

[6] Troyes, 1374, c. 12.

[7] *Ibid.* et Cambrai, 1300-1307; Noyon, 1304-1307; Paris, 1311.

[8] Bâtiments : Cambrai, 1323-1324; Tournai, 1366. — Matériel : Cambrai, 1300-1307; Troyes, 1374; Coutances, 1377.

[9] Cambrai, 1312.

[10] X I 24 4 (*Ut singulae :* constitution de l'empereur Lambert après le concile de Ravenne, 868, auquel les collections canoniques l'attribuent). Troyes, 1374.

[11] Tournai, 1366.

[12] Toul, 1359.

Digitized by Google

ÉLÉMENTS DE PUISSANCE

Toutes ces fonctions supposent une puissance adaptée. L'autorité du doyen s'exerce par voie de commandement, de justice et de police : il prescrit, il juge, il contraint et saisit, parfois il fait appel au bras séculier [13]. Aucune source particulière de revenus ne lui est assignée, mais il prélève de nombreuses taxes : pour la mise en possession ou la résignation d'un bénéficier, les examens d'ordinands, les obsèques des prêtres, les actes de chancellerie [14]; les tournées lui rapportent des procurations et les procès, des amendes [15]. Enfin, le prestige résulte de son titre, de sa préséance et de la possession d'un sceau [16].

Comme il arrive souvent aux chefs, les doyens ont gonflé les attributs de leur puissance. L'autorité s'exerçant surtout par la justice, beaucoup ont élargi leur compétence [17]. Il leur arrive de l'étendre à des causes réservées : mariage, testament, crimes, action tendant à déposition ou privation de bénéfice [18]. Leur indiscrétion s'étale surtout dans les affaires matrimoniales que les synodes anglais leur refusent énergiquement [19]. Parfois, leur richesse s'accrut par des extorsions [20]. Le soin que prennent les évêques de fixer les tarifs, d'exiger une exacte tenue des comptes, d'exercer un contrôle attentif laisse supposer des abus fréquents dont plusieurs sont dénoncés dans les statuts [21]. Par toutes ces extensions de leurs moyens ils ont amoindri leur prestige moral, pendant que grandissait leur fortune.

CHOIX

Puisque le doyen est à la fois au service de l'évêque et de l'archidiacre, il est normal que tous deux le nomment conjointement : ce que décide le pape Innocent III, en application de la maxime *quod omnes tangit* [22]. La glose ordinaire ajoute : selon la coutume des lieux [23]. Or, cette coutume est variable. Non seulement les rôles de l'évêque et de l'archidiacre sont inégaux selon les diocèses, mais le clergé aussi a un rôle, parfois coopératif et parfois exclusif : les *Fausses Décrétales* associent l'archidiacre et le peuple au choix de l'archiprêtre [24]; dans les diocèses germaniques, le clergé seul élit [25]. A Liège et sans doute dans la

[13] Cambrai, 1300-1307.
[14] ADAM, *op. cit.*, p. 76.
[15] Tarifs fixés par l'évêque, de même que pour l'apposition du sceau, notamment sur les testaments.
[16] Cambrai, 1317; Coutances, 1375. *Quilibet decanus nomen sui decanatus a notario in suo sigillo poni faciat.* Reims, 1330.
[17] Cambrai, 1300-1307 et 1311 exclut la compétence matrimoniale; Meaux, 1346, les causes immobilières; Troyes, 1374, l'enregistrement des lettres de tutelle et des donations entre époux : mêmes interdits des conciles locaux (*D.D.C.*, col. 1014).
[18] *D.D.C.* Article *Archiprêtre*, col. 1014 et suiv. : AMANIEU renvoie aux synodes qui répriment les abus de compétence des doyens.
[19] Concile d'Oxford, 1222, dans MANSI, t. XXII, col. 1158.
[20] Procurations sans visite : Meaux, 1346. Livraison du Saint-Chrême : Paris, 1311; Cambrai, 1336. Simonie judiciaire : Constitution de Richard Le Poore, 1217.
[21] Cambrai, 1308, 1335, 1336, 1343.
[22] X I 23 7 (*Ad haec :* Innocent III) § 6.
[23] Sur le mot : *communiter.*
[24] Texte reproduit par Gratien, Dist. 63 c. 20.
[25] É. DE MOREAU, t. III, p. 338.

Digitized by Google

plupart des diocèses rhénans et mosellans, curés et vicaires perpétuels prennent seuls part au vote, dont le résultat est signifié aux clercs et au peuple pour approbation [26]; l'évêque examine l'élu, qui doit être prêtre, âgé de 25 ans et confirmé; l'archidiacre procède à l'installation [27]. Comme pour les évêques, trois modes d'élection sont admis et la pratique des capitulations ménage les droits des curés, au moins jusqu'au jour de l'entrée en charge du nouveau doyen [28].

Dans certains diocèses, la durée de la charge est limitée [29]; dans la plupart, l'inamovibilité semble établie, la cessation de l'office n'étant justifiée que par l'incapacité ou l'indignité dont les supérieurs hiérarchiques seraient juges [30].

CONDITION CANONIQUE

Muni de pouvoirs bien déterminés et durables, le doyen a reçu un *office* [31]. La glose déclare expressément qu'il est juge ordinaire [32]. Cependant, sa relation avec l'évêque et l'archidiacre le fait apparaître comme une sorte de délégué [33]. En fait, sa condition juridique souffre d'ambiguité. Ses fonctions courantes et, souvent, son origine élective lui donnent une autonomie que ses missions occasionnelles et son apparition tardive semblent compromettre.

En fait, il a des devoirs et des droits fondamentaux attachés à son titre et il est l'agent de l'évêque et de l'archidiacre. En Angleterre, sa dépendance envers l'archidiacre est exceptionnellement rigoureuse : nous le vérifierons mieux dans l'organisation du doyenné.

§ 3. — L'organisation du doyenné.

ADMINISTRATION CENTRALE

Au siège du doyenné, sont établis l'administration et le contentieux [1]. La rédaction des actes exige une petite chancellerie. Un greffier enregistre, appose le sceau, procède aux intimations et perçoit les émoluments de son service : il lui est loisible de se décharger de la besogne sur des sous-ordres ou des remplaçants [2].

Un auditoire juge les causes au for externe et il comporte, sinon un official, du moins un petit personnel d'appariteurs et de scribes [3].

[26] F. Toussaint, *Élection et sortie de charge du doyen de chrétienté dans les anciens diocèses de Liège et de Cambrai*, dans *R.H.E.*, 1947, p. 50-80.

[27] En somme, Innocent III en a fait un agent de l'archidiacre autant que de l'évêque.

[28] Toussaint, p. 67.

[29] Id., p. 76 : discussions sur l'inamovibilité.

[30] Révocation normale d'un mandat.

[31] C'est le terme des *Décrétales*. Les canonistes discutent le sens du mot juridiction employé par Innocent IV.

[32] In c. 4 X I 24, sur le mot *Referant*. Cependant, voyez la glose sur le mot *Renuncient*.

[33] X I 24 4 *(Ut singulae « ... cuncta tamen referant ad Episcopum nec aliquid contra ejus decretum ordinare praesumant ».)*

[1] Le siège est dans la localité principale ou dans un chef-lieu traditionnel, Bayeux, 1317.

[2] La nomination est faite par l'évêque, avec l'agrément du chapitre et la confirmation peut en être demandée au pape. É. Fournier, *op. cit.*, p. 6.

[3] Cambrai, 1300-1307. Le doyen rédige les formules d'absolution pour les excommuniés.

Digitized by Google

ASSEMBLÉES RECTORALES

Périodiquement, les recteurs de toutes les paroisses tiennent une assemblée, que l'on appelle calendes, chapitre ou comput [4]. Leur présence, en personne ou par délégué, est obligatoire, sous peine d'amende [5]. Une partie des statuts synodaux y est lue et commentée [6]. Des communications, des informations, des échanges de vues remplissent la séance, jusqu'à l'heure du repas commun, qui est la récompense et le péril de la journée [7]. En Angleterre, ces assemblées ont une fonction judiciaire : le doyen y peut citer les personnes que lui ont dénoncés des accusateurs sérieux, tenant la place des anciens témoins synodaux [8]. Les actes de ces assemblées, parfois appelés records, conservent le détail des séances et les décisions prises [9].

Dans les diocèses rhénans et plus généralement dans les diocèses germaniques où la notion corporative restait prédominante, le doyenné a été beaucoup plus fortement organisé, au point de former une sorte de gouvernement avec ses finances et ses statuts, ses assemblées et ses officiers [10]. Même si les évêques ont, dès le IX^e^ siècle, opéré la décentralisation, il n'est pas douteux qu'à l'âge classique, la marque autoritaire est obscurcie par la volonté collective du clergé rural. Ce sont les clercs qui élisent le doyen et son auxiliaire principal, le camérier, qui est économe et archiviste [11]. C'est au chapitre général que sont débattus les problèmes d'intérêt commun, que sont rendus les comptes et jugées certaines affaires [12]. Des définiteurs préparent le travail et assurent la permanence. Le chapitre se double d'une

[4] Institution étudiée en plusieurs diocèses : Würzburg (J. KRIEG, 1916); Eichstätt (F. X. BUCHNER, 1919), Bamberg (G. KANZLER, 1931 et 1934). En principe, réunion mensuelle au chef-lieu, pour une journée; réunions extraordinaires, quand il en est besoin, Autun, 1317. A Reims, avant le synode diocésain : Statuts de 1330.

[5] A Reims (vers 1330) 20 sols : les présents en reçoivent un tiers *ad potandum;* Autun : 40 sols et excommunication; Bayeux, 10 sous tournois. Empêché, le curé devait envoyer un chapelain ou un autre prêtre muni d'un mandat spécial. Autun, 1322. Malgré ces peines, beaucoup d'absences. Autun, 1317.

[6] *Ad statuta synodalia recitanda*, Bayeux, 1317. Le doyen devait procurer à tout curé demandeur un exemplaire des statuts, qu'il devra commenter en tout chapitre. DELSALLE, *op. cit.*, p. 124, prouve que cette connaissance des statuts est le but essentiel de la réunion. Aux statuts qu'il invoque, ajoutez les conciles rhénans (Mayence, 1225; Trèves, 1227).

[7] ... *ne aggregatio vestra, congregatio taurorum vel porcorum debeat voccari*, Bayeux, 1317.

[8] Pour l'Allemagne, K. O. MÜLLER, *Ein Landkapitel als geitsliches Gericht*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1934, p. 390.

[9] Ils ont été inventoriés et utilisés par les auteurs de monographies ci-dessus indiquées.

[10] A Strasbourg et à Bâle, les recettes proviennent des taxes d'entrée et de sortie, du droit de dépouille, des cotisations, amendes et offrandes. Les plus anciens statuts que nous ayons gardés sont de 1358 pour Strasbourg et de 1370, remaniement d'un statut ancien, pour Bâle. Outre le chapitre général, il y a des réunions spéciales. De nombreuses charges secondaires permettent la tenue des assemblées et le fonctionnement de l'institution.

[11] Tous les statuts strasbourgeois et bâlois sont d'accord sur les principes : le doyen est élu, à vie, confirmé par l'évêque; il est chef d'une corporation autonome et, en même temps, homme de confiance de l'évêque qui lui délègue juridiction. Les statuts synodaux de Bâle, 1297, le chargent de la surveillance de la discipline et de la pratique du ministère Il est l'intermédiaire, curé de ses capitulaires et homme de la curie.

[12] L'organisation du chapitre général ressemble à celle des chapitres généraux chez les religieux, avec ses programmes d'intérêt commun, son définitoire, ses solennités liturgiques. BURCKLÉ, *op. cit.*, p. 132-158; p. 256 et suiv.

Digitized by Google

confrérie qui a les mêmes statuts et où peuvent entrer les laïcs : le but est essentiellement pieux et accessoirement charitable [13].

RÔLE EFFECTIF

Le doyenné, institution tardive, tient, on le voit, un rôle essentiel dans le droit de l'âge classique. Comment l'a-t-il tenu? Les sources n'autorisent pas un jugement péremptoire. Elles nous apprennent les négligences et les abus plutôt que les bienfaits. On peut supposer que les charges de contrôle et de secours délaissées par les évêques et les archidiacres étaient trop lourdes pour de simples doyens, sauf dans les régions où le caractère corporatif du chapitre rural a gardé toute sa force. En somme, la coordination diocésaine, remarquablement organisée par le droit, se réalisait inégalement sur le terrain, parmi les mainteneurs de l'Église.

SECTION III. — L'UNITÉ DIOCÉSAINE.

La relative uniformité des paroisses, leur solidarité régionale ne suffisent point à assurer l'unité diocésaine. Toute unité prend source au centre de l'autorité, se ranime par des vérifications espacées, s'entretient par de fréquents échanges. Relevons dans le droit ces conditions de vie.

§ 1. — La mission initiale.

ENGAGEMENT DIOCÉSAIN

En prenant ses fonctions, le recteur est engagé dans l'ordre diocésain. Son pouvoir de gouvernement s'appuie sur son titre et, depuis les ordinations absolues, sur la mission que lui confie l'évêque [1]. Incorporé au diocèse, il est soumis à la loi locale, à tous les commandements, à la justice, à la police de son Ordinaire.

SERMENT À L'ÉVÊQUE

Sa parfaite obéissance est solennellement promise par un serment prêté à l'évêque : il s'engage à une constante fidélité, à une administration exacte, à l'observance de tous les devoirs de son état [2].

Ainsi, dès le début de leur carrière, tous les recteurs sont comme enrôlés dans une milice dotée d'un règlement uniforme, sous un chef unique.

[13] Les statuts strasbourgeois de 1338 concernent les droits mortuaires; ceux de Bâle (1378), sur 19 paragraphes, en contiennent 5 relatifs au décès des confrères, 2 à l'assistance au confrère indigent et au prêtre infirme.

[1] Que l'on appellera plus tard *missio canonica*. H. HELLMUTH, *Die missio canonica*, 1908 et dans *A.f.K.K.R.*, 1911, p. 448 et suiv.

[2] INGER traduit le serment prêté à l'évêque de Linköping, qui est dans REUTERDAHL, *Statuta synodalia veteris ecclesiae sveogothicae*, Lund, 1841, p. 85 et suiv.

Digitized by Google

§ 2. — Les contrôles périodiques.

LA VISITE ÉPISCOPALE

Le recteur est muni d'instructions précises. Mais il rencontre dans sa paroisse des coutumes ou des usages, il peut négliger ses devoirs, il a, comme tous les hommes et plus que la plupart, son originalité. Pour vérifier l'observation des lois, l'état des bâtiments et du culte, la tenue morale des clercs et des laïcs, il n'est d'autre moyen que la visite. Évêque, archidiacre, doyen doivent se transporter à intervalles fixes dans les paroisses. Considérons successivement les règles de cette triple inspection et les résultats sensibles.

Règles. — La visite fut toujours une des fonctions de l'évêque [1] attestée au IVe siècle, réglementée par l'Église ibérique, capitale sous les Carolingiens et dans l'Église germanique. Les collections canoniques conservent les textes essentiels de son histoire jusque dans le *Décret* de Gratien [2]. Les papes de l'âge classique se sont surtout préoccupés de limiter quelques abus [3].

L'évêque doit visiter chaque année son diocèse [4]. Empêché, il confiera la charge à des représentants qualifiés [5].

Selon les règles établies dès le VIe siècle dans chacune des paroisses, le visiteur ordonne les réparations nécessaires des bâtiments, il vérifie les finances, il examine la vie des clercs, leur administration du culte et des sacrements, il les catéchise pour qu'ils sachent baptiser; ayant rassemblé le peuple dans l'église, il enseigne les vérités fondamentales et il confirme. Le curé informe l'évêque de l'état moral de la paroisse, lui révélant les scandales, concubinages, fornications notoires, sortilèges, hérésies, conjurations, mépris des censures, offenses à l'Église [6], des précautions sont prises pour empêcher l'évêque de s'attarder ou de pressurer les églises [7].

[1] L'exposé le plus récent des règles est de Göran INGER, *Das Kirchliche Visitationsinstitut im mittelalterlichen Schweden*, Lund, 1961, p. 122-131. Esquisse du droit chez A. L. SLAFKOSKY, *The canonical episcopal Visitation of the Diocese*. Diss. Washington, 1941. L'essentiel est déjà dans SÄGMÜLLER, t. II, p. 308-310.

[2] Pour démontrer que toutes les églises sont sous la juridiction de l'évêque, Gratien allègue la série des textes ibériques concernant la visite. C. 10 q. 1 c. 9-12. Pour empêcher les extorsions de l'évêque en visite, il invoque une autre série ibérique et un synode carolingien. C. 10 q. 3 c. 6-8. Les visites épiscopales ont eu en Germanie occidentale une importance exceptionnelle : les *Libri* de Réginon furent composés, au début du Xe siècle, pour leur servir de guide et plusieurs de leurs textes sont, par intermédiaires, entrés dans le *Décret* de Gratien. Cf. W. HELLINGER, *Die Pfarrvisitation nach Regino von Prüm*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1962, p. 1-116.

[3] Aussi les principaux textes sont-ils au titre *De censibus* et non dans un titre propre à la visite.

[4] C. 10 q. 1 c. 10 (*Decrevimus :* Tarragone, c. 8). Rappel du texte, *ibid.*, c. 11 (*Episcopum per cunctas :* Tolède IV, c. 35).

[5] Le concile de Tolède IV ordonne à l'évêque malade ou trop occupé de déléguer des prêtres sûrs ou des diacres.

[6] Le plus explicite des textes est le canon 1 du 2e synode de Braga (572) = C. 10 q. 1 c. 12, relatif aux connaissances religieuses et aux mœurs. Les canons de Tarragone et de Tolède avaient pour objet la réparation des églises et la finance. Le texte de Braga prévoit deux journées : l'une pour les clercs, l'autre pour les laïcs et la glose ordinaire y insiste.

L'idéal du visiteur est tracé par saint Bernard dans la *Vita Malachiae*, c. 8 que rapporte (dans un article très sommaire) RUMPF, *Die bischöflichen Visitationen*, dans *A.f.K.K.R.*, 1874, p. 389.

[7] C. 10 q. 3 c. 1 (*Placuit :* Braga II, c. 2); c. 6 (*Quia cognovimus :* Tolède IV, c. 20); c. 7 (*Cavendum :* Châlon II, c. 14); c. 8 (*Inter cetera :* Tolède VIII, c. 4).

Digitized by Google

Comme des indiscrets ruinaient les paroisses par les exigences du gîte et de la table, le troisième concile du Latran restreignit à vingt ou trente chevaux leur équipage, excluant chiens de chasse et faucons, et il interdit l'exigence de menus somptueux et de taxes [8]. Le quatrième concile du Latran eut à rappeler ce règlement et il réserva la procuration à celui qui visite en personne [9]. Pour empêcher les exactions arbitraires, le deuxième concile de Lyon spécifia que le visiteur ne peut demander que le vivre [10], mais, instruit par l'expérience, Boniface VIII permit le rachat, une seule fois conclu dans la journée [11]. Benoît XII fixa les tarifs [12].

Réalités. — L'application du droit nous est révélée seulement par quelques procès-verbaux [13], par de très rares allusions dans les correspondances et les chroniques, par la législation elle-même et les commentaires du *Corpus* [14].

Périodicité. — Annuelle, comment la visite aurait-elle pu l'être, dans les diocèses immenses : Lincoln, Limoges ou Mayence [15]? Ou dans les diocèses montagneux, marécageux, sans bonnes routes? Comment un évêque chancelier du royaume eût-il trouvé le temps de parcourir la campagne? Ces obstacles géographiques, politiques, étaient irréductibles [16]. L'insécurité des chemins, en temps de guerre et de paix, retenait un temps les timides. La mauvaise santé, l'indolence, l'indifférence y ajoutaient l'obstacle personnel. Des délégués n'auraient pu remplir qu'une partie de la tâche, dans des régions limitées et sûres [17].

En Angleterre, l'irrégularité se déduit du nombre considérable d'églises et d'autels que consacrent les évêques au cours de leurs tournées [18]. Même les évêques diligents ne pouvaient, leurs *Registres* en font foi, parcourir qu'une région [19].

Programme. — Un questionnaire était parfois adressé, par voie directe ou indirecte, à tous les recteurs [20]. Il énonçait tout le programme et sollicitait une sorte de confession générale du clergé et des fidèles, un état des lieux et des finances.

[8] X III 39 6 (*Quum Apostolus :* Latran III, c. 4).
[9] X III 39 23 (*Procurationes :* Latran IV, c. 33).
[10] VI III 20 1 *(Romana ecclesia)* § 5.
[11] *Ibid.*, c. 3.
[12] *Extrav. comm.*, III 10 c. un. (*Vas electionis :* Benoît XII).
[13] Pour l'Allemagne : M. Lingg, *Geschichte des Instituts der Pfarrvisitation in Deutschland* Kempten, 1888; pour l'Angleterre : Moorman, *Church Life...*, p. 185-196; pour la Suède : Inger, *op. cit.;* pour la France : mon *Introduction à la pratique...*, t. II, p. 61 (visites des archevêques Eudes Rigaud, Simon de Beaulieu, Jean de Sully, Bertrand de Got, et, la dernière année de l'âge classique, de l'archevêque de Lyon).
[14] Toutes ces sources relatent surtout les abus pour s'en plaindre et les corriger.
[15] Cette difficulté est une des causes du morcellement postérieur de plusieurs diocèses.
[16] Moorman, p. 186 et suiv.
[17] Inger, *op. cit.*, p. 388-389.
[18] Lors de sa première visite. Bronescombe, évêque d'Exeter (1257-1307), consacre 21 églises. Pendant l'été de 1336, l'un de ses successeurs, Grandisson, consacre 14 autels. (Lyle, p. 124 et suiv.)
[19] Moorman le prouve par les itinéraires. De même, Inger.
[20] Moorman, p. 191, n. 2.

Digitized by Google

Nous savons mal comment se déroulait, en fait, la visite. Elle était trop rapide pour permettre un examen approfondi de l'état spirituel et temporel de la paroisse [21]. D'autant que le visiteur était souvent occupé au règlement de menus conflits entre le recteur et ses paroissiens [22]. Des récits détaillés de quelques tournées nous livrent seulement des renseignements sur l'itinéraire, la cuisine, les dépenses, et sur des consécrations d'églises ou d'autels. Les comptes rendus, rares, nous apprennent que les mœurs du clergé suscitaient de nombreuses accusations, inégalement fondées [23]. L'évêque prononçait un sermon; la confirmation semble exceptionnelle [24].

Sanctions. — La punition des fautes pouvait être immédiate : censure, amende, ou bien les inculpés étaient renvoyés au tribunal du diocèse [25]. Que la charge fût pesante aux curés, nous en avons des preuves nombreuses. Les évêques trouvaient avantageux d'entretenir leur personnel sur le pays, soulageant ainsi leurs finances : la plainte de Nils Sigvastsson, en 1320, est éloquente [26]. Ou bien ils prélevaient des procurations accablantes, sans toujours quitter leur palais [27].

LA SURVEILLANCE ARCHIDIACONALE

Les archidiacres, que nous avons vu apparaître au IX^e^ siècle et bientôt se multiplier, ont la charge de leur circonscription. Ils exercent le même contrôle que l'évêque [28].

Périodicité. — Le fragment d'Isidore de Séville recueilli par Gratien prévoit leurs enquêtes, par ordre de l'évêque [29]. Un texte qui serait tiré d'un *Ordo romanus* les substitue à l'évêque empêché pour une visite triennale [30]. Alexandre III n'autorise qu'une visite annuelle, sauf nécessité [31], mais Innocent III et Grégoire IX [32] prescrivent une vigilance constante, qui autorise et même exige toutes les visites nécessaires.

Objet. — Constitutions épiscopales et statuts synodaux précisent les objets de la visite archidiaconale : des questionnaires les classent, dont plusieurs nous sont parvenus [33]. Leurs trois chapitres concernent personne, culte et biens.

[21] Quelques heures à peine, dont la réception, le sermon, la liturgie occupent la moitié.
[22] Exemple en Suède pour les années 1323, 1346, 1350, dans INGER, p. 465, 443 et 461, 474.
[23] Le Registre de W. Giffard, auquel renvoie Moorman, contient p. 322 et suiv. un intéressant compte-rendu de la visite de deux paroisses. On y saisit sur le vif les accusations, sérieuses ou légères, portées contre clercs et moines, par leurs propres confrères.
[24] Malgré l'insistance des statuts anglais, on peut induire du silence des *Registres* que la confirmation était rarement donnée.
[25] Les *Registres* d'officialité contiennent peu d'affaires de ce genre.
[26] INGER, p. 418.
[27] *Ibid.*, p. 431.
[28] *Ibid.*, p. 134-143.
[29] D. 25 c. 1.
[30] X I 23 1.
[31] X I 23 6 *(Mandamus)*.
[32] X I 23 7 *(Ad haec)*; I 6 54 *(Dudum)*.
[33] Pour Lincoln, un questionnaire rédigé vers 1233 dans LABBE et COSSART, XI, 1, p. 479 et suiv.

Digitized by Google

Vertus et devoirs des clercs : tout le miroir que nous avons décrit pouvait éblouir ou faire ciller l'archidiacre. Il vérifiait les titres d'ordination, la tenue corporelle, l'habitat; s'enquérait de la régularité canonique — non-cumul, résidence et vertus cléricales —, abstention de distractions et occupations profanes; il s'informait des faiblesses notoires : avarice, incontinence, ignorance [34]. Quant aux laïcs, il se préoccupait de leur instruction, de leurs distractions et surtout de leurs difficultés matrimoniales [35].

La relation spirituelle entre clercs et laïcs s'établit dans l'administration du culte et des sacrements. Une inspection minutieuse de l'église et de son mobilier, des huiles et des saintes espèces faisait connaître l'état des lieux et des moyens; un interrogatoire sur la célébration des offices et sur la collation du baptême, de la pénitence, de l'extrême-onction rendait compte de l'exercice [36].

Le temporel ne pouvait se découvrir que par un coup d'œil sur les écritures et par l'audition de quelques plaintes. En quelques heures ou en quelques minutes, l'archidiacre examinait les revenus et le budget des fabriques, l'exécution des fondations, les demandes ou les résultats des aliénations, le rendement et le contentieux des dîmes [37].

Sanctions. — Pour réprimer les fautes, l'archidiacre inflige des censures : la suspense et l'interdit; des peines pécuniaires : amendes ou rétention de revenus [38]. La modération, la discrétion lui sont recommandées : il réserve à l'évêque les cas graves ou difficiles; plutôt que des amendes, qui le feraient soupçonner d'avarice, il prononcera des peines canoniques [39].

Les procurations de l'archidiacre ont été fixées, en même temps que celles de l'évêque, par les conciles et les décrétales, par les conciles particuliers et les statuts synodaux [40].

Nous ne saurions presque rien des visites des archidiacres s'ils n'avaient commis des abus que réprimait la législation [41]. Lacune d'autant plus regrettable que nulle source n'aurait été plus précieuse pour la connaissance des réalités.

[34] Statuts de Canterbury, 1236, c. 4 : les concubines des prêtres auront le choix entre mariage et monastère, sous peine, si elles résistent, d'excommunication et livraison au bras séculier (cité par *D.D.C.*).

[35] Mission conciliatrice plutôt que répressive.

[36] Abondante législation en Angleterre. Le questionnaire de Lincoln est très précis, sur le matériel liturgique et sur le personnel, qui doit être suffisant (vicaires) et respectueux des canons.

[37] Il peut prendre des mesures immédiates d'exécution : appliquer aux réparations les fruits du bénéfice, faire révoquer les aliénations et les affermages de biens ecclésiastiques, saisir les revenus des non-résidents.

[38] *D.D.C.*, au mot *Archidiacre* et mon *Introduction...*, II, p. 62.

[39] Les évêques ont grand soin de préserver les archidiacres de la cupidité ou d'un soupçon populaire d'avarice. Et aussi de la précipitation ou de l'excès dans les sanctions.

[40] X III 39 6 (*Quum Apostolus :* Latran III, c. 5) et 33 (*Procurationes :* Latran IV, c. 33). Amanieu a recensé (*D.D.C.*, 970) la législation locale.

[41] Nous avons le registre des *Visites pastorales de maître Henri de Vezelai, archidiacre d'Hiémois, en 1267 et 1268*, publié par L. Delisle dans la *Bibl. de l'Éc. des Chartes*, t. LIV, 1893, p. 457-467.

Digitized by Google

La visite archidiaconale était le moyen le plus sûr d'imposer partout la discipline. Régulièrement accomplie, elle eût informé l'évêque de toute la vie du diocèse. Nous doutons que ce tableau sincère et périodique lui ait été partout fourni [43].

LA SOLLICITUDE DÉCANALE

Nul ne se trouve mieux placé que le doyen pour contrôler les paroisses rurales. Il vit au milieu de leur cercle étroit, il peut chaque jour rencontrer ses confrères, il préside leurs réunions fréquentes, les bruits de la renommée lui parviennent sans même qu'il ait à les solliciter. La visite est seulement la formalité officielle que lui impose le droit canon [43].

Les plus anciens textes qui énumèrent ses fonctions insistent sur la visite annuelle qu'il doit accomplir avec un ou deux compagnons [44]. Un programme est tracé par les statuts de Meaux (1365) : titres du curé, moralité du clergé, pécheurs scandaleux, fabrique, sainte Réserve, mobilier liturgique; une inspection complète du matériel et du personnel permet de dresser un état de la paroisse [45]. Une sorte de conférence instruisait le curé des vérités disciplinaires [46]. Cette tournée se faisait parfois pour le compte de l'évêque, toujours d'accord avec l'archidiacre [47]. Elle s'achevait par des rapports adressés à l'évêque, des listes de contrevenants, des demandes de sanctions. Lui-même portait des sanctions, saisissant les fruits du bénéfice vacant ou tenu par un excommunié [48]. Il prenait les mesures d'urgence, comme la nomination d'une sage-femme, relevait les noms des bénéficiers qui n'ont point, au bout d'un an, reçu les ordres sacrés, des non-résidents, des prêtres aubergistes, des scandaleux, des excommuniés, des négligents dans l'administration des sacrements, des cimetières pollués, des testaments [49].

§ 3. — L'action permanente.

Comme le synode, la visite est, on le voit, irrégulière; en tous cas, elles est intermittente et rapide. L'ordre diocésain exige des relations continues, pour le moins fréquentes, entre l'évêque et ses auxiliaires d'une part, l'ensemble du clergé et des fidèles d'autre part.

[43] Soit négligence de l'archidiacre, qui visite irrégulièrement ou trop vite, soit fraude des curés, qui ont emprunté des objets aux confrères voisins (concile d'Exeter, 1287, c. 12) ou répondu sans vérité.

[44] INGER, p. 149-150 et p. 523-526 (avec bibliographie). Les Décrétales ne réglementent que le train et les taxes du visiteur. X III 39 6 (*Cum Apostolus :* Latran III, équipage de deux chevaux). *Extrav. comm.*, III 10 c. un. (*Vas electionis :* Benoît XII).

[45] *Capitula quibus de rebus magistri et decani singulas ecclesias inquirere et episcopo denuntiare debent*, d'Hincmar de Reims, dans *P.L.*, t. 124, col. 777-786. Le programme, très détaillé, deviendra traditionnel.

[46] MARTÈNE, *Thesaurus*, t. IV, col. 926 et suiv. C'est le texte le plus complet. Parmi les statuts importants : Autun (1316, 1317, 1322, 1323), dans MARTÈNE (*ibid.*, col. 494-501), Bayeux (vers 1320), dans BESSIN, t. II, p. 237.

[47] Reims, 1334, dans MANSI, t. XXVI, p. 13.

[48] Nous avons vu que le doyen est devenu l'agent de l'archidiacre, comme le remarque Amanieu.

[49] Autun, 1323, c. 14 précise qu'il ne pourra juger sauf s'il a reçu mandat de l'official.

[49] ADAM, p. 77-78, résume toute cette activité. On notera spécialement les statuts normands (Bayeux, Coutances) qui prescrivent l'exhibition des testaments.

Digitized by Google

RECOURS À L'ÉVÊQUE

Le recteur est tenu de se rendre chaque année à l'évêché pour y prendre les huiles saintes : voyage souvent empêché par la difficulté des communications et qui dut se faire par messager [1].

L'administration d'une paroisse suppose des recours plus ou moins fréquents à tous les services centraux du diocèse : demandes de licence ou de dispense, envois d'argent, témoignages judiciaires [2].

MISSIONS CONFIÉES PAR L'ÉVÊQUE

De son côté, l'évêque adresse au recteur des ordres ou des interdits, lui fait signifier des condamnations, des censures, le charge de missions [3]. Toute cette correspondance a disparu : son manque ne saurait nous faire oublier qu'elle constituait la trame de la vie quotidienne, dont elle nous eût appris le mouvement normal et les difficultés.

Plus proches, les archidiacres et les doyens étaient des agents, toujours en éveil, de la monarchie épiscopale.

Le transport des ordres et des documents est assuré par des messagers de la Curie, *nuntii*, *portitores*, véritables agents de liaison, qui, bien choisis, peuvent être des informateurs autant que des commissionnaires. Bien des périls les éprouvent sur les chemins, si l'on s'en rapporte aux statuts synodaux : spoliation et capture, coups et blessures, allant jusqu'à l'homicide. L'excommunication frappe les coupables [4].

Quelles étaient les relations ordinaires entre l'évêque et son clergé? Nous n'avons guère de renseignements précis sur ces relations humaines. On connaît peu d'évêques tyranniques ou malveillants. Avec les recteurs de paroisses et leurs auxiliaires, la distance était aussi grande que du seigneur à ses tenanciers. Un conflit n'était guère imaginable. Au contraire, il était inévitable, au moins de temps à autre, avec les chapitres des collégiales. Comme leurs congénères des cathédrales, ils admettaient difficilement le contrôle et la fiscalité de l'évêque, ils s'accordaient libéralement les pouvoirs coercitifs et défendaient leurs privilèges [5].

Conclusion.

Les règles du droit ont agencé la liaison horizontale et verticale de toutes les circonscriptions du diocèse. En fait, l'ont-elle assurée? On remarquera d'abord l'imparfait de leur observation. Même observées, elles laissaient

[1] On ne peut supposer que des curés fissent tous un long voyage.

[2] Nombreuses dispenses matrimoniales, dans des villages, où tous sont apparentés, paiement des taxes épiscopales, affaires devant l'officialité. Rappelons que le synode est une occasion, intermittente, de rapports avec la Curie épiscopale.

[3] Publication de monitoires, de sentences; demandes d'enquête, d'intervention.

[4] Statuts de Paris (1311), Trèves (1339), Chartres (1355), Toul (1358), Meaux (1365), Tournai (1366), cités par DELSALLE, p. 70.

[5] Ainsi, au XII[e] siècle, le chapitre Saint-Quiriace de Provins défend ses privilèges contre l'archevêque Richer et un peu plus tard, contre Guy de Noyers qui exige la procuration et conteste le droit d'excommunication. De 1258 à 1266, il se soustrait à l'interdit jeté sur la ville par Guillaume de Brosse et brave les censures. Dans tous les cas, le chapitre finit par avoir gain de cause. Cf. VEISSIÈRE, *op. cit.*

Digitized by Google

place à une certaine liberté, qui desserrait le lien paroissial. Ce lien lui-même constituait un groupe soucieux et jaloux de sa personnalité.

Rigide et souple, le système avait une apparence de vie et il permettait en vérité, un équilibre. L'illusion était que le contrôle pût entretenir cet état. Il n'y avait point de contrôle véritable[1]. Plus que d'information et de correction, trop d'inspecteurs étaient soucieux de leur fortune : le désintéressement, la piété, la perspicacité, le temps leur manquaient pour faire besogne utile.

CONCLUSION GÉNÉRALE.

L'Europe médiévale nous apparaît, dans le *Corpus* et dans les gloses, comme un monde exactement divisé en diocèses et paroisses, en circonscriptions élégamment emboîtées, où des institutions uniformes assurent l'harmonie, naturelle ou imposée.

Cette vision n'est point toute illusoire; les terres sont confinées, chacune a son gouvernement que des organes analogues ou identiques composent. Nous avons entrevu l'effort permanent des évêques pour adapter leur curie aux besoins du siècle, pour adopter les procédures nouvelles, pour substituer à leurs émules ou rivaux des hommes de confiance qui répondissent aux besoins en utilisant les techniques. Une volonté de création, de coordination, de contrôle aboutit à une perfection apparente des réseaux de la Chrétienté.

Chacun des gouvernements est un petit monde en équilibre instable, par suite des tensions entre les forces qui le composent, des compétitions de puissance. Chef unique, auxiliaires canoniques ou coutumiers, corps constitutionnels ou volontaires tendent à élargir leur puissance. Il en résulte quelques incidents vifs et des hostilités sourdes : mais aussi une défense contre l'arbitraire et la démagogie, en somme, une tranquillité de l'ordre, qui est la définition augustinienne de la paix.

Cet ordre, cependant, a changé de caractère. Jusqu'au XII[e] siècle, il était moins rigide, plus paternel; l'évêque entrait en rapports plus directs avec son peuple. Au cours de l'âge classique, les intermédiaires se multiplient, l'administration se complique, le droit transforme le palais.

Une force revigorée, elle aussi disparate et rajustée, est entrée en compétition avec l'Église séculière pour l'œuvre de salut et l'action sociale : les institutions ecclésiastiques feront, à partir du XII[e] siècle, une place grandissante aux religieux, qui vont être maintenant l'objet de notre étude.

[1] Cette observation nous paraît si importante que nous souhaitons une étude complète de tous les documents de visite à l'âge classique. Voyez notamment pour l'Angleterre des travaux concernant les diocèses de Londres (W. J. S. SIMPSON, dans *Camden Misc.*, vol. IX, 1895), Canterbury (C. E. WOODRUFF, dans *Archaeol. Cantiana*, 1917 et 1918), Ely (Seyriol J. A. EVANS, dans *Camden Misc.*, vol. 17); une liste dressée par Coulton dans *E.H.R.*, 1911. — Pour la France : Albi (E. CABIÉ, dans *Bull. ..... de la ville de Castres*, 1880); Lyon (MEHLE, dans *Bull. de la Diana*, t. 26). — Des études générales de G. CORNAGGIA MEDICI, *La visitatio plebana...*, Milan, 1935; G. G. COULTON, *The Interpretation of Visitation Documents*, dans *E.H.R.*, 1914.

Le défaut de contrôle véritable est un malheur de tous les gouvernements.

Digitized by Google

Digitized by Google

LIVRE V

L'ESSAIMAGE DES RELIGIEUX

A l'intérieur des frontières bien tracées de l'Église universelle, où le clergé encadre les laïcs, religieux et religieuses constituent comme des ecclésioles d'aspirants à la vie parfaite. Leurs maisons, longtemps autonomes, se sont peu à peu associées [1] et, par un processus inverse, des ordres se sont fondés, qui ont essaimé dans la Chrétienté : ces grandes familles se sont divisées en circonscriptions territoriales, compliquant par de nombreuses interférences la géographie ecclésiastique. Les réseaux des provinces religieuses, constitués sans attention constante aux frontières des métropoles, par un ordre, selon les hasards de sa diffusion propre, ne nous masqueront point la vue d'ensemble de ce monde religieux, plaqué sur les domaines de l'Église hiérarchique.

L'institution des religieux n'est point, dans son principe, ni dans ses moyens, ni dans ses fins, une institution juridique. Elle est d'abord une conception du salut, individuel et social : son étude relève de l'histoire de la spiritualité [2]. Pour remplir son office, elle crée des modes de vie où tiennent le premier rôle toutes les formes de l'hommage et du recours à Dieu : à ce titre, elle occupe une place éminente dans l'histoire de la liturgie [3]. Ses fondements sont aux Évangiles, dans la recommandation des conseils, que

[1] Voyez les exposés de SÄGMÜLLER, t. II, p. 390, PLÖCHL, 197 et FEINE, p. 75. Pour étudier l'histoire des religieux il sera bon d'avoir sous la main les *Études sur le vocabulaire monastique du Moyen Age* de Dom Jean LECLERCQ, dans *Studia anselmiana*, vol. 48, 1961.

[2] Outre les historiens de la spiritualité et le *Dictionnaire de spiritualité*, on consultera pour chaque famille religieuse les ouvrages qui concernent sa spiritualité particulière, par exemple dom SCHMITZ, pour les bénédictins, L. BOUYER, M. A. GOMEZ et M. A. DIMIER pour Cîteaux (1955). On a considéré comme un véritable *compendium* de la spiritualité bénédictine l'ouvrage de dom Claude J. NESMY, *Saint Benoît et la vie monastique*, Paris, 1959. Chaque particularité de la spiritualité a donné lieu pour chaque famille religieuse à des études approfondies. Ainsi, la spiritualité des chartreux, si finement analysée par le Chartreux anonyme, a été sur plusieurs points approfondie. Voyez, par exemple, B. BLIGNY, *Les premiers chartreux et la pauvreté*, dans *Le Moyen Age*, 1951, p. 27-60. La seconde partie de l'ouvrage de Dom J. LECLERCQ, Dom F. VANDENBROUCKE, L. BOUYER, *La spiritualité au Moyen Age*, Paris, 1961, concerne l'âge classique.

[3] Ce chapitre auquel le public attache un simple intérêt de curiosité, est très important dans cette vie de prière qu'est la vie monastique. Il a été maintes fois écrit pour chaque famille. Archdale A. KING, *Liturgies of the religious Orders*, Londres, 2e éd., 1956, étudie les rites propres aux chartreux, cisterciens, prémontrés, carmes, prêcheurs. Sur la vie liturgique à Jumièges : *Congrès scientifique du XIIIe centenaire*, Rouen, vol. II, 1955. Les publications relatives à la liturgie monastique sont examinées par E. VON SEVERUS, dans *Archiv für Liturgiewissenschaft*, 1956, p. 506-565. Bons développements dans A. G. MARTIMORT, *L'Église en prière*, s.d. (1961). La liturgie des Mendiants a été souvent étudiée. Voyez, par exemple, pour les Mineurs, A. LE CAROU, *L'office divin chez les Frères Mineurs au XIIIe siècle. Son origine, sa destinée*, Paris, 1928. Voyez encore les articles concernant les religieux dans l'encyclopédie *Catholicisme* (JACQUEMET).

Digitized by Google

la théologie interprète et justifie [4]. Ordres mendiants, hospitaliers ou militaires répondent, comme le monachisme, à des besoins de l'âme, que traduisent les fondateurs.

Pour connaître la vie des religieux pendant l'âge classique, il faudrait donc joindre au tableau déjà esquissé de leur multiplication insolite et de leurs activités multiples une analyse minutieuse et comparative de leurs aspirations, de leurs occupations, de leur exégèse et aussi de leur apport précieux à la conscience chrétienne, au culte public et privé, à toutes les sciences sacrées [5].

Notre tâche, plus modeste, est de décrire et d'expliquer les structures qui ont permis aux religieux de vivre. Elles ne sont point primitives, en ce sens que les fondateurs étaient bien préservés de l'obsession ou même de la préoccupation du droit. Le droit s'est imposé comme une condition de vie. Il s'est formé peu à peu, pour les besoins de chaque communauté, de chaque famille religieuse, de l'ensemble des fondations.

Maison, ordre, monde des religieux, nous étudierons successivement les cercles de la vie régulière, depuis l'enclos modeste jusqu'à la Chrétienté. Dans la description des maisons, des provinces et des ordres, nous retrouverons à chaque centre des groupes d'hommes et des masses de biens; nous retrouverons une administration et un gouvernement, c'est-à-dire un chef, de grands officiers, des assemblées, un petit peuple, tous les éléments du problème que nous avons posé dans le précédent livre : unité ou partage de la puissance. Et c'est encore ce problème qui surgira au terme de notre dernier chapitre où nous jetterons un regard sur ce monde des renonçants à la vie du Siècle [6].

[4] Dans l'exégèse scripturaire du conseil de perfection et dans la théologie des états de vie, cf. *D.T.C.*, au mot *États de vie* et plus récemment le traité général *Théologie de la vie monastique*, Aubier, 1961. Saint THOMAS, outre plusieurs parties de la IIe-IIae, consacre à cette théologie un *Opusculum de perfectione vitae spiritualis*.

[5] Nous nous contenterons d'une synthèse, à la fin de ce livre. Le sujet sera traité avec ampleur dans un ouvrage en préparation, consacré à la vie dans les maisons religieuses de toutes catégories et que nous espérons livrer en 1964.

[6] Rappelons que le statut des personnes a été présenté dans notre premier livre, chapitre 1 et qu'il n'est question, en ce livre V, que de la structure et de la vie des collectivités. La bibliographie commune aux deux sujets a déjà été donnée. Nous n'avons retenu, dans ce volume, que les ouvrages fondamentaux, nous bornant à ajouter (quand il y avait lieu) à leurs bibliographies les livres et articles plus récents.

Digitized by Google

CHAPITRE I

LA MAISON

Le centre naturel, nécessaire, de la vie religieuse est la maison affectée. Communautés masculines, communautés féminines, établissements complexes ou marginaux abritent les aspirants à la perfection.

SECTION I. — LA COMMUNAUTÉ MASCULINE.

Grandes sont les différences, de l'une à l'autre famille. Bornons-nous à caractériser trois types de communautés masculines : monastère de tradition bénédictine ou érémitique, demeure canoniale, couvent de frères [1].

§ 1. — Monastère.

CONSTITUTION Le monastère traduit un idéal [2]; il est conçu dès l'instant où un fondateur a défini la règle de vie, il naît dans un lieu et sous une forme qui s'adaptent au dessein initial, il se peuple et il apparaît comme un être juridique [3].

[1] Nous avons en vue : bénédictins et cisterciens, prémontrés et augustins, Prêcheurs et Mineurs, dans cette typologie élémentaire, qui, *nécessairement*, simplifie les lignes et omet les nuances. La trilogie que nous proposons est classique : *ordo monasticus, ordo canonicus, ordo fratrum*. Nous avions pensé à diviser l'*ordo monasticus* en cénobites et ermites : mais le droit tient peu de place dans la vie des camaldules et des chartreux, sans liens étroits avec le clergé séculier et, tout court, avec les personnes et les choses du Siècle. D'autre part, ces ordres ont compté peu de maisons et ils n'ont guère changé.

[2] Dom Olivier ROUSSEAU, *Monachisme et vie religieuse d'après l'ancienne tradition de l'Église*, Chevetogne, 1957.

[3] Tableau général avec bibliographie, chez Dom Patrice COUSIN, *Précis d'histoire monastique*, Paris, s.d. (1958); É. JORDAN, *Les institutions ecclésiastiques au Moyen Age; Les grands ordres monastiques*, Cours de Sorbonne, 1937; L. BOUYER, *Le sens de la vie monastique*, Turnhout-Paris, 1950. Nous ferons grand usage des ouvrages déjà cités de D. KNOWLES, G. DE VALOUS, du *Conspectus historico-juridicus de regimine monasterii in ordine Sancti Benedicti*, Rome, 1930 et de L. J. LEKAI, *Les moines blancs...*, trad. de l'anglais, Paris, 1957; G. MULLER-WILLEMS, *Histoire de l'ordre cistercien*, Cîteaux, 1956, 2 vol.

Études régionales : F. H. CROSSLEY, *The english Abbey. Its Life and work in the Middle Ages*, Londres, 1935; David KNOWLES, *Some developments in english monastic Life 1216-1336* (*Transactions of the Royal hist. Society*, 4e série, vol. XXVI, 1944, p. 37-52); J. C. DICKINSON, *Monastic Life in medieval England*, Londres, 1961. Rappelons le tableau général de MOORMAN et les études particulières de COULTON. J. BUHLER, *Klosterleben im deutschen Mittelalter*, Leipzig, 1921 (voyez les remarques de WERMINGHOFF, dans *Z.S.S., K.A.*, t. XI, 1921, p. 447). P. GROSSI, *Le abbazie benedettine nell'alto medioevo italiano*, Florence, 1957. — Parmi les très nombreuses monographies, pour les bénédictins : É. DE MOREAU, *L'abbaye de Villers en Brabant*, Bruxelles, 1909; N. SAUVAGE, *L'abbaye de Saint-Martin de Troarn...*, Caen, 1911; P. TISSET, *L'abbaye de Gellone*, Paris, 1933; K. LUEBECK, *Die Fuldaer Abte...*, Fulda, 1952 et les nombreux travaux du même savant sur Fulda. Pour les cisterciens : J. SCHMID, *Geschichte der Cistercienser Abtei St. Urban*

Digitized by Google

RÈGLE Règle de vie : la pensée commune à tous les fondateurs est de sanctifier une communauté d'hommes par la prière et la mortification dans la solitude; l'originalité de chacun est dans le choix des structures, de l'esprit et des occupations. L'option est entre le cénobitisme, comme chez les bénédictins, ou le groupement érémitique, comme chez les chartreux; la conception de l'austérité diffère à Cluny et à Cîteaux; l'accent est mis, selon les familles, sur la contemplation ou la liturgie, le travail intellectuel ou manuel [4]. Ce premier objet de la Règle commande toute l'implantation.

IMPLANTATION Site et architecture et jusqu'au décor de l'édifice répondent au destin de vie. Règles et constitutions prévoient la disposition de ce cadre fondamental : pièces communes chez les cénobites, maisons individuelles chez les ermites; églises luxueuses ou dépouillées, selon que le souci est de magnifier Dieu ou d'observer la simplicité évangélique; extension de la bibliothèque ou du domaine, conformément aux besoins de la communauté [5].

Une fois obtenues les autorisations et les ressources requises par le droit, la maison sera construite, ouverte à tous les postulants que n'exclut aucune incapacité [6].

(1194-1250), Lucerne, 1930; Archdale KING, *Cîteaux and her Elder Daughters*, Londres, 1954; Ed. KRAUSEN, *Die Klöster der Zisterzien Ordens in Bayern*, Munich, 1954. La *Revue bénédictine* et la *Revue Mabillon* donnent une bibliographie complète. Cf. aussi Dom L. H. COTTINEAU, *Répertoire topo-bibliographique des abbayes et prieurés*, Mâcon, [1935]-1939, 2 vol. Les revues cisterciennes font avancer des études auxquelles les dissensions sur les monuments primitifs de l'ordre et le Congrès saint Bernard ont donné un regain de vitalité : *Annalecta Sacri ordinis Cisterciensis... (A.S.O.C.)*, *Collectanea ordinis Cisterciensium reformatorum; Cistercienser Kronik*, *Cîteaux in de Nederlanden*, *Cistercium*.

[4] On connaît assez bien les intentions de la plupart des fondateurs, mais les caractères originaux de chacune des familles religieuses, sa parenté, surtout ses affinités avec les autres familles, dès l'origine et dans le cours du développement restent pleins d'obscurités ou de mystères : grand sujet de sociologie et de psychologie que les savants travaux des années récentes commencent à éclairer. Un exemple de la précision d'analyse en vue de découvrir l'originalité des familles religieuses est offert par l'auteur anonyme des quatre volumes : *Aux sources de la vie cartusienne* (polycopié, 1960) dont un exemplaire est à la Bibliothèque Nationale de Paris. Nombreux travaux sur l'attitude du monachisme à l'égard du travail (H. DORRIES, *Mélanges Ficker*, 1931), du monde (Chr. BAUR) et sur l'esprit de quelques grands ordres (W. DIRKS, *Die Antwort der Mönche*, Francfort, 1954).

La vie quotidienne des monastères est décrite par KNOWLES, t. II, p. 280-290. Voyez encore t. I, p. 448-471, 714 et 377 pour les chartreux, qui renvoie à un solide article de Dom WEBSTER dans *Catholic Encyclopedia*. Dom Cousin suppute l'horaire d'une journée à Cluny, au temps des équinoxes, p. 251. Cf. aussi Dom MINARD, *Du dortoir à la cellule*, Paris, *La Vie bénédictine*, 1938, p. 17-25, 71-78, 213-220, 394-403, 432-460; Dom J. LECLERCQ, *Pour une histoire de la vie à Cluny*, dans *R.H.E.*, 1962, p. 385-404 et 783-812.

[5] D. S. A. CRANAGE, *The home of the monk. An account of english monastic life and buildings in the middle ages*, Cambridge, 1926; Rose GRAHAM, *English monasteries*, dans G. BARRACLOUGH, *Social Life in early England*, New York, 1960, donne les plans de Cluny, Cîteaux, chartreux, gilbertins. Pour Cîteaux, M. AUBERT, *L'architecture cistercienne en France*, t. I, livre II, ch. 1; A. DIMIER, *Architecture et spiritualité*, dans *M.A.L.*, 1947, 255-274. Plans dans P. JEULIN, *Les transformations topographiques de l'abbaye de Clairvaux*, dans *Mél. saint Bernard*, 1954 et *Quelques découvertes et constatations faites à Clairvaux depuis une vingtaine d'années*, dans *Bull. Sté nat. des Antiquaires*, 1962. Bibliographie copieuse dans Dom COUSIN, 280 et suiv. Voyez KNOWLES, *Monastic Sites from the Air*, Cambridge, 1952; A. DIMIER, *Recueils de plans d'églises cisterciennes*, Aiguebelle, 1949 : 336 plans.

[6] Nous avons mentionné *supra*, p. 182 sq. l'autorisation épiscopale, l'exigence de la dot, les aptitudes requises des impétrants.

Digitized by Google

PEUPLEMENT

Par une sage précaution, le nombre des moines est limité : un minimum étant requis pour permettre l'organisation régulière, le maximum se détermine d'après les ressources [7]. En fait, la population des cloîtres dépend des vocations et des événements. Les fondateurs séduisent, les guerres et les pestes détruisent. Un monastère bénédictin, en général, abrite de vingt-cinq à cinquante profès [8]. Les convers, rares chez les bénédictins, ont afflué dans les premières fondations cisterciennes, mais la courbe n'a cessé de descendre au long des XIII[e] et XIV[e] siècles : l'extension du fermage et la dépréciation du travail manuel expliqueraient ce déclin [9]. Moines et convers constituent le centre monastique. Dans la maison et sur le domaine vit toute une population d'affiliés — oblats, donnés, rendus, prébendiers, pensionnaires — et de serviteurs — sergents, artisans, valets — dont le nombre s'accrut quand firent défaut les frères lais [10].

La proportion de ces catégories est diverse et oscillante. Ce qu'il convient de se représenter, c'est la complexité d'une cité jadis peuplée de coules et où les moines sont devenus parfois minorité, par invasion de salariés et d'hôtes, que l'on tient à petite distance.

[7] Vers la fin du XIII[e] siècle, l'Ile Barbe fixe son maximum à 40; Fleury à 45. Les *Consuetudines* de la Chartreuse admettent 13 moines (avec le prieur) et 16 convers. Les conciles répètent que le nombre prévu ne doit pas être diminué. Londres (légation) 1268, c. 50; Pont-Audemer (prov.) 1279, c. 12.

[8] U. BERLIÈRE, *Le nombre des moines dans les anciens monastères*, dans *Revue Bénédictine*, 1929, p. 231-61 et 1930, p. 19-42. Au milieu du XII[e] siècle, Saint-Lambert de Liège a 44 religieux; Stavelot, une quarantaine. Au milieu du XIII[e], Saint-Étienne de Caen a 54 religieux; le Mont-Saint-Michel, 40; Luxeuil, 25. VALOUS donne pour Cluny de nombreux chiffres, t. II, appendice III; KNOWLES, tous les chiffres connus pour les bénédictins entre 1140 et 1210 : il varie entre 40 et la centaine qu'il ne dépasse jamais (I, 713, s.). Beaucoup de profès ne sont pas prêtres et même n'ont reçu aucun ordre : MOORMAN, p. 258 et 318. D'où la nécessité d'entretenir des chapelains. Voyez encore Dom WINANDY, *Les moines et le sacerdoce*, dans *La Vie spirituelle*, 1949, 23-36; R. FOREVILLE et J. LECLERCQ, *Débats sur le sacerdoce des moines au XII[e] siècle*, dans *Studia Anselmiana*, 1957, p. 8-118; B. LUCET, *Les ordinations chez les Cisterciens*, dans *A.S.O.C.*, 1954, p. 268-301.

[9] Statistiques dans SNAPE, *op. cit.*, p. 6-22. En 1275-1276, il se trouve, dans 11 maisons cluniennes en Angleterre, 254 moines et 9 frères. Les frères, à l'origine très nombreux chez les cisterciens, firent place à des salariés, qui tendaient à rendre héréditaire leur emploi. J. S. DONNELLY, *The decline of the medieval Cistercian Laybrotherhood*, New York, 1949. A Meaux, 90 convers en 1249, 7 en 1349, aucun en 1350. Sur les convers cisterciens, cf. *C.O.C.R.*, 1961, p. 113-129 et 243-258.

Moorman donne en appendice (p. 402-412) les statistiques de catégoriex dans chaque monastère anglais au XIII[e] siècle. Rievaulx, à l'origine, aurait eu 600 convers et 140 moines. F. M. POWICKE, *Ailred of Rievaulx...*, p. 97. Vers la fin du XIII[e] siècle, le monastère bénédictin de la cathédrale de Norwich a, pour 62 moines, 146 serviteurs, dont 32 sous les ordres du cellérier. La pratique d'offrir des enfants disparaît au XIII[e] siècle. Sur les convers, cf. suppléments bibliographiques chez Dom COUSIN, *op. cit.*, p. 274. H. GUILLEMAIN a entrepris une heureuse enquête : *Chiffres et statistiques pour l'histoire ecclésiastique du Moyen Age*, dans *Le Moyen Age*, 1953, p. 341-365. Ajoutez à la bibliographie du volume I : E. WERNER, *Bemerkungen zu einer neuen These über die Herkunft der Laienbruder*, dans *Z. für Geschichtswissenschaft*, 1958, p. 352-361.

[10] Dom Ursmer BERLIÈRE, *La familia dans les monastères bénédictins au Moyen Age*, Bruxelles, 1931.

L'hôtellerie est une sorte de maison de retraite, où voisinent abbés et prieurs démissionnaires (MOORMAN, p. 267 et suiv.); pensionnaires plus ou moins imposés (MARCHAL, *Le droit d'oblat*, Liugé, 1955); vieux ménages qui ont donné leurs biens à charge d'entretien de leurs personnes (en Angleterre : *corrody*); clercs qui desservent les églises du monastère. Sur les *corrodies*, MOORMAN, p. 269 et suiv.

Digitized by Google

PERSONNALITÉ Un trait de toutes les Règles monastiques est l'insistance sur l'unité vivante de la communauté. Saint Benoît est, avant tout, soucieux de maintenir cette unité par l'égalité des sujets sous l'unique chef, leurs devoirs d'obéissance et d'humilité, l'organisation liturgique, l'excommunication des insoumis [11]. L'unité juridique de la maison se traduit par la personnalité civile : chaque monastère est sujet de droits, il a capacité de posséder un patrimoine, de conclure des actes juridiques, d'agir en justice, de posséder un sceau [12].

ÉLÉMENTS DE LA PUISSANCE Pour remplir ses fonctions variées, le monastère dispose des trois éléments de la puissance.

Richesse. — Sa richesse, assurée dès l'origine par la dot, s'augmente par l'effet de libéralités [13]. Nous pouvons suivre sa croissance et ses épreuves [14]. Le domaine foncier [15] offre, en général, le spectacle d'une grande dispersion, jusqu'en pays lointains [16]. Toutes les formes, tous les

[11] On pourra consulter l'édition R. HANSLIK, *Benedicta Regula*, dans le *Corpus* de Vienne, 1960, et celle de Dom PENCO, Florence, 1958 : *Introduzione, testo, apparati, traduzione cammento.*

[12] R. MOLITOR, *Orden und Kloster als Kirchliche Persona moralis*, Breslau, 1939; G. PEDRICK, *Monastic Seals*, Bruxelles, 1931. Cf. les ouvrages sur la personnalité, cités *supra*, p. 210.

[13] Nombreuses études récentes sur le temporel d'abbayes : B. STAINMESSE, *La formation du temporel de l'abbaye de Clairvaux, des origines au début du XIII^e siècle* (mémoire dactyl., Cf. *Annales de Bourgogne*, XXII, 1950, p. 133-136); R. FOSSIER, *La vie économique de l'abbaye de Clairvaux... (1115-1471)*, dans *Positions de l'École des Chartes*, 1949 (dactyl., XIX, 535 p., 22 cartes); G. PARQUEZ, *Le temporel de l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, des origines jusqu'au milieu du XIII^e siècle, ibid.*, 1958; Odile GANTIER, *Les possessions et les prieurés de l'abbaye de Marmoutier du X^e au XIII^e siècle, ibid.*, 1959; J. Cl. DEVOS, *La formation du temporel et de la congrégation de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille jusqu'à la mort d'Urbain VI, ibid.*, 1950; Hassan El HELWA, *Le temporel de l'abbaye de Saint-Médard de Soissons, des origines au XIII^e siècle*, th. chartes, 1958. Marie DE LA MOTTE-COLAS a publié une partie de sa thèse sur *Le temporel de Saint-Germain-des-Prés*, dans *R.H.E.F.*, 1957, p. 49-80. L'abbé H. PLATELLE a soutenu une thèse de doctorat ès-lettres sur *Le temporel de l'abbaye de Saint-Amand, des origines à 1340*, Paris, 1960. Nous n'avons pas encore lu S. DE MONTENAY, *L'abbaye bénédictine Saint-Pierre de Bèze*, Dijon, 1960.

J. STIENNON, *Étude sur le chartrier et le domaine de l'abbaye de Saint-Jacques de Liège (1015-1209)*, Paris, 1951. E. MILLER, *The Abbey and Bishopric of Ely...*, Cambridge, 1951. J. A. RAPTIS, *The estates of Ramsey Abbey*, Toronto, 1957; sur les possessions des abbayes de Cologne, E. DÖSSELER, dans *Mélanges B. Vollmer*, p. 199-263.

Ce patrimoine qui ne cesse de s'accroître, rappelons qu'il est inaliénable. Le pape autorise les ventes nécessaires pour règlement de dettes ou convenances locales, il exige le remploi en immeubles. Exemples dans *Reg. Bon.*, 27, 4706, 4763.

[14] Catalogue des cartulaires dans H. STEIN. Pour l'Angleterre, G. R. C. DAVIS, *Medieval Cartularies of Great Britain*, Londres, 1958. Sources : revenus fonciers, dons et legs, industrie et commerce, gains paroissiaux. Parmi les éditions récentes, cf. NICOLINI, *L'archivio di S. Andrea di Mantova...* Mantoue, 1959.

[15] Particulièrement important pour les Cisterciens, qui sont des laboureurs et des éleveurs. Ils ont, cependant, des biens dans les villes. R. A. DONKIN, *The urban property of the Cistercians in medieval England*, dans *A.S.O.C.*, 1958, p. 104-131.

[16] Voyez, par exemple, Marjorie MORGAN, *The english lands of the Abbey of Bec*, Oxford, 1946, dont la deuxième partie est une étude, avec cartes, de l'administration et de l'économie du bailliage d'Ogbourne; J. B. TRABUT-CUSSAC, *Les possessions anglaises de l'abbaye de la Sauve-Majeure*, dans *Bull. phil. et hist. du comité des Travaux historiques*, 1957, p. 137-183. Résumé d'une étude de L. MUSSET sur les patrimoines des abbayes normandes en Angleterre, dans *Annales de Normandie*, 1958, p. 185 et suiv. — J. CHARLES étudie la dispersion clunisienne. Cf. *Bull. d'hist. bénéd.*, 1961, p. 200. Les abbayes de l'Est ont de nombreuses possessions en Allemagne. Savigny se dilate (GUILLEREAU, dans *R.M.*, 1909, p. 290-335)

Digitized by Google

volumes de propriété s'y rencontrent, depuis l'arpent de vigne jusqu'à des seigneuries entières. Pour gérer ces fortes unités, ces parcelles dispersées qu'il s'efforce de grouper par des échanges et d'arrondir par des achats [17], le monastère établit des filiales : prieurés clunisiens, qu'occupent quelques religieux et qui dépendent étroitement de la maison-mère [18]; granges cisterciennes, tenues par des convers, et, de plus en plus, par des salariés [19]. Comme pour tout patrimoine ecclésiastique, les vrais problèmes sont, outre l'étendue de la richesse, les modes d'exploitation sur lesquels les ouvrages récents insistent opportunément [20] mais encore les essais d'*autarcie* par

et Grandmont (R. GRAHAM, 1906); Dom KNOWLES, *op. cit.*, t. I, p. 707-709, dresse la liste des fondations de Cîteaux et de Savigny en Angleterre et Galles, de 1124 à 1437 : il y en a 85 dont 80 pour l'âge classique. Voyez *Speculum*, 1961, p. 240 et 249; Donald MATTHEW, *The Norman Monasteries and their English Possessions*, Oxford, 1962 : une soixantaine de maisons normandes ont des intérêts en Angleterre.

Nombreuses sont les causes de cette dispersion : dévotion au tombeau d'un saint, établissement de prieuré, relations personnelles, besoin de certains produits, souci même de lieux d'asile. Cf. BLIGNY, *L'Église et les ordres religieux dans le royaume de Bourgogne*, 1960. Françoise COUTANSAIS, *Un projet de « Gallia monastica »*, t. I, *Abbayes bénédictines du diocèse de Reims. Quelques résultats obtenus*, dans *R.H.E.*, LVI, 1961, p. 793-812.

[17] Sur cette administration, voyez par exemple : G. DE VALOUS, *Le temporel et la situation financière des établissements de l'ordre de Cluny, du XII^e au XIV^e siècle...*, Ligugé-Paris, 1935; R. A. L. SMITH, *Canterbury Cathedral Priory. A Study in monastic Administration*, Cambridge, 1943; F. M. PAGE, *The estates of Crowland Abbey*, Cambridge, 1934; R. F. FINBERG, *Tavistock Abbey...*, Cambridge, 1951. A. E. VERHULST, *De Sint-Baafsabdij te Oent...*, Bruxelles, 1958; G. DUBY, *Le budget de l'abbaye de Cluny de 1080 à 1155*, dans *Annales*, 1952, p. 155-171 éclaire les débuts de l'âge classique.

[18] G. DE VALOUS, *op. cit.*, t. II, p. 67-70. Plusieurs nous ont laissé d'importants cartulaires, des rôles, des fragments de chroniques. La grande préoccupation des papes est de maintenir une communauté : le prieuré ne doit pas être un ermitage. Honorius III le rappelle en deux décrétales : X III 37 3 *(Ex parte tua)* et 4 *(Ad audientiam nostram)*.

Latran III, c. 10 (= X III 35 2 : *Monachi*) a interdit ces solitudes et Honorius déclare que si, comme une communauté vannetaise l'affirme, elle a des lettres pontificales qui, à cause du manque de ressources, permettent une telle anomalie, on les tiendra pour fausses ou extorquées. Dans le diocèse de Bordeaux, même infraction : Honorius laisse le choix entre un appel aux clercs séculiers (sans doute un vicaire perpétuel) ou rappel de l'isolé au monastère : un moine doit vivre en *collegium*. Les synodes ne cessent de se préoccuper du peuplement des prieurés. Voyez, par exemple, Saumur, 1233, c. 19; Saumur, 1276, c. 8; Langeais, 1278, c. 11; Mâcon, 1286, c. 1, qui exigent un nombre convenable de sujets expérimentés. — Sur les premiers prieurés anglais, KNOWLES, t. I, p. 134-136. Durham, au XIII^e siècle, a 9 prieurés, Saint-Albans, 11. — Pour la France : L. COTE, *Histoire du prieuré clunisien de Souvigny*, Moulins, 1942.

Le prieur clunisien est nommé par l'abbé de la maison-mère et amovible. Pendant l'âge classique, on en vint à limiter la mutation aux causes graves. Hugues V le proclame et sa position est confirmée par Grégoire IX, Alexandre IV et Nicolas IV.

Cluny multiplia les prieurés : elle réduisait à cette condition les abbayes restituées à l'issue de la Réforme grégorienne et, autant que possible, les affiliées.

Exemple de cartulaire de prieuré clunisien, cf. Jean RICHARD, *Le cartulaire de Marcigny-sur-Loire (1045-1144)...*, Dijon, 1957. Cf. aussi, sur un prieuré de Saint-Denis, C. VAN DE KIEFT, *Étude sur le chartrier et la seigneurie du prieuré de La Chapelle-Aude (XI^e-XIII^e siècle)*, Amsterdam, 1960. *Le Recueil de chartes et documents de Saint-Martin-des-Champs*, éd. DEPOIN, Ligugé, 1913-1921, 5 vol., est une mine de renseignements. R. FOLZ, *Aspects du prieuré clunisien*, dans *Bull. du centre international d'ét. rom.*, 1959, fasc. 4. Sur les prieurés de Marmoutiers — jamais soumis à Cluny —, cf. O. GONTIER, dans *R.M.*, 1963, p. 93-110 (8 chartes).

[19] C. GROSS, *op. cit.*, p. 124, montre bien ce passage. KNOWLES, *Monastic Orders*, p. 215 et 349; E. BISHOP, *Monastic Granges in Yorkshire*, dans *English hist. Review*, vol. LI (1936), p. 193-214; J. DONNELLY, *Changes in the Grange economy of english and welsh Cistercian Abbeys, 1300-1450*, dans *Traditio*, X (1954), p. 399- 458.

[20] La balance des recettes et des dépenses est étudiée par SNAPE, *op. cit.*, Exemple dans G. DUBY, *Le budget de l'abbaye de Cluny de 1080 à 1155*, dans *Annales*, 1952, p. 155-171.

Digitized by Google

acquisition de tout terrain procurant les ressources nécessaires à un grand établissement [21] — blé, vin, huile, prés, bois, carrières — et de *remembrement*, par constitution de maisons annexes ou même de simples centres d'administration. De bons travaux sont en cours sur ces points qui rendent intelligibles beaucoup de contrats et sur un troisième : la concentration le long des voies de communication.

Autorité. — De telle sorte que le monastère est un centre d'autorité, qui impose des règlements, tient parfois une justice, exerce sa police : avec une force souveraine, s'il jouit, ce qui arrive souvent, de l'exemption active [22]. Une maison comme Fécamp est un véritable diocèse morcelé, dont le chef exerce un commandement aussi étendu que celui d'un évêque et plus vigoureux, par le fait qu'il est propriétaire de son ressort et maître absolu du personnel des prieurés et des granges.

Prestige. — Le prestige d'un monastère dépendait non seulement de son apparence extérieure, mais encore du renom de son fondateur, de sa part dans la vie ecclésiale et profane de la région, de sa tenue morale [23]. S'il était lieu de rassemblement — foire ou pèlerinage —, sa renommée pouvait s'étendre à toute la Chrétienté. Toujours, il fascinait les foules par l'idéal de sa Règle, les secrets de sa solitude, la grandeur de ses liturgies, la science présumée de ses hôtes.

Tant de puissance ne pouvait être maintenue que par une forte hiérarchie.

HIÉRARCHIE

L'abbé. — L'unité du monastère s'incarne dans l'abbé [24]. Chez les clunisiens [25], il a reçu sa charge de l'abbé général ou, dans les monastères affranchis, selon le droit commun

[21] Utilité du vignoble, Cf. R. Dion, dans *Annales d'hist. de la philosophie*, 1944, p. 15, et *Histoire de la vigne et du vin en France, des origines au XIX^e siècle*, Paris, 1959.

[22] Bibliographie dans Feine, p. 144. Voyez surtout : J. F. Lemarignier, *Étude sur les privilèges d'exemption et de juridiction ecclésiastique des abbayes normandes...*, Paris, 1937 et discussion d'un article de Szaivert dans *R.H.D.*, 1952, p. 583-585.

Nous examinerons dans le livre VI les rapports du monastère avec la hiérarchie séculière.

Sur les justices monastiques, voyez, pour Corbie, Dubar, p. 44-46. Le Registre de l'abbaye de Cerisy, qui commence à 1317, a été publié par G. Dupont en 1880. Les grandes abbayes dotées de juridiction spirituelle, comme Saint-Denis, Saint-Germain-des-Prés, ont leur officialité.

[23] Tous ces éléments devraient être soigneusement étudiés, dans chaque monographie : problème de psychologie religieuse, où l'on tiendra compte d'abord des critères changeants du prestige et on distinguera de nos présomptions les témoignages. Comment s'est manifesté, a évolué le renom de saint Benoît, de saint Germain, de saint Colomban? Comment les paysans du XIII^e siècle appréciaient-ils les vertus et les défaillances des moines? Tenir compte des lieux et des temps et des circonstances, comme des genres littéraires.

[24] Bibliographie générale dans Dom Cousin, 357. Mot : *Abbé, Abt*, dans les *Dictionnaires des Sciences religieuses*. Notamment dans *Reallexikon für Antike und Christentum*. Voyez aussi Tamburini, *De jure abbatum...*, Lyon, 1650, 3 vol. A. Villa-Abadal, *De jure pontificali Abbatum regularium qui regimine gaudent*, dans *Liturgica*, 1956, p. 523-532. Plusieurs ouvrages tout récents mettent en relief la fonction de l'abbé. A. de Vogüé, *La communauté et l'abbé dans la Règle de saint Benoît*, Bruges, 1960, approfondit la notion primitive, dans ses sources; B. Hegglin, *Der benediktinische Abt in rechtsgeschichtlicher Entwicklung*, Saint-Ottilien, 1961, montre en lui le représentant du Christ, successeur des apôtres; Dom Salmon, *L'abbé dans la tradition monastique*, Paris, 1962, insiste sur son caractère paternel.

[25] Valous, t. I, p. 94 : bien distinguer les monastères assujettis et les privilégiés, où l'abbé est élu par la communauté et confirmé par le général.

Digitized by Google

des familles bénédictines [26], d'une élection faite par la *major et sanior pars* [27]. Les modes de scrutin sont les mêmes que dans les chapitres [28] et les conditions d'aptitude sont strictement définies [29]. Dans le monastère cistercien, l'abbé-père (qui a dû assumer l'administration intérimaire) et les abbés-fils prennent part à l'opération [30]. Comme dans le choix des évêques, le Saint-Siège intervint souvent, surtout au XIV^e^ siècle [31]. L'élu gardera sa charge jusqu'à la mort [32], sauf cas de déposition [33], démission [34] ou transfert [35].

[26] *Regula Benedicti*, XLIV, p. 1-5., nov. 123, c. 34. Le principe électif est partout admis, sauf chez les filles vassalisées par Cluny. Voyez Dom BERLIÈRE, *Élections abbatiales au Moyen Age*, dans *Mémoires Acad. royale de Belgique. Lettres*, 1927. J. P. MÜLLER, *Les élections abbatiales chez les bénédictins sous Clément V, 1305-1314*, dans *Studia benedictina*, 1947, p. 341-365.

[27] La maxime vaut pour le choix de l'abbé comme pour celui de l'évêque et a subi ou provoqué des vicissitudes. L. MOULIN, *Sanior et major pars. Sull' evoluzione delle techniche elettorali negli ordini religiosi dal VI al XIII sec.*, dans *Studi politici*, t. VI, 2^e^ série, Florence, 1954. Sujet repris dans deux articles de la *R.H.D.*, 1958. Cf. J. GAUDEMET, *Unanimité et majorité*, dans *Études hist. à la mémoire de Noël Didier*, Paris, 1960, p. 149-162.

[28] Latran IV, c. 24. Des trois modes classiques, le plus communément usité est le compromis. VALOUS, t. I, p. 89 et suiv. Rien sur la procédure de ce choix capital, dans la Règle de saint Benoît. Ce n'est qu'en 1215 que les mêmes procédures furent définies pour les abbés et les évêques, écartant la désignation par l'abbé de son successeur (qui avait eu, cependant, le bon effet de réserver à la communauté, seule consultée, en fait, une opération où les laïcs eussent mis la main). A l'âge classique, le principe électif est bien solide; nous avons le procès-verbal de l'élection par compromis de Hugues de Fautrières, en 1308.

[29] Grégoire le Grand insista sur les qualités morales : C. 18 q. 2 c. 3-5. Le droit classique précise que, seul, un profès peut être élu, étant parfaitement formé à la vie monastique (X I 6 37, 38 et 49); un non-profès devrait être postulé X I 6 13 (il s'agit plutôt d'une confirmation, demandée à l'évêque du lieu si le monastère n'est pas exempt). Le sacerdoce est requis, avant ou aussitôt après l'élection X I 14 1. Exemple d'application dans *Reg. Bon.* 5178. Raymond est élu, par compromis, abbé d'un monastère du diocèse d'Agen. Il demande confirmation à l'évêque qui le renvoie à l'archidiacre. L'examen révèle une ignorance telle que l'élu est refusé, le choix transféré à l'évêque. Raymond en appelle au métropolitain qui, au bout de deux ans, s'adresse à Rome. Deux cardinaux examinent le sujet, et constatent qu'il s'est instruit : il reçoit la bénédiction du cardinal évêque de Porto.

[30] MAHN, *op. cit.*, 67. Choix limité aux moines de la filiation.

[31] Les *Registres* des papes en sont témoins. Nous en avons fait avec Mlle Mayeux, pour trois pontificats, une étude complète que nous espérons publier en commun. De diverses façons, le pape intervient dans l'élection, soit pour ordonner ou pour casser l'élection. A partir de Clément IV, réserves et expectatives se multiplièrent; sous les papes d'Avignon, l'immixtion pontificale est un moyen normal de la centralisation administrative et fiscale. J. P. MÜLLER, *Les élections abbatiales sous Clément V*, dans *Studia Benedictina*, 1947 (= *Studia Anselmiana*, XVIII-XIX).

Rappelons cette importante vérité : que les recours à Rome d'électeurs (ou de candidats mécontents) eurent autant d'effet que la volonté d'intervention du Saint-Siège (que fortifiaient en outre tant de plaintes.)

[32] On peut lire l'ouvrage de Dom Salmon sur le caractère viager de l'abbé. Le premier ordre monastique qui eut des supérieurs locaux temporaires fut celui des célestins dont le premier monastère fut fondé en 1259 : tous les chefs sont élus pour trois ans. Même disposition chez les olivétains (début XIV^e^ siècle) : élection pour un an, puis trois, puis quatre ans : G. PENCO, *Storia del monachesimo in Italia*, Rome, 1960.

Ces deux branches bénédictines inaugurent contre l'élection à vie la réaction qu'expliquent la puissance du chapitre général, l'exemple des magistratures municipales, la résistance à la commende et aussi le relâchement de bien des abbés : déjà les prieurs chartreux avaient coutume de remettre leur démission au chapitre général, qui pouvait les maintenir *usque ad mortem;* le fondateur des olivétains avait été capitaine des milices du peuple; un caractère désastreux de la commende était sa perpétuité; enfin beaucoup d'abbés gaspilleurs firent désirer qu'on limitât la durée de leur charge.

[33] Les causes de déposition *ipso facto* étaient fixées pour les cisterciens dans la bulle *Parvi fons* (*Nomasticon cisterciense*, 477). La procédure était déjà prévue dans la *Carta caritatis prior* et fut plusieurs fois modifiée. Dom Salmon résume tout le développement, il montre

Digitized by Google

La mort civile des religieux [36], qui aboutissait à faire de l'abbé l'unique représentant du monastère, *persona ecclesiastica*, lui assurait la suprématie. Tous les éléments de la puissance sont réunis dans ses mains [37].

Il exerce une juridiction qui peut être quasi-épiscopale [38]. Chez les bénédictins, il interprète et, au besoin, assouplit la Règle, il dispense de tout ce qui n'est point fondamental [39]. Les moines lui doivent obéissance totale, sauf si ses ordres compromettent le salut éternel [40]. Il peut les retrancher du troupeau. Excommunier, absoudre leurs sujets est le droit reconnu par les papes aux abbés cisterciens [41].

L'abbé seul est responsable de la gestion du temporel. Il administre les biens et règle les finances [42]. Il dispose lui-même d'une mense et de revenus qui lui donnent les moyens d'une vie large et, s'il en a le goût, somptueuse [43].

Des honneurs lui sont rendus, dont les moindres détails nous sont révélés par les coutumiers monastiques, non seulement au chœur, mais à tous les moments de la vie commune : le clunisien est accompagné d'un *comminister*

le grand rôle de l'abbé général, que l'on s'efforce de tempérer et compte, en moyenne, une déposition chaque année. La visite pouvait être l'occasion de constater des fautes ou des défauts qui rendaient opportune cette peine. Pour l'Angleterre, voyez KNOWLES, t. I, p. 403-404; 718 (liste chronologique des abbés déposés jusqu'à 1215). J. SCAMMELT a récemment fait l'historique d'une déposition, dans *R.B.*, 1958, p. 216-250. La Papauté intervient souvent, depuis Grégoire VII, pour ordonner une déposition.

[36] Le nombre des démissions est impressionnant : dans certains ordres monastiques c'est le mode normal de vacance du siège abbatial. (Dom SALMON, p. 99-102.) Causes ordinaires : fuite des responsabilités du gouvernement ou de l'administration, incapacité naturelle ou survenante, désir de vie solitaire ou, au contraire, de pension paisible et confortable. Sur la condition de l'abbé démissionnaire : T. L. NOSCHITZKA, dans *A.S.O.C.*, 1957, p. 149-314. Innocent III a fixé les justes causes de démission pour les évêques : X I 9 c. 9 et 10. Les mêmes causes valent pour les abbés. Il leur fallut, comme bénéficiers majeurs, le consentement du pape pour renoncer. Beaucoup de résignations en faveur de parents.

[37] Le transfert n'est permis aux abbés cisterciens que pour devenir chef de la maison mère ou d'un monastère de la filiation. Il y eut des exceptions dont la plus fameuse est celle de Geoffroy d'Auxerre. Et la plus ordinaire des translations fut l'élévation à l'épiscopat.

[38] A la bibliographie donnée *supra*, p. 187 sq., ajoutez : J. KAPS, *Das Testamentsrecht der Weltgeistlichen und der Ordenspersonen in Rechtsgeschichte...*, 1958. J. PROTIN, *Profession monastique et incapacité de posséder selon la doctrine classique*, dans *E.T.L.*, 1959, p. 25-58. La notion de *mort civile* est, à la vérité, tardive.

[39] Ph. SCHMITZ, t. IV, p. 223 et suiv.; VALOUS, t. I, p. 88-113; KNOWLES, t. I, p. 395-417.

[40] VI V 7 3 (*Abbates* : Alexandre IV). Par privilège, ils peuvent bénir le peuple et tonsurer ceux *in quos ecclesiasticam et quasi episcopalem jurisdictionem obtinent*. La glose souligne le *quasi* : seules les fonctions épiscopales que le texte indique sont autorisées.

[41] SCHMITZ, *loc. cit.*

[42] Ce droit de résistance aux ordres périlleux pour l'âme est l'objet de quelques commentaires et de plusieurs quodlibets (signalés dans notre article des *Mélanges Feine*). Pas d'autre barrière que la loi divine : KNOWLES, t. I, p. 411.

[43] La Règle accorde à l'abbé sur ce chapitre des censures de larges pouvoirs, que confirment les papes, notamment Alexandre III et Innocent IV. MAHN, p. 81-84. R. GÉNESTAL en a fait l'objet de son cours de l'École pratique des Hautes-Études, en 1930-1931. Sa conclusion avait été, me dit-on, qu'en principe l'abbé ne peut pas excommunier les moines.

[43] R. H. SNAPE, *English monastic finances in the later Middle Ages*, 1926 : organisation générale, recettes et dépenses, confort et dettes, tous les aspects du train de vie et du budget. Voyez aussi KNOWLES, t. II, p. 55-63 et t. I, p. 302-305.

[43] La séparation de l'abbé et de la communauté s'accentua au XII[e] siècle et s'acheva au XIII[e], comme l'a montré Knowles.

Digitized by Google

et, quand il se rend au réfectoire, le sacristain le précède avec un cierge. En voyage, il prend la tête d'un cortège [44].

Ainsi l'abbé se comporte-t-il comme un seigneur au-dessus de la communauté. Il a son logis et il peut mener grand train, entouré d'un nombreux personnel, recevant à sa table des hôtes de marque, s'absentant, comme un évêque, pour se rendre à la cour du pape ou du prince, sur ses terres ou ses dépendances. L'une des nouveautés de l'âge classique est cette séparation, cette exaltation du chef, que la règle bénédictine tenait pour un père et qui tend à devenir un prince en sa communauté [45].

Les auxiliaires intimes. — Auprès de l'abbé, un conseil se forme au XIII[e] siècle : familiers, techniciens, voisins qui l'éclairent dans son administration [46]. En Angleterre, le chapelain tient le rôle de premier ministre, concentrant les pouvoirs, avec une telle densité que conciles et visiteurs recommandent sa mutation annuelle [47].

L'abbé a pour second le prieur qu'il choisit librement et qui est son vicaire [48] chargé de maintenir la discipline de la vie religieuse, de veiller à l'administration du temporel, de suppléer pendant ses absences le chef dont il détient provisoirement les pouvoirs [49]. Il arriva que le prieur, lui aussi, se fît une existence à part, table et logis particuliers, et qu'il se déchargeât de ses devoirs sur un sous-prieur [50].

Sous le gouvernement unique de l'abbé — dont le prieur n'est que l'auxiliaire — s'épanouit un petit royaume avec toutes les exigences d'une population nombreuse : le partage des offices et des responsabilités s'impose.

Les offices. — La division des services s'est accomplie dès les premiers temps de l'organisation monastique [51] et précisée à l'époque carolingienne. Au début de l'âge classique, on la trouve uniformisée : culte, bibliothèque, habitat et vêtement, subsistance, soin des malades, des voyageurs, des pauvres [52].

[44] VALOUS, t. II, p. 101-109 : les honneurs rendus à l'abbé de Cluny sont sans doute exceptionnels, mais l'exemple est suivi. Dès le XIII[e] siècle, les papes concèdent le privilège des *pontificalia*.

[45] Dom KNOWLES a bien mis en relief cette transformation profonde (II, p. 270-276), ses causes et ses conséquences jusque chez les cisterciens. La cour de l'abbé compte jusqu'à vingt personnes dont chacune a sa cavalerie. Contre cet excès, la communauté et la Papauté même réagissent avec un médiocre succès. Le synode de Salzbourg, 1274, c. 4, constate que beaucoup d'abbés portent la mitre, l'anneau et les sandales.

[46] Il serait bon de connaître pour chaque abbatiat important la composition et le rôle de ce conseil. Pour Saint Alban de Canterbury, cf. KNOWLES, t. II, p. 271-272, qui renvoie à R. A. L. SMITH, *Canterbury Cathedral Priory*, Cambridge, 1943.

[47] Concile d'Oxford, 1222, dans WILKINS, t. I, p. 59. KNOWLES, t. II, p. 274. *Ut abbates annuatim capellanos suos mutent.*

[48] VALOUS, t. I, p. 120 et 187. Les chapitres cisterciens rappellent que le prieur est nommé par l'abbé, non point élu par le chapitre.

[49] MAHN, p. 83 et 222; MOORMAN, p. 274-275 : il est des abbés qui ne se plaisent que hors de l'abbaye et vont jusqu'à s'installer en pays étranger.

[50] VALOUS, t. I, p. 205.

[51] Mc LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 52 et suiv.; VALOUS, t. I, p. 124-186; KNOWLES, t. I, p. 427-447; SHAPE, *op. cit.*, p. 23-70. Luc DUBAR, *Recherches sur les offices du monastère de Corbie, jusqu'à la fin du XIII[e] siècle*, Paris, 1951; Michel REULOS, *Les divers offices de l'abbaye du Mont-Saint-Michel*, dans *Les amis du Mont-Saint-Michel*, 1963, p. 4-16.

[52] KNOWLES, t. I, p. 428.

Digitized by Google

Le chantre a le service du chœur, c'est-à-dire qu'il assure la rectitude de la liturgie, à la fois cérémoniaire et maître de chapelle : il devra donc commander les manuscrits, surveiller leurs enluminures et le travail des jeunes recrues [53].

Ainsi, le plus spirituel des ministres est entraîné vers des besognes temporelles, à quoi les autres offices sont tout asservis : le prévôt et le cellérier veillent à la subsistance; le camérier, au vêtement et à l'habitat; le trésorier, au mobilier [54]; l'infirmier assure le soin des malades, l'hospitalier reçoit les voyageurs, l'aumônier distribue les subsides. Chacun de ces offices avait au XIV^e^ siècle son bénéfice, doté de personnalité [55].

Doublures et sous-ordres. — Bientôt se produisit le phénomène de dédoublement de tous les offices, commun à toutes les administrations prospères. Dans les grands monastères, chaque officier prit un adjoint ou partagea ses occupations avec des chefs de service, tandis qu'aux degrés inférieurs, les exécutants conquéraient une certaine autonomie. Le chantre fut amené à choisir un auxiliaire, *succentor*, et finalement à laisser une partie de sa tâche à un bibliothécaire. De même, les besognes des cellériers finirent par être démembrées au profit d'un sacriste, d'un chambellan, d'un aumônier, qui choisirent, à l'occasion, un collaborateur. Le soin de la nourriture fut commis à cuisinier, réfectorier, pitancier. Et l'on finit par traiter en établissements particuliers l'infirmerie et l'hôtellerie [56].

La part des moines eux-mêmes devint si lourde qu'ils furent contraints de la diviser entre des sortes de ministères appelés *obédiences* [57].

Le partage des fonctions permettait une administration rationnelle : loin d'empêcher l'absolutisme du gouvernement, il le favorisait par la division des pouvoirs des officiers et la décharge de l'abbé de toute préoccupation matérielle. Que devenait la communauté?

LE CHAPITRE

Contre la tendance à l'autocratie, les moines purent se défendre, par le moyen des chapitres [58].

[53] Valous montre bien comment les fonctions du chantre varient selon l'importance donnée à la liturgie et aux manuscrits.

[54] L. BIGARD, *L'office claustral du trésorier de l'abbaye de Saint-Denis*, dans *Revue Mabillon*, 1929, p. 1-29 et 101-130.

[55] Le degré d'indépendance de chaque office peut varier selon l'ordre et la maison. Cf. E. MORAND, *L'abbaye de Saint-Amable de Riom*, Clermont-Ferrand, 1930, p. 250, 254. Ce problème de la personnalité de l'office doit être traité dans *H.D.I.E.O.* Cf. aussi E. LESNE, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, t. VI, *Les églises et les monastères centres d'accueil, d'exploitation et de peuplement*, 1943, dans *Mém. et Travaux des Fac. cathol. de Lille*, fasc. 53.

[56] Hospitalité et charité sont pour certains fondateurs la principale raison d'être du monastère : KNOWLES, t. I, p. 479; t. II, p. 427-431. Nous aurons à revenir sur ce problème grave et déjà rencontré.

[57] Excellentes explications dans KNOWLES, t. I, p. 300 et suiv., p. 431-439 et t. II, p. 55-63. Voyez aussi VALOUS, *Le temporel...*, p. 128 et suiv. Chaque officier avait, pour son département, une dotation en immeubles ou rentes, des locaux et des serviteurs. Tous les moines actifs finissaient par avoir une obédience : MOORMAN, p. 279-284. La multiplication des sous-officiers facilitait cette répartition.

[58] KNOWLES, t. I, p. 412-417; 637; VALOUS, t. I, p. 213. L'association de la communauté à l'administration du monastère a été progressive et coutumière. De bonne heure, les moines se

Digitized by Google

Origines. — C'est au cours du XII^e^ siècle que les religieux finirent par constituer un corps. Jusqu'alors, ils devaient être consultés en quelques cas et ils tenaient un chapitre quotidien, mais ils ne formaient encore qu'une communauté. Les conditions générales du XII^e^ siècle imposèrent une transformation : sécession de l'abbé, qui distingue les intérêts et relâche le lien paternel, conscience de groupe qui dans toute l'Europe surgit, besoin d'une forte unité dans les combats avec l'évêque ou les ordres rivaux, vulgarisation des concepts du droit romain [59].

Composition. — Membres du chapitre sont tous les profès à l'exclusion des novices et des frères convers. La périodicité des réunions a été variable : quotidiennes chez les clunisiens au XII^e^ siècle, elles devinrent moins fréquentes au XIV^e^; à Cîteaux, l'usage se maintint, comme incorporé au règlement [60].

Fonctions. — Une partie de la séance capitulaire était consacrée aux lectures pieuses et aux prières, à la déclaration et au châtiment des fautes [61]. Mais il arrivait que l'on traitât de questions touchant l'administration et le gouvernement. A Cluny, les officiers rendaient leurs comptes et des rapports étaient présentés sur les affaires qui intéressaient toute la communauté [62]. Il semble que l'on tendit vers une collaboration du chapitre et de l'abbé. Chez les bénédictins, la conquête des droits se fit obscurément, par étapes. Avant toute réception de novice, la communauté donnait conseil : elle s'efforça d'étendre ce droit à la profession; les contrats étaient approuvés, peu à peu ils furent conclus en chapitre [63]; l'assentiment de la communauté

réunirent, après prime, pour entendre lecture d'un fragment de la Règle, confesser leurs infractions, écouter des avis. Ce chapitre des fautes devint l'occasion pour l'abbé de consulter les moines sur l'admission des novices et, peu à peu, sur d'autres sujets d'intérêt commun. La constitution définitive du chapitre se fit vers la fin du XI^e^ siècle. Au XIII^e^, le chapitre prit toute son importance : MOORMAN, p. 278-279.

[59] Toutes ces causes sont énumérées par KNOWLES, t. I, p. 412-413. Les diverses formes d'intervention de la communauté dans la direction du monastère sont indiquées par J. JASSMEIER, *Das Mitbestimmungsrecht der Untergebenen in den ersten Mannerordensverbänden*, Munich, 1954. Avec Dom Hourlier, je souhaiterais l'histoire des progrès dans l'ordre de saint Benoît à l'âge classique.

[60] MAHN, p. 58 et 86 : la Règle ne porte point cette régularité; les *Us* décrivent le programme de la séance, qui semble quotidienne. Nous avons décrit dans notre conférence de Poitiers (*R.H.E.F.*, 1961) l'horaire du moine.

[61] VALOUS, t. I, p. 217-225 : à Cluny, le *clamor generalis*, ou mercuriale hebdomadaire, a lieu chaque mardi. Toute la procédure d'accusation et le système de répression sont minutieusement prévus. La flagellation est infligée en chapitre. De durs châtiments peuvent suivre et l'emprisonnement sans douceur. Tout dans le droit pénal de l'Église — séculière et régulière — reste à écrire : nous nous y essaierons dans *H.D.I.E.O.*

[62] VALOUS, t. I, p. 215-216 : autorisation de l'usage du sceau conventuel pour les actes engageant tout le monastère; conseils pour les affaires importantes, etc.

[63] Alexandre III rappelle à l'abbé R. de Sully que le chapitre doit être consulté avant toute aliénation : VALOUS, t. I, p. 112. Consulté sur l'administration fâcheuse d'un abbé défunt, Glanville traite d'imbéciles fieffés les moines qui ont laissé faire sans protester. Les moines ainsi « chapitrés » se lamentent d'être tenus pour faux moines *(baratores)* dès qu'ils ne disent pas : amen à leur supérieur. MICHAUD-QUANTIN qui (p. 66) relève ce trait, dans Jocelyn de Brakelonde, *Chronica*, p. 72, fait observer que les décrétales, X III 35 c. 6, 7 et 8 ne prescrivent que le respect constant à l'abbé et que Grégoire IX (Reg. 3045) réagit, sans rigueur, contre cet absolutisme, difficile à tempérer, les difficultés d'Eudes Rigaud en sont preuves.

Digitized by Google

fut demandé pour les nominations de vicaires, les fondations; son vote, pour les principaux offices [64].

Une tentative audacieuse fut faite à Grandmont pour associer les frères au gouvernement [65]. Autorité exclusive leur est confiée sur l'administration. Dans chaque celle, un convers remplit la première charge, celle de dispensateur. Ainsi Étienne de Liciac pensait-il permettre aux clercs de mener une vie contemplative et, par leur subordination, de mieux réaliser l'idéal évangélique.

ADMINISTRATION DU DOMAINE

A la lourde charge de l'administration intérieure s'ajoutait celle du domaine. De nombreux officiers laïcs y pourvoyaient : prévôts, et, à un rang subalterne, maires, doyens, meuniers [66]. Ces auxiliaires, qui surent transformer leurs emplois en charges et offices patrimoniaux et héréditaires, tiennent autant de place dans l'histoire sociale que dans l'histoire monastique [67]. Nous ne pouvons ici que signaler ce monde laïc en formation, dans l'ombre des maisons religieuses.

ANCIENS PROTECTEURS ET DÉFENSEURS

Il nous faut cependant mentionner le rôle des patrons, qui, fondateurs ou protecteurs, ont exercé leur pression dans le haut Moyen Age : ils gardent une certaine influence à l'âge classique, malgré la disparition du monastère privé [68]. Eux aussi, les avoués qui ont été naguère des défenseurs si onéreux, sont remplacés par les souverains dans la garde des monastères comme des églises : ils subsistent en quelques lieux [69].

[64] KNOWLES, t. II, p. 275 : le gouvernement central et les chapitres provinciaux favorisaient ce contrôle de l'abbé. Les chapitres monastiques semblent n'avoir jamais eu la même importance que les chapitres cathédraux.

[65] Dom Jean BECQUET, *La règle de Grandmont*, dans *Bull. de la Société archéol. du Limousin*, t. 88 (1958), p. 24-25.

[66] Chacun de ces offices est étudié soit pour un monastère (Sainte-Croix-de-Bordeaux, Saint-Trond, Saint-Denis, Saint-Amand, Saint-Riquier); soit dans une monographie spéciale (par exemple, avoués : F. SENN, P. FEUCHÈRE, Ch. PERGAMENI). Sur l'administration : H. DUBLED, *Aspects de l'économie cistercienne en Alsace au XII^e siècle*, dans *R.H.E.*, 1958, p. 764-782; Ch. HIGOUNET, *Les étapes d'exploitation cistercienne et prémontrée du XIII^e siècle et leur rôle dans la formation de l'habitat et des paysages ruraux*, dans le *Colloque de Nancy* (Géogr. et hist. agraires), Nancy, 1959, p. 260-271; Luc DUBAR, *Les mairies rurales dans les domaines du monastère de Saint-Riquier*, dans les *Mélanges Monier*, p. 93-102.

[67] F. GANSHOF, *Études sur les ministeriales en Flandre et en Lotharingie*, dans *Ac. de Belgique*, 1926; Marc BLOCH, *Un problème d'histoire comparée. La ministérialité en France et en Allemagne*, dans *R.H.D.*, 1928, p. 46-91; H. DUBLED, *Quelques réflexions sur les ministeriales en Alsace*, dans *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 19, 1949-1950.

L'administration du bourg, confiée d'abord à l'un ou l'autre des officiers fit naître aussi des dynasties de gérants. Knowles signale ce chapitre si intéressant d'histoire sociale en Angleterre.

[68] S. WOOD, *English monasteries and their patrons in the XIII Century*, Londres, 1955.

[69] *D.H.G.E.*, *Avoué* (1931), par R. LAPRAT. Les études par pays, qui ont été assez nombreuses au début du XX^e siècle, sont encore très utiles : F. SENN, pour la France (1903), Ch. PERGAMENI, pour la Belgique (1907), A. HEILMANN pour le diocèse de Constance (1908). G. RATHGEN, *Untersuchungen über die eigen Kirchenrechtlichen Elemente der Kloster und Stiftsvogtei...*, dans *Z.S.S.*, *K.A.*, XVII (1928), p. 1-152, rattache l'avouerie à la propriété privée. H. DUBLED, *L'avouerie des monastères en Alsace au Moyen Age (VIII^e-XII^e siècles)*, dans les *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 26, 1959, p. 1-88, étudie surtout les origines. Un examen de la destinée de l'institution (ex. : DUBAR pour Corbie) serait utile. En Allemagne, cisterciens et prémontrés suppriment l'avouerie. La protection du souverain fut parfois profitable, parfois coûteuse,

Digitized by Google

§ 2. — La demeure canoniale.

Tandis que le monastère est régi par un droit fermement établi, les maisons canoniales, inspirées, elles aussi, par un idéal commun, offrent une assez grande variété de régime [1], que des Règles, aussi précises que celles de la famille bénédictine, tentèrent de codifier [2].

La demeure canoniale se spécifie, dès le IXe siècle, par plusieurs traits : communauté de clercs, établie autour d'une église ouverte au public et qui, théoriquement, rivalise avec le monastère par la pratique de la pauvreté. Dans la seconde moitié du XIe siècle, la Règle dite de Saint-Augustin est partout adoptée, mais elle se présente sous des formes très diverses [3]. La plus austère qui l'emporte parfois au début du XIIe siècle, suscite des réactions, des transactions et l'on se trouve alors devant une masse bigarrée de maisons et de groupes [4]. En même temps, l'acceptation fréquente de la cure

parfois sans autre intérêt que d'habituer les moines à la comptabilité (comme à Saint-Martin de Tournay). A. D'HAENENS, *Une abbaye bénédictine sous tutelle royale au XIVe siècle...*, dans *R.H.E.*, 1959, p. 783-801 et *L'abbaye Saint-Martin de Tournai de 1290 à 1350. Origines, évolution et dénouement d'une crise*, Louvain, 1961, dans *Rec. de trav. d'hist. et de philologie de l'Univ. de Louvain*, IVe série, f. 23). La protection pontificale était, semble-t-il, plus agissante : elle se combine parfois avec la protection royale. J. SEMMLER, *Traditio und Königschutz*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1959, p. 1-33 (que nous résumons, dans *R.H.D.*, 1961, p. 329-330).

[1] Une riche contribution est portée à notre sujet par les travaux de la Semaine de la Mendola, en 1959; qui viennent d'être publiés : *La Vita commune del clero nei secoli XI e* XII, Milan, 1962, 2 vol. Nous n'avons ici à relever que les pages qui concernent les chanoines réguliers, au début de l'âge classique.

[2] Nous avons renvoyé *supra*, p. 198 sq., aux travaux de Ch. DEREINE, spécialement à son article du *D.H.G.E.* Cf. également *Vie commune, règle de saint Augustin et chanoines réguliers au XIe siècle*, dans *R.H.E.*, t. 41, 1947, p. 365-406 et *Les chanoines réguliers au diocèse de Liège avant saint Norbert*, Bruxelles, 1952 (*Acad. roy. de Belgique, cl. des Lettres..., Mém.*, XLVII, f. 1). Dereine distingue plusieurs types de formation des communautés : cléricales, érémitiques, hospitalières, génuines. Cf. également, sur les chanoines réguliers, J. C. DICKINSON, *The Origins of the Austin Canons and their Introduction into England*, London, 1950; W. H. FRERE, *The early history of the Canons regular...*; L. F. PETIT caractérise *La spiritualité des Prémontrés aux XIIe et XIIIe siècles, Paris, 1947;* J. LECLERCQ, *La spiritualité des chanoines réguliers*, dans *Mendola*, t. I, p. 116-135. La terminologie des maisons de chanoines est flottante. Cf. DEREINE, *op. cit.*, t. I, p. 406-407. Bonnes distinctions et esquisses, chez P. CLASSEN, *op. cit.*, t. I, p. 304 et suiv. L'importance du mouvement canonial a été mise en relief déjà par G. SCHREIBER, *Gemeinschaften des Mittelalters. Recht und Verfassung. Kult and Frömmigkeit*, Münster, 1948 par G. KLOCZOWCKI, *Les chanoines en Pologne aux XIe et XIIe siècles*, dans *Mendola*, t. II, p. 66-70.

[3] Objet de travaux récents recensés par U. DOMINGUEZ DEL VAL, *La Regla de San Agustin y los ultimos estudios sobre la misma*, dans *Rev. esp. de teologia*, 1957, p. 481-529. Nous avons déjà signalé la thèse de F. CHÂTILLON. Cf. aussi Ch. DEREINE, *Enquête sur la règle de saint Augustin*, dans *Scriptorium*, t. II, 1, p. 28-36. J. F. Lemarignier me communique : « La *regula tertia* ou *ordo antiquus*, plus modérée d'observance, paraît être authentiquement augustinienne; la *regula secunda*, *ordo novus*, n'est probablement que pseudo-augustinienne. »

[4] La plus ancienne congrégation est celle de Saint-Ruf, qui eut plus de 1.000 maisons (DEREINE, dans *R.B.*, 1949, p. 161-182). A. CARRIER DE BELLEUSE lui a consacré de nombreux travaux. *Le Monasticon Premonstratense* renseigne sur toutes les maisons de Prémontré (t. I, Straubing, 1959), dont H. M. COLVIN a écrit l'histoire pour l'Angleterre (*The White Canons in England*, Oxford, 1951). Le *Répertoire* de Waefelghem contient une bibliographie abondante, que l'on peut tenir à jour grâce aux *Analecta Praemonstratensia*. Dans ce périodique, H. TH. HEIJMANN a publié des recherches sur les coutumes de Prémontré, en 1928. Pl. F. LEFÈVRE a étudié *Les statuts de Prémontré réformés sur les ordres de Grégoire et d'Innocent IV*, Louvain, 1946. Sur les augustins : chan. Ch. GIRAUD, *L'ordre des chanoines*

Digitized by Google

d'âmes [5] aboutit à une dispersion fréquente des chanoines, que le pape Alexandre III cherche à conjurer en exigeant, au IIIe concile du Latran, la vie dans des couvents organisés [6].

La demeure canoniale abrite de sept à vingt-cinq profès et novices, rarement davantage; comme à Cîteaux, des frères lais, peu nombreux et qui semblent disparaître, nous l'avons dit, au cours du XIVe siècle [7]. Des laïcs, *conversi* et *conversae*, avaient afflué dans les canoniales réformées, à la fin du XIIe siècle, au point d'aboutir à la fondation de monastères féminins.

L'organisation intérieure répond aux mêmes exigences que celle des maisons bénédictines. Par méfiance à l'égard du monachisme, les communautés germaniques choisissent, pour leur supérieur, le titre de *praepositus*, plutôt que celui d'*abbas* que l'on retient en France [8]. Quel que soit son nom, le chef est partout élu et la diversité des Règles incline à le choisir sur place, pour éviter de fâcheux malentendus. Chez les prémontrés, la procédure est minutieusement réglée, sous le contrôle de l'autorité supérieure [9]. La fonction du chef et le rôle du chapitre sont calqués sur les règlements de Cîteaux [10].

Les libéralités ont vite accru le temporel [11], qui comprend jusqu'à des manoirs et qui est grevé de la charge, assez lourde pour une petite communauté, de messes quotidiennes stipulées en des legs pieux.

réguliers de Saint-Augustin et ses diverses formes de régime interne, Martigny, 1961; sur Arrouaise, cf. *D.H.G.E.*; sur Saint-Victor, l'ouvrage (ancien) de FOURIER-BONNARD, 1904, 2 vol.; sur la congrégation de Springiersbach, *Mendola*, t. I, p. 305 (bibliographie); sur celle de Marbach, GOEHLINGER, Colmar, 1954; sur les chanoines augustins de Soldberg : H. DUBLED, dans *R.M.A.L.*, 1952, p. 305-322.

Si le mot *congregatio* a le sens général d'assemblée cohérente, il signifie au Moyen Age plus proprement une communauté religieuse. Et s'il se trouve quinze fois dans la Règle bénédictine, il désigne plus spécialement, à l'âge classique, une maison ou un groupe de maisons occupé par des chanoines. MICHAUD-QUANTIN, *op. cit.*, p. 80-83. Jacques de Vitry, dans sa description des diverses branches de l'ordre des chanoines blancs, les présente comme autant de *congregationes*.

[5] Considérée comme privilège essentiel de l'ordre canonial (par opposition aux moines), DERRINE, *Les origines*, p. 76; F. J. SCHALE, *Kanonie, Seelsorge, Eigenkirche*, dans *H.J.*, t. 78, 1959, p. 38-63; J. LECLERCQ, dans *Mendola*, t. I, p. 135.

[6] Latran III, c. 10 = X III 35 2 : vise les moines, mais plus généralement tous les réguliers.

[7] R. P. PETIT, *Les convers de Prémontré*, dans Suppl. à *La vie spirituelle*, nov. 1949.

[8] *D.H.G.E.*, col. 399 : en Italie, *prior*. Innocent II prévoit la déposition comme pour Cîteaux : *P.L.*, t. 179, col. 88 (a. 1131). En 1138, le même pape décide que la déposition est de la compétence du chapitre général. Ses successeurs confirment ce monopole et fixent la procédure.

[9] COLVIN, *op. cit.*, p. 239 et suiv.

[10] Plusieurs monographies font fort bien connaître l'organisation d'une maison de prémontrés : H. LAMY, *L'abbaye de Tongerloo, depuis sa fondation jusqu'en 1263*, Louvain, 1914; J. E. JANSEN, *L'abbaye norbertine de Parc-le-Duc, 1129-1929*, Malines, 1929; J. GENNEVOISE, *L'abbaye de Vicoigne, de l'ordre des prémontrés*, Lille, 1929 (étude du temporel, de la vie paroissiale, de la structure intérieure, des relations extérieures). Sur une maison d'augustins : J. MOIS, *Das Stift Rottenbuch...*, Munich 1953.

[11] Exemple de dots et dons, pour Barlings, Sulby et Croxton, dans COLVIN, p. 73 et suiv.; pour Schäftlarn (qui fut aux prémontrés à partir de 1140), dans A. WEISSTHANNER, *Die Traditionen des Klosters Schäftlarn (760-1305)*, Munich, 1953.

La préséance accordée aux riches ou aux bienfaiteurs insignes par le chapitre augustin de Leicester en 1276 et les distinctions de classe sociale au prieuré augustin de Barnwell ne se rencontrent point, à notre connaissance, en autre lieu.

Digitized by Google

En somme, la structure juridique de la canoniale se distingue peu de celle du monastère [12] : la différence est plus sensible dans la liturgie [13] et, secondairement, dans les rapports avec la hiérarchie et avec la société civile. Par ces éléments distinctifs, la vie de la canoniale prend une originalité. Profession, retraite, communauté l'apparentent au monastère; ouverture sur le monde, soumission à la hiérarchie l'ont d'abord inclinée vers une option que nous allons découvrir chez les Mendiants.

§ 3. — Le couvent de Mendiants.

Tout au contraire des moines, qui cherchent le salut dans la solitude, vivent souvent à l'écart des évêques, et voués à la contemplation, au travail, avec une opulence collective, les Mineurs s'engagent dans la foule, au service direct de l'Église hiérarchique, professant (bientôt imités par les Prêcheurs) la pauvreté absolue [1]. Leur principe exclut donc les traits de la vie bénédictine : cité close, réserve pontificale, raffinements liturgiques ou travail manuel; il exige une structure toute nouvelle que nous allons décrire.

IMPLANTATION La première originalité des Mendiants est dans leur conception de l'habitat. Tandis que la « vie apostolique » supposait la communauté de toit et de biens, la vie d'apostolat des Prêcheurs et des Mineurs exige la présence dans le monde. C'est dire que la maison n'est pour eux qu'un abri de passage, de repos, après le temps bref de la formation. François d'Assise et ses premiers disciples excluaient même ces deux fonctions et logeaient souvent au hasard de la route; mais la nécessité du noviciat, d'une administration locale, d'une infirmerie leur imposa la fondation de résidences [2]. Ils se fixèrent d'abord dans la campagne proche des villes, puis, vers 1230, à l'exemple des Prêcheurs au cœur des villes, substituant aux petits ermitages des bâtiments spacieux [3]. De nombreuses lettres pontificales, en particulier d'Innocent IV, nous informent de ce mouvement, que le droit exigeait, autant que la pratique. Aux plans mêmes de l'architecture, le droit ne fut point étranger. La législation des

[12] Les rapporteurs de la *Mendola* s'accordent à marquer la similitude de structure de la canoniale et du monastère. Évolution à étudier de plus près : cf. Dom Guy Oury, *L'idéal monastique dans la vie canoniale*, dans *R.M.*, 1962, p. 1-31.

[13] Petit, dans *Mendola*, t. I, p. 273 : « ...On connaît bien mieux une communauté canoniale par son office que par sa vie claustrale. » Voyez aussi E. Cattaneo, *ibid.*, t. I, p. 241.

[1] Nombreux ouvrages sur cet idéal de franciscains et de dominicains, spécialement sur la pauvreté (Felder, Hilarin de Lucerne, Soiron, etc.). Pour les mineurs : Vitus a Bussum, *De spiritualitate Franciscana*, Rome, 1949. Faut-il rappeler que l'idéal de François est l'imitation du Christ par une élite de laïcs et que Dominique, chanoine, crée un ordre de clercs prédicateurs?

[2] A la bibliographie donnée *supra*, p. 180 sq. (spécialement le P. Gratien pour les Mineurs, le P. Vicaire et Galbraith pour les Prêcheurs), ajoutez Cl. Schmitt, *Un pape réformateur... Benoît XII et l'ordre des Frères mineurs*, Quaracchi, 1959.

[3] P. Gratien, *op. cit.*, p. 34 et 40. Ces refuges étaient appelés *loca*, *hospicia*. La multiplication des frères et l'admission des fidèles aux offices nécessitèrent couvents et chapelles, sur le plan des monastères. En 1239, les constitutions adoptèrent les règles cisterciennes sur la sobriété des églises.

Digitized by Google

Prêcheurs est précise [4] et les Mineurs ont souvent imité Cîteaux [5], dont les papes vantaient les usages [6].

PEUPLEMENT La construction des couvents rendit nécessaire une limitation des réceptions de recrues qui, à l'origine, étaient toutes accueillies. Une maison de Prêcheurs ou de Mineurs abrite de trente à cinquante religieux [7].

PERSONNALITÉ Par l'exclusion de la propriété, François résolvait le problème de la personnalité. Elle ne tardera point à se poser.

ÉLÉMENTS DE LA PUISSANCE Les premières demeures franciscaines, loin d'annoncer les trois signes de la Puissance, attestent devant le monde la pauvreté, la soumission, l'effacement de leurs hôtes, qui n'ont ni patrimoine, ni juridiction, ni honneurs ou privilèges [8]. On eut tôt fait de renoncer au dénuement : des ressources étaient nécessaires aux Mineurs pour bâtir, entretenir les frères, garnir les rayons de la bibliothèque; quand la porte fut ouverte à la générosité des fidèles, les libéralités affluèrent [9]. Le temporel devint l'objet d'une législation abondante et d'interventions fréquentes de la Papauté, qui autorisait et favorisait la réception des aumônes, des legs, des fondations [10]. Le patrimoine ainsi constitué devait soulever dans l'ordre franciscain d'ardentes controverses.

D'origine canoniale et quasi-monastique, les Prêcheurs avaient, dès l'origine, renoncé à la propriété, non à l'usage des revenus [11]. Au chapitre

[4] G. MEERSEMAN, *L'architecture dominicaine au XIII^e siècle. Législation et pratique*, dans *A.F.P.*, vol. XVI (1946), p. 136-190. En 1277 : 404 maisons; en 1358 : 642. Cet article rend bien compte des nécessités : l'église a une vaste nef pour la prédication, une décoration pour enseigner les foules; le couvent, des locaux pour les études.

[5] A la conception autoritaire d'Élie, son successeur Aymon substitua l'exemple des Prêcheurs et à la mendicité le travail maraîcher, à la rusticité les études : ce qui impliquait la construction de grands couvents dans les villes, avec jardins et bibliothèques.

[6] P. GRATIEN, p. 160.

[7] En 1256, les 49 couvents de Mineurs en Angleterre comptaient 1242 frères, d'après Thomas d'Eccleston.

[8] Le *Testament* de François est formel et les constitutions de Narbonne lui font écho. Sur l'interprétation pontificale de la Règle, cf. H. GRUNDMANN, *Die Bulle « Quo elongati ». Papst Gregors IX*, dans *A.F.H.*, 1961, p. 3-25.

[9] Cet afflux est le drame du premier siècle franciscain. La quête et les offrandes ne pouvant suffire, les couvents obtinrent des concessions d'indulgence à leurs bienfaiteurs, le bénéfice d'amendes et restitutions infligées par les tribunaux ecclésiastiques et séculiers, auxquelles s'ajoutèrent bientôt rachats de vœux et legs pieux sans destination précise, enfin les fondations et legs étaient admis dès 1234 et encouragés par les lettres d'affiliation et la vêture *ad succurrendum :* P. GRATIEN, p. 173-181. On sait le rôle de l'« ami » dans le support de la propriété franciscaine et la place de celle-ci dans la théorie du trust (Cf. LÉVY-ULLMANN). L'ami spirituel n'était qu'un homme de confiance sans moyens d'action. Au milieu du XIII^e siècle, on en vint à le transformer en procurateur du Saint-Siège, désigné par le ministre provincial (Bulle *Quanto studiosius*, 1247).

[10] Honorius III accorde les premières indulgences, Grégoire IX et Innocent IV, Alexandre IV donnent l'élan aux fondations et aux legs, enjoignant même aux frères de les accepter. Origine de la théorie des *charitable Uses :* J. ESCARRA, *Les fondations en Angleterre*, Paris, 1907, p. 48.

[11] L'ordre des Prêcheurs fut confirmé en 1216 comme un ordre de chanoines qui pouvaient avoir propriété.

Digitized by Google

général de Bologne en 1220, ils adoptèrent le principe de la stricte pauvreté [13]. Comme les Mineurs, ils eurent besoin d'une certaine richesse. Chacune de leurs maisons devint une sorte de personne morale, qui dut administrer un patrimoine croissant [14].

Quant au prestige, une infraction aussi flagrante à l'austérité primitive s'annonçait dès le temps de François et de Dominique : les couvents demandaient et obtenaient des privilèges. Le premier fut, pour les Mineurs, l'autorisation de célébrer dans leur chapelle pendant les interdits [15]. Grégoire IX leur permit d'avoir un cimetière [16]. De leur côté, les Prêcheurs obtenaient dispenses et privilèges [17]. Moins d'un demi-siècle après leur naissance, les Mendiants étaient comblés de faveurs, dans une émulation peu conforme à leur dessein primitif [17].

Une maison riche et prestigieuse exige un gouvernement. Pour l'organisation du couvent, les mêmes problèmes d'autorité se posaient que pour l'organisation du monastère : une hiérarchie, des institutions analogues se constituèrent, où l'imitation eût autant de part que l'originalité [18].

HIÉRARCHIE A la tête de chaque couvent de Mineurs est un gardien, élu d'abord par la communauté, puis choisi par les supérieurs [19]. François avait établi ce chef pour le bien spirituel, non pour l'administration temporelle. Mais l'extension du patrimoine élargit la nécessité [20].

Chez les Prêcheurs, le chef porte le nom de prieur : il est choisi par les membres de la communauté, souvent parmi les religieux d'un autre couvent [21]

[13] C'est au premier chapitre général de Bologne (1220) que fut résolue la renonciation à toute propriété (en vue de délivrer les frères de tout autre soin que l'étude et la prédication). Cf. HUMBERT DE ROMANS, t. I, p. 12.

[14] Les Prêcheurs considèrent leur couvent, comme leur propriété et aussi les dons en argent qui lui sont faits.

[15] Bulle *Devotionis vestrae*, 29 mars 1222. Bientôt suivie des bulles sur l'autel portatif : 3 décembre 1224, 28 août 1225, sur l'usage de l'argent chez les missionnaires du Maroc. *Bull. fr.*, I, p. 9, 20, 26; P. GRATIEN, p. 106. Voyez B. MATHIS, *Die Privilegien des Franziskanerordens bis zum Konzil von Vienne (1311)*, Paderborn, 1928. On trouvera les textes principalement dans le *Bullarium franciscanum* de SBARALEA : I (Honorius III à Innocent IV); II (Alexandre IV et Urbain IV); III (Clément IV et Honorius IV). Supplément dans les t. IV et V.

[16] Bulle *Ita vobis*, 26 juillet 1227. (*Bull. fr.*, I, p. 31.)

[17] Dès le 30 novembre 1227, les Prêcheurs ont le droit de sépulture : MORTIER, *op. cit.*, t. I, p. 185. Des accords locaux ont préparé la bulle *Cum a nobis* (1250) qui autorise les Mineurs à inhumer dans leurs églises et cimetières le corps des fidèles.

[17] Cette progression de la puissance, cet extraordinaire passage du détachement absolu à la possession de tous les biens du monde : autorité, richesse, privilèges est pour l'historien, le canoniste, le sociologue, un spectacle tout aussi impressionnant que celui de la centralisation pontificale.

[18] La contamination se déclare ou se découvre jusque dans les chapitres généraux.

[19] Le mot est dans le testament de saint François : la Règle de 1221 appelle tous les supérieurs : ministres. Au chapitre de 1239, fut attribué au provincial la nomination et la destitution du gardien, après entente avec son chapitre.

[20] P. GRATIEN, p. 173 et suiv.

[21] Dominique avait posé la règle (*A.L.K.G.*, I, 221). Le chapitre généralissime de 1236 précise que l'électorat est accordé après un an de profession (*Mon. Ord. Pred. Hist.*, t. III, p. 7), délai qui fut porté à deux, puis à quatre ans par les chapitres généraux de 1259 et 1271. Beaucoup de difficultés devaient être aplanies sur les conditions de présence et de résidence : GALBRAITH, *op. cit.*, p. 45-46. Depuis 1246, un sous-prieur est choisi par le prieur, pour assurer, éventuellement, l'intérim; en 1255, on adjoint au prieur un surveillant général, *circator*.

Digitized by Google

A la différence de l'abbé clunisien, il mène la vie commune, partageant avec tous ses frères le régime du réfectoire, du logis, de l'infirmerie [22]. Sa charge est provisoire [23]. Cependant, son autorité, qui se manifeste notamment par la possession d'un sceau [24], est grande : il fixe la punition des fautes dénoncées à la coulpe, en s'inspirant des constitutions; il peut expulser les incorrigibles [25].

Cependant, il ne jouit point, comme l'abbé dans son monastère, d'un pouvoir absolu. L'une des originalités constitutionnelles des Mendiants est l'autorité qu'ils confient à la masse des religieux, à la communauté de tous les frères, et qui se manifeste surtout dans le chapitre [26].

LE CHAPITRE

Le chapitre comprend tous les frères et les novices y entrent après la profession publique [27]. C'est lui qui représente le couvent, son conseil est nécessaire pour les actes importants de l'administration, le sceau conventuel ne pouvant être apposé qu'en chapitre. Il prépare les rapports financiers, désigne le délégué aux chapitres provinciaux, élit le prieur. L'assemblée se tient après matines ou prime, chaque jour, au XIII[e] siècle, chaque semaine, au XIV[e]. C'est avec son concours que le prieur choisit les officiers [28].

Chez les Mineurs, le chapitre conventuel, où s'assemble la *familia*, discute les affaires d'intérêt commun, entend les rapports des officiers et les plaintes contre les supérieurs, élit son représentant au chapitre provincial.

Il semble que les officiers, chez les Mineurs, n'aient relief que dans le rayon des finances, où s'exercent le receveur, *exactor*, le trésorier, *depositarius*, l'administrateur, *procurator* [29].

Le prieur choisit les officiers de la maison dominicaine, après avis de son conseiller [30]. Humbert de Romans les classe dans l'ordre approximatif de leur dignité : ceux qui ont cure d'âmes (sous-prieur, maîtres des novices

[22] Constitutions de 1358-1363 : *Priores comedant in refectorio et cibariis conventus sint contenti; ...Fratres nostri tam priores quam alii in locis ubi conventum habuerimus ...extra claustrum comedere non praesumant ...Si autem priores infirmarii contigerint, in infirmaria cum aliis procurentur.*

[23] Il n'y a point, au XIII[e] siècle, de délai. En Provence, la durée de l'office va, en pratique, de 1 à 15 ans. Maître et chapitre général, prieur et chapitre peuvent révoquer : GALBRAITH, p. 122-123.

[24] Le sceau du couvent ne pouvait être apposé sans le consentement du prieur. GALBRAITH, p. 116-117.

[25] Constitutions de 1358-1361, XIX : ... *juxta discretionem prelati jejuniis et abstinenciis puniantur vel secundum regulam patris nostri Augustini, si magis expediens judicatur, exuti, habitu ordinis de nostro ordine expellantur...*

[26] Voyez BARKER, FORMOY, GALBRAITH : cette participation de la communauté est un des traits des ordres mendiants.

[27] Il y a aussi un chapitre des fautes pour novices, un autre pour convers. Les frères lais sont exclus : Ph. F. MULHERN, *The early dominican Laybrother*, thèse Washington, 1944. Les novices peuvent être invités à sortir : HUMBERT DE ROMANS, t. II, p. 217.

[28] Bon résumé dans GALBRAITH, p. 40-52.

[29] HUBER, *op. cit.*, p. 660-661, avec bibliographie. Beaucoup de dispositions sur toute l'organisation interne dans les textes édités par G. FUSSENEGGER, *Statuta Provinciae Alemaniae superioris*, ann. 1303, p. 1309 et 1341, dans *A.F.H.*, 1960, p. 233-275.

[30] HUMBERT DE ROMANS, t. II, p. 284-285 : bon chapitre sur les conseillers.

Digitized by Google

et des convers, correcteur); ceux qui ont une charge spirituelle (chantre, sacristain, lecteur, bibliothécaire); ceux qui s'occupent de la vie matérielle (surveillants du dortoir, réfectoire, vestiaire, infirmerie...) [31].

Conclusion.

Tels sont, à grands traits, le couvent de Prêcheurs et le couvent de Mineurs. Profondément divers à l'origine, ils se sont vite ressemblés, par influence réciproque, les Prêcheurs évoluant vers l'idéal de la pauvreté absolue, tout en gardant le sens d'une structure dont ils donnent l'exemple aux fils disciplinés et fortifiés du Pauvre d'Assise. Ensemble, ils inspirent les fondateurs de maisons, plus récentes, de familles qui se disent plus anciennes — carmes, ermites de Saint-Augustin, que l'on place près d'eux dans la quadrilogie des grands ordres mendiants — et de familles moins fortunées. Chacun de ces ordres a son originalité, ses gloires et ses épreuves, que nous aurons en autre lieu l'occasion prochaine d'évoquer [32].

SECTION II. — LA COMMUNAUTÉ FÉMININE.

Bien qu'elles n'aient pas, en général, tenu un rôle aussi important que les communautés d'hommes, les communautés féminines ont eu dans l'Église et dans la société civile une fonction orante et bienfaisante qui s'est accrue aux XII^e^ et XIII^e^ siècles [1]. A cause des limites de l'activité féminine, de son nécessaire isolement du monde, la maison de religieuses offre beaucoup moins de contrastes que les communautés masculines. Nous étudierons successivement : les éléments du groupe, le régime constitutionnel, les auxiliaires du dehors.

Des problèmes identiques se posent dans toutes les communautés : nous analyserons les réponses du droit commun que forment les décisions pontificales et la concordance des règles, et nous relèverons, au fur et à mesure, quelques particularités des principales familles de la lignée bénédictine, des affinités canoniales, des familles plus récentes que les Mendiants ont fait surgir [2].

[31] *Ibid.*, p. 179-371. Dans *H.D.I.E.O.*, nous étudierons chacun de ces offices.

[32] Dans le volume annoncé sur les maisons de religieux et déjà dans le chapitre 3 de ce livre. Noter que les servites sont aussi un ordre mendiant.

[1] Nous aurons en vue bénédictines et cisterciennes, clarisses et dominicaines. A la bibliographie donnée *supra*, p. 191, ajoutez Micheline PONTENAY DE FONTETTE, *Le mouvement monastique féminin à la période classique. Recherches de structure*, thèse de la Faculté de droit de Paris, 1960 (polycopiée). Parmi les monographies : ZEIMET, *Die Cisterzienserinnenabtei St. Katherinnen bei Linz-a-Rh.*, Augsbourg, 1929; C. E. BOYD, *A Cistercian Nunnery in medieval Italy*, Cambridge, 1943. — E. A. ERDIN, *Das Kloster der Reverinnen ...zu Basel*, Francfort, 1956; A. M. HALTER, *Geschichte des Dominikanerinnen Klosters Oetenbach in Zurich, 1234-1525*, Wintherthur, 1956; Marie-Claire DAENIKER, *Geschichte der Dominikanerinnen Klosters Töss, 1233-1525*, Wintherthur, 1957. — AGATHANGE DE PARIS, *Les monastères de clarisses au XIV^e^ siècle, dans le Sud-Ouest de la France*, dans *Études franciscaines*, 1958, p. 1-35 et 129-141.

[2] Très rares sont les ordres de religieuses qui n'ont point dû leur naissance à l'imitation d'un ordre masculin. — Au début du XIII^e^ siècle, il y avait dans la Chrétienté plus de 1000

Digitized by Google

§ 1. — La fondation.

CHOIX DU LIEU

Tandis que les monastères d'hommes s'établissaient souvent dans les faubourgs ou dans la solitude, les communautés féminines, pour des raisons de sécurité, accessoirement pour des raisons de subsistance, se fondaient, de préférence, au cœur des villes.

COMPOSITION DU GROUPE

L'étude du *status vitae* nous a fait connaître le recrutement, les catégories et les conditions des personnes dans ce petit royaume qu'est une communauté féminine. Deux problèmes de structure ont préoccupé les fondateurs et les papes : la juste proportion du peuplement aux ressources, le sage équilibre des catégories [1].

L'accueil aux vocations dépend des revenus et des besoins. Pour éviter la misère, le nombre des religieuses est déterminé, il ne sera dépassé qu'après examen du budget [2]. Mais un minimum est indispensable à l'activité du monastère. Pour la même raison, et aussi par précaution, le nombre des converses est fixé dans certaines maisons [3]. En revanche, les oblates et pensionnaires sont reçues sans réserve à partir du XIVe siècle [4].

La fin de toute vocation religieuse est l'union à Dieu, la sanctification. Elle est bien affirmée dès le moment de la profession [5]. Elle est poursuivie

communautés de cisterciennes, dont 136 dans la filiation de Cîteaux, 75 dans celle de Clairvaux. Quelques indications dans L. ECKENSTEIN, *Woman under Monasticism*, Cambridge, 1896 et dans le chapitre VII de COLVIN, *op. cit.*

Nous avons renoncé au tripartisme de la section 1, les Mendiantes suivant un régime identique aux moniales proprement dites et les chanoinesses formant une catégorie hybride, correspondant parfois à une congrégation de chanoines, parfois à un ordre de Mendiants (Prouille), souvent sans correspondance à aucun ordre ou congrégation ni même au pur idéal de la vie religieuse. Cf. *D.D.C.*, fasc. XIV, col. 488-500 (TORQUEBIAU). Ces religieuses, qui gardent l'usufruit ou la propriété de leurs biens, étrangères aux règles consacrées, sont proscrites par les canons 26 et 27 de Latran I (*Grat.*, C. 18 q. 2 c. 25). Le concile de Reims (1148) tente de rétablir la communauté des biens et la vie commune. Honorius III dut leur rappeler leur devoir d'obéissance à l'abbesse, X I 33 12 *(Dilecta)*. Sur le mot *canonica*, la glose déclare : *loquitur secundum consuetudinem Theutonicorum, ubi sunt canonicae saeculares, quae nullam faciunt professionem, nec renunciant propriis, immo quandoque contrahunt matrimonium.* Boniface VIII constate avec défaveur ces anomalies. VI I 6 43, § 5. De même *Clem.* III 10 2. Une étude complète a été faite par K. H. SCHÄFER, *Die Kanonissenstifter im deutschen Mittelalter*, dans *K.A.*, p. 43 et 44, Stuttgart, 1907 : terminologie, statistiques; conditions d'entrée et de sortie dans la communauté; mode de vie; patrimoine et patronages; statut de l'abbesse et des officières; rôle du chapitre.

[1] Les statuts cisterciens rappellent plusieurs fois ce *numerus taxatus* et vont jusqu'à déposer l'abbesse qui le dépasserait.

[2] Cette règle de la proportionalité du nombre aux ressources a été constamment rappelée depuis la Réforme carolingienne : SCHMITZ, t. VII, p. 241-242.

[3] Ex. : HAUTCŒUR, *Histoire de l'abbaye de Flines*, Lille-Paris, 1874, p. 48 : l'abbé de Clairvaux, d'accord avec l'abbesse et la communauté cistercienne composée de 100 professes, arrête à 18 le nombre de convers et converses.

[4] Comme les monastères masculins, les féminins avaient souvent une population disparate : pensionnaires, servantes, oblates. Beaucoup de monastères bénédictins ne sont ouverts qu'à la noblesse : SCHMITZ, t. VII, p. 248.

[5] R. METZ, *La consécration des vierges dans l'Église romaine. Étude d'histoire et de liturgie*, Paris, 1954. Les rituels du mariage et de l'ordination inspirent la cérémonie de ces noces mystiques et de cette introduction au ministère de la louange divine.

Digitized by Google

chaque jour par des exercices de piété [6], avec une continuité, une sorte de monotonie, qu'interrompt rarement la réception des sacrements de pénitence et d'Eucharistie [7]. Les activités intellectuelles, pédagogiques, charitables, économiques ont une part secondaire dans la vie de la communauté [8].

§ 2. — Le temporel.

Un temporel est d'autant plus nécessaire que les moniales sont empêchées de labourer, de quêter. Pour connaître son étendue locale, nous disposons de quelques cartulaires, de très rares fragments d'inventaires de comptes, de registres de visites, de testaments, de confirmations pontificales [1]. Constitué par la dot statutaire ou coutumière, des libéralités souvent grevées de charges, l'éventuelle rétribution de services et travaux [2], sa composition est hétéroclite : meubles et immeubles, quelques églises et seigneuries [3].

§ 3. — La hiérarchie.

LA SUPÉRIEURE A la tête du monastère de bénédictines ou de cisterciennes règne l'abbesse [1]. En droit, elle est choisie par les moniales qui, d'ordinaire, adoptent la procédure du scrutin. Boniface VIII fixa les règles de l'opération [2] : le suffrage appartient à toute professe, âgée de douze ans; l'éligibilité, aux professes solennelles âgées de trente ans [3]. Une majorité des deux tiers est exigée, qui peut se former après coup, par accession de voix primitivement refusées [4]. Agréée de l'évêque, l'élue obtiendra bénédiction et confirmation [5]. Elle détient la

[6] Le calendrier liturgique fixe la communauté quotidienne des prières. Il nous faudrait comparer la distribution des heures dans les diverses familles de moniales et les modes de vie : ce sera l'objet d'un chapitre de l'*H.D.I.E.O.*

[7] La communion mensuelle que prescrit aux moines le concile de Vienne (*Clem.* III 10 1 : *Ne in agro*) paraît, au XIII[e] siècle, peu répandue et la confession est encore plus rare (SCHMITZ, t. VII, p. 280-285).

[8] Par souci d'apologétique, des auteurs ont mis en relief le culte des lettres et le soin des malades, qui tiennent, en réalité, peu de place dans la communauté féminine (sauf, naturellement, dans les cadres proprement hospitaliers).

[1] Cartulaires : par exemple, ceux de Flines et de Clairefontaine pour Cîteaux; de Molesmes pour les dominicaines. — Comptes : J. MANGIN, *La vie économique de l'abbaye de Sainte-Marie-aux-Nonnains, de Metz, d'après son livre de comptes, 1331-1345*, dipl. d'ét. sup., dactyl., Nancy, 1955.

[2] Comme chez les moines, il peut y avoir une petite école, un modeste atelier, voire une brasserie.

[3] Voyez par exemple, H. DUBLED, *Études sur la fortune foncière du monastère de Feldbach* (Haut-Rhin), dans *Annuaire de la Société d'histoire sundgovienne*, 1958-1959, p. 17-52.

[4] SCHMITZ, t. VII, p. 213-225 (bénédictines); M. DE FONTETTE, 31-40 (cisterciennes); *D.D.C.*, au mot : *Abbesse*.

[5] En fait, la famille du fondateur intervient souvent, comme dans une succession collatérale.

[6] VI I 6 43 *(Indemnitatibus)*. Cette importante décrétale fut occasionnée par une élection à l'abbaye Sainte-Croix de Poitiers. Elle est un véritable traité du contentieux électoral : le *Casus* de la Glose ordinaire le résume parfaitement. Chez les cisterciennes, les chapitres généraux de 1251 exigent cinq ans de profession.

[7] Les causes d'opposition sont examinées avec un soin remarquable par le glossateur sur les mots *non obstante*.

[8] Confirmation par l'abbé-père, pour la cistercienne. Bénédictine, par l'évêque du lieu.

Digitized by Google

crosse pour un temps ou à vie [6]. Par des dossiers complets, nous savons la minutie et les frais de toute élection régulière et, par des plaintes, les compétitions, les pressions et les troubles [7]. Il arrivait que le nom suppléât l'âge : une riche et puissante héritière offrait des garanties supérieures à toute sagesse [8].

L'abbesse détient une prélature, avec pouvoir dominatif et pouvoir de juridiction particuliers, mais étendus [9], qui lui permettent de suspendre les services et bénéfices des clercs sous sa dépendance [10]. *Monita et mandata :* ils doivent tenir compte de ses avis et mandements [11]. On s'étonnerait que de tels pouvoirs n'eussent point créé chez quelques femmes impérieuses la tentation du gouvernement spirituel. De fait, certaines abbesses ont eu la prétention de s'égaler aux chefs de maisons masculines, usurpant les attributs du magistère, d'une large juridiction et quasiment de l'ordination. La Papauté dut leur dénier ces licences, interdire à l'abbesse de bénir, confesser, prêcher [12]. Plusieurs fois, lui fut rappelé qu'elle n'a pouvoir

[6] En principe, à vie. Déposition ou démission peuvent abréger sa fonction.

[7] Les 17 pièces de l'élection, en 1308, sont dans le Registre *Sede vacante* de Worcester, p. 111-114. E. Power les énumère, *op. cit.*, p. 43, n. 2. Autre exemple dans Canivez, t. 3., p. 277 : les moniales de Val-Benoît déclarent que l'élection appartient à un groupe restreint et que la confirmation de l'abbé de Cîteaux devait être automatique; un bref de Clément VI, 27 juin 1352, leur donna raison.

[8] Une fille du comte de Suffolk fut élue à 22 ans.

[9] Son droit de correction est bien légalisé par Honorius III : X III 35 8 *(Ea quae)*. La juridiction peut lui appartenir au for contentieux : ainsi l'abbesse de Montivilliers a son officialité. — Certaines abbesses ont une éminence particulière : J. M. Escriva (*La Abadesa de las Huelgas*, Madrid, 1944) décrit la puissance de l'une d'elles, sa juridiction quasi-épiscopale et il consacre un chapitre (XI) aux cas analogues. Sur la juridiction de l'abbesse de Montivilliers, Cf. Paul Le Cacheux, *L'exemption de Montivilliers*, Caen, 1929 (extr. des *Trav. de la Semaine d'hist. du droit normand* tenue à Guernesey du 26 au 30 mai 1927, Caen, 1928, p. 275-305).

[10] Elle ne peut prononcer une suspense de l'office, les censures étant réservées à la hiérarchie. Vincent d'Espagne et Hostiensis font très clairement la distinction : l'abbesse a le droit d'interrompre l'activité d'un chapelain et sa rétribution, mais, s'il passe outre, il n'encourt pas l'irrégularité. Marguerite Leblanc, *La femme et la juridiction en droit canon*, thèse de la Faculté de droit de Paris, 1946 (polyc.), ch. II : *La juridiction de l'abbesse;* Santiago Giner Sempere, *La mujer y la potestad de jurisdiccion eclesiastica*, Alcoy, 1961, notamment t. 2, ch. 6.

[11] X I 33 12 *(Dilecta)* Honorius III. Une abbesse se plaint *quod cum ipsa plerumque canonicas suas et clericos suae jurisdictioni subjectos propter inobedientias et culpas eorum, officio beneficioque suspendat iidem confisi ex eo quod abbatissa eos excommunicare non potest, suspensionem hujusmodi non observant : propter quod ipsorum excessus remanent incorrecti, circa mandamus, quatenus dictas canonicas et clericos abbatissae prefatae obedientiam et reverentiam debitam impendentes, ejus salubria monita et mandata observent, ecclesiastica censura compellas.* La glose relève dans ce texte le principe que, si l'abbesse n'a point la juridiction pleine qui n'appartient qu'à l'homme, elle administre le temporel et le spirituel, ce qui lui permet dès sa confirmation d'attribuer des bénéfices et d'instituer des clercs dans ses églises. Mais elle ne saurait prononcer suspense de l'office, ni interdit, faute de pouvoir des clés, ni voiler les moniales ni oublier qu'elle n'est point comme l'homme à l'image de Dieu. Comme l'obéissance lui est due, l'abbé destinataire de la lettre pontificale contraindra les rebelles par les censures.

[12] X V 38 10 (*Nova :* Innocent III). Aux abbesses entreprenantes des diocèses de Burgos et de Palencia, Innocent III rappelle que la Vierge Marie elle-même n'a point reçu le pouvoir des clés. La Glose énumère encore une fois les incapacités de la femme, qui sont rappelées à plusieurs reprises, notamment X V 39 33 *(De monialibus)* où Innocent III donne délégation générale à l'évêque du lieu pour absoudre une moniale coupable d'avoir violé le *privilegium canonis.*

Digitized by Google

de contraindre, ni d'aliéner ou diminuer en aucune manière les biens de la communauté [13].

L'abbesse doit à ses religieuses l'exemple de la résidence, de la sobriété, de l'impartialité. Il arrivait que la supérieure s'absentât plusieurs mois ou plusieurs années. Trop rarement, elle offrit l'exemple de l'austérité. Les Registres de J. Peckham décrivent le luxe de trois abbesses bénédictines qui mènent grand train en leur logis particulier, entourées d'hôtes distingués et d'animaux savants [14]. La faveur pour les parents et amies survivait souvent à la prise du pouvoir. Tous ces défauts furent sans doute plus célèbres que les vertus courantes et autant que les vertus héroïques d'une Euphémie de Wharwell [15].

Chez les « Mendiantes », la séparation est beaucoup moins accusée, la discipline plus stricte. Si la supérieure d'un couvent de clarisses porte le nom d'abbesse, c'est sans doute par un emprunt formel à la règle bénédictine, première suivie [16] : élue à vie [17], elle se soumet au droit commun, gouverne avec mansuétude et fermeté et elle ne prend aucune décision grave qu'en chapitre des affaires où siègent toutes les professes [18].

Les dominicaines ont à leur tête un religieux, un prieur et sous son contrôle, une prieure librement élue ou, selon les constitutions de 1259, choisie par le maître provincial, pour une période brève [19]. C'est la prieure qui dirige le couvent et préside les assemblées.

Elles aussi, les norbertines ont pour chef un prévôt élu, qui est doté d'une juridiction ordinaire et assisté d'un vicaire. Une prieure, élue ou nommée, est la véritable maîtresse de maison [20].

LES OFFICES (OU OBÉDIENCES)

L'administration générale est aux mains d'un état-major de dignitaires et tout service particulier a son officière.

[13] La bulle *Fulgens sicut stella* (1335) de Benoît XII rassemble ces prohibitions, que les statuts inculquent aux abbesses.

[14] E. Power, *op. cit.*, p. 60-61; lettres aux abbesses de Barking, Wherwell et Romsey, dans *Reg.*, I, p. 8 et II, p. 651-652, 659-660, 662-663.

[15] E. Power, *op. cit.*, p. 89-90, reproduit la tradition d'un fragment du cartulaire qui vante les mérites de cette abbesse du milieu du XIII[e] siècle. Voyez aussi S. Roisin, *L'hagiographie cistercienne dans le diocèse de Liège au XIII[e] siècle*, Louvain, 1947.

[16] N. Ferrand, *op. cit.*, p. 100.

[17] Le choix par le fondateur de la maison est beaucoup plus rare. Pas de condition d'âge. L'élue demande confirmation au ministre général ou au provincial, les urbanistes, au cardinal protecteur. Elle gardera la crosse jusqu'à sa mort, sauf démission ou déposition, qui peut être demandée au visiteur ou décidée par lui, par le ministre général ou le cardinal protecteur.

[18] Elle peut adoucir la règle par des dispenses accordées aux faibles; infliger des peines, mais c'est en chapitre qu'elle désigne l'intendant et elle rend périodiquement ses comptes à quatre religieuses désignées par la communauté. (*Bull. fr.*, t. II, p. 485 et 518.)

[19] Les Constitutions de Montargis ne prévoient que l'élection (*A.F.P.*, t. XVII, 1947, p. 41-84). Celles de 1259 : la nomination par le maître provincial, là où elle s'est établie continue.

[20] Telle est l'organisation définitive, après la période du monastère double. L'élection du prévôt est ratifiée par l'abbé-père, qui garde en général le droit de destituer ce prélat, désormais retranché de son monastère d'origine. L'abbé-père garde l'intendance générale du temporel et même du spirituel. Il peut révoquer la prieure.

Digitized by Google

Une prieure (parfois une sous-prieure) assiste l'abbesse, la remplace quand elle est empêchée [21]. Correspondant aux offices des monastères d'hommes, sous des noms variés, les services de la chapelle, de l'approvisionnement, de l'hospitalité, le soin des malades, la formation des novices sont assurés par une officière [22]. Certaines ont acquis une sorte d'autonomie financière : la cellérière, la chambrière, la sacristine [23]. Leurs recettes proviennent tantôt d'une allocation du Trésor, tantôt d'une dotation qui constitue comme un bénéfice.

LE CHAPITRE Périodiquement, après l'office de prime, le chapitre devait se réunir pour la confession des fautes et l'examen des affaires : le sceau de la communauté était apposé aux actes, les comptes étaient présentés [24]. Beaucoup de communautés se plaignent de la violation de ces règles : ni reddition de comptes, ni apposition publique des sceaux [25]. Pouvons-nous cependant douter du rôle de cette assemblée dans l'équilibre du gouvernement? Chez les moniales comme chez les religieux, le risque de l'autorité a toujours été l'arbitraire : la division des offices, la régularité du chapitre y mettent quelque obstacle et aussi les conseillères, imaginées en plusieurs ordres.

§ 4. — Les auxiliaires masculins.

Aucune maison de religieuses ne peut se passer du secours des hommes : chapelains et confesseurs pour le spirituel, conseillers et serviteurs pour le temporel [1].

MINISTÈRE La vie religieuse comportait l'exigence continue de ministère sacerdotal : messe quotidienne, prédication et exercices pieux, confession et communion plus fréquentes que chez les laïcs [2]. Dans les monastères de bénédictines, le choix de ce clergé local appartient généralement à la communauté [3]. Chez les cisterciennes, les chapelains formaient comme une section particulière dans l'ordre; toujours

[21] Son rôle correspond à celui du prieur chez les bénédictins (SCHMITZ, t. VII, p. 227) et les cisterciens (M. DE FONTETTE, p. 44-45). Les norbertines ont une sous-prieure, nommée par l'abbé-père et révocable *ad nutum* (*ibid.*, p. 152). Les dominicaines, une sous-prieure; les clarisses, une assistante (N. FERRAND, p. 110).

[22] Cette administration intérieure a été peu étudiée. Pour les cisterciennes, voyez GUIGNARD, p. 535-545. Pour les clarisses, N. FERRAND, p. 111-112. La maîtresse des novices est choisie avec grand soin. Et aussi, au rang le plus humble, la tourière.

[23] E. POWER, *op. cit.*, p. 131-160 étudie la situation de toutes ces officières, leurs relations avec la domesticité et avec les dépendances du monastère. Comme dans la maison masculine, le dédoublement des fonctions s'est opéré : non seulement sous-prieure, mais encore sous-cellérière.

[24] Chez les clarisses, le chapitre des coulpes n'a lieu qu'une ou deux fois par semaine; le chapitre des affaires, auquel assistent les seules professes, discute toutes les questions graves : admission des postulantes, intérêts temporels.

[25] E. POWER, *op. cit.*, p. 65 et 475.

[1] SCHMITZ, t. VII, p. 208 et 223; FONTETTE, p. 208-209; FERRAND, p. 117-125.

[2] M. BERNARDS, *Zur Seelsorge in den Frauenklostern des Hochmittelalters*, dans *R.B.*, 1956, p. 256-268.

[3] SCHMITZ, t. VII, p. 231.

Digitized by Google

recrutés hors du monastère de cisterciens, ils faisaient profession devant l'abbesse : en 1265, ils furent autorisés à entendre les confessions, le choix de ceux qui reçoivent cette délicate mission appartenant au visiteur (qui souvent se la réserve) [4]. Les dominicaines eurent d'abord pour confesseurs les Prêcheurs de la maison voisine; à partir de 1265, des séculiers, choisis par la prieure et soumis à la juridiction des maîtres de l'ordre [5]. Malgré leur résistance [6], les Mineurs ont dû fournir aux clarisses leurs chapelains et leurs confesseurs, qui étaient choisis et protégés avec soin : des précautions minutieuses sont prises pour écarter tous les risques de la cohabitation et de l'intimité [7].

ADMINISTRATION Chaque abbaye cistercienne a son intendant ou prévôt, qui gère les biens et paraît en justice : en général, un religieux. Le chapitre général de 1267 appelle *Procurator* cet homme de confiance qui a suscité la défiance des moniales [8]. Les dominicaines aussi ont leur procurateur surveillé. De même la règle d'Innocent IV confie l'administration des biens des clarisses à un procureur nommé et destitué par l'abbesse et la communauté, et dont les pouvoirs sont limités, contrôlés [9].

Des convers, des donats, des domestiques vaquent aux travaux que ne peuvent accomplir les religieuses [10]. Quand la terre est directement exploitée par le monastère, ce personnel est nombreux et exige une surveillance onéreuse pour une communauté féminine [11].

Conclusion.

Les problèmes de la puissance ont beaucoup moins agité les moniales que les religieux : l'autorité ne s'exerce que sur une communauté restreinte, la richesse a peu d'ampleur, les occasions de prestige sont rares. En revanche, les problèmes de la vie spirituelle ont plus d'acuité : discipline morale, qui nécessite la clôture, permanence de la dévotion, dans une vie sans occupation extérieure, recours au clergé pour la direction intime. Toutes les communautés féminines connaissent les mêmes difficultés : les élections et la finance en sont les plus fréquentes occasions. Toutes cherchent un gouvernement tempéré, une administration rationnelle, des solutions analogues.

[4] M. DE FONTETTE, p. 50-54.

[5] L'intention générale est d'éviter qu'une religieuse soit obligée d'avoir toujours le même confesseur.

[6] Cette résistance n'était pas propre aux Mineurs : nous le verrons au chapitre 3 de ce livre.

[7] N. FERRAND, p. 117-126; *Bull. fr.*, t. II, p. 484.

[8] M. DE FONTETTE, p. 62-64 : le Père immédiat approuve le choix de cet intendant périlleux, qui a pu être le confesseur ou un religieux du couvent le plus proche.

[9] N. FERRAND, p. 154, renvoie au *Bullaire* franciscain.

[10] Tous les corps de métier se trouvent dans chaque monastère important. Les convers peuvent faire profession devant l'abbesse cistercienne. Chez les dominicaines, ils ont des statuts variés. R. CREYTENS, *Les convers de moniales dominicaines au Moyen Age*, dans *A.F.P.*, 1949, p. 5-48.

[11] Dans tous les cas, les grands monastères avaient besoin d'artisans. La location des terres les dispensait souvent du recours aux ouvriers agricoles.

Digitized by Google

SECTION III.

LES ÉTABLISSEMENTS COMPLEXES ET MARGINAUX.

Les maisons que nous avons décrites ont un caractère simple, homogène, individué. Au cours de l'âge classique, se sont multipliés les établissements complexes par le dualisme des sujets qui appartiennent à l'un et l'autre sexe ou marginaux, par suite des genres de vie, qui partagent le sujet entre le profane et le sacré. Hommes et femmes sont associés dans le monastère double et dans l'hôpital. Les commanderies font le même homme *orator* et *miles* et les béguinages permettent d'allier la dévotion commune à la vie mondaine. Parcourons ces demeures originales.

§ 1. — Les monastères doubles.

ORIGINE ET JUSTIFICATION

Le voisinage (nous dirions aujourd'hui, avec précision, le jumelage) des maisons masculines et des maisons féminines a été pratiqué dès les origines du monachisme et il a été fréquent au Moyen Age [1], malgré les interdits conciliaires et civils, qui ont été reproduits dans les collections canoniques et jusque dans le *Décret* de Gratien [2]. Ses justifications apparentes étaient les nécessités de la vie cultuelle et sacramentelle dans les maisons féminines, l'utilité de la main-d'œuvre féminine, l'opportunité du voisinage des couples convertis à la vie religieuse. Vers la fin du XI^e^ siècle, le système fleurit dans plusieurs des nouveaux ordres. Il fut admis à Prémontré, mais les norbertines s'éloignèrent bientôt de l'enclos canonial où elles avaient vécu dans une triste sujétion de la communauté masculine [3]. Un essai durable de coexistence ne fut tenté que par les fontevristes, les gilbertines et les brigittines.

[1] A. HAMILTON THOMPSON, *Double Monasteries*, 1919; U. BERLIÈRE, *Les monastères doubles aux XII^e^ et XIII^e^ siècles*, dans *Mémoires de l'Ac. roy. de Belgique, Lettres*, 2^e^ série, t. 18 (1923); S. HILPISCH, *Die Döppelkloster. Entstehung und Organisation*, *Münster-in-W.*, 1928; M. ARTS, *Het dubbelklooster Dikninge*, Assens, 1945. Mary BATESON a recensé, par pays, les monastères doubles, pendant le premier millénaire, dans *Transactions of the Royal Hist. Society*, n. s., t. XIII (1899), p. 137-198, José ORLANDIS, *Los monasterios duplices en la Alta Edad Media*, dans *Anuario de Historia de Derecho español*, 1960, p. 49-88, étudie le legs de l'époque visigothique, l'âge d'or du IX^e^ au XI^e^ siècle et les survivances.

[2] Le concile d'Agde, c. 28, prescrit une bonne distance entre monastères d'hommes et de femmes. Justinien a interdit expressément les *monasteria duplicata*. Le deuxième concile œcuménique de Nicée, c. 20, reprend cette prohibition. Ces trois textes fondamentaux sont dans le *Décret* d'Ive et dans la Tripartite, avec la substitution, opérée par Burchard, de Grégoire le Grand à Justinien comme auteur du second des trois textes, que Gratien a insérés dans sa *Concordia*, C. 18 q. 2 c. 21-23.

[3] Nous n'avons pu lire l'article de J. ZELLER, sur ce dualisme prémontré dans *Wurtemberger Vierteljahrschrit...*, vol. XXV, 1961, p. 106-162. Les religieuses tendaient ordinairement à vivre dans le voisinage et, nous le verrons, dans l'ombre des monastères du premier ordre.

Digitized by Google

TROIS EXPÉRIENCES

Fontevrault. — A Fontevrault, l'abbesse gouverne les deux communautés dont chacune a ses Règles propres, mais qui forment, dès 1115, une unité juridique [4]. L'abbesse, Pétronille de Chemillé, dirige une maison surpeuplée de religieuses et une maison, beaucoup moins populeuse, de prêtres [5]. Elle a tous pouvoirs dans l'administration temporelle et de très larges facultés, dans l'administration spirituelle [6]. Une prieure l'assiste, à l'occasion la remplace et veille sur le temporel, avec le concours de la cellérière [7]. De nombreux offices, tous annaux, assurent la vie de la communauté [8].

La communauté masculine est étroitement subordonnée à l'abbesse, représentant la communauté féminine [9]. A la cellérière il revient de lui procurer la nourriture, dont on rapportera les restes au monastère. L'abbesse autorisera les visites, accordera sa grâce aux fugitifs, infligera des peines aux fautifs [10].

Sempringham. — Quelques années plus tard, Gilbert de Sempringham créait un ordre de chanoines pour le service des monastères féminins qu'il avait fondés et dont les cisterciens refusaient la direction. Toutes les maisons de moniales furent doublées d'une maison de chanoines. A la différence de Fontevrault, l'église était commune — un mur séparant nonnes et

[4] M. DE FONTETTE, p. 260-297. R. NIEDERTS, *Robert d'Arbrissel et les origines de Fontevrault*, Paris, 1952; J. M. BIENVENU, *Histoire de l'abbaye de Fontevrault*, thèse doct., dactyl., La Flèche, 1954.

[5] Les deux monastères ont des bâtiments séparés, l'église est commune. Des précautions sont prises pour éviter toute promiscuité. Grande sévérité primitive (silence rigoureux, abstention de viande, clôture parfaite). Relâchement de l'idéal de pauvreté, de solitude, d'austérité au cours du XII[e] siècle. Professes, sœurs, laïcs et clercs auraient été de 2 à 3000 d'après la *Vita Roberti*. Une succursale fut fondée en Angleterre, à Amesbury. Institution parallèle en Espagne : Dom Luciano SERRANO, *Cartulario de monasterio de Vega...*, Madrid, 1927.

[6] Formule de la bénédiction abbatiale : *Accipe potestatem regendi hoc monasterium spiritualiter et temporaliter.* L'abbesse institue les confesseurs, avec des pouvoirs très étendus. Elle administre un patrimoine qui peut être considérable. Françoise GRELIER, *Le temporel de l'abbaye de Fontevrault dans le Haut-Poitou, des origines à la réforme du XV[e] siècle*, thèse École des Chartes, 1960.

[7] La prieure a tous les pouvoirs pendant la vacance du siège abbatial; la cellérière assure l'entretien des deux communautés.

[8] Prieure du cloître, maîtresse des novices, hôtelière, chambrière, boursière, chantre, sacristine. Ici encore, spécialisation progressive : le chapitre de 1149 crée les fonctions de boursière et de chambrière jusqu'alors remplies par la cellérière.

[9] Le prologue des statuts approuvés par Calixte II précise que Pétronille a été choisie pour abbesse par la commune volonté des moniales et des frères qui doivent la révérer comme leur mère spirituelle. La formule de profession des frères contient la promesse d'obéissance à l'abbesse.

Cette subordination, Robert d'Arbrissel la déclare complète : *Quidquid in mundo aedificavi, ad opus sanctimonalium nostrarum fieri, eisque potestatem omnem facultatum mearum praebui, et, quod his majus est, et me meos discipulos, pro animarum nostrarum salute, earum servitio submisi.* KNOWLES, t. I, p. 204, suppose ingénieusement que l'une des explications est d'ordre social : beaucoup de religieuses appartenaient à la noblesse, voire à la haute noblesse, en France comme en Angleterre, les prêtres, à la paysannerie.

[10] Statuts recueillis par Geoffroy de Vendôme, dans Michel COSNIER, *Fontis Ebraldi Exordium...*, La Flèche, 1641, p. 211 et suiv.

Digitized by Google

chanoines — et les nonnes étaient subordonnées au maître et aux prieurs des chanoines [11].

Vadstena. — A Vadstena (1346), Brigitte rêvait d'installer soixante religieuses, dix-sept religieux et huit laïcs [12]. Elle ne put obtenir qu'en 1378 l'autorisation pontificale. Les relations entre les deux communautés sont analogues à celles de Fontevrault : l'abbesse les gouverne comme un établissement unique [13].

§ 2. — Les établissements charitables.

NAISSANCE

Fonction. — Dans la société médiévale, le besoin de secours et de soins est d'autant plus pressant que les maladies contagieuses causent des ravages chroniques (comme les épidémies de peste) ou permanents (comme la lèpre) et que les soins à domicile offrent plus de péril que de remède. Les victimes du mal physique ne sont point les seuls qui cherchent asile : des pèlerins s'entrecroisent sur tous les grands chemins, des isolés aspirent au repos dans une pension pieuse. A toutes ces requêtes, répondent les hôtels-Dieu et les léproseries [1].

Fondateurs. — Jusqu'au XII[e] siècle, quelques établissements ont partagé avec les monastères la réception des malades, et surtout des pauvres, des vieillards, des orphelins et des pèlerins [2]. Leur multiplication est l'œuvre

[11] Rose GRAHAM, *Saint Gilbert of Sempringham and the Gilbertines. A history of the only English monastic Order*, Londres, 1901; Raymonde FOREVILLE, *Un procès de canonisation à l'aube du XIII[e] siècle (1201-1202). Le livre de saint Gilbert de Sempringham*, Paris, 1943, p. IX-XI. Esquisse de l'histoire de cet ordre dans KNOWLES, t. I, p. 205-207. Ce bon curé du Lincolnshire dirigeait un groupe de religieuses quand l'abbé de Rievaulx lui suggéra de leur adjoindre des sœurs laïques. Pour cultiver les terres acquises par les nouvelles maisons, Gilbert recruta des convers, à l'exemple de Cîteaux. Sa demande d'agrégation au grand ordre ayant échoué pendant le chapitre général de 1147 (le pape cependant visait son administration), notre fondateur comprit l'opportunité de donner comme chapelains à ses nonnes quelques chanoines. Il adopta pour les sœurs la règle bénédictine, pour les chanoines la règle de saint Augustin et pour les frères les lois des convers cisterciens, s'inspira beaucoup de Cîteaux, de Grandmont et de Fontevrault, associa les religieuses au gouvernement par le chapitre général. Il fallut établir des proportions entre les catégories : 960 nonnes, 496 convers, et un nombre restreint de chanoines.

[12] *D.H.G.E.*, au mot *Brigittines*. Cet ordre fut approuvé sous la forme voulue par leur fondatrice le 3 décembre 1378.

[13] Sur la branche autonome d'Angleterre, un ouvrage, *History of the English Bridgettine nuns*, a été publié à Plymouth, en 1886.

[1] S. REICKE, *Das deutsche Spital und sein Recht im Mittelalter*, Stuttgart, 1932 (notre c.-r. dans *R.H.D.*, 1933, p. 152-157); J. IMBERT, *Les hôpitaux en droit canonique*, Paris, 1947 (copieuse bibliographie); E. NASALLI-ROCCA, *Il diritto ospedaliero nei suoi lineamenti storici*, Milan, 1956; A. PAZZINI, *Gli ospedali Italiani*, Rome, 1958 (bibliogr.). Parmi les monographies récentes, on pourra consulter J. H. MUNDY, *Hospitals and Leprosaries in XIIth and early XIIIth Century*, dans *Essays in Medieval Life*, New York, 1955, p. 181-205.

Depuis 1958 paraît un bulletin d'histoire hospitalière. Un premier Congrès d'histoire hospitalière a été tenu à Reggio Emilia en juin 1956, dont les *Atti* ont été publiés. Nous y relèverons plusieurs communications.

Hospitale est le terme générique. Les juristes écrivent plus volontiers *xenodochium*, qui est au *Corpus; Domus Dei* est assez fréquent dans le haut Moyen Age (MICHAUD-QUANTIN).

[2] Les monastères ont parfois en annexe un hôpital (SCHÖNFELD, *Die Xenodochien in Italien und Frankreich im frühen Mittelalter*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1922). L'hôpital est surtout un centre d'accueil.

Digitized by Google

de l'âge classique [3]. Les fondateurs sont des évêques, des abbés et des chapitres [4]; des nobles et des bourgeois, qu'inspirent la piété [5], — voire des brigands devenus ermites, — le souci du bien public et parfois un soupçon de vanité. Par fonction, les autorités civiles — cités, communautés d'habitants, seigneurs — créent des léproseries; les confréries, des relais de pèlerins.

PERSONNALITÉ Tous ces établissements ont la personnalité juridique [6]. Les hôpitaux fondés avec l'autorisation épiscopale — ce sont les plus nombreux — jouissent de la condition, c'est-à-dire de tous les privilèges d'une maison religieuse [7]. Ils appartiennent à la catégorie des bénéfices [8].

MOYENS *Matériel.* — Des ressources suffisantes assurent l'équipement et le fonctionnement de la maison : une dot correspondant à la nécessité prévisible et qu'accroîtront des donations

[3] Pendant l'âge classique, la plupart des *hospitalia*, *domus Dei*, termes substitués à *xenodochium*, sont des maisons affiliées à un ordre (Saint-Esprit, Saint-Antoine), à une confrérie (P. DE ANGELIS, *L'arci-confraternità ospedaliera di S. Spirito in Saxia*, Terni, 1951) ou tout à fait indépendantes. L'hôpital de S. Maria in Sassia fut le premier grand hôpital doté en Italie d'un statut bien organique. La bulle *Inter opera pietatis*, du 19 juin 1204, qui le définit, a été regardé comme le code de l'hospitalité selon la conception chrétienne et corporative. E. PERAZZI, *La funzione degli ospedali nel pensiero di Innocenzo III*, dans *Vita ospedaliera*, 1961.

Nombreuses monographies, dont plusieurs ont grande importance, par exemple Léon LE GRAND, *Statuts d'hôtels-Dieu et de léproseries*, Paris, 1901; D. L. MACKAY, *Les hôpitaux et la charité à Paris au XIII^e siècle*, Paris, 1923; W. J. MARX, *The development of charity in medieval Louvain*, N. Y., 1936. R. VAN DER MADE, *Le grand hôpital de Huy*, Louvain, 1960. M. VEISSIÈRE, *L'hôpital provinois du Saint-Esprit*, dans *Bull. de la Société d'hist. et d'archéol. de l'arrondissement de Provins*, n° 114, 1960 : fondation d'un comte de Champagne (qui garde le patronage) desservi par des chanoines réguliers qu'évincent les chanoines séculiers de la collégiale provinoise. Entre 1100 et 1250, se fondent dans la seule ville de Toulouse 13 hôpitaux et 7 léproseries. J. H. MUNDY, *Hospitals and Leproseries in Toulouse*, dans *Mélanges Evans*, New York, 1955. Le solide article de F. SCHÖNFELD se rapporte au haut Moyen Age.

La « spécialisation », rudimentaire jusqu'à l'âge classique, se développe au XIII^e siècle : Mackay signale deux centres d'hébergement pour filles repenties et deux pour les veuves pauvres, à Paris.

[4] Sur la part des canoniales, voyez C. D. FONSECA, *Canoniche e ospedali*, dans les *Atti del primo congresso di storia ospitaliere*, 1960; NASALLI ROCCA, *Ospedali e canoniche regulari*, dans *Mendola*, t. II, p. 16-25 et les observations de VIOLANTE, *ibid.*, t. I, p. 83-84.

[5] Le souci du salut de l'âme l'emporte, chez tous les fondateurs, sur la simple philanthropie. Ils songent à leur éternité, en même temps qu'au bien spirituel des bénéficiaires de leur générosité.

[6] Fondations directes et non plus *sub modo*. L'existence de la personnalité est bien démontrée par J. IMBERT, *op. cit.*, p. 42-44 et la théorie canonique exposée p. 109-114.

L'hôpital du monastère, auquel des libéralités peuvent être affectées, n'est qu'un « office », une annexe. A l'intérieur de l'établissement, les hospitalisés forment un *collegium* (IMBERT, *op. cit.*, p. 112). La personnalité comporte le droit de se donner des statuts : ils sont souvent rédigés par l'évêque du lieu.

Le troisième concile du Latran reconnaît aux léproseries le droit d'avoir une église, un cimetière, un prêtre, sous réserve des droits des paroisses. Il les dispense de dîmes sur jardins et nourriture des animaux. X III 48 2 *(Quum dicat)*.

[7] X III 36 4 (*Ad haec :* Urbain III) : *...quum sit religiosus.* En conséquence : *hospitalia gaudent eodem privilegio quo gaudent ecclesiae.* Les immunités, réelle et locale, sont incontestées. De même, la prescription de 40 ans, l'inaliénabilité. Dîme, cimetières et cloches feront l'objet de conflits et de compromis.

La Glose fait bien remarquer : *quod ad hoc ut locus sit sacer, necesse est quod accedat auctoritas Pontificis* et s'appuie sur le droit romain pour établir *quia privatus locum non facit sacrum.* En revanche, elle insiste sur l'immutabilité des biens sacrés.

[8] C'est une des conclusions de la thèse de J. Imbert, qui discerne cependant les traits originaux de l'établissement de bienfaisance.

Digitized by Google

et des legs, des parts de succession, procurent des revenus relativement stables, auxquels s'ajoute un casuel variable [9].

Personnel. — Le personnel des hôpitaux est d'une grande diversité; il se compose de frères et de sœurs et parfois les deux sexes se partagent la besogne [10]. Tantôt, ces serviteurs prononcent des vœux perpétuels (c'est le cas ordinaire dans les hôtels-Dieu) [11] et même forment une confrérie ou un ordre [12]. Tantôt, ils prennent un engagement temporaire et même demeurent en ménage [13].

CONSTITUTION

Hiérarchie. — Comme les monastères, dont ils imitent la constitution, les hôpitaux ont à leur tête un chef, dont le nom est changeant [14]. Élu, présenté ou nommé, selon que la maison est un bénéfice qui dépend directement d'un prélat, d'un patron, ou jouit d'une parfaite autonomie, il est généralement choisi parmi les frères ou les sœurs de la communauté, mais un laïc compétent sera parfois préféré [15]. A son entrée en charge, il prêtera serment et fera inventaire; à sa sortie, il rendra des comptes : ce sont les obligations du tuteur [16]. Clément V, généralisant quelques décisions locales, exigeait des comptes annuels [17]; la doctrine s'opposa communément à cette sévérité [18].

Loin de conduire à son gré le gouvernement et l'administration, le chef devra soumettre les comptes à l'approbation du chapitre, dont le consentement est requis pour les aliénations et pour les entreprises coûteuses et qui, pendant la vacance du recteur, exerce le pouvoir [19]. Frères et sœurs sont membres de droit. Outre la fonction administrative, le chapitre a la fonction pénitentielle : chacun déclare ou entend proclamer ses fautes et reçoit le châtiment proportionné [20].

[9] Dans leurs commentaires sur le canon *Ad haec*, les canonistes rappellent la nécessité d'une dot adéquate au but de toute institution. En fait, l'acte de fondation mentionne et décrit le capital affecté. Quêtes et droits de foire, produit, attribué par justice et police séculière, de confiscations, et d'amendes, dîmes, literie des défunts. Quant aux legs pieux, G. L. Barbii en étudie fond et forme à Gênes, à la fin du XII[e] siècle : *Lasciti ad ospedali in testamenti genovesi dei sec. XII e XIII.*, dans *Atti...*, p. 14-22. L'inventaire d'un hôpital de confrérie à Bologne en 1329 est analysé par C. Mesini, *op. cit.*, p. 469-477.

[10] Les statuts fixent les conditions d'entrée au noviciat.

[11] Le noviciat terminé, l'habit religieux est imposé et les vœux d'obéissance, de chasteté, de pauvreté sont émis devant le maître ou la prieure. J. Imbert, *op. cit.*, p. 272.

[12] Sur les Antonins, voyez Bligny, p. 446-452; Letonnelier, au t. IX, *Abbayes et prieurés de l'ancienne France*, p. 25-31; V. Advielle, *Histoire de l'ordre de Saint-Antoine*, Paris, 1883. P. Brune a étudié *L'ordre hospitalier du Saint-Esprit*, Paris, 1932.

[13] Il y a, alors, une association constatée par lettres de fraternité. J. Imbert, p. 278-279.

[14] Prieur, recteur, maître.

[15] J. Imbert, p. 199-264.

[16] *Clem.* III 11 2 *(Quia contingit) : ...ad instar tutorum et curatorum.* Les obligations du tuteur sont énumérées dans ce texte, qui ne s'applique ni aux hôpitaux monastiques ni aux ordres militaires.

[17] *Annis singulis de administratione sua teneantur reddere rationem.*

[18] Les canonistes s'en tiennent au droit romain qui n'exige les comptes qu'à l'expiration de la tutelle.

[19] Ce rôle est prévu dans les Statuts. A l'Hôtel-Dieu de Paris, le chapitre se réunit chaque semaine; en certains hôpitaux, frères et sœurs tiennent des chapitres distincts.

[20] Les statuts contiennent un code pénal, qu'applique le supérieur ou la supérieure de la maison.

Digitized by Google

Règlement intérieur. — La plupart de ces fautes sont des violations du règlement intérieur que les statuts, obligatoires, ont fixé. Habillement, nourriture, habitat : toutes les conditions de vie sont déterminées et aussi tout le mode officiel [21]. Puisqu'il s'agit d'une maison religieuse, les exercices de piété tiennent large place : réunions à la chapelle, récitation de prières, confession et communion. Un chapelain pourvoit à ces nécessités spirituelles [22]. Puisqu'il s'agit d'un établissement créé pour le soulagement temporel, priorité sera donnée au service des malades : les offices sont abrégés; pour tous, le travail urgent vaut dispense [23]. Au XIV^e^ siècle, médecins et chirurgiens attachés à l'hôpital jouent leur rôle dans la répartition des tâches [24].

§ 3. — La commanderie.

Au premier tiers du XII^e^ siècle, les ordres militaires ont bâti, spécialement le long des grandes routes et à proximité des frontières de la Chrétienté, des maisons destinées à préparer les hommes de guerre, à recueillir des fonds pour la croisade, à héberger les pèlerins [1]. La construction de ces couvents-casernes est soumise à une coutume qu'inspirent la destination, et aussi l'imitation de Cîteaux [2]. Chaque garnison se compose de chevaliers, de sergents et de chapelains [3]. Elle est gouvernée par un commandeur qui, chez les Hospitaliers, est nommé par le grand maître, ou élu à l'unanimité, selon les modes communs [4].

[21] Le Règlement concerne les personnes et les livres (accueil, soins, obligations).

V. M. I. Ottazzi, *Le principali fundazioni ospitaliere d'Italia nei loro statuti dal sec. XI fino al secolo XIV*, dans *Atti...*, p. 508-522.

[22] Le chapelain, choisi par le recteur, l'évêque, ou la famille du fondateur de la communauté, a des obligations précises et astreignantes d'administration du culte, de collation des sacrements, d'assistance spirituelle. Sa rétribution, connue par actes de fondations et comptes, est large.

[23] Cette hiérarchie des fins est remarquable dans les Statuts : la cure et le salut des malades passent avant la piété liturgique.

[24] Au XIV^e^ siècle seulement, des médecins et chirurgiens sont attachés à l'hôpital.

[1] Sur l'organisation de la commanderie, indications sommaires chez J. Delaville Le Roulx, *Les Hospitaliers en Terre Sainte et à Chypre*, Paris, 1904, p. 287, 302 et suiv. et dans les monographies, comme celle de Ch. Daras, *Les commanderies et leurs chapelles dans la région charentaise*, dans *Mémoires de la Société archéol. et hist. de la Charente*, 1951-1952, p. 31-67. Voyez encore F. Raynaud, *La commanderie de l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem à Manosque*, dans *Positions des thèses de l'École des Chartes*, 1955. *L'organisation et le droit de la commanderie de Manosque*, dans *Mélanges Busquet*, 1956; H. de La Rochebrochard, *Étude sur quelques commanderies des Templiers d'Aquitaine*, dans *Revue poitevine et saintongeaise*, 1889, t. VI, p. 19. Les structures originelles sont analysées par G. Schnürer, *Zur ersten Organisation der Templer*, dans *H.J.*, vol., XXXII, 1911, p. 298-317, 511-547.

L'abbé Guillotin de Courson a étudié le lien entre les commanderies du comté nantais et leurs annexes, dans plusieurs articles, notamment au *Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, 1899, p. 85-164, et 1897, p. 172-213.

Peu de textes, au *Corpus*, sur ces ordres militaires. La personnalité du Temple, qui l'habilite à ester en justice, est reconnue dans X II 1 16 et le droit des Hospitaliers de s'agréger à une autre maison dans X III 24 8.

[2] Le choix du lieu est déterminé par les intentions charitables et militaires, de vastes écuries sont nécessaires à des chevaliers, la chapelle s'est agrandie quand les fidèles y ont été admis, au milieu du XII^e^ siècle et son architecture a la sobriété cistercienne.

[3] J. Delaville Le Roulx, p. 287, propose la date de cette division et l'explique.

Observations intéressantes sur le milieu social dans Élisabeth Magnou, *Oblature, classe chevaleresque et servage, dans les maisons méridionales du Temple au XII^e^ siècle*, dans *Annales du Midi*, 1961, p. 377-397

[4] E. J. King, *The Rule, Statutes and Customs of the Hospitallers (1099-1310)*, Londres, 1934.

Digitized by Google

A la dot primitive, en général modeste, s'ajoutent les aumônes, parfois abondantes [5], pour la croisade, qu'encouragèrent les privilèges pontificaux favorables au ministère paroissial des chapelains [6]. On sait quelle fortune put amasser la banque des Templiers et pour quelle infortune finale, qui devait profiter aux Hospitaliers [7]. Des frères de labour font valoir les terres [8]. mais le travail agricole ne contribue que faiblement à la richesse des ordres et ne saurait être comparé à celui qui s'accomplit dans les granges cisterciennes.

Toute comparaison entre ces moines-soldats et les pacifiques solitaires de la tradition bénédictine ou canoniale ferait apparaître les contrastes [9]; l'adoption partielle des Règles de Cîteaux ou de saint Augustin a surtout valeur idéale, les occupations du chevalier ayant peu de commun avec celles du contemplatif, de l'orant ou du pasteur [10].

§ 4. — Le béguinage.

Dans les régions wallonnes, flamandes et rhénanes, naquit un institut semi-religieux, en marge du monachisme et du siècle [1]. Les béguines vivent

[5] Ch. Higounet, *Le cartulaire des Templiers de Montsaunès*, dans *Bull. philol...* du *C.T.H.*, 1955-1956, p. 211-294. Le droit de sépulture, confirmé par Innocent III, favorise la multiplication des legs pieux. Daras, p. 33, résume bien la législation que contient le *Bullaire* du Temple (d'Albon).

[6] Pour les Templiers, cf. H. de Curzon, *La Règle du Temple*, Paris, 1856. Utiles renseignements sur les origines et les premières années de l'ordre chez Dom J. Leclercq, *Un document sur les débuts des Templiers*, dans *R.H.E.*, 1957, p. 81-91. Le même texte que Dom Leclercq suppose de Hugues de Paynes a été publié, avec commentaires divergents, par le R. P. Sclafert, *Lettre inédite de Hugues de Saint-Victor aux chevaliers du Temple*, dans *Revue d'ascétique et de mystique*, 1958, p. 275-299.

[7] A. Higounet-Nadal, *L'inventaire des biens de la Commanderie du Temple de Sainte-Eulalie-du-Larzac, en 1308*, dans *Annales du Midi*, 1956, p. 255-262, donne un exemple de l'opération. Sur le procès, cf. R. Oursel, *L'histoire en appel*, Paris, 1959.

[8] Delaville, *op. cit.*, p. 302.

[9] Vers le même temps que le tome IX de cette *Histoire de l'Église*, plusieurs volumes ont été consacrés au mode de vie des chevaliers. Celui de Marion Melville (Paris, 8e éd., 1951) s'arrête au supplice du grand maître; J. Piquet (Paris, 1949) étudie les opérations financières du Temple; J. H. Probst-Biraben, les problèmes des mystères. — Le P. Maur Cocheril fait mieux comprendre l'organisation des maisons en plusieurs pages de son *Essai sur l'origine des ordres militaires dans la péninsule ibérique*, dans *Collectanea Ord. Cist. Ref.*, 1958 et 1959.

[10] Les anciens ordres militaires dépendent des chanoines réformés; le Temple a choisi la Règle de saint Augustin. Calatrava s'est placé dans la filiation de Morimond, ainsi que les autres maisons ibériques; F. Gutton, *La chevalerie militaire en Espagne. L'ordre de Calatrava*, Paris, 1955. Appendice du P. Jean de la Croix-Bouton : *Relations de l'ordre de Calatrava avec l'ordre de Cîteaux;* Dom Cocheril, *La juridiction de Morimond sur les ordres militaires de la péninsule ibérique*, dans *Studia monastica*, 1960, p. 371-385. Application au noviciat, aux offices, au chapitre, à la discipline, aux devoirs. Le Calatravais de passage dans un monastère endosse la coule, prend place au chœur et au chapitre. (Cocheril, *art. cité*, p. 307-309 et *Recherches sur l'ordre de Cîteaux au Portugal*, dans *Bull. des études portugaises*, t. XXII, 1960, p. 66-73.) Les deux dernières conférences, prononcées et publiées à Ciudad-Real en 1959, retracent exactement l'histoire de l'ordre de Calatrava sur lequel on pourra lire encore J. Caruana Gomez de Barreda, *La Orden de Calatrava*, dans *Alcani*, 1952, p. 1-176, et J. F. O'Callaghan, *The earliest Difiniciones of the Order of Calatrava, 1304-1383*, dans *Traditio*, 1961, p. 254-284.

[1] A la bibliographie donnée *supra*, p. 197, ajoutez : Ernest Mc Donnell, *The Beguines and Beghards in medieval culture with special emphasis at the Belgian scene*, New-Brunswick,

Digitized by Google

en communauté ou dans des maisons particulières, presque toujours groupées à petite distance d'un couvent de Prêcheurs ou de Mineurs [2].

Les *curtes beguinales*, apparues à la fin du XII[e] siècle [3] et qui furent autorisées par Honorius III en 1216 [4], sont de véritables cités où des femmes pieuses vivent sans vœux [5]. Des statuts, établis dans la charte de fondation ou par l'évêque du lieu, fixent les conditions d'accès, les occupations, la structure [6].

Assez largement ouverte, la porte d'entrée est franchie par des célibataires sans espoir ou désir d'épousailles, et dont la dévotion ne va point jusqu'à la vocation monastique, ou qui ne pourraient entrer au cloître [7]. Elles appartiennent le plus souvent aux classes peu fortunées, mais ne constituent point une manifestation de classe [8]. L'agglomération compte parfois quelques dizaines, parfois quelques centaines de personnes [9]. Le règlement que promet d'observer la béguine prévoyait les exercices quotidiens dans l'église du béguinage, les jeûnes, la réception des sacrements [10]. Cette communauté de prière assurait le caractère de cité religieuse à une population que l'uniformité du costume distinguait apparemment du profane [11].

Tous les travaux féminins, toutes les occupations louables étaient pratiqués par les béguines, soit individuellement, soit collectivement. Leurs maisons furent de véritables ateliers pour l'industrie de la laine, l'art de la dentelle [12]. Elles tenaient écoles, soignaient les malades, leur centre pouvant être un hôpital [13]. Ces activités leur procuraient des ressources, ajoutées aux

1954; Bernadette CARPENTIER, *Le béguinage Sainte-Élisabeth de Valenciennes, de sa fondation au XVI[e] siècle*, dans *Cercle archéol. et hist. de Valenciennes*, 1959, p. 97-182. Bonne vue d'ensemble dans *D.D.C.*, au mot *Béguins* (VAN MIERLO, 1935) et dans É. DE MOREAU, *Histoire de l'Église en Belgique*, t. III, 1945, p. 515-522. J. HAYOUX, *Un ancien règlement du béguinage Saint-Christophe à Liège*, dans *Bull. Institut hist. belge de Rome*, 1961.

[2] Dayton Phillips a dressé d'intéressantes cartes pour Strasbourg et il distingue trois types : maisons indépendantes ou sous l'influence des deux grands ordres mendiants (p. 161, 218, 224).

[3] La théorie de l'origine nivelloise, récemment reprise par R. HANON DE LOUVET (1952), a été refusée par A. MENS, qui maintient (*R.H.E.*, 1954, p. 568-570) la thèse d'une connexion des béguines et des *mulieres religiosae*, tantôt converses tantôt recluses qui, vers la fin du XII[e] siècle, commencent à former des sortes d'associations.

[4] J. de Vitry en fit l'annonce : *ut liceret mulieribus religiosis... in eodem domo simul manere.*

[5] DAYTON PHILLIPS, *op. cit.*, p. 8; MC DONNELL, *op. cit.*, p. 81-100. Chacune garde ses biens propres. Le béguinage vient en aide aux sœurs dans le besoin.

[6] MC DONNELL, *op. cit.*, p. 136.

[7] Soit par manque de place, soit par manque de dot. Peu de veuves sont admises, dans la plupart des béguinages.

[8] Toutes les classes sociales sont représentées. A Strasbourg, les Prêcheurs ont la préférence de la bourgeoisie.

[9] Statistiques dans É. DE MOREAU, t. III, p. 517; dans DAYTON PHILLIPS, *op. cit.*, p. 227. On pourrait distinguer plusieurs types de béguinages : de la petite cour à la véritable cité.

[10] A Valenciennes, trois communions annuelles, une confession chaque quinzaine : B. CARPENTIER, p. 158.

[11] DAYTON PHILLIPS, *op. cit.*, p. 159 et 208, insiste sur le caractère économique et social : il ne s'agit point d'association religieuse. Il faut cependant convenir que la religion y tient une certaine place, sous la direction des ordres mendiants.

[12] Leur rôle économique a été mis en lumière dans les travaux récents, qui ont quelque peu corrigé nos vues classiques sur la condition de la femme au Moyen Age.

[13] A Valenciennes, l'hôpital est le centre de la fondation.

Digitized by Google

revenus de la dot primitive, aux libéralités, à la pension de quelques locataires [14].

Chaque maison commune avait sa maîtresse et une grand'dame [15] présidait la cité, assistée par des conseillères. Elle était élue par les sœurs, avec, parfois, la coopération de leurs directeurs spirituels. Un chapitre des coulpes, hebdomadaire pour la maison, mensuel pour la cité, infligeait des peines proportionnées à la faute, qui pouvaient aller jusqu'au renvoi [16].

La charge pastorale était assurée par un curé — souvent un prêcheur — que secondaient, au besoin, des vicaires : une vraie paroisse était ainsi constituée [17]. Des procureurs ou proviseurs pouvaient être chargés de l'administration temporelle [18].

CONCLUSION.

Toutes les formes de la dévotion chrétienne et du dévouement à l'Église trouvent leur accomplissement dans les myriades d'établissements que nous venons de caractériser sous quelques rubriques. Pour les femmes, la contemplation et la mortification restent l'idéal commun. Les hommes se déploient dans tous les champs de l'action, les maisons ne sont pour beaucoup qu'un lieu de passage, d'où ils se lancent dans les missions intérieures ou étrangères; un lieu de repos et de recueillement, entre les travaux agricoles ou les exercices universitaires. Des maisons, comme la chartreuse, offrent un refuge loin du monde et d'autres, comme les béguinages, s'installent dans le monde. Chacune des variétés constitue un type, dont le droit assure la discipline sans contraindre à l'uniformité.

Notre esquisse ne saurait donner mieux qu'une impression de la variété des maisons religieuses [1] : leur nature les différencie, chacune a son règlement interne et l'application dépend de la fermeté du gouvernement, de la ferveur des sujets, des usages locaux, des circonstances. Pour connaître la vie et même le droit de chaque établissement, il nous faut de nombreuses monographies, qui révèlent quelques aspects de la réalité.

Non seulement les variétés, mais encore les variations nous sont superficiellement connues : éclatement du monastère double, retouches aux

[14] Les cartulaires établissent la consistance de ce patrimoine qui pouvait avoir un certain volume sans être jamais comparable à celui d'un grand monastère.

[15] A Valenciennes : Souveraine.

[16] Cas et mode sont prévus dans les statuts.

[17] B. CARPENTIER, *op. cit.*, p. 116-118.

[18] É. DE MOREAU, *op. cit.*, p. 520.

[1] Nous n'avons pas mentionné les ermitages, qui sont, pourrait-on dire, des cabanes religieuses. Le droit en laisse libre la construction. VI V 6 c. un *(Quum ex eo)*. Le récent colloque de la *Mendola* (1962) leur a été consacré : nous regrettons de n'en point connaître encore les rapports. Le plus récent article est de J. LECLERCQ et P. DOYÈRE, *Sur le statut des ermites monastiques*, dans *La vie spirituelle*, suppl. 1961, n° 58, p. 384-403.

Il convient aussi de mentionner les reclus et recluses qui, malgré leur isolement total, peuvent exercer sur le monde une influence notable. F. POWICKE (*The christian Life in the Middle Ages*, Oxford, 1935) l'a montré, dans le cas de la comtesse de Leicester. Un copieux article sur *Erémitisme* vient de paraître dans le *Dictionnaire de spiritualité;* un article *Ermites* dans *D.H.G.E.*, t. XV, c. 766-787 (S. SAINSAULIEU) et un article de J. CACCIAMANI, *La réclusion dans l'ordre de Camaldule*, dans *R. d'ascét. et de myst.*, 1962, p. 137-154.

Digitized by Google

statuts, imitations tacites. De chaque monographie, l'intérêt majeur est de nous présenter une expérience humaine. Les changements de structure, si minimes qu'ils soient, révèlent un changement des exigences quotidiennes, une transformation de la société religieuse et souvent de la société profane. Un approfondissement de cette étiologie serait le plus désirable des progrès scientifiques dans ce domaine de la recherche.

Les caractères originaux et mobiles de chaque maison nous mettent en garde contre l'illusion que la Règle crée l'uniformité. Il serait aussi vain d'attendre qu'elle créât en chaque lieu l'unité. Toute société est formée d'individus qui, si parfaits qu'ils soient, ont leurs conceptions, leurs ambitions, leurs amitiés et leurs défiances : d'où la compétition semi-angélique et semi-diabolique autour des postes d'autorité, de prestige et parfois de profit. A peine pourvus, ces postes constituent des centres d'émulation et nous savons que la vie, la santé d'une maison résulte d'un bon équilibre entre les dignitaires, chefs et officiers, entre état-major et masse, organisée en chapitre.

La singularité, le mouvement nous sont apparus dans chaque enclos. Particularisme et instabilité décourageraient l'historien si la tendance contraire à la solidarité, à la continuité n'aboutissait à la création des ordres.

Digitized by Google

CHAPITRE II

L'ORDRE

L'isolement, individuel ou collectif, avait été l'idéal des premiers monastères Au cours des siècles, la solidarité des maisons soumises à la même Règle s'est établie. La tentative d'uniformité de Benoît d'Aniane, en 817, fut sans fruit apparent [1]. Cluny s'efforça de réaliser l'union étroite pour aboutir, par degrés, au lien de dépendance dont la féodalité offrait un exemple [2] et qui acheminait à la création d'une sorte d'Empire [3]. Après l'an mil, l'idée d'autonomie cénobitique décline, toutes les familles religieuses qui se fondent finissent par constituer des unions réelles autour d'un centre commun, des ordres [4].

Peu de fondateurs ont eu l'idée de créer un ordre. Si nous avons d'abord étudié la maison, c'est que l'idéal d'un réformateur attire un groupe restreint de disciples sous un toit ou dans une cabane dont la destinée est imprévisible. Cîteaux, la Chartreuse n'ont abrité aucun rêve de floraisons. Le fondateur — Robert ou Bruno — est, le plus souvent, un solitaire, illuminé par une vision de la sainteté dont il ne peut soupçonner le rayonnement.

Quand plusieurs maisons se sont édifiées, apparaît l'esprit de famille et la nécessité d'une liaison étroite avec le lieu de la naissance où a vécu le maître, où se sont précisés les modes d'existence, où se conserve la tradition. Elle devient la maison-mère, avec toute l'autorité que confère un pareil titre.

Autour d'elle, de la mer d'Irlande aux plages du proche Orient, trop de filles sont éparpillées, qui ont des intérêts, des esprits, des langues peu communicables : des groupements régionaux s'imposent, avec une relative autonomie.

[1] Valous a bien marqué que la Réforme fut continue et multiple et comment on aboutit à la notion d'ordre.

[2] Non pas l'unique modèle. Cf. J. F. LEMARIGNIER, *Hiérarchie monastique et hiérarchie féodale*, dans *R.H.D.*, 1953, p. 171-174.

[3] L'expression est devenue courante et figure dans le titre même d'un livre de Chagny. M. A. Dimier l'applique aussi à Morimond (Mém. de la Soc. hist. et archéol. de Langres, 1959, p. 458).

[4] R. MOLITOR, *Aus der Rechtsgeschichte benediktinischen Verbände, Untersuchungen und Skizze*, Münster-in-Westphalie 1928, 1932, 1933, 3 vol.; A. STILLHART, *Die Rechtspersönlichkeit der klösterlichen Verbandsformen nach kanon. und schweizer. Recht*, c.-r. dans *Z.S.S., K.A.*, 1954, p. 271-276; J. F. LEMARIGNIER ne reconnaît l'ordre à Cluny qu'à partir de 1024-1027. Cf. *L'exemption monastique et les origines de la réforme grégorienne*, dans *Travaux du Congrès... de Cluny*, 1950, p. 288-340 et dans F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises au Moyen Age*, t. III, 1962, p. 59. Voyez aussi Dom J. HOURLIER, *Cluny et la notion d'ordre religieux*, *Congrès*, p. 219-226, MICHAUD-QUANTIN, p. 78; les ouvrages de Schmitz, de Valous retracent l'évolution chez les bénédictins. M. H. Vicaire montre que l'*ordo Praedicatorum* n'est une vraie *universitas* que vers 1230.

Digitized by Google

Mais cette autonomie a pour objet non point de planter de nouveaux arbres : tout au contraire, il s'agit de tailler, d'émonder, de faire fleurir des branches solidement rattachées au tronc [5].

Nous avons ainsi bien marqué les trois problèmes qui vont, maintenant, nous occuper : la constitution d'un gouvernement central, de subdivisions régionales, enfin de rapports réguliers entre ces gouvernements d'inégale origine, étendue et fonctions [6].

Il est facile de présumer que nous allons retrouver les mêmes difficultés humaines, les mêmes solutions et les mêmes résultats que dans l'étude du diocèse, de la paroisse, du doyenné, de la maison religieuse. Pour l'instant, il nous suffit de laisser prévoir les problèmes.

SECTION I. — LE GOUVERNEMENT CENTRAL.

L'ordre a des intérêts communs, que nous devons classer. Pour leur service, l'unité de gouvernement est requise : la forme se détermine selon l'idéal de la Règle et les contingences de l'histoire, qui fixent le rôle du chef et des assemblées.

§ 1. — Les intérêts communs.

Avant tout, l'ordre doit maintenir son unité dans le temps et dans l'espace. Dans le temps, elle est assurée par la fidélité aux principes de la fondation; dans l'espace, par l'étroite solidarité de toutes les maisons. Comme en toute société, ces conditions se réalisent sur le triple domaine du spirituel, de l'intellectuel et du temporel.

L'ESPRIT

L'idéal d'une famille religieuse ne dépend certes point des structures juridiques, mais sa conservation, dans un monde agité, dans l'Église ardente où les règles se multiplient et les maisons qui les adoptent, exige des rencontres, des résolutions, des contrôles, qui supposent des institutions. Une tendance naturelle à toutes les maisons est d'acquérir une certaine originalité, par désir d'adaptation aux lieux ou aux

[5] La cartographie monastique a fait depuis quelques années de grands progrès. Pour les îles du Nord : D. E. Easson, *Map of monastic Britain*, 2e éd., 1955; *Medieval religious Houses : Scotland*, Londres, 1957; N. Hadcock et E. Easson, *Map of monastic Britain* (Nord), 2e éd., Chessington, 1955; Dom D. Knowles et R. N. Hadcock, *Medieval religious Houses. England and Wales*. N. Hadcock a dressé la carte monastique de l'Irlande, Dublin, 1960. La géographie régionale se développe en France et en Allemagne. Le R. P. Dimier a donné une *Grande carte du monde claravallien* à la mort de saint Bernard, Abbaye de Scourmont, 1953. Un cistercien réformé de Port-du-Salut prépare une carte générale de Cîteaux.

[6] Cette structure constitutionnelle a été le sujet d'études suggestives de Léo Moulin, dont on trouvera la liste dans un article de synthèse : *Les formes du gouvernement local et provincial dans les ordres religieux*, *C. R. intern. des sc. admin.*, 1955, n° 1, 3 et 4). L'organisation des bénédictins et celle des Prêcheurs y sont analysées, comparées. Pour l'organisation cistercienne, abondante bibliographie de Dom Cousin, *Précis d'histoire monastique*, p. 271-274. Sur les conceptions de la vie franciscaine, F. Elizondo, *Doctrinales regulae franciscanae expositiones usque ad a. 1517*, dans *Laurentianum*, 1961, t. II, p. 449-492.

Digitized by Google

personnes, par esprit d'austérité ou de relâchement. On risquait dans l'isolement, le développement de nouvelles aspirations, de nouvelles formes de vie, de nouvelles dévotions qui auraient supprimé toute parenté véritable entre des maisons placées sous le même patronage. Constituer un ordre est le meilleur moyen de maintenir la pensée du fondateur, sa spiritualité, sa discipline [1].

Quant à la valeur et à l'unité intellectuelles, comment seraient-elles assurées sans un régime commun des études?

LES ÉTUDES

Telle est l'une des préoccupations de tous les ordres [2]. De nombreux statuts se rapportent à la formation des novices et des maîtres, au programme d'enseignement des diverses sciences religieuses et profanes, à l'éducation distincte des clercs et des convers. Cette législation s'inspire à la fois des missions de l'ordre dans le Siècle, des conditions de l'équilibre dans chaque maison et d'une certaine conception de la science; ajoutons : d'une idée, qui a pu varier, sur la part de l'intelligence dans l'œuvre du salut [3]. Elle a eu pour conséquence la création de *studia*, qui formaient dans l'ordre un réseau de petites universités, dont il fallut déterminer le régime et les rapports [4]. C'est par les ordres

[1] Bien se rendre compte de l'absolue nécessité d'entretenir une flamme qui est née dans un homme, en un instant de perception ardente, de passion et ne peut durer sans soins ni demeurer intacte. Chaque famille religieuse avait un système unique de répression des fautes de ses membres. Voyez, par exemple, la procédure et les peines prévues par les Teutoniques chez G. SCHMIDT, *Die Handhabung der Strafgewalt gegen Angehörige des deutschen Ritterordens*, Kitzingen-Mayence, 1949. Sans doute s'agit-il d'un ordre de nature particulière (dont la Règle, arrêtée par le Saint-Siège en 1294, s'inspire de celles des Templiers, des Prêcheurs et de la Règle de saint Augustin). Ce sujet abordé par G. Schmidt intéresse tous les ordres.

[2] L'histoire du régime des études est faite pour la plupart des familles religieuses. Voyez *supra*, p. 150, n. 2, à quoi on peut ajouter A. KORPERKA, *Die Stellung der relig. Orden zur den Profanwissenschaften in 12. und 13. Jahr.*, 1914, et H. FELDER, *Geschichte der wissenschaftlichen Studien in Franziskaner Orden...*, Fribourg, 1904.

François n'avait en vue que la prédication pénitentielle, l'exemple de la perfection chrétienne mais l'entrée des clercs dans sa compagnie et surtout la résistance d'intellectuels hérétiques rendirent indispensable l'arme de la science. Voyez GRATIEN, p. 81 et suiv., 125 et suiv., Bologne, Paris, Oxford eurent leurs écoles supérieures, qui recevaient les étudiants formés dans les écoles particulières. La primitive compagnie de laïcs pénitents se transformait (à l'exemple des Prêcheurs) en une compagnie de clercs lettrés : le chapitre de 1239 consacra cette mutation, qui n'était pas aussi radicale qu'on pourrait croire, puisque déjà Innocent III avait cléricalisé les frères en leur imposant la tonsure et que la plus élémentaire prédication suppose un minimum de science.

[3] Problème de spiritualité, qui touche aux rapports de la foi et de la raison; problème social, que chaque fondateur résout selon ses vues de retraite ou d'apostolat : la conversion des Cathares et l'enseignement universitaire furent des objectifs plus stimulants que l'appétit de connaissance des vérités chrétiennes. Les hommes d'action se rendirent compte de la faiblesse d'un prêcheur sans culture. Lisez, par exemple, HUMBERT DE ROMANS, t. II, p. 400-402 et 443. J. F. LEMARIGNIER, dans LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, p. 59.

[4] Dès les origines, les grands couvents de Prêcheurs — Toulouse, Bologne, Paris — avaient une école de théologie à l'usage de toute la communauté, avec locaux particuliers, bibliothèques, lecteurs. Ces *studia*, qui subsistèrent à côté des *studia* régionaux ou universitaires, appellent une réglementation générale. H. M. FÉRET, *Vie intellectuelle et vie scolaire dans l'ordre des Prêcheurs*, dans *Archives d'histoire dominicaine*, t. I (1946), p. 5-37.

Tout couvent de Prêcheurs a un lecteur, autant que possible docteur, tout prêcheur doit étudier au moins quatre heures par jour. Les supérieurs peuvent accorder dispense d'autres obligations, pour permettre l'instruction. Voyez PERROY, *op. cit.*, p. 221-227.

Digitized by Google

religieux que l'Église, au XIII[e] siècle, s'est adaptée aux besoins intellectuels de la Chrétienté. Le clergé séculier eût été incapable d'assimiler seul la culture de la seconde Renaissance : l'institution des Mendiants répondait à une nécessité scientifique autant que morale [5]. Une nouvelle classe d'hommes était née, avec des exigences que pouvait satisfaire une nouvelle catégorie de religieux, organisée en milice, pour une action et une instruction juridiquement réglées.

LE TEMPOREL

L'unité temporelle signifie la possession d'un certain patrimoine, mais surtout la définition d'un statut, qui comporte des privilèges, dans l'Église et dans l'État. Exemptions et dîmes, immunités et avoueries : les rapports avec le Saint-Siège et avec les évêques, avec les princes et les seigneurs posent à toutes les maisons des problèmes identiques et sur lesquels une seule politique doit être définie et suivie. Dans les conflits entre l'Empire et la Papauté, comme dans les entreprises communes à l'Église et aux États, toutes les maisons religieuses ont à prendre parti et il est naturel que l'appartenance à une famille suggère, en chaque pays, des positions uniformes [6].

TYPOLOGIE PROVISOIRE

Entre l'indépendance totale et la hiérarchie rigoureuse, il y a bien des nuances, qu'il nous faut, pour le moins, relever.

Cluny évoque la grande seigneurie, évoluant vers la monarchie. Les abbayes-sujettes deviennent vassales et l'abbé de la maison-mère tend à exercer sur toutes les maisons de l'ordre une juridiction quasi-souveraine [7]. Par une certaine réaction contre ce système rigide, Cîteaux inaugure, au début du XII[e] siècle, un système de filiation qui assure l'unité tout en respectant les lignages [8].

Les ordres mendiants poseront des principes de liberté, que l'on appelle trop aisément démocratiques [9]. Si nouvelle est la destination de leurs couvents! Ils ne sont plus des lieux de grande célébration liturgique, des cités closes, mais des lieux de formation et de repos pour des masses de

[5] Les exigences de la Renaissance carolingienne étaient beaucoup moindres.

[6] Au moins dans l'étendue de chaque nation. On a pu étudier l'attitude des cisterciens ou des Mendiants dans les grands conflits. Voyez, par exemple, E. NASALLI-ROCCA, *La posizione politica dei monasteri cisterc. dell'Alta Italia nei tempi da Fed. I ai tempi di Fed. II di Svevia*, dans *A.S.O.C.*, 1957, p. 69-82. Le rôle des cisterciens dans les conflits de Boniface VIII avec Philippe le Bel, celui des franciscains, dans la lutte entre Jean XXII et Louis de Bavière ont été copieusement étudiés. Voyez encore M. DIETRICH, *Die Zisterzienser und ihre Stellung zum mittelalterlichen Reichsgedanken bis zur Mitte des XIV. Jahrh.*, Salzbourg, 1934; M. PREISS, *Die politische Tätigkeit und Stellung der Cisterzienser im Schisma von 1159-1177*, thèse de Halle, Berlin, 1934, fasc. 248 des *Historische Studien*.

[7] Évolution bien tracée par G. DE VALOUS.

[8] Mahn réduit à ses justes proportions le contraste des moines noirs et des blancs, à leur juste date leurs originalités respectives. Dans un Appendice, Rosalind B. BROOKE, *op. cit.*, p. 293-300, compare les constitutions du chapitre de Narbonne (1260) et les constitutions dominicaines. Les filles de Cîteaux sont étudiées par Archdale KING, *Cîteaux and her Elder Daughters*. Londres, 1954.

[9] Knowles tempère cette opinion commune.

Digitized by Google

prédicateurs répandus dans le Siècle. Ils ne possèdent point les immenses richesses qui ont comblé les bénédictins. Leur prestige est tout moral, dû à leur détachement, non à leur magnificence. Ainsi le nouveau destin des éléments de la Puissance devrait logiquement rendre plus souple la direction du Centre.

§ 2. — Le chef suprême.

L'ABBÉ DE CLUNY L'abbé de Cluny est le seigneur et père, le prince et le principe de tout l'ordre[1]. Autorité, richesse, prestiges : tous les éléments de la puissance lui sont déférés[2]. Il légifère et décrète, il codifie et interprète; il nomme et destitue les prieurs, permet l'élection des abbés, qui lui prêtent serment d'obéissance; juge en première instance et en appel, il inspecte et corrige, certains cas lui sont réservés. De tous les biens de l'ordre, il est l'intendant général. Il veille à leur bonne administration, dont il tire lui-même quelques profits. Sa mense constitue son bénéfice propre et aux revenus de cette dotation s'ajoutent de nombreuses taxes de chancellerie, une partie du cens annuel, éventuellement des subsides extraordinaires[3]. Aucun signe plus éclatant de sa grandeur que les prestiges dont il est entouré : formules de salutation, fastes de réceptions, hommages constants dans la maison-mère[4].

Un personnel nombreux entoure ce chef de gouvernement : notaire-chancelier, avec ses secrétaires; gardiens du Trésor, chapelains munis de larges pouvoirs[5]. Le grand prieur assiste et remplace souvent l'abbé dans ses relations avec les maisons clunisiennes. Son rôle est si considérable, pendant les absences de l'abbé ou quand il parcourt lui-même la Chrétienté, qu'il s'agit d'un véritable partage du pouvoir. Lui-même est suppléé par le prieur claustral[6].

L'ABBÉ DE CÎTEAUX L'abbé de Cîteaux, élu par les moines de l'abbaye, auxquels se joignirent jusqu'à la bulle *Parvi fons* (1265) les abbés des filles directes, est parfois désigné comme abbé général mais

[1] *Dominus et pater, pater principalis et caput ordinis, pater et principium ordinis* : ainsi s'expriment les textes. Comme la plupart des institutions, celle-ci a une préhistoire. Des pouvoirs exceptionnels avaient été, dès le XI^e^ siècle, attribués au prieur pour surveiller des voisins désordonnés. Élu par la communauté, le général ne peut être déposé, transféré ou promu que par le pape.

Le mode ordinaire du choix est le compromis; le choix des trois *fratres spirituales* passa de l'abbé général, prévoyant sa fin, à la communauté.

[2] Nous classons sous chacun des termes de notre trilogie les données fournies par G. DE VALOUS, t. II, p. 27-40.

[3] Vrai pontificat.

[4] L'abbé exige avec rigueur tous les signes de soumission, tous les honneurs coutumiers : aucun souverain ne montre plus d'exigence. Voyez Dom P. ANGER, *Les préséances dans l'ordre de Cluny*, dans *R.B.*, 1924. L'enquête de 1215 sur le cérémonial de réception de l'abbé à La Charité et le rapport sur sa réception à Figeac, fin XIII^e^ siècle, sont éclairants : BRUEL, *Chartes de Cluny*, n° 5497 et 5385. Cf. H. SUSO MAYEZ, *Benedictinisches Ordenrecht*, 1929, p. 177-187.

[5] VALOUS, t. II, p. 40. Ces secrétaires avaient les clés des archives et du Trésor. Quant aux chapelains, ils ont pouvoir de visite et privilège d'absoudre les cas réservés.

[6] *Ibid.*, p. 41-43.

Digitized by Google

ce titre soulève des protestations. C'est que, si la primauté lui fut toujours reconnue, son autorité fut toujours redoutée. La primauté lui vaut la présidence des assemblées, avec voix prépondérante et de nombreuses délégations, capitulaires ou pontificales, le prestige des titres, des privilèges et de la révérence [7]. Mais ses pouvoirs sont étroitement limités : il ne peut choisir un abbé ni toucher au temporel d'aucune abbaye; nous verrons bientôt qu'il peut être contrôlé, réprimandé, voire déposé par ceux dont il dirige les débats [8].

LE MAÎTRE GÉNÉRAL

Chez les Prêcheurs [9], le maître général a « plein et général pouvoir dans l'ordre [10] ». Il dirige par lettres encycliques, dont une centaine nous sont parvenues [11]. Il confirme les élections de prieurs, nomme le procurateur en Curie romaine, permet la tenue du chapitre, visite les maisons de l'ordre, dont tous les membres lui ont juré obéissance, règle le sort des religieux fautifs [12]. Mais il est un élu [13], qui répond de ses actes devant le corps électoral, ne peut intervenir dans une maison à l'insu des supérieurs locaux [14] et reste soumis au régime commun [15]. Le mode même de son choix, sa manière de vivre et la précarité de son office offrent une certaine assurance contre l'arbitraire [16]. Une garantie quotidienne pouvait résulter de l'assistance des *socii* [17]. Sitôt élu, le maître général devait se choisir deux ou trois associés, dont un frère

[7] Moins éclatants qu'à Cluny. Cependant les abbés cisterciens finirent par s'égaler aux clunisiens par les signes du prestige. Jean de Bussières (1354-1375) reçoit mitre et *pontificalia* : E. KRAUSEN, dans *Cîteaux in de Nederlanden*, 1956, 50-61.

Sur la *reverentia*, A. MICHEL, *Papstwahl und Königsrecht oder das Papstwahl-Konkordat von 1059*, Münich, 1936, p. 128 sq.; HOLTZMANN, *Zum Papstwahldekret von 1059*, dans *Z.S.S., K.A.*, vol. XXVII, 1938, p. 139 et n. 2 (*reverentia* réservée à Henri IV dans le décret de 1059); J. B. MAHN, *op. cit.*, p. 128 (*salva episcopi reverentia*, dans les rapports du monastère avec l'évêque diocésain et le Saint-Siège).

[8] Les démissions furent nombreuses.

[9] Le *Liber consuetudinum*, établi par le chapitre généralissime de 1228, et qui reproduit les dispositions du texte primitif, contient, dans sa deuxième partie, 36 chapitres sur le gouvernement de l'ordre. R. M. LOUIS, *Histoire du texte des constitutions dominicaines*, dans *A.F.P.*, 1936, p. 334. — Raymond de Peñafort y fit des retouches. R. CREYTENS, *Les constitutions des Frères Prêcheurs dans la rédaction de saint Raymond de Peñafort*, dans *A.F.P.*, 1948, p. 5-68.

[10] D. A. MORTIER, *Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs*, t. I, 1903; G. R. GALBRAITH, *The Constitution of the Dominican Order, 1216*, p. 133-139. L'expression *plenam et generalem potestatem in ordine* est dans HUMBERT DE ROMANS, t. II, p. 192.

[11] Éditées par REICHERT, *Monumenta...* Th. KAEPPELI a publié des fragments d'ordonnances d'un maître général, vers 1355, dans *A.F.P.*, 1944, p. 287-291.

[12] GALBRAITH, *op. cit.*, p. 133-136. Tous ces pouvoirs sont énumérés dans les constitutions.

[13] Par les prieurs de chaque province, accompagnés de deux autres représentants. En fait, plusieurs étaient empêchés.

Tandis que chez les Mineurs, presque tous les supérieurs généraux sont Italiens, chez les Prêcheurs, ils appartiennent successivement à toutes les grandes nations.

[14] Il laisse aux supérieurs le soin d'accorder toutes permissions et, s'il en donne lui-même, il les avertit. En tout, il gardera une juste mesure.

[15] Il peut avoir sa chambre, mais non sa salle à manger. Il ne s'accordera aucune facilité qui causerait scandale.

[16] HUMBERT DE ROMANS (t. II, p. 192) déclare : *nunquam est ei utendum hujusmodi potestate ubi causa rationabilis non occurrerit.* Ni charger autrui, en se déchargeant lui-même. Sa permanence dépendra de la satisfaction du chapitre général.

[17] *Ibid.*, p. 193 : *Circa socios.* Qualités requises : zèle, discrétion, piété, courtoisie, santé, désintéressement.

Digitized by Google

lai qui garde le sceau et veille sur les livres et le vestiaire; un notaire, pour la correspondance soumise à des règles sages [18]; un intendant, chargé de pourvoir à tous les besoins, depuis la lecture jusqu'au raccommodage; un lettré (facultatif) pour débattre les textes et les cas difficiles. Humbert de Romans, qui nous renseigne sur ces personnages, les présente comme des informateurs et des conseillers permanents, dont le devoir est de tout dire au maître (et, s'il n'écoute point, aux définiteurs), de lui donner leur avis franc, de lui rafraîchir la mémoire et de ménager les entrevues avec les frères, spécialement avec les exaltés [19].

LE MINISTRE GÉNÉRAL

François fut le premier ministre général des Mineurs [20]. En septembre 1220, démissionnaire, il choisit pour successeur son vicaire Pierre de Catane [21] et, quand celui-ci mourut, frère Élie. Après la mort du fondateur, le ministre fut désigné par le chapitre général [22].

La Règle de 1223 laisse au ministre général des Mineurs des pouvoirs indéfinis. Frère Élie, emporté par le goût de la puissance, institua le régime personnel [23]. Dans un mouvement de vive réaction, le chapitre général s'attribua une large part de l'initiative et de la responsabilité gouvernementales; dès 1242, beaucoup de pouvoirs étaient rendus au ministre général, notamment la nomination des supérieurs [24]. La direction par encycliques, le contrôle par visites lui donnaient un rôle éminent [25].

§ 3. — Le chapitre général.

PROBLÈMES

La principale des limitations au pouvoir du chef, c'est le chapitre général [1], d'origine quelque peu incertaine et dont la Charte cistercienne nous conserve le premier règlement [2]. Adopté par les ordres anciens, il sera désormais un rouage normal des nouvelles fondations. Sa naissance et son succès posent le plus grave problème du

[18] *Qui magis debet laborare ad notandum sententiose et breviter, quam ad ornatum verba multiplicare.* Le conseil a, dans tous les temps, actualité.

[19] Cette page d'Humbert est le code du parfait secrétaire : on voudrait savoir s'il fut, par une exception providentielle et unique, observé chez les Prêcheurs.

[20] K. Esser, *Das ministerium generale des hl. Fr. von Assisi*, dans *Franziskanische Studien*, 1951, p. 329-348.

[21] P. Gratien, p. 16-17 : au chapitre de septembre 1220, François démissionne et nomme son successeur, qu'il remplace par Élie en 1221.

[22] Après la chute d'Élie (1239), Albert de Pise fut élu.

[23] P. Gratien, p. 141.

[24] R. B. Brooke, *Early franciscan Government. Elias to Bonaventure*, Cambridge, 1959. Cet ouvrage corrige le portrait classique d'Élie. La réaction contre le gouvernement monarchique d'Élie aboutit à un régime représentatif qui ne retirait point au ministre général son autorité, comme on le vit sous le sage gouvernement de Bonaventure.

[25] Vingt-quatre encycliques du ministre général nous sont parvenues pour la période 1233-1376. R. Pratesi, *Una lettera enciclica del ministro generale dei Frati Minori Guglielmo Farinier (25 janvier 1349)*, dans *A.F.H.*, 1957, p. 348-353.

[1] J. Hourlier, *Le chapitre général jusqu'au moment du Grand Schisme*, Paris, 1936.

[2] J. B. Mahn, *op. cit.*, p. 66 et suiv. Titre III : *De generatione filiarum abbatiarum et auctoritate capituli generalis.*

Digitized by Google

gouvernement des religieux : l'autorité supérieure résidera-t-elle dans un chef ou dans un parlement? De la nature de cette assemblée, de sa compétence (surtout de sa position juridique à l'égard du Chef), de son fonctionnement dépend l'avenir de l'institution monastique et peut-être de l'Église entière [3]. Voici paraître, entre l'abbé-père et la masse amorphe de ses fils un *corps* représentatif. Chaque maison pourra se faire entendre et se faire juger. Il y avait bien, dès l'origine, le chapitre des coulpes et déjà, en chaque lieu, cette petite assemblée avait pu dépasser le stade modeste de la confession. Désormais, un organe constitutionnel va partager le pouvoir. Dans l'histoire monastique et même dans l'histoire politique, l'événement a la même importance que la constitution des chapitres cathédraux. Il se relie au grand mouvement de génération des corps.

TEMPS ET LIEU La Charte de charité prévoit l'assemblée annuelle de tous les abbés : le premier de ces parlements cisterciens se réunit en 1119 [4]. Cluny, dont les abbés étaient accoutumés à des rassemblements d'un caractère moins juridique, commence en 1131 à suivre l'exemple de Cîteaux, qu'en 1202 il adopte constitutionnellement [5]. L'institution était reçue par les nouveaux ordres [6] quand, en 1215, le quatrième concile du Latran la stimula dans toute la Chrétienté : abbés et supérieurs des prieurés autonomes se réuniront par province tous les trois ans [7]. Les Prêcheurs tinrent en 1220 leur première générale, que Dominique voulut annuelle [8]. François réunissait avec une périodicité variable ses

[3] Les motifs de cette création font apparaître un ébranlement et un grave problème d'équilibre dans le monachisme, qui est devenu le principal point d'appui de la Papauté. On a justement remarqué la place de ce mouvement capitulaire dans la floraison des corps *(universitates)*, au XII[e] siècle. Cf. MICHAUD-QUANTIN, *op. cit.*, et les travaux de L. MOULIN.

[4] J. B. MAHN, *op. cit.*, p. 173 et suiv.; G. MÜLLER, dans *Cisterzienserchronik*, t. XII à XVI; J. CANIVEZ, *Statuta capitulorum generalium Ordinis Cisterciensis*, 1933-1941, 8 vol., (édition critiquée, comme la *P.L.* de MIGNE, mais, en son domaine restreint, aussi utile); KNOWLES, *The monastic Orders*, p. 654-661; MAHN, p. 61. L'action du chapitre paraît avoir peu à peu grandi. Sur la genèse, cf. J. B. VAN DAMME, dans *Cîteaux*, 1961, p. 28-60.

[5] G. DE VALOUS, *op. cit.*, t. II, p. 70 et suiv. A. BRUEL, *Le chapitre de l'ordre de Cluny...*, dans *Bibl. de l'École des Chartes*, XXXIV, 1873. — Dom Ursmer BERLIÈRE, *Les chapitres généraux de l'ordre de saint-Benoît avant le quatrième concile de Latran*, dans *Revue bénéd.*, t. 8, 14, 18, 19, 22, 24, 28. Dom Charvin annonce la publication prochaine des *Statuts* des chapitres généraux de l'ordre bénédictin.

[6] Chez les chartreux, dès 1142-1440; vers 1155 à Grandmont. Une bulle d'Alexandre III du 20 avril 1174 prouve l'existence d'un chapitre général à Vallombrosa. Les chanoines réguliers ont été aussi empressés à suivre l'exemple de Cîteaux, Arrouaise l'esquisse dès 1121 et, vers le même temps, Saint-Victor. Les ordres militaires et hospitaliers semblent aussi prompts. Saint-Jean de Jérusalem a tenu chapitre général sous Alexandre III.

[7] X III 35 7 : chapitres plus restreints que nous étudierons dans la section suivante.

[8] Alternativement à Bologne et à Paris. GALBRAITH, *op. cit.*, p. 87. Depuis 1244, le chapitre choisit librement le lieu de sa prochaine réunion. Entre 1220 et 1360, la série ne fut que huit fois interrompue. L'institution est bien caractérisée, les premiers chapitres sont brillamment décrits par M. H. VICAIRE, *Histoire de saint Dominique*, t. II, p. 203 et 299. É. PERROY, *op. cit.*, p. 210-212, ayant présenté les quatre formes du chapitre général des Prêcheurs, montre l'originalité du système et les modèles possibles. Réflexions très intéressantes de Léo MOULIN, *Le pluricaméralisme dans l'ordre des Frères Prêcheurs*, dans *Res Publica*, 1960, p. 50-66.

Digitized by Google

disciples et la Règle de 1221 ordonne un chapitre triennal [9]. Carmes et augustins, trinitaires et mercédaires; servites, sylvestrins, célestins tous les ordres du XIII[e] siècle ont tenu le chapitre général pour un rouage normal de leur gouvernement [10].

La date est ordinairement fixe, le lieu mobile, sauf dans les ordres monastiques [11].

COMPOSITION ET STRUCTURE

Puisque le chapitre général s'occupe de tous les intérêts communs, le principe est que toutes les maisons y soient représentées. En fait, tous les supérieurs autonomes sont appelés [12] et un nombre croissant d'élus. De graves sanctions frappent l'absent non excusé par procurateur idoine, que la bulle *Summi magistri*, contredisant la règle primitive, habilite à suppléer son mandant [13]. Chaque membre siège au rang que lui assigne la date de fondation de sa maison [14]. Le supérieur de l'ordre préside [15].

FONCTIONS

Toutes les fonctions de l'autorité appartiennent au chapitre général.

Compétence. — Législateur, il porte des *définitions* dont l'initiative appartient aux chefs de maisons, aux chapitres provinciaux et même aux communautés. La décision est valable pour un an, elle devient définitive par confirmation au moins tacite, elle acquiert toute sa force par la codification [16].

Nous savons que le chef des ordres mendiants et de quelques ordres monastiques récents est élu par le chapitre général, qui peut être appelé

[9] P. GRATIEN, *op. cit.*, p. 43-44. Indications historiques dans P. Marinus MAYER, *De capitulo generali in primo ordine seraphico*, Rome, 1952. Les actes de quelques chapitres généraux ont été publiés. S. J. P. VAN DIJK, *The statutes of the general chapter of Pisa* (1263), dans *A.F.H.*, 1952, p. 299-322, rappelle que M. BIHL a donné trois statuts généraux (1260, 1279, 1292), dans *A.F.H.*, 1941 et a publié la liste des éditions modernes des statuts généraux, de 1260 à 1313, et que nous avons, de Martinien à Neukirchen : *Constitutionum generalium primi ordinis seraphici series chronologica*, dans *Collectanea franciscana*, 1942, 377-398. L'autorité du chapitre ne fut précisée qu'après la crise de 1239. F. EHRLE, dans *A.L.K.M.A.*, 1892, 19-29; R. M. HUBER, p. 640. Tenue alternative en Italie et outre-monts.

[10] Les dates connues du premier chapitre général suivent de près la fondation : 1247, chez les carmes récemment établis en Occident; 1249, chez les servites fondés en 1233; 1274, chez les célestins, approuvés en 1264; 1319, chez les olivétains peu après l'autorisation épiscopale. Certains ordres érémitiques ont été tardifs à recevoir une institution mal accordée à leur structure naturelle : ainsi, les camaldules auraient tenu en 1239 leur premier chapitre général.

[11] Au XII[e] siècle, l'abbaye chef d'ordre; au XIII[e], les Mendiants préfèrent la variété et sont imités par de nouveaux ordres : pas d'uniformité dans les normes et les auteurs du choix.

[12] Difficulté pour les prieurés (HOURLIER, *op. cit.*, p. 170). Certains supérieurs sont appelés moins régulièrement, à cause de la distance ou d'une convention.

Chez les Mineurs, depuis 1231, sont appelés les ministres provinciaux et un custode par province, qu'élisent ses pairs.

[13] L'assistance passive peut être nombreuse : religieux de la maison, chapitres de la province, évêques et supérieurs d'ordre affilié, princes, experts, invités.

[14] HOURLIER *op. cit.*, p. 63 et 178, note justement : c'est la marque de l'unité de l'ordre, qui eût été masquée par le groupement en filiations.

[15] La position du supérieur élu par le chapitre dans les ordres mendiants est à la fois plus solide et plus précaire que celle du supérieur des ordres monastiques, chef de la maison-mère.

[16] HOURLIER, *op. cit.*, p. 236. Processus très compliqué, suivi diversement et à des dates variées dans les différents ordres. Pour les Prêcheurs, cf. É. PERROY, *op. cit.*, p. 219.

Digitized by Google

à prononcer une déposition [17]. Au XIII[e] siècle, il arrive que le chapitre général déplace ou expulse un religieux [18].

Le consentement du chapitre général est requis pour tout accroissement de l'ordre, soit fondation, soit adoption d'une communauté; pour l'établissement des circonscriptions régionales [19].

Des problèmes financiers appellent subsidiairement l'attention du chapitre : frais généraux de l'ordre, contribution aux décimes, dépenses de l'assemblée, ruine de certaines maisons [20].

Enfin, le chapitre peut avoir à juger des supérieurs et même de simples religieux accusés de fautes graves [21].

Sessions. — Comme toutes ces tâches doivent être accomplies dans un délai très bref — trois à six jours [22] — par des capitulants dont la plupart connaissent mal les affaires, le droit, et, sans doute, arrivent fourbus et dépaysés, le travail est préparé, accompli, par des hommes compétents et sans hâte : les définiteurs [23]. Leur apparition est un événement capital dans l'histoire constitutionnelle des religieux. On les voit poindre dès 1147 à Cîteaux, où l'abbé joint aux quatre abbés-pères quelques conseillers; au XIII[e] siècle, chaque filiation en désigne cinq : extension réalisée après une longue et difficile expérience [24]. Une évolution analogue se produit dans presque tous les ordres : le définitoire devient une institution, un conseil technique, dont la composition passe de l'autorité du chef suprême au pouvoir électoral

[17] Tendance à l'extension de ce rôle électoral : chez les sylvestrins, le chapitre général nomme les officiers de chaque monastère. — La démission est normalement demandée au supérieur hiérarchique, le chapitre général n'intervient qu'en appel, sauf pour le supérieur général. Quant à la déposition, le rôle de l'évêque a été diversement réglé (HOURLIER, *op. cit.*, p. 209-213). Le supérieur général des ermites de Saint-Augustin, des célestins et des olivétains est élu pour un temps par le chapitre général : 3 ans chez les premiers et les seconds; et, à partir de 1357, chez les derniers. Le premier texte pontifical qui limite la durée de la charge de supérieur général est la bulle *Solet annuere* du pape Alexandre IV (17 juillet 1255). LORENZO DA EMPOLI, *Bullarium*... 1628, 14-15. Cf. Eustasio ESTEBAN, *De electione prioris generalis ordinis Eremitarum S. Augustini*, dans *Analecta augustiniana*, t. 2 (1907-1908), p. 158-164.

[18] HOURLIER, *op. cit.*, p. 214-215. A vrai dire, ce pouvoir est partagé; mais le rôle du chapitre général semble avoir été croissant.

[19] *Ibid.*, p. 218-223 : le chapitre doit tenir compte de beaucoup d'éléments pour fixer les frontières. Il rencontre le système des filiations et les limites des États.

[20] *Ibid.*, p. 224-226 : administration, procès, études, représentation, l'ordre supporte de lourdes dépenses.

[21] *Carta caritatis*, 17 : le chapitre général juge l'abbé inculpé et les affaires entre abbés.

[22] Les constitutions fixent ce délai : trois jours ou quatre à Prémontré, cinq jours à Cîteaux, huit jours à Cluny; la suite des affaires est remise aux soins des définiteurs, à la décision du supérieur général ou à l'ordre du jour de la prochaine session.

[23] Ces officiers qui semblent avoir été créés dans une bulle du 13 janvier 1233, sans fixation du nombre — Nicolas IV, le 12 septembre 1289 l'arrête à 15 — ont un rôle législatif, fiscal, judiciaire de la plus haute importance. Choisis d'abord parmi les plus hauts dignitaires, ils ont périclité après l'âge classique. A eux seuls, ils mériteraient de longues recherches.

L'Assemblée (et probablement les grands abbés d'accord) confiait à ces techniciens choisis l'étude des questions difficiles et la rédaction au moins provisoire. MAHN met bien en relief leur autorité p. 190 et suiv., 236 et suiv.

[24] Il s'agissait de constituer un définitoire aussi représentatif que possible de l'assemblée : tous les ordres ont eu cette préoccupation.

Digitized by Google

du chapitre ou, comme chez les chartreux, d'un collège de prieurs [25]. Chaque province de Prêcheurs élisait son définiteur [26].

Ces définiteurs rédigent les projets de statuts, ils examinent les comptes des maisons, ils tranchent les litiges entre monastères et à l'intérieur des monastères [27]. En somme, les définiteurs forment le comité directeur de l'ordre, particulièrement actifs dans les ordres récents [28] : *omnia diffinient et constituent et tractabunt*, selon la formule des Prêcheurs [29].

Relations avec le chef. — Par la constitution de l'ordre, le gouvernement se partage entre le chef et l'assemblée, dans la réalité deux forces inégales, qui peuvent être alliées ou concurrentes. Comment mesurer ces puissances et quel fut leur jeu? L'autorité du chef est continue, mais précaire; celle du chapitre paraît encore plus précaire, mais sa renaissance est assurée par le droit, pour tout le temps que l'ordre subsistera. Plus le chapitre se renforce et, dans son sein, le définitoire, plus l'ordre tend à substituer à la puissance du chef suprême celle d'un corps représentatif, puis d'une agence technique dans ce corps.

Les statuts précisent une technique de l'équilibre, propre à éviter l'arbitraire du chef et à ménager son prestige. Ils lui imposent pour certains actes le *consilium* et même le *consensus* d'un groupe d'élus [30]. Ils reconnaissent, d'autre part, des pouvoirs de juridiction et des marques d'honneur qui sauvegardent son prestige.

En fait, les rapports furent généralement très pacifiques entre le chef et le corps. L'ascension continue du chapitre traduit dans l'ordre monastique une tendance qui, au XV^e^ siècle, l'emportera provisoirement dans l'Église universelle [31].

SECTION II. — LE SYSTÈME RÉGIONAL.

Dès l'instant où les ordres sont nés, la difficulté d'une relation directe entre le centre et chacune des maisons s'est révélée : la meilleure solution, celle des groupements régionaux, fut peu à peu réalisée, au premier siècle

[25] HOURLIER, *op. cit.*, p. 109-110.

[26] GALBRAITH, *op. cit.*, p. 73. Le premier et dernier chapitre de définiteurs des franciscains se tint à Montpellier en 1241.

[27] HUMBERT DE ROMANS, t. II, p. 339-345.

[28] HOURLIER, *op. cit.*, p. 201. A l'exception, nous l'avons vu, des Mineurs.

[29] GALBRAITH, *op. cit.*, p. 90. Sages conseils dans Humbert, p. 340 : *Debet quoque scire quod multo melius est frequenter sequi consilium et sensum eorum qui parum sibi loquuntur quam multorum qui multum se solent ingerere ad loquendum et volunt de singulis judicare; nec est securum conscientiam suam et hujus modi auditu formare quousque constet sibi plenius de auditis.* Cf. M. RUF, *De relatione inter capitulum generale et magistrum generale in ordine Fratrum praedicatorum* (1256-1501), Vienne, 1958.

[30] HOURLIER, p. 245-249.

[31] Tendance à limiter le pouvoir central, à reconnaître une participation active des sujets au gouvernement, voire une représentation : tels nous apparaissent les traits communs du chapitre général (qui, dans chaque ordre, a ses traits particuliers); tout cela est dans la ligne du mouvement conciliaire, encore que le principe de l'autorité subsiste et que la menace d'un ébranlement soit beaucoup moindre et de moindre portée.

Digitized by Google

de l'âge classique. L'opération comportait trois temps : le découpage des circonscriptions; l'institution des gouvernements particuliers; la liaison entre ces organismes et le chef d'ordre.

§ 1. — Circonscriptions : les provinces, custodies, circaries.

En l'an 1200, Hugues V, dix-septième abbé de Cluny, consacre la division de tout l'ordre en provinces ou chambreries [1]. Les canoniales, aussi, se groupaient en provinces, que l'on appelait chez les prémontrés circaries [2]. A peine fondés, les ordres mendiants adoptaient le même système territorial. Dès 1217, il y avait 11 provinces franciscaines; en 1272 : 34, chiffre auquel Nicolas IV prescrit, avec succès, de s'en tenir définitivement [3]. En 1221, les Prêcheurs, eux aussi, divisaient la Chrétienté en 8 provinces [4]; au début du XIV^e^ siècle, telle de ces provinces avait plus de 60 couvents [5].

A l'intérieur des provinces, des groupements de maisons forment de véritables unités administratives. Elles appartiennent à deux types : les clunisiens gardent sous leur tutelle des prieurés, que la Papauté tend à libérer de la puissance de l'abbé-chef; les cisterciens, des granges gérées par des convers [6].

Une subdivision des provinces a été rendue nécessaire dans tous les grands ordres. Chez les Mineurs, la custodie apparaît dans la Règle de 1223 [7]. En France, certaines provinces de Prêcheurs sont divisées en vicairies ou *portiones*, groupant plusieurs couvents dans la même région [8].

§ 2. — Le supérieur.

A la tête de chaque province clunisienne, l'abbé nomme un chambrier, qui est son représentant. Il remplit, en réalité, les véritables fonctions d'un supérieur régional, intervenant dans les affaires de chaque maison. Il contrôle les comptes, autorise les emprunts dépassant les cent sous, reçoit les

[1] G. DE VALOUS, *op. cit.*, t. II, p. 22 et 45. Elles sont 8 à l'origine, 10 à partir de la deuxième moitié du XIII^e^ siècle.

[2] Ces circuits de visite furent définis dans les *Statuts* de 1234-1235 (*Les statuts...*, p. 102-103) et ils existent en Angleterre au moins en 1273. Tableau de 1288, dans COLVIN, p. 198. Tableau complet pour XIV^e^ et XV^e^ siècles dans le *Monasticon Praemonstratense* de N. BACKMUND. Cf. R. AUBERT, dans *R.H.E.*, 1961, p. 511-516.

[3] Dès 1217, François entrevoyait un partage territorial : les limites des *Administrations* (qui portaient le nom d'une contrée ou de sa capitale) furent longtemps mal déterminées. Le chapitre général de Lyon (1274) réserve au chapitre général le droit de fonder des provinces. Il y avait alors 16 provinces en Italie, 5 en France, 3 en Espagne.

[4] MANDONNET, t. I, p. 67. Dès 1228, le chapitre généralissime de Paris ajoutait quatre provinces mineures.

[5] Par exemple, l'Angleterre. Nombreuses études par pays : ainsi JARRETT, *The English Dominicans*, Londres, 1921; B. E. R. FORMOY, *The Dominican Order in England before the Reformation*, Londres, 1925. Et par province : ainsi J. GALLEN, *La province de Dacie de l'ordre des Frères Prêcheurs*, I. *Histoire générale jusqu'au Grand Schisme*, Helsingfors, 1946; N. PFEIFFER, *Die ungarische Dominikaner-ordens Provinz... 1221-1241*, Zürich, 1913.

[6] Nous avons signalé ces deux systèmes dans l'organisation des maisons.

[7] P. GRATIEN, *op. cit.*, p. 41-42.

[8] G. MEERSSEMAN, *Les nations dans la province de France*, dans *A.F.P.*, 1938, p. 231.

Digitized by Google

résignations après avoir donné quitus au résignataire. Sa fonction disciplinaire est étendue : il veille à l'observation de la Règle, déplace les moines à volonté et n'hésite pas à faire emprisonner les coupables, notamment les vagabonds. Il assume l'administration intérimaire pendant les vacances du gouvernement [1].

Les cisterciens, organisés en filiations, n'avaient pas besoin de cet intermédiaire particulier. Il appartenait à l'abbaye-mère de surveiller ses filles, en particulier au moment des élections et des dépositions [2].

Chez les Prêcheurs [3], le prieur provincial est élu directement par le chapitre provincial qu'il préside, et confirmé par le maître général. Il fera ériger ou supprimer les maisons, ayant soin de munir chacune des chefs et instructeurs compétents [4], d'encourager les affligés, de soutenir les bons prieurs et de destituer les médiocres, d'étendre ou réduire la charge des prédicateurs, de permettre les voyages utiles . Sa surveillance des deniers est étroite : lui seul autorise certaines dépenses, même pour la vie courante des maisons. Il veille à la stricte observation des statuts [5], à l'état de la liturgie, de la bibliothèque, à la bonne exécution des offices, distribuant louanges et blâmes. S'il y a des discordes entre couvents, il les apaisera. A lui d'entendre les mécontents, à lui de prononcer les mutations opportunes, d'incarcérer les mauvais sujets : en revanche, de favoriser les études de tous les biens doués [6]. Si, pendant une vacance, le sous-prieur lui paraît inapte, il nomme un vicaire.

De sages précautions furent prises pour limiter la puissance du provincial. S'il est vrai qu'il a droit à des marques de déférence, il est également soumis à la vie de communauté, réfectoire et dortoir des frères. Dominique l'a subordonné aux quatre définiteurs, dans le chapitre des fautes, qui pourra le punir, le suspendre. Au chapitre de le juger et, s'il y a lieu, de le remplacer en certains cas [7]. Aucun délai n'est assigné à sa fonction.

Les ministres provinciaux, dès la Règle de 1221 devinrent une organisation constitutionnelle des Mineurs [8]. La Règle de 1223 prévoit leur élection

[1] Les constitutions d'Hugues prévoient un ou deux chambriers. En fait, un seul fut nommé. L'abbé peut lui déléguer les causes. (G. DE VALOUS, t. II, p. 45-54.)

[2] J. B. MAHN, 224-228 : les obligations de bien choisir l'abbé comme de déposer prudemment sont souvent rappelées et sanctionnées dans les chapitres généraux.

[3] HUMBERT DE ROMANS, *De officio provinciali*, t. II, p. 195-201 ; H. DENIFLE, dans *A.L.K.G.*, t. I et V ; GALBRAITH, p. 125-133 ; M. PLUSSCHAERT, *De origine officii superioris provincialis*, dans *E.T.L.*, 1958, p. 330-356.

[4] En outre, la dévolution lui appartient au bout d'un mois de vacance du priorat. Il autorise l'élection d'un sujet extérieur, il vérifie la procédure. Son rôle est important dans l'admission des sujets : il accorde nombre de dispenses.

[5] *Diligenter quoque debet ubique advertere qui et quo sint in quolibet conventu, qui sint apti ad proficiendum in studio : et hujusmodi, si sint bene morigerati, ad studium promovere, vel ad studia meliora mittendo, vel in ipsis domibus propriis libertates aliquas concedendo, vel ab occupationibus aliquibus eximendo, insuper de scriptis eisdem providendo.*

[6] HUMBERT DE ROMANS, t. II, p. 195 : *novitates nullas cito inducere, quousque magis per experientiam quam per aliam sapientiam sit edoctus; mutationes paucas facere, quousque de statu provinciae, conventuum et fratrum notitiam habeat pleniorem.*

[7] En 1312, le provincial devient révocable *ad nutum generalis*.

[8] Dès l'origine, François avait livré chaque région à un homme de confiance. Il eut tôt fait de constater les tentations de la puissance (HUBER, p. 32). La *Regula prima* détermina leurs pouvoirs (P. GRATIEN, p. 42).

Digitized by Google

par les délégués des couvents, appelés *discreti*, dans un petit définitoire assez disparate. Le chapitre révolutionnaire de 1239 régla l'élection triennale [9], le général gardant le seul droit de confirmer. Principe que maintint Clément V dans la bulle *Exivi*. Les chapitres pouvaient prononcer la déposition. En droit, la nouvelle élection appartenait au chapitre provincial. Aucun terme n'était assigné à cet important office.

Important puisqu'il appartenait à ce supérieur de recevoir les novices, d'assigner aux frères leur résidence et leur tâche, de nommer les prédicateurs, d'organiser les *studia provincialia*, de surveiller les finances, de corriger les délinquants [10].

§ 3. — Le chapitre.

Le quatrième concile du Latran ordonne que, tous les trois ans, abbés et prieurs autonomes se réunissent dans un monastère bien choisi [1]. Leur suite comprendra, au plus, six à huit personnes. A cause de l'expérience déjà ancienne de leur ordre, deux abbés cisterciens du voisinage assistés de deux compagnons, présideront, sans autorité prélatice, les premiers chapitres. Pendant quelques jours, on traitera de la réforme et les décisions prises, avec l'accord des quatre conseillers, seront sans appel [2]. Tous mèneront la vie de communauté, dont ils se répartiront, selon leurs moyens, la dépense.

Les clunisiens ont tenu un petit nombre de ces chapitres particuliers, dont certains ne groupaient que les maisons dépendant d'un grand monastère [3]. Des décisions mineures y furent prises. En Angleterre, l'activité des chapitres des moines noirs eut pour objet la nourriture quotidienne et l'abrègement des offices au profit des études, qu'un *studium generale* organisa [4]. Il ne semble pas qu'en aucun ordre monastique ou canonial les chapitres provinciaux aient eu la régularité ni l'efficacité souhaitées par le Saint-Siège [5].

Saint Dominique, le premier, organisa des assemblées provinciales électives. Elles se réunissaient pour élire le supérieur et, chaque année, en des lieux

[9] Les excès de mutations d'Élie avaient irrité les frères (HUBER, p. 108, 112). Furent exclus de la fonction les frères lais (*ibid.*, p. 124). L'élection fut réservée aux custodes de la province.

[10] La *Regula prima* lui confère le droit exclusif de donner l'habit (c. 2), d'affecter aux missions lointaines (c. 16). Le droit de prêcher fut approuvé notamment par Innocent IV. Quant aux pouvoirs financiers, ils devaient être très modifiés par l'institution des *procuratores* et accrus par la bulle de 1373.

Nous ne pouvons passer en revue tous les ordres religieux. Chez les ermites de Saint-Augustin, où ils apparaissent en 1290, les provinciaux sont élus pour un an.

[1] X III 35 7 *(In singulis)*. Rappelé au concile de Vienne : *Clem.* III 10 1 § 9. Le choix du lieu se détermine par les facilités d'accès, la glose ordinaire précise : en tenant compte des distances. Le chapitre provincial des moines noirs, me fait observer Dom Hourlier, est en réalité un chapitre général pour un cadre géographique restreint (2 provinces).

[2] Comme ils ne sont pas délégués, mais ordinaires, par l'autorité de cette décrétale, s'ils se partagent également en deux ans, l'indulgence triomphera. Glose ordinaire sur les mots : *Illis quatuor*.

[3] Si le monastère ne peut les loger tous, on les installera par groupes, au dehors.

[4] Pour l'Angleterre : W. A. PANTIN, *The general and provincial Chapters of the english black monks (1215-1540)*, Londres, 1917.

[5] KNOWLES, *Religious Orders...*, t. I, p. 17-27.

Digitized by Google

variés, pour régler les affaires de la province [6]. Comme dans le chapitre général, le travail est fait par les définiteurs qui, avec le provincial, préparent les règlements — *admonitiones*, *inhibitiones* —, prennent des mesures administratives et jugent les frères prévenus de quelque délit [7]. C'est par ce chapitre que les constitutions produisent tous leurs effets.

SECTION III. — LIENS ET CONTRÔLE.

Si le chapitre général est nécessaire pour l'unité législative de l'ordre, il ne peut suffire à procurer l'unité administrative et le contrôle des établissements dispersés et aussi de la maison-mère. Comment furent organisées la liaison permanente et la visite périodique des communautés masculines? Et dans quelle mesure furent assurées la discipline et l'unité des familles de moniales?

§ 1. — La liaison permanente.

Cluny, Cîteaux, tous les centres de familles religieuses surveillent avec constance les maisons dépendantes ou affiliées. Prieurés et granges ne sont que des sortes d'annexes étroitement soumises. Au prieuré, l'abbé de Cluny nomme son chef, qu'il peut, jusqu'au XIII[e] siècle, déplacer à sa guise; le prieur, comme tous les moines, fait entre ses mains profession et lui prête serment d'obédience; toute aliénation est autorisée par l'abbaye-mère [1]. La grange cistercienne est encore mieux incorporée, puisque, dans bien des cas, les frères rentrent chaque soir à l'abbaye [2].

Les « filles » ont une autonomie progressive : mais elles rendent quelque compte de leurs activités, reçoivent des conseils, correspondent avec leur mère, accueillent ses envoyés. Bien que les cinq filles de Cluny, les quatre filles de Cîteaux se soient peu à peu émancipées, il reste quelque trace de leur condition ancienne et, si elles contrôlent leurs propres fondations, c'est par imitation de leur maison-mère [3].

[6] Chaque maison est représentée au chapitre ordinaire par son prieur et un délégué; au chapitre des élections, deux délégués par maison. Assistent au chapitre provincial avec voix consultative, les Prêcheurs généraux de la province qui ont mission de prêcher dans toute la province. H. C. SCHEEBEN, *Prediger und General prediger im Dominikanerorden des XIII Jahrh.*, dans *A.F.P.*, 1961, p. 112-141. Les prédicateurs sont choisis et préparés avec grand soin.

[7] GALBRAITH, p. 53-108.

[1] VALOUS, t. II, p. 67-69 : la tendance de Cluny est de multiplier les prieurés, « de réduire d'anciennes abbayes en simples celles » et de maintenir ces maisons dans une étroite dépendance; sans espoir de promotion au rang d'abbaye. Cependant, l'absolutisme de l'abbé de Cluny rencontra des résistances et il alla s'atténuant. Le prieuré est attaché à un monastère par lien indissoluble. VI III 4 32 *(Quum singula)*.

[2] KNOWLES, *Monastic Orders...*, p. 216. En tous les cas, la grange est à peu de distance d'un monastère.

[3] VALOUS, t. II, p. 65-67. Rapports peu fréquents avec l'abbaye-mère, faciles (sauf une grande maison comme La Charité).

Digitized by Google

§ 2. — La visite périodique.

C'est à Cluny que revient le mérite de cette institution, qui se développa dans les congrégations de chanoines et à Cîteaux et parvint à sa perfection légale au début du XIII[e] siècle, par l'œuvre des papes et des Mendiants [1]. Considérons le programme, les acteurs, les opérations.

LE PROGRAMME Vérifier l'observation de la discipline : tel a toujours été le programme des visites. Les chapitres de Cîteaux ont précisé, au cours du XII[e] siècle, les objets de l'enquête : régularité dans l'admission des novices, équilibre du budget (1157), punition et destitution des officiers indignes (1181, 1189), mesure dans les constructions (1190), connaissance et observation des statuts [2].

Le quatrième concile du Latran ordonne que les monastères d'hommes ou de femmes, toutes les canoniales, seront périodiquement visités, en vue de réforme et correction : les mauvais administrateurs seront dénoncés à l'évêque du lieu et, s'il ne les révoque, le Saint-Siège sera saisi [3].

Dix ans plus tard, une décrétale d'Honorius III précisait les rigueurs de la répression : les moines délinquants subiront les peines prévues par la Règle bénédictine; les contumaces et les rebelles, sans distinction de personnes et de protecteurs, devront être inexorablement châtiés, voire expulsés [4]. Les abbés négligents de la police ou trop indulgents pour eux-mêmes seront punis au chapitre général. Sans délai, le non-exempt recevra de son Ordinaire un coadjuteur provisoire; le dilapidateur, un bon gérant. Faute de quoi, le chapitre général sera saisi comme il l'est s'il s'agit d'un exempt dont le Saint-Siège se réserve toujours la déposition : un administrateur suppléera le suspens.

Les constitutions dominicaines de 1228 prescrivent la visite annuelle de chaque maison, au cours de laquelle seront redressés les abus criants, mais sans perturbation du régime : le chapitre provincial sera informé et les affaires graves pourront être signalées au chapitre général [5]. De même, les Mineurs réservent à la plus haute instance les difficultés importantes [6]. En 1269, le chapitre général d'Assise recommande aux visiteurs de lui dénoncer toutes les infractions à l'austérité : dans la construction et l'ornement

[1] Élément capital pour l'unité de l'ordre, la visite a été l'objet de nombreuses études pour chacune des grandes familles religieuses. Elles tiennent dans VALOUS (t. II, p. 95-114), dans GALBRAITH (p. 37-110), dans KNOWLES (t. II, p. 98-112), une grande place.

[2] Important chapitre de MAHN, p. 217-228.

[3] X III 35 7 (*In singulis* = Lat. IV, c. 12. La glose ordinaire fait observer que les visiteurs choisis par le chapitre pourront exercer leur mission, même si l'évêque a été diligent.

[4] X III 35 8 *(Ea quae) :* que les abbés appliquent strictement la Règle de saint Benoît. Que les visiteurs frappent de censures les contumaces et rebelles, quel que soit leur rang, ils seront châtiés. La décrétale prévoit tous les droits et devoirs des visiteurs à l'égard des mauvais abbés.

[5] HUMBERT DE ROMANS, t. II, p. 199-200; le provincial doit visiter souvent sa province. Un programme lui est tracé, qui est encore précisé dans le *De officio visitatoris*, p. 350-356.

[6] Forte influence des Prêcheurs. En fait, le programme fut très chargé dès la deuxième moitié du XIII[e] siècle.

Digitized by Google

des couvents, le régime alimentaire et vestimentaire, les promenades frivoles [7]. Au XIVe siècle, le régime des visites devient plus strictement administratif : le groupement des maisons se fixe, les questionnaires se précisent, itinéraires et procédures semblent mieux définis [8].

Un souci constant du législateur a été d'épargner les finances des maisons visitées. Le quatrième concile du Latran avait recommandé aux visiteurs la discrétion. De nombreux statuts limitent la durée de leur séjour, les aliments et les procurations [9].

LES ACTEURS Les visiteurs clunisiens sont élus par le chapitre général, deux par province : ils sont les délégués de l'abbé, à qui seul appartient le droit [10]. On les choisit d'abord parmi les autorités provinciales, puis on en vint à de simples religieux [11]. A Cîteaux, cette délégation fut pratiquée, mais avec réserve [12]. A Prémontré, l'abbé de la maison-mère doit visiter ses filles chaque année; comme cette charge serait trop lourde, deux *circatores* l'accomplissent pour chaque province [13].

Tel fut le système choisi par saint Dominique, qui chargea quatre frères de s'assurer, annuellement, de la parfaite observation de la Règle et des constitutions en chaque lieu [14]. Chez les Mineurs, la visite est un des devoirs du ministre général. Dès 1229, Jean Parenti se choisit des suppléants, usage qui se consolida [15].

LES OPÉRATIONS La visite a été pratiquée avec une régularité variable selon les temps et les lieux, les circonstances et les ordres. Pour Cluny, elle semble plus fréquente au XIIIe siècle, surtout dans le nord de la Chrétienté. Les guerres, les inondations, la pluralité des visiteurs perturbaient l'ordre légal [16].

Préparer la visite est un soin délicat des supérieurs locaux : les *Instituta* de saint Raynard (1134) leur imposent d'entendre, avant l'arrivée du visiteur, les critiques de chaque religieux [17].

La joie des visités n'éclate que dans le *Te Deum* de l'accueil. Ils louent le Seigneur, mais non ses envoyés, qu'ils jugent indiscrets et coûteux [18].

[7] P. GRATIEN, *op. cit.*, p. 302.

[8] Au début du XIVe siècle, Henri Ier de Fautrières, abbé de Cluny, rédigeait un questionnaire où tous les sujets qui concernent la vie de la maison se trouvent alignés avec une minutie exemplaire. (VALOUS, t. II, p. 100.)

[9] X III 35 7 : *...ne per eos dicta monasteria in debitis oneribus aggraventur.*

[10] VALOUS, t. II, p. 96. Bertrand de Colombier (1225-1308) déclare que l'abbé de Cluny a recueilli le droit de visite des évêques sur les monastères non-exempts.

[11] Le chambrier provincial fut souvent l'un des deux visiteurs; le second pouvait être un simple officier ou même un moine représentant le prieur.

[12] MAHN, p. 221-222 : le mandat pouvait être large *(in plenaria potestate)* ou restreint. Les chapitres généraux s'appliquèrent à le définir.

[13] COLVIN, p. 197 et 213; GALBRAITH, p. 29.

[14] GALBRAITH, p. 155 et suiv. Les constitutions de 1228 mettent à la charge exclusive de chacun des quatre visiteurs un certain nombre de maisons. Rapport sera fait au chapitre provincial qui décidera s'il y a lieu de saisir le chapitre général.

[15] GRATIEN, p. 144, note 79.

[16] VALOUS, t. II, p. 99.

[17] MAHN, p. 218.

[18] VALOUS, t. I, p. 106; MAHN, p. 119; GALBRAITH, p. 156.

Digitized by Google

Une inspection peut-elle accroître l'autorité du chef de la maison que l'on examine devant ses sujets, plaire à des religieux dont le principe est la solitude et dont les habitudes s'écartent parfois de la lettre des constitutions? Fréquentes sont les résistances, qui vont parfois jusqu'à l'épreuve de force. Pour vaincre les refus d'entrée ou de paiement, les visiteurs usent de l'excommunication et parfois recourent au bras séculier [19].

Quand ils ont pu entrer solennellement dans l'enclos, les visiteurs s'informent de l'état des finances, de l'observation de la Règle et des statuts, de la capacité comme de l'activité des officiers.

D'ordinaire, tout se passe avec décence. Il arrive, pourtant, que le visiteur accepte des cadeaux équivoques ou simoniaques ou que, par sa vivacité, il provoque une certaine agitation [20]. Humbert de Romans dénonce, avant de blâmer, les timides qui ferment les yeux sur les maux. Les limites légales à la dépense n'étaient pas toujours observées : des visiteurs s'attardent, entament les réserves de vivres, prélèvent des taxes indues [21]. Des mesures étaient prises pour réparer les désordres : punition des coupables, ordre de refaire les mauvaises coutumes, dispositions pour la remise en état des finances.

Un procès-verbal est rédigé, puis réservé, avec toutes les preuves et sommaires utiles, au chapitre général, qui connaîtra ainsi l'état de chaque maison et ratifiera ou infirmera les décisions prises [22].

Munis de ces procès-verbaux et de ces décisions confirmées, les visiteurs qui se succèdent vérifient l'exécution des mesures arrêtées et approuvées en chapitre. Leur première tâche est ce contrôle, sans lequel tout autre serait vain. Par la répétition fréquente des mêmes griefs, nous sommes inclinés à croire que les visites n'ont pas eu toute l'efficacité souhaitable [23].

En somme, la visite des maisons de l'ordre a pu maintenir une crainte salutaire et redresser quelques torts, mais, comme la visite épiscopale dans le diocèse — et nous le verrons bientôt dans les monastères —, elle ne révèle que les misères éclatantes et elle ne peut guérir les plaies profondes. Sa bienfaisance est limitée par d'incurables maux : le relâchement naturel à tous les hommes, la maladresse financière d'un grand nombre d'administrateurs monastiques.

VISITE DE LA MAISON-MÈRE

A-t-on donné toute son importance à la nouveauté cistercienne de la visite de l'abbaye-mère? Il ne s'agit point seulement de contrôler une maison, il s'agit de vérifier l'état du gouvernement central.

La Charte de charité prévoyait que les abbés-fils feraient cette visite avec grande attention et menaçaient de lourdes peines l'abbé de Cîteaux qui

[19] VALOUS, t. II, p. 107 : en 1279, toutes les autorités civiles de Bretton durent accompagner les visiteurs pour forcer la porte du monastère; en 1297, dans une dépendance de Montierneuf, les sergents durent mettre les scellés.

[20] MAHN, p. 219-221; GALBRAITH, p. 167, notamment, indique les maladresses possibles.

[21] COULTON, t. II, p. 244-252.

[22] VALOUS, t. I, p. 105-106.

[23] Pour apprécier exactement l'effet des visites, il nous faudrait une étude minutieuse des mesures prises après un bon nombre d'entre elles.

Digitized by Google

refuserait les réformes nécessaires. Dans la bulle *Parvi fons*, Clément IV insiste sur ces dispositions [24].

Le dix-septième abbé de Cluny, Hugues V (1199-1207), adopta ce système : le chapitre général choisirait deux abbés et deux prieurs pour visiter la maison-mère et lui adresser procès-verbal [25]. Cette mesure n'était pas inspirée par la simple imitation ni par un désir de relâcher la puissance du Centre, mais par des préoccupations financières et disciplinaires. Le budget de l'ordre était insuffisamment surveillé ou alimenté; le déficit acculait parfois aux emprunts; enfin le besoin d'une surveillance plus étroite de l'autorité parut assez urgent à Grégoire IX pour qu'il étendît le pouvoir des visiteurs jusqu'à la déposition de l'abbé [26].

En fait, les quatre filles de Cîteaux ne semblent point avoir beaucoup contrôlé leur mère. A Cluny, la visite, régulière et sérieuse, fut accomplie souvent, au XIV[e] siècle, par des prieurs. Elle aboutit à de fréquentes pressions pour la réduction de lourdes dettes ou l'augmentation de revenus insuffisants [27].

Ce contrôle de la maison-mère paraît avoir produit de bons fruits, au plan matériel et au plan constitutionnel. Il mettait un frein à la dépense et à la prépotence.

§ 3. — Relations et surveillance des seconds ordres.

Nous n'avons point rencontré d'ordres féminins. A proprement parler, il n'en existe point : ni gouvernement central, ni partage en provinces. Ce qui fait l'unité des groupes de monastères féminins, c'est la Règle et c'est l'alliance avec un ordre masculin, qui, dans une certaine mesure, les gouverne [1]. Les religieuses forment, dans les familles de Cluny ou de Cîteaux, de Dominique ou de François, un second ordre. Cette agrégation ne s'accomplit pas d'un coup, ni pour tous les monastères.

Ainsi, les bénédictines restèrent dans l'isolement et nouèrent des relations spirituelles avec les différents ordres masculins [2]. Les cisterciennes obtenaient une sorte d'affiliation mal définie, que les cisterciens accordaient avec réticence [3]. De la tutelle d'un cardinal, les clarisses passèrent à celle du ministre général des Mineurs par décision d'Innocent IV [4].

[24] MAHN, p. 237.

[25] VALOUS, t. II, p. 111.

[26] *Ibid.* : l'inspection avait lieu au début du printemps, d'habitude, mais elle était parfois reportée au début de l'hiver.

[27] VALOUS, t. II, p. 112-114 : rapports de grande dignité, d'incontestable utilité; de visible efficacité, entre les visiteurs et des abbés dont les dépenses excessives (prestige ou charité?) appelaient correction.

[1] Avec beaucoup de réserve, nous le verrons. Cependant, une certaine unité résulte de la dévotion à un père commun.

[2] SCHMITZ, t. III, *passim*.

[3] Bornons-nous à signaler ici cet ardent désir des monastères isolés de réaliser, par l'accord avec les cisterciens, une sorte d'unité familiale, dont nous découvrirons bientôt les obstacles.

[4] P. GRATIEN, p. 599 et suiv.

Digitized by Google

Aucune de ces familles religieuses n'a une supérieure générale. Et, seuls, quelques monastères de cisterciennes parvinrent à constituer un chapitre régional, dont l'origine, la fonction et l'histoire demeurent mystérieuses [5]. Las Huelgas semble avoir donné l'exemple, que suivit Le Tart. Par de rares procès-verbaux, nous savons que l'objet de ces réunions, présidées par l'abbé de Cîteaux ou son délégué, fut de maintenir dans les monastères l'unité de prière et de discipline. Comme en toute rencontre, la dépense du séjour ou du passage était minutieusement calculée [6].

Sauf cette copie anormale et partielle de la communauté masculine, les religieuses d'une même famille sont liées uniquement par une observance commune et le culte de leur fondatrice. Cependant, elles n'échappent point à la formalité du contrôle. Le supérieur de l'ordre auquel les rattache leur incorporation et, si elles sont indépendantes, l'évêque du diocèse les visitera pour vérifier l'exacte observation de la discipline [7].

CONCLUSION.

Au cours de l'âge classique, les Règles se sont multipliées, les maisons deviennent innombrables; toutes les familles de religieux ont constitué des ordres; toutes les familles de religieuses ont réussi, par affiliation juridique ou soumission spirituelle, à former un second ordre, de structure très différente. De ces mouvements corporatifs, nous avons entrevu les origines et aussi les intérêts communs qui expliquent leur extension.

Des problèmes identiques se sont partout posés. Avant tout, l'équilibre de la puissance dans chaque ordre comme dans chaque maison. Le Chef tend à élargir ses pouvoirs, la province à se faire entendre. Supérieur et chapitre se disputent sourdement l'autorité.

Cependant, ces autorités rivales collaborent à la constitution d'une forte unité. Par l'assemblée du chapitre, général ou provincial, par la visite de toutes les maisons, la solidarité de tous les établissements soumis à une même Règle est assurée. Que l'on se représente la place d'un ordre comme Cîteaux ou comme les Prêcheurs en face d'une poussière d'évêchés dont nous savons la faiblesse des synodes et l'illusoire du contrôle!

Dans toute la Chrétienté, chaque ordre avait ses assises, ses fidèles, ses possessions, sous la dépendance d'un véritable pape, dont le chapitre général constituait comme le Sacré Collège ou plutôt le concile périodique et qui dépêchait en tous lieux, sous le nom de visiteurs, de véritables légats.

[5] G. Müller, *General Kapitel der Cisterzienserinnen*, dans *Cistercienser Chronik*, t. 24, 1912.

[6] En 1189 se réunirent à Las Huelgas, dans des conditions obscures, une douzaine d'abbesses, et cette assemblée fut présidée chaque année à la Saint-Martin par un délégué de l'abbé de Cîteaux : elle comportait un serment d'obédience à l'abbesse de Las Huelgas, *tanquam ad matrem*. Au XIII[e] siècle, les 18 abbesses de la filiation du Tart tinrent des chapitres analogues et nous avons les procès-verbaux de 5 d'entre eux : ils contiennent fort peu d'informations intéressantes sur la vie des cisterciennes et ne créent qu'un lien assez lâche entre un petit nombre de leurs maisons. M. de Fontette, p. 106-112. A. Dimier a récemment établi dans la Revue *Cîteaux*, 1960, 268-275, qu'il n'y eut point de véritables chapitres généraux chez les cisterciennes. Il donne des renseignements sur les 15 abbayes nées du Tart.

[7] Visites très irrégulières et peu efficaces.

Digitized by Google

CHAPITRE III

LE MONDE DES RELIGIEUX

Les ordres avaient groupé les maisons en familles; depuis la Réforme grégorienne, la multiplication de ces familles aboutissait à la naissance en chaque ville et jusque dans les campagnes d'une sorte de cité sainte, entre les églises séculières et les demeures des laïcs [1]. Un véritable monde se formait, dont nous devons observer d'abord le développement pendant l'âge classique. Tous ces ordres, si attentifs au maintien de leur unité générale et locale, forment-ils, par leur homogénéité, leurs affinités, leurs ententes, comme une Église régulière dans le sein de l'Église universelle ou, par leurs troubles, leurs différences, leurs dissentiments, un ensemble de forces incohérentes? De leur union ou de leurs actions divergentes, quel est au terme de l'âge classique le résultat sensible? Développement extérieur, mesure de l'unité, efficacité du labeur : cherchons à découvrir le monde des religieux [2].

SECTION I. — VICISSITUDES DU TIERS MONDE.

Il nous a paru nécessaire de suivre un plan logique et historique dans une étude successive de la vocation individuelle, de la création des établissements, de la constitution des ordres avant d'en venir aux destinées d'un monde. Comment s'est composé ce monde, comment évolua sa puissance, comment se régularisa la coexistence : nous tâcherons de le comprendre.

§ 1. — Les voies innombrables.

Nous avons dû limiter l'étude des maisons et des ordres à quelques types choisis, dont nous avons retenu les traits originaux et la structure juridique. A peine avons-nous entrevu certains de leurs rameaux, nommé plusieurs

[1] Un tableau de cette invasion complèterait utilement notre article des *Mélanges Lavedan*. Liège, par exemple, eut 13 communautés masculines pendant l'âge classique. G. KURTH, *La Cité de Liège*, t. II, p. 255. On souhaiterait une chronologie parallèle pour chaque ville qui comprendrait les établissements d'hommes, de femmes, les confréries (avec un relevé des chapelles et oratoires).

[2] Ce monde a été décrit par famille — nous allons le voir — et par pays. Rappelons : pour l'Angleterre. Dom D. KNOWLES; pour la Bourgogne, BLIGNY. Des répertoires ont été dressés. L'ouvrage fondamental reste : MAX HEIMBUCHER, *Die Orden und Kongregationen der Katholischen Kirche*, 3e édit., Paderborn, 1933, vol. I.

Bibliographie générale *supra*, p. 298. L'âge classique s'ouvre au moment où Pierre le Vénérable anime Cluny (1122-1157) organise le chapitre général et promulgue ses statuts (1150) que l'on peut lire dans la *Bibl. Clun.*, col. 1353-1376. Voyez Dom Jean LECLERCQ, *Pierre le Vénérable*, Saint-Wandrille, 1947; le recueil *Petrus Venerabilis*, Rome, 1956. — Dans le même temps, saint Bernard glorifie Cîteaux, et sa fondation de Clairvaux est en plein développement. La bibliographie bernardine a rempli 4 volumes en 1891 (JANAUSCHEK). Son continuateur pourra aujourd'hui la doubler. L'article Bernard de Clairvaux, dans *D.H.G.E.* (CANIVEZ) donne les grandes lignes d'une biographie capitale pour l'histoire de la Chrétienté.

Digitized by Google

des grandes familles, laissant dans l'ombre les familles mineures. Notre dessein n'est point de tracer ici des arbres généalogiques : il est simplement de donner une image plus complète, encore que très réduite, du monde des religieux à l'âge classique [1].

DU DÉCRET DE GRATIEN À 1215

Au milieu du XII[e] siècle, Cluny et Cîteaux dominent la scène [2], où tiennent un rôle important mais moins éclatant camaldules et vallombrosiens [3], grandmontains et chartreux [4], Porte-Croix et guillelmites; mainte famille de cénobites et d'ermites [5]; Saint-Ruf, Arrouaise, Prémontré, Saint-Victor, vingt congrégations canoniales [6], maints établissements complexes [7], parmi lesquels plusieurs ordres militaires ou charitables. Presque toutes ces familles subsisteront pendant l'âge classique [8]. Plusieurs sont en pleine croissance au XII[e] et même au XIII[e] siècle [9]. Les autres vivent sans éclat particulier [10].

[1] L'histoire des différents ordres se trouvera plus détaillée dans les autres volumes de cette *Histoire de l'Église :* nous n'avons en vue que le tableau général des *institutions.*

[2] Le développement général des ordres est esquissé dans HAUCK, t. IV, ch. 4. Nous suivrons ici un plan strictement chronologique, nous bornant aux grandes fondations. Le mouvement de l'ère grégorienne a été l'objet d'études toutes récentes. Ainsi J. SEMMLER, *Die Klosterreform von Siegburg*, Bonn, 1959.

[3] Les camaldules maintiennent, sans éclat mais avec ferveur, l'idéal de Romuald et Pierre Damien; Vallombreuse continue d'associer moines et convers, participant à donner un modèle qui sera suivi.

[4] Grandmont est à son apogée, avec plus de 1000 religieux, les chartreux reçoivent leurs *Consuetudines* (1127); cf. A. DE MEYER et J. M. DE SMET, *Guigue et les coutumes des premiers Chartreux*, dans *Acad. flam. de Belgique*, 1951 et *Notes sur quelques sources littéraires relatives à Guigue I[er]*, dans *R.H.E.*, 1953, 168-196.

[5] Les deux ordres de Porte-Croix subsistent en Italie et en Bohême; les guillelmites mènent la vie érémitique en France et en Allemagne; nous ne pouvons signaler toutes les communautés, comme Cava, Montevergine, issues des mouvements de réforme du X[e] et du XI[e] siècle. — Bien que leur histoire reste obscure jusqu'au XIII[e] siècle, nous ne pouvons omettre la *tradition* du *Carmel et des ermites* de Saint-Augustin, qui est attestée bien avant 1140. Sur les Guglielmites, cf. Kaspar ELM, *Beiträge zur Geschichte der Wilhelmitordens*, Cologne-Graz, 1962.

[6] Chacune d'elles a ses historiens et toutes ont un excellent historien, Ch. DEREINE.

[7] Parmi les établissements complexes, aucun ne mérita mieux cet adjectif et aussi une histoire que la curieuse communauté de l'Aubrac, qui réunissait des chevaliers pour la sauvegarde des pèlerins, des clercs et des frères lais, des donnés, des dames de qualité et leurs servants pour le service de l'hôpital. Elle eut grand peine à sauver son autonomie et finit par devenir une sorte de chef-d'ordre.

Les cellites ou alexiens formaient aussi, avec les cellitines, des sortes de cités doubles, au service des malades, en liaison avec les béguinages. Leur nom n'apparaît qu'à la fin de l'âge classique mais on est fondé à croire qu'ils existaient dès le XII[e] siècle. (MENS, dans *D.H.G.E.*, 1953.)

[8] Nous signalerons quelques rares disparitions. HEIMBUCHER, *op. cit.*, contient une notice sur le développement de tous les ordres, pendant l'âge classique. Cluny perdra le premier rang.

[9] Cîteaux connaîtra une progression stupéfiante : en 1134, 34 monastères; à la mort de saint Bernard (1153) : 343; à la fin du XII[e] siècle : 525; à la fin du XIII[e] : 694. Une dizaine de maisons furent fondées dans le Proche-Orient, qui servirent, en même temps que la Papauté les relations entre Orient et Occident. E. A. R. BROWN, *The Cistercians in the Empire of Constantinople and Greece (1204-1276)*, *Traditio*, 1958, p. 63-120. R. Clair, *A.S.O.C.*, 1961, 261-277.

[10] Le destin des camaldules et des vallombrosains est retracé dans *Italia benedettina*, p. 307-356. Voir les articles *Camaldoli* et *Camaldules*, dans *D.H.G.E.*, t. XI, 1949, col. 510-536 (A. DES MAZIS). Nous n'avons pu lire l'ouvrage de A. PAGNANI, *Storia dei benedettini camaldolesi*, Sassoferrato, 1949, ni le recueil des conférences édité en 1953, à l'occasion du neuvième centenaire de la dédicace de l'abbatiale.

Grandmont garde importance en France et en Angleterre. Voyez l'intéressant bullaire

Digitized by Google

Les dernières années du siècle sont marquées par une sorte de fièvre d'austérité, qui se traduit dans des sécessions, des groupes de pénitents, des élans sociaux [11], en général placés sous le patronage de saint Benoît ou de saint Augustin [12], avec peu d'originalités constitutionnelles [13].

APRÈS LE QUATRIÈME CONCILE DU LATRAN

Le coup d'arrêt vint du quatrième concile du Latran. Pour éviter que l'excessive diversité ne crée confusion, le canon 13 interdit toute fondation nouvelle [14] : seules pourront recevoir des recrues les maisons des ordres approuvés [15].

publié par Dom J. BECQUET dans *R.M.* depuis 1956 et ses articles sur *Les institutions...* et *Les premiers écrivains..., ibid.*, 1952, 1953 et 1956. R. GRAHAM, *English historical Studies*, Londres, 1929.

Les chartreux deviennent un ordre en 1164 et comptent plus de 100 monastères au XIV^e^ siècle : C. BOUTRAIS, *La Grande Chartreuse...*, 9^e^ éd., Grenoble, 1952; M. THOMPSON, *The Cartusian Order in England*, Londres, 1930.

Les congrégations de chanoines (prémontrés, augustins, Saint-Victor, génovéfains, etc.) continuent leur œuvre pastorale et scientifique.

De même les ordres militaires : plusieurs d'entre eux viennent de naître : Santiago, Alcantara. Cf. J. F. O'CALLAGHAN, *The Foundation of the Order of Alcantara (1176)*, dans *Cath. Hist. Rev.*, 1961-1962, p. 471-486.

BOTTARELLI fait la chronique des Hospitaliers (Milan, 1940), H. C. REININGER DE BORJA décrit leurs ramifications (*D.É.*, 1954, 316-344). Les hôpitaux se multiplient.

Bénédictines et cisterciennes continuent leurs fondations, qui ne seront jamais aussi nombreuses que celle du premier ordre.

[11] Comme exemple de sécessions, citons Flore et le Val-des-Choux, détachés de Cîteaux par désir d'austérité; un esprit de pénitence inspira le Mont-Vierge, les Flagellants, en 1206, les Pauvres catholiques (nous pourrions ajouter les Pénitents ruraux, par exemple à Vicence, en 1188; cf. *R.S.C.I.*, 1960, p. 203-234); une piété fervente, les Humiliés (1199-1281. *H.E.*, 9, 343); le service social, les Hospitaliers de Sienne, les Hospitaliers de Saint-Jean-d'Acre, fondés en 1189-1190, qui devinrent ordre militaire en 1198 (et sur lesquels on pourra consulter les travaux de E. MASCHKE), les moniales hospitalières de Sijena, dont la Règle est de 1187 (*Studia monastica*, vol. II, fasc. 2, 1960, p. 438), et les trinitaires, autorisés en 1198 par Innocent III (HEIMBUCHER, p. 449). Les groupes dissidents, comme les Pauvres de Lyon, les Vaudois ont aussi une organisation juridique, mal connue et intéressante pour la connaissance des Mendiants. G. G. MEERSSEMAN a publié le *Dossier de l'ordre de la Pénitence*, Fribourg, 1961. Cet ordre, en réalité cette fraternité, d'un caractère si particulier, comme les Humiliés, Pauvres catholiques et autres dont il utilisa les Règles, sera l'objet d'un second ouvrage.

[12] Par exemple les Humiliés suivaient de plus près saint Benoît, les trinitaires, saint Augustin.

[13] L'organisation des ordres anciens fut d'ordinaire imitée. Cependant, apparaît le caractère temporaire du supérieur général, qui est élu pour trois ans, chez les Humiliés.

[14] X III 36 9 *...ne quis de caetero novam religionem inveniat...* Le grand trouble que veut éviter le concile n'inspire à Bernard de Parme qu'une glose de pur romaniste et sans utilité : *Nam novum collegium non potest constitui inconsulto principe* (renvoi au *Digeste*). La double préoccupation du pape est d'empêcher la multiplication des ordres, mais aussi des maisons isolées, comme a bien vu MACCARRONE, *Riforme e sviluppo della vita monastica e claustrale con Innocenz III* (rapport au Congrès international des Sc. hist. à Stockholm). Exemple de succès chez les chanoines augustins de Salzbourg : G. MEERSSEMAN, *Die Reform der Salzburger Augustinerstifte* (1218), dans *Z. f. schweizer. Kirchengesch.*, 1954, p. 81-95.

[15] Innocent déclara qu'il avait autorisé verbalement François d'Assise, mais Dominique n'obtint l'approbation que du pape Honorius III, après avoir, conformément à la décision du quatrième concile du Latran, adopté la règle d'un ordre antérieur, celle des prémontrés. Comment se fit l'adaptation : c'est une histoire instructive pour le juriste et pour l'historien, que l'on trouvera bien exposée par Mandonnet ou par Vicaire. Tandis que Cluny rappelait le féodal, les Prêcheurs se ressentent de naître dans l'âge des municipalités.

Digitized by Google

Comme la plupart des interdits légaux, celui-ci supporta beaucoup d'exceptions. Innocent lui-même donna l'exemple en érigeant un ordre de croisiers [16]. Son successeur accueillit saint Pierre Nolasque lorsque, en 1218, conseillé par Raymond de Pennafort et soutenu par le roi d'Aragon, il fonda l'ordre de la Merci, pour le rachat des captifs [17]. La même chance advint aux dévots légendaires qui, en 1233, se vouèrent au culte de la Vierge Marie [18] et qu'Alexandre IV approuva en 1256, comme son prédécesseur avait confirmé les sylvestrins [19] nés en 1234 et les jeanbonites [20]. Urbain IV ayant refusé son assentiment à Eusèbe de Strigonie, l'évêque de Vesprim reçut les constitutions des ermites de Saint-Paul [21]. En 1264, Pierre Morone obtint l'approbation de la communauté extrêmement sévère qui s'était formée autour de lui et qui porta le nom de saint Damien, jusqu'au temps où son fondateur devint le pape Célestin V [22]. C'est aussi vers le milieu du XIII[e] siècle que carmes et augustins entrent en pleine lumière, dans la cohorte des Mendiants [23].

Le deuxième concile de Lyon constatant ce nouvel afflux qu'il expliquait par l'importunité des solliciteurs et la témérité des Mendiants, réitéra les

[16] « Le plus déshérité » quant aux sources et à la bibliographie, selon la remarque du P. de Moreau, p. 462. Amorcé vers 1210 par Théodore de Celles, qui prêcha la croisade, il se mit, avec quelques compagnons, sous la Règle de saint Augustin et, le 3 mai 1216, il obtint d'Innocent qui, au concile du Latran, avait ajourné la cause, érection d'un ordre de chanoines, avec de nombreux privilèges. Le 1[er] octobre 1248, Innocent IV devait confirmer les constitutions et prendre l'ordre (non exempt) sous sa protection. Des maisons furent fondées au XIII[e] et au XIV[e] siècle dans tous les grands pays de la Chrétienté, la maison-mère demeurant à Clairlieu. Les croisiers partageaient leurs jours entre la contemplation, l'étude et la prédication. Sur les premiers temps, cf. H. van ROOIJEN, *Les origines des Croisiers*, dans *Bulletin...* du diocèse de Liège, 1961, p. 87-113.

[17] Fondés en 1223 par saint Jean de Matha et Félix de Valois, pour la rédemption des captifs. Règle confirmée par Grégoire IX. Ordre militaire jusqu'en 1319. HEIMBUCHER, *op. cit.*, p.571-576.

[18] SOULIER, *Monumenta ordinis Servorum S. Mariae*, t. I et II, Bruxelles, 1897-1898; A. M. ROSSI, *Manuale di storia dell'ordine dei Servi di Maria, 1233-1254*, Rome, 1956. Ordre mendiant.

[19] Règle confirmée par Innocent IV en 1247. Sylvestre Guzzolini voulut suivre la Règle bénédictine avec un souci de grande pauvreté et de jeûne. HEIMBUCHER, *op. cit.*, p. 211-212. *Italia benedettina*, 440-473. Nous n'avons pu voir la revue de l'ordre *Inter fratres*.

[20] Innocent IV confirma leur Règle, proposée par l'ermite Jean Bon, de Mantoue.

[21] En 1254. Ils reçurent la Règle de saint Augustin en 1308, à quoi ils ajoutèrent quelques austérités : HEIMBUCHER, *op. cit.*, p. 588-589.

[22] HEIMBUCHER, *op. cit.*, p. 212-214; art. *Célestins*, dans *D.H.G.E.* Littérature abondante sur le pape Célestin; en dernier lieu FRUGONI-CELIDORIO, Pescara, 1954.

[23] Les articles du *D.H.G.E. Augustin (Ordre dit de Saint-)*, par Melchior de SAINTE-MARIE (1931) et *Carmel*, par M. Th. DISDIER (1949) donnent un excellent résumé de l'histoire de ces deux ordres avec bibliographies abondantes et discordantes. Retenons qu'en 1229, Grégoire IX commence la « transformation de l'ordre érémitique des carmes en ordre mendiant », que l'organisation générale s'accomplit sous Thomas Stock (1245-1265), que les premières constitutions s'inspirèrent des Prêcheurs et furent plusieurs fois renouvelées : L. SAGGI, *Constitutiones capituli Burdigalensis anni 1294*, dans *Anal. ord. Carmelitarum*, 1953, p. 123-185. Quant aux augustins que l'union des anciens ermites, des jeanbonites, des guillelmites (au moins en partie), des brittiniens aboutit en 1256 à leur constitution ferme. (Bulle *Licet ecclesiae catholicae* d'Alexandre IV) : HEIMBUCHER, *op. cit.*, p. 541. La bulle est éditée par A. DE MEIJER et R. KUITERS, dans *Augustiniana*, 1956, p. 3-13. E. A. VAN MOÉ a publié des *Recherches sur les ermites de Saint-Augustin entre 1250 et 1350*, dans *R.Q.H.*, 3[e] série, t. 20.

Digitized by Google

interdits du Latran [24] et supprima les fondations non autorisées par Rome [25].

Pendant soixante-dix ans, le monde des religieux sembla inerte [26] quand une nouvelle floraison se produisit : les olivétains furent autorisés en 1344 par Clément VI [27], les jésuates [28] obtinrent en 1367 l'approbation d'Urbain V, les hiéronymites [29] en 1373 celle de Grégoire XI, qui imposa aux ambrosiens en 1375 la Règle de saint Augustin [30].

Un premier âge du monde des religieux s'achevait [31]. La Chrétienté s'était couverte de toutes les variétés d'ordres et de maisons que pussent rêver des vocations pieuses d'hommes ou de femmes [32]. Cette floraison avait suscité quelque émoi dont les causes nous semblent multiples, et différentes de celles que l'on pourrait aujourd'hui imaginer [33]. Elle fut, on l'écrira par juste image,

[24] VI III 17 c.un. *(Religionum diversitatem)*. La Glose répète la prohibition, dans le droit romain, des collèges non autorisés par le prince. Elle insinue l'inégale valeur des ordres en rappelant que la qualité de la dévotion importe à Dieu plus que la multiplicité des sacrifices.

[25] La plus retentissante suppression fut celle des Frères du Sac, qui, en un quart de siècle, avaient fleuri de l'Écosse à la Palestine, fondant plus de 100 maisons réparties en 7 provinces. Voyez les articles d'A. H. Little dans *E.H.R.*, 1894, p. 121-127 et surtout ceux de R. W. Emery dans *Speculum*, 1943, p. 323-334 et 1960, p. 591-595. R. I. Burns esquisse l'histoire de la maison de Valencia : *Speculum*, 1961, p. 435-438. Nombreuses lettres pontificales sur la liquidation des biens. *Reg. Martin IV*, 388; *Reg. Bon.*, 4038, 4073, 4975. L'ordre de la Pénitence fut parmi les victimes. Cf. c. r. de l'ouvrage de Giacomozzi dans *B.T.A.M.*, VII, 1627.

[26] Peu de fondations véritables. En revanche la congrégation bénédictine de Chalais s'éteignit en 1304 (Bligny, 395) et le Temple fut condamné au concile de Vienne (1311).

[27] Bernard Tolomei a quitté le Siècle en 1313 et le premier abbé de sa fondation avait été élu dès 1337 : Dom Lugano, *Inizi e primi sviluppi della Instituzione di Monte Oliveto (1313-1348)*, dans *Benedictina*, I (1947), p. 43-82. Historiographie chez G. M. Picasso, *Aspetti e problemi della storia della Congregazione benedettina di Monte Oliveto*, dans *Studia monastica*, vol. 3, fasc. 2, 1961, p. 383-408.

[28] Institués à Sienne vers 1360 par Colombini. Ordre pénitentiel et charitable. Heimbucher, *op. cit.*, p. 596-597.

[29] Ignacio de Madrid, *La Orden de S. Jeronimo en España. Himeros passos para una historia critica*, dans *Studia monastica*, vol. 3, fasc. 2, 1961, p. 409-428, présente bibliographie et sources. L'histoire de la fondation est chez Sigüenza, *Historia de la Orden de San Jeronimo*, t. I, Madrid, 1907.

[30] Heimbucher, *op. cit.*, p. 598.

[31] On ne verra plus guère fleurir les formes classiques. L'avenir est aux fondations hospitalières, qui se multiplient dès le XIV[e] siècle.

[32] Les seconds ordres suivirent de loin le développement des ordres masculins. Leur importance est beaucoup moindre.

Comme au terme de notre esquisse sur les communautés masculines, nous tenons à exprimer notre regret de ne pouvoir consacrer une seule page à tant de communautés féminines dont l'organisation mérite une étude. Les excuses sont la pauvreté des archives, le secret des cloîtres, leur isolement, l'ordinaire modestie des éléments de la Puissance. Que savons-nous, par exemple, des chartreuses? Point de statuts, de chapitres, de chroniques. Comment le très ancien monastère de Prébayon a-t-il voulu vers 1140 adopter les observances cartusiennes? Après le savant Anonyme, M[me] de Fontette l'a recherché au mieux et en vain. Égal mystère pour Bertaud, en 1188. Il semble que la prieure est simplement *assistée* par des clercs rendus, sorte de chapelains, jusqu'en 1260. Il y a trois catégories de religieuses, une longue probation, une curieuse liturgie de consécration, un mode de vie plus souple que chez les hommes : réfectoire, promenade quotidienne, infirmerie.

Des nouveaux ordres suscitaient la naissance d'une branche féminine (trinitaires, olivétaines, etc.) Particulièrement varié fut le développement des hospitalières.

[33] Les relations entre l'Église séculière et le monde religieux — que nous étudierons au livre VI — seraient loin de tout expliquer : on ne craignait pas, comme aujourd'hui, la concurrence des vocations entre les deux clergés. Ce sont les familles religieuses elles-mêmes qui s'offensaient de nouvelles fondations où elles voyaient une menace pour un recrutement, une critique au moins tacite de leur sens de la perfection, une dispute de la clientèle. Quant aux laïcs, ils ne comprenaient pas toujours les fondateurs ni les nuances de leurs intentions.

Digitized by Google

de couleur variable : dans les rues de nos villes, dominèrent successivement le noir, le blanc, le gris ou le marron, et ces changements visibles [24] laissaient deviner un changement dans la Puissance, que nous allons maintenant esquisser.

§ 2. — Évolution de la Puissance.

Blanc, noir ou marron, il s'agit d'un monde qui, par l'habit même, signifie sa séparation de la masse des chrétiens et qui constitue une Puissance. Que les éléments de cette puissance aient beaucoup varié pendant l'âge classique, on le constate sans peine.

MONTÉE DE LA PUISSANCE

L'autorité grandit au dedans et au dehors, dans tout le cours du XII[e] et du XIII[e] siècle. Au dedans, les progrès du gouvernement central nous ont émerveillés dès les premiers temps de Cîteaux : le chapitre général en est la plus notable manifestation et nous avons vu se développer le gouvernement régional. Presque partout, une assemblée périodique exerce le pouvoir législatif, un supérieur préside chaque ordre, un provincial chaque région. En un certain sens, le monde des religieux est à la fois parlementaire et constitutionnel, centralisé et déconcentré. Les attributs de la Puissance : loi et règlements, justice et police appartiennent sans conteste aux monastères. *Bannum, justicia :* jusque vers la fin du XII[e] siècle ces termes marquent la concession de droits souverains aux abbés sur les terres de leurs domaines.

Au dehors, ministère et magistère furent pour les Mendiants l'occasion d'exercer la juridiction aux deux fors ecclésiastiques [1].

La richesse des religieux a subi comme leur autorité deux grandes crues : cisterciens ascétiques et Mineurs mendiants ont été comblés de biens. Au XIII[e] siècle, le pouvoir économique des religieux est tel que nous devrons lui consacrer un examen particulier vers la fin de ce chapitre [2].

Quant au prestige, il fut de l'ordre spirituel aussi longtemps que dura la ferveur primitive des ordres et encore d'une élite de fidèles, que pouvait séduire la voie des conseils : c'est dire qu'il suivit la courbe de la dévotion.

LE DÉCLIN

Que l'apogée de la puissance des religieux soit au milieu du XIII[e] siècle, il n'est personne pour en douter. Aux environs de 1280, s'annonce le déclin général : aucun des éléments

[24] On sait quelle importance a, dans l'ordre, le costume. Il précise et il proclame le choix d'une famille, d'une spiritualité. Les religieux et surtout les religieuses tiennent au moindre détail, au moindre signe distinctif, comme à une profession de foi. Plus généralement, on peut voir aux Décrétales l'importance de l'habit : s'il ne fait pas le moine, il est cependant interprété comme une adhésion. Nous l'avons vu, dans le monastère, où le port de l'habit de profès peut être tenu pour profession tacite. De même, le clerc qui porte habit monastique est traité comme moine s'il persévère X III 31 3 *(Ut clerici)* à moins, remarque le glossateur, qu'il n'y ait juste cause de *dissimulatio*, bon dol, comme le prouvent C. 23 q. 2 c. 21 (*Utilem dissimulationem :* Jérôme) et q. 3 c. 2 (*Dominus noster :* Augustin).

[1] Ils régissent des paroisses et ils administrent la pénitence. C'est par les Mendiants que l'autorité des religieux sur les laïcs se développa. Nous en verrons au livre VI les conséquences.

[2] Objet de la dernière section, et déjà, de plusieurs paragraphes antérieurs.

Digitized by Google

de la Puissance ne se maintient : le recrutement s'affaiblit [3], les libéralités diminuent [4], l'autorité comme le prestige sont atteints par des malheurs multiples que nous aurons à évoquer [5].

Les centres de la Puissance ont subi à l'intérieur même de ce monde des religieux, comme dans le monde des États, de fortes oscillations. Il est clair que les formes nouvelles répondent à des besoins nouveaux : chacune des grandes fondations attire les sujets, les libéralités, les privilèges. Cluny a reculé devant Cîteaux et tout l'ordre monastique devant les Frères [6]. Une comparaison historique entre les forces respectives de chacun des ordres illustrerait ces vérités élémentaires et des statistiques assez nombreuses nous permettraient de suivre exactement la destinée de ces émules dont nous connaissons mieux les aventures que les moyens véritables [7].

La plus grande force de renouveau et de rayonnement vient de la ferveur exemplaire. Dans l'exemple d'une fidélité à l'idéal de perfection réside le secret profond de la Puissance. C'est la piété des religieux qui en assure tous les éléments. Les signes ne manquent point d'un grand élan vers Dieu, la Vierge et les saints au XII[e] et au XIII[e] siècle. Ni d'un relâchement au XIV[e], dont les causes sont apparentes dans le Siècle et dans les ordres. Le Siècle se détache de la foi et surtout des institutions de l'Église. Les ordres se laissent affaiblir par des facilités contraires à la perfection : indiscipline, pécule et mondanité [8].

[3] Les statistiques de fondation et de population d'établissements concordent à montrer cette chute. On ne construit plus guère à partir de 1300 et les effectifs baissent en toute maison, par l'effet non seulement des pestes et des guerres, mais aussi du manque de vocations.

[4] Les cartulaires sont quasi-unanimes à en témoigner.

[5] Guerre de Cent Ans, pestes, sécession de provinces (ainsi, à Cluny au milieu du XIV[e] siècle). Voyez H. DENIFLE, *La désolation des églises... pendant la guerre de Cent Ans*, t. 2, 1899 et RENOUARD, dans *Population*, 1948, p. 459-466. La guerre détruisit beaucoup de maisons et la peste en dépeupla un plus grand nombre. Les transformations de l'économie sont ruineuses pour les monastères, établis sous un régime agricole et autarcique.

Une étude très dense sur l'état actuel des recherches concernant les fléaux qui éprouvèrent les maisons religieuses (comme toute la Chrétienté) vient de paraître : E. CARPENTIER, *Autour de la peste noire. Famines et épidémies dans l'histoire du XIV[e] siècle*, dans *Annales (Économies, sociétés, civilisations)*, 1962, p. 1062-1092.

[6] En Angleterre, par exemple, peu de fondations bénédictines ou cisterciennes ou canoniales après 1200. Montée verticale des Mendiants au XIII[e] siècle. Croissance des augustins dans la seconde moitié du siècle, et des carmes.

[7] Une excellente méthode pour apprécier exactement ces forces est celle que suit Mlle F. COUTANSAIS, *Un projet de Gallia monastica. I. Abbayes bénédictines du diocèse de Reims. Quelques résultats obtenus*, dans *R.H.E.*, 1961, p. 793-813. On voit dans un grand diocèse péricliter le patrimoine (ainsi à Mouzon, à Saint-Thierry), aliéner des domaines, unir des prieurés et des prévôtés à la mense abbatiale. De nombreux synodes attestent la décadence des bénédictins, qui étaient si prospères au début de l'âge classique : dans tous les diocèses de Bourgogne, ils avaient la majorité des monastères, 65 % et dans certains, comme Lyon, ils dépassaient 80 %.

[8] Règles et statuts avaient beau rappeler que le religieux ne doit rien posséder en propre, moines, chanoines et jusqu'aux frères, tous se mettent à disposer d'un pécule. Voyez, par exemple, É. DE MOREAU, *op. cit.*, t. III, p. 459 et 489 pour la seule Belgique. Incessante est la protestation des synodes. On lira, par exemple, Château-Gontier, 1253, c. 26; Saumur, 1253, c. 16; Fritzlar, 1259, c. 6; Londres, 1268, c. 41; Salzbourg, 1281, c. 4; Bourges, 1286, c. 19; Cologne, 1310, C. 28; Trèves, 1310, c. 40.

L'insubordination était, nous le verrons, fréquente, la coquetterie répandue, le goût de la distraction aussi commun dans les monastères d'hommes que dans les communautés féminines.

Digitized by Google

L'observation de la Règle avait perdu de sa rigueur. Trop de religieux avaient leur résidence personnelle, obtenaient un régime alimentaire ou se le procuraient à l'infirmerie [9]. Des adoucissements avaient transformé le menu quotidien et la cellule.

Entre la génération de saint Bernard et celle que le Grand Schisme allait désorienter, il semble que le ressort de la vie et des institutions religieuses ait perdu de sa force et, en bien des lieux, se soit brisé. Malgré des déboires, la richesse avait sécularisé des maisons créées pour la pratique du détachement.

Des mesures avaient été prises, pourtant, afin d'éviter un déséquilibre, de permettre la mobilité d'un monde que menaçaient les périls d'une constitution rigide [10]. Nous allons les examiner.

§ 3. — Régime de la coexistence.

Nul moyen ne s'offrait pour une répartition harmonieuse des hommes et des biens dans ce monde puissant. Le propre du royaume des aspirants à la perfection, c'est que sa fortune dépendait de vocations et d'attraits individuels. Une étude psychologique de l'ascendant du fondateur et de son mode de vie, des motifs de confiance des donateurs et testateurs nous révèle quelques-uns des secrets de la Puissance du monde des religieux et de chacun des ordres [1].

Cependant, des barrières furent posées, pour empêcher les heurts; d'autres furent levées, pour favoriser les contacts dans un monde si exposé aux méfaits de la Puissance.

BARRIÈRES

Circuit réservé. — La prudence conseillait d'assigner à chaque maison une zone de rayonnement où nul ne pourrait construire un édifice. En même temps, que la concurrence des ordres était atténuée par la distance, et aussi la rumeur des sonneries ou des chants, cet espace interdit pouvait permettre l'extension de bâtiments devenus trop étroits. Plusieurs couvents franciscains de l'Italie centrale obtinrent d'Alexandre IV une réserve de 300 cannes [2], Clément IV étendit

[9] Les registres des évêques anglais nous révèlent toutes ces fraudes à la loi.

[10] MOORMAN, *op. cit.*, p. 243, 254, 335, 337.

[1] Chapitre essentiel dans l'histoire de la psychologie religieuse : d'où vient l'ascendant du maître et la résonance de son appel? Il nous faudrait une analyse des âmes, poussée aussi profondément que le permettent nos médiocres moyens d'investigation. Toutes les sciences qui s'appliquent à l'examen des caractères, des complexes, des états physiques et mentaux devraient concourir (sans impérialisme) à la recherche. Le ralliement subit d'enthousiastes souvent imprévus pose devant la psychologie collective, la sociologie concrète, des problèmes passionnants. Que de riches marchands se concertent tout à coup pour vivre ensemble dans la mortification, c'est mieux qu'une anecdote! Cependant de si étonnantes aventures sont trop souvent abandonnées aux purs hagiographes ou aux littérateurs.

[2] Fano, Bologne, Macerata, Ascoli, etc. d'après GRATIEN, *op. cit.*, p. 585, qui renvoie au *Bull. fr.*, t. II. La canne, selon DU CANGE, est de 10 pieds, c'est-à-dire de 3 mètres. Il semble que la longueur en varie selon les pays, pouvant tomber à un mètre.

Digitized by Google

la règle à toutes les maisons de Mendiants [3]. En 1268, il confirma cette disposition puis réduisit à 140 cannes [4]. Mesure que garda Boniface VIII, en ordonnant au conservateur de l'ordre des Prêcheurs de faire détruire toutes églises, tous oratoires construits au mépris de ces limites dans la province romaine [5]. Par la suite, il réduisit encore la distance : mais le principe de l'écart subsista pendant tout l'âge classique.

C'est avec la même intention de paix que ces papes subordonnèrent à leur autorisation les opérations immobilières des ordres mendiants, qui troublaient aussi bien les rapports entre les ordres qu'avec les autorités ecclésiastiques et séculières [6].

Accords sur les zones d'action. — Des accords pouvaient s'établir entre les ordres pour une répartition des territoires à occuper ou à évangéliser [7].

Poser des limites à l'expansion d'une maison ou d'un ordre, c'était empêcher les disputes de voisinage. Établir des échanges pacifiques, c'était favoriser la survie ou le renforcement d'ordres ou de maisons menacés d'anémie ou de ruine [8].

EFFETS DU TRANSITUS

A ce renforcement des ordres sévères contribua le *transitus* [9]. Puisque seul était autorisé le passage à un ordre plus rigoureux, il est clair que cette exigence permettait la réception d'une élite dans des maisons moins attrayantes, en même temps qu'elle assouplissait les relations entre les familles religieuses.

[3] *Bull. fr.*, t. III, p. 59.

[4] *Regesta*, n° 172, 20 nov. 1265, aux Mineurs : *concedit eis, ne liceat aliis ordinibus in paupertate fundatis, infra spatium trecentuum cannarum ab ipsorum ecclesia aliquod monasterium, ecclesiam, vel oratorium edificare.* — N° 632, 5 juin 1268 : *Significat eis, se constitutionem, qua ipse prius inhibuerit ordinibus fratrum in paupertate constitutis, ac monialibus cujuscumque instituti, ne monasteria construerent vel acquirerent infra spatium cannarum ab ecclesiis ordinis minorum, moderari, et spatium predictum ad CXL cannas reducere* (Lettres aux Mineurs et aux Prêcheurs).

[5] *Regesta* n° 2535, 22 avril 1298 : *Quod tanquam conservator ordinis Predicatorum faciat demoliri ecclesias et oratoria constructa in Romana provincia infra spatium C et XL cannarum ab ecclesis seu oratoriis eorumdem.*

Venerabili fratri... episcopo Senensi.

Ei mandat ut Clementis ordinationem qua statuit ut Fratrum Minorum, Penitentia Jesu Christi, beatae Mariae de Monte Carmeli, Heremitarum Sancti Augustini, Sanctae Clarae aliorumque ordinum in paupertate fundatorum et cujuslibet alii ordinis extruenda cenobia, ecclesie vel oratoria CXL cannis distent ab edibus sacris O.P. et ut infra hoc spatium constructa diruantur, per censuram ecclesiasticam exerceat.

[6] VI V 6 c. un *(Quum ex eo)*. Encore une décision modératrice de Boniface VIII !

[7] De ces ententes nous restent moins de traces que des rivalités : on ne peut admettre que des supérieurs n'aient point fait prédominer la raison sur l'impérialisme. La Papauté procédait à des partages pour les missions comme pour l'Inquisition. Nous avons vu le partage de l'Italie entre les Mendiants pour la recherche des hérétiques. Les missions, elles aussi, donnèrent lieu à des réserves. Voyez, par exemple, Clément IV, n° 113.

[8] Le Saint-Siège est aussi intéressé que l'ordre au maintien de certaines maisons.

[9] Moyen de permettre et de modérer la mobilité des ordres comme des vocations. Les ordres rigoureux recevaient par ce système l'apport utile des plus zélés parmi les religieux de toutes les familles.

Digitized by Google

TRANSFERTS DE MAISONS

Bien des maisons périclitantes furent sauvées par le passage à un ordre plus vigoureux. Il s'agissait d'une cession pure et simple, parfois d'un *transitus* collectif où l'on n'exigeait point l'ascension à une vie plus austère [10]. Cette disposition des monastères, même non exempts, manifestait la volonté du Saint-Siège d'assurer la stabilité des établissements religieux, en les transférant, s'il convenait, à un ordre imprévu dans la fondation. La coexistence était facilitée par les décisions pontificales, qui, par sages substitutions, délivraient un ordre du poids de communautés branlantes; par échanges, favorisaient le regroupement des biens; par disposition budgétaire, permettaient la sustentation de deux maisons associées; par ventes forcées, tentaient de terminer les disputes [11]. Assurer un bon équilibre était sans doute, le but normal : mais dans la carte des maisons religieuses, beaucoup de changements s'expliquent aussi par la politique romaine [12].

Conclusion.

Ainsi s'épanouissait dans toute la Chrétienté un monde dont la démographie, les régimes, les moyens d'influence, les relations internes changeaient à tout moment. Spontanément ou par intervention du Saint-Siège, le problème de la coexistence avait été abordé, de diverses manières résolu. Mais la coexistence n'est point l'unité! Elle peut être orageuse et, même pacifique, elle signifie une pluralité de sujets appelés à vivre distincts et résolus à l'entraide ou à la concurrence. S'agissait-il d'un monde étroitement uni, en marge des deux autres mondes qui composaient la Chrétienté ou divisé contre lui-même au point de troubler la vie de la Chrétienté? C'est le problème que nous devons maintenant aborder.

SECTION II. — MESURE DE L'UNITÉ.

Ce monde bien distinct, doté de moyens d'action et prémuni contre des occasions d'ébranlement, qu'il encourt comme tous les mondes, maintenu par des liens de solidarité, est soumis, cependant, aux risques de la désagré-

[10] Ces transferts sont un indice de la vitalité des ordres en chaque région. Un recensement pourrait être fait dans les Registres pontificaux. Voyez, par exemple, la concession d'un couvent où ne demeurent plus que quatre Frères de la pénitence, vieux et impotents, à un couvent d'augustins : Boniface VIII, 371. Les quatre religieuses d'un monastère ruiné de bénédictines sont transportées avec leurs biens, tout en gardant leur Règle, dans une maison d'augustines : *Ibid.*, 4991. Remplacement de bénédictines par des dominicaines : *Ibid.*, 3975.

Aux guillelmites, Boniface concède l'église des Mineurs à Anagni : *Ibid.*, 5283. Aux cisterciens, par voie d'échange, il fait passer un prieuré bénédictin : *Ibid.*, 3699.

[11] Boniface VIII nous a donné des exemples de délivrance (*Reg.* 371 et 4991); d'une idée de regroupement (*Ibid.*, 3699). Exemple d'arrangement budgétaire : Clément IV, 132. Les conflits entre maisons voisines aboutissent à Rome : les bénédictins de Naples furent contraints à l'échange demandé par les Mineurs : *Reg. Bon.* 3553.

[12] Désir de complaire à une puissance (exemple : à la reine de Sicile : *Reg. Bon.* 3975); de châtier des adversaires (Boniface contre les Colonna). La transmission des biens d'ordres supprimés ferait tout un chapitre.

Digitized by Google

gation [1]. Observons sa vie interne pour démêler ces consonances et dissonances qui nous feront connaître la mesure de son unité.

§ 1. — Consonances naturelles ou imposées.

Par leurs aspirations et leurs actions, par la discipline commune que leur impose le droit canon, les religieux forment un monde harmonisé [1].

ASPIRATIONS ET ACTIONS

Modes de vie. — Tous ont choisi la voie des conseils et prononcé des vœux identiques : la chasteté, comme les clercs et, à la différence des clercs, la pauvreté, l'obéissance absolue [1a]. Qu'ils aient le sentiment d'une profonde solidarité, la rencontre de Dominique et de François en serait le symbole [2]. Le même *status vitae* les réunit dès le moment de la profession [3].

Parentés. — Si chaque ordre a son originalité, que de parentés dans les Règles! Chanoines et Mendiants ont, en somme, une structure monastique [4]. Règles et institutions se font, nous l'avons vu, des emprunts réciproques [5]. Tous les cénobites sont fils de saint Benoît [6], tous les fils de saint Augustin vivent en cénobites et les Prêcheurs sont des chanoines finalement monachisés. Les Mendiants, si distants à l'origine, ont vite convergé [7]. Des associations, des affiliations rapprochent ou confondent des ordres tout entiers [8].

Intérêts. — Des ennemis ou des adversaires communs leur imposent une action commune [9]. La lutte contre l'Islam et contre l'hérésie exige le dévouement personnel et le soutien financier. Dans l'Université, ils

[1] Il s'agit bien d'un monde en création continue, où l'idéal de perfection ne cesse de se renouveler. Aucun ordre ne mourra de mort naturelle.

[1a] Nous avons marqué dans le livre I[er] ce surcroît d'obligations, la condition quasi-servile de tous les religieux, sous le pouvoir dominatif du supérieur.

[2] Le doute est opportunément rappelé dans un compte-rendu de la *R.H.E.*, 1961, mais le symbole demeure. Et l'on ne peut douter de l'amitié de saint Bernard pour Guillaume de Champeaux, de son estime pour Gheroh de Reichersberg : *Mendola*, t. I, p. 127.

[3] La comparaison des formules ferait-elle apparaître des différences fondamentales?

[4] Le chartreux anonyme le constate pour les chanoines et bien des traits rapprochent le mendiant du moine plus que du séculier. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, 571 et 573. Hugues de Fouillon montre l'unité de la vie claustrale. *Mendola*, t. I, p. 129. Des compromis s'établissent entre les institutions des moines et celles des chanoines : *Ibid.*, 121, n. 5. Les Templiers eux-mêmes ont emprunté à saint Benoît et à Cîteaux : *Ibid.*, p. 137.

[5] On sait le rôle de Cîteaux dans l'organisation des Templiers. G. Schnürer l'a montré et plusieurs précisions ont été apportées par G. de Valous et Dom J. Leclercq. Rappelons les rapports Cîteaux-Prémontré (Bibliographie dans Dom COUSIN, *op. cit.*, p. 273), Cîteaux-Vallombreuse (*A.S.O.C.*, 1952, p. 379-495).

[6] B. SCHNEIDER, *Cîteaux und die benediktinische Tradition*, dans *Analecta S. ordinis Cisterciensis*, 1960, p. 169-254; R. DUVERNAY, *Cîteaux, Vallombreuse et Ét. Harding*, dans *A.S.O.C.*, 1952, p. 379 et suiv.

[7] R. B. BROOKE (*Early Franciscan Government*, p. 293-300) compare les constitutions de Narbonne (1260) et les constitutions dominicaines.

[8] Savigny s'unit à Cîteaux en 1147, soit 30 monastères normands, français et anglais : Jacqueline BUHOT, *L'abbaye normande de Savigny, chef d'ordre, fille de Cîteaux*, dans *Le Moyen Age*, 1936. Calatrava s'affilia à Cîteaux : J. F. O'CALLAGHAN, *The affiliation of the Order of Calatrava with the Order of Cîteaux*, dans *Annales S. Ordinis Cisterciensis*, 1959, p. 161-193. La fusion des ermites augustiniens obtenue en 1256 par la Papauté offre un bel exemple de ces unions raisonnables.

[9] Les ordres alimentaient le trésor pontifical et plusieurs participaient à la prédication de la Croisade; ils concouraient dans l'Inquisition.

Digitized by Google

rencontrent la résistance des maîtres séculiers et dans toute l'Église la résistance des évêques, soucieux de conserver le monopole de la science et de la juridiction [10].

Ainsi, ces groupes d'élite ont-ils choisi un mode d'existence qui les unit à l'orée des chemins de la perfection, ils se communiquent des exemples et des modèles, ils affrontent les mêmes obstacles, qui les fortifient. Ils créent des associations à but spirituel et temporel [11]. Entre eux, spontanément, devant toute difficulté, ils établissent un lien de fraternité [12].

Le désordre, voire l'anarchie qui eussent résulté de l'effervescence des inspirations est évité par l'identité générale d'espérance, souvent de besoins, parfois d'intérêts. Cependant, l'équilibre eût été instable si des fondements communs n'eussent été posés par une autorité suprême.

FORMATION D'UN DROIT COMMUN

Chaque ordre est singulier, né d'un élan, d'une aspiration particulière, chacun a son droit spécial. Mais le premier des objets du droit universel est d'imposer à tous une sorte de Règle commune. Les conciles œcuméniques et les décrétales en ont été les sources naturelles et le *Corpus* a partout répandu leurs richesses [13].

La maison. — Les maisons eussent offert le spectacle d'une variété infinie, si la Papauté n'avait édicté quelques exigences uniformes. Par hantise du recrutement, des monastères concurrents, eussent accueilli (ou continué d'accueillir) des enfants, sains ou maléficiés, sans les interdits romains [14]. Les Mineurs et, après eux, d'autres militants apostoliques eussent engagé des enthousiastes dans une prédication périlleuse de la pénitence si Rome n'eût imposé le noviciat [15]. Avec le même soin, elle imposa des normes générales de la profession [16].

Par fantaisie pieuse ou libérale, des rigueurs ou des douceurs eussent travesti le mode d'existence, faute des prescriptions rigides des décrétales [17],

[10] Nous évoquerons ces luttes dans notre sixième livre.

[11] Les monastères ainsi associés se communiquent chaque année leur rouleau des morts (dont la conservation partielle nous fournit beaucoup de renseignements). Outre cette union de prières pour les défunts, ils se prêtent un secours mutuel, en particulier pour la réception de leurs sujets. Cf. Dom BERLIÈRE, *Les fraternités monastiques et leur rôle juridique*, Bruxelles, 1920, étude qui a été enrichie par des articles de la *R. lit. et monast.*, 1926 et 1927.

[12] MEERSSEMAN, *Concordia inter quatuor ordines mendicantes*, dans *A.F.P.*, 1934, p. 75-98.

[13] En regroupant toutes ces décisions, nous ébaucherons le *corpus* du droit commun. Gratien n'avait accueilli aucune des Règles qui eussent créé discordances et sa contribution à l'unité est faible. On trouve davantage dans les collections de Décrétales, encore qu'il subsiste une masse d'ombre.

[14] Célestin III (1191-1198), X III 31 14 *(Quum simus)*. La Papauté impose à tous les ordres le respect de la liberté personnelle : grand progrès dans l'histoire humaine. Théoriquement, il n'y a plus de vocation contrainte.

[15] Honorius III, en 1220, bulle *Cum secundum*.

[16] Depuis Alexandre III, série de décrétales dans le titre *De regularibus*. La profession n'exige point prise d'habit (c. 13). En revanche, le port de l'habit de profès engage (c. 9 et 22). Et la profession suppose lucidité (c. 15) et, en principe, *probatio* (c. 16). Les conséquences de la *conversio conjugatorum* sont les mêmes dans tous les ordres.

[17] Le titre *De statu monachorum et canicorum regularium* est une sorte de Règle générale de vie. La Glose initiale fait observer que ce titre est le pendant du *De vita et honestate clericorum*. Au-dessus de toutes les Règles, il établit le statut général des religieux.

Digitized by Google

qui affermissent le triple vœu, préservant la chasteté par la clôture [18], définissant la pauvreté contre les intempérances contradictoires [19], exigeant la stricte obéissance [20], codifiant les obligations quotidiennes [21]. Enfin, on imagine la sarabande des fervents et des désabusés de la perfection si la communication entre les ordres n'avait été modérée par la règle du *transitus* [22].

Nécessaire pour les monastères, canoniales et couvents, ce droit commun paraît indispensable — encore que plus souple et limité — aux établissements complexes. Peut-on présumer la confusion des monastères doubles et des hôpitaux, des béguinages et des commanderies, si Rome n'avait surveillé leur développement [23]?

Les ordres. — La structure des ordres doit beaucoup à l'imitation et à l'entraide : sa part d'uniformité fut composée par les autorités œcuméniques. Une institution aussi importante que le chapitre provincial, invention du monachisme, ne fut généralisée, régularisée que par l'œuvre du IV[e] concile du Latran [24]. On en peut dire autant du chapitre général, de la visite [25]. En somme, centralisation et décentralisation de ces grands corps furent encouragées par une loi commune [26].

Le monde des religieux, nous l'avons vu, a été préservé de l'émiettement par le barrage du quatrième concile du Latran [27] (plus d'ordre nouveau!) et du deuxième concile de Lyon. L'un des buts des conciles œcuméniques et des décrétales fut de procurer paix et réforme. Rarement, il s'agit de tel ou tel ordre, bien que les troubles fussent très inégalement répartis. Canons et décrétales ont un caractère général, imposent partout une discipline fondamentale.

Encore fallait-il que cette discipline fût observée. Le moyen de s'en assurer est le contrôle permanent de toute la hiérarchie. A la vérité, il ne fut que partiel et intermittent. Les évêques étaient paralysés par les exemptions et les légats pontificaux ne paraissaient que de loin en loin et pour une inspection souvent superficielle. Cependant les infractions étaient assez fréquemment dénoncées pour que la loi universelle fût, dans ses grandes lignes, respectée [28].

[18] Boniface VIII l'impose à toutes les moniales. Cette décision souleva de nombreuses difficultés. Exemple dans *Reg. Bon.* 4899.

[19] Excès de richesse ou de détachement.

[20] Voyez, *supra*, p. 187-188.

[21] Interdiction aux moines et chanoines de vivre seuls, prescriptions relatives à la nourriture, au vêtement.

[22] *Supra*, p. 222-223.

[23] *Supra*, ch. I, s. 3. L'intervention du Saint-Siège pour la réforme des monastères est constante. Bon exemple du mandat donné par Grégoire IX à trois commissaires pour Redon, dans *Z.S.S., K.A.*, 1953.

[24] *Supra*, p. 491.

[25] Au moins par voie indirecte et insinuation.

[26] Toute la politique romaine tend à l'équilibre par ce double mouvement : fortifier à la fois la tête et les membres, consolider l'ordre en organisant les provinces.

[27] Latran IV, c. 13 = X III 36 9 *(Ne nimia)*.

[28] Rome recevait des plaintes ou percevait des médisances, des ironies. Elle maintenait une certaine harmonie dans les droits et les sanctions des ordres jusqu'au for interne :

Digitized by Google

C'est une des œuvres de la Papauté d'avoir constamment réformé [29], peu à peu rapproché les familles, diverses jusqu'à la contradiction, que faisait naître l'enthousiasme des réformateurs. L'âge classique s'ouvrit dans la dispersion et il s'acheva dans une certaine harmonie.

Des élans analogues, une législation positive, une surveillance sans œillères concourent à un droit commun, tendent à former un grand ordre des religieux. Aurait-on déployé tant d'efforts si des risques de tension ou de désagrégation ne les avaient suscités? Tant de familles sauraient-elles résister aux ferments de la discorde intérieure et extérieure? Une réponse affirmative démentirait ce que nous attendons des hommes.

§ 2. — Occasions de discordes.

Sous l'apparente unité, que de divergences et de guerres! Toute maison, un jour ou l'autre, est divisée contre elle-même; tout ordre est tiraillé entre des familles d'esprit et tous les ordres ont l'occasion de manifester leurs divergences.

CRISES DOMESTIQUES *Difficultés constitutionnelles.* — A l'intérieur de la maison, les inégalités créent des tensions : entre prêtres et frères, titulaires des divers offices, chefs et sujets.

Que la première de ces inégalités fût génératrice de guerre, Sempringham et Grandmont suffiraient à nous le prouver [1]. A Sempringham, la révolte éclata en 1165 et son seul fondement véritable paraît être la dureté de l'assujettissement des frères [2]. Un assortiment de griefs probablement calomnieux, pimentait la bonne raison [3]. Pape, roi, archevêque durent intervenir. Gilbert subit quelques rigueurs et sortit victorieux de l'épreuve, mais pendant plusieurs années le trouble se prolongea [4].

C. C. Uyttenbroek, *Le droit pénitentiel des religieux de Boniface VIII à Sixte IV*, dans *Études franciscaines*, 1935, p. 171-189 et 306-332.

[29] Les grands papes réformateurs du monachisme furent : Innocent III, Honorius III, Grégoire IX et Benoît XII, dont la bulle *Summi magistri dignatio* du 20 juin 1336, communément appelée *Benedictina*, contient un programme complet de réorganisation de la vie bénédictine : *Bullarium de* Cocquelines, III, 2, 214-239. Cf. *D.H.G.E.*, au mot *Benoît XII;* la notice de P. Fournier dans l'*Hist. littér. de la France*, t. 37 et G. Mollat, *Les papes d'Avignon.*

[1] La recherche de ce que fut l'unité entre moines et convers a été l'objet d'une session d'études cisterciennes aux Pays-Bas. Compte-rendu dans *Studia monastica*, vol. 2, fasc. 2, 1960, p. 420.

[2] Dom D. Knowles, *The Revolt of the Lay Brothers of Sempringham*, dans *E.H.R.*, L (1935), p. 465-487. — Un dossier de 17 lettres relatives à cette affaire a été publié, avec introduction, par R. Foreville, *Un procès de canonisation à l'aube du XIII^e siècle (1201-1202). Le livre de saint Gilbert de Sempringham*, Paris, 1943, p. 83-110. La date de 1165-1167 a été établie par Mlle Foreville, qui corrige sur ce point R. Graham, *op. cit.*

[3] L'accusation portait : relations coupables entre chanoines et nonnes; exigence d'une seconde profession contraire à la première et serment insolite; dissimulation de lettres apostoliques. Dom Knowles tient les accusateurs pour de mauvais sujets jaloux et Mlle Foreville, après un examen très indépendant de celui de Dom Knowles, pour une bande organisée de malfaiteurs.

[4] Jusqu'à la mort de Gilbert (1189), malgré les adoucissements à la Règle : Foreville, *op. cit.*, p. 88-99.

Digitized by Google

Vingt ans plus tard, un excès contraire de la Règle, une disproportion inverse provoquait à Grandmont le même désordre. Le partage entre clercs et convers reposait sur l'illusion d'une coupure entre spirituel et temporel. Comment les convers, maîtres véritables de la richesse, auraient-ils échappé à la tentation de soumettre une minorité de clercs et comment ce groupe sacerdotal, fier d'une supériorité intellectuelle (qu'il devait faire sentir), eût-il accepté longtemps le gouvernement de rustres? De 1185 à 1189, la crise ouverte par l'élection d'un prieur ébranla une communauté où 260 frères s'opposaient à 220 clercs [5].

Entre officiers, comment éviter les conflits d'attributions? Il arrive que sacristain et bibliothécaire se disputent le droit d'acheter et classer les livres, que la communauté se dresse contre le chambrier [6].

Le chef soulève toujours des critiques et redoute parfois l'insurrection. Est-il autoritaire? On supporte mal son gouvernement. Est-il débonnaire? On abuse de sa tolérance. Parfois le conflit se déroule *localement* [7]; parfois il est porté à Rome et nous en savons le détail par la correspondance pontificale [8].

Crises financières. — Ces crises constitutionnelles mettent surtout en cause l'obéissance, l'acceptation du rang assigné par la Règle et les statuts [9]. Aussi fréquentes, les crises financières menacent l'existence même de la maison [10]. Loin d'être une conséquence de la pauvreté, elles sont la conséquence de l'excessive part de la terre dans la richesse ou des dépenses somptuaires de l'abbé : en d'autres termes, elles résultent ou de la dépréciation générale des rentes ou d'une administration déplorable. Les emprunts qu'elles rendent nécessaires ne font que l'aggraver [11].

[5] Dom Jean BECQUET, *La première crise de l'ordre de Grandmont.*
Entre 1200 et 1220, nouveau soulèvement des convers; en 1221, abandon d'une bonne part des règles de la pauvreté; en 1239, les commissaires apostoliques doivent changer certains articles « contraires à la paix »; en 1247, l'autorité des convers sur les clercs est supprimée. Cependant, nouvelle réforme en 1289, réorganisation radicale en 1317, par le pape; en 1345, troubles.
Les cisterciens ne furent pas à l'abri de ces soulèvements des convers. Donnelly en compte une cinquantaine entre la seconde moitié du XII^e^ et le début du XIV^e^ siècle.

[6] VALOUS, *op. cit.*, t. II, p. 48. Chacun des officiers encourait des reproches pour sa parcimonie dans la disposition de son obédience au profit des religieux.

[7] Les querelles intestines avaient parfois des sujets moins spirituels. Voyez, par exemple, G. CONSTABLE, *Cluniac Tithes and the Controversy between Gigny and Le Miroir*, dans *R. Bénéd.*, 1960, p. 591-624.

[8] Voyez, par exemple, la longue lettre de Boniface VIII à l'évêque de Clermont, au sujet des désordres sanglants dans un monastère bénédictin : *Reg. Bon.* 2762.

[9] Les *Registres* des papes nous offrent de nombreuses bribes de ces affaires. Il arrivait, par exemple, qu'un abbé voulût égaler en prestige le général de Cluny (VALOUS, *op. cit.*, t. II, p. 31) ou se révoltât contre lui (*ibid.*, p. 58).

[10] Les cisterciens, aussi, connurent de graves difficultés : en 44 ans, 12 abbés de Val-Dieu se démirent, la plupart pour éviter le déficit. É. DE MOREAU, *op. cit.*, p. 419. Sur les énormes dettes des monastères anglais, voyez MOORMAN, *op. cit.*, p. 302 et suiv.

[11] Dès la fin du XII^e^ siècle, de grands monastères comme Saint-Albans et Bury sont endettés : les prêteurs sont surtout des Juifs. D. KNOWLES, *op. cit.*, t. I, p. 304. Les constructions et les procès acheminent à la ruine. — En revanche, les mutations monétaires eurent peu de suites, selon A. D'HAENENS, *Les mutations monétaires du XIV^e^ siècle et leur incidence sur les finances des abbayes bénédictines*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1959, p. 317-342. Sur la mauvaise gestion, cf. MOORMAN, *op. cit.*, p. 251. Des emprunts écrasants, il est souvent question dans les *Registres* des papes.

Digitized by Google

Défaillances morales. — Les plus redoutables crises sont de l'ordre moral. Cette fois, la violation du vœu de chasteté en est l'origine principale. Sorties illégales, réception mondaines, finissent par laïciser religieux et religieuses [12]. Plus souvent, l'abandon progressif de la Règle achemine la communauté à cette décadence dont nous connaissons les épisodes par les mesures de réforme qui sont prises pour la conjurer [13].

QUERELLES DE VOISINAGE

Lorsque deux communautés s'avoisinaient, les sujets de dispute ne manquaient point : droits de passage, concurrence illicite, servitudes de vue, tout le quotidien était motif ou prétexte à disputes et procès sans fin. On s'étonnera que les moniales aient été particulièrement âpres dans ces conflits locaux [14].

§ 3. — Malaises et crises.

Le malaise est l'état naturel de toute société. Il résulte chez les religieux d'incompatibilités entre les maisons, de crises constitutionnelles, de divergences sur le mode de vie.

INCOMPATIBILITÉ ENTRE MAISONS

Singulière et fréquente incompatibilité entre les maisons masculines et féminines d'un même ordre : Mineurs et clarisses, Prêcheurs et dominicaines. Les statuts de Cîteaux respirent la méfiance : les moines résistent aux demandes d'incorporation, s'abstiennent de participer aux fondations, hésitent à accepter la cure d'âmes, multiplient les précautions, créent, en 1228, trois définiteurs pour entendre les causes des moniales [1]. Nous avons vu les prémontrés renoncer dès 1187 à la proximité des norbertines : la scission s'accomplit dans la plupart des monastères doubles [2]. Chez les dominicaines, l'ardeur à réclamer la direction des frères, l'incorporation qui permettait d'échapper

[12] Quant aux fugues et aux apostasies, nous n'avons guère d'informations. Grégoire IX prescrit de dénoncer les rebelles au chapitre général et de les contraindre à résipiscence. X III 31 24 *(Ne religiosi)*, sous peine d'excommunication. S'ils obéissent, leur sort est minutieusement prévu par le texte et la glose. Aucune statistique ne nous permet de mesurer l'ampleur de l'exode. Certains synodes se préoccupent de faciliter le retour. Ainsi, Fritzlar, 1259, c. 6; Lambeth, 1281, c. 20. Mayence, 1292, c. 4 : on compte plus sur la miséricorde et la bonté que sur les punitions et les menaces.

[13] Les chroniques rapportent quelques désordres dont les abbés sont parfois responsables, Peu de vrais scandales : O. KNOWLES, *op. cit.*, t. I, p. 654. Nous avons signalé *supra*, p. 195, la légèreté de quelques moniales.

[14] Exemples : le conflit entre les bénédictines du monastère Saint-Grégoire, à Naples et leurs voisins, Mineurs du couvent de Saint-Laurent : *Reg. Bon.* 3553; un procès entre prémontrés et norbertines, en Pologne, au milieu du XIII[e] siècle : C. DEPTULA, dans *Annales de Lettres* (Université cathol. de Lublin), 1962, p. 94-123.

[1] Distances prescrites entre monastères d'hommes et de femmes en 1212, en 1218, dans *Statuta*, t. I, p. 403 et 485. Interdiction aux moines d'entrer dans la maison des religieuses et inversement. Nombreuses dispositions relatives aux chapelains. François fut le premier à accueillir avec joie un groupe féminin, en recevant Claire et deux compagnes. La première fondation de Dominique devait être un monastère de chanoinesses, Prouille.

[2] L'histoire des scissions montre l'impossibilité de maintenir cette forme de l'organisation monastique dans l'immense majorité des cas.

Digitized by Google

à la juridiction épiscopale, aboutit à des conflits, qui devinrent violents sous Raymond de Pennafort, acharnés sous Jean le Teuton, et ne se modérèrent qu'en 1267, par un compromis de Clément IV [3]. Les Mineurs furent aussi peu enclins à se charger de la direction des clarisses : ils obtinrent d'être libérés du soin des non-exemptes et saint Bonaventure maintint qu'il s'agissait d'un office de charité, non d'une obligation [4].

TENSIONS CONSTITUTIONNELLES

Mères et filles. — Du second type de dissentiment, nous avons un exemple dans les querelles de 1215 et de 1263 qui mirent aux prises l'abbé de Cîteaux et les abbés de ses quatre premières filles. En 1215, le refus de l'abbé de Cîteaux de s'associer ses fils dans la cause de l'un d'eux menacé de déposition [5]; en 1263, le refus d'un définiteur proposé par les quatre grands furent l'occasion de recours à Rome [6]. Ainsi se manifestait la tension croissante entre le chef suprême et les chefs des abbayes-filles, regardées bientôt comme des premières de lignée.

La même opposition se manifesta entre Cluny et sa fille, devenue presque son égale, de la Charité : coups et blessures à l'abbé de Cluny et aux enquêteurs pontificaux à propos de finances, en 1212; conflit au sujet de l'élection; du prieur, sous Boniface VIII [7].

Opposition de tendances. — Plus dramatiques furent les déchirements de l'ordre des Mineurs. Dès le temps de François, les divergences s'annonçaient. Évangélisme et formalisme, rigueur et souplesse, confiance dans la science humaine ou dans la libre inspiration : toutes les tendances

[3] C'est toute l'histoire de la genèse du second ordre, exposée par Mme DE FONTETTE, *op. cit.*, p. 228-256. Dès le temps de Jourdain de Saxe, courant de violente hostilité aux relations spirituelles avec les moniales, le chapitre général de 1123 interdit les nouvelles incorporations. Raymond de Pennafort obtint de Grégoire IX un décret conforme, qu'Innocent IV devait renouveler : la résistance ardente des religieux obtient du pape une série d'incorporations; en 1252, il revint à sa décision première. Après une accalmie, les dominicaines reprirent le combat. Clément IV leur donna une demi-victoire en rouvrant aux Prêcheurs le ministère, sans astreindre à résidence. Si les Prêcheurs avaient dû « détacher » six frères et quelques convers dans chaque monastère féminin, il est facile d'imaginer la perturbation de l'ordre.

[4] Avec la même insistance que les dominicaines, les clarisses ont voulu la direction des Mineurs. Innocent IV l'avait accordée aux monastères exempts (bulle *Petitio vestra*, du 24 juin 1253), suscitant la jalousie des non-exempts. Entre moniales, obstinées et Mineurs résistants, le conflit dura jusqu'à la Règle d'Urbain IV, qui aboutit à réduire le service des frères à une faveur charitable. Cette faveur peu goûtée entretint la méfiance, jusqu'à l'âge classique : GRATIEN, *op. cit.*, p. 611-617; N. FERRAND, *op. cit.*, p. 117-118.

[5] B. MAHN, *op. cit.*, p. 85-86.

[6] *Ibid.*, p. 229-238. Véritable crise constitutionnelle, « la querelle porta principalement sur le mode de nomination des définiteurs au chapitre général mais dévia assez vite sur les problèmes soulevés par la visite des abbayes et l'élection de l'abbé de Cîteaux ». La bulle *Parvi fons* (9 juin 1265, Potthast n° 19 185) régla surtout la question du choix des définiteurs.

[7] VALOUS, *op. cit.*, t. II, p. 66-67. Il arrivait qu'un abbé voulût égaler en prestige l'abbé de Cluny (*ibid.*, p. 31) ou se révoltât contre lui (*ibid.*, p. 58).

La plupart des ordres ont connu dès leurs premiers temps des crises graves. Pour les Templiers, voyez les articles cités au ch. I c. 1, de Dom J. LECLERCQ et du R. P. SCLAFERT. Juridiction et richesse sont les causes principales de différend. Exemple dans MOORMAN, *op. cit.*, p. 278.

Digitized by Google

germaient, toutes les nuées se formaient [8] et l'on sait quels orages devaient éclater au milieu du XIII[e] siècle et surtout au début du XIV[e] [9].

RIVALITÉ DES ORDRES

Émulation des influences. — Dès sa naissance, chaque ordre entrait en concurrence avec les ordres établis. Pour le service d'un idéal spirituel, il cherchait à capter les éléments d'une puissance qui faisait large part au temporel.

Le fondateur devait imposer, par des voies charitables, son autorité, en même temps qu'il assurait l'autorité de sa nouvelle famille. Son appel trouvait écho, car il correspondait à des besoins actuels. Il éveillait la vocation de nombreux laïcs, mais aussi de quelques clercs et enfin de profès des ordres plus anciens. Nous savons que cet attrait fit le premier ombrage entre saint Bernard et Cluny [10]. L'autorité de l'ordre sur les laïcs se manifestait avec éclat dans les tiers ordres; nouveau sujet de concurrence : les milices dominicaines et franciscaines formaient dans le Siècle des troupes de fidèles qui, sans se combattre, ne pouvaient manquer de comparer leurs effectifs et leurs mérites, d'augmenter l'autorité du supérieur général et de l'ordre tout entier [11]. Enfin, la recherche des offices et des missions à la Cour romaine et à la cour des princes mettait en concurrence tous les ordres religieux [12].

Partages des richesses. — L'accroissement d'autorité entraînait un surcroît de richesse. D'abord, le ministère pastoral et surtout la sépulture dans les églises monastiques ou conventuelles procurait quelques avantages aux Mineurs, aux Prêcheurs ou aux carmes [13]. Grâce à son crédit en cour romaine,

[8] L'interprétation de K. ESSER, *Das Testament des hl. Franziskus von Assisi*, Münster, 1949, renforcerait notre connaissance des angoisses du fondateur. On sait les désaccords entre François et son protecteur Hugolin et aussi la crise qu'occasionna le voyage du maître en Orient.

[9] Tout ce drame appartient à l'histoire des événements, où il sera analysé. Voyez A. FOLGADO, *La controversia sobra la pobreza franciscana bajo el pontificado de Juan XXII...*, Ciudad de Dios, 1959, p. 73-133. On se reportera encore avec profit à F. TOCCO, *La questione della povertà nel sec. XIV*, Naples, 1910 (où l'on remarquera les emprunts au droit romain) et à K. BALTHAZAR, *Geschichte der Armutstreits im Franziskanerorden bis zum Konzil Vienne*, Münster, 1911. Un problème permanent — que me signale Dom Hourlier — résulte de la diffusion d'un ordre : entre les maisons de diverses régions (France-Allemagne et aujourd'hui France-Canada ou Afrique), des différences sont inévitables, dues au climat, à la psychologie des autochtones, au régime économique, politique, social.

[10] Affaire du *transitus*, évoquée *supra*, p. 223. Le passage des Mineurs aux ordres monastiques devait soulever bien des tempêtes (GRATIEN, p. 575-579). Et la chasse aux vocations! La querelle entre Cîteaux et Cluny a été abondamment étudiée dans les ouvrages sur Pierre le Vénérable et saint Bernard, en dernier lieu dans une conférence de Dom KNOWLES, Cambridge, 1955. Dom J. LECLERCQ en donne un clair récit dans *Pierre le Vénérable*, Saint-Wandrille, 1946. Antérieurement, articles dans *Downside Review*, 1932 et 1934. Cf. *Mélanges Knowles*, Cambridge, 1963, p. 50-75.

[11] Le tiers-ordre franciscain avait, dès le milieu du XIII[e] siècle, une telle importance que les frères craignirent de porter ombrage aux curés (GRATIEN, *op. cit.*, p. 282). Sur les confréries dominicaines, P. MEERSEMAN, *Études sur les anciennes confréries dominicaines*, dans *A.F.P.*, 1950-1953. Pour le Carmel : T. MOTTA NAVARRO, *Tertii Carmelitici saecularis ordinis historico-juridica evolutio*, Rome, 1960.

[12] Matthieu Paris s'indigne de la part faite par Rome aux Mineurs dans les contestations des monastères et dans le contentieux des élections abbatiales.

[13] Nous résumerons ces querelles *infra*, p. 538 et suiv.

Digitized by Google

un ordre pouvait obtenir d'un autre ordre la cession contrainte de terrains qu'il désirait [14]. Chaque jour, la quête mettait en concurrence les Mendiants [15].

Ombrages du prestige. — Innombrables étaient les occasions de se disputer le prestige. Comparer les mérites des fondateurs, c'était les exposer à une dépréciation scandaleuse [16]. Imiter le costume d'un ordre, c'était un abus de confiance [17]. Plus une Règle exigeait l'humilité, le détachement et plus ses membres s'enorgueillissaient, en face des autres ordres, de réaliser plus parfaitement l'exemple du Christ [18]. La fureur éclatait aux regards du public, dès que les religieux des divers ordres se trouvaient réunis : la préséance dans les assemblées et les processions excitait la passion de la première place chez les coryphées du renoncement [19]. Tous ces mouvements, dont nous apercevons d'abord le pittoresque, révèlent sans doute la mesquinerie des hommes et le souci des intérêts matériels, mais aussi l'honneur des corps et un besoin de surpassement qui ne saurait tout à fait se confondre avec la simple vanité [20].

La fondation d'une maison menace tous les éléments de puissance des établissements du voisinage et suscite parfois des scènes de violence qu'aucune morale ne saurait excuser. Ainsi, les Mineurs eurent-ils à souffrir de coups et blessures, pillages et incendies, que leur infligèrent les clunisiens. Chacun défendait son aire d'influence et la rivalité des ordres attisait la rivalité locale [21].

Faut-il rappeler que le mot *ordo*, dans sa signification la plus large, atteste à la fois l'unité et la rivalité des familles-souches : ordre canonial, à côté ou plutôt en face de l'ordre monastique, et plus tard, ordre des frères en contraste avec l'ordre monastique. A l'intérieur même de la famille monastique, l'ordre érémitique se distingue du cénobitique. Entre ces formes, l'émulation est naturelle et constante [22].

[14] Exemples dans GRATIEN, p. 574.

[15] « ...Comme les besaces des quêteurs des deux ordres se cognaient aux mêmes portes et s'emplissaient aux mêmes sources », écrit plaisamment le P. Mortier.

[16] On sait que des Prêcheurs émirent des doutes sur la réalité des stigmates de François et la sainteté de Claire.

[17] Démêlés des Mineurs avec les carmes (Gratien, p. 584).

[18] E. W. Mc DONNEL, *The vita apostolica. Diversity of Dissent*, p. 15-31. A. MAYER, *Zur Psychologie der Orden*, dans *Bened. Monastschrift*, 1924, p. 363-380.

[19] F. PELSTER, *Eine Kontroverse zwischen englischen Dominikanern und Minoriten über einige Punkte der Ordensregel*, *A.F.P.*, 1933, p. 57-80. La bataille se poursuivait entre les deux ordres dans les domaines de la théologie. L. HÖDL, dans *Scholastik*, t. 35 (1960), p. 55-75 : sur le problème de la liberté humaine. Dès le milieu du XIII[e] siècle, les généraux des deux grands ordres mendiants exhortaient leurs religieux à la concorde : B. REICHERT, dans *Mon. Ord. Pred.*, 1900.

[20] Le pittoresque n'échappait point aux contemporains. *Pulcherrima disputatio*, écrit un chroniqueur d'une affaire très grave.

[21] BLIGNY le montre pour la Bourgogne dans sa thèse et dans un article : *Un aspect de la vie religieuse au Moyen Age, la concurrence monastique dans les Alpes au XII[e] siècle* (Bull. *philol. et hist.*, 1953). Bagarres entre bénédictins et franciscains, dans GRATIEN, 574, n. 91.

[22] J. LECLERCQ (*Pour une histoire de la vie à Cluny*, dans *R.H.E.*, 1962, p. 385-408) recommande avec raison la mesure dans la comparaison des ordres : des oppositions littéraires trop brillantes ont exagéré les différences.

Digitized by Google

SECTION III. — PART DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉGLISE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.

Accords et tensions manifestent la force d'une élite qui agit puissamment sur la société médiévale. Nous aurons à en tenir compte dans le bilan final de la Chrétienté. Cherchons ici à mesurer les effets de l'action commune des religieux dans le développement constitutionnel, intellectuel et spirituel de l'Église.

§ 1. — Morphologie ecclésiale.

MUTATION DES ÉTATS

Chacun des trois états qui composent l'Église a été profondément touché pendant le premier siècle classique par le mouvement des aspirants à la perfection. La conception même du religieux, du clerc et du laïc s'est renouvelée : à l'ancien idéal bénédictin s'ajoutent toutes les nuances récentes du cénobitisme et de l'érémitisme; par imitation ou émulation, la conception du clerc est devenue plus austère; l'instruction et l'apostolat rapprochent du clerc le laïc dévôt [1].

MUTATION DES STRUCTURES

Le monde des religieux, nous l'avons vu, s'est différencié, légalisé, coordonné : chaque idéal suscite une floraison d'établissements solidaires, qui ont leur caractère propre, élaborent peu à peu leur droit particulier, par emprunts ou par soumission à la Papauté, entrent dans un système analogue à celui de la hiérarchie ecclésiastique [2].

Cette hiérarchie, elle-même, a été sensiblement touchée à chacun de ses degrés. Les maisons féminines (et même certaines maisons masculines) ont besoin d'aumôniers, de vicaires perpétuels [3]; la juridiction des évêques est diminuée par l'exemption; les épiscopats nationaux eussent paralysé l'action de Rome si, dans tous les diocèses, ces exemptions multipliées n'eussent dressé des forteresses et si les ordres n'avaient fourni les agents de la diplomatie et de la fiscalité pontificales.

[1] La notion canonique des *status vitae* s'est perfectionnée sous l'influence des religieux réformateurs : les devoirs du clergé (notamment le célibat) et des laïques (quant au culte et aux sacrements) deviennent plus précis et mieux surveillés.

[2] Comparez la dispersion antérieure à Cluny même, l'effervescence du XI[e] siècle à la coordination rigoureuse de l'âge classique.

[3] Les fonctions confiées au clergé inférieur ont quelque intérêt pour l'histoire des classes cléricales; le fait de l'exemption offre un intérêt considérable pour l'exercice de la juridiction épiscopale; le plus important phénomène est la multiplication des maisons religieuses et des équipes dévouées, directement soumises à Rome et qui ont tant favorisé la centralisation. La sollicitude des papes à l'égard des monastères fut constante. Pour les bénédictins, voyez Ursmer BERLIÈRE, *Innocent III et la réorganisation des monastères bénédictins*, dans *R.B.*, 1926; *Honorius III et les monastères bénédictins*, dans *R. belge de philologie et d'histoire*, 1923.

Digitized by Google

Les laïcs ont été associés aux nouvelles familles religieuses par l'organisation des tiers-ordres. Chaque maison peut être un centre de piété populaire, par son culte, son prestige, sa charité : elle constitue comme une paroisse dans la paroisse [4].

Ainsi, les formes de l'Église ont-elles été, au cours de l'âge classique, sensiblement modifiées par les aspirants à la perfection : nous avons entrevu, nous découvrirons mieux les bienfaits et les risques de ces mutations [5].

§ 2. — Vie intellectuelle et spirituelle.

DÉFENSE DE L'ORTHODOXIE

Il ne suffisait point de restaurer la charpente de l'Église : l'image célèbre qui nous montre François d'Assise dans cette opération serait dépourvue de sens si l'intérieur du temple était abandonné aux hérésies, aux fantaisies, à l'invasion profane. Le clergé pouvait-il conjurer tous ces maux? Faute d'une culture solide et d'une discipline ferme, son action était inefficace. Les nouvelles familles religieuses — même les plus détachées de la science — offraient des asiles à la méditation, à la recherche et au combat organisé. Déjà les surgeons bénédictins, plus tard les plantations des Mendiants transforment le paysage. Hérésies et fantaisies rencontrent l'apologétique des moines et surtout celle des frères qui ont été fondés pour défendre la vérité catholique [1].

PROGRÈS DES SCIENCES SACRÉES

Tandis que les inventions modernes se heurtaient à la critique et à la résistance des religieux, les renaissances de l'Antiquité rencontraient leur faveur ou leur réplique. C'est un camaldule, Gratien, qui donna pour pendant aux compilations justiniennes la *Concordia;* ce sont des Prêcheurs qui surent incorporer la philosophie d'Aristote à la théologie chrétienne [2]. L'adaptation de l'Église aux nouvelles conditions du savoir fut, pour large part, l'œuvre des religieux. On peut se demander quelle inflexion eût prise l'Université si des hommes de génie comme Thomas d'Aquin et Duns Scot n'étaient venus renforcer les maîtres séculiers.

Pendant le premier millénaire, les monastères ont préservé le legs de l'Antiquité : l'inventaire des bibliothèques et l'étude des *scriptoria* nous

[4] Dans le livre VI, nous aurons à examiner les débats sur les *conceptions* de l'Église que provoquent l'afflux et la nouvelle activité des religieux. Voyez dès à présent, sur les limites des privilèges : X V 33 c. 24 et 32; VI V 12 3.

[5] Ils la défendent moins iréniquement dans l'Inquisition. Cf. Mariano d'ALATRI, *L'inquisizione francescana nell'Italia centrale nel sec. XIII*, Rome, 1954.

[1] Entre la vie spirituelle et la vie intellectuelle, il y avait harmonie. J. LECLERCQ, *L'amour des lettres et le désir de Dieu*, Paris, 1957; ID., *Y a-t-il une culture monastique?* (*Settimana di Spolète*, 1957, p. 339-356); ID, *Spiritualité et culture à Cluny*, dans *Spiritualità cluniacense*, Todi, 1960, p. 153-244.

[2] Voyez le volume XIII de cette histoire. Dans le domaine du droit canon, l'action des religieux fut beaucoup moins sensible. On ne saurait oublier, cependant, que la codification des décrétales fut l'œuvre d'un prêcheur, Raymond de Pennafort et que plusieurs bénédictins se sont illustrés dans l'exégèse du *Corpus juris canonici*. (Voyez mon article de la *R.H.E.F.*, 1961 : *Part du monachisme dans le droit et l'économie du Moyen Age.*)

Digitized by Google

permettent aujourd'hui une mesure plus exacte [3]. L'âge classique vit décliner, non s'interrompre cette tradition : les bénédictins contribuèrent à la diffusion des philosophies arabes et, par elles, d'Aristote; ils se mirent à composer la chronique des nations et même de l'univers. Leur apport aux lettres et aux sciences profanes fut limité, mais non sans valeur [4]. Les Mendiants, aussi, contribuèrent à la Renaissance [5].

ACTION SUR LA PIÉTÉ

La ferveur de l'intelligence s'accompagnait de la ferveur de l'âme. C'est à des fins surnaturelles que tendaient Thomas et Duns Scot : le progrès des sciences religieuses aboutissait à un approfondissement de la connaissance du dogme, de la morale et de la liturgie. Mais ce n'est point ce service académique, sans doute méritoire, qui tentait la masse des religieux. Le but de leur institution était la sanctification individuelle et le salut collectif. Ils promettaient de pratiquer et ils donnaient souvent en exemple une vie austère et dévote [6].

Quelle fut sur la masse des fidèles, sur les tiers-ordres, sur les élites l'influence de ces suggestions, de ces prédications, de ces spectacles? Nous avons peu d'éléments sûrs pour le déterminer [7]. Il faudrait tenir compte à la fois de la réceptivité des fidèles, de la force persuasive des prédicateurs et aussi de l'effet contraire des envies suscitées par la fortune monastique, des ironies provoquées par le luxe des abbés ou la licence des moines, des critiques suggérées par la dialectique des commentateurs et sommistes [8]?

[3] Voyez le catalogue des bibliothèques bénédictines en Normandie que publie, depuis 1957, G. NORTIER-MARCHAND, dans la *R.M.*

[4] Dom Philibert Schmitz l'a montré, pour les bénédictins, dans son volume VII, et aussi P. LEHMANN, *The Benedictine Order and the transmission of the Litterature of ancient Rome in the Middle Ages*, dans le 3e volume d'*Erforschung des Mittelalters*, Stuttgart, 1960, p. 173-183; J. LECLERCQ, *L'humanisme bénédictin du VIIIe au XIIe siècle*, dans *Studia Anselmiana*, t. 29, 1948, p. 1-20. ID., *The monastic Tradition of Culture and Studies*, dans *The Am. ben. Review*, 1960, p. 99-131.

[5] B. SMALLEY, *English Friars and Antiquity in the early 14th Century*, Oxford, 1960. Ce savant et curieux ouvrage présente cinq prêcheurs et deux mineurs dont les œuvres incorporent l'Antiquité à la tradition chrétienne. Ils ne sont point, pour autant, des précurseurs de l'humanisme, mais ils établissent une liaison entre les âges.

[6] Nous n'avons point à dresser ici un catalogue des saints. Les premiers temps de tous les ordres ont suscité des vertus héroïques et certains monastères, notamment les chartreuses, ont soutenu le renom originel.

[7] Vaste sujet que l'action des religieux sur les formes et les élans de la piété populaire. Le chapitre des dévotions a été ouvert par les historiens de la spiritualité, le problème de la croyance et de la moralité reste obscur. On peut lire, par exemple, HEFELE, *Die Bettelorden und das religiose Volksleben Ober und Mittelitaliens im XIII. Jahr.*, Leipzig-Berlin, 1910; BLIGNY sur l'action spirituelle de Cluny; le tome II de l'*Histoire de la Spiritualité chrétienne*, Paris, 1961, où F. Vandenbroucke montre notamment l'action de la piété monastique, par exemple pour la communion des fidèles, l'assistance aux messes privées, les petits offices. Les études locales nous font saisir ces influences. Voyez pour Vienne l'ouvrage plus haut cité de RENNHOFER sur les augustins; pour l'Angleterre, les chapitres 4 (prédication populaire) et 5 (éducation du clergé), A. G. LITTLE, *op. cit.*, É. DELARUELLE est entré dans le vif du sujet. Voyez *La vie commune des clercs et la spiritualité populaire au XIe siècle*, dans *Mendola*, t. I, p. 142-173.

[8] Coulton a fait une gerbe de fleurs sombres. Colburn V. Graves, p. 45-54, relève les critiques du XIIIe siècle contre les cisterciens. Les écarts de conduite faisaient moins de scandale que l'enrichissement collectif : l'extension des domaines ruraux suscitait l'envie paysanne. M. le chanoine Jarry me fait remarquer que si l'intention caricaturale est visible dans les fabliaux,

Digitized by Google

§ 3. — Économie et société.

PROGRÈS DE L'ÉCONOMIE

On sait l'ardeur des clunisiens et surtout des cisterciens à défricher, essarter, assécher [1]; à creuser des étangs et à régulariser les rivières [2]; à planter la vigne et le noyer [3]; à élever des troupeaux et améliorer les races; à perfectionner les semences et les techniques [4]? Qui ne sait leur talent pour la convocation des marchés et des foires [5]; la construction des routes et des ponts [6]; l'aménagement du crédit et des banques [7]?

RÉSULTATS HUMAINS

Moines et chanoines ont fait surgir des villages et des villes [8], transplanté des populations [9], installé de petites industries. Ont-ils amélioré la condition humaine? Les romantiques en ont la certitude, les critiques seront plus mesurés. Tout grand propriétaire, même pieux, est plus soucieux de ses intérêts que du bien-être des petites gens. Un abbé, trop souvent, jouit de ses revenus, un gérant de biens monastiques cherche le rendement.

l'apologétique paraît souvent dans les romans. Toute cette littérature traduit-elle des sentiments populaires? Que faut-il retenir du féroce *Speculum stultorum* de NIGEL DE LONGCHAMP, terminé au seuil de l'âge classique (1129) et par la suite interpolé pour faire place aux Mendiants (éd. MOZLEY et RAYNO, Berkeley, 1960)?

[1] Énorme travail de canaux et berges, dans les marais de la basse Sèvre et de la Vendée. Toutes les monographies nous offriraient de tels exemples. Sur la ligne générale, cf. Eberhard HOFFMANN, *Die Entwicklung der Wirtschaftsprinzipien im Cistercienser Orden während des 12 und 13 Jahr.*, dans *H.J.*, t. 31 (1910), p. 699-727. Pour l'Allemagne de l'Est, Hanno SVOBODA, *Die Klosterwirtschaft der Cistercienser in Ostdeutschland*, Nuremberg, 1940, 8°, 132 p. Le rôle économique des convers chez les cisterciens a été mis en relief à la session d'études cisterciennes. Cf. *Studia monastica*, vol. 2, fasc. 2, 1960, p. 421.

C'est l'activité des moines, spécialement des cisterciens (bibliographie considérable, dont on trouvera une partie dans Dom COUSIN, p. 280), qui a, presque exclusivement, retenu l'attention. G. DUBY a montré l'adaptation des chanoines aux conditions économiques, soit au IX^e^, soit au XI^e^ siècle et comment la vie commune de nombreuses communautés nécessitait un aménagement du régime économique : *Les chanoines réguliers et le vie économique des XI^e^ et XII^e^ siècles*, dans *Mendola*, t. I, p. 72-81.

[2] En vue de l'irrigation, de la navigation et de la mise en marche des moulins. Cf. E. S. LINDLEY, *Kingswood abbey. Its Lands and Mills*, dans *Transactions of the Bristol and Gloucester Archaeol. Society*, 1954-1956.

[3] E. Dion, dans *R. d'hist. de la philos.*, 1944, p. 65-66. — De grands crus ont une origine monastique. G. KNOWLES, dans deux chapitres de son tome I.

[4] Pour le commerce de la laine en Angleterre, cf. Colburn V. GRAVES, *art. cité*, p. 19-32.

[5] Foires du Lendit, de Saint-Germain. Les grands monastères ont créé ces rassemblements.

[6] SCHMITZ, *op. cit.*, t. V, p. 45.

[7] R. GÉNESTAL, *Le rôle des monastères comme établissements de crédit...*, Paris, 1901.

[8] Le monastère, né dans la solitude, a tôt fait d'attirer une population d'artisans, de marchands, de serviteurs : fait important pour l'histoire de la démographie et de l'habitat. Voyez Françoise LEHOUX, *Le bourg Saint-Germain-des-Prés*, Paris, 1951; M. D. LOBEL, *The Borough of Bury St. Edmund's*, Oxford, 1934; KNOWLES, *op. cit.*, t. I, p. 444-447 et t. II, p. 263-270; pour l'Italie : Pl. TOMAINI, *Brugnato, Città abbaziale e vescovile*, Città di Castello, 1960. N. M. TRENHOLME, *The English monastic Boroughs*, Columbia (Miss.), 1927.

[9] Statistique dans F. MAGER, *Geschichte der Landeskultur Westpreussens und des Netzebezirks bis zum Ausgang der poln. Zeit*, Berlin, 1936. En revanche, les conditions économiques ont influé sur le développement du monachisme, comme le montre G. ULHORN, dans *Z. für Kirchengeschichte*, XIV (1893), p. 347-403.

Digitized by Google

Cependant, le régime des terres, le progrès de l'équipement, la nécessité d'agents techniques, et aussi quelque inspiration chrétienne ont pu élever le niveau de vie d'un certain nombre de paysans et favoriser l'ascension de quelques-uns d'entre eux [10].

L'OPINION PUBLIQUE

Dans ce monde officiellement tendu vers la perfection, que pensaient les contemporains? Notre souci d'un jugement historique, c'est-à-dire équitable et sans critère moral, les hommes du Moyen Age ne pouvaient l'éprouver. Ils jugeaient avec leurs passions et leurs ambitions une institution dont ils appréciaient peut-être les bienfaits, dont ils percevaient les faiblesses.

La littérature édifiante, qui a pour objet une défense ou une canonisation, doit être accueillie avec précaution, mais sans parti-pris hostile. Nous aimerions savoir quel crédit s'attachait à pareilles apologies. Aussi prudemment doit être lue la satire : il y faudrait démêler la tradition antique et les rancunes actuelles [11].

Il semble que le plus commun des défauts attribués aux moines et aux chanoines est l'appétit de biens temporels et que le thème constant déplore la distance de l'idéal primitif à la réalité présente. Cette idée d'une décadence est universellement répandue : elle repose sur une exagération des vertus originelles et des misères actuelles, mais aussi sur l'illusion que la flamme d'un fondateur peut briller jusqu'à la fin des temps [12].

Souvent, les auteurs distinguent entre les ordres. Les paysans se bornent à regarder les religieux du voisinage et, d'un œil envieux, leurs terres inaliénables. Ils excusent mieux les infractions personnelles au vœu de chasteté que la violation collective du vœu de pauvreté. L'opinion devrait être étudiée selon les temps, les lieux et les personnes. On serait porté à croire qu'elle est universellement devenue plus sévère, à mesure que le public se laïcisait et que les ordres s'éloignaient de leur lumineux départ.

La perfection que ne pouvaient atteindre des hommes et des femmes qu'une vocation véritable conduisait à la profession religieuse, comment l'Église l'aurait-elle réalisée dans le désordre du monde? Un regard sur l'écheveau des institutions dont nous avons démêlé promptement les fils fera mieux comprendre le sens dramatique de la paix.

[10] La vie économique et sociale des domaines monastiques est illustrée notamment par C. N. L. BROOKE et M. M. POSTAN, *Carte Nativorum. A Peterborough Abbey Cartulary of the XIVth Century*, Oxford, 1960 où l'on voit des opérations entre serfs et paysans. La différence entre la condition des sujets du monastère est sensible. Voyez, à propos du *mortuarium*, W. MÜLLER, *Die Abgaben von Todes wegen in Abtei St. Gallien*, Cologne, 1961 et notre compte-rendu dans la *R.H.D.*, 1962.

[11] Il y a des « poncifs » malicieux et des griefs véritables dans cette littérature. On relèvera toujours avec soin les allusions précises à des faits contemporains. Ce qu'a cherché Knowles dans le chap. 39 de son tome I. Lire avec prudence Walter Map ou Chaucer. En contrepartie, lire les défenseurs de la vie religieuse et notamment saint Thomas. Cf. Carlo MOLARI, *Teologia e diritto canonico in San Tommaso d'Aquino*, Rome, 1961.

[12] L'enthousiasme des aspirants à la perfection s'est porté successivement vers les nouveaux ordres : aucun n'a pu se maintenir dans la ferveur initiale.

Digitized by Google

Conclusion.

Que le *tertium genus christianorum* constitue un tiers monde, nous en avons acquis la certitude. Les discordes se déroulent entre alliés que leurs aspirations et leurs intérêts solidarisent. Tous les religieux, bien distincts du laïcat et du clergé, sont appliqués à une tâche commune. S'il n'y a pas une Église des religieux, c'est qu'un chef unique gouverne toute l'Église. Mais ce serait une erreur pleine de périls que d'attribuer au monde des religieux ou même du monachisme ou même à un seul ordre cette unité qui n'existe dans aucun être, à plus forte raison dans une collectivité.

Tant de services furent-ils sans ombres? Des moines et des frères se sont chargés de répondre par la critique des manquements à l'idéal. Que le vœu de pauvreté individuelle n'ait empêché la richesse des ordres, même des plus hostiles à la richesse, il fallut peu de lustres pour s'en apercevoir. Dans la mesure où les fins spirituelles en étaient mieux assurées — ministère, magistère, charité — la justification est facile. Mais l'excédent devient onéreux pour l'Église et ruineux pour les ordres, car il engendre l'amertume des fidèles, l'ostentation et l'exploitation des abbés, le relâchement de la dévotion. Si la mainmorte, la commende, la sécularisation furent des fléaux, c'est à la prospérité temporelle, sans frein et sans guide assez ferme, des instituts religieux qu'il en faut rapporter une des principales causes.

Même la vitalité intellectuelle n'était point sans menaces pour l'orthodoxie. Les illustres moines, chanoines et Mendiants, qui ont porté si haut les sciences religieuses déchaînaient la raison dans les domaines de la Bible et du dogme, de la morale et du droit. Exaltant les vérités chrétiennes, ils ont usé de matériaux et de méthodes qui devaient être exploités par des critiques indépendants ou hostiles.

CONCLUSION.

Du désert à la place publique, de l'ermitage au palais abbatial, du néant à la puissance : ainsi pourrait-on décrire l'essaimage des religieux.

Les moines ont acquis, par leur patrimoine, l'autonomie économique; par leur accès au sacerdoce, l'autonomie cultuelle; par l'exemption, l'autonomie dans le diocèse : le monastère est une cité. L'identité de Règles, la fraternité de prières, la nécessité de cohésion préparaient la congrégation, le rassemblement des cités, qui, avec Cluny, devient un empire. Quand les empires se sont multipliés, l'émulation, voire la concurrence a fait courir les risques de la division. En fin de compte, la pluralité des ordres fut un bienfait : elle donnait à toutes les vocations leur carrière, surtout elle adaptait les efforts aux besoins changeants. Une longue tradition paralyse les réformateurs, tandis que les créations d'ordres laboureurs ou militaires, mendiants ou hospitaliers fournissent à l'Église ses milices pour un combat sans cesse renouvelé. Le Saint-Siège maintient l'unité.

Digitized by Google

Ce qui frappe dans cet immense effort pour la perfection c'est le triomphe partiel du démonisme de la Puissance. Un chrétien ne peut être parfait que dans le dénuement, un ordre ne peut être parfait que s'il possède autorité richesse et prestige. De l'aspiration personnelle à la condition institutionnelle, la distance est de l'idéal à la réalité, de l'infini à l'humain. Les états de perfection assurent la grandeur spirituelle et aussi la grandeur temporelle de l'Église.

Spirituel et temporel : nous retrouvons l'antagonisme dramatique, la double aspiration qui fait naître, grandir et décliner les familles religieuses, et qui, aussi bien que les créations et les ruines, explique les déchirements intérieurs. Nous avons vu grandir dans presque tous les ordres les éléments de la puissance : la richesse, surtout, qui procure autorité et prestige. Les privilèges ont quasiment aboli la loi, dont les dispenses ont souvent grignoté les restes. Ces adoucissements continus suscitaient la réaction des purs. Un seul ordre refusa toutes les générosités pontificales, mais plusieurs sont nés d'un désir de retour à l'ascétisme [1].

Laxistes et rigoristes se coudoyaient dans l'Église, dans le même ordre, dans la même maison. Peu à peu, l'idéal se transformait ou bien la ferveur des religieux : l'institution prenait une inflexion contraire au plan du fondateur, saint Benoît. Saint Bernard eût à peine reconnu ses fils dans les cisterciens du XIII[e] siècle; saint François fût entré en transe à la lecture de la bulle *Ordinem vestrum*, qui donnait de sa Règle une interprétation si bénigne [2]. La dévotion envers les fondateurs n'excluait point toujours la répudiation de leurs doctrines [3].

L'intérêt passionnant de l'histoire des religieux n'est-il pas dans la rencontre du rêve surnaturel et des réalités du monde? Tous ces biens auxquels ils veulent s'arracher, leur apostolat les exige et leur détachement lui-même les attire. Ce combat intérieur n'est que l'une des épreuves de l'Église. Nous le comprendrons mieux en étudiant dans toute son ampleur le drame de la Chrétienté.

[1] On connaît l'admirable réponse des chartreux à la bienveillante initiative du pape Urbain V, qui leur offrait prestiges, vie commune au réfectoire et autres adoucissements.

[2] *Bull. fr.*, t. I, p. 401. Innocent IV confirmait et amplifiait les adoucissements à la Règle, soumettait entièrement l'ordre au Saint-Siège, qui devenait propriétaire de tous ses biens, permettait le recours à l'ami spirituel pour les choses simplement utiles ou commodes. Nous avons vu comment Alexandre IV, Nicolas III et Martin IV ont confirmé, justifié l'interprétation libérale.

[3] Exemple : Giotto, peintre inspiré de François et adversaire vigoureux de la pauvreté.

Digitized by Google

Digitized by Google

LIVRE VI

LE DRAME DE LA CHRÉTIENTÉ

Les diverses catégories de personnes, les cadres administratifs, les moyens d'action de l'Église nous ont fait connaître les membres, les structures et les forces de la Chrétienté. Maintenant, il nous faut dominer ces visions partielles pour découvrir les relations et les ensembles, c'est-à-dire le problème général de l'unité chrétienne. Comment furent assurées la cohésion des organismes innombrables, l'harmonie théorique des contradictoires, la régulière circulation des lois et des pensées?

Si passionnante que soit la rencontre des institutions, elle offre moins d'intérêt que la fortune d'un système dans la vie du Siècle. Que devient l'idéal dans la réalité? La construction logique et pieuse dont nous avons retracé les lignes, que devient-elle dans un monde irrationnel et profane?

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE I

TENSIONS NATURELLES ET CONCORDES OFFICIELLES

L'effort vigoureux et continu pour l'organisation et la domination de l'Église s'accomplissait en des pays trop divers, par le concours de deux types trop originaux de structures, malgré de trop naturels troubles de circulation pour que régnât sans accident la paix [1]. Maintenir l'unité au sein de ce monde divisé : telle fut la tâche constante des chefs. Communautés innombrables de l'Occident, hiérarchies séculières et milices régulières, *urbs* et *orbis :* le problème était de modérer les tensions, de fortifier les liens, d'assurer la concorde.

SECTION I. — FRONTIÈRES GÉOGRAPHIQUES ET COORDINATION OCCIDENTALE.

Le premier obstacle à l'unité est dessiné par les frontières. Diocèses, régions, nations sont enserrés dans des limites jalousement gardées. Comment s'établissent entre ces unités dispersantes les relations régulières et les circonscriptions élargies?

§ 1. — Autonomie diocésaine et lien provincial.

ISOLEMENT DU DIOCÈSE

Chacun des diocèses qui se partagent toute l'Église d'Occident a ses limites, sa vie propre, sous la conduite d'un seul chef responsable, muni de pouvoir ordinaire. L'isolement — on peut même écrire l'égoïsme diocésain — est un fait social qui remonte aux plus anciens temps [2]. L'évêque a son clergé autochtone et

[1] Bien se représenter que les laïcs sont comme tiraillés entre l'Église séculière et les religieux : nous le verrons mieux dans la deuxième section de ce chapitre. Structure ecclésiastique et structure des religieux s'incorporent les fidèles disséminés et qui, même groupés en confréries, n'ont point la hiérarchie solide des diocèses et des ordres.

[2] La fonction épiscopale exige de nombreux sièges mais il faut bien reconnaître que la circonscription épiscopale a toujours été, en même temps qu'une nécessité, une gêne pour le bien public. C'est un problème de sociologie historique, certes, que la difficulté de pourvoir en clercs et en ressources certains quartiers. Il arrive que toutes les ressources sont concentrées dans un coin d'une petite région et aussi les vocations : or, même le transfert généreux de clercs d'un diocèse à un autre a des inconvénients bien connus, dont le principal est la difficulté d'adaptation et un obstacle aussi connu : un évêque discerne rarement qu'il a excédent de clercs et il craint parfois de faillir à sa propre tâche, en secondant soit les voisins soit l'Église universelle.

Digitized by Google

il ne reçoit ni ne délivre avec plaisir les passeports que sont les *litterae commendaticiae* [3]. Il a son officialité, jalouse de sa compétence. Il a son patrimoine sur lequel les voisins en difficulté n'ont jamais compté pour combler, même par des emprunts, leur déficit. Comme la famille ou le clan, avec une aussi naturelle âpreté, le diocèse garde ses hommes et ses biens.

FONCTION DE LA PROVINCE

Dès les premiers siècles, pourtant, l'opportunité, la nécessité de rapports avec le voisinage, l'appartenance à une circonscription civile dont la capitale avait un certain prestige ont suscité la province, institution qui apparaît solidement établie en Orient dès le début de l'Empire chrétien. Elle se répandit bientôt en Occident avec de nouveaux critères, pour les pays que Rome n'avait point subdivisés [4].

LE MÉTROPOLITAIN TITRE ET POSITION

A la dénomination de métropolitain son chef ajoute au VI^e^ siècle celle d'archevêque [5]. Les autres évêques de la province sont appelés *provinciales*, *comprovinciales* et à partir du VIII^e^ siècle, chez les Francs, *suffraganei* [6]. Effacés sous les Mérovingiens, exaltés par la Réforme carolingienne, contredits par les isidoriens, les métropolitains-archevêques ont, à l'âge classique, la position ambiguë de tous les pouvoirs intermédiaires : le Saint-Siège les utilise et craint leur excès d'autorité [7].

[3] Ces *litterae dimissoriae*, encore appelées *commendaticiae* ou *formatae*, sont des autorisations données par l'évêque à l'un de ses sujets pour se faire ordonner et « incardiner » hors du diocèse d'origine. Gratien leur consacre les trois Distinctions 71, 72 et 73. Dans l'antiquité, ordination et incardination sont liées puisque le sacrement est conféré pour un titre. A l'âge classique, l'ordination absolue disjoint les deux actes.

Les dimissoires sont aussi nécessaires au clerc pour le passage à un autre diocèse que celui de son ordination. Faute de quoi, il sera excommunié. Voyez, par exemple, le synode provincial de Gran, 1307, c. 4 et cf. A. POLI, *Doctrina litterarum commendatitiarum juxta Decretum et Decretales*, dans *Eph. juris can.*, 1955, p. 156-191.

[4] J. GAUDEMET, *L'Église dans l'Empire romain*, Paris, 1958, p. 377-407; E. W. KEMP, *Counsel and Consent*, Londres, 1961, p. 3-19. Nous avons résumé cet important ouvrage dans *R.H.D.*, 1962, p. 422-428.

[5] Jusqu'alors, on l'appliquait déjà aux patriarches et exarques; elle continua d'être un titre supérieur pour des évêques sans gouvernement provincial.

[6] Capitulaire d'Herstall; *Admonitio* de 789 c. 8; Nicolas I^er^, reproduit par C. 3 q. 6 c. 10. A. LESNE, *La hiérarchie épiscopale... en Gaule et en Germanie, 742-822*, Paris, 1905.

[7] A. S. POPECK, *The rights and obligations of the Metropolitans*. Diss. de l'Université de Washington, 1947.

Les Registres de plusieurs archevêques germaniques de l'âge classique ont été publiés : Salzbourg (F. MARTIN), Brême (G. MOHLMANN), Mayence (BOHMER, VOGT, OTTO). Pour l'Angleterre, Canterbury (cf. P. BENNET, *The jurisdiction of the Archishop of Canterbury*, dans *Analecta Gregor.*, XCVIII, 1958).

La vie de plusieurs métropolitains a été écrite : voyez, par exemple, P. ANDRIEU-GUITRANCOURT, *L'archevêque Eudes Rigaud...*, Paris, 1938; D. L. DOUIE, *Archbishop Pecham*, Oxford, 1950.

Et l'histoire de plusieurs administrations provinciales. Voyez J. J. CHURCHILL, *Canterbury Administration*, Londres, 1933, 2 vol.; J. HEYDENREICH, *Die metropolitangewalt der Erzbischöfe von Trier bis auf Baldwin*, Marburg, 1938. Pour la Suède : INGER, *op. cit.*, p. 20-22.

Sur la doctrine au début de l'âge classique, P. G. CARON, *I poteri del metropolita secondo Graziano*, dans *Studia Gratiana*, vol. II, 1954, p. 251-277.

Digitized by Google

ACTION DU MÉTROPOLITAIN

Choisi selon les mêmes règles et doté des mêmes pouvoirs que tous les évêques, le métropolitain est l'Ordinaire des suffragants et non de leurs sujets [8].

Puissance. — Le seul élément de sa puissance qui soit incontesté est la richesse, généralement considérable, à cause de la notoriété de son siège et souvent de l'étendue de son diocèse [9]. Beaucoup moins pacifique est la jouissance des honneurs qui lui appartiennent : pallium, préséances, croix processionnelle [10]. Mais les plus délicats problèmes surgissent pour la détermination de son autorité [11]. Législateur, il peut jouer un rôle capital (encore que partagé) dans le synode provincial. Régulateur, il confirme l'élection et procède à la consécration de ses suffragants [12], il reçoit leur serment d'obédience [13]. Juge, il accueille les appels des jugements rendus par les tribunaux des officialités diocésaines [14], au for pénitentiel, il octroie des indulgences [15]. Intendant de police, il visite et punit [16].

[8] C. 9 q. 3 c. 2 (Antioche, c. 9) : *Per singulas provincias episcopos singulos scire oportet, episcopum metropolitanum, qui praeest, curam et sollicitudinem totius provinciae suscepisse.* La glose ordinaire précise : *hic videtur quod archiepiscopus est judex ordinarius totius provinciae.* La glose de X V 31 8 (*Sicut enim :* Célestin III) précise : *archiepiscopus omnium episcoporum suae diocesis est ordinarius sed non subditorum.* Application de ce principe, dans X I 31 11 (*Pastoralis officii :* Innocent III) : l'archevêque ne peut contraindre le sujet d'un suffragant à accepter délégation pour le jugement d'une cause qui a été portée en appel au tribunal métropolitain. Les riches gloses sur ce texte définissent bien la juridiction du métropolitain dans les diocèses suffragants et les cas exceptionnels où il peut intervenir directement.

[9] Pour Canterbury, voyez CHURCHILL, t. I, p. 539 et suiv. : revenus des manoirs, subsides caritatifs.

[10] La Papauté dut intervenir plusieurs fois pour régler ces questions de prestige, même à l'encontre des exempts. *Clem.* V 7 9 *(Archiepiscopo).* Nous verrons, p. 554, le sens précis du pallium.

[11] *Jus metropolitanum :* X I 30 1; X I 43 15. *Lex metropolitana :* X I 31 11 *(Pastoralis officii). Auctoritas metropolitana :* X II 28 54.

[12] X I 6 11 (*Suffraganeis :* Alexandre III) et 32 (*Quum dilectus :* Innocent III); I 7 1 (*Quum ex illo :* Innocent III) et 2 (*Inter corporalia :* Innocent III); I 31 10 (*Quod sedem :* Innocent III). La confirmation est justifiée par une enquête sur la capacité de l'élu et la procédure observée. Nous pouvons suivre toutes les opérations dans plusieurs cas, par exemple pour Exeter en 1258, cf. CHURCHILL, t. I, p. 245 et suiv.

[13] X I 33 13 (*Dilecti filii :* Grégoire IX) : un abus avait été commis par le patriarche de Grado à l'égard de l'évêque de Castella. La Glose fait observer qu'il existe une coutume générale des serments prêtés aux métropolitains et auxquels rien ne doit être ajouté. On saisit sur ce point précis la tendance archiépiscopale à la prédominance et la volonté de défense épiscopale. Sur l'intervention du métropolitain dans les nominations épiscopales, cf. CHURCHILL, t. I, p. 241.

[14] X I 30 1 (*Cum non ignoretis :* Alexandre III). La décrétale d'Alexandre III vise précisément Canterbury pour affirmer clairement le droit d'appel au métropolitain, qui, sauf de rares cas, ne peut intervenir qu'au second degré. Honorius III rappelle fermement ce principe : *... cum omisso dioecesano episcopo, fuisset ad archiepiscopum appellatum, ad quem gradatim fuerat appellandum...*

X II 28 66 *(Dilecti filii).* L'appel est suspensif : *mandamus quatenus sententias post hujusmodi appellationem latas denuncietis penitus non tenere.* Bonne glose sur le mot *appellationem.*

[15] X V 38 15 (*Nostro postulasti :* Honorius III) : *... per provinciam tuam libere potes hujusmodi concedere literas : ita tamen quod statutum generalis concilii non excedas.* La Glose observe finement : *... licet archiepiscopus non sit judex ordinarius omnium de provincia sua... et jurisdictionem contentiosam non habeat in sua provincia, nisi in certis casibus... sed voluntariam : sicut proconsul cum urbem egressus fuerit...*

[16] X III 39 14 (*Sopitae :* Lucius III) et 22 (*Super eo :* Innocent III). Punition : X V 39 52 (*Venerabili :* Honorius III); VI I 16 1 *(Romana ecclesia).*

Digitized by Google

Au cas de vacance d'un siège suffragant, il supplée le chapitre qui néglige les délais de l'élection épiscopale ou l'administration temporelle [17].

Curie. — Tant de charges rendent nécessaire un personnel assez nombreux. L'administration suppose une chancellerie, avec ses bureaux; la justice, une officialité; la police, une cavalerie pour la visite de régions éloignées. Il semble que les services diocésains de l'archevêque pourvoient à toutes ces nécessités [18].

RELATIONS ENTRE MÉTROPOLITAIN ET SUFFRAGANTS

En fait, les rapports entre métropolitain et suffragants ont été très souvent tendus [19].

Les suffragants veillent à imposer leur *consilium* au métropolitain [20]. Ils récusent sa compétence excessive [21]. Surtout, ils protestent contre la visite, qui les vexe encore plus qu'elle ne les écrase.

Rome définit. — La Papauté cherche à ramener la concorde par des décrétales, dont la plus fameuse, *Romana ecclesia*, réprime les excès concernant la justice et la police [22]. Saisi par les évêques de la province de Reims, Innocent IV décide que le métropolitain ne saurait juger en première instance les sujets de ses suffragants, ni recevoir, des sentences prononcées par les officialités mineures d'un diocèse, un appel qui appartient normalement à l'évêque [23]. Quant à la police, Innocent réglemente le contrôle et les sanctions.

L'archevêque désireux de visiter les diocèses de ses suffragants devra d'abord visiter tout son diocèse méthodiquement : du chapitre à la dernière paroisse rurale [24]. Après quoi, il parcourra les diocèses de la province l'un après l'autre, sans revenir jamais dans un diocèse dont il aurait franchi

[17] A Canterbury, la coutume ou des conventions déterminent le pouvoir de commissions intérimaires, que les registres épiscopaux montrent en exercice : CHURCHILL, t. I, p. 161-163, 237 et 551. Peut-être ces usages ont-ils encouragé les efforts de la doctrine à partir d'Huguccio pour permettre à l'archevêque de nommer un visiteur ou un administrateur, au cas de négligence du chapitre. Combattu par Jean le Teuton, ce droit était admis par son continuateur Barthélemy de Brescia. Innocent IV et Hostiensis exigeaient cependant un examen de l'affaire *(cognitio causae)* parce que, seul, le pape, en vertu de sa toute-puissance, a liberté de suspendre les pouvoirs normaux d'un officier ou d'un corps. Cette opinion, si favorable aux archevêques, fut légalisée par Boniface VIII, sous l'unique réserve que le visiteur s'abstienne de conférer les bénéfices à la nomination de l'évêque (VI I 8 4).

[18] Pour Canterbury, voyez CHURCHILL, t. I, p. 380, 470 et suiv., 482 et suiv.; pour Cologne, F. GESSCHER, *op. cit.*, *passim*. Grégoire le Grand déclare que l'inattention de l'évêque serait incongrue.

[19] A la bibliographie générale, ajoutez A. HAMILTON THOMPSON, *The juridiction of the Archbishop of York in Gloucestershire*, dans *Transactions of the Bristol and Gloucestershire Archeol. Society*, XLIII, p. 85-180; L. PFLEGER, *Die rechtliche Beziehungen der Diözese Strasburg zur Mainzer Metropole*, dans *Archiv für elsässische Kirchengeschichte*, 1935, p. 1-78; L. BRENTANO, *York Metropolitan Jurisdiction and papal judges delegate (1279-1296)*, Los Angeles, 1959 : conflits avec Durham.

[20] Invoquant le concile d'Antioche c. 2 *(Per singulas)*. C. 9 q. 3.

[21] CHURCHILL, t. I, p. 348, 381; DOUIE, p. 106, 195.

[22] Le texte intégral est publié par KESSLER dans *Z.S.S., K.A.*, 1942, p. 57-182.

[23] VI II 2 1 : ... *Licet in ipsos iidem clerici de facto consentiant :* la règle est d'ordre public et nous en connaissons déjà l'énoncé. Au même chapitre est affirmée la liberté des fidèles des suffragants, de s'immiscer dans les tarifs. — VI II 15 3 : le principe fondamental de la compétence est vigoureusement développé.

[24] VI III 20 1 : d'abord le diocèse, puis la province.

Digitized by Google

la frontière [25]. Son rôle sera de prêcher, d'enquêter, de punir les crimes cachés à l'évêque du lieu. Il ne percevra que des procurations en nature et modérées, sa suite ne recevra rien [26]. La visite pourra être reprise après avis des suffragants et déclaration écrite de l'archevêque, en commençant par les paroisses qui n'auraient pas encore été visitées [27]. Des censures, le métropolitain usera discrètement : il lui est interdit d'excommunier suffragants et officiaux qui résisteraient à ses ordres, de révoquer leurs excommunications [28].

Synode provincial. — C'est au synode que se produit la rencontre du président et des représentants de la province. La périodicité, le rôle de ces assemblées ont été fixés au quatrième concile du Latran : chaque année, elles doivent se réunir pour la correction du clergé, la diffusion du droit universel [29]. En fait, les convocations furent intermittentes, variables selon les diocèses [30], les décisions, assez peu originales et efficaces [31], la fonction publicitaire mieux assurée, encore que bien obscure [32].

Non plus que le synode diocésain, le synode provincial ne mit grand obstacle au pouvoir du chef. Il nous paraît, cependant, que l'on y relèverait

[25] *Ibid.* : à moins qu'il ne refasse une nouvelle visite de toute la province. La réitération suit l'ordre inverse de la première visite.

[26] *Ibid.* : tous les devoirs et tous les droits sont définis avec une parfaite précision, en particulier, la dépense. La décrétale *Romana ecclesia* est un vrai traité de la visite. Cf. X III 39 6.

[27] *Romana ecclesia : Postquam autem semel omnes provinciae suae dioceses visitaverit...* S'agit-il d'une visite annuelle ou d'une visite après chaque synode? Les glossateurs en discutent. Sur ces visites, cf. CHURCHILL, t. I, p. 132, 288; ANDRIEU-GUITRANCOURT, *op. cit.*, p. 113-248; E. DEPEYRE, *Visites du diocèse de Cahors par Simon de Beaulieu, archevêque de Bourges*, Cahors 1901.

[28] VI V 11 5 *(Romana ecclesia)*. L'archevêque ne peut absoudre ceux qu'ont frappés de censures les officiaux des archidiacres ou tous autres ayant juridiction chez leurs suffragants. Les censures générales de l'archevêque ne frappent que ses diocésains.

Dans sa Somme, *De officio ordinarii*, Hostiensis résume en six vers les pouvoirs du métropolitain.

[29] X V I 25 *(Sicut olim) : de corrigendis excessibus et moribus reformandis, praesertim in clero, diligentem habeant cum Dei timore tractatum, canonicas regulas, et, maxime, quae statutae sunt in hoc generali concilio, relegentes, ut eas faciant observari, debitam poenam transgressoribus infligendo.* Des visiteurs, sortes de témoins synodaux, choisis dans chaque diocèse, devront être nommés pour parcourir toutes les paroisses (on admet, en général, que celles-ci paient la procuration). Ces visiteurs n'ont aucune juridiction : Jean le Teuton discute clairement les raisons pour lesquelles leurs observations doivent être transmises à l'évêque, au métropolitain et au synode provincial sans que l'ordre hiérarchique en soit perturbé. La glose compare le synode aux chapitres triennaux des ordres religieux. Cf. KEMP, *op. cit.*, *passim;* CHURCHILL, t. I, p. 360-370.

[30] La statistique serait vaine, car beaucoup de synodes n'ont point laissé de trace. Il semble que le zèle manifesté après le quatrième concile du Latran se soit ralenti à la fin de l'âge classique. Dans la province de Narbonne, par exemple, 14 synodes sont connus entre 1211 et 1279, 12 seulement entre 1299 et 1430. La province de Sens eut 20 synodes au XIII[e] siècle, 11 au XIV[e]; Hostiensis commentant *Sicut olim* constate la négligence de son observation. Cf. J. GAUDEMET, *Aspects de la législation conciliaire française au XIII[e] siècle*, dans *R.D.C.*, 1959, p. 319-340

[31] Les mêmes décisions, généralement inspirées par les conciles œcuméniques, sont inlassablement répétées.

[32] Il nous faudrait connaître la diffusion des canons provinciaux et aussi les rapports entre synodes provinciaux et synodes diocésains. Ceux-ci ont été parfois réunis les premiers, parfois n'ont été qu'un écho, parfois ont pu être jugés inutiles, après publication des décisions provinciales.

Digitized by Google

trois tendances dignes d'attention, dans la constitution provinciale. Plusieurs démarches laissent entrevoir la volonté de tous les intéressés d'être présents ou pour le moins représentés, conformément au principe : *Quod omnes tangit* [33]. L'intention fut, à plusieurs reprises, aussi manifeste, de restreindre l'activité législative du métropolitain [34]. Enfin, la compétence de ces petites assemblées s'étendit à des sujets variés dans chacun des secteurs du droit canon [35] : la nature juridique de leur concours ne fut pas toujours bien définie [36].

CONCLUSION

Le pouvoir métropolitain reste donc théoriquement fort au cours de l'âge classique, encore que la Papauté entende le brider pour son service [37]. En fait, il est disputé pour des raisons politiques et il s'exerce surtout dans les pays où il correspond à une fonction nationale : nous avons à considérer la place de ces sièges éminents qui, avec des titres divers, émergent dans toute la Chrétienté.

[33] X III 10 10 *(Etsi membra)*. Les chapitres de la province de Sens se sont plaints à Innocent III que leurs procureurs n'ont pas été admis aux délibérations d'un synode. Réponse : *Visum fuit nobis et eisdem fratribus nostris, ut capitula ipsa ad hujusmodi concilia debeant invitari, et eorum nuncii ad tractatum admitti, maxime super illis, quae ipsa capitula contingere dignoscuntur.* L'incertitude est constante sur la composition et les droits de l'assemblée. Seuls les évêques se prononcent en matière de foi mais dans les affaires disciplinaires, les clercs et les fidèles opinaient, aux premiers siècles et on les voit encore paraître dans les *Ordines* de l'*Hispana* et des *Fausses Décrétales*. Les docteurs de l'âge classique discutent leur participation : Hostiensis les exclut des affaires concernant le clergé mais les admet aux séances qui traitent du mariage et des affaires de foi (tandis que Jean André et Pierre d'Ancharano n'en disent rien). Les maisons de religieux non-exempts sont convoquées. A Narbonne (1252), se trouvent cinq abbés; il y en a dix à Béziers (1255) et les représentants de trois autres. En 1302, la citation porte : *capitulum... abbates conventus et ceteros viros ecclesiasticos, qui... citari consueverunt;* en 1351, on ajoute : prévôts, doyens, prieurs des collégiales et autres non-exempts accoutumés. L'invitation au bas-clergé s'explique souvent par le fait qu'on lui demande des subsides : mais il suffit qu'il accepte la décision d'octroi et il n'est point, comme les prélats, tenu d'assistance.

[34] Requête des suffragants à Pecham dans le Registre de ses Lettres, I, 332 (CHURCHILL, t. I, p. 361). *Nos statuimus* exprime bien dans les statuts français la volonté souveraine. Cf. R. L. KAY, *The making of statutes in French provincial Councils 1049-1305, Diss. Abstracts 20*, 1959-1960, p. 1004 (d'après *B.T.A.M.*, t. VIII, p. 2390).

[35] Il suffit de parcourir HEFELE pour se rendre compte de la variété des problèmes traités : précisions (et non décisions) doctrinales; vie et mœurs du clergé, répression de l'hérésie, jugements; subsides accordés au roi : en 1294, deux synodes se sont réunis en France pour répondre aux demandes de Philippe le Bel. Voir F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises au Moyen Age*, t. II, Paris, 1951, p. 207 et suiv. Le synode provincial est donc utilisé pour l'application du canon du troisième concile du Latran qui exige le consentement de l'évêque et de son clergé aux subsides. Kemp a écrit son ouvrage pour montrer dans le synode provincial l'origine de la *convocatio*, si importante dans le droit ecclésiastique et constitutionnel de l'Angleterre.

Un des objets du synode est de suspendre le droit de conférer les bénéfices à ceux qui, après double correction, s'obstinent à choisir des indignes. X III 5 29 (*Grave nimis :* Latran IV, c. 30). Le synode peut instruire une action contre l'évêque, non contre le métropolitain. Il ne peut prononcer une déposition.

[36] Kemp le fait sentir.

[37] Voyez, par exemple, CHURCHILL, t. I, p. 500. P. WAGNER suit son développement dans la première partie de l'âge classique : *Die geschichtliche Entwicklung der Metropolitangewalt bis zum Zeitalter der Dekretalengesetz*, Offenbach, 1917. Nature du pouvoir : ANDRIEU, p. 64 et suiv.

Digitized by Google

§ 2. — Barrières entre provinces et liens régionaux.

L'ESPRIT PROVINCIAL

La province rompt la barrière diocésaine en créant de nouvelles barrières [1]. Elle a ses particularités, souvent son particularisme et parfois sa partialité : il lui arrive de tenir farouchement à sa liturgie, d'interpréter à sa façon le droit commun; elle entend se distinguer de ses voisines et vivre d'une vie propre; elle regarde ses usages comme supérieurs et affine une certaine pointe de rivalité.

Plusieurs sièges ont tenté, par leur prestige, de s'élever au-dessus des compartiments administratifs : les patriarcats. D'autres se sont efforcés de dominer plusieurs provinces : les primaties.

ARCHEVÊQUES PRIVILÉGIÉS : LES PATRIARCATS

A la vérité, les patriarches avaient eu leur place et leur rôle dans l'antiquité chrétienne [2]. Leur reconnaissance apparut au Saint-Siège (qui les traitait avec une méfiante prudence), comme nécessaire et profitable dans les régions d'Orient reconquises par les croisés. En face du patriarcat schismatique, elle créait un patriarcat latin, égal en titre et dont le rôle était non seulement de gouverner les Latins, mais de se soumettre la hiérarchie des rites locaux [3].

Successivement ressuscitent Antioche (1098), Constantinople (1205), Alexandrie (1219). Le quatrième concile du Latran rappelle l'ordre de préséance et déclare les privilèges [4].

En Occident, le titre patriarcal n'était reconnu, pendant l'âge classique, qu'aux archevêques d'Aquilée et de Grado, l'un à l'autre hostiles, et il n'eut guère de portée canonique [5].

[1] La détermination de ces barrières, soit au moment de l'érection, soit au cours des luttes politiques donna lieu à de grandes difficultés. Voyez J. VINCKE, *Die Errichtung der Erzbistums Saragossa. Spanische Forschungen*, II; M. Z. JEDLIKI, *La création du premier archevêché à Gniezno*, *R.H.D.*, 1933, p. 645-695 (et les polémiques avec Brackmann); J. OSWALD, *Riga und Gnesen in Kampf um die Metropolitangewalt über die altpreussischer Bistümer*, Braunsberg, 1942-1943; P. KEHR, *Die Erzbistum Magdeburg*, Academ. de Berlin, 1930.

[2] HINSCHIUS, t. I, p. 538-575; SÄGMÜLLER, t. I, p. 431-434.

[3] C. 9 q. 3 c. 8 (*Conquestus :* Nicolas Ier). X I 7 1 (*Cum ex illo :* Innocent III). Deux autres décrétales d'Innocent III à un patriarche (Constantinople) attestent la liaison avec Rome. X I 6 40 *(Scriptum)*, 33 8 *(Inter quatuor)*. L. SANTIFALLER, *Beiträge zur Geschichte des Lat. Patriarchats von Konstantinopel, 1204-1261...*, Weimar, 1938; Robert LEE WOLFF, *The organization of the Latin Patriarchate of Constantinople (1204-1261)*, dans *Traditio*, 1948, p. 33-60.

[4] C. 5 = X V 33 23 *(Antiqua)*; Constantinople, Alexandrie, Antioche, Jérusalem. Le patriarche peut décerner le pallium; se faire précéder de la croix et recevoir les appels sous réserve des droits du Saint-Siège et de certaines exceptions. X I 31 8 (*Duo simul :* Innocent III). Le texte précité du pape Nicolas *(Conquestus)*, rappelé par Innocent III avait précisé que les patriarches n'ont d'autres droits et privilèges que ceux concédés par les canons et une coutume ferme ou le Saint-Siège.

[5] HORST FUHRMANN, *Studien zur Geschichte mittelalterlichen Patriarchate*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1953.

Digitized by Google

ESSAIS DE MÉTROPOLES SUPÉRIEURES : LES PRIMATIES

Le simple titre de primat, suggéré par les *Fausses Décrétales*, fut invoqué par quelques métropolitains qui, s'élevant au-dessus de leurs pairs, ont obtenu juridiction sur plusieurs provinces, voire sur une nation entière [6].

En France, l'archevêque de Bourges a fait consacrer en 1146 le titre adroitement conquis de primat d'Aquitaine [7], qui lui permet dans les provinces d'Aquitaine seconde et troisième (Bordeaux et Auch) la visite et le jugement en appel des causes. Auch se libéra vite et sans bruit. Bordeaux éluda les invitations au concile provincial de Bourges, subit de rares visites [8] et termina sa rébellion le jour où son archevêque, devenu pape, en fit le siège d'une nouvelle primatie [9]. La primatie de Lyon sur les provinces de Rouen, Tours et Sens fut confirmée par Grégoire VII, mais ne put s'exercer sur des provinces françaises [10]. L'archevêque de Sens se disait primat des Gaules et tel fut le titre d'Anségise; Grégoire VII supprima cette prétention [11]. Reims, Narbonne, Vienne exhibèrent des titres aussi vains [12].

Depuis Lanfranc, l'archevêque de Canterbury a droit de primatie et il lui arrive de s'en prévaloir [13]. Mais, restreint à la province, ce droit est purement honorifique. Dépasse-t-il ce palier de la gloire quand il est reconnu sur « toute l'Angleterre », lors du pacte de 1353 avec l'archevêque d'York, qui se contente d'être primat d'Angleterre et promet un cadeau recognitif de son modeste renoncement [14]?

En Allemagne, l'archevêque de Magdebourg se déclarait primat de Germanie, celui de Mayence réclamait le premier rang dans tous les synodes tenus en Gaule ou en Germanie. Trèves, Cologne levaient la tête [15].

En Italie, Pise et Gênes se disputaient le droit de consacrer les évêques corses. En 1138, Innocent II confirmait les privilèges de Pise, dont il étendait la primatie à la province de Sassari. Alexandre III devait lui soumettre toute

[6] HINSCHIUS, t. I, p. 591-629. Pseudo-Isidore identifie les deux titres de patriarche et de primat. De même Raymond de Pennafort, *Summa juris, pars II, de ministris canonum...*, p. 49 : *Patriarce sive primates sunt minores papa, majores metropolitanis.* Le but des fausses est de créer un organe de défense des évêques contre les métropolitains abusifs. Ils font des patriarches-primats les successeurs des *primi flamines* (tandis que les métropolitains succèdent aux *archiflamines*).

Dans les décrétales, il y a simple identité de condition juridique. Nicolas et Innocent écrivent : *primates vel patriarchae.*

[7] DE LACGER, *La primatie et le pouvoir métropolitain de l'archevêque de Bourges au XIII^e siècle*, dans *R.H.E.*, 1930, p. 43-65 et 269-330; *La primatie d'Aquitaine du VIII^e au XIV^e siècle*, dans *R.H.E.F.*, 1937. La coordination n'allait point sans difficultés et règlements X I 33 17 (*Humilis doctrina :* Grégoire IX).

[8] Nous avons le procès-verbal de la visite de J. de Sully au printemps 1265 : Arch. dép. du Cher, G I 634-638.

[9] Bertrand de Got, devenu Clément V, légalisait une usurpation de 1300.

[10] A. FLICHE, *La primatie des Gaules*, dans *R.H.*, t. 173, 1934, p. 329-342.

[11] A. FLICHE, *La primatie des archevêques de Sens*, dans *Bull. de la Sté archéol. de Sens*, 1929-1930, Sens, 1933, p. 54-70.

[12] HINSCHIUS, t. I, p. 600-605.

[13] CHURCHILL, t. I, p. 43 et 153.

[14] WILKINS, *Concilia*, t. III, p. 31. Cf. A. HAMILTON THOMPSON, *The Dispute with Canterbury*, dans *York Minster Histor. Tracts*, 1927; CHURCHILL, t. I, p. 153.

[15] HINSCHIUS, t. I, p. 667.

Digitized by Google

la Sardaigne (1176). L'opposition du métropolitain sarde et du génois, (qu'Alexandre avait nommé *legatus transmarinus*), rendit précaire l'autorité de Pise. Le titre primatial de Salerne, confirmé en 1182, n'eut point plus de portée [16].

Il n'est guère de pays où le titre de primat n'ait été invoqué par un grand siège [17] : au synode national de Cashel (1171), le métropolitain d'Armagh est appelé *primas Hiberniae* [18]; Alexandre III salue du même titre l'archevêque de Lund [19]; Tolède veut dominer l'Espagne [20]; Esztergom se prétend sans égal en Hongrie et, sauf à Rome, dans la Chrétienté [21].

Les droits du primat ne sont fixés par aucun texte général. En réalité, ils varient selon les lieux. Chacun d'eux voudrait être le métropolitain des métropolitains et tous obtiennent quelques-uns des droits que conférerait ce titre et qui se rapportent à l'ordre, à l'autorité, au prestige. Plusieurs consacrent les métropolitains, reçoivent leur serment et leur délivrent le pallium [22]. Il en est qui convoquent des conciles pour leurs circonscriptions [23]. Justice et police appartiennent aux plus favorisés [24]. Tous ambitionnent la prééminence, dont le signe est la préséance de leur croix processionnelle [25].

En fait, la primatie a soulevé plus de conflits qu'elle n'a favorisé l'union des provinces. Les métropolitains supportaient mal ce supérieur dont ils contestaient le titre et, quand il l'invoquait, l'utilité ou la délicatesse. On peut conclure que les primats ont été des perturbateurs plutôt que des agents de l'unité de l'Église. Certes le point capital est de relever le rôle effectif de ces dignitaires mais il n'est pas sans intérêt de déceler l'origine de leurs prétentions comme l'étendue de leurs intentions. Ce sont là des nerfs de l'histoire religieuse et de l'histoire politique. On comprendrait mal la structure de l'Église médiévale si l'on attribuait à l'orgueil de quelques métropoles ou à la fantaisie de Pseudo-Isidore une institution qui, sans avoir bouleversé la Chrétienté, n'en revêtit pas moins une signification plus profonde que la vanité des titres et des programes.

[16] A. Fᴇʟʙɪɴɢᴇʀ, *Die Primatialprivilegien für Italien von Gregor VII bis Innocenz III*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1951, p. 95-163.

[17] Pour la Dalmatie, voyez A. Mᴀᴛᴀᴍɪč, *De origine tituli « Dalmatiae et totius Croatiae primas »*, Rome-Subiaco, 1952. Pour la Pologne, J. Nᴏᴡᴀᴄᴋɪ, *De archiepiscopi Gnesnensis dignitate et prerogativa primatiali*, dans *Collect. theol.*, 1937, vol. XVIII.

[18] Hɪɴsᴄʜɪᴜs, t. I, p. 615. Il s'agit d'un véritable programme romain : Aubrey Gᴡʏɴɴ, *The centenary of the Synod of Kells*.

[19] Göʀᴀɴ Iɴɢᴇʀ, *op. cit.*, p. 80-85, 306-337.

[20] Hɪɴsᴄʜɪᴜs, t. I, p. 591-593. Cf. J. Fr. Rɪᴠᴇʀᴀ Rᴇᴄɪᴏ, *La primacia eclesiastica de Toledo en el siglo XII*, dans *Anthologica annua*, 1962, p. 11-88 (que nous analysons dans une Chronique de la *R.H.D.*, 1963).

[21] Al. Sᴢᴇɴᴛɪʀᴍᴀɪ, *The primate of Hungary*, dans *The Jurist*, 1961, p. 27-46. — Pour la Pologne : J. Nᴏᴡᴀᴄᴋɪ, *op. cit., supra*, n. 17.

[22] Lund (1164), Tirnova (1204), Canterbury (sauf pallium).

[23] Bourges, Canterbury, Pise, Armagh.

[24] Appel : Lyon; Bourges. — Visite quinquennale : Armagh, Pise et Canterbury. — Censures : Bourges, Canterbury.

[25] Tolède (XIII[e] et XIV[e] siècles); Tirnova (1204); Bourges (1146); Pise (1198); Canterbury (1125); Armagh (1255).
En 1322, le synode de Tarragone proteste contre cette prétention de l'archevêque de Tolède.

Digitized by Google

§ 3. — Esprit national et rapports internationaux.

ORIGINALITÉ DES NATIONS

Mieux que les titres et les privilèges, la communauté ethnique, historique, linguistique créait des liens qui unissaient les hommes entre eux, mais aussi qui les séparaient de tous les autres groupes sociaux. Comment ce partage de la Chrétienté en nations influait-il sur le corps de l'Église?

La terminologie exprimait clairement le partage : *ecclesia gallicana*, *ecclesia anglicana* [1]. Il s'agissait d'abord d'une détermination géographique. Toutes les églises de France, d'Angleterre formaient un membre de la catholicité, sous le gouvernement du pape. Toutes avaient la certitude qu'un seul prince les tenait pour sujettes, que l'identité, au moins partielle, de passé et de destin, de langage et de culture et surtout d'appartenance à une communauté distincte de toutes autres, leur composait un caractère particulier, des droits à certains égards, à certaines prérogatives, à une apparence de statut fondé sur la coutume et la tradition.

En fait, l'adjectif laissait entendre et souvent recouvrait une certaine originalité de discipline, d'usages ou d'intérêts [2]. Le rôle effectif des métropolitains, l'organisation des curies diocésaines, le régime paroissial ont été diversement déterminés par la législation des synodes et la coutume locale; nous l'avons maintes fois constaté [3]. Des usages cultuels se sont établis sur l'ensemble du territoire. Certaines mesures administratives ou fiscales concernent toutes les églises d'un pays et parfois, seules, ces églises [4].

L'âge classique a vu croître et s'aigrir ce particularisme, par l'effet du développement des États centralisés et de l'esprit national. Dans chaque nation, l'épiscopat est un ordre national, le premier des ordres nationaux et il fournit au prince de nombreux serviteurs [5]. Au cours des rivalités et des guerres, il suit son prince. Quand la tension est entre le prince et la Papauté, le risque de dissociation et de schisme apparaît et, souvent, se

[1] Z. N. Brooke (*The English Church and the Papacy, 1006-1200*, Cambridge, 1931) a bien établi le sens géographique de ces adjectifs : mais chaque terre a ses besoins et ses usages particuliers. A. Hamilton Thompson, *The English Clergy...*, p. 10; Chr. R. Cheney, *From Becket to Langton...*, Manchester, 1956. Et l'on trouve chez les plus pieux des Capétiens une pointe de gallicanisme : L. Buisson, *König Ludwig IX der Heilige und das Recht*, Fribourg-en-Brisgau, 1955. Voyez encore Gaines Post, *Two notes on nationalism in the Middle Ages*, dans *Traditio*, 1953, p. 281-320.

[2] L'idée de nation — objet d'une abondante littérature — n'est pas encore bien définie que déjà, les divers groupes sociaux s'unissent en certains cas contre Rome comme contre les pays voisins. Ce qui crée une certaine soudure entre les membres du clergé. Parfois le clergé seul se solidarise pour résister à la collecte d'impôts ou à la provision de sièges par Rome. Pour l'Allemagne, cf. Hauck, t. VII, p. 639 et suiv.

[3] Sujet de deux cours de droit comparé dont les conclusions pourraient être publiées : on y verrait l'unité profonde et les variétés de l'organisation judiciaire et administrative.

[4] Par exemple, les levées de décimes ou les attributions de bénéfices. Et il ne faut pas se dissimuler que beaucoup de papes ont eu à l'égard de certaines nations une politique particulière.

[5] Premier ordre dans l'État, soutien du prince : K. Edwards, *The political importance of the english Bishops during the reign of Edward II*, dans *E.H.R.*, 1944, p. 311-345.

Digitized by Google

réalise [6]. Les chefs des religieux sont, eux aussi: emportés par leur fidélité à l'État [7].

Cette fidélité répond à un sentiment profond d'appartenance à un pays, que le prince incarne. Nous avons vu dans les conciles œcuméniques se dessiner le groupement en nations. Chaque crise de la Papauté lui donne relief. La force même de la Papauté accroît la force des nations, leur sensibilité, par la réaction contre l'invasion romaine dans les bénéfices [8].

Ainsi, la nation qui rassemble des masses de chrétiens constitue un bloc redoutable pour l'unité : intérêts du prince, préjugés du peuple, susceptibilité des clercs s'y conjuguent pour dénigrer et affronter le voisinage et, à l'occasion, le Saint-Siège.

SENTIMENT DE LA COMMUNAUTÉ

Malgré toutes ces divergences, l'unité a prévalu pendant tout l'âge classique. Elle se manifeste dans la foi, dans le culte, dans les sentiments. L'orthodoxie l'emporte, en toutes les nations, sur les hérésies populaires, que les pouvoirs publics combattent comme contraires à l'unité qu'ils rêvent [9]. Des cérémonies identiques, où le latin est la langue officielle, émeuvent les Suédois comme les Portugais. Pour tous les Occidentaux, le nom chrétien a comme une résonance affective. Dans quelle mesure ce résultat est-il procuré par le caractère international des institutions?

CARACTÈRE INTERNATIONAL DES INSTITUTIONS

Les occasions de distance sont aussi des occasions de rapprochement.

Si la présence d'étrangers sur des sièges épiscopaux éveille la susceptibilité, il arrive qu'elle crée la sympathie [10]. A plus forte raison, l'accès d'un Anglais ou d'un Français sur le Siège romain affirme-t-il avec éclat le caractère international, supranational de la Papauté [11].

Si les assemblées risquent d'accuser les distances, elles révèlent assurément la solidarité internationale. Aux chapitres généraux des ordres, les représentants de toutes les maisons prennent conscience d'intérêts, de difficultés, de besoins qu'aucune frontière ne limite. Un pareil élargissement de la

[6] Nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer. Dans toutes les guerres et les querelles, l'attitude du clergé et celle des religieux, particulièrement des cisterciens, mérite grande attention.

[7] Dans les conflits entre la Papauté et l'Empire ou les monarchies, une partie au moins des prélats appuie le souverain temporel. Plutôt que d'une lutte entre sociétés, il s'agit d'une lutte entre autorités rivales. E. BARKER, *Christianity and Nationality*, Oxford, 1927.

[8] Anglais ou Français ressentent mieux leur nationalité quand les revenus des biens de l'Église locale leur échappent.

[9] L'unité de l'Église est alors, comme en d'autres temps, une condition de l'unité de l'État : la répression de l'hérésie solidarise les deux puissances.

[10] Des étrangers ont su éveiller la sympathie, jusqu'en Angleterre, mais le fait est toujours signalé comme une anomalie. Le Saint-Siège a maintes fois affirmé l'unité de l'Église, dont une des conséquences est qu'un diocèse ne doit être fermé à aucun clerc idoine, quelle que soit sa nation d'origine. X III 7 5 (*Ad decorem :* Innocent III).

[11] Il est aussi vrai qu'il peut donner au Saint-Siège des apparences nationales, comme il arriva au XIV[e] siècle.

Digitized by Google

connaissance et de l'action résulte de la rencontre, au concile œcuménique, de tous les représentants de la Chrétienté [12].

Certes, les institutions ne sont point le seul lien qui maintient l'unité en ce monde médiéval, où les difficultés de communication nous obsèdent; cependant, les rapports internationaux sont entretenus par une sorte de frénésie du voyage et de la correspondance. Un relevé méthodique des lettres conservées — faible partie des lettres écrites — d'un pays à l'autre, des itinéraires connus de pèlerins, d'évêques et d'abbés en déplacement à travers l'Europe nous apprendrait l'efficacité des échanges qui cimentèrent l'unité de l'Église d'Occident [13].

Les divisions géographiques, politiques, administratives nous mettent en garde contre une vue monolithique de l'Église médiévale. Chaque circonscription tend à la personnalité, c'est-à-dire à une affirmation défensive ou agressive de son être. Diocèse, province, nation gardent jalousement leurs frontières. La Chrétienté est formée d'innombrables monarchies dont la plus minuscule est la paroisse. Encore avons-nous appris qu'il s'agit plutôt de polyarchies, où le chef, les corps et la masse, se font équilibre et qui ne réalisent eux-mêmes leur équilibre que par des compromis entre les états-majors.

Ainsi notre parcours géographique nous ramène-t-il jusqu'au bâton de la confrérie et à la porcherie du presbytère : ce qui signifie que nos institutions ont leurs fondements non dans les Codes mais dans la plus modeste réalité. Inversement, plus s'élargit le cercle de l'unité et plus s'accroît le risque de la diversité; ces grandes circonscriptions que nous avons décrites ont un sentiment proportionné de leurs caractères originaux et la force nécessaire pour en faire état. Un des drames de la Chrétienté est dans le morcellement inorganique à la base, organisé dans les institutions.

Le problème est de concilier les intérêts du dernier paysan de Bretagne ou de Sicile et de la province de Mayence ou du royaume d'Angleterre. Entre ces égoïsmes plus profanes que sacrés et la volonté d'universalisme, l'accord se fera par la communauté de foi, la force de la tradition et l'autorité romaine.

SECTION II. — SÉCULIERS ET RÉGULIERS.

Si l'Église hiérarchique est à la fois entravée et consolidée par le réseau des frontières, ne court-elle point le risque d'être concurrencée autant que secondée par la milice des religieux, qui joint au pouvoir du Sacerdoce

[12] Nous n'avons point manqué d'en faire la remarque au sujet des conciles.

[13] Ce problème des voyages, étudié pour l'Antiquité, mériterait une longue recherche pour le Moyen Age. Il concerne toute la civilisation, et plus spécialement les institutions : problème de la résidence, du gouvernement pendant les absences, de la condition des voyageurs et des hôtes. Comparez un voyage à Rome, de Dublin ou de Braga en 1262 et en 1962 : le voyageur cavalier apprend cent fois plus dans ses parcours et ses haltes que le passager en avion, du siège immobile où il lit un roman. De telles réalités échappent trop à l'historien confiné dans sa bibliothèque!

Digitized by Google

le prestige d'un idéal supérieur, les avantages d'une formation méthodique et la force naturelle à tous les groupes fermement organisés?

Portons-nous sur les trois champs où se produit la rencontre des séculiers et des réguliers : le diocèse, la paroisse, l'Église universelle.

§ 1. — Les problèmes diocésains.

L'unique maître du diocèse est l'évêque : mais les établissements religieux tendent à former des petits diocèses, sous le gouvernement de leur chef particulier. Malgré le soin de la hiérarchie à proclamer son principe, l'émancipation des religieux s'est progressivement accomplie, jusqu'à l'âge classique, où éclata la tempête.

PRINCIPE DE SUBORDINATION

Dès leurs origines, les monastères sont apparus aux évêques comme une menace pour l'intégrité de leur juridiction [1]. Ils ont redouté les créations arbitraires de maisons, l'indépendance de leurs habitants, la rivalité de puissance. Pour éviter ces risques, ils ont réglementé les fondations, affirmé leur juridiction, imposé leur tutelle.

Le principe est énoncé au concile de Chalcédoine : aucune fondation sans l'assentiment de l'Ordinaire du lieu [2]. Ce texte, recueilli par les collections jusqu'au *Décret* [3], avait été littéralement reçu par plusieurs fondateurs d'ordres [4]. L'assentiment peut être donné en termes exprès, ou par suscription à la charte de fondation [5] ou par confirmation des biens [6]. Une de ses premières manifestations est l'installation de l'abbé [7].

Le concile de Chalcédoine avait précisé que les moines sont soumis à la loi diocésaine [8]. Plusieurs textes, insérés au *Décret*, répètent cette

[1] T. P. Mac Laughlin, *Le très ancien droit monastique de l'Occident*, Poitiers, 1935, p. 129 et suiv. X III 36 7 *(Quum venerabilis)* et 8 *(Quum dilectus)* : Innocent III rappelle qu'en principe un monastère est sous la juridiction de l'évêque du lieu.

[2] Chalcédoine, c. 4 : ... *Placuit igitur neminem aut aedificare aut construere monasteria aut oratorii domum sine conscientia ipsius civitatis episcopi.*

[3] Reproduites sans interruption jusqu'au *Décret* C. 18 q. 2 c. 10, ainsi que les rappels des conciles locaux, notamment Agde (506), c. 27 : *De monachis monasterium novum (nisi episcopo aut permittente aut probante) nullus incipere aut fundare praesumat*, qui est dans C. 18 q. 2 c. 12 avec une glose minutieuse : *novum dicitur cujus facies immutatur.* Ce qui comprend la reconstruction totale, non les réparations. Ici encore, recours au droit romain.

[4] *Carta caritatis*, la Charte de Charité prescrit de soumettre toute fondation à l'autorisation de l'évêque et pendant un demi-siècle les cisterciens furent hostiles aux exemptions : B. Mahn, p. 131-136.

[5] Formules dans Pardessus, n° 514, 543, 596.

[6] Les premiers actes d'un cartulaire contiennent cette confirmation, qui assure à l'établissement la protection du Saint-Siège.

[7] Exemple pour Beauport dans J. Geslin de Bourgogne, *Anciens évêchés...*, t. IV, p. 45 et 47.

[8] Chalcédoine, c. 4 = C. 16 q. 1 c. 12 *(Qui vere)* : *Eos vero qui per civitates singulas, seu possessiones in monasteriis sunt, placet nobis episcopo esse subjectos...*; c. 8 = C. 18 q. 2 c. 10 : ... *Clerici in ptochiis et in monasteriis aut martyriis constituti sub potestate sint ejus qui in ea est civitate episcopus secundum traditionem sanctorum patrum nec per praesumptionem recedant a suo episcopo.* De dures sanctions sont prévues.

Le concile de Carthage (525) avait, au contraire, décidé la *libertas plenissima* des monastères — expression qu'il faut entendre sans exagérer le superlatif.

Saint Benoît se borne à deux interventions de l'évêque, nomination et déposition de l'abbé (c. 64) et rébellion d'un moine (c. 62).

Digitized by Google

décision [9], que les papes de l'âge classique ont rappelée [10]. En conséquence, ils sont tenus de se présenter au synode, de déférer leurs causes à l'officialité, de contribuer aux subsides caritatifs [11].

Mieux : le soin et la tutelle des monastères appartiennent à l'évêque [12]. Il en a la surveillance permanente et certains conciles exigent qu'il autorise les aliénations [13]. Le mode intermittent de son contrôle est la visite canonique [14].

ÉMANCIPATION PROGRESSIVE

Comme la puissance des monastères croissait au point d'égaler celle des évêques et qu'en Irlande elle ne rencontrait même point l'autorité diocésaine, un mouvement de libération ébranla les structures ecclésiales. Évêques et papes furent les auteurs responsables de ce mouvement.

Comme il advient souvent, le droit commun s'effrita par des entorses successives. L'évêque, nous le savons, perdit localement le droit de consécration, dès l'époque mérovingienne; Cluny obtint dans les dernières années du x^e^ siècle, dispense de visite, de convocation au synode. Dispense fut accordée d'observer l'interdit [15]. Cîteaux, maintenu par son fondateur dans le giron de l'Église hiérarchique, obtint toutes ces faveurs et c'est une des plus instructives chronographies que celle des avantages accordés à telle ou telle maison : ainsi, en 1132, dispense à deux abbayes d'assister au synode [16]; en 1152, Eugène III confirme la dispense d'observer l'interdit; en 1179, Clairefontaine pourra se passer de l'évêque du lieu pour tous les actes de l'ordre épiscopal. On évacue peu à peu la présence de celui que l'on avait considéré au début du siècle comme l'Ordinaire. L'opération a été générale et universelle sous Alexandre III pour des raisons politiques et religieuses [17].

La soustraction complète à la juridiction épiscopale était l'objet des diplômes d'exemption [18]. Au XII^e^ siècle, la « liberté » concédée à un monastère signifie

[9] C. 18 q. 2 c. 16 (*Abbates :* Orléans I, c. 21); c. 17 (*Monasteria :* Arles V, c. 2); c. 18 (*Abbatibus :* Pascal II).

[10] Innocent III dans X III 36 6 *(Constitutus)*, 7 *(Quum venerabilis)*, 8 *(Quum dilectus)*. De droit commun, l'évêque est seul chef *spirituel* du diocèse : affirmation d'autant plus intéressante que les intérêts temporels exerçaient leur tentation.

[11] C. 18 q. 2 c. 16 (Orléans I 21) : ... *qui semel in anno in loco, ubi episcopus elegerit, accepta vocatione conveniant...* Pour la justice, voyez GÉNESTAL, *Privilegium fori*, t. I, p. 21 et suiv. La contribution aux subsides résultait, aussi, de la sujétion totale.

[12] C. 16 q. 1 c. 12 § 2 = Chalcédoine c. 4 : *Convenit vero civitatis episcopo curam et sollicitudinem necessariam monasteriis exhibere;* C. 18 q. 2 c. 19 (*Cognovimus :* Grégoire le Grand).

[13] Epaône (517), c. 8; Orléans (538), c. 26.

[14] C. R. CHENEY, *Episcopal Visitation of Monasteries in the thirteenth Century*, Manchester University Press, 1931; J. J. SMITH, *The Attitude of John Pecham toward Monastic Houses under his Jurisdiction*, Washington, 1949 : grande activité d'un archevêque-religieux, parfois un peu partial pour ses frères.

[15] Tous les ordres obtinrent cette faveur, sous la condition d'en garder le bénéfice pour les hôtes de leurs maisons.

[16] Pascal II et Innocent II semblent avoir limité l'obligation de présence aux affaires concernant la foi. MAHN, p. 99-101, pense, contre SCHREIBER, que la dispense a un caractère général.

[17] Cependant, ce n'est qu'en 1184 que Lucius III interdit de porter une censure contre un abbé de Cîteaux et que Cîteaux se considéra comme toute libérée. Un peu plus tard, telle fut l'opinion commune.

[18] Voyez livre III, ch. I, section II et l'esquisse historique de MAHN, p. 119-131, où l'extrême confusion des termes cens, liberté, protection est bien indiquée (p. 126, 127, 132, 137). Un

Digitized by Google

la complète exemption. Alexandre III et Innocent III refusent de confondre exemption et protection : ils exigent que l'on interprète chaque terme des privilèges [19]. Les gloses dénoncent l'inutilité de la simple protection. Cîteaux finit par acquérir l'exemption parfaite [20].

Nous avons délibérément choisi un grand ordre et qui s'est fondé sur la soumission à l'évêque pour montrer à quel point les temps de Chalcédoine étaient changés. La plupart des ordres tendirent à se libérer de l'évêque, dont ils craignaient soit la rigueur soit l'indiscrétion ou, pour reprendre les trois éléments de la Puissance : l'autorité, la cupidité ou le prestige. Mais chacun eut sa manière. Ainsi, Cluny présente une remarquable variété : maison-mère ou chacune des abbayes et des prieurés a sa condition particulière [21].

ÉCLATS DE LA DISCORDE

Comment les évêques auraient-ils accepté de bonne grâce leurs évictions imposées? Aux conciles œcuméniques, ils élèvent des plaintes : dépouillés des dîmes, de la compétence en affaires contentieuses, de l'application des censures, que leur reste-t-il du pouvoir ordinaire [22]?

De leur côté, les religieux justifient leur indépendance et cataloguent leurs griefs : Grégoire IX en retient vingt-sept, pendant les années 1235 et 1236; Clément V en compte trente au concile de Vienne [23].

ordre pontifical de corriger tous les clercs du diocèse ne vise point les exempts X I 31 19 (*Grave gerimus :* Grégoire IX). — L'exemption des ordres a été étudiée dans les divers pays de la Chrétienté (par exemple, de façon méthodique et complète, pour la Pologne, dans une série d'articles de Fr. BOGDAN).

[19] X V 33 8 (*Recepimus literas :* Alexandre III) : ... *Ceterum diligentiam tuam volumus non latere quod sicut non omnes qui specialiter beati Petri juris existunt, annuatim apostolicae sedi censum exsolvunt, ita non omnes nostri censuales ab episcoporum subjectione habentur immunes. Inspicienda sunt ergo ipsarum ecclesiarum privilegia et ipsorum tenor est diligentius attendendus, ut si fuerit deprehensum quod ecclesia quae censum solvit, specialiter B. Petri juris existat, et ad indicium perceptae libertatis census annuus conferatur, non immerito poterit speciali praerogativa gaudere. Si vero ad indicium perceptae protectionis census persolvitur, non ex hoc juri diocesani episcopi aliquid videtur esse subtractum.* La glose observe : templiers, hospitaliers, cisterciens ne paient pas de cens, elle insiste sur la valeur du mot *libertas* et sur la différence entre exemption et protection, sans se faire grande illusion sur l'efficacité de celle-ci. Dans ce même titre, plusieurs décrétales d'Innocent III ont pour objet l'interprétation exacte des privilèges.

[20] MAHN, p. 119-155.

[21] VALOUS, t. II, p. 130-140.

[22] Plaintes particulièrement vives au concile de Vienne.

[23] X V 31 c. 16 *(Nimis iniqua)* et 17 *(Nimis prava);* Clément V 6 c. un *(Frequens).* Grégoire IX reproche aux prélats les obstacles concernant provende des religieux, ministère de confesseurs, garde eucharistique, droit de sépulture, offices divins, cloches, cimetières. Ils veulent taxer les sujets et les objets, ramasser les restes de cire, empêcher les premières messes hors du couvent, prélever des offrandes quotidiennes, les libéralités. La glose n'admet quelque fondement qu'aux prétentions sur les legs pieux et encore pour déplorer qu'on les invoque. Et dans la décrétale suivante, Grégoire IX relève contre les prélats ces critiques des Mendiants : la contrainte au synode, et l'observation des statuts, l'intrusion dans les élections et les règlements, les serments exigés des ministres, la servitude de la clientèle, la simple assistance aux offices et aux processions, la dîme des jardins, tous ces excès accompagnés de menaces d'excommunication.

Au concile de Vienne, les religieux ajoutent : les emprisonnements illicites, l'obstacle aux dîmes, à l'audition des messes, à l'usage des moulins et des fours, les injustices envers sergents et vassaux, les occupations de biens, barrages aux appels, aux chapelains qui vont célébrer, censures de toutes sortes pour insoumissions justifiées, exigence de subsides ou

Digitized by Google

§ 2. — Le ministère pastoral.

L'unique recteur de la paroisse est le curé. Il régit toutes les âmes sur son territoire et nul ne peut, en principe, partager son office. Pourtant, l'autorité des clercs fonctionnaires, mise en échec par les charismes avant même qu'il y eût des paroisses, devait rencontrer la concurrence croissante des moines, tandis que se constituait le système : séparés du monde, pourquoi les moines subiraient-ils la régence du curé? Bien mieux : leur aspiration à la vie parfaite ne les accrédite-t-elle point à la direction des consciences et leur accès au sacerdoce ne justifie-t-il pas l'exercice du ministère pastoral [1]?

NAISSANCE DES PROBLÈMES

Pendant cinq siècles, les moines se bornèrent à constituer leur maison en paroisse autonome [2]. Leur immixtion dans le ministère commence au IX^e^ siècle : un concile de Paris, en 829, leur refuse le droit de confesser; Hincmar de Reims leur interdit l'administration des paroisses [3]. Cependant leur action pastorale s'accentue du X^e^ au XII^e^ siècle, soulevant des controverses dont nous trouvons l'écho chez Gratien [4].

Au début du XIII^e^ siècle, les ordres mendiants se fondent pour une action pastorale : leur mission est de prêcher [5]. Le programme de leur prédication s'élargit en même temps que s'accroît leur liberté de mouvements [6]. Ils en

même d'exactions, de cens, non-publicité de sentences régulières, interdits à tabellions, juges et avocats, refus d'ordinands et de bénéficiers jusqu'à obédience (indue), usurpation de patronages, de menses abbatiales, de troupeaux, de biens monastiques, destruction militaire de moulins, imposition de vicaires perpétuels choisis parmi les alliés, exploitation des fonds et revenus, attribution arbitraire d'annates et vacants, disposition de dignités, refus de réparations urgentes, installations scandaleuses, rédaction de statuts contre les privilèges des exempts.

Nous avons suivi sans classement ce terrible réquisitoire qui s'achève par un magnifique appel à l'unité de l'Église.

[1] La série des causes relatives aux moines dans le *Décret* s'ouvre (C. 16 q. 1) par la discussion de ce problème et les principaux textes canoniques y sont allégués : ils ont justifié toute une littérature polémique.

[2] Leur préoccupation est de n'avoir aucun contact avec le monde et de s'assurer une suffisante aumônerie. MAC LAUGHLIN, p. 116 et suiv.

[3] U. BERLIÈRE, *L'exercice du ministère paroissial par les moines dans le haut Moyen Age*, dans *Revue bénéd.*, t. 39, 1927, p. 227-250; Ph. HOFMEISTER, *Mönchthum und Seelsorge bis zum 13. Jahrh.*, dans *Studien und Mitteil. zur Gesch. der Benediktiner Ordens*, 1953-1954, p. 209-273.

[4] C. 16 q. 1 : *utrum monachis liceat populis officia celebrare, penitentiam dare, et baptizare.* Pour la négative sont invoqués des textes de Pseudo-Nicée, de Jérôme, de Grégoire. Cependant les moines peuvent, dans des conditions que nous avons indiquées, recevoir les ordres sacrés qui leur confèrent des pouvoirs que des apocryphes (c. 21, 23) proclament : l'exercice en est subordonné à la volonté de l'évêque du lieu et à l'assentiment de l'abbé. La distinction entre le pouvoir et son exercice est notamment dans le *dictum* de Gratien post c. 19 C. 16 q. 1. Ces principes ont été maintenus par les papes de la Réforme grégorienne et de l'âge classique. X III 37 1 (*In ecclesiis :* Urbain II); X V 33 19 (*Pastoralis officii :* Innocent III).

[5] Aux Mineurs était permise la seule exhortation pénitentielle, de caractère purement moral. Les Prêcheurs, mieux instruits à l'origine, prêchaient la vérité dogmatique.

[6] Comme ils progressaient dans les études, et comme ils rencontraient l'hérésie, les Mineurs en vinrent tôt à enseigner le dogme.

La réserve de la prédication aux prêtres, à l'exclusion des moines, est ferme dans C. 16 q. 1 c. 19 (Leo) et C. 16 q. 1 c. 11 (*Juxta Chalcedonensis :* Alexandre II) que contredisent les apocryphes précités. Sur cette progression, cf. B. MATHIS, *Die Privilegien des Franziskanenordens zum Konzil von Vienne (1311)*, Paderborn, 1928.

Digitized by Google

viennent à conseiller, à confesser leur auditoire [7]. Dès 1227, les Prêcheurs; en 1250, les Mineurs obtiennent de recevoir dans leurs églises les corps des défunts [8] : les intérêts matériels des curés en subissent dommage; par de nombreux concordats, ils s'assurent la quarte funéraire [9].

Cette immixtion des religieux provoqua des troubles et, dès Grégoire IX, des évêques leur refusaient le droit de prêcher et de confesser [10].

LE GRAND CONFLIT Sous Innocent IV, éclata la lutte ouverte [11]. Guillaume de Saint-Amour s'élevait contre la cure d'âmes que s'attribueraient trop libéralement les religieux [12]. Cependant, les papes accroissaient leurs faveurs. Alexandre IV et Clément IV les dispensaient, pour prêcher, de la permission du curé [13]; Martin IV, de toute autorisation [14]. La réaction des évêques s'appuyait sur leur pouvoir de juridiction et sur le canon *Omnis utriusque sexus*, qui exige la confession annuelle au curé [15].

LA PAIX BONIFACIENNE Comme bien d'autres guerres, celle-ci fut terminée par Boniface VIII [16]. Le 8 février 1300, la bulle *Super cathedram*, inspirée par un violent désir de concorde et de charité, fixait le droit de prêcher, de confesser, de donner

[7] De la prédication à la confession, à la direction, le passage était inévitable et il commença de se faire dès le temps de François : GRATIEN, p. 136-138. Honorius et Grégoire IX les recommandèrent. Sur les difficultés à Vienne, voyez L. HODL, dans *Z. Kath. Theol.*, 1957, p. 170-189. Le *Décret* contenait des textes interdisant aux moines d'administrer la pénitence, dès le début de la C. 16 q. 1 : P. SISINO DE ROMALLO, *Il ministero della confessione nei primordi dell'ordine francescano*, Milan, 1949.

[8] Bulle du 30 novembre 1227 pour les Prêcheurs, Bulle *Cum a nobis*, 25 février 1250 pour les Mineurs. Cf. MORTIER, I, p. 185 et GRATIEN, p. 179. Le *Décret* semble favorable à l'élection de sépulture dans un monastère C. 16 q. 1 c. 13, 14, 15, 16. Gratien, dans le *dictum* qui conclut cette série explique l'interdiction de Pseudo-Nicée *propter inprobitatem circumvagantium*.

[9] GRATIEN signale, p. 178, note 67, une série de ces accords.

[10] Opposition violente aux Mineurs : GRATIEN, p. 201. Les Décrétales de Grégoire IX contiennent, sur le modèle des *Quinque*, un titre *De privilegiis et excessibus privilegiatorum* (X V 33), où 7 textes au moins visent les excès : canons 3, 5, 10, 11, 16, 17, 31. Voyez A. G. LITTLE, *op. cit.*, ch. 3 sur les relations des Mineurs avec moines et clergé paroissial.

[11] Voyez cette *Histoire de l'Église*, t. X, p. 467-473 (avec bibliographie). Sur les origines de la querelle : H. R. BITTERMANN, *The Beginning of the Struggle between the Regular and the Secular Clergy*, dans *Essais en l'honneur de J. W. Thompson*, Chicago, 1958, p. 19-26.

[12] Son voyage à Rome fut suivi de près par la bulle *Etsi animarum*, où Innocent IV, révoquant des privilèges, interdit aux Mendiants d'ouvrir aux fidèles leurs églises les jours de messe obligatoire, de prêcher et confesser dans les églises paroissiales sans autorisation du curé.

[13] La bulle *Virtute conspicuos* d'Alexandre IV (1258) rassemble tous les privilèges : on l'appela bientôt *Mare Magnum*.

[14] Bulle *Ad fructus uberes* (3 décembre 1281) qui les dispense même de la permission de l'évêque pour prêcher ou confesser. (Bullaire franciscain, t. III, p. 480). Voyez P. GRATIEN, *op. cit.*, p. 339-354.

[15] Les évêques interprétaient ce canon comme exigeant la confession au curé de tous les péchés commis depuis sa dernière absolution, y compris ceux qu'avaient absous les religieux. Mineurs et Prêcheurs, sans admettre ce point, montrèrent un esprit de conciliation, que les papes découragèrent par leur redoublement de faveurs jusqu'au jour où la réaction des séculiers aboutit à la révocation de la bulle *Ad fructus uberes* : P. GLORIEUX, *Prélats français contre Religieux Mendiants. Autour de la bulle Ad fructus uberes*, dans *R.H.E.F.*, 1925, p. 309-331 et 421-495. On peut encore se référer à C. PAULUS, *Welt und Ordensklerus beim Ausgange des XIII. Jahrh. in Kampfe um die pfarr. Rechte*, Essen, 1900 et à l'article d'A. G. LITTLE, dans *Miscellanea Fr. Ehrle*, 1924, t. III.

[16] Caractère aigre et violent, pontife humain et modérateur, nous pensons en avoir donné des preuves dans un article des *Mélanges Halphen*, p. 383-394 : *Boniface VIII symphoniste et modérateur*.

Digitized by Google

la sépulture [17]. Les Mendiants peuvent prêcher en leurs églises et en tous lieux publics, aux heures où les prélats ne font ou n'écoutent sermon; dans les universités (sauf quelques réserves au profit des clercs); dans les paroisses, d'accord avec le curé. Des confesseurs idoines et en nombre raisonnable seront présentés par les supérieurs responsables à l'évêque et, s'ils sont tous refusés, les présentateurs passeront outre. Enfin, la sépulture pourra être accordée dans les églises de religieux qui verseront au curé la quarte des offrandes, legs et dons qu'ils auront reçus.

Un si juste arbitrage ne pouvait contenter personne. Des séculiers s'indignèrent de tant de concessions; les Mendiants, d'un accroc à leurs privilèges et de l'obligation de verser la portion canonique [18]. En 1304, Benoît XI abrogeait le règlement bonifacien; il accordait aux deux grands ordres l'exemption complète et, peu après, des conservateurs de leurs privilèges [19]. L'épiscopat s'émut, d'autant plus que les tertiaires prétendaient, eux aussi, échapper aux interdits locaux. Clément V leur refusa cette faveur [20], mais le gros orage continuait [21], malgré les dispositions conciliantes de certains Mendiants. Il redoubla, au concile de Vienne, où les plaintes des évêques aboutirent à rétablir la bulle *Super cathedram* [22], qui devait subsister jusqu'à la fin du Moyen Age [23].

Cependant, la querelle, à la vérité sans issue [24], se ranima sous l'impulsion ardente de Jean de Pouilly, professeur à l'Université de Paris, qui lisait dans le canon *Omnis utriusque* l'obligation pour le fidèle de confesser à son propre curé tous ses péchés (même ceux dont un religieux l'aurait absous), au moins une fois l'an [25]. Appelé à Rome, le maître parisien défendit contre

[17] *Extrav. comm.*, III 6 2 : un long préambule déclare l'angoisse du pape et l'ardeur de sa volonté de paix. La bulle tranchait d'un coup d'innombrables plaintes portées à Rome : les cardinaux Matthieu d'Aquasparta, Mineur et Matthieu Orsini, protecteur des Mineurs, ne furent pas étrangers à sa rédaction.

[18] Libelle d'un prêcheur contre l'abrogation des privilèges dans *A.F.P.*, t. V, 1925, p. 28. Fameuse question de Jean Quidort, o. p., sur l'interprétation du canon *Omnis utriusque*. Résistance des Mineurs aux séculiers qui réclament la quarte, avec une âpreté qui suscite des incidents macabres. Ces réactions eurent pour première conséquence des colères de Boniface, attestées par sa correspondance.

[19] Bulle *Inter cunctas sollicitudines* (17 février 1304). P. GRATIEN, p. 357-358.

[20] *Clem.* V 10 3 *(Quum ex eo)*.

[21] Ainsi, le synode de Cologne, en 1310, statue que l'eucharistie ne sera distribuée que dans les églises paroissiales et qu'aux quatre grandes fêtes, tout fidèle devra entendre le sermon de son curé : HARTZHEIM, *Concilia Germaniae*, t. IV, p. 284 et suiv.

[22] *Clem.* III 7 2. Cf. E. MÜLLER, *op. cit.* Le double tableau des abus commis par les séculiers et par les religieux est aussi dans les *Clémentines* V 6 c. un et V 7 1.

[23] La révocation de Benoît XI est encore dans *Extrav. comm.*, V 7 1 sous prétexte qu'elle contient des parties applicables. Une décrétale de Clément V *(Clem.* III 7 2, *Dudum)* a précisé le calcul de la quarte par les Mendiants. Voyez A. BERNARD, *La sépulture en droit canonique...* 1933, p. 173-175.

[24] Hugolin LIPPENS, *Le droit nouveau des Mendiants en conflit avec le droit coutumier, du clergé séculier, du concile de Vienne à celui de Trente*, dans *A.F.H.*, t. 47, 1954, p. 241-272. Nous utilisons largement cet article. Bon exemple de la persistance des discordes dans Cl. SCHMITT, *Le conflit des Franciscains avec le clergé séculier à Bâle (1318-1324)*, dans *A.F.H.*, 1961, p. 216-225.

[25] X V 38 12. Cf. J. SOKES, *John de Pouilly and Peter de la Palu*, dans *E.H.R.*, 1934, p. 219-240. L'essentiel est dans l'*Hist. Littér.*, t. 34, p. 220-281 (N. VALOIS).

Digitized by Google

Pierre de la Pallu sa thèse, qui fut condamnée par la bulle *Vas electionis* [26].

Vingt ans après la mort de Jean de Pouilly, la polémique savante fut rallumée par Richard Fitzralph, archevêque d'Armagh et primat d'Irlande [27]. Au nom de l'épiscopat d'Angleterre, il présentait à Avignon, le 5 juillet 1350, un dossier des plaintes recueillies pendant la visite canonique de plusieurs diocèses. De retour dans sa patrie, il publiait *De pauperie Salvatoris* et prononçait huit sermons où se retrouvent tous les arguments du clergé séculier [28]. Les Mendiants répliquèrent [29]. Une fois encore, la Papauté vint à leur secours [30].

Dans les pays germaniques, une nouvelle flambée fut provoquée par un prêtre bavarois, Conrad von Megenberg, dont le pamphlet *Lacrima Ecclesiae* accuse les Mendiants d'employer les tertiaires — insidieusement assimilés par l'auteur aux bégards condamnés — à rabattre vers les couvents des libéralités qui eussent fait vivre un clergé besogneux [31].

Toute cette littérature traduisait et excitait les passions vulgaires. Dans tous les pays de la Chrétienté, des conflits éclatèrent sur tous les points du ministère : confession, prédication, sépulture; des ligues adverses de séculiers et de Mendiants s'organisaient, l'âge classique finissait au moment où Gérard Grotius méditait ses diatribes contre les Mendiants sataniques et où le légat Pileus devait justifier les indulgences concédées aux Mineurs [32].

Malgré les efforts continus des modérés qui, dans les deux camps, s'inspiraient de l'esprit bonifacien [33], le scandale de la dissension entre les successeurs des apôtres, dans les deux ordres de la hiérarchie et de la perfection, ébranlait tous les cadres de la Chrétienté.

§ 3. — Les religieux dans l'Église universelle.

L'Église universelle n'a qu'un chef et les religieux sont ses plus dévoués auxiliaires. Des problèmes beaucoup plus larges que ceux dont nous avons eu l'écho dans le cadre étroit de la paroisse ou du diocèse naissent des activités

[26] J. Koch, *Der Prozess gegen den mag. Johannes de Polliaco und seine Vorgeschichte* (1312-1321), dans *R.T.A.M.*, 1933, p. 302-422. La bulle est aux *Extrav. comm.*, V 3 2.

[27] Dès 1350, Fitz Ralph était brouillé avec les Franciscains de son diocèse. En 1356-1357, il prêchait sur les privilèges et la pauvreté.

[28] Outre les excellents travaux d'A. G. Little, voyez J. L. Copeland, *The relations between the Secular clergy and the Mendicant Friars in England during the Century after the bull Super cathedram*, dans *Bull. of the Institute of hist. Research*, 16 (1939), p. 34 et suiv.

[29] G. Meersseman, *La défense des ordres mendiants contre Richard Fitz Ralph, par Barthélemy de Bolsenheim, O. P. (1357)*, dans *A.F.P.*, t. 5, 1935, p. 124-173.

[30] Bulle *Gravem dilectorum* (1er octobre 1358).

[31] Publié par H. Meyer, dans *Neues Archiv 39* (1914), p. 467-503.

[32] Lippens, *art. cit.*, p. 269.

[33] L'histoire de cette tradition de paix mérite une étude. Des évêques ont accepté le concours des Mendiants. Certains les ont favorisés. Voyez, pour exemple, Paul Declerck, *Gauthier de Marvis, évêque de Tournai (1219-1252) et les Frères prêcheurs*, dans *A.F.P.*, 1950, p. 330, 348. Du côté des religieux, les chapitres recommandent assez souvent le respect des évêques l'observation des règles du ministère, la prédication de la dîme, et tous les écrivains ne sont pas des polémistes.

Digitized by Google

multiformes et sans frontières de ces aspirants à la perfection : entreprise au service de la foi, insertion éventuelle dans la hiérarchie, souci du bon gouvernement de l'Église.

SERVICE DE LA FOI La Renaissance intellectuelle exige que la doctrine soit élaborée; la reprise des relations internationales que le christianisme soit prêché aux Gentils; les flambées de l'hérésie, que l'orthodoxie romaine soit défendue. A chacune de ses tâches pourvut une institution où les religieux entrèrent en conflit avec les séculiers autant qu'avec les ennemis de l'Église : l'Université, la Mission, l'Inquisition.

La fonction de l'Université, approfondir et répandre la science de Dieu, répondait à l'une des vocations des Mendiants. Ils y formèrent bientôt une puissance solidaire en face des maîtres séculiers et l'on sait quels incendies s'allumèrent tout de suite et se propagèrent sous Innocent IV [1]. Les privilèges des Mendiants faillirent disparaître [2], mais, peu de mois après, Alexandre IV consolidait définitivement la position des Prêcheurs (et des Mineurs) dans l'Université, malgré la sourde hostilité des maîtres séculiers [3].

Plutôt que des conflits, la défense de l'orthodoxie suscita une sorte de dualisme sans alliance. Les Cisterciens avaient, dès la fin du XII[e] siècle, coopéré à la poursuite des hérétiques [4]. Telle fut aussi l'une des missions des Prêcheurs : Innocent III l'avait pressentie, Honorius III déclarée, Grégoire IX leur confia l'Inquisition [5]. Innocent IV partagea l'Italie entre Prêcheurs et Mineurs et ils ne tardèrent pas à supplanter l'Inquisition épiscopale, comme ils l'avaient fait en Allemagne [6]. La concurrence tournait partout au profit des Mendiants, soit indifférence, soit impuissance des évêques.

[1] F. X. SEPPELT, *Der Kampf der Bettelorden an der Universität Paris in der Mitte des 13. Jahrh.* (*Kircheng. Abhandl.* de Sdralek), t. III, 1905, p. 197-241; t. VI, 1908, p. 73-139; C. SADET, *La querelle de l'Université de Paris et les ordres mendiants au XIII[e] siècle*, Bourges, 1910; E. JALLONGHI, *La grande discordia tra l'Università di Parigi e i Mendicanti*, dans la *Scuola cattolica*, 1917 et 1918; Van DEN WYNGAERT, *Les querelles du clergé séculier et des ordres mendiants à l'Université de Paris*, dans *La France franciscaine*, t. V (1922) et t. VI (1923); M. BIERBAUM, *Bettelorden und Weltgeistlichkeit an der Universität Paris...*, Munster, 1920; F. HIRSCHENAUER, *Die Stellung des hl. Thomas von Aquin in Mendikantenstreit an der Universität Paris*, St Ottilien, 1934.

[2] Bulle *Etsi animarum* (20 novembre 1254), dans *Chartularium Universitatis Parisiensis*, n° 240.

[3] Bulle *Quasi lignum vitae* (14 avril 1255).

[4] L'abbé de Clairvaux décide Alexandre III à renoncer à la croisade en Terre Sainte pour organiser une mission contre les Cathares, en 1178. Nommé cardinal, l'abbé fut envoyé en France comme légat et il leva une armée (MAISONNEUVE, p. 132-135). Innocent III confie aux cisterciens les missions de 1198 et de 1204 (*ibid.*, p. 179-193). On sait le rôle qu'eut dans cette dernière l'abbé de Cîteaux, Arnaud-Amaury (*ibid.*, p. 204 et suiv.), « ancêtre spirituel des moines inquisiteurs » (*ibid.*, p. 248).

[5] Honorius III, lettre du 18 janvier 1221, dans PRESSUTI, n° 3009 : Dieu a suscité les Prêcheurs *tam contra profligandas haereses quam contra pestes alias mortiferas* : Grégoire IX donne, dès 1227, au maître général des Prêcheurs, Jourdain de Saxe, des pouvoirs qui annoncent l'Inquisition proprement dite. On peut suivre leur action dans l'*Histoire de l'Inquisition* de J. GUIRAUD, t. II, p. 455 et suiv.

[6] Bulles du 29 et du 30 mai 1254. *Regesta*, n° 7797 et 7798. Cf. P. MARIANO D'ALATRI, *L'inquisizione francescana nell'Italia centrale nel sec. XIII*, dans *Collectanea franciscana*, 1952 et 1953.

Digitized by Google

La diffusion du christianisme dans les terres lointaines fut principalement l'œuvre des religieux [7]. Elle ne suscita point de conflits avec les séculiers, mais des dérogations au droit commun et l'organisation d'une Église missionnaire qui échappait complètement à la hiérarchie métropolitaine [8]. Son caractère conquérant accentuait la différence avec le clergé diocésain, qui concevait plus étroitement les dimensions de l'Église, la variété des ministères et le zèle de l'apostolat [9].

INSERTION DANS LA HIÉRARCHIE

La vocation première des religieux les exclut des fonctions hiérarchiques : ils vivent hors du siècle, pour le moins dans une communauté distincte, sous une règle exclusive des éléments devenus normaux de la puissance prélatice. Cependant, leurs vertus et leur science ne peuvent-elles jamais les désigner pour gouverner le peuple d'un diocèse ou pour coopérer au gouvernement de l'Église entière [10]?

En fait, l'élection appela dès les premiers siècles des moines à la tête de diocèses. Lérins fut une pépinière d'évêques. Quelques textes d'Augustin et de Grégoire le Grand laissent voir les scrupules que firent naître ces promotions [11].

Les religieux ont pénétré discrètement dans les offices de la Curie jusqu'à la Réforme grégorienne [12]. Au XIII[e] siècle, ils sont nombreux dans le Sacré Collège [13]. Sur les trente-huit papes de l'âge classique, six sont des religieux [14].

Le consentement de l'abbé est requis, les décrétistes ajoutent celui de la communauté : telle est l'exigence de Cîteaux [15]. Chez les Mendiants, l'autorisation du supérieur général ou provincial est nécessaire. Malgré des oppositions, Boniface VIII et Clément V maintinrent le rôle des supérieurs [16].

Par leur promotion, les évêques réguliers ne sont point libérés de la Règle : les conciles leur enjoignent la fidélité [17].

[7] *Histoire universelle des missions catholiques*, publiée sous la direction de Mgr Delacroix, t. I, 1956, p. 173-220 avec la bibliographie. Pour les Mineurs, cf. P. GRATIEN, *op. cit.*, p. 526.

[8] Par dérogation aux Règles, constitutions et coutumes de leur ordre, les frères pérégrinants peuvent abandonner le costume religieux, porter la barbe, se munir d'argent.

[9] En brisant le cadre local, les Mendiants ont fait prévaloir le caractère universel de l'Église dans un temps où des hérésies sans frontières menaçaient de submerger l'un après l'autre des diocèses impuissants.

[10] L'histoire justifiait ces divers rôles et les plus humbles des ordres eurent bien vite l'ambition de n'en point interrompre le cours. Nous avons indiqué les conditions *supra*, 224, d'après P. R. OLIGER, *Les évêques réguliers*, Paris-Louvain, 1958. Peu de décrétales se rapportent au statut juridique du moine évêque. Les commentaires ont pour siège principal le c. 16 du 4[e] concile du Latran (X III 1 15, *Clerici*).

[11] Grégoire, lui-même, moine et pape, avait été jusqu'à freiner la multiplication des clercs dans les monastères.

[12] Ils sont nombreux dans l'entourage des papes : la liste de ces collaborateurs serait utilement dressée.

[13] Pour les Mineurs, cf. P. GRATIEN, p. 557.

[14] Deux cisterciens : Eugène III et Benoît XII; deux bénédictins : Clément VI et Urbain V; un vallombrosain : Clément III; un damianite : Célestin V.

[15] OLIGER, p. 95 et 185.

[16] Clément V dénie toute valeur à l'autorisation préalable Clém. V I 3 8 *(Quum concessa)*.

[17] Le c. 16 du quatrième concile du Latran (X III I 15 : *Clerici*) prescrit aux évêques-moines de porter l'habit de leur ordre — ce qui est conforme à la tradition légale (IV[e] concile de Constantinople, c. 27) et doctrinale, comme à la coutume. Sur ce texte, le seul important pour le statut personnel, se développeront les commentaires. Oliger, 146 et 150.

Digitized by Google

ASSOCIATION À L'ÉGLISE SÉCULIÈRE

Ainsi, dans tous les grands combats de la foi, dans tous les postes élevés de la hiérarchie, les religieux sont associés à l'Église séculière. Où l'étroite proximité se fait mieux sentir, c'est dans le partage de la puissance et dans la coopération aux grandes entreprises.

Des trois éléments de la puissance, la richesse est le plus disputé. Une abondante législation fixe aux religieux leurs obligations de décimables et leur droit de lever la dîme. La discussion porta principalement sur l'exonération des novales [18]. Si l'identité des services postule la dispute des ressources, la communauté d'intérêt ou d'idéal procure à l'Église séculière le vigoureux concours des religieux, en particulier des Mendiants [19]. La Papauté les a pour serviteurs d'élite dans ses luttes avec les empereurs et les rois, dans la préparation des croisades, dans les projets de réforme générale de l'Église [20].

Un lien complémentaire fut établi entre les ordres religieux et le Saint-Siège : le cardinal protecteur. Ce titre fut créé en 1218 par Honorius III au profit des Mineurs : Hugolin eut mission de défendre les frères contre tous leurs ennemis, ecclésiastiques ou laïcs [21]. La seconde Règle stabilisa l'institution [22], qui s'étendit aux clarisses [23] et dont l'efficacité se révéla bientôt dans les deux ordres [24]. Choisi parmi les plus illustres [25], le cardinal protecteur sut rattacher très étroitement à Rome les familles d'élite qui lui étaient confiées [26].

L'exemple de François fut suivi. Chaque ordre voulut avoir son cardinal protecteur [27] et il en trouvait d'autant plus aisément que la charge n'était pas toujours gratuite : Cluny en fit l'expérience [28].

[18] Pour les cisterciens, particulièrement intéressés, voyez MAHN, p. 102-118.

[19] On considère trop exclusivement l'émulation, qui fait oublier la coopération quotidienne.

[20] A vrai dire, ils sont plus discrets dans les projets de réforme de l'Église séculière et plus ardents aux combats de la foi. Il conviendrait d'étudier en chaque région le rôle des religieux. L'ordre teutonique semble avoir écarté les cisterciens pour réduire l'influence romaine, selon Manfred HELLMANN, *Das Lettenland im Mittelalter*, Munster-Cologne, 1954; c'est pour consolider sa position temporelle que le chapitre de Wroclaw les aurait appelés, d'après H. DABROWSKI, *La constitution du grand domaine féodal de l'abbaye des cisterciens à Henrykow*, dans *Roczniki Hist.*, 1956, p. 109-149.

[21] P. GRATIEN, p. 532. Le cardinal Jean de Saint-Paul n'avait été qu'un protecteur officieux et c'est par erreur que l'on a proposé l'antériorité de l'ordre du Saint-Esprit.

[22] Chapitre XII : les ministres demanderont au pape un cardinal « gouverneur, protecteur et correcteur ».

[23] N. FERRAND, p. 129.

[24] Hugolin rédigea la première Règle des clarisses qui fut partout observée de 1219 à 1247 et, compris la Règle d'Innocent IV, dans plusieurs maisons.

[25] Trois de ces cardinaux devinrent papes sous le nom de Grégoire IX, Alexandre IV et Nicolas III.

[26] Les maisons de clarisses soumises à la première Règle sont propriété du Saint-Siège et exemptes; chez les urbanistes, le cardinal protecteur confirme les abbesses.

[27] La première mention chez les Prêcheurs serait en 1378, mais rien ne prouve que ce fut le premier cardinal protecteur, ainsi que remarque le P. MISSEREY *(D.D.C.)* après MORTIER, t. III, p. 400.

[28] VALOUS, t. II, p. 158 : Raymond de Got, neveu de Clément V se fait grassement rétribuer.

Digitized by Google

A bien des reprises, le cardinal protecteur intervint opportunément pour apaiser des querelles [29]. Il lui arriva de commettre quelques abus, qui motivèrent l'intervention de la Papauté [30].

Le soin des intérêts de l'ordre était, en outre, confié à des procureurs, qui eurent un rôle très actif comme informateurs et avocats près de la Curie [31].

Ainsi la liaison romaine était-elle assurée par des hommes sûrs dans le Sacré Collège et dans des sortes d'ambassades permanentes.

Il nous faut compter à part une forme exceptionnelle d'association des religieux et de l'Église séculière : les monastères cathédrales [32] que l'on rencontre en Angleterre, en Sicile et en Irlande [33]. Dunstan et ses compagnons en furent les initiateurs. Il en existait quatre en 1066 et neuf au début de l'âge classique [34], les uns conçus comme des centres monastiques d'évangélisation [35], les autres installés par opportunité dans des monastères possesseurs de grands biens [36]. Chacun de ces évêchés ambivalents avait son régime particulier, tantôt les moines formaient le chapitre, tantôt des problèmes de partage étaient posés soit par la constitution de chapitres du type commun, soit par les relations de l'évêque avec la communauté, soit par la nomination des officiers : la paix en était souvent troublée [37].

Conclusion.

La cause des rivalités entre séculiers et religieux est que les religieux, à l'âge classique, ont disputé aux séculiers la terre et les hommes. Fonds et revenus, leur fortune est, pour large part, constituée au détriment des évêques et surtout des curés : non seulement, ils se soustraient à la fiscalité

[29] Arbitrage entre la communauté de Millau et le provincial d'Aquitaine, dans *Collectanea franciscana*, 1955, p. 30-31. Lettre du cardinal 13 décembre 1252, pour défendre les clarisses de Montpellier contre des Mineurs despotiques. N. FERRAND, p. 134. (Texte aux Archives départementales de l'Hérault, série H.)

[30] Bulle *Cunctos christianos*, de Grégoire XI, 31 mai 1373 : défense au cardinal de nommer, entraver, suspendre, déposer les prélats et les officiers; de promouvoir ou de transférer un religieux, de punir et d'absoudre, d'autoriser la propriété personnelle. Cherubini, *Bullaire romain*, 6d. CHEVALIER, t. I, Luxembourg, 1727, p. 264, cité par MISSEREY, dans *D.D.C.*, v° *Cardinal protecteur*.

[31] Pour les Mineurs, P. GRATIEN, p. 189 et suiv. Les ordres militaires avaient aussi leurs procureurs. Cf. *Die Berichte der Generalprokuratoren des deutschen Ordens an der Kurie. I. Die Geschichte der Generalprokuratoren von den Anfangen bis 1403*, bearb. von K. FORSTREUTER, Göttingen, 1961.

[32] KNOWLES, t. I, p. 129-134 et 619-631; t. II, p. 254-262.

[33] L'abbaye de Monreale devint siège épiscopal en 1176 (à cette date, trois diocèses siciliens étaient occupés par des Anglais). En 1185, des religieux de Chester furent installés à Downpatrick pour créer un monastère cathédral de type anglais.

[34] Les quatre anciens sont Canterbury, Winchester, Worcester et Sherborne. Il arriva qu'une cathédrale échappât à la condition monastique à laquelle un moine l'avait destinée : sort de Lincoln. R. A. L. SMITH, *Canterbury Cathedral Priory. A study in Monastic Administration*, Cambridge, 1943.

[35] Telle était la conception de Lanfranc.

[36] Des motifs stratégiques pouvaient inciter à des transferts de sièges dans un monastère.

[37] Winchester, Norwich, Bath furent tranquilles. Mais non Rochester, Worcester, Durham, Coventry et surtout Canterbury. Voyez KNOWLES, t. I, p. 313-330 et 630. Aucune période plus agitée que la fin du XII[e] siècle.

Digitized by Google

ecclésiastique, mais encore ils accaparent des libéralités pieuses et des taxes paroissiales. Leur ministère et leur magistère attirent beaucoup de fidèles[1], rebutés par l'ignorance du clergé local.

En revanche, les religieux délivrent le clergé séculier de tâches auxquelles il ne peut suffire. Des liens affectifs adoucissent les querelles et l'accès des religieux aux sommets de la hiérarchie, tout en suscitant quelque jalousie, supprime quelques barrières. Enfin, séculiers et réguliers ont un chef unique pourvu de moyens, que nous allons étudier, d'assurer la cohésion universelle.

Ce n'est pas exagération que de conclure qu'au XII^e^ siècle les religieux ont sauvé l'Église. Invasion de sciences profanes que le clergé ne pouvait absorber et incorporer aux sciences sacrées, explosion d'hérésies dont les curés ne savaient détruire le poison, luttes gigantesques où la Papauté a besoin de cohortes solides et de conseillers éminents : on se demande comment l'Église aurait pu faire face à de si redoutables difficultés sans le concours de corps d'élite et de docteurs éprouvés.

A la vérité, il n'y eut pas doublage, mais pénétration. Les trois grandes scènes sur lesquelles nous avons regardé le drame étaient, en réalité, de pénibles querelles destinées à la survie de la famille : le curé défendait son ministère contre un concurrent qui le remplissait mieux, l'évêque son diocèse contre des ordres qui exerçaient des fonctions doctorales et surveillantes. Le Saint-Siège se laissait envahir par des hommes compétents qu'il répandait sur les sièges épiscopaux. Ainsi s'accomplissait une osmose bienfaisante, un renouvellement de l'Église. Les états de perfection devenaient des états de nécessité, de salut.

Si ce renouvellement ne put s'accomplir sans crise, c'est qu'il mettait en question toute la structure de l'Église. Les docteurs séculiers reconnaissaient dans les évêques la succession apostolique et beaucoup d'entre eux regardaient les curés comme successeurs des disciples[2] : les religieux ne venaient-ils pas troubler l'ordre primitif de l'Église en se portant de la cohorte des *perficiendi* à celle des *perficientes*[3] ? De leur côté, les religieux invoquaient la mission canonique reçue des évêques ou du Souverain Pontife. Ainsi était soulevé le problème de la place de l'évêque de Rome dont les théologiens mendiants affirmaient la juridiction universelle, source de tout pouvoir

[1] Y. M. J. CONGAR, *Aspects ecclésiologiques de la querelle entre mendiants et séculiers dans la seconde moitié du XIII^e^ siècle et le début du XIV^e^*, dans *Archives d'histoire doctrinale et littéraire du Moyen Age*, 1961, p. 35-151. Nous avons déjà emprunté plusieurs informations à cet article savant et suggestif. La chronique de l'histoire littéraire de la querelle est p. 44-52, avec une riche bibliographie.

[2] Pseudo-Damase n'admet que deux ordres dans l'Église selon le calque évangélique : sa pointe est contre les chorévêques D. 68 c. 5. Lieu commun dans les *Fausses Décrétales*. Il sert, au XIII^e^ siècle, contre les Mendiants, qui, d'ailleurs, ne contestent guère l'assimilation des curés aux disciples mais leur refusent la juridiction ordinaire et le droit divin qui leur eût permis d'accorder aux religieux la mission canonique.

[3] On admettait généralement que la hiérarchie ecclésiastique correspondait à la hiérarchie céleste, décrite par Denys : les *perficientes* ayant la charge pastorale, ne comprenaient que les évêques, les prêtres et les diacres, selon les maîtres séculiers.

Digitized by Google

de gouvernement dans l'Église [4], tandis que leurs adversaires tendaient à le considérer comme le procureur des communautés territoriales que sont diocèses et paroisses [5].

Entre les deux grandes structures de l'Église, la paix est difficile à maintenir. Dans quelle mesure règne-t-elle entre la tête et les membres?

SECTION III. — LA TÊTE ET LES MEMBRES.

Unité de tous les diocèses d'Occident, accord de l'Église séculière et des religieux : un ordre suffisant règne entre les membres de la Chrétienté. Il ne peut être maintenu et il n'a été obtenu que grâce aux volontés d'une seule tête [1]. Par quels moyens, malgré quelles oppositions, avec quelles répliques s'imposa cette volonté?

§ 1. — Les moyens de rattachement.

Pour asseoir son autorité, le Pontife romain disposait non seulement de la soumission des hiérarques et des peuples, mais encore de liens complémentaires, de sa force d'attraction et de son ubiquité.

LIENS COMPLÉMENTAIRES

De deux façons, le pape s'attache plus étroitement des chefs et des groupes.

Serments des prélats. — Le lien hiérarchique était fortifié par un serment, dont le premier exemple apparaît au synode du 11 février 1079 : l'archevêque d'Aquilée, ancien chapelain d'Henri IV qui l'avait investi, ayant fait soumission au Saint-Siège [2], jura de ne rien favoriser ni entreprendre contre la personne du pape, de se rendre ou se faire représenter au synode romain, de défendre les régales du Saint-Père, de garder et scruter les communications pontificales, de bien traiter et seconder les légats, d'éviter le contact des excommuniés, de mettre ses troupes au service de l'Église [3]. Le Pontifical romain du XII[e] siècle impose un serment analogue

[4] J. RATZINGER le montre, spécialement chez Bonaventure, dans un article des *Festgabe M. Schmaus*, Munich, 1957. Analyse pénétrante de CONGAR, p. 88 et suiv. « Les frères ne pouvaient justifier leur ministère que par une mission et une juridiction reçues du pape et par une théologie de l'autorité universelle et immédiate de celui-ci, surclassant toutes les structures locales. » (*Ibid.*, p. 99.)

[5] K. SCHLEYER croit discerner dans les thèses des membres séculiers des germes de gallicanisme. *Anfänge des Gallikanismus im 13. Jahrh. Der Widerstand des französischen Klerus gegen die Privilegierung der Bettelorden*, Berlin, 1935.
Le P. Congar cite des textes incisifs de Guillaume de Saint-Amour. Après Dempf et Ratzinger, il montre le caractère territorial de la conception traditionnelle (p. 82).

[1] Dans le livre III, nous avons montré les progrès de la tête. Maintenant que nous connaissons les membres sur lesquels elle s'exerce, il nous est loisible de considérer les rapports.

[2] HEFELE, t. V, p. 253 avec note de Dom LECLERCQ.

[3] *Regesta* VI 17 a (4) éd. CASPAR, p. 428-429.

Digitized by Google

à tout archevêque [4]; au XIII[e], à tout évêque ou abbé qui reçoit de lui ses pouvoirs [5]. Les collections de décrétales généralisent l'obligation [6].

Sens du pallium. — Après la prestation du serment, le métropolitain reçoit le *pallium*, signe de son union étroite avec le Siège romain [7]. Sur les épaules du pape, le pallium signifie la plénitude de puissance; sur celles de l'archevêque, la participation subordonnée à cette puissance [8]. C'est par la concession du pallium que l'archevêque acquiert son pouvoir propre et son nom même [9]. Jusqu'au jour de cette concession, il ne peut ordonner un prêtre, consacrer un évêque, dédier une église, préparer le chrême, convoquer un synode [10].

Des métropolitains qui s'élevaient au-dessus de leurs pairs, la Papauté tendit à remplacer leur titre de primat par celui de délégué du Saint-Siège. Alexandre III le signifie aux suffragants de Canterbury [11].

Tout naturellement, la politique du Saint-Siège est d'empêcher l'accumulation de tous les pouvoirs sur la tête d'un primat qui constituerait un degré normal de la hiérarchie. Comme aux patriarches, la maîtrise de Rome leur est rappelée. Le pape se décharge sur eux de quelques fardeaux pour mieux leur imposer son joug, que recouvrent les ornements peu coûteux du prestige.

Soumission des corps. — Les groupes directement soumis au Saint-Siège, ce sont les chapitres et les monastères exempts. De tous les membres de

[4] ANDRIEU, *Pontifical...*, t. I, p. 290.

[5] X II 24 4 (*Ego :* Grégoire le Grand). Voyez les gloses sur ce texte, le *Pontifical* de GUILLAUME DURAND et TANGL, *Päpstliche Kanzleiordnungen*, p. 50 et suiv. Tous ceux qui reçoivent une dignité du pape lui promettent de lui être loyal, de révéler toute conspiration contre sa personne, de lui être entièrement soumis, de venir, dès l'appel, au synode, de bien traiter les légats, de faire la visite *ad limina* chaque année.

[6] Le sommaire déclare que tous ceux qui reçoivent du pape une dignité doivent prêter ce serment qui contient, outre la promesse de ne rien faire contre le Saint-Siège et de toujours le servir, l'engagement précis de venir au synode, de faire la visite *ad limina* et de seconder les légats. Analyse dans T. GOTTLOB, *Die Kirchliche Amtseid der Bischöfe*, Bonn, 1936.

[7] Bibliographie dans SÄGMÜLLER, t. II, p. 438, n. 1. En Occident, le pallium fut conféré dès le VI[e] siècle, par le pape (qui semble avoir eu d'abord le monopole) à des vicaires apostoliques, à des métropolitains, à des évêques.

Pascal II adresse à l'archevêque de Palerme un rappel énergique X I 6 4 *(Significasti) : ... Quum igitur a sede apostolica vestrae insignia dignitatis exigitis, quae a beati Petri tantum corpore assumuntur, justum est, ut vos quoque sedi apostolicae subjectionis debitae signa solvatis, quae vos cum beato Petro tanquam membra de membro habere, et catholici capitis unitatem servare declarent.* Ce texte met en relief le lien étroit entre le serment et la délivrance de l'insigne dont le sens général est indiqué. Sur les origines romaines et l'évolution du sens du pallium, voyez NAZ, dans *D.D.C.*

[8] C. 2 q. 6 c. 12.

[9] X I 8 3 *(Nisi specialis)*. Les expressions d'Innocent III sont très énergiques : ... *non tamen deberet se archiepiscopum appellare priusquam a nobis pallium suscepisset, in quo pontificalis officii plenitudo cum archiepiscopi nominis appellatione confertur...* Le pape ne supporterait pas une négligence qui compromettrait la dignité du Siège apostolique : déclaration importante pour l'appréciation des rapports entre Rome et l'épiscopat.

[10] X I 6 28 (*Quod sicut :* Innocent III) : ... *Praeterea cum non liceat archiepiscopo sine pallio convocare concilium, conficere chrisma, dedicare basilicas, ordinare clericos, et episcopos consecrare...* Glose rigoureuse.

[11] X I 30 1 *(Cum non ignoretis)*. Le texte montre bien la distance qui sépare un métropolitain (et de la plus grande taille) d'un légat, notamment il peut entendre les causes judiciaires, en première instance. Cependant, la Glose rappelle ce qu'un légat ne peut faire sans mandat spécial et ainsi fixe les vraies limites du texte.

Digitized by Google

ces corps privilégiés, le pape est, en principe, le seul Ordinaire [13]. Lui seul peut exercer sur eux justice et police. Ils constituent, dans toute la Chrétienté, comme un réseau de forteresses romaines.

Titres de propriété. — Bien qu'elle repose sur un principe de droit privé, la propriété du Saint-Siège en certains lieux crée des dépendances personnelles autant que réelles : propriété de droit commun sur le Patrimoine, propriété fictive sur des monastères comportent une domination qui n'est point sans profits pécuniaires et publics [13].

ATTRACTION ROMAINE

Le siège pontifical — Rome ou Avignon — attire ou appelle de nombreuses catégories de chrétiens.

Pèlerins, quémandeurs, marchands y affluent. La Papauté encourage leur venue par des lois protectrices de leur personne et de leurs biens [14]. En 1300, Boniface VIII offre à tous pèlerins l'indulgence plénière d'un jubilé qui ouvrait une série périodique de grandes affluences [15]. Sans arrêt, des solliciteurs, des plaideurs, des courtisans se présentent au Sacré Palais. On imagine l'afflux des vendeurs du Temple.

A ces volontaires, stimulés par le droit canon, s'ajoutent les assignés, dont le développement de la centralisation multiplie les espèces. Les cas réservés à l'absolution du Saint-Siège obligeraient de nombreux pénitents à prendre le chemin de Rome si les délégations du pouvoir d'absoudre, les dispenses, les tolérances ne désencombraient les chemins [16]. Par leur serment, les évêques nous l'avons vu s'engageaient à venir chaque année au Siège apostolique, en personne ou par représentant [17]. Les difficultés du voyage font douter de la parfaite exécution d'un tel engagement [18]. Plus nombreux, sans doute, furent les clercs convoqués par les services de la Curie pour rendre compte ou témoigner. Les documents pontificaux laissent supposer cette affluence [19].

[13] Rares sont les chapitres, nombreux les monastères exempts : nous avons indiqué, avec références, ces deux faits.

[13] Le profit politique l'emporte de beaucoup sur le profit matériel : le cens est recognitif de souveraineté plutôt que constitutif d'un revenu appréciable.

[14] La condition du pèlerin est actuellement le sujet d'une enquête historique et pratique. H. JEDIN a esquissé l'histoire de ces pèlerinages d'Allemagne à Rome : *Die deutsche Romfahrt von Bonifatius bis Winckelmann*, dans *Bonner Akademische Reden*, Krefeld, 1950.

[15] P. BREZZI, *Storia degli anni santi*, Milan, 1950; R. FOREVILLE, *Le jubilé de saint Thomas Becket...*, Rennes, 1959, p. 34.

[16] On doute que tous les clercs victimes de *manus injectio* aient porté leur plainte à Rome et on sait que la délégation du pouvoir d'absoudre était normale.

[17] A la bibliographie de SÄGMÜLLER, t. II, p. 316, ajoutez : J. PATER, *Die bischöfliche Visitatio liminum sanctorum Apostorum*, Paderborn, 1914.

[18] En revanche, bien que le voyage ne fût pas sans péril, *Clem.* V 8 2 (*Multorum ad nos :* concile de Vienne), la papauté déplorait la venue et le séjour clandestin de prélats, contre lesquels s'élève Jean XXII : *Extrav. comm.*, I 8 c. 2 et 3.

[19] Les conflits électoraux multiplient ces présences. A Rome et à Avignon, l'affluence fut toujours considérable, on doit tenir grand compte de ce mouvement démographique dans l'histoire de la centralisation.

Digitized by Google

UBIQUITÉ PONTIFICALE : LES LÉGATS

Par de nombreux agents, la Papauté est partout présente. Légats, collecteurs et même banquiers assurent toutes les liaisons utiles.

Depuis l'Antiquité, la Papauté envoie des représentants en mission, notamment aux conciles œcuméniques, et nomme des vicaires stables en certains lieux [20]. Ces délégués, ambulants ou permanents, ont propagé les idées et les lois de la Réforme grégorienne [21]. A l'âge classique, ils assurent la présence pontificale dans toute la Chrétienté [22].

Les rapports avec les États nécessitaient l'emploi de nombreux émissaires. Depuis Innocent II on les suit à la trace [23]. Alexandre III en dépêcha plusieurs pour défendre sa légitimité; puis pour soutenir sa guerre contre Frédéric Barberousse, pour régler les difficultés anglaises [24]. L'institution se précise au dernier quart du XII[e] siècle [25]. Aucun pape n'eut besoin d'autant de légations qu'Innocent III, engagé dans toutes les affaires de la Chrétienté : succession de Henri VI, complications matrimoniales de Philippe Auguste, rebellion de Jean sans Terre [26]. Le conflit avec l'Empire atteignit son paroxysme sous Frédéric II, puis sous Louis de Bavière; la suzeraineté que voulait exercer le Saint-Siège en Angleterre, les troubles interminables de l'Italie du Nord, du Centre et du Midi, les intérêts pontificaux en France et en Ibérie, dans l'Europe centrale et la Scandinavie donnèrent aux légats d'incessantes

[20] HINSCHIUS, t. I, p. 498; WERMINGHOFF, *Verfassungs-geschichte*, 1re éd., p. 205 et suiv.; HAUCK, t. IV, p. 160 et suiv.; E. KÖNIGER, *Studien zur Geschichte des päpstl. Gesandschaftswesens*, 1910. — Léon le Grand se fit représenter : les évêques de Thessalonique et d'Arles étaient vicaires apostoliques.

[21] A. GROSS, *Der Romanus legatus nach der Auffassung Gregors VII*, Diss. Halle, 1901; G. MASSINO, *Gregor VII in Verhältniss zu seinen Legaten*, 1907; O. SCHUMANN, *Die päpstl. Legaten in Deutschland zur Zeit Heinrichs IV und V (1056-1125)*, 1912.

[22] Ouvrages par pays : WIERZOWSKI, *Synopsis legatorum in Polonia, 1073-1794*, Rome, 1880; C. FROMMEL, *Die päpstl. Legatensgewalt in deutschen Reich während des 10., 11 and 12. Jahr.*, Diss., Heidelberg, 1898; H. TILLMANN, *Die päpstl. Legaten in England bis zur Beendigung der Legation Gualas*, Diss. Bonn, 1925-1926; G. SÄBEKOW, *Die päpstl. Legationen nach Spanien und Portugal bis zum Ausgang des XII. Jahr.*, Diss. Berlin, 1931; GÖRAN INGER, *op. cit.*, p. 220-262 (pour la Suède); A. GWYNN, *Papal legates in Ireland during the XIIth Cent.*, dans *Irish eccles. Record*, 1944, p. 361-370. W. JANSSEN, *Die päpstliche Legaten in Frankreich vom Schisma Anaklets II bis zum Tode Celestins III (1130-1198)*, Cologne, 1961.

[23] J. BRACKMANN, *Die päpstliche Legaten in Deutschland und Skandinavien (1125-1159)*, Berlin, 1913. Cet ouvrage inaugure un plan qui sera désormais suivi : histoire des diverses légations, sous chaque règne et par pontificat, étude systématique de l'action politique, ecclésiastique, judiciaire. É. JORDAN a sévèrement critiqué ce découpage (*R.H.*, t. 122, p. 326) tout en reconnaissant l'utilité des chronologies. L'activité des légats pendant cette crise a été exposée dans *H.E.*, t. IX, p. 51 et suiv.

[24] W. OHNSORGE, *Die Legaten Alexanders III im ersten Jahrzehnt seines Pontificats*, Berlin, 1928; *Päpstlichen und Gegenpäpstlichen Legaten in Deutschland und Skandinavien, 1159-1181*, Berlin, 1929; G. DUNKEN, *Die politische Wirksamkeit der Päpstlichen Legaten in der Zeit des Kampfes zwischen Kaisertum und Papsttum in Oberitalien unter Friedrich I*, Berlin, 1931; M. PACAUT, *Les légats d'Alexandre III*, dans *R.H.E.*, 1955, p. 821-838.

[25] J. FRIEDLÄNDER, *Die Päpstliche Legaten in Deutschland, Italien, am Ende des 12. Jahr. (1181-1198)*, Berlin, 1928.

[26] Voyez les biographies d'Innocent III et H. ZIMMERMANN, *Die päpstliche Legaten in der ersten Hälfte des 13. Jahrh...*, Paderborn, 1913; C. R. CHENEY, *Cardinal John of Ferentino, papal Legate in England in 1206*, dans *E.H.R.*, oct. 1961.

Digitized by Google

occasions de voyages [27]. Depuis Alexandre III, le cardinal est *legatus a latere* [28]. Du *legatus*, Innocent III distingue le *nuntius* qui n'a aucune juridiction ordinaire [29].

Le statut. — La désignation d'un légat se fait en consistoire s'il s'agit d'un cardinal ou d'une affaire qui doit être traitée dans le Sacré Collège ou d'un mandat général [30]. Il arrivait que plusieurs légats furent nommés, avec, fréquemment, les mêmes pouvoirs; la bulle précisait leurs rapports [31]. Le territoire de leur mission, leur province comme on dit au XIII[e] siècle, peut varier, des bornes d'un diocèse à celles de plusieurs nations [32]. Il est rare que la durée du mandat soit fixée : il expire avec son objet. Puisqu'il émane du Saint-Siège, la mort du pape ne saurait l'interrompre [33], elle n'atteint que les facultés particulières qui ont été concédées.

C'est peu à peu, au cours de ces diverses expériences, que le statut des légats s'est formé. Les compilations fournirent aux décrétalistes l'occasion de le coordonner [34]. Tant de précisions uniformes figurent dans les lois que l'on peut reconnaître un pouvoir quasi-ordinaire. Mais chaque légat est muni d'instructions si particulières qu'il semble tirer sa force de la délégation [35]. La tendance des papes au XIII[e] siècle est de multiplier ces pouvoirs spéciaux, non point pour limiter, mais pour accroître le mandat général. Cependant les docteurs dressaient le catalogue des droits réservés au Siège romain : Hostiensis en inscrit 24 et Guillaume Durand, 89 [36].

Méthode d'action. — Pour implanter les réformes, les légats réunissent des conciles provinciaux, régionaux, nationaux, qu'ils président et dont

[27] D. M. WILLIAMSON, *Some aspects of the Legation of Cardinal Otto in England (1237-1241)*, dans *Engl. hist. R.*, 1949, p. 145-173; E. WERNCKE, *Die päpstl. Legaten in Deutschland unter Innocenz IV und Alexander IV*, 1920; J. MÜLLER, *Die Legationen unter Papst Gregor X, 1271-1276*, dans *Röm. Quart.*, 1929, p. 57-136.

[28] B. RUESS, *Die rechtliche Stellung der päpstl. Legaten bis Bonifaz VIII*, Paderborn, 1912.

[29] Hostiensis et Guillaume Durand ajoutent, au sens large, les curiales. La doctrine oppose au *legatus a latere* le *legatus missus* : B. RUESS, p. 107.

[30] SÄGMÜLLER, *Tätigkeit...*, p. 60 et suiv. Guillaume Durand : ... *quod legatus generalis de consilio collegii cardinalium et non aliter est mittendus. Speculum, De legato.*

[31] Ils agissaient en commun ou séparément, *communiter et divisim* : RUESS, p. 129.

[32] Grande variété : souvent un pays ou un ensemble de provinces, parfois toute une région de la Chrétienté (Scandinavie, Pologne, Allemagne orientale).

[33] VI I 15 2 (*Legatos* : Clément IV) : ... *ad instar proconsulum ceterorumque praesidum, quibus certae sunt decretae provinciae moderandae, ordinarios reputantes.* Comme ordinaires, ils continuent leur mission. La Glose explique clairement les assimilations romaines et qu'il ne s'agit pas d'une décision nouvelle. Hostiensis et Guillaume Durand se demandent si le Sacré Collège pourrait révoquer pendant la vacance du Siège et leur réponse est très prudente : il y faudrait grande et évidente raison.

[34] Toutes les grandes compilations antérieures à Gratien ont un ensemble de textes sur les légats, depuis l'*Appendix* jusqu'à la *Bambergensis*. De même, les trois premières *Quinque*, enfin X I 30, VI I 15. Voyez RUESS, *passim*.

[35] La formule *plenae legationis officium* est explicitée : *ut evellas et destruas, dissipes et disperdas, aedifices et plantes.* La suite du texte précise surtout à partir d'Innocent IV.

[36] Composé entre la première et la seconde publication de son *Speculum judiciale* où il est inséré, ce *Speculum legatorum* a circulé comme un traité spécial, le seul au Moyen Age, et qui eut grand succès : SCHULTE, t. II, p. 147 et suiv.

Digitized by Google

ils publient, à partir d'Alexandre III, les décrets sous leur propre nom [37]. De leur propre chef ils imposent des constitutions [38]. Relevons les traces de ce droit légatin dans les trois secteurs des institutions.

Compétence : l'Organisation de l'Église. — Administration, justice, police : tout l'ordre ecclésiastique est de leur ressort. Bien que les circonscriptions épiscopales ne puissent être érigées ou modifiées que par le pape, dans les nouvelles terres de Chrétienté les légats reçoivent parfois cette faculté [39]. Ils ont charge d'abréger les vacances, de surveiller les élections épiscopales et, par mandat spécial, d'exercer les réserves, d'opérer les translations, de recevoir les renonciations, de déposer les indignes [40]. L'office du cardinal légat comporte la collation des bénéfices mineurs [41].

Dans les affaires contentieuses, la compétence des légats est universelle en première instance comme en appel [42] : il leur est seulement interdit de contrarier la justice papale [43]. En fait, ils jugent de très nombreuses causes [44].

Leur mission étant de réformer la discipline et les mœurs, ils enquêtent et ils prononcent excommunications, suspenses, interdits [45]. Leur pouvoir s'étend aux monastères [46]. Ils exercent à l'égard de l'abbé des pouvoirs analogues à ceux qu'ils exercent quant aux évêques [47].

Dans le domaine spirituel, les légats peuvent concéder des indulgences, dispenser des vœux et des serments ou les commuer. Ils pourchassent l'hérésie et encouragent la prédication des vérités orthodoxes [48].

Leur mission les incitait souvent à s'immiscer dans les affaires intérieures et extérieures des États. Auraient-ils pu servir leur maître sans infléchir

[37] Nous avons plusieurs fois remarqué l'importance de ces conciles où les légats réunissent les prélats d'une province ou d'une nation : ils sont l'un des moyens les plus actifs de la réforme, depuis Grégoire VII, qui a posé dans ses *Dictatus* ce principe : *quod legatus (papae) omnibus episcopis praesit in concilio etiam inferioris gradus.* En droit et en fait, le légat dans le synode a la situation du pape dans le concile œcuménique. Si les membres du synode souscrivent, il s'agit d'une pure formalité. Les décisions de leurs propres synodes, provinciaux ou nationaux, peuvent être confirmées, voire modifiées par un légat. Nombreux exemples dans HINSCHIUS, t. III et dans RUESS, p. 142-144. A titre d'exemple, cf. C. GOLUB, *De Philippo Firmano episcopo ejusque statutis legativis, a. 1279*, dans *R.E.D.C.*, 1961, 187-200 (légation en Hongrie et Pologne).

[38] Leur mandat contenait expressément ce pouvoir législatif : « *quae statuenda sunt constituere* ».

[39] Au XIII[e] siècle, dans le Proche-Orient, la péninsule ibérique, les pays baltes. Référence aux *Registres* des papes dans RUESS, p. 154-155.

[40] Ruess cite une lettre caractéristique de Grégoire IX, Reg. n. 6137. Innocent III spécifie la nécessité d'un mandat spécial.

[41] VI I 15 1 : BAÏER, *op. cit.*, p. 48-69. Grave discussion entre Vincent, Geoffroy et Guillaume Durand sur certains bénéfices réservés au pape. Le débat est bien résumé par Jean André.

[42] Application du principe que le pape est *judex ordinarius omnium :* le légat qui le représente, partage avec l'Ordinaire du lieu la compétence générale en première instance. X I 30 1 (*Quum non ignoretis :* Alexandre III).

[43] Sur cette compétence et ses limites, cf. RUESS, p. 172 et suiv.

[44] Exemple : X IV 9 4. Des légats ont eu à juger les causes matrimoniales des rois et des grands.

[45] K. RUESS, *passim* et spécialement, p. 175-179.

[46] L'exercice de ce pouvoir a été maintes fois étudié. Ainsi, par A. CLÉMENT, *Conrad d'Urach... légat en France et en Allemagne*, dans *Revue bénéd.*, t. XXIII (1906), p. 62 et 373;

[47] C. R. CHENEY, *The Papal Legate and english Monasteries in 1206*, dans *E.H.R.*, 1931.

[48] Indulgences : RUESS, p. 150-153. Dispense et commutation des vœux et serments : *ibid.*, p. 182-184. Poursuite de l'hérésie, *ibid.*, p. 68-73.

Digitized by Google

les gouvernements, s'efforçant de les affaiblir ou de les renforcer selon qu'ils étaient périlleux ou profitables [49]. Un de leurs soucis majeurs était d'apaiser les querelles internationales, pour réserver les forces de la Chrétienté contre l'Islam [50].

Droits et privilèges. — L'entretien des légats est à la charge des prélats dont ils parcourent diocèses et monastères : une procuration leur est due, sauf exemption particulière [51].

Une législation sévère protège leur personne, souvent menacée; l'attentat est frappé de toutes les peines dont l'Église dispose [52]. De grands honneurs leur sont dus, comme représentants du pape, et Guillaume Durand (qui avait été légat) déclare que, même après la fin de leur mission, une révérence particulière les auréole [53].

Devoir et responsabilité. — Leur devoir propre est de remplir la mission qui leur a été confiée et d'en rendre compte. Tout manquement les exposerait à révocation, sans préjudice des censures [54].

LES AUTRES AGENTS ROMAINS

Les légats ne sont point les seuls agents de Rome : l'administration financière est aussi un service d'information. Des collecteurs fixés dans les régions, le Saint-Siège attend non seulement les florins, mais encore les nouvelles et les interventions [55]. Des banquiers eux-mêmes, il tire des renseignements et il obtient sans doute des pressions opportunes [56].

[49] Leur rôle a été capital dans les luttes de la Papauté et de l'Empire : G. DUNKEN, *Die politische Wirksamkeit der päpstl. Legaten in der Zeit des Kampfes zwischen Kaisertum und Pappstum in Oberitalien unter Friedrich I*, Berlin, 1931; H. ZIMMERMANN, *Die politische Legation in der ersten Hälfte des 13. Jahr.*, Paderborn, 1913. On peut dire que la politique pontificale a été en tous pays (cf. K. RUESS, p. 84-99) négociée par les légats. Nous n'avons pu lire l'étude (en danois) de Sigvard SKOV sur l'archevêque de Lund, Anders Suneson qui eut grand rôle comme légat en Danemark et en Suède, au début du XIII[e] siècle (*Scandia*, 1948-1949, p. 2). Le double aspect de l'archevêque de Canterbury, métropolitain et légat, est marqué dans CHURCHILL, t. I, p. 424.

[50] Rôle capital dans la prédication, le financement, la conduite des croisades.

[51] K. RUESS, p. 185-204, analyse tous les textes du *Corpus* et relève dans les *Registres* des papes de nombreuses lettres relatives à l'application et aux exemptions.

[52] Comme ambassadeurs, ils jouissent de la protection du droit des gens. Et comme ils représentent le vicaire du Christ, toute injure à leur personne blesse le droit divin. Les papes, dans leurs recommandations aux princes, ne cessent de rappeler ces principes.

[53] *Loc. cit.* : ... *semper reverentia debetur in memoriam pristinae dignitatis.*

[54] K. RUESS, p. 138-141. *Ordo romanus XIV : In primo vero consistorio secuto dicti nuncii vel legati referunt seu relationem faciunt de gestis per eos in legationibus suis.*

[55] Les missions que relatent SAMARAN et MOLLAT, p. 110-111, sont relatives à la fiscalité.

[56] Y. RENOUARD, *Les relations...*, p. 392-402 : *Les compagnies, agences d'information de la Papauté.* Aucun service de renseignements comparable à ces agences d'affaires, dont les courriers, sans cesse sur les routes, recueillent tous les bruits de la Chrétienté. Les papes en profitent, comme les princes et Clément VI demande à Jacopo d'Alberto degli Alberti de faire connaître d'urgence, par ses associés d'Avignon, et aux frais de la Chambre apostolique toutes les nouvelles contrôlées. Des hommes d'affaires ont été chargés de missions diplomatiques. Et nous savons que cet accord avec les banquiers et leurs facteurs n'a pas été sans fruits dans la politique pontificale.

Digitized by Google

§ 2. — Les attitudes de la Chrétienté.

Le meilleur et le pire des hommes : ainsi clercs, religieux et laïcs d'Occident ont-ils, selon les temps et les lieux, appelé ce chef autoritaire qui siégeait à Rome.

APPÉTIT DE SOUMISSION

La tête eût-elle, en ces temps-là, imposé ses vues sans le consentement, au moins tacite, des membres? D'ordinaire, les moyens lui manquaient de se faire obéir. Passive dans la masse, l'obéissance était active chez les chrétiens qui avaient le sens de la communauté. Ils remplissaient leurs obligations comme des devoirs de religion, pour éviter toute offense à Dieu et à son vicaire. Que sont les décrétales pour un laboureur ou un artisan? Il suffit que le curé annonce que l'on fera les bans de mariage, que l'on communiera au temps pascal : quel paroissien va chercher ailleurs la vérité?

Cependant, les rapports de la tête et des membres étaient loin de se réduire au problème du commandement et de l'obéissance. L'autorité de la tête se justifiait, se fortifiait par les appels incessants des membres, pour trancher des litiges ou pour résoudre des difficultés administratives, pour obtenir des faveurs ou pour faire front à des agressions. Mieux encore : beaucoup d'interventions étaient sollicitées; on ne saurait trop répéter que la centralisation romaine a été permise, favorisée, exigée par les constants recours des plaideurs mécontents, des électeurs discordants, des candidats aux bénéfices [1]. Rome, loin de représenter le mont des orages, est aux yeux d'un grand nombre de chrétiens, le lieu de toutes grâces. Quant aux pasteurs, ils y cherchent la solution de leurs difficultés ou, comme la plupart des chefs, la couverture qui abrite leurs frayeurs ou leur pusillanimité.

OPPOSITIONS LOCALES

Le Saint-Siège rencontrait en tous pays des oppositions. Contribuables étrillés, collateurs évincés, populations frappées d'interdit s'élevaient contre les exigences, les empiétements, les rigueurs de la Cour romaine [2]. De la protestation à la révolte, tous les degrés de la colère mirent en danger les exécutants des décisions pontificales et jusqu'au principe de la fidélité [3].

Le plus grave sujet de plainte était la fiscalité abusive. Chaque interdiction nouvelle provoquait des remous parmi les contribuables et toute perception comportait risque de conflit : il arrivait souvent que le contribuable discutât son obligation ou se déclarât hors d'état de payer [4].

[1] Nous avons des chiffres stupéfiants de suppliques, il serait édifiant de faire la statistique des causes dans les *Registres* des papes. De Rome, la Chrétienté attend justice et charité.

[2] Encore des statistiques dont les *Registres* pontificaux seraient l'une des sources, les chroniques locales fournissant presque tout le reste. Les historiens de la fiscalité, des bénéfices et des censures ont relevé les principaux épisodes.

[3] Émeutes sanglantes à Würzburg en 1355 et 1356, où périrent trois clercs qui venaient prendre possession de bénéfices attribués par le Saint-Siège (W. Engel, dans *Z.S.S., K.A.*, t. XXXV (1948), p. 150-200).

[4] Samaran et Mollat, p. 112-121. Aventures pittoresques, p. 116-117.

Digitized by Google

Les nominations pontificales aux bénéfices soulevaient fréquemment la mauvaise humeur des collateurs frustrés. En 1202, Innocent III dut vaincre le refus du chapitre Saint-Paul-de-Plaisance de recevoir un de ses protégés qui, accepté, eut à subir mainte avanie [5]. Ces rebuffades n'étaient point rares [6]. Honorius III en essuya de pareilles à Cumes et en d'autres lieux [7]. Robert Grosseteste, repoussant un neveu d'Innocent IV, osera écrire : « La sainteté du Siège apostolique doit contribuer à édifier, non à détruire [8] »?

Tout au long de l'âge classique, des hommes qui ont eu le souci de la dignité de l'Église ont dénoncé les méfaits du régime, depuis Hildebert de Lavardin et saint Bernard jusqu'à Guillaume Durand et Guillaume Le Maire [9]. La protestation finit par revêtir une forme collective. C'est dans le second quart du XIII[e] siècle que se produisirent les explosions nationales : au concile de Bourges en 1226, les prélats français s'insurgèrent contre la demande d'une réserve générale et les procureurs des chapitres contre l'abus des dévolutions [10]; en 1231, éclata la révolte en Angleterre contre les bénéficiers romains [11]; en 1245, au concile de Lyon, les ambassadeurs anglais firent entendre les griefs de leur nation [12].

Une des occasions de colère était l'interdit local, qui, prononcé par le pape, pouvait atteindre des provinces, des royaumes. Le clergé montrait parfois autant d'ardeur que les fidèles dans son impatience [13].

CONCEPTIONS HOSTILES

Tandis que montait la puissance pontificale, trois ennemis sont nés, qui menacent gravement l'édifice.

En même temps que la fièvre de centralisation montait la fièvre des nationalismes : dans le clergé des grands États, l'esprit de cohésion s'accompagnait d'une certaine indépendance à l'égard de Rome [14].

L'esprit laïque minait jusqu'aux fondements du gouvernement ecclésiastique et de tous les principes sur lesquels vivait la Chrétienté [15]. Il séparait radicalement le spirituel et le temporel dont il affirmait l'indépendance,

[5] *P.L.*, t. 214, col. 1057.

[6] *Ibid.*, col. 104 (Pavie); col. 116 (Cambrai); col. 313 (Sens); col. 1149 (Périgueux); *ibid.*, 215, col. 873 (Limoges); *ibid.*, 216, col. 816 (Marseille).

[7] *Regesta*, éd. PRESSUTTI, col. 2379, 2487.

[8] STEPHENS, p. 242.

[9] *P.L.*, t. 171, col. 265 et 182, 761, 339. Les idées de ces réformateurs ont été maintes fois exposées. A ceux du XIV[e] siècle, Adam consacre, p. 27-30, un paragraphe de sa thèse.

[10] HEFELE, t. V, p. 1442.

[11] H. MACKENZIE, *The antiforeign Movement in England, 1231-1232*, dans *Mel. Haskins*, p. 202.

[12] L. DEHIO, *Innocenz IV und England;* cf. HEFELE, t. V, p. 1676.

[13] Lambert, évêque d'Arras dresse un réquisitoire contre l'archevêque de Reims Manassès, qui a interdit la province. En 1233, le métropolitain de Rouen avoue les conséquences désastreuses de l'interdit qu'il vient de prononcer. Les papes, eux aussi, reconnaissent le péril de la suspension du culte et des sacrements.

[14] E. BARKER, *Christianity and Nationality*, Oxford, 1927; K. SCHLEYER, *Anfänge des Gallikanismus im 13. Jahr.*, Berlin, 1937.

[15] Outre G. DE LAGARDE, *op. cit.*, voyez W. T. WAUGH, *The Great Statute of Praemunire* où sont évoqués les précédents (1353 et 1365) de cet acte anti-romain et J. R. STRAYER, *The laicization of French and English Society in the XIIIth Century*, dans *Speculum*, 1940, p. 76-86.

Digitized by Google

substituait le profane au sacré, le mystique au rationnel et, en fin de compte, l'Église à l'État.

Nous savons que le centre même de la Chrétienté était atteint par la fièvre conciliaire, qui allait bientôt prendre une ampleur imprévue des pontifes.

§ 3. — La réplique romaine.

Le Saint-Siège ne pouvait rester indifférent à tant d'hostilités sourdes ou manifestes — Autorité, prestige, richesse même, tous les éléments de sa puissance en souffraient. Sa réplique prit des formes variées : bienveillantes, répressives, dogmatiques.

DEGRÉS DE BIENVEILLANCE

Beaucoup de décisions pontificales restent lettre morte. Le pape l'apprend et il ferme les yeux : application de la doctrine de la tolérance, de la *dissimulatio*, que justifie la permission comparative, le calcul du moindre mal [1].

Il arrive aussi que le pape se rende compte du bien-fondé des oppositions. Nous savons qu'il admettait la critique et la suspension des ordres contenus dans les décrétales [2]. Il accorde à des contribuables une remise totale ou partielle [3]. Des censures sont mitigées [4].

Ces adoucissements, où la part de la contrainte et celle de la libéralité s'emmêlent, posent le problème constant de l'esprit de la politique pontificale. Dans quelle mesure le Saint-Siège a-t-il tenu compte des résistances de la Chrétienté pour adapter ses règles [5]?

LA RÉPRESSION

Dans la plupart des cas, la Papauté repousse les objections et punit les opposants. Elle se borne parfois à la réprimande, affectueuse ou menaçante. Contre les opposants tenaces ou violents, elle commine les censures : excommunication ou interdit. Telle est la peine ordinaire de l'obstination dans le refus : à la fois répressive et médicinale. Il convient, en chaque cas, de supputer l'intention et de mesurer l'effet [6].

[1] Voyez *supra*, p. 104-107.

[2] X I 3 5 *(Si quando)* : nous avons déjà allégué ce beau texte qui, d'ailleurs, est imité du droit romain, ainsi que le note le glossateur : ... *ubi etiam per consultationem rescribit imperator, non vult suam responsionem sequendam esse si quis non recte responsum putaverit* (cf. 1. *nemo*). Application de cette règle générale et trop peu connue : *praelatus paratus debet esse reddere rationem omni poscenti.*

[3] Exemples rares dans les *Registres.*

[4] Outre les atténuations générales (BONGERT, p. 188-192), il y avait des limitations particulières : ainsi, Adrien IV, le 8 mai 1158, écrit à l'archevêque de Narbonne que les églises resteront ouvertes dans les terres de Guillaume de Montpellier qui seraient soumises à l'interdit (*ibid.*, p. 175).

[5] Aucun problème plus intéressant que le compte tenu des objections et oppositions pour l'amendement des lois : il permet de mesurer l'intelligence des chefs et la vitalité des groupes.

[6] Les légats et les collections sont particulièrement énergiques dans l'imposition des volontés pontificales.

Digitized by Google

AFFIRMATION DES PRINCIPES

Les interventions fournissent au pape l'occasion de rappeler les principes. Comme toujours, l'opposition tenace aboutit à durcir les formules. Hérétiques militants et princes rebelles ont favorisé le progrès des idées théocratiques [7]. Des théologiens, que nous appellerions aujourd'hui intégristes, poussent jusqu'au bout la logique du système [8]. Ces doctrinaires représentent-ils la Papauté? Plutôt l'esprit de quelques papes et une forte tendance de la Curie. La pensée traditionnelle de l'Église s'exprime officiellement dans les *Décrétales* où prévaut la sagesse gélasienne [9], encore que le troisième terme de la proclamation *Duo sunt* ait pris sous la plume d'Innocent III une priorité. Certes, la distinction des deux puissances et leur coopération demeurent le principe essentiel. Mais comment nier que la *ratio peccati* autorise l'intrusion dans tous les actes et que le recours au pape dans tous les cas de déni de justice n'implique le pouvoir suprême jusque dans le temporel? Quand le pape refusait d'entendre une réclamation, le fidèle ne pouvait que s'incliner sans réplique [10].

CONCLUSION

La centralisation romaine s'accomplit non seulement *per Urbem* mais encore *per Orbem :* aussi bien par l'invasion pontificale dans tous les recoins de la Chrétienté que par la concentration des affaires au palais du Saint-Siège. En imposant partout sa discipline, la Papauté assure l'unité mais soulève des résistances, qu'elle s'efforce de vaincre. Qu'elle ait obtenu partout l'acceptation officielle et l'application *partielle* de sa législation du célibat ecclésiastique ou du mariage des laïcs, c'est un prodigieux succès mais que ses politiques bénéficiale et fiscale aient rencontré l'opposition, c'est un fait naturel. Le sang circule dans le corps de l'Église, mais il est bouillonnant.

CONCLUSION.

Le drame de la Chrétienté se joue comme sur trois plans de l'espace. Un immense horizon s'ouvre au souffle de la même foi, du même culte, de la même discipline et les barrières des nations, des diocèses, des provinces s'opposent à l'unanimité. Une sorte de diagonale coupe le monde ecclésiastique du monde religieux, tous deux voués à la même tâche d'évangile et marqués du signe sensible d'une haute vocation. Au-dessus de tous ces partages, la Papauté couronnant la verticale hiérarchique, dicte, malgré les vents contraires, la loi universelle.

[7] Les Cathares ont fortifié la structure hiérarchique; Philibert IV et Louis de Bavière, le langage hiérocratique.

[8] Gilles de Rome ou Jacques de Viterbe ne constituent pas une dogmatique qui s'impose à toute l'Église.

[9] Cette sagesse, il est vrai, portait le germe de la hiérocratie, en imposant au sacerdoce la responsabilité de la conduite des rois.

[10] Nous retrouverons ce problème dans le volume consacré aux relations entre les deux puissances.

Digitized by Google

Ainsi les dissonances qui résultent des partages politiques, des états de vie, des degrés hiérarchiques se résolvent dans les hauteurs du Siège apostolique. Elles sembleraient composer une symphonie, sous la direction d'un chef inflexible. L'unité est-elle aussi parfaite que le laisseraient supposer les formules pontificales? On ne saurait attendre une si miraculeuse réussite.

A l'image classique du pape souverain dictant une loi universelle, il convient de substituer l'image de l'Église universelle avec ses compartiments, ses structures, ses appels [11]. Ce n'est pas une autorité suprême et arbitraire qui a constitué le *Corpus :* c'est une masse de suppliants, stimulée par des évêques craintifs et des frères audacieux qui a exigé les décisions pontificales, tantôt les accueillant avec bénignité, tantôt les repoussant avec fracas.

Ce que les manuels nous représentent soit comme un Eden soit comme un Enfer, est à la fois Eden et Enfer. Dans ce magnifique ensemble de lois et de règlements, les entrechocs sont incessants et là où l'on croyait découvrir une société des Nations, une solidarité accrue par les élans vers la perfection, une santé idéale du corps, la vérité nous permet de reconnaître que toutes nos imaginations sont en quelque mesure fondées [12]. Mais aussi que le jeu des institutions et des règles ressemble peu à une comédie divine : le drame domine, chez les juristes, comme en tout l'humain.

Il est encore plus important de découvrir dans la réalité le sort des règles que nous avons relevées dans les codes généraux et particuliers. Du système équilibré, des mesures conciliantes, des solutions équitables que nous avons exposées quelle a été la fortune dans l'application quotidienne?

[11] Les rapports, souvent mobiles, entre la Papauté et chaque diocèse (ou chaque ordre) devront être étudiés avant tout jugement sur la mesure de l'unité. Voyez, par exemple, K. A. Fink, *Die Stellung des Konstanzer Bistums zum päpstliche Stuhl im Zeitalter des avign. Exils*, Fribourg-en-Brisgau, 1931.

[12] C'est un des mythes les plus répandus chez les catholiques, cet âge d'or de la Chrétienté. Nous avons dès le début de cet ouvrage réagi contre cette illusion. Assez de bienfaits et de gloire illustrent l'âge classique pour que nos exagérations ou nos passions ne nous aveuglent point sur des misères aussi évidentes.

Digitized by Google

CHAPITRE II

FORTUNE DU SYSTÈME

Un système aussi rationnel que le système classique n'était voué ni à l'échec total ni à la réussite parfaite. Toutes les forces restaurées au XI^e^ siècle, épanouies au XII^e^, exubérantes au XIII^e^ se conjuguaient pour sa fortune et pour son infortune. Elles ont collaboré à son succès provisoire, à sa dégradation progressive. Nous n'avons pas à juger moralement cette vaste expérience : il nous revient et il nous suffit de constater le sort d'un idéal formulé par les papes et les docteurs. Regardons les apparences du triomphe, les déceptions de la réalité, la balance finale des comptes.

SECTION I. — LES APPARENCES DU TRIOMPHE.

Si l'Église n'a point connu d'âge d'or, il est vrai cependant que les institutions ecclésiastiques de la Chrétienté ont offert le spectacle d'une harmonie extérieure, d'une paix intérieure, d'une domination supérieure qui ne furent jamais surpassées : chacun de ces trois termes se justifie par des preuves éclatantes.

§ 1. — Harmonie extérieure.

ÉCLAT DES ARTS

La puissance, appuyée sur des textes juridiques, se manifeste à tous les yeux par la beauté des monastères, des cathédrales et des palais, le faste des cérémonies, des ornements et des cortèges. Ainsi les institutions dont le droit fixe le statut apparaissent-elles au public dans les arts. Autorité, richesse, prestige favorisent l'architecture et la sculpture, la peinture et le vitrail, l'orfèvrerie et la chasublerie, la musique et le chant. Établir ce rapport, c'est donner aux règles impératives et abstraites leur justification rationnelle et leur sens humain [1].

[1] Nous ne saurions trop insister sur les lacunes inévitables de cet ouvrage. Les institutions ecclésiastiques de la Chrétienté, ce ne sont pas seulement les coordinations de règles juridiques : ce sont toutes les œuvres organisées par les hommes pour l'édification de l'Église, la cathédrale de Reims aussi bien que les motets de Nicolas de Grigny ou les fresques de l'Angelico, a fortiori les corporations de métier sur les chantiers de la nef que les maîtrises dans le chœur. Notre pensée constante est que les choses n'existent que pour les hommes et ne prennent valeur que par eux. Il nous faut connaître les richesses et les prestiges, mais pour comprendre leurs ressorts, leurs moyens et leurs fins dernières. L'élégance des manoirs presbytéraux (qui sont les institutions du logement !) nous intéresse à la vérité, autant que la dîme et le casuel, la dot et le patronage qui en ont permis la construction et l'aménagement.

Digitized by Google

L'autorité mettait en branle des projets, permettait leur exécution [2]. Elle veillait au plan des monuments, au décor et aux ornements, à l'ordre des liturgies. Si des évêques et des abbés entreprenants n'avaient eu le pouvoir de commander Notre-Dame ou le Mont Saint-Michel, nous n'aurions, à la place de ces merveilles, qu'un immeuble de rapport ou un îlot désert.

Mais si les prélats n'avaient disposé que de leur bâton pastoral, quels architectes, quels artistes leur eussent obéi? Tant de belles architectures, de fresques, de verrières éblouissantes convertissaient à Dieu un trésor temporel dont le droit avait réglé l'usage [3].

Le grand ressort du développement des arts fut le prestige [4]. Commandement, justice, police peuvent se contenter de bureaux, de tribunaux, de cachots spacieux; une fortune immense excite l'avarice. Mais le besoin de prestige pousse l'évêque à hausser les tours et le chœur de la cathédrale, à l'orner somptueusement, à amplifier la liturgie. Entre les chapitres, entre les officialités, l'émulation se traduit jusque dans l'élégance des salles où se tiennent les assemblées, les audiences.

Quand le canoniste s'ingénie à calculer la quarte funéraire ou la procuration, l'artiste doit évoquer les trésors des cathédrales, des monastères, des palais épiscopaux : ce sont les produits durables de la richesse et surtout de l'heureuse vanité des hommes et des corps, qui voulaient surpasser en prestige tout le voisinage et laisser aux siècles futurs, non point une cassette périssable mais les chefs-d'œuvre dont nous sommes, aujourd'hui encore, éblouis [5].

UNIVERSALISME DES FORMES

Où se marque mieux l'action de l'autorité, c'est dans l'harmonie administrative.

Tandis que les États — de l'Empire à la baronnie — s'épuisent à disputer leurs frontières, extérieures et intérieures, les cadres administratifs de l'Église jouissent d'une fermeté sans conteste. On aurait pu imaginer une diversité locale, comme parmi les Églises barbares, où le contraste de l'Irlande et de l'Espagne s'accuse dans les structures et dans l'esprit. Que l'on se rappelle la morphologie de l'Irlande, au temps de Cummean, et celle de l'Espagne wisigothique et l'on saisira dans une vision brève, le contraste où peuvent s'égarer au même siècle deux pays de la Chrétienté. On aurait imaginé au XIII[e] siècle dans la riche et luxuriante étoffe de l'Église d'infinies variétés. Or, la tunique est d'un seul dessin,

[2] On trouvera un choix de ces décisions dans le *Recueil de textes relatifs à l'histoire de l'architecture...*, publié par V. MORTET et P. DESCHAMPS, t. II, Paris, 1929. Voyez aussi P. DU COLOMBIER, *Les chantiers des cathédrales*, Paris, 1953.

[3] Non seulement par ses règles générales sur l'emploi des biens ecclésiastiques mais encore par les legs pieux. Il serait intéressant de relever dans les testaments les clauses relatives aux arts sacrés.

[4] Beau chapitre de la contribution d'une vanité souvent misérable à la splendeur de la civilisation. M. Gimpel me signale un article d'ACKERMAN (*The Art*, juin 1949) sur la fameuse dispute relative à la hauteur de la nef du dôme de Milan, vers la fin de notre âge classique. Architectes et chapitres associaient souvent leur orgueil. Un excès d'ambition aboutissait parfois à la catastrophe. L'écroulement des voûtes de la cathédrale de Beauvais, en l'année 1284, en est un exemple célèbre.

[5] Nous ajouterons, dans la II[e] partie de cet ouvrage, la participation au mouvement musical.

Digitized by Google

égayé par quelques nuances. Une hiérarchie pareille s'est fixée en tous lieux. Toutes les variétés de postes créés pendant l'âge classique, dont aucun principe n'imposait la forme ni même l'existence, apparaissent peu à peu dans tous les diocèses, suivent dans tout l'Occident une évolution identique. L'uniformité des offices est quasiment parfaite. Eux aussi, les bénéfices présentent même nature, mêmes caractères, mêmes catégories, malgré la variété des patrimoines, des droits publics et privés. Il n'est pas jusqu'aux honneurs qui ne s'équivalent, du chapitre de Gniezno au chapitre de Calahorra. Au sein de cette unité, on reconnaîtrait des variétés secondaires, soit dans l'organisation des chapitres et des tribunaux, soit dans le protocole et les cérémonies : peut-être pourrait-on établir mieux qu'un classement, une typologie, qui nous apprendrait que les différences mêmes contribuent à l'harmonie [6].

Rechercher les causes de l'unité comme de la diversité, c'est la fonction de l'historien et du sociologue. Le *Décret* et les *Décrétales* posent les règles fondamentales du droit commun : on y cherchera vainement le statut des paroisses ou des confréries, l'exigence d'un régime bénéficial et l'épineux règlement des préséances. Comment la coutume s'est-elle généralisée, nuancée? L'opportunité, l'imitation introduisent l'analogie : en toute institution, nous aimons à connaître ce qu'imposèrent les conditions du temps et ce qu'accrédita une expérience heureuse. Ainsi le bénéfice répondait si bien à la raison, il trouvait de tels exemples dans le Siècle que sa diffusion semble naturelle. L'officialité répondait à un besoin technique; mais elle fut adoptée lentement, par contagion [7].

Une conception trop abstraite de l'histoire du droit canon nous a masqué les différences et le processus des concordes ou des variétés. Une étude patiente nous révèlera non seulement les causes, mais peut-être des enchaînements de phénomènes, tout proches des lois [8].

§ 2. — Paix intérieure.

Une autorité ferme a maintenu ou rétabli dans l'Église la paix, menacée ou énervée par l'hérésie, le schisme et les querelles.

FERMETÉ DE L'ORTHODOXIE

L'âge classique a vu les ébranlements et le triomphe de la foi. Il s'est ouvert sur les prodromes du soulèvement cathare qu'un droit sévère et une politique sans indulgence ont réprimé. Tandis que les conciles œcuméniques de

[6] Objet de mes cours de la Faculté de droit de 1953 à 1956. Les conclusions en seront bientôt résumées.

[7] Les états généraux de civilisation commandent des formes. Ainsi, la structure du patrimoine ecclésiastique a dépendu de l'évolution féodale; la technique des justices, du renouveau des procédures. Mais les modalités (ainsi les règles bénéficiales, l'organisation des officialités) se sont uniformisées par une communication d'expériences où les agents de liaison (ainsi les légats), les occasions des rencontres (ainsi les conciles) ont compté plus que les ordres de la hiérarchie.

[8] Sans admettre un déterminisme, nous observons une nécessité vivante des créations, une logique constante des relations juridiques dont nous venons de donner des exemples.

Digitized by Google

l'Antiquité avaient pour principal objet les définitions dogmatiques, ceux de l'âge classique se bornent à rappeler, sans débat, quelques vérités anciennes. Chacun des articles de foi suscite des interprétations; aucun ne soulève chez les théologiens une opposition troublante [1]. Sauf quelques soubresauts, il semblerait que les problèmes fondamentaux ont cessé d'inquiéter la conscience chrétienne. Faute de méditation ou d'ardeur, effet d'une adhésion intime ou d'une indifférence feinte? Nous manquons de preuves pour opter. Notre seule assurance est la tranquillité ordinaire des dehors, dans les masses du peuple chrétien [2]. Rien de plus surprenant pendant ces siècles de foi officielle que l'absence, chez la plupart, de curiosité du supranaturel, de discussion sur l'au-delà, sur les meilleurs moyens d'y atteindre. La croyance est sans exaltation, modérée, pacifique.

FONCTIONNEMENT RÉGULIER DES ORGANES

La paix règne aussi bien dans la discipline [3]. Anti-papes ou révoltés ne créent que des troubles locaux et provisoires; querelles et conflits dans les communautés n'ébranlent point l'édifice [4]. Les principes d'organisation échappent à tout conteste, clercs et laïcs acceptent et remplissent leurs devoirs, sans éclat mais avec une apparente correction. Conciles et synodes se réunissent avec une suffisante fréquence pour donner l'impression d'une continuité de la loi. Les tribunaux ecclésiastiques jugent tous les différends et soulèvent peu de critiques. Si l'on compare aux seigneuries, aux monarchies, à l'Empire, la vaste Église d'Occident, qu'épargnent les rivalités dynastiques, les résistances armées, les guerres extérieures, il semble que, malgré des accidents et des malaises que nous aurons bientôt à diagnostiquer, le sang circule et les organes fonctionnent avec une régularité exemplaire.

Une pratique générale maintient la vie cultuelle et sacramentelle. La piété subsiste et la dévotion soulève des élites ou des masses : Bernard et François entraînent des légions, le jubilé de 1300 attire à Rome des flots de pèlerins [5]. Des saints illustrent les divers pays de la Chrétienté [6].

[1] Nulle angoisse apparente chez les théologiens. Ils interprètent paisiblement des vérités certaines. La comparaison est saisissante avec les temps modernes, aussi avec l'Antiquité. On aurait pu s'attendre, lors de l'invasion aristotélicienne et des controverses avec les Orientaux, à des batailles, selon l'usage des théologiens : or, il n'y eut que divergences et rivalités selon l'usage des Ordres et de tous les savants.

[2] La part de la foi dans les mouvements hérétiques ne sera jamais connue, mais ce que l'on connaît, c'est l'existence de causes sociales et aussi la mobilité de bien des groupes.

[3] Les collections canoniques et le *Corpus juris canonici* ont assuré l'unité du droit Cf. R. Losada Cosme, dans *R.E.D.C.*, 1955, p. 61-111.

[4] Peu d'interruption dans la suite des titulaires ou dans l'exercice des fonctions.

La plus grave des crises fut celle qui s'ouvrit en 1159, dont toutes les phases ont été présentées dans cette *H.E.*, IX, p. 2, p. 50-67. Toute sa vie, Alexandre III fut menacé par les antipapes. Cependant, il est le premier des grands papes de l'âge classique et les oppositions continues, venues de toutes parts, ont pu contrarier ses mouvements, mais non ralentir sa merveilleuse activité.

[5] On a souvent considéré cet événement comme la plus éclatante manifestation de l'élan populaire vers Rome.

[6] Un bon mémoire vient d'être soutenu sur l'idée que l'on se faisait alors de la sainteté.

Digitized by Google

Soumission ordinaire aux devoirs publics de la religion, élans occasionnels, héroïsmes exceptionnels : tous les signes d'une paix coutumière, de temps à autre illustrée par une ferveur soudaine ou un rayonnement exemplaire. Le droit contrôle, à l'occasion régularise, ces actions individuelles ou collectives.

Dira-t-on qu'il est étranger aux réussites intellectuelles et morales du temps? Les règles que nous avons jusqu'à présent définies ont eu pour effet de maintenir dans une classe de la Chrétienté l'honneur de la culture et dans toutes les classes l'exigence de la vertu. En fait, les énormes disproportions que nous avons remarquées dans la foi et la dévotion se retrouvent au sein d'une société où la masse des illettrés est de haut dominée par une élite de penseurs et d'érudits qui ne se fût point formée sans les prescriptions scolaires du *Corpus juris canonici*, sans les ressources de la Puissance : autorité protectrice et motrice, richesse pour assurer les revenus bénéficiaux, prestige des titres universitaires; où une élite d'ascètes émerge au-dessus d'une masse dont nous ne pouvons apprécier la tenue comme nous apprécions les ouvrages littéraires, mais où les chroniques nous découvrent des valeurs que l'instruction chrétienne a exaltées, que la Puissance ecclésiale enseigne et impose [7].

§ 3. — Position supérieure.

La Puissance de l'Église est au-dessus de toutes les puissances du Siècle. Nous examinerons en son lieu la théorie de cette supériorité [1]. Bornons-nous à relever ici la réponse des sociétés civiles aux exigences pratiques d'autonomie que nous avons inscrites à l'idéal des distances.

SOUMISSION DES POUVOIRS PUBLICS

La première marque de respect est la renonciation aux empiétements notoires.

Au début de l'âge classique, l'investiture a disparu et nul prince ne prétend disposer souverainement des évêchés [2]; les anciens propriétaires d'églises ne choisissent plus, comme tels, les curés [3]; dans l'élection pontificale les laïcs ont cessé d'intervenir [4].

Ce redoutable signe de prépotence, le droit de dépouilles, des seigneurs et des rois l'abandonnent. Le désistement, commencé vers la fin du XI[e] siècle, devient un acte de piété commune au premier siècle classique. Comtes

[7] Chacun des éléments de la puissance présente un aspect si temporel et, à bien des égards, si peu agréable à la masse des sujets, que nous appelons l'attention sur les bienfaits. Autorité, richesse, prestige frappent par leurs excès plutôt que par leurs services.

[1] Dans la troisième partie, où nous étudierons les doctrines des rapports entre l'Église et les puissances du Siècle.

[2] La collaboration de fait a remplacé la décision souveraine et il n'y a plus équivoque sur le sens de la délivrance du temporel. Si quelques princes ont prétendu davantage, c'est au cours de querelles où la polémique suppléait le droit.

[3] Devenus patrons, ils ne peuvent que présenter : la distinction a pour le moins valeur juridique.

[4] Du moins leur a-t-on enlevé tout rôle canonique et ils ne peuvent qu'exercer une pression illicite.

Digitized by Google

de Toulouse, de Champagne, de Bretagne donnent l'exemple d'une générosité pour le moins passagère; les rois de France depuis Louis VI, les empereurs, pendant les intervalles de paix avec Rome, montrent pareil désintéressement [5].

En somme, les immixtions flagrantes des séculiers dans les affaires de l'Église tendent à faire place à une participation d'allure souvent cordiale.

La position favorable de l'Église dans les États se consolide, malgré les inévitables querelles. Sauf dans l'instant des crises, le principe des privilèges demeure à l'abri de toute contestation. Exemption des corvées, immunité des charges extraordinaires, privilège du for figurent dans la constitution tacite de l'Empire et des monarchies. Agents du fisc et juges séculiers respectent personnes, choses et lieux ecclésiastiques. Toute infraction à cette déférence déchaîne un conflit qui se termine par soumission ou compromis favorable à l'Église. Encore se gardera-t-on d'imaginer une tension constante : la justice laïque s'efforce sans doute d'étendre sa compétence, mais avec une modération qui se manifeste en France jusque dans le cas des clercs adonnés aux professions et offices du Siècle [6].

Aucun signe plus éclatant de la supériorité de l'Église que la reconnaissance officielle de sa Puissance.

PRIMAUTÉ DE L'ÉGLISE

Une parfaite liberté de constitution et d'administration fut laissée à l'Église. Elle a réuni ses assemblées, forgé ses lois, équipé ses tribunaux, prononcé ses censures sans la moindre immixtion des princes. Sans entrave, elle a modelé ses circonscriptions, composé ses offices et ses bénéfices, agencé ses curies, arrondi son patrimoine, choisi ses insignes [7].

L'indépendance de l'Église aboutissait à une sorte de dyarchie, mais à une inégale dyarchie : par l'autorité [8], la richesse et le prestige, le pape l'emportait sur l'Empereur et, dans bien des États, les évêques sur le prince [9]. Une décrétale avait plus de fermeté qu'une ordonnance et une censure, qu'une condamnation de cour laïque. Les terres de l'Église couvraient plus de surface que celles de tous les souverains séculiers. Enfin, l'éclat des

[5] D'Aussac, p. 72-77 : abandon dans les évêchés seigneuriaux; p. 77-86 : dans les évêchés royaux; p. 91-97 : en Angleterre; p. 110-117 : en Allemagne.

[6] Preuve fournie par Génestal et que nous avons rapportée dans le *Journal des Savants* en 1922. Nous ne cesserons point de mettre en garde contre le mythe du combat entre le clerc et le chevalier. Double mythe : car l'Église est composée, nous l'avons vu dans tout cet ouvrage, d'éléments très variés et parfois opposés; le monolithisme de l'État est aussi parfaitement illusoire. Et loin de se combattre, ces éléments ecclésiastiques et laïques vivent ordinairement en paix; dans les querelles, ils nouent des alliances imprévues. Il n'est question qu'au vif des conflits entre les monarchies et le Saint-Siège, de contester le principe des droits et immunités de l'Église.

[7] Cette installation progressive d'une sorte d'État dans l'État n'a soulevé que peu d'opposition, tant elle paraissait naturelle aux contemporains. Aujourd'hui même, les historiens sont plus sensibles aux progrès de la centralisation pontificale qu'à ceux des Églises nationales.

[8] La fameuse décrétale *Per venerabilem* (X IV 17 13) le déclare : *Quum rex superiorem in temporalibus minime recognoscat, sine juris alterius laesione in eo se jurisdictioni nostrae subjicere potuit.* Et plus loin : *certis causis inspectis, temporalem jurisdictionem casualiter exercemus.*

[9] Que pouvait-il sans eux? L'histoire de cette subordination effective du prince à l'épiscopat serait édifiante.

Digitized by Google

costumes, des cortèges, des rangs proclamait la prééminence de tout ce qui touchait au sacré [10].

Cette éclatante supériorité de tous les éléments de la puissance aboutissait à une domination de l'Église jusque dans le Siècle. Elle seule régissait le lien de mariage, c'est-à-dire que les familles lui devaient leur existence légale, leur universelle stabilité, leur régime intérieur et, quelles que fussent les infractions, il n'y avait en Occident qu'un petit nombre d'unions « libres », aucun divorce, peu de séparations volontaires [11]. Elle formulait maintes lois du marché : conventions et serments, monnaies et prix subissaient, malgré beaucoup de résistances et d'évasions, sa justice et sa contrainte [12]. Elle dictait à l'État lui-même les lois d'un gouvernement qui lui paraissait juste et, si les princes s'écartaient souvent de cet idéal sévère, ils ne contestaient point le droit divin ni la mission spirituelle du Sacerdoce et ils tenaient à passer pour très chrétiens [13].

Conclusion.

Monuments grandioses et régularité administrative, règne de l'orthodoxie et de la discipline, autonomie et domination : la réussite semble, à première vue, éclatante. Comment s'étonner de la vision enchanteresse qu'ont répandue tant d'écrivains [14]? Demandons-nous si elle résiste à un examen attentif des réalités.

SECTION II. — LES MÉFAITS DU TEMPOREL.

Sous ces brillants dehors, que de défaillances! Le système bénéficial supposait la subordination du temporel et une relation stable; la disjonction des cités, une coordination avantageuse à l'Église et aux pouvoirs publics,

[10] Combien d'ordonnances ont, comme les décrétales de Sirice, duré seize siècles, et certaines sans atténuation ni dispense? Quel souverain dispose du cinquième ou du quart de son royaume? Et quel faste pourrait dépasser les grands fastes liturgiques? Nous venons ainsi de considérer les trois éléments de la Puissance.

[11] Les procès-verbaux de visites signalent comme anormaux les concubinaires et les ménages disjoints (dont il est rarement question dans les *Registres* d'officialité) : celui de Cerisy ne mentionne de 1311 à 1371 que 9 injonctions à des époux séparés : Le Picard, *La communauté de la vie conjugale, obligations des époux*, Paris, 1930, p. 420-424.

[12] Plusieurs décrétales s'occupant des mutations monétaires, serments et usures sont de la compétence des officialités. Les lettres des papes attestent des interventions fréquentes, tantôt application, tantôt adoucissement du droit. Nous nous demanderons, dans la partie de cet ouvrage consacrée à la vie sociale, si ces prescriptions avaient peu d'efficacité : elles signifient, pour le moins, que la morale économique est du ressort du droit canon.

Bien que les croisades aient souvent mal tourné, il est certain qu'après le temps aristocratique, elles ont acquis une signification de détachement, de pauvreté, du moins à l'instant du départ. P. Alphandéry, *La Chrétienté et l'idée de croisade*. II. *Recommencements nécessaires*. Texte établi par A. Dupront, Paris, 1959.

[13] Les différends portaient sur des cas ou sur la délimitation des frontières.

[14] Loin de nous l'insolence de gourmander ces admirateurs, dont beaucoup figurent parmi les vrais savants! Nous entendons seulement opiner que leur vue a été incomplète et bienveillante, ou qu'ils ont voulu honnêtement édifier par le spectacle de réelles beautés auxquelles nous espérons n'avoir pas été insensible.

Digitized by Google

dans une Chrétienté harmonieuse; l'exercice de la puissance par les clercs, une délicatesse, une réserve aussi attentives qu'on les saurait exiger d'un gouvernement spirituel. Pouvait-on espérer que des hommes, si religieux qu'on les imagine, en ce monde changeant et cupide, fussent exactement fidèles à un idéal? Le bénéfice, bien vite, s'est dégradé, l'autonomie a subi de rudes atteintes, la puissance souvent a corrompu les hommes. Considérons successivement ces aventures, que nous avons à décrire sans les juger.

§ 1. — Perversion du bénéfice.

Le bénéfice avait été conçu comme le support matériel d'une fonction sacrée, muni d'un statut correspondant à ce destin. Au cours de l'âge classique, il a perdu la dignité de sa nature, la rigueur de ses caractères et jusqu'à son efficacité pratique. Voici le cours de ces transformations.

CHANGEMENT DE NATURE

Mutation des valeurs. — Dès l'origine, le bénéfice présentait une triple valeur : économique, politique et juridique. Il forme une sorte d'unité patrimoniale, à la disposition d'un clerc qui détient une autorité dans l'Église et dans l'État, et son statut lui confère une certaine autonomie. Son objet est de répondre aux besoins financiers d'un office [1]. Pendant des siècles, une certaine adaptation s'est opérée entre deux termes : office et bénéfice, à peu près immuables. Or, dans le temps où le rapport se fixe, où la loi et la doctrine définissent le système, s'accomplit une perturbation de tous les éléments. Évoquons chacune de ces mutations.

Perturbation du rapport. — Aucun office ne s'est radicalement transformé. Mais beaucoup ont pris des dimensions nouvelles et attiré des hommes nouveaux. Les besoins financiers du pape se sont progressivement accrus d'Eugène III à Jean XXII, et aussi ceux des cardinaux, des évêques, voire des archidiacres [2]. Et les officiers sont devenus plus exigeants, soit à cause des titres que leur délivrent les Universités, soit poussés par l'esprit de lucre qui souffle dans une société de marchands [3].

Que devient, dans ce même temps, le bénéfice? Sa valeur politique s'est accrue dans l'Église en cours de centralisation; dans les États en plein essor, les bénéfices majeurs (et parfois les mineurs) servent à récompenser des serviteurs dociles, à installer des chefs fidèles [4]. Mais leur valeur économique

[1] On ne nous prêtera point la simplicité de croire que le bénéfice n'eut, aux origines, qu'une si intelligente et spirituelle justification.

[2] Nous avons vu aux livres III et IV ce gonflement des budgets, qui déséquilibre le système. Est-il besoin d'ajouter que les moindres offices ont varié au cours même de l'âge classique, par suite des mouvements démographiques, des occupations, des frais de réception épiscopale ou de déplacement pour les synodes?

[3] Cette avidité, jusque chez les plus illustres maîtres, est un phénomène bien connu : la science, qui devrait élever les esprits vers les hauteurs, crée une nouvelle espèce de rapaces. Nous avons eu l'occasion de signaler l'avidité de certains docteurs.

[4] Le bénéfice devient une valeur dans le trésor des princes, qui permet de rétribuer des services, en même temps que d'assurer au Pouvoir des serviteurs reconnaissants.

Digitized by Google

a décru. La dépréciation des terres, qui a tant ébranlé l'ensemble des biens ecclésiastiques et monastiques, les mutations monétaires, si coûteuses aux détenteurs de cens et rentes, amoindrissent souvent l'estimation du fonds et du revenu.

Que l'on regarde l'office ou le bénéfice, le spirituel, tenu jadis pour la fin suprême (au moins dans la justification théorique), s'efface derrière le temporel [6]. Le bénéfice apparaît toujours davantage comme une cellule économique, politique dont il est juste de vérifier la suffisance à l'office qu'il entretient, mais aussi la convenance aux intérêts des particuliers et des souverains.

Recours au droit romain. — Le recours aux catégories du droit romain devait, chez les décrétalistes, favoriser ce passage de l'ordre spirituel à l'ordre temporel. Plutôt que l'office sacré, c'est l'objet de la dotation et la condition du bénéficiaire qui les préoccupent. Du droit public on glisse au droit privé [6]. L'assimilation au mariage avait suggéré la distinction : *initiatum — perfectum* [7]. Désormais, les docteurs se mirent à enseigner que la présentation confère au bénéficier, muni d'une promesse, un *jus ad beneficium*, que sanctionne une action personnelle; après l'institution canonique, son droit étant parfait, *jus in re* [8], *jus plenum* [9], il intenterait contre tout opposant une action réelle, selon l'*ordo judiciarius privatorum* [10]. Il ne peut s'agir d'un pur droit de propriété, ni même d'un usufruit : l'Église restait propriétaire et le bénéficier ne disposait point librement des revenus. Cependant Bernard de Compostelle *(junior)* reconnaît un *quasi-dominium* et accorde une action *ad instar rei vendicationis;* Guillaume Durand ira plus loin : jusqu'à l'action utile de revendication [11]. Le bénéfice, créé pour l'entretien d'un service divin, tombait dans le maquis des biens que l'on réclame et se dispute.

INVERSION DES CARACTÈRES

Unité, indissolubilité, convenance : les trois traits du mariage parfait caractérisent la condition du bénéfice primitif. Ce type idéal eut toujours de nombreux représentants; dans beaucoup de cas, il fut gravement altéré. Pluralisme, mobilité, mésalliances changèrent toute sa morphologie.

Pluralisme. — Puisque les dotations demeuraient immuables, un seul moyen s'offrait pour équilibrer le budget des clercs besogneux : le cumul

[6] C. Gross, *Das Recht an der Pfründe*, Graz, 1887; G. Barraclough, *Papal Provisions*, Oxford, 1935.

[6] C. Gross, *op. cit.*, p. 124, montre bien ce passage.

[7] Innocent IV in c. 44 *(Nihil est)* X I 6 : *electi autem jam habent initiatum matrimonium.*

[8] Geoffroy de Trani emploie couramment l'expression : titres *de postulatione praelatorum* et *de jure patronatus.*

[9] Vincent d'Espagne, in c. 6 X I 30 (ms latin 3967 de la Bibliothèque Nationale, f° 48) : *ex sola presentatione sine institutione non acquiritur plenum jus presentato sed ex sola institutione interdum jus plenum acquiritur instituto.*

[10] Les décrétalistes proposent l'*officium judicis* ou une *condictio ex canone.*

[11] Textes dans C. Gross, p. 158.

Digitized by Google

des bénéfices [12]. Cette opération, équitable dans son principe, profita de bonne heure à d'autres que les miséreux : à tous ceux que tentait la fortune et qui trouvaient des protecteurs; à tous ceux dont les papes et, par eux, les princes, voulaient récompenser les mérites ou obtenir l'appui.

Le pluralisme, qui, s'étant de bonne heure insinué, avait été freiné par la Réforme grégorienne, fit des progrès constants pendant tout l'âge classique [13]. Alexandre III constate sa diffusion en France [14] et le troisième concile du Latran, que certains clercs détiennent six bénéfices et davantage [15]. Chiffres modestes à côté de ceux qu'avance Innocent III : un clerc napolitain détient plus de vingt bénéfices [16]. Les papes affirment le principe mais aussi l'exception [17]. Tout au long du XIII[e] siècle, la pratique se généralise. Au XIV[e], Jean XXII comble ses favoris [18]; dans le diocèse de Londres, en 1366, on compte 169 pluralistes, qui totalisent un revenu de 7.500 livres, soit 250 à 300.000 livres d'aujourd'hui [19]. La situation est pareille dans les autres diocèses d'Angleterre, où le roi gratifie ses clercs [20]. Désormais, le cumul, loin d'apparaître comme une dérogation au droit commun, s'appuie ouvertement sur la coutume, sur la permission pontificale, sur la raison même qui nous impose cette évidence : un clerc actif, lettré, digne, régit mieux dix églises que tel médiocre, confiné dans une seule [21].

Le cumul des bénéfices, dont il serait facile de multiplier les exemples, fut un des scandales de l'Église médiévale. Il signifiait que les revenus procurés

[12] HINSCHIUS, t. III, p. 247-252. A. HAMILTON THOMPSON, *Pluralism in the Medieval Church*, dans *Associated Architectural Societies Reports and Papers*, fasc. XXXIII-XXXVI).

[13] Pour l'Angleterre, voyez, outre les travaux de HAMILTON THOMPSON, MOORMAN, *Church Life*, *op. cit.*, p. 28-31.

[14] X III 5 15 *(Quum non ignores)*. La coutume gallicane est dénoncée dans la *pars decisa : ... mirabile gerimus et indignum, si uni personae locum in pluribus ecclesiis velis concedere et in episcopatu tuo inducere consuetudinem ecclesiae Gallicanae, quae, quum unum ad plura recipiat beneficia, contra sacrorum canonum instituta, non comprobatur a nobis, licet non possit prae multitudine delinquentium emendari* (Alexandre III à l'archevêque de Gênes). Voyez encore X I 6 54 *(Dudum ecclesia)*.

[15] X III 4 3 : *Quia nonnulli, modum avaritiae non ponentes dignitates diversas ecclesiasticas et plures ecclesias parochiales contra sacrorum canonum instituta nituntur accipere ut, quum unum officium vix implere sufficiant, stipendia sibi vendicent plurimorum : ne id de cetero fiat, districtius inhibemus. Quum igitur ecclesia vel ecclesiasticum ministerium committi debuerit, talis ad hoc persona quaeratur, quae residere in loco et curam ejus per se ipsam valeat exercere. Quod si aliter actum fuerit, et qui receperit quod contra sacros canones accepit, amittat, et qui dederit, largiendi potestate privetur.* La liaison entre bénéfice et office est ici bien marquée : celui qui accepte un bénéfice à cure d'âmes doit résider sur les lieux et remplir toutes les fonctions, sauf, ajoute la glose, à confier à un vicaire celles où l'on peut le suppléer. Voyez encore X I 6 54 (*Dudum :* Grégoire IX); celui qui occupe plusieurs dignités ou bénéfices à cure d'âmes sans dispense du pape est inéligible.

[16] *Epistolae* I, 414 = *P.L.*, t. 214, col. 392.

[17] La plupart des textes que nous avons allégués pour établir le caractère d'unicité du bénéfice (livre 2, chap. 2, section 2) sont motivés par des cumuls, qu'ils réprouvent. Ce que nous devons marquer ici, c'est que la Papauté, tout en condamnant le pluralisme, justifiait largement les exceptions. X I 14 5 (*Eam te decet :* Alexandre III) : ... *Nisi ita fuerint tenues in substantia, quod proprios sacerdotes non possint convenienter alere;* X III 5 28 (*De multa providentia :* Latran IV, c. 29) : *Circa sublimes tamen et literatas personas, quae majoribus sunt beneficiis honorandae, quum ratio postulaverit, per sedem apostolicam poterit dispensari.* X I 6 54 (*Dudum ecclesia :* Grégoire IX) : il suffit de prouver la dispense pontificale.

[18] G. MOLLAT, *La collation...*, p. 291.

[19] PANTIN, *The English Church in the XIVth Century*, Londres, 1955, p. 36.

[20] A. HAMILTON THOMPSON, *The English Clergy...*, p. 246.

[21] Tous ces arguments étaient invoqués par les pluralistes pour leur défense.

Digitized by Google

par les fidèles, morts et vivants, ont pour destinataires non point les âmes du purgatoire ou des paroissiens fidèles, mais les commodités, souvent le luxe des habiles. Ce détournement conduisait aux abîmes, sans que les dispensateurs parussent avoir conscience de leur mépris des lois et de leur malhonnêteté.

Mobilité. — L'Ancien Droit avait sévèrement discipliné les mutations. Malgré de nombreuses confirmations, le droit classique a fléchi en des points importants et la pratique s'est montrée libérale [22]. Un regard sur chacun des aspects de la mobilité nous révèlera l'ampleur de la dérogation.

Comme les translations épiscopales dépendaient de la seule velonté pontificale, elles devinrent d'autant plus fréquentes que la politique du Saint-Siège les rendait opportunes. Elles étaient un moyen pratique d'éliminer le chapitre et, par le jeu des substitutions, de pourvoir d'un même coup plusieurs évêchés. Dans les trois diocèses de Cambrai, Tournai et Thérouanne, Benoît XII intervint à l'occasion de 22 vacances par transfert et seulement de 17 décès [23]. La proportion ne semble pas différente en Bretagne, sous Jean XXII [24].

Quant aux échanges volontaires, la Papauté se départit expressément de sa rigueur. Boniface VIII appuya ce mouvement en déclarant que le possesseur du droit d'expectative sur un bénéfice ne peut s'opposer à la renonciation et Clément V, en maintenant le droit du permutant à l'encontre de toute autre collation [25].

Désormais, les échanges se multiplient, les évêques donnant leur autorisation sans examen sérieux [26], une littérature abondante a pour sujet la liste des bénéfices échangeables, des titulaires autorisés à faire l'opération, des conditions requises [27]. Un véritable marché s'établit, avec ses professionnels. On peut suivre le détail de leurs opérations en certains diocèses, comme Lincoln [28]. Les bénéficiers cherchent leur avantage, leurs commodités, peut-être un certain « regroupement » combiné par des pluralistes.

[22] Voici l'un des points où l'on peut mesurer la souplesse du droit canon.

[23] B. GUILLEMAIN, *La politique bénéficiale du pape Benoît XII*, Paris, 1952, p. 46.

[24] B. A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les papes et les ducs de Bretagne*, Paris, t. I, 1928, p. 225-231.

[25] VI III 10 c. un : *Licet in tua dioecesi aliqui auctoritate apostolica beneficia proximo vacatura exspectent : illos, tamen qui, secundum formam juris sua beneficia in eadem dioecesi ad tuam collationem spectantia permutare volentes, libere ac sine fraude in manibus tuis ipsa resignant, nolumus occasione praemissa, (aequitatem praeferentes in hac parte rigori), circa faciendam permutationem beneficiorum hujusmodi, (quae alias minime resignassent), ullatenus impediri.* Par esprit d'équité, le pape décide que l'expectative ne met pas obstacle à l'échange, à moins qu'il n'y ait fraude.

[26] GILLMANN, *Die Resignation der Benefizien*, dans *Archiv für Kath. Kirchenrecht*, t. 81, 1901, p. 225.

[27] La monographie fondamentale fut celle de FRÉDÉRIC PETRUCCI de Sienne, un des maîtres de Balde, qui, dans le second quart du XIV^e^ siècle, écrivit *De permutationibus beneficiorum.* Un demi-siècle plus tard, GILLES DE BELLEMÈRE composait, sur le même sujet, un *Tractatus* qui semble avoir eu moins de diffusion. Les deux ouvrages sont imprimés.

[28] A. HAMILTON THOMPSON, *English Clergy*, p. 107.

Digitized by Google

Mésalliances. — Un des moyens de tourner la prohibition du cumul est la commende [19]. Primitivement, ce mot désignait l'administration provisoire d'une église ou d'un monastère vacant, par un prélat, généralement privé de ministère et de ressources, que désigne le Saint-Siège. A l'époque classique, ce régime n'affecte plus que les bénéfices réguliers et, rarement, les églises paroissiales [20]. Il favorise surtout les séculiers, ce qui constitue mésalliance [21]. Définitif, il procure une rente viagère à un titulaire lointain et sans autorité véritable [22].

Le but primitif de cette institution — assurer la subsistance de victimes des invasions musulmanes, protéger des abbayes vacantes [23] — est perdu tout à fait de vue par les papes et surtout au XIV[e] siècle. La commende était alors un moyen de rétribuer des services, d'assurer des traitements, de gagner des faveurs [24]. Périlleuse toujours, désastreuse souvent pour la discipline et les finances du monastère [25], cette institution qui violait à la fois les principes du système bénéficial et ceux du gouvernement monastique sévit dans presque tous les pays de la Chrétienté [26], où elle contribua au déclin de nombreuses maisons, de plusieurs ordres [27], et ainsi du monde des religieux dans un temps où l'Église hiérarchique était gravement menacée.

OUBLI DES PRINCIPES

Le fonctionnement du système idéal supposait intégrité du bénéfice, exacte provision de l'office, exécution régulière des services. Quel fut le sort de ces trois piliers du régime?

Mutilations. — Si les transformations de l'assiette avaient obéi à un plan d'ensemble, la raison les eût approuvées. En fait, les circonstances et parfois

[19] G. QUÄBICKER, *Die Commenden des can. Rechts*, Halle, 1909. Le titulaire d'une église n'en peut recevoir une seconde qu'en commende. C. 21 q. 1 c. 3 (Léon I[er]). En droit classique, une seule commende. X I 6 54 (*Dudum ecclesia :* Honorius III). Et pour un temps VI I 3 15. Certains papes réagirent contre le système X 3 35 8 (*Ea quae :* Honorius III) et aussi, à plusieurs reprises, les légats (Ottoboni, à Londres, 1279, c. 30) et les synodes provinciaux (Saumur 1253, c. 19, 28 et 1276, c. 10). Mais la Papauté se réserve le droit d'accorder la double dispense (cumul et immixtion des séculiers dans les monastères) et elle en usa largement.

[20] Le deuxième concile de Lyon avait posé des règles strictes à la commende des paroissiales VI I 6 15 *(Nemo deinceps)*. Glose importante sur ce texte.

[21] Par la négation de la règle : *Regularia regularibus.*

[22] Le commendataire se borne souvent à toucher les revenus, sans se préoccuper du gouvernement (qu'il n'aurait, d'ailleurs, point les moyens d'exercer) ni de l'entretien des bâtiments ni de la subsistance des moines.

[23] Dans le haut Moyen Age, il s'agissait de faire vivre des évêques chassés d'Orient et de défendre les monastères contre les princes, à la mort de l'abbé.

[24] Les revenus monastiques fournissaient ainsi aux papes d'Avignon le traitement des cardinaux et des curialistes.

[25] Clément V révoquant les commendes déclare : ... *prospeximus evidenter, quod ecclesiarum et monasteriorum eorundem cura negligitur, bona et jura dissipantur ipsorum, ac subjectis eis personis et populis spiritualiter plurimum et temporaliter derogatur, eisque redundant ad noxam quae dicebantur cedere ad profectum, ac nedum ipsis, sed etiam Romanae matri ecclesiae, quae disponente Domino ipsorum caput fore dignoscitur et magistra, graviora inde futura timentur pericula. Extrav. comm.*, III 2 2 *(Ex supernae providentia)*.

[26] Dans tous les pays latins. La Germanie fut mieux épargnée. Pour la Castille, cf. J. L. SANTOS DIEZ, dans *Cuadernos del Instituto juridico espanol*, n. 14, Madrid, 1961.

[27] L'absence d'un abbé régnant favorisa l'influence du chapitre général. On sait que la réaction contre la commende fut une des causes de l'apparition des abbés temporaires.

Digitized by Google

le caprice les imposèrent. Les pensions suscitèrent des gémissements; les démembrements, des conflits; les incorporations, des désordres.

L'attribution des bénéfices échappa de plus en plus aux règles fondamentales, qui concernaient la vacance, le nominateur et le candidat.

Expectatives. — Une blessure profonde fut infligée au principe de la vacance par le système des expectatives [38]. Il est issu de la fièvre naturelle aux hommes, spécialement aux chefs, d'exploiter l'avenir : dès le XII[e] siècle, des bénéfices occupés étaient promis à des candidats et le troisième concile du Latran avait interdit cette pratique impie, qui fait naître chez les expectants le désir que la mort libère au plus vite l'office qu'ils attendent [39]. Comme elle persistait, Boniface VIII renouvela, en termes vifs, la défense [40]. Cet usage que les papes réprouvaient, ils se le réservaient à eux-mêmes. Clément IV le dit expressément [41]. Les grâces expectatives devinrent un des moyens du règne et les papes d'Avignon s'en servirent avec des regrets verbaux : les déplorations de Jean XXII ne l'empêchèrent point de délivrer en six années 3.502 de ces solides espérances [42]. Au XIV[e] siècle, les évêques, eux aussi, furent parfois autorisés à imiter le pape. Mais le pape leur laissait peu d'occasions d'agir : il prévenait leurs desseins et, quand il révoquait les faveurs anciennes, c'était pour se donner à lui-même du champ.

Les grâces expectatives n'étaient que l'un des moyens dont la Papauté se servait pour la collation des bénéfices. Une perturbation s'est accomplie dans la compétence des nominateurs. Si l'éviction partielle des laïcs a rétabli l'autorité de l'Église, l'ordre qu'elle tend à généraliser ne correspond certes pas à la nature des choses : les pouvoirs souverains — Papauté, monarchies — accaparent le choix, au détriment des évêques et aussi du spirituel [43].

Enfin, les sages règles de capacité pour l'accès aux bénéfices souffrent de trop de relâchements. Non seulement la préparation intellectuelle et morale reste insuffisante, mais les dispenses pontificales de légitimité, d'âge, d'ordre légalisent des inaptitudes flagrantes [44].

[38] *De concessione praebendae et ecclesiae non vacantis :* X III 8; VI III 7; Clem. III 3; *Extravagantes* de Jean XXII, tit. 4. — Règles de Chancellerie, n. 21-30.

[39] X III 8 2 : *Nulla ecclesiastica ministeria seu etiam beneficia vel ecclesiae tribuantur alicui, seu promittantur antequam vacent. Ne desiderare quis mortem proximi videatur in cujus locum et beneficium se crediderit successorem.* Le droit romain n'interdit-il point les pactes sur succession future? Il serait étrange que l'on exceptât les églises.

[40] VI III 7 2 : *Detestanda iniquorum perversitas... Promissiones quascumque sub quovis modo aut forma verborum de cetero faciendas per quas directe vel indirecte aperiri via valeat ad beneficia vacatura, auctoritate Apostolica penitus reprobamus et omnino viribus vacuamus : decernentes per eas vel ipsarum aliquam ad providendum alicui nullum deinceps quomodolibet obligari.*

Cette décrétale renforce la précédente, qui ne visait que la promesse d'un bénéfice désigné, après décès. Désormais toutes les promesses de bénéfices à vaquer que l'insistance des intéressés finit trop souvent par obtenir sont nulles quel que soit le mode de la vacance. La Glose examine avec grands détails tous les cas possibles de séduction.

[41] VI III 4 2 *(Licet ecclesiarum) :* nous connaissons ce monopole. Voyez *supra*, p. 86.

[42] MOLLAT, *op. cit.*, p. 71.

[43] Nous l'avons vu, à propos du choix des évêques, dans le livre III.

[44] Nous avons signalé *supra*, p. 217 et suiv., ces relâchements qui ne furent pas toujours avantageux à l'Église.

Digitized by Google

Inexécution des services. — On devine tous les maux qu'entraîne pour le ministère pastoral l'oubli des règles qui devaient assurer son bon exercice. Le pluralisme impose la non-résidence, avec ses conséquences toujours fâcheuses, et qui vont au désastre dans les bénéfices à cure d'âmes [45]. Beaucoup de clercs (même pourvus d'un seul bénéfice) renoncent à remplir leur office : chez les uns, manque de vocation pastorale; chez d'autres, originaires ou familiers des villes, impossibilité d'adaptation à des campagnes perdues; chez la plupart, occupations extérieures : service public, attachement à une maison noble, études à l'Université. La dispense régularisait pour le droit canon ces absences ruineuses pour la vie chrétienne.

Nous ne comprendrons bien la vie des paroisses au Moyen Age qu'en nous représentant qu'elles étaient, presque toutes rurales, que seul un paysan pouvait s'y accoutumer et que les moyens lui avaient manqué d'une éducation intellectuelle et morale. Le défaut n'était point dans le système, comme l'imagineraient volontiers les juristes, il était dans la condition humaine et dans les nouveautés du Siècle.

§ 2. — Atteintes à l'indépendance ecclésiale.

Le principe de l'autonomie ecclésiale n'était point davantage contesté. Mais il était partiellement contrarié par les exigences des fiscalités séculières, la persistance des spoliations, les immixtions dans le gouvernement de l'Église.

EXIGENCES DES FISCALITÉS

L'Église ne prétendait point échapper aux charges des communautés civiles : mais elle refusait leur contrainte, qui se produisit cependant de plusieurs façons.

Régulariser les subsides caritatifs fut l'ambition des monarchies et elles y parvinrent à demi sous la forme de décimes. Le prétexte était la défense de la loi contre les infidèles du dehors et du dedans, la protection du clergé contre les ennemis du Royaume. Dans tous les pays de la Chrétienté, l'Église gémissait sous le poids de cette rançon [1].

Elle ressentit comme un coup plus direct les taxes de mainmorte. Pour compenser les droits de mutation qu'excluait l'inaliénabilité des biens ecclésiastiques, les seigneurs de fief avaient inventé divers systèmes et celui qui l'emporta au XI^e^ siècle et se généralise aux XII^e^ et XIII^e^ fut le paiement d'une taxe à l'occasion de chaque entrée d'immeuble dans le patrimoine sacré [2].

[45] Il ne faudrait pas, cependant, exagérer l'extension du système : les cumuls de bénéfices à charge d'âmes, légalement prohibés, sont rares; les petits bénéfices ne procurent qu'un léger supplément, que les réformateurs eux-mêmes justifient. Pour l'Angleterre, cf. PANTIN, *op. cit.*, p. 37-42.

[1] Pour la France, voyez *L'immunité réelle*, *op. cit.*, tout le chap. IV.

[2] Sur l'histoire de l'amortissement, W. KAHL, *Die deutschen Amortizationsgesetze*, Tübingen, 1880; H. C. LEA, *The dead Hand*, 1900. L'essentiel est dans les manuels d'histoire du droit de tous les pays.

Digitized by Google

En France, une ordonnance de Philippe de Hardi consacre le droit des trois suzerains immédiats et Charles V réserve les droits du roi [3].

Les charges militaires pesaient lourdement par convention normale sur les monastères. Pour certains, le régime du forfait subsiste, à l'heure du recrutement. Saint-Médard de Soissons doit deux cents hommes et quatre chariots [4].

La prétention de soumettre l'Église à l'égalité incluse dans le régime communal fut énoncée par les publicistes régaliens, à l'occasion des conflits avec Philippe le Bel [5]. Elle est parfaitement exposée dans une *Disputatio* que traduit d'assez près le *Songe du Verger* [6]. La fonction du roi étant de procurer le bien public, suppose le concours de tous ceux, clercs ou laïcs, qui sont intéressés à la prospérité intérieure et à la paix extérieure. Principe de droit naturel renforcé par la considération des allégements passés, des avantages présents qui résultent des privilèges.

SURVIVANCES DES SPOLIA

Tandis que le droit nouveau menaçait les immunités, la coutume des dépouilles, malgré les canons des conciles et les renonciations de quelques grands, continuait, par moments, d'éprouver les bénéfices autant que le mobilier des clercs. En 1206, les sergents royaux ne laissèrent aux demeures de l'évêque Hugues d'Auxerre que les murs et les toits [7]; en 1222, les officiers du comte de Champagne firent main basse sur les biens de l'évêque Amaury de Meaux, encore qu'il en eût disposé par testament [8]; en 1237, le duc de Bretagne faisait arracher jusqu'aux portes et fenêtres des maisons et manoirs de l'évêque de Nantes [9]. En Angleterre, Henri II fit main basse, aussi bien que sur le patrimoine de Galfried, évêque d'Ely, mort intestat, sur celui de l'archevêque Roger d'York, qui laissait un testament [10]. Les premiers privilèges de tester furent accordés par Jean sans Terre à l'archevêque de Canterbury. Dans l'ensemble du Royaume et aussi en Écosse, le roi exerça son droit de dépouilles. L'Allemagne fut-elle mieux épargnée? Trèves (1183) et Hildesheim (1226) retentissaient de plaintes et en 1306, le concile de Cologne protestait. En 1207, les princes de Pologne étaient rappelés à l'ordre par Innocent III; en 1365, les églises sont dévastées [11].

[3] É. CHÉNON, *op. cit.*, p. 787-790; LOT et FAWTIER, *Histoire des institutions françaises au Moyen Age*, t. 3. p. 254-256 (J. Gaudemet). — Le texte français de l'ordonnance de 1273 est dans Charles V. LANGLOIS, *Le règne de Philippe le Hardi*, Paris, 1887, p. 422-423.

[4] P. TIMBAL, *La guerre de Cent Ans vue à travers les registres du Parlement (1337-1369)*, Paris, 1962, p. 25 et suiv.; p. 74 et suiv.

[5] Voyez notamment R. SCHOLZ, *Die Publizistik zur Zeit Philipps der Schönen und Bonifacius VIII*, 1903; Bibliographie dans SÄGMÜLLER, 4e éd., p. 80.

[6] F. MERZBACHER, *Das Somnium Viridarii von 1376 als Spiegel des gallikanischen Staatskirchenrechts*, dans *Z.S.S., K.A.*, 1956, p. 55-72.

[7] *P.L.*, t. 215, col. 1169 (allégué par D'AUSSAC, p. 82).

[8] D'AUSSAC, *op. cit.*, p. 76.

[9] B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *op. cit.*, p. 103.

[10] PROCHNOW, *Das Spolienrecht und die Testierfähigkeit der Geistlichen im Abendland bis zum 13. Jahrhundert*, Berlin 1919, p. 78.

[11] D'AUSSAC, *op. cit.*, p. 87 et suiv.; p. 102 et suiv.

Digitized by Google

Aussi dangereux était le droit de régale, que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner. Il constituait le souverain conservateur des biens de l'*episcopatus* pendant la vacance du siège et donnait lieu, en bien des cas, à une véritable exploitation [13].

IMMIXTIONS ROYALES

Le choix royal des bénéficiers mineurs se fonda, vers la fin du XII[e] siècle, sur la régale, en France et en Angleterre [13]. En 1190, Philippe-Auguste la compte parmi les attributions du Conseil de régence et, en 1270, Louis IX la délègue pendant son absence : c'est sous son règne que l'exercice en cesse, par endroits, d'être contesté [14]. Au milieu du XIV[e] siècle, elle est bien établie dans la plupart des diocèses des provinces de Sens, Reims et Rouen et dans la métropole de Tours. Nicolas III proteste qu'il s'agit d'un droit spirituel dont le roi n'use que par une concession pontificale, les légistes maintiennent les justifications par la coutume, qu'il s'agit d'un droit temporel et que, s'il comporte du spirituel, le caractère sacré du souverain autorise son intervention [15]. Leur position est renforcée par le fait qu'ils ne prétendent pas inclure les bénéfices à charge d'âmes. En fait, les collations portent sur prébendes et chapellenies. L'extension des droits royaux s'accomplit par l'élargissement de la notion de vacance que fixera une ordonnance de 1334 et qui, soulevant de nombreux conflits, donnera aux justices séculières l'occasion de nouveaux empiétements sur la justice ecclésiastique [16].

Comme il est naturel, les établissements ecclésiastiques ont eu à souffrir de leurs voisins et même de leurs protecteurs. Leur justice est couramment usurpée par des concurrents mieux armés, leurs biens sont occupés, parfois pillés, brûlés, saccagés. Quant aux défenseurs attitrés, on sait quels gaspilleurs sont beaucoup d'avoués, qui de père en fils, exploitent leurs pupilles. Souvent, la garde royale se substitue à cette ironique protection, mais elle est, en bien des cas, aussi redoutable [17].

§ 3. — Vertige de la domination.

La puissance est, dans la doctrine de l'Église, au service du bien de la communauté. Cette soumission du temporel au spirituel préserverait les chefs de la tentation commune d'un abus si elle était scrupuleusement observée, efficacement garantie. En fait, la conviction intellectuelle et la haute vertu d'un bon nombre de clercs, jusqu'au sommet de la hiérarchie, ont-elles obtenu ce résultat sublime? Nous en jugerons par l'exercice des trois attributs.

[13] J. OTT, *Das Regalienbegriff im 12. Jahrh.* dans *Z.S.S., K.A.*, 1948, p. 234-304.

[13] GAUDEMET, *op. cit.*, p. 21; G. J. PHILLIPS, *Das Regalienrecht in Frankreich*, Halle, 1873; G. MOLLAT, *Le roi de France et la collation plénière (pleno jure) des bénéfices ecclésiastiques*, Paris, 1951.

[14] GAUDEMET, p. 30-31.

[15] Un canoniste, Jean Lemoine, semble lui-même admettre cet argument dans son *Apparatus* sur le Sexte.

[16] ISAMBERT, *Ordonnances*, t. II, p. 102.

[17] On trouvera d'abondantes preuves de tous ces méfaits dans VALOUS, II; N. DIDIER, *La garde des églises, op. cit.*

Digitized by Google

ABUS DES PRESTIGES Ce qui apparaît d'abord au public, c'est l'étalage des prestiges. Non, certes, dans les paroisses où le modeste train du curé diminue la révérence plutôt qu'il n'excite l'envie. La médiocrité d'allures, la subordination des bénéficiers mineurs ont plutôt déprimé l'Église dans les milieux populaires pendant tout le Moyen Age, ces obscurs serviteurs ne suppléant pas d'ordinaire aux prestiges de la position sociale par ceux d'un évangélisme fervent.

En revanche, quel faste chez un grand nombre de prélats! Leur magnificence éclate dans les cérémonies, elle s'étale à travers le diocèse, quand il leur plaît de le visiter : l'un des objets des décrétales qui réglementent le voyage est de limiter l'ampleur du cortège [1]. Désormais, avec une susceptibilité combative, ils se disputent les places aux conciles : l'archevêque d'York proteste quand celui de Canterbury s'assied à droite du légat [2], l'évêque de Verceil quitte le synode parce que l'évêque de Brescia est à droite du métropolitain [3], l'évêque de Carcassonne veut déloger l'évêque de Maguelonne [4]. Quand l'archevêque de Tolède se fait précéder d'une croix dans la province de Tarragone [5] ou l'archevêque d'York dans le diocèse de Canterbury [6], des tempêtes secouent les assemblées. D'incessantes querelles se poursuivent au sujet de la primauté des sièges : à peine le duc Conrad est-il réconcilié avec l'Église que les évêques de Cracovie et de Breslau rallument entre eux une guerre de préséance [7] et l'évêque d'Eichstadt soutint avec véhémence et avec succès qu'il était le suppléant historique de l'archevêque de Mayence [8].

Trouvera-t-on chez les supérieurs religieux une plus parfaite modestie? Eux aussi, et surtout les abbés des monastères bénédictins, sont parfois tentés par le démon du paraître, les ornements, les distances [9].

MÉSUSAGE DES RICHESSES Leur condition mondaine engage les prélats dans cette voie des prestiges. Ils sont des maîtres de la terre.

La Réforme grégorienne a pu réduire la domination des laïcs, elle n'a point extirpé la racine de la sécularisation, qui est l'inégale répartition des richesses.

[1] X III 39 6 (*Quum Apostolus* = Lat. III, 4).

[2] MANSI, *Conciliorum amplissima collectio*, t. XXIII, col. 1141. Les exemples de cette vanité des rangs sont innombrables et, selon nous, d'une grande signification psychologique, sociale et institutionnelle : ID., t. XXVI, col. 237 et suiv. Nous avons dit, *supra*, livre II, p. 261-359, combien une étude approfondie de ces querelles, qui sont traitées comme des amusements, nous paraîtrait désirable.

[3] *Ibid.*, t. XXIV, col. 869.

[4] *Ibid.*, t. XXVI, 237 et suiv.

[5] *Ibid.*, t. XXIV, col. 1105.

[6] Résistance à la primatie.

[7] HEFELE-LECLERCQ, t. VI, p. 1466.

[8] MANSI, t. XXIII,

[9] Dom D. KNOWLES décrit parfaitement cette tentation.

Digitized by Google

Tandis que les bénéficiers mineurs reçoient une maigre substance, les évêques et les chapitres jouissent en général d'énormes revenus [10]. En ont-ils toujours fait un usage conforme aux intentions des donateurs et aux intérêts de l'Église? On n'attend point des hommes une pareille exactitude. Le luxe a dévoré une part des fortunes épiscopales ou abbatiales et les pauvres se sont parfois contentés des miettes du festin. Tout en refusant les excès de la satire, on retiendra que l'inégale répartition des biens a incité les mieux pourvus, quand ils n'étaient point les plus vertueux, à des mésusages qui causaient plus de scandale que la charité ne causait d'édification [11].

EXCÈS D'AUTORITÉ Le pire fléau fut sans doute l'abus d'une autorité qui, contenue au temporel, s'exerçait sans contrepoids au spirituel. Tout un titre est consacré dans les *Décrétales* aux excès des prélats. Alexandre III leur reproche des exactions indues, des censures illégales, des cumuls exorbitants, des émancipations d'églises, des rétentions de bénéfices par leurs collateurs, des violations de privilèges, Célestin III des unions de bénéfices [12].

Que les lois se multiplient, la nécessité l'exige dans un système en formation : l'abus était dans les dispenses, qui ébranlaient trop de colonnes [13]. Le principe de ce relâchement occasionnel de la règle assouplit le jeu des institutions : bienfaisant si l'on en use avec sagesse, redoutable dès que les vannes s'ouvrent avec un libéralisme encouragé par l'intérêt. Une des occupations de la cour romaine était de lever toutes les barrières du droit humain pour laisser passage à une foule grossissante d'assiégeants. Dispense d'âge, de légitimité, d'ordre, de cumul à l'accès au bénéfice; dispense de résidence à la cure : les registres pontificaux sont pleins de ces faveurs ruineuses [14].

Que la justice étendît sa compétence, une organisation savante et une rectitude ordinaire le justifiaient, mais l'official ne connaissait pas toujours les bornes de la discrétion. Il acceptait trop aisément le client criminel, tonsuré par le barbier de la ruelle où s'était commis un méfait [15].

Que les impôts fussent inévitables pour soutenir les entreprises de la Papauté, nul bénéficier n'en disconvenait. Mais les entreprises ne paraissaient point toutes inévitables ni les taxes proportionnées [16]. Tous les hiérarques suivaient, de loin, le pernicieux exemple. L'autorité se discréditait par ses abus de finance.

Où la puissance montra le plus cruellement son péril, ce fut dans l'usage des censures. Notre information sur ce point est d'une déplorable richesse.

[10] L'évêque de Winchester jouit, au XIV^e siècle, d'un revenu supérieur à 200 millions de francs (1957). Il était le plus riche d'Angleterre. Mais le plus pauvre, Rochester, avait au moins douze millions.

[11] Sur le train de maison d'un évêque anglais, voyez MOORMAN, p. 174-179.

[12] X V 31 c. 1, 2, 3 (Alexandre III), c. 8 (Célestin III).

[13] Les statistiques montreraient que la croyance à la généralité de la loi devait s'effondrer en beaucoup de consciences.

[14] Il suffira de consulter les tables!

[15] Cette disposition libérale est notée par Génestal.

[16] Les protestations de Matthieu Paris sont célèbres. Elles traduisent un sentiment général d'impatience.

Digitized by Google

Si nous sommes peu renseignés sur l'application de la suspense, nous savons du moins que les cas en avaient été multipliés, et pour des délits dont la fréquence ne nécessitait pas une énergique répression.

Beaucoup plus grave était la multiplication des interdits, depuis le pontificat de Grégoire VII et surtout depuis Innocent III, qui infligea ce retranchement provisoire à la France et à l'Angleterre et prononça une centaine de sentences [17]. Les motifs en étaient souvent plus temporels que spirituels : intérêts médiocres d'un monastère auquel le seigneur voisin a enlevé un peu de cuivre [18]; intérêt politique d'un souverain, au point que l'interdit semble un moyen de récompenser des services rendus à l'Église et aussi de contribuer au triomphe du pouvoir royal [19]. Un tel usage de la police sacrée ne pouvait édifier les fidèles.

Cette mise hors la Chrétienté durait en général quelques mois ou quelques années : elle a parfois duré des décades et, avec des intermittences, plus d'un siècle [20]. Elle suscitait des troubles dans l'Église et dans la Cité, et qui se prolongeaient après l'absolution. Les clercs n'osaient pas toujours interrompre leur office et, s'ils osaient, le pouvoir séculier les brimait, le peuple s'insurgeait, le refus de sépulture provoquait des scènes horribles; les ordres religieux, exhibant leurs privilèges, neutralisaient partiellement la censure [21]. L'habitude se répandait de résister à la hiérarchie. Pis encore : le peuple se déshabituait de fréquenter les églises [22].

Du moins, ces foudres ne frappaient que par intermittence. Tandis que l'excommunication brisait constamment les liens des fidèles avec l'Église [23], les procès-verbaux de visite constatent que, dans bien des paroisses, les excommuniés constituent un véritable troupeau de séparés, où sont parqués la majorité des adultes et parfois le curé lui-même [24] : au registre de l'officialité de Cérisy, la liste comprend plusieurs centaines de noms pour un petit coin de terre [25]. Démographie qui s'explique d'abord par l'extension des causes :

[17] KREHBIEL, *op. cit.*, p. 110 et suiv.

[18] *Ibid.*, p. 29 et suiv.

[19] Exemple : les évêques de Langres et de Châlons frappent d'interdit la Bourgogne si le duc ne restitue pas au roi de France un château. Alexandre III confirme, *Historiens de France*, XV, n° 55.

[20] Nous en avons donné des exemples au livre II.

[21] La violence parfois s'exerce contre les excommuniés que le peuple veut contraindre à la soumission : un synode d'Avignon, 1337, c. 7, conseille des moyens plus pacifiques. En d'autres lieux, tout au contraire, le peuple empêche les excommuniés de quitter l'église sur l'ordre du curé. *Statuts* de Nantes (après 1366) c. 14, dans MARTÈNE, *Thesaurus*, t. IV, p. 967. Il arrivait que les évêques eux-mêmes fissent bon accueil aux excommuniés. Concile de Lavaur, 1368, c. 132. Voyez ADAM, p. 109-110.

[22] Ce détachement, souvent constaté, allait jusqu'à la rupture chez les endurcis et il se produisait chez les familiers par contagion ou solidarité.

[23] ADAM, p. 93-110 *(Les abus de l'excommunication)* montre fortement le désastre qu'était pour les paroisses la multiplicité des excommunications. Nous lui empruntons la plupart des détails qui vont suivre.

[24] V. CHEVALIER, *Visites pastorales et ordinations des évêques de Grenoble...*, p. 74, 93, 94 : chiffres impressionnants où sont compris plusieurs curés endurcis.

[25] G. DUPONT, *Le registre...*, p. 361-492.

Digitized by Google

les conciles provinciaux, les statuts synodaux en allongent interminablement la liste, qui finit par aligner toutes les atteintes à la puissance de clercs ombrageux, tous les manquements aux obligations de la vie civile [26]; qui s'explique encore mieux par la cohue des prétendants à la pointe de fer : auprès de l'évêque, l'archidiacre compétiteur; au-dessus, le métropolitain envahissant; en marge, des abbés, voire des abbesses, ambitieux d'acérer leur crosse; au-dessous, des curés intransigeants ou irascibles et de simples prêtres, impatients ou ignorants des limites étroites de leur juridiction [27].

L'abus même de la puissance spirituelle aboutissait au trouble de la discipline. Quel pouvait être le mordant de censures prodiguées? Des interdits qui frappaient les innocents comme les coupables émoussaient le sentiment de la responsabilité personnelle et causaient plus de révolte que d'apaisement [28]. La masse des excommuniés entravait la vie de la paroisse et aussi celle du curé [29].

CONCLUSION

Assiégée du dehors, minée dans son corps, l'Église est deux fois victime des démons de la Puissance. Souverains, suzerains, communes, possédants de toute espèce, envient la richesse et la gloire qui la menacent de corruption.

Il n'est pas un seul des moyens envisagés par l'Église pour assurer son équilibre qui n'ait, en quelque manière, menacé sa paix. Le bénéfice qui devait assurer l'office est souvent devenu l'obstacle majeur à son exercice, l'autonomie a subi des atteintes et constitue la base d'une exploitation par les pouvoirs séculiers, la défense de l'Église contre les clercs s'est maintes fois transformée en défense des clercs contre l'Église et couramment, l'usage de la puissance légitime aboutit à de véritables illégalités par la prépotence aveugle des détenteurs du spirituel.

Pouvons-nous découvrir les causes de tous les maux et les ressources de l'esprit?

[26] Toutes les difficultés entre clercs et fonctionnaires royaux ou particuliers malveillants déclenchent l'excommunication. Exemple : concile d'Avignon, 1326, c. 32, 33.

[27] *Liber Guillelmi Majoris* (p. 294) dénonce avec violence tous ces ineptes tyranneaux. Les évêques de Cahors, Rodez, Tulle (c. 1315) et de Bayeux (1320) surent modérer leur clergé délirant.

[28] Les conciles déplorent le mépris des excommunications. GUILLAUME LE MAIRE, *loc. cit.*, décrit la révolte : elle dure parfois de longues années, elle se manifeste avec violence. Les *Statuts* de Bourges, 1368, constatent les progrès de l'impiété. Il semble que l'opinion publique ait été souvent favorable aux victimes d'une police borgne.

[29] L'excommunié, nous le savons, est retranché de la communauté religieuse et même de la communauté civile qui souffrent de son absence : rares sont les interventions du bras séculier. Quant au curé, il doit fournir des états précis, lire en chaire les noms, refuser les services et subir menaces et injures.

Quant à l'attitude des pouvoirs séculiers, elle met le clergé dans une situation intenable. On le voit en toute circonstance et il suffit de lire un canon du concile de Vienne *(Clem.* V 10 2 : *Gravis ad nos)* pour s'en rendre compte : des détenteurs de la puissance publique contraignent les prêtres à célébrer les offices et empêchent les excommuniés ou interdits d'observer leur retranchement. L'absolution de ces puissants est réservée au Saint-Siège.

Digitized by Google

SECTION III. — DIAGNOSTIC ET ESPOIR.

Triomphes et défaites n'alternent et ne se répondent que dans les pages du livre : l'histoire est faite de leurs constants et insensibles mélanges; le mot, galvaudé, de tension, trouve ici son juste emploi. Les échecs de l'Église s'expliquent par des faiblesses visibles (qui ne sont que des causes secondes). Ils suscitent le choc des critiques violents et des gardiens obstinés du pouvoir comme l'effort patient des réformateurs, sans altérer les forces conservatrices de la tradition. La destinée humaine de la Puissance ecclésiastique dépend de ces causes profondes de désordre, des mouvements qu'ils animent, de la résistance des forces accumulées. Nous avons à identifier les éléments de l'impuissance, les formes de la réaction et les garanties de durée.

§ 1. — Les éléments de l'impuissance.

SERVITUDES DU SIÈCLE

Chacun des éléments de la puissance recèle un germe de mort, le temporel tend à suffoquer le spirituel. La première cause de l'impuissance des prélats réside dans leur puissance même : son dualisme ou plutôt sa dualité les accable. Elle leur vaut la subordination temporelle : hauts fonctionnaires, vassaux, les évêques et les abbés acceptent le joug; suzerains, grands propriétaires, le joug de leur propre domination, qui les temporalise. Dans la mesure où ils s'attachent au Siècle, les prélats se détachent du spirituel, qui est la raison d'être de l'Église. L'insertion dans la hiérarchie mondaine occasionnait des conflits sans nombre de compétence, de propriété, de préséances, une lutte constante avec les puissances du Siècle (qui étaient souvent les prélats féodaux) [1]. Rivalité de suzerains, défense contre les souverains : on était loin des Évangiles [2].

Ainsi engagé dans le Siècle, comment le prélat pouvait-il, sans la haute vertu qui fut donnée à quelques-uns, demeurer à son rang dans la milice du Christ [3]? Son esprit de contention se portait dans les affaires ecclésiales comme dans les séculières. Il offrait un exemple aux inférieurs, que l'évêque ou l'archidiacre laissait faire, par défaut de goût et d'autorité. Cette invasion

[1] Bien se représenter la condition d'un archevêque de Reims ou d'un évêque de Laon Leur épiscopat nous fait trop souvent oublier leurs suzerainetés et vassalités. Ils appartiennent à la hiérarchie profane, aux institutions séculières autant qu'à la hiérarchie sacrée, aux institutions ecclésiastiques. Ce qui leur crée des droits et des devoirs doubles, parfois contradictoires Même comme prélats, ils sont propriétaires. D'où la vulgarité toute temporelle de leurs intérêts Ils ont à se défendre contre les laïcs et autant contre les clercs. Certains procès entre établissements ecclésiastiques ont duré un siècle et davantage.

[2] Même les aspirants à la perfection souffrent de leur apparente puissance. On en peut voir un bon exemple dans G. DUBY, *Les dangers d'une réussite* dans les *Cahiers de la Pierre-qui-vire*, t. 38-39, 1943, p. 67-75.

[3] L'esprit de chicane atteint jusqu'au plus modeste curé : ses loisirs dans un village de quelques dizaines d'habitants, au milieu de paysans roublards, lui laissent le temps (et parfois le plaisir) de querelles dont nous avons d'innombrables échos.

Digitized by Google

du temporel divisait l'Église contre elle-même. Les luttes pour l'autorité, la richesse, le prestige consumaient des forces qui auraient dû se dépenser à l'évangélisation [4].

ABSENCE DE CONTRÔLE

Comment expliquer les négligences, les démesures, les abus? Par l'indolence naturelle ou le silence calculé de la hiérarchie. Misère commune à presque toutes les sociétés : l'Église médiévale a souffert de l'absence d'un vrai contrôle. L'activité, souvent mal supportée, des légats a fait illusion. En réalité, que peuvent voir et savoir de si hauts personnages? Ce que découvrent et veulent bien révéler leurs hommes de confiance. Un contrôle permanent et précis n'aurait pu être assuré que par les hiérarques locaux. Mais les métropolitains sont bien empêchés de surveiller leurs suffragants. Dans le diocèse même, évêques et archidiacres font des visites intermittentes, selon un itinéraire prévu qui permet aux curés toutes les préparations opportunes, ils passent vite et il n'est pas sûr que leurs enquêtes portent principalement sur les points qui concernent la vie religieuse [5]. Fastueux, adulés, blasés, quelles décisions efficaces prennent-ils pour l'éducation morale et intellectuelle du clergé, du peuple chrétien?

CHRISTIANISME SUPERFICIEL

Pouvons-nous même écrire sans réserve cet adjectif consacré? Si l'on entend par chrétiens des hommes fidèles à l'Église, aux croyances et à la morale qu'elle enseigne, sommes-nous dans une société vraiment chrétienne [6]? Certes, la quasi-unanimité des hommes sont entrés dans l'Église par le baptême : leur obéissance peut faiblir dès l'épreuve. La résistance ouverte rebute souvent inquisiteurs de la foi, percepteurs de taxes, exécutants des censures [7]. Plus redoutables, la fraude réduit la part du curé dans la dîme et la lésine des fidèles, le prive parfois d'un train de vie honnête.

Le pire — il faut bien l'avouer au risque de contrister les admirateurs du Moyen Age — c'est que cette Chrétienté où fleurirent des vertus héroïques,

[4] Il faut bien reconnaître que la défense des droits acquis semble passionner davantage que la conversion des pécheurs et même la persévérance des justes.

[5] Le temporel tient plus de place dans les comptes-rendus. Il était plus facile d'inspecter les bâtiments que les âmes.

[6] Problème fondamental : le caractère officiel de l'Église a fait illusion. Combien d'hommes ont une vie profondément religieuse parmi ces foules juridiquement incorporées? Les vertus de charité, de justice, qui sont la marque des vrais disciples du Christ, ne semblent point éclatantes; les relations sexuelles sont aussi libres qu'en aucun autre temps, comme on le voit dans les registres d'officialité, les comptes-rendus de visites, les chroniques et les biographies. Quant à l'instruction, elle est d'une extraordinaire absence. Au synode de Valencia, en 1273, on déclare que beaucoup de fidèles ignorent le *Pater* et le *Credo*. En 1280, le synode de Skalholt ordonne aux clercs d'engager les fidèles à savoir ces prières élémentaires, aussi bien que la formule du baptême.

[7] Remarquable protestation de Boniface VIII devant la résistance organisée par les évêques contre les légats et enquêteurs. VI I 16 4 *(Quia plerique)*. L'histoire de la résistance à la perception des dîmes a été écrite pour chaque pays — pour la France, voyez les ouvrages cités de VIARD et de CHARTIER; quant aux moyens d'éviter les effets de l'excommunication; nous savons qu'ils étaient simples et multiples, soit que l'excommunié fréquentât des églises hors de sa paroisse, soit que le curé négligeât d'appliquer ou même de publier correctement la sentence.

Digitized by Google

de grands papes, des saints était avant tout conformiste et, dans son ensemble, peu chrétienne. Hantée de superstitions, et, comme toutes les sociétés, brutale, paillarde, cupide, jalouse, elle pratiquait certains commandements de l'Église mais moins exactement les préceptes de l'Évangile.

On peut s'étonner que l'Église, puissante et dominante, ait trop peu fait pour l'instruction, l'éducation et la correction d'un peuple si fortement encadré; pour les œuvres sociales; pour la paix universelle. Sans doute, s'était-elle engluée, elle-même, dans ce temporel appétit de la domination, de la richesse et du prestige qui est la misère de ce monde depuis ses origines [8].

On pourrait dire que d'une certaine façon elle a été réduite à l'état laïc, parce que l'esprit du Siècle l'a envahie. Et l'on pourrait ajouter que l'esprit laïc envahit les fidèles [9], parce qu'ils se libèrent plus ostensiblement de la cléricature, s'éloignent plus ostensiblement de l'orthodoxie.

La maxime : *Clericis laici infesti* devient d'un usage courant dans les conciles et elle constate une réalité que traduisent, nous l'avons vu, le mouvement communal, la floraison des confréries, les déclarations des légistes mais aussi, de façon plus directe, les prétentions à la supériorité des laïcs, les insurrections populaires et les moqueries quotidiennes [10].

Les hérésies furent vaincues : elles attestaient un refus de la doctrine officielle et si elles sont généralement un signe de foi, c'est d'une nouvelle foi qu'il s'agit, très différente de celle qu'enseigne l'Église romaine [11].

§ 2. — Les réactions contradictoires.

Des signes qui nous paraissent aujourd'hui évidents, la plupart des contemporains n'avaient qu'une vision partielle et trouble. Procès et tensions formaient une trame de la vie des chapitres et des monastères, et qui réclamait l'inspection? Les clercs ressentaient moins qu'à l'époque grégorienne une sécularisation qu'ils opéraient eux-mêmes et on eût surpris les fidèles en contestant la qualité de leur christianisme. Il se trouvait, cependant, dans la hiérarchie et dans l'élite, des hommes sensibles au mal et d'autres à la

[8] On sait qu'il n'entre dans ces lignes aucune littérature : on y reconnaîtra un peu de pessimisme religieux et beaucoup de douleur humaine.

[9] G. DE LAGARDE, *La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Age*, t. I. *Bilan du XIII^e siècle*, Paris-Louvain, 3^e éd., 1956, t. II. *Secteur social de la scolastique*, 2^e éd., Louvain, 1958; H. LEY, *Studien zur Geschichte des Materialismus im Mittelalter*, Berlin, 1957, étudie la pénétration d'un matérialisme aristotélicien et averroïste dans la pensée médiévale : une élite se laïcise et s'oppose à l'Église. Les institutions ecclésiastiques et surtout le conformisme n'échappaient point à la critique ou à la désinvolture de bien des écrivains. Voyez, par exemple, NIGELLUS DE LONGCHAMP, dit WIREKER, t. I. Introduction. *Tractatus contra curiales et officiales clericos*. Texte établi et commenté par A. BOUTEMY, Paris, 1959. Dans un cours de Sorbonne sur *La vie religieuse au XIII^e siècle*, E. PERROY nous paraît avoir fait de justes remarques, p. 23 et suiv., sur le sens de l'esprit laïc.

[10] Nous avons vu les fidèles s'organiser en marge de la paroisse, puis se constituer en corps et « estats » pourvus d'un gouvernement laïc, puis former l'auditoire de docteurs anticléricaux. Ils vont parfois jusqu'à s'attribuer la supériorité des purs sur un clergé impur. L'action proprement hostile au clerc se manifeste dans les ligues de barons, les révoltes de paysans comme les pastoureaux, les satires.

[11] La multiplication des sectes était d'autant plus dangereuse que parfois la frontière de l'hétérodoxie se distinguait assez malaisément.

Digitized by Google

plainte que l'on en faisait. Leurs réactions variaient, selon les tempéraments et les milieux. Aux partisans fougueux de l'immobilité s'opposaient les ennemis du désordre et les constructeurs de l'ordre. Ces familles d'esprit, nous les reconnaîtrons dans le domaine du droit.

CONSERVATISME OFFICIEL

Le mouvement spontané des chefs est de frapper les contempteurs de leur puissance : majesté, fortune, commandements, chaque élément est défendu avec vigueur. De renoncer à aucune marque de prestige, il ne saurait être question. Toute dispute sur les titres ou les préséances, loin de provoquer une méditation sur l'humilité des clercs, sur la vanité des honneurs, consolide la rigueur des distances. Les protestations contre la dîme ou les immunités provoquent un rappel des droits sacrés de l'Église. Et la résistance aux excommunications abusives, qui ne pouvaient laisser insensibles des prélats soucieux de justice et de paix, rencontrait d'abord le rappel du devoir d'obéissance [1].

Cette hantise des fondements est naturelle à toute société. Mais parmi les mainteneurs il y avait des autoritaires qui refusaient toute discussion, le critique étant à leurs yeux un rebelle. La peur des changements paralysait non seulement des chefs soucieux du salut de leurs sujets, mais des timides, voire des sages et avec eux tout le corps épiscopal. Par curieuse aventure, ce conservatisme ombrageux protégeait, aussi bien que les principes originels, des déviations que la coutume avait accréditées, comme la distribution des richesses ou le luxe des abbés.

VARIÉTÉ DES MILITANTS

Des réactions, que nous pouvons appeler révolutionnaires, puisqu'elles menaçaient quelques fondements, se produisirent en sens opposés. Il y eut toujours des prophètes ou des docteurs pour condamner tous les signes de la Puissance et prêcher le retour à l'égalité, à la pauvreté, au dénuement apostoliques [2]. A l'autre extrémité, des curialistes enseignaient l'absorption par l'Église de toute autorité, de toute propriété, de tout prestige [3]. Entre ces groupes excessifs, des conciliaires et des cardinaux minaient la supériorité du Pontife romain, préparant avec discrétion une révolution moins fracassante et plus prochaine [4].

§ 3. — Les forces de la tradition.

Affaiblie par des maux très graves, réconfortée par des remèdes inégalement efficaces, l'Église faisait reposer sa certitude de vivre, non seulement sur les promesses de son fondateur, mais encore sur des forces tout humaines : la soumission des masses et des élites.

[1] La théorie de l'excommunication injuste s'ouvre par le rappel de la nécessité d'une soumission jusqu'à révision officielle.

[2] Tous les aspirants à la perfection et, avec feu, les fondateurs de familles religieuses.

[3] Ainsi Gilles de Rome et tous les doctrinaires pontificaux du début du XIV[e] siècle : triomphe de l'augustinisme politique, naguère défini par Arquillière.

[4] C'est dans ce groupe intermédiaire, et non chez les extrêmes, que s'entretient à la fois l'esprit de vraie Réforme et de juste conservation.

Digitized by Google

FIDÉLITÉ PASSIVE DES MASSES

Des masses d'hommes sont demeurés dans le giron de l'Église, sujets dont l'obéissance passive, les apports financiers, la révérence craintive soutenaient l'autorité, la richesse et les prestiges du clergé. Ce qui les animait? Une foi, que nous ne pouvons jauger, sans trouble, parfois exaltée, en général peu éclairée, mêlée de superstition, de magie; une coutume qui atteignait son millénaire et que des actes périodiques — messe hebdomadaire, confession et communion annuelle, fêtes fixes et mobiles — entretenaient; une contrainte juridique, plus menaçante qu'agissante et qui ne s'exerçait guère que contre l'hérésie [1]. Les occasions de rupture, de simple doute, étaient rares dans le peuple illettré, peu mobile, des campagnes, dont l'église était le seul lieu de rassemblement. Moins isolés, les habitants des villes donnaient prise aux idées adverses, mais ils abandonnaient généralement aux théologiens les terrains de la controverse [2].

C'est que tous étaient comme insérés dans les liens d'une civilisation qui se disait chrétienne.

ADHÉSION OFFICIELLE DES ÉTATS ET DES CORPS

On ne saurait s'illusionner sur la cause principale du triomphe extérieur de l'Église au Moyen Age : l'appui des pouvoirs publics [3]. Même incroyants ou révoltés, les gouvernants font profession de christianisme légal. Ce qui signifie unité de foi et respect des institutions ecclésiastiques [4].

A la pression, ou plutôt à la cohésion sociale s'ajoutait la garantie de la culture. Théologiens et canonistes divergeaient en certaines interprétations, mais, comme le troupeau, ils se sentaient inclus dans une tradition. Ils se savaient héritiers fidèles d'une révélation et d'un droit qui remontaient sans accident jusqu'au Christ et, par Lui, jusqu'au Créateur de ce monde. Jamais les disputes de juristes ou même de théologiens ne couvraient la voix des pontifes et les rumeurs de la catéchèse commune. Un sentiment d'unité, de permanence habitait presque tous les chrétiens fidèles, depuis le serf jusqu'au docteur [5]. L'hérésie était généralement tenue pour une verrue plutôt que pour un chancre et l'on attendait d'un retranchement la santé d'un corps menacé de décomposition. Le développement des doctrines n'apparaissait qu'aux yeux de quelques esprits lucides et sans que se posât

[1] Peu de condamnations (et légères) pour non-accomplissement du devoir dominical et du devoir pascal.

[2] Toutes les sciences sont dominées par la théologie. Le droit canon est une science religieuse. Et si les canonistes ne donnent pas tous l'exemple de la moralité, leur foi échappe aux tentations et les moins édifiants ne sont pas les moins dévots.

[3] On ne le voit guère en mouvement dans la vie quotidienne. Mais sa menace suffit.

[4] H. C. Peyer, *Stadt und Stadtpatron in mittelalterlichen Italien*, Zurich, 1955. Non seulement les villes mais les corporations de toute sorte ont leurs patrons, leurs règlements religieux, leurs fêtes : il est difficile de savoir dans quelle mesure elles étaient un soutien ou un obstacle pour les institutions ecclésiastiques.

[5] Hantise de l'unité! On exploite la notion de seigneurie du Christ (J. Leclercq, dans *R.H.E.*, 1958, p. 57-68), de corps mystique (M. Roberti, dans *Misc. Besta*, 1939, V, p. 37-82).

Digitized by Google

le problème du constant et de l'homogène : Dieu pouvait-il permettre la prévalence accidentelle de l'Enfer?

ESPRIT DE RÉFORME Cependant, l'esprit de réforme ne cessait de souffler dans l'Église. Il inspirait des écrits, des lois, des sanctions, par où se traduisait la vitalité chrétienne [6].

Une littérature dense accumule critiques et avis. Nous en avons, chemin faisant, signalé un certain nombre, à l'occasion des conciles ou des querelles. Il conviendrait de relever dans la correspondance des évêques, dans les œuvres des docteurs, les innombrables réserves qui attestent la liberté des hommes du Moyen Age. Loin d'accepter les déviations dont ils tiraient avantage, ils les ont dénoncées parfois avec un courage qui mérite l'estime et qui a préservé du pire les institutions ecclésiastiques [7].

Les législateurs déployaient une activité qui faisait paraître une volonté de réforme et d'adaptation, portée sur les diverses institutions et sur les causes mêmes de l'impuissance [8].

Quant aux institutions, la plus perspicace des initiatives fut, à notre sentiment, celle que prit Peckham à l'issue de sa visite au pays de Galles : le remaniement des bénéfices, afin d'établir une correspondance exacte entre les revenus et les besoins de l'occupant [9]. Les mesures contre cumul, expectatives et mutations touchaient de trop près les législateurs comme administrateurs : elles signifient du moins la conscience des périls [10]. Aussi vaines, mais témoins d'un désir de sagesse sont les nombreuses réprobations et corrections des censures abusives [11].

Trop rares et d'autant plus méritoires sont les efforts pour la subordination du temporel, la surveillance organisée, l'éducation du peuple chrétien [12].

[6] On pourra voir nos remarques sur les signes de vitalité dans *R.H.E.F.*, 1945.

[7] Nous avons constaté que tous les conciles œcuméniques donnent lieu à de véritables cahiers de doléances, de plus en plus denses : on se rappellera les écrits et griefs suscités par le second concile de Lyon (cf. AUER, GATTO) et par le concile de Vienne (GÖLLER dans *Festgabe Finke*, 1904, p. 195-221 et très spécialement les propositions de Guillaume Durand : A. POSCH dans *Mitt. Oester. Institut Geschichtsforschung, Erg. Band*, 11, 1929, p. 288-303). Les querelles, pendant le dernier siècle de l'âge classique font exploser les désirs de renouvellement (cf. J. LECLER, *La réforme de l'Église au temps de Philippe le Bel*, dans *Études*, 1935, t. 224, p. 5-21; Mercedes VAN HEUCKELUM, *Spiritualische Strömungen an den Höfen von Aragon und Anjou während der Höhe der Armutstreites*, Berlin-Leipzig, 1912. Le besoin de réforme se manifestera bientôt avec une vivacité accrue.

[8] Les deux premières parties de l'ouvrage de F. THUDICHUM, *Papsttum und Reformation*, Leipzig, 1903, montrent la continuité de l'effort.

[9] Le grand archevêque voulait atteindre ce que nous avons considéré comme l'idéal du bénéfice. Voyez ses décisions dans HADDAN et STUBBS, *Councils and ecclesiastical documents*, t. I, p. 562 et 571.

[10] Nous avons signalé quelques-unes de ces innombrables mesures : comment leurs auteurs, bénéficiaires et attributaires de cumuls les auraient-ils appliqués ou fait appliquer? Du moins le principe qu'ils violaient était-il maintenu.

[11] Exemple de correction dans HEFELE-LECLERCQ, t. VI, p. 799, qui renvoie aux collections conciliaires : la bourgeoisie de Cologne obtient de Jean XXII, en 1323, qu'il invite l'archevêque à restreindre à la paroisse où se serait commise une *injectio manuum* contre un clerc un interdit qui aurait dû être porté contre les 18 paroisses de la ville.

[12] Exigences capitales pour la pénétration de la doctrine et surtout de la morale chrétienne et que l'on crut trop aisément satisfaire par les institutions.

Digitized by Google

Le législateur ne cesse point de rappeler l'idéal juridique[13]. Tel est l'objet des décrétales et des canons œcuméniques, des synodes provinciaux et diocésains. Avec une déconcertante monotonie, les règles fondamentales de l'attribution et de l'administration du bénéfice sont répétées; le principe d'autonomie de l'Église est proclamé, en face des pouvoirs séculiers et des clercs accapareurs; la mesure est recommandée, prescrite, pour éviter l'extension arbitraire de tous les éléments de la Puissance.

Des peines sont prononcées contre tous les abus. La violation des lois fondamentales du bénéfice suscite une abondance de sanctions pontificales et conciliaires : retrait de tout bénéfice aux cumulants, blâmes aux non-résidants, exigence de la portion congrue, nullité des collations irrégulières et dépossession du collateur.

L'effet de ce mouvement continu de réformes nous est moins bien connu que ses causes et ses manifestations. Trop de répétitions dans les rappels de règles et les sanctions, trop de dispenses et de tolérances nous incitent à penser que les maux étaient incurables, voire qu'ils s'aggravaient, rendant inévitable une crise qui s'annonce dans tout le cours du XIV^e^ siècle.

CONCLUSION.

De l'idéal à la réalité, qui pourrait s'étonner des distances? Le statut des trois états, le régime du temporel, le programme de la vie religieuse ne pouvaient être parfaitement observés que par des anges ou des saints. Nous n'avons point à les déclarer, pour autant, chimériques : ce terme impliquerait à la fois suffisance et naïveté. Il impliquerait usurpation de compétence dans le domaine de la moralité et méconnaissance du rôle véritable des lois. Toute religion édicte des lois conformes à ses principes : l'Église trouvait dans les Évangiles des exigences de pureté, de détachement, d'humilité qui ne sont point dans la nature de l'homme. Elles les a traduites en règles de droit pour tous les fidèles et pour chacun des trois états. Qui veut doser la réussite et l'échec devrait renoncer à la détraction comme à l'apologétique, faute d'instruments pour connaître tout le possible et toute la réalité.

[13] Les adversaires des Mendiants ne leur rappellent-ils pas l'idéal spirituel? Voyez, par exemple, *Le questione quodlibetali di Gerardo di Abbeville*, dans *Collectanea franciscana*, 1962, p. 3-55.

Digitized by Google

CONCLUSION GÉNÉRALE

Pendant l'âge classique, l'Église s'est plus visiblement transformée qu'entre la mort de Gélase et l'avènement d'Innocent II. De cette accélération, le mouvement général de la civilisation nous rendrait compte si nous en connaissions tous les ressorts. Il apparaît au premier coup d'œil que la renaissance du droit romain, la formation des monarchies, la reprise (belliqueuse ou commerciale) des rapports avec l'Orient, les exaltations ascétiques et mystiques ont inspiré, infléchi, favorisé ou brisé les initiatives des chefs remarquablement actifs et savants qui occupèrent le Saint-Siège. On discutera sans fin sur le partage entre les personnalités et les sociétés dans chacune des mutations majeures : l'accord se fera plus aisément sur leurs traits essentiels.

La surprise d'un homme disparu en 1130 et ressuscité en 1378 eût été d'abord l'aspect du paysage. Cathédrales, cloîtres, clochers, maisons canoniales ont envahi la ville, dont la forme et le profil sont bouleversés [1]. Autant d'annonces d'un bouleversement des institutions.

Le premier trait qui frappe et souvent déconcerte est le passage du temps des Patriarches à celui des Juges. Pendant un millénaire, les Églises avaient vécu sans l'action permanente d'un gouvernement central et sans grand appareil d'administration. Nous avons assisté à l'invasion du droit, d'un droit administratif, et dont il est facile de caractériser le mouvement. Il a été progressif, nullement révolutionnaire : les décrétales fixèrent successivement les règles, qui ne furent codifiées qu'après un siècle de compilations scientifiques ou officieuses ; encore les papes n'en vinrent-ils à la loi que par degrés, après un temps de recommandation. Les familles religieuses vécurent sous le régime des usages, puis des coutumes, avant de se donner des Règles.

La lenteur relative de la progression s'explique par un second caractère : l'inspiration ne vient pas seulement des principes, elle vient de l'expérience des diocèses, des monastères. Même les décisions des papes ou des conciles œcuméniques s'appuient sur les canons des synodes provinciaux ou légatins qui attestent les besoins et les réactions des Églises [2].

En deux siècles et demi, l'Église, maintenant ses principes, a transformé ses structures par un double mouvement de contraction hiérarchique et d'épanouissement corporatif. Le rêve grégorien des *Dictatus* s'est réalisé : le pape domine toutes les Églises. En même temps, des corporations puissantes

[1] Nous avons décrit cette transformation du paysage, dans les *Mélanges Lavedan*.

[2] Thème de notre article dans le premier volume des *Annali*.

Digitized by Google

ont achevé leur formation et acquis une place considérable dans la constitution de l'Église. Les ordres religieux ont groupé les maisons en familles, les confréries se sont multipliées dans les paroisses, les clercs subalternes se sont associés en *collegia*, les fabriques sont nées. L'Église que gouverne Rome n'est donc plus une masse de fidèles rassemblés en diocèses, mais une multitude de personnes morales qui ont leurs intérêts, leurs exigences, leurs prétentions et aussi les moyens de se faire entendre.

Le mythe que nous avons toujours combattu de l'affrontement du clerc et du chevalier, toute l'organisation de l'Église nous apprend à le réduire à néant. Certes, une des notes de l'Église est l'unité : mais l'erreur de bien des canonistes ou la dangereuse malice des politiciens a été d'imaginer deux blocs, deux États, deux sociétés hostiles par nature : nous ne cesserons de répéter qu'il y a dans l'Église comme dans l'État une infinie variété d'institutions normalement rivales et sièges de rivalités, et qui, de l'une à l'autre puissance, contractent des alliances, tolèrent des libertés, nourrissent des animosités. Cette vue concrète, quotidienne, où la psychologie joue un rôle capital, nous paraît s'imposer à tout historien sans passion ni vue trop classique des événements.

Tout occupé à maintenir sa puissance temporelle, le Saint-Siège a suivi la marche des grands États, fortifiant son administration, distribuant ses faveurs, et cherchant à tout conduire par agents directs ou par délégués.

Un mouvement de subordination monarchique des corporations vigoureuses s'est accompli dans les États comme dans l'Église. Nécessité commune ou influence réciproque? Il est certain que la centralisation exigeait partout des rouages analogues et que la représentation des groupes s'imposait à tous les gouvernements. Et il était naturel que les réussites techniques fussent exploitées.

Le pape avait les yeux fixés sur les expériences des monarchies : l'Empire, l'Angleterre, la France perfectionnaient leurs chancelleries, leur justice, leur fisc, conciliaient l'autorité croissante du prince avec la progression des ordres et des corps. A l'intérieur de l'Église, les religieux offraient le spectacle de réussites, qu'il s'agît des finances de Cluny ou des chapitres de Cîteaux. Toutes ces suggestions du dehors et du dedans sont objet de recherches qui nous donneront les clés du développement.

Le problème que nous posons pour le Moyen Age se pose avec autant d'acuité pour l'Antiquité : dans quelle mesure l'Église a-t-elle imité l'ancienne Rome ou suivi, par un mouvement nécessaire, la courbe de ses institutions? Que la Papauté ait demandé au droit romain des modèles, qu'une réception publique ou occulte du *Corpus* justinien ait permis le système du droit classique, nous en avons eu la preuve constante [3]. Il serait aussi instructif de rechercher si le cours naturel des choses a commandé des développements identiques ou analogues. Pour nous borner à deux exemples, les aspects et les étapes de l'ascension du pouvoir pontifical ne sont-ils point une

[3] Sur tous les points, l'empirisme canonique fut remplacé par la technique romaine.

Digitized by Google

reproduction, trait pour trait, de l'ascension du pouvoir impérial [4]? L'évolution du vicaire général ne suit-elle point, trait pour trait, celle du procurateur général, dans le droit privé de la République et du Principat [5]? Le mouvement politique, économique d'une société entraîne partout les mêmes conséquences techniques : observer ces parallélismes est une des tâches les plus profitables de l'histoire comparée des institutions.

L'enrichissement des structures a-t-il profité à la vie religieuse? Sans doute l'a-t-il préservée de déviations ruineuses et lui a-t-il assuré des voies nouvelles de perfection. Notre temps ne saurait trouver aucune excuse aux procédés de l'Inquisition, mais il louera l'Orthodoxie d'avoir contenu dans certaines bornes la sorcellerie, la magie et la superstition. Il s'étonnera de piétés extravagantes, mais il louera la sagesse des Ordres religieux d'avoir su discipliner un désir de perfection qui, abandonné sans règles, tombe souvent dans la perversion. Une certaine rigueur de la raison justifie l'austérité de la discipline.

Répétons que l'hypertrophie du temporel s'est accomplie au détriment du spirituel. L'infortune de l'Église, ce fut l'excès de sa prospérité. Sa puissance inquiétait les forts et les faibles la jalousaient. Elle dépendait de la connivence et de la protection des États et cette dépendance, superficiellement profitable, était profondément redoutable : elle créait une certaine servitude et, pis encore, l'illusion de la fidélité populaire. A l'intérieur de l'Église, elle animait la convoitise et la discorde.

L'Église a beaucoup reçu des États du Moyen Age et de l'Antiquité. Relever ce qu'elle a donné, en échange, à la Chrétienté serait le sujet d'une longue étude. Il nous faut, du moins, évoquer des problèmes : la tenue des conciles fut-elle sans influence sur la convocation des ordres [6]? l'adoption de la procédure romaine par les officialités, la création de modes abrégés, ne donnèrent-ils aucune idée aux ministres et robins de France ou d'Angleterre [7]? La fiscalité de Jean XXII laissa-t-elle plus indifférents les trésoriers et collecteurs des monarchies que leurs princes et leurs légistes? Sur tous les chapitres du gouvernement et de l'administration, l'enquête devrait être poursuivie.

Identité de besoins constants, échanges aboutissent à des institutions analogues. La recherche doit porter principalement sur la chronologie des progrès parallèles. Au fond, la grande cause du déclin de l'Église fut que les services qu'elle assurait, peu à peu les États renaissants en prirent la charge avec autant ou plus de moyens. Cette substitution s'annonce dès le XIV[e] siècle

[4] Aux preuves que nous en avons donné dans la *R.H.D.*, 1949, p. 377-398, ajoute J. M. KELLY, *Princeps judex. Eine Untersuchung zur Entwicklung und zu den Grundlagen der Kaiserlichen Gerichtsbarkeit*, Weimar, 1957 : le processus de la prépondérance pontificale dans le domaine judiciaire nous paraît analogue au processus d'ascension de la juridiction impériale.

[5] Même progrès vers la permanence, vers la technique, vers la définition des pouvoirs.

[6] Problème particulièrement étudié en Angleterre et qui se pose pour tous les Parlements.

[7] Si la procédure romaine s'est insinuée dans les cours ecclésiastiques, l'influence de l'Église sur les procédures civiles du Moyen Age a été, elle aussi, très sensible et appelle encore des recherches. Cf. *H.D.I.E.O.*, vol VII, Introduction.

Digitized by Google

dans les domaines de la bienfaisance et de l'enseignement supérieur. Elle s'accomplit dans la justice, à mesure que la procédure savante s'introduit dans les tribunaux séculiers comme elle l'a fait dans les officialités. Le triomphe des institutions ecclésiastiques s'achèvera quand les États seront à même, par la structure constitutionnelle, l'acquisition des techniques, la régularité des moyens, de coordonner les institutions civiles.

Les rapports que nous venons de conjecturer sont exclusifs de tout jugement de valeur. Notre souci est de bannir les lieux communs sur les institutions ecclésiastiques.

Leur originalité apparaît moindre et aussi leur éclat, quand nous les comparons aux institutions séculières du Moyen Age et de l'Antiquité. Elles ont répondu aux besoins sans magnificence d'une société humaine et il y a quelque disproportion entre les maximes des Écritures ou des docteurs et les canons ou les décrétales.

Cette évidence n'autorise point l'opposition sommaire entre la religion et le droit. Si l'Église, à l'âge classique, a pris des allures si juridiques, pouvons-nous porter ce décret que le droit, automatiquement, tue la religion? Certes, il la menace de sécheresse et il favorise le conformisme sans foi ni charité. Mais nous l'avons vu au service de la pureté du dogme et d'une morale ascétique; par ses condamnations, il réprime le crime autant que le péché, il purge l'esprit avec l'âme. On peut seulement se demander si, dans son action nécessaire, il a gardé la mesure, si l'esprit de justice et d'équité a dominé la technique ou si la technique a partiellement obscurci, voire anéanti les principes [8].

Que la prudence soit requise dans nos jugements, nous avons des raisons majeures de le penser. Elle nous est suggérée par l'indigence de nos sources : que savons-nous des réalités? Elle nous est conseillée par notre ignorance des critères du Moyen Age : quel était, pour un paysan de Bretagne ou de Lombardie l'échelle des vertus cléricales ou monastiques? Elle nous est suggérée par l'enchevêtrement des actions : l'usurier, le simoniaque, le sacrilège, voués aux puissances infernales, ont été parmi les plus grands bienfaiteurs de l'Église, par leurs restitutions, leurs réparations, leurs édifiants repentirs [9].

Pour qui observe la structure et la vie des sociétés c'est un spectacle instructif et impressionnant que la succession des déclins apparents qui préparent les renaissances et des triomphes apparents qui préparent les crises [10]. Chacune des grandes entreprises de l'âge classique préludait à la révolution du XVe siècle.

[8] L'accomplissement des *devoirs* canoniques — confession annuelle, communion pascale, messe dominicale — pouvait donner bonne conscience à des chrétiens sans religion personnelle. Par souci de la discipline, l'Église avait imposé des règles d'administration du culte et des sacrements qui diminuaient sensiblement la part du spontané dans le contact avec le divin et de la générosité dans les rapports avec les hommes.

[9] De belles églises ont été construites aux frais d'usuriers pénitents.

[10] Ce spectacle a été bien décrit par L. Génicot, *Les lignes de faîte du Moyen Age*, 3e éd., 1961 et par R. Latouche, *Le film de l'histoire médiévale*, Paris, 1959.

Digitized by Google

La transformation juridique des institutions marquait un éclatant progrès de la technique. Mais la technique, sans étouffer l'esprit, l'obscurcissait dangereusement. Pour établir la monarchie pontificale, pour organiser le diocèse ou le monastère, des rouages et des formes se sont imposées qui sécularisaient des institutions jadis fondées avec l'exclusive préoccupation du salut de l'âme [11]. Les officialités furent sans doute nécessaires : mais quel rapport entre la procédure savante qu'y applique un personnel de clercs et la liturgie des moines ou simplement la récitation du bréviaire? Aucune inspiration plus pieuse que celle des croisades, aucune qui ait mieux exigé le développement de la fiscalité pontificale. Chaque perfectionnement des techniques risquait d'offusquer les Évangiles.

L'art de prêcher, le zèle même des prédicateurs était conforme aux Évangiles mais il contribuait à saper les bases de la hiérarchie sociale. Par leurs griefs très souvent justifiés, par leurs invectives, les plus illustres auteurs de sermonnaires ont discrédité nobles et prélats, tous les détenteurs abusifs de la Puissance [12].

Parmi les contempteurs de la Puissance déroutée n'avaient d'autre dessein que de rappeler les voies du Seigneur. Le triomphe même de la Foi n'eût-il pas été mieux assuré par l'accueil de ces fils pétulants quand ils ne minaient aucun des dogmes et se bornaient à exalter les principes trop oubliés du Sermon sur la Montagne [13]? On peut penser qu'une répression trop brutale, assurant un succès provisoire, n'accumulât les cendres pour de gigantesques incendies.

Tous nos points d'interrogation supposent connu l'ensemble des institutions. Plus spécialement, sans doute, celles qui ont fait l'objet de notre Première Partie, mais aussi les institutions par lesquelles s'établissent les relations entre l'Église et les Sociétés civiles, les liens invisibles avec l'au-delà. Nous consacrerons à ces rapports qui, dans l'imagerie des artistes et du peuple, nous apparaissent successivement horizontaux ou verticaux, les deux derniers fascicules de cet ouvrage.

[11] Non que cette préoccupation ait disparu, ou que le juridique ait suffoqué le spirituel mais la progression de chacun des éléments de la Puissance, psychologiquement explicable et, dans une certaine mesure, historiquement justifiable, engageait l'Église dans le temporel.

[12] Cette opinion de M. Owst, dans ses ouvrages sur la prédication est adoptée par Chr. Dawson, *Mediaeval Religion*, Londres, 1934. Elle trouve son application en tout temps et en tout lieu.

[13] E. Werner (*Pauperes Christ. : Studien zur sozial religiösen Bewegungen im Zeitalter des Reformpappstums*, Leipzig, 1956) a insisté avec force mais aussi avec, semble-t-il, un excès de confiance dans le sentiment populaire, sur le tragique de l'hérésie. Innocent III pouvait-il obtenir de tous les protestataires ce qu'il obtint des Humiliés et de François?

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE II. — Spirituel et temporel 233

CHAPITRE I. — LES ÉLÉMENTS DE LA PUISSANCE . . 235

SECTION I. L'AUTORITÉ 235

Nécessité, 235. Terminologie, 236. Formes, 237.

§ 1. — Le commandement 237

Assises, 237. Détenteurs, 238. Moyens, 238.

§ 2. — La justice 239

Fondements, 240. Organisation, 240. Procédure, 242.

§ 3. — La police 245

Nécessités, 245. Fonctions, 245. Sanctions, 246. Exécution, 250.

Conclusion 250

SECTION II. LA RICHESSE 251

§ 1. — Le spirituel exige un temporel 251

Entretien du clergé, 251. Bâtiments du culte, 251. Devoir d'aumône, 252.

§ 2. — Le surnaturel procure les ressources 252

Dot primitive, 252. Libéralité des fidèles, 253. Legs pieux, 253. Salaire des intercesseurs, 254. Part du Seigneur : la dîme, 255.

§ 3. — La fortune comble l'Église 258

Croissance, 258. Lois fondamentales, 260. Domaines et fiefs, 261.

Conclusion 261

SECTION III. LES PRESTIGES 262

§ 1. — Les fondements communs 262

Caractère sacré, 262. Droit canon, 263. Loi civile, 263.

§ 2. — La panoplie des honneurs 263

Costume, 264. Accompagnements, 265. Préséances, 265. La passion du prestige en dehors du droit, 265.

§ 3. — Les sources complémentaires 265

Qualités personnelles, 267. Valeurs sociales, 267.

CONCLUSION 269

Digitized by Google

CHAPITRE II. — L'IDÉAL JURIDIQUE DE L'ÉQUILIBRE . . 271

SECTION I. VOLONTÉ D'AUTONOMIE : LE CALCUL DES DISTANCES 271

§ 1. — La dichotomie du profane et du sacré 271
Caractères distinctifs, 272. Mobilité du caractère, 273. Crimes de profanation, 273.

§ 2. — La disjonction des cités 275
Refus des immixtions profanes, 276. Soustraction au droit commun, 278. Théorie générale des privilèges, 279.

§ 3. — La défense de l'Église contre les clercs 280
Garanties du statut clérical, 280. Protection de chaque élément de puissance, 281. Nature du ministère, 282.

SECTION II. INTELLIGENCE D'ADAPTATION : LE SYSTÈME BÉNÉFICIAL 282

§ 1. — Les fondements rationnels 283
Office et bénéfice, 283. Caractères communs, 284. Distinction juridique, 284. Morphologie naturelle, 285. Discipline des variations, 286.

§ 2. — Les règles de l'attribution 287
L'instant de la vacance, 288. La concurrence des nominateurs, 289. La capacité du candidat, 290.

§ 3. — Le lien bénéficial 291
Analogie avec les caractères du mariage, 291. Les devoirs du titulaire, 292. Les honnêtes accommodements, 293.

SECTION III. SENTIMENT DE L'ORDRE : LA MESURE DES VALEURS 295

§ 1. — La triple tentation 296
Logique de la puissance, 296. Prétentions pontificales, 297. Théories intégristes, 297.

§ 2. — Les oppositions permanentes 297
La nature humaine, 297. Les états séculiers, 297. Les évangélistes, 298.

§ 3. — Dispositions romaines à l'harmonie 298
Renonciation au pur temporel, 298. Modération des privilèges, 299. Freins intérieurs, 301.

CONCLUSION. ÉBRANLEMENTS ET FERMETÉ DES ÉLÉMENTS DE LA PUISSANCE ECCLÉSIASTIQUE 302

LIVRE III. — Rome capitale 303

CHAPITRE I. — LA CONCENTRATION DES POUVOIRS . . 305

SECTION I. LE SOUVERAIN PONTIFE 305

§ 1. — Les éléments de la puissance 306
Régence de l'Église, 306. État pontifical, 306.

Digitized by Google

§ 2. — Les fondements de la primauté 307
Droit divin, 307. Justifications humaines, 308.

§ 3. — L'accession au Siège 308
Principe électif, 309. Organisation du conclave, 309.

§ 4. — La fin du règne 310
Causes de la vacance, 310. Administration intérimaire, 311.

SECTION II. LE DÉPLOIEMENT DE LA PRIMAUTÉ 311

§ 1. — Le hiérarque suprême 312
Juge en dernier appel, 312. Le régulateur souverain, 312. Intendant général, 313.

§ 2. — L'évêque universel 313
L'option judiciaire, 313. Le partage administratif, 314.

§ 3. — La progression des monopoles 314
L'organisation de l'Église, 315. Les relations sociales, 317. Les rapports supranaturels, 318.

§ 4. — La régence immédiate 319

SECTION III. LES LIMITES DE LA PUISSANCE 322

§ 1. — Affirmation de la liberté souveraine 322
Le refus des entraves, 322. Le plaisir du prince, 323. La soustraction aux lois, 323.

§ 2. — Obstacles à l'arbitraire 324
Principes immuables, 324. Constitution fondamentale, 324. Sagesse humaine, 324.

§ 3. — Sanction des principes 325
Droit de représentation, 325. Devoir de résistance, 326. Vengeance divine, 326.

Conclusion 326

CHAPITRE II. — L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ . . 328

SECTION I. CONSCIENCE ET IMPUISSANCE DU PEUPLE CHRÉTIEN 328

§ 1. — L'affirmation de l'existence 328
Collectio fidelium, 328. Universitas christianorum, 329.

§ 2. — Les aspirations au pouvoir 329
Secteur social, 329. Organisation ecclésiastique, 330. Le domaine de la foi, 330.

§ 3. — La doctrine officielle 331
Refus de toute prétention populaire, 331. Conditions de coopération, 332.

Digitized by Google

SECTION II. RENOUVEAU ET SUBORDINATION DU CONCILE ŒCUMÉNIQUE 333

§ 1. — La tenue du concile 333
Préludes, 333. Fonctionnement, 335.

§ 2. — La conception romaine 337
Information de la Curie, 337. Affirmation de l'Église, 337. Affirmation des quatre notes de l'Église, 337. Exaltation de la papauté, 337.

§ 3. — Les risques publics 338
Défauts de la connaissance, 338. Ébranlement des quatre notes, 338. Naissance des théories conciliaires, 339.

SECTION III. ASCENSION ET SOUMISSION DU SACRÉ COLLÈGE . . . 340

§ 1. — Le statut des cardinaux 341
Recrutement, 341. Fonctions, 342. Puissance, 343.

§ 2. — La structure du Sacré Collège 344
Personnalité, 344. Hiérarchie, 344. Trésor, 345.

§ 3. — La participation corporative au Gouvernement central de l'Église 345
Sede plena, 345. Organisation de l'Église, 345. Les religieux, 346. Vie sociale, 346. L'interrègne, 346.

§ 4. — Ambitions corporatives et résistance pontificale 346
Occasions de revendiquer, 347. Nuances de la requête, 347. Défense de la monarchie, 348.

Conclusion 348

CHAPITRE III. — STRUCTURE ET VIE DU CENTRE . . . 349

SECTION I. LES OFFICES 349

§ 1. — Chancellerie 349
Personnel, 349. Fonctions, 350.

§ 2. — Chambre apostolique 351
Ressources fiscales, 352. Personnel, 353. Budget, 354. Monnaies, 355.

SECTION II. LES TRIBUNAUX 355

§ 1. — L'audience du Palais (Rote) 355
Personnel, 355. Compétence, 356. Organisation, 356.

§ 2. — Audience des lettres contredites 357
Fonctions, 357. Organisation, 357. Rôle, 357.

§ 3. — Pénitencerie 358
Origines, 358. Grand Pénitencier, 358. Pénitenciers mineurs, 359.

Digitized by Google

SECTION III. LA COUR 359
Composition, 359. Conditions, 360. Influence, 361.
Conclusion 361
CONCLUSION GÉNÉRALE 362

LIVRE IV. — Les régimes locaux 363

CHAPITRE I. — LE GOUVERNEMENT CENTRAL DU DIOCÈSE 365

SECTION I. LE CHEF 365
§ 1. — Les pouvoirs de l'évêque 366
Autorité, 366. Richesse, 368. Prestiges, 370.
§ 2. — Le choix 370
Aptitude, 370. Élection, 372.
§ 3. — La prise des pouvoirs 373
Préludes, 373. Confirmation, 374. Consécration, 374. Installation, 374.
§ 4. — La vacance du Siège 374
Conclusion 375

SECTION II. LES AUXILIAIRES CONCURRENTS 376
§ 1. — Le chapitre 376
Lignes générales de l'évolution, 376. Structure et vie, 377. Le statut du chanoine, 383. Place dans le diocèse, 386.
§ 2. — L'archidiacre 391
Histoire brève, 391. Statut, 392. Éléments de puissance, 392. Choix, 393. Relations avec l'évêque, 393.
§ 3. — Les défenseurs antiques 395
Vidames, 395. Avoués, 395.
Conclusion 396

SECTION III. LES SERVITEURS FIDÈLES 396
§ 1. — Le chancelier 397
§ 2. — L'official 398
Origines, 398. Compétence, 399.
§ 3. — Le vicaire général 400
Origines, 400. Attributions, 400.
§ 4. — Les suppléants 401
Archiprêtre, 401. Coadjuteur, 402.
CONCLUSION 402

Digitized by Google

CHAPITRE II. — LA COMMUNAUTÉ PAROISSIALE 404

SECTION I. LE CHEF 404

§ 1. — Les catégories 405

§ 2. — Les obligations communes 406
Gouvernement spirituel, 406. Résidence, 407. Taxes, 408.

§ 3. — Les éléments de la puissance 408
Autorité, 408. Richesse, 409. Prestiges, 410.

§ 4. — L'existence du recteur 411
Origines sociales, 411. Mode et niveau de vie, 411.

SECTION II. LE PEUPLE DES FIDÈLES 412

§ 1. — Détermination canonique 412
Domiciliés, 412. Étrangers, 412.

§ 2. — Obligations générales 413
Spirituelles, 413. Temporelles, 413.

§ 3. — Droits permanents 413

SECTION III. L'AMBIGUÏTÉ DES CORPS 413

§ 1. — Confréries 414
Formation, 414. But, 414. Esprit, 415. Recrutement, 415. Structure, 416. Position dans la paroisse, 416.

§ 2. — Fabrique 417
Naissance, 418. Structure, 418. Rapports avec le curé, 419.

Conclusion 420

SECTION IV. LES APPUIS CANONIQUES 420

§ 1. — Vicaires coopérateurs 420

§ 2. — Le clergé local 421

§ 3. — Le coadjuteur 422

CONCLUSION 423

CHAPITRE III. — LA COORDINATION DIOCÉSAINE . . . 424

SECTION I. L'ORDRE LOCAL 424

§ 1. — Variété des lieux de culte 424
Paroisses, 424. Oratoires privés, 425. Églises de secours et chapelles publiques, 425. Collégiales, 425.

§ 2. — Effets contradictoires de la liberté 427
Avantages, 427. Périls, 427.

§ 3. — Voies de l'unité 427
Limites à la construction et à l'usage, 427. Hiérarchie, 427. Insertion dans le système, 427.

Digitized by Google

SECTION II. LA SOLIDARITÉ DÉCANALE 428
§ 1. — Les types 428
La grande paroisse, 428. Groupement des petites paroisses, 429.
§ 2. — La condition du doyen 430
Fonctions, 430. Éléments de puissance, 431. Choix, 431. Condition canonique, 432.
§ 3. — L'organisation du doyenné 432
Administration centrale, 432. Assemblées rectorales, 433. Rôle effectif, 434.
SECTION III. L'UNITÉ DIOCÉSAINE 434
§ 1. — La mission initiale 434
Engagement diocésain, 434. Serment à l'évêque, 434.
§ 2. — Les contrôles périodiques 435
La visite épiscopale, 435. La surveillance archidiaconale, 437. La sollicitude décanale, 439.
§ 3. — L'action permanente 439
Recours à l'évêque, 440. Missions confiées par l'évêque, 440.
Conclusion 440
CONCLUSION GÉNÉRALE 441

LIVRE V. — L'essaimage des religieux. 443

CHAPITRE I. — LA MAISON 445
SECTION I. LA COMMUNAUTÉ MASCULINE 445
§ 1. — Monastère 445
Constitution, 445. Règle, 446. Implantation, 446. Peuplement, 447. Personnalité, 448. Éléments de la puissance, 448. Hiérarchie, 450. Le chapitre, 454. Administration du domaine, 456. Anciens protecteurs et défenseurs, 456.
§ 2. — La demeure canoniale 457
§ 3. — Le couvent de Mendiants 459
Implantation, 459. Peuplement, 460. Personnalité, 460. Éléments de la puissance, 460. Hiérarchie, 461. Le chapitre, 462.
Conclusion 463
SECTION II. LA COMMUNAUTÉ FÉMININE 463
§ 1. — La fondation 464
Choix du lieu, 464. Composition du groupe, 464.
§ 2. — Le temporel 465
§ 3. — La hiérarchie 465
La supérieure, 465. Les offices (ou obédiences), 467. Le chapitre, 468.

Digitized by Google

§ 4. — Les auxiliaires masculins 468
Ministère, 468. Administration, 469.
Conclusion 469
SECTION III. LES ÉTABLISSEMENTS COMPLEXES ET MARGINAUX . . 470
§ 1. — Les monastères doubles 470
Origine et justification, 470. Trois expériences, 471.
§ 2. — Les établissements charitables 472
Naissance, 472. Personnalité, 473. Moyens, 473. Constitution, 474.
§ 3. — La commanderie 475
§ 4. — Le béguinage 476
CONCLUSION 478
CHAPITRE II. — L'ORDRE 480
SECTION I. LE GOUVERNEMENT CENTRAL 481
§ 1. — Les intérêts communs 481
L'esprit, 481. Les études, 482. Le temporel, 483. Typologie provisoire, 483.
§ 2. — Le chef suprême 484
L'abbé de Cluny, 484. L'abbé de Citeaux, 484. Le maître général, 485. Le ministre général, 486.
§ 3. — Le chapitre général 486
Problèmes, 486. Temps et lieu, 487. Composition et structure, 488. Fonctions, 488.
SECTION II. LE SYSTÈME RÉGIONAL 490
§ 1. — Circonscriptions : les provinces, custodies, circaries . . 491
§ 2. — Le supérieur 491
§ 3. — Le chapitre 493
SECTION III. LIENS ET CONTRÔLE 494
§ 1. — La liaison permanente 494
§ 2. — La visite périodique 495
Le programme, 495. Les acteurs, 496. Les opérations, 496. Visite de la maison-mère, 497.
§ 3. — Relations et surveillance des seconds ordres 498
CONCLUSION 499
CHAPITRE III. — LE MONDE DES RELIGIEUX 500
SECTION I. VICISSITUDES DU TIERS MONDE 500
§ 1. — Les voies innombrables 500
Du XII^e siècle à 1215, 501. Après le quatrième concile du Latran, 502.

Digitized by Google

§ 2. — Évolution de la Puissance 505
Montée de la Puissance, 505. Le déclin, 505.
§ 3. — Régime de la coexistence 507
Barrières, 507. Effets du Transitus, 508. Transferts de maisons, 509.
Conclusion 509

SECTION II. MESURE DE L'UNITÉ 509
§ 1. — Consonances naturelles ou imposées 510
Aspirations et actions, 510. Formation d'un droit commun, 511.
§ 2. — Occasions de discordes 513
Crises domestiques, 513. Querelles de voisinage, 515.
§ 3. — Malaises et crises 515
Incompatibilité entre maisons, 515. Tensions constitutionnelles, 516. Rivalité des ordres, 517.

SECTION III. PART DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉGLISE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 519
§ 1. — Morphologie ecclésiale 519
Mutation des états, 519. Mutation des structures, 519.
§ 2. — Vie intellectuelle et spirituelle 520
Défense de l'orthodoxie, 520. Progrès des sciences sacrées, 520. Action sur la piété, 521.
§ 3. — Économie et société 522
Progrès de l'économie, 522. Résultats humains, 522. L'opinion publique, 523.
Conclusion 524

CONCLUSION 524

LIVRE VI — Le drame de la Chrétienté 527

CHAPITRE I. — TENSIONS NATURELLES ET CONCORDES OFFICIELLES 529

SECTION I. FRONTIÈRES GÉOGRAPHIQUES ET COORDINATION OCCIDENTALE 529
§ 1. — Autonomie diocésaine et lien provincial 529
Isolement du diocèse, 529. Fonction de la province, 530. Le métropolitain, titre et position, 530. Action du métropolitain, 531. Relations entre métropolitain et suffragants, 532.
§ 2. — Barrières entre provinces et liens régionaux 535
L'esprit provincial, 535. Archevêques privilégiés : les patriarcats, 535. Essais de métropoles supérieures : les primaties, 536.

Digitized by Google

§ 3. — Esprit national et rapports internationaux 538
Originalité des nations, 538. Sentiment de la communauté, 539. Caractère international des institutions, 539.

SECTION II. SÉCULIERS ET RÉGULIERS 540

§ 1. — Les problèmes diocésains 541
Principe de subordination, 541. Émancipation progressive, 542. Éclats de la discorde, 543.

§ 2. — Le ministère pastoral 544
Naissance des problèmes, 544. Le grand conflit, 545. La paix bonifacienne, 545.

§ 3. — Les religieux dans l'Église universelle 547
Service de la foi, 548. Insertion dans la hiérarchie, 549. Association à l'Église séculière, 550.

Conclusion 551

SECTION III. LA TÊTE ET LES MEMBRES 553

§ 1. — Les moyens de rattachement 553
Liens complémentaires, 553. Attraction romaine, 555. Ubiquité pontificale : les légats, 556. Les autres agents romains, 559.

§ 2. — Les attitudes de la Chrétienté 560
Appétit de soumission, 560. Oppositions locales, 560. Conceptions hostiles, 561.

§ 3. — La réplique romaine 562
Degrés de bienveillance, 562. La répression, 562. Affirmation des principes, 563.

CONCLUSION 563

CHAPITRE II. — FORTUNE DU SYSTÈME 565

SECTION I. LES APPARENCES DU TRIOMPHE 565

§ 1. — Harmonie extérieure 565
Éclat des arts, 565. Universalisme des formes, 566.

§ 2. — Paix intérieure 567
Fermeté de l'orthodoxie, 567. Fonctionnement régulier des organes, 568.

§ 3. — Position supérieure 569
Soumission des pouvoirs publics, 569. Primauté de l'Église, 570.

Conclusion 571

SECTION II. LES MÉFAITS DU TEMPOREL 571

§ 1. — Perversion du bénéfice 572
Changement de nature, 572. Inversion des caractères, 573. Oubli des principes, 576.

Digitized by Google

§ 2. — Atteintes à l'indépendance ecclésiale 578
Exigences des fiscalités, 578. Survivance des spolia, 579. Immixtions royales, 580.

§ 3. — Vertige de la domination 580
Abus des prestiges, 581. Mésusage des richesses, 581. Excès d'autorité, 582.

SECTION III. DIAGNOSTIC ET ESPOIR 585

§ 1. — Les éléments de l'impuissance 585
Servitudes du Siècle, 585. Absence de contrôle, 586. Christianisme superficiel, 586.

§ 2. — Les réactions contradictoires 587
Conservatisme officiel, 588. Variété des militants, 588.

§ 3. — Les forces de la tradition 588
Fidélité passive des masses, 589. Adhésion officielle des États et des corps, 589. Esprit de réforme, 590.

CONCLUSION 591

CONCLUSION GÉNÉRALE 592

B 60. — Imprimé en Belgique par Desclée & Cie. Éditeurs, S. A., Tournai — 6.514

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MAR 22 '79

Digitized by Google

Digitized by Google

Histoire de l'Église

depuis les origines jusqu'à nos jours

en 26 volumes grand in-8° sur beau vélin,
publiée sous la direction de
J.-B. DUROSELLE et Eugène JARRY

o

RÉPARTITION DES VOLUMES

* I. — **L'Église primitive**, par Jules Lebreton et Jacques Zeiller.
* II. — **De la fin du II° siècle à la paix constantinienne**, par Jules Lebreton et Jacques Zeiller.
* III. — **De la paix constantinienne à la mort de Théodose**, par Pierre de Labriolle, G. Bardy et J.-R. Palanque.
* IV. — **De la mort de Théodose à l'avènement de Grégoire le Grand**, par Pierre de Labriolle, G. Bardy, Louis Bréhier et G. de Plinval.
* V. — **Grégoire le Grand, les Etats barbares et la conquête arabe (590-757)**, par Louis Bréhier et René Aigrain.
* VI. — **L'Époque carolingienne (757-888)**, par E. Amann.
* VII. — **L'Église au pouvoir des laïques (888-1057)**, par E. Amman et A. Dumas.
* VIII. — **La Réforme Grégorienne et la reconquête chrétienne**, par Augustin Fliche.
* IX. — **Du premier Concile du Latran à l'avènement d'Innocent III (1123-1198)**, par Augustin Fliche, Raymonde Foreville et Jean Rousset (2 vol.).
* X. — **La Chrétienté romaine (1198-1274)**, par A. Fliche, Ch. Thouzellier et Yvonne Azais.

XI. — **La Centralisation pontificale et les tendances nationales (1274-1378)**, par E. Jarry et M. Mollat.

* XII. — **Les Institutions de la Chrétienté médiévale**, par Gabriel Le Bras.
* XIII. — **Le Mouvement doctrinal du IX° au XIV° siècle**, par A. Forest, Fernand Van Steenberghen et M. de Gandillac.
* XIV. — **Le Grand Schisme d'Occident et la Crise Conciliaire (1378-1449)**, par E. Delaruelle, Paul Ourliac et E.-R. Labande (2 vol.)
* XV. — **L'Église et la Renaissance (1449-1517)**, par R. Aubenas et Robert Ricard.
* XVI. — **La Crise religieuse du XVI° siècle**, par E. de Moreau, P. Jourda et P. Janelle.
* XVII. — **Le Concile de Trente**, par L. Cristiani.
* XVIII. — **La Restauration catholique (1563-1648)**, par Léon-E. Halkin et L. Willaert.
* XIX. — **Les luttes doctrinales et politiques aux XVII° et XVIII° siècles (1648-1789)**, par E. Préclin et E. Jarry (2 vol.)
* XX. — **La Crise Révolutionnaire (1789-1846)**, par J. Lefion.
* XXI — **Le Pontificat de Pie IX (1846-1878)**, par R. Aubert.

XXII. — **L'Église à la fin du XIX° siècle et au début du XX° siècle (1878-1922)**, par E. Bruley, J.-B. Duroselle et R. Aubert.

XXIII. — **L'Église contemporaine. Les missions catholiques depuis un siècle**, par J.-B. Duroselle, J. Devisse, A. Brou et H. Bernard-Maître.

XXIV. — **Les Églises Orientales séparées**, par J. Grumel.

XXV. — **Les Églises Protestantes**, par N.

XXVI. — **Tables alphabétiques et index.**

L'astérisque désigne les volumes parus

BLOUD & GAY, ÉDITEURS

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

DX 001 309 590

PLEASE RETURN TO
ALDERMAN LIBRARY

DUE	DUE
~~10~~ 11/30/88	

JUNE 79
N. MANCHESTER,
INDIANA 46962

Digitized by Google